[هكذا من الأصل]

TRENTE-QUATRIÈME ANNÉE — N° 10 141 — 40 PAGES — MERCREDI 7 SEPTEMBRE 1977

Le Japon décide un plan de relance de 37 milliards de F

LIRE PAGE 38



Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : Jacques Fauvet

1,50 F

Algérie, 1,20 DA; Maroc, 1,60 dir.; Tunisie, 1,20 m.; Allemagne, 1 DM; Autriche, 11 sch.; Belgique, 13 fr.; Canada, $ 0,75; Danemark, 3,60 kr.; Espagne, 35 pes.; Grande-Bretagne, 20 p.; Grèce, 20 dr.; Iran, 45 rls; Italie, 350 L.; Liban, 175 p.; Luxembourg, 13 fr.; Norvège, 2,75 kr.; Pays-Bas, 1 fl.; Portugal, 15 esc.; Suède, 2,25 kr.; Suisse, 1 fr.; U.S.A., 65 cts; Yougoslavie, 10 n. din.

Tarif des abonnements page 18

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 Paris
Télex Paris n° 650572
Tél. : 246-72-23

L'ATTENTAT DE COLOGNE

Les ravisseurs du président du patronat allemand exigent la libération de militants du groupe Baader

La police fédérale allemande a mis en place dans tout le pays un dispositif de recherche considérable après l'enlèvement de M. Hans Martin Schleyer, président de la Fédération patronale ouest-allemande et de la Fédération des industries. Lundi 5 septembre, à Cologne, cinq hommes ont ouvert le feu sur la voiture dans laquelle l'industriel avait pris place, et sur deux autres véhicules dans lesquels des policiers l'accompagnaient. Trois de ces derniers, ainsi que le chauffeur de M. Schleyer, ont été tués.

Les exigences des ravisseurs seraient indiquées dans un message retrouvé dans la camionnette dont ils se sont servis pour commettre l'attentat. De nombreux coups de téléphone anonymes ont d'autre part été adressés à la police et aux journaux. Les membres du commando réclameraient la libération d'un certain nombre de militants de la « Fraction Armée rouge » (groupe Baader-Meinhof).

Selon l'un des messages reçus par la police, M. Schleyer devait être « exécuté » ce mardi, à 17 h. 30 locales, si cette remise en liberté n'avait pas eu lieu d'ici là.

Dans un message télévisé, M. Helmut Schmidt, chancelier fédéral, a affirmé que l'Etat répondrait « avec toute la dureté nécessaire » aux attentats terroristes ; il a condamné « une sanglante provocation qui est dirigée contre nous tous ». D'une manière générale, l'indignation est vive en R.F.A., dans la presse et dans l'opinion, après ce nouvel attentat particulièrement meurtrier.

La stratégie de l'Apocalypse

Quelle qu'en soit l'issue, l'enlèvement de M. Hans Martin Schleyer, président de la Fédération des industriels allemands, va relancer à coup sûr l'éternel débat sur la violence et sa légitimité. Tout, déjà et depuis longtemps, a été dit sur un sujet qui ne concerne pas que l'Allemagne, loin de là, et qui n'est certainement pas prêt de passer d'actualité. Rarement cependant la violence aura été mise au service d'une stratégie aussi aberrante que celle des différents groupes extrémistes ouest-allemands qui prônent l'assassinat politique.

Enlèvements et assassinats ne sont plus, en République fédérale, le fait de quelques révoltés agissant plus ou moins spontanément. Ils sont au contraire l'œuvre de groupes de desesperados parfaitement organisés et cloisonnés, dont les effectifs sont évalués à plus d'un millier de personnes, qui se réclament souvent d'idéologies différentes, mais qui appliquent en fait la même stratégie : celle qui ne peut conduire qu'à l'apocalypse. Condamner cette stratégie n'est pas nier la réalité des problèmes qui se posent à l'Allemagne occidentale ni de ceux que l'Allemagne peut encore peser au monde. Mais on ne peut oublier que le pire, même lorsqu'il est au service du meilleur, débouche rarement sur autre chose que le pire.

Le but avoué des différents groupes extrémistes ouest-allemands est connu, même s'il cache mal une fureur suicidaire. Pour eux, il s'agit de parvenir dans une première phase à une fascisation de l'Etat allemand, cette fascisation devant à son tour provoquer « une réaction révolutionnaire des masses ». Tant de naïveté ou de perversion confond. Si la première partie d'un tel programme apparaît bien comme du domaine du possible, la seconde se réfère en effet à des schémas simplistes qui ont été bien rarement confirmés par l'histoire. Le fait que M. Hans Martin Schleyer, « patron de combat » notoire, ait eu dans sa jeunesse des sympathies franchement nazies ne change rien.

Déjà on ne compte plus les signes avant-coureurs du durcissement de la société ouest-allemande. Ce processus était en germe dans le refus de tout dialogue opposé aux contestataires extra-parlementaires de la fin des années 60 par les gérants satisfaits d'une société de l'abondance qui ne proposait qu'un seul remède aux frustrations et aux démons de l'histoire : la course au profit. Même les sociaux-démocrates ont préféré se faire les gardiens intransigeants de la loi, de l'ordre et du profit plutôt que d'entendre les questions fondamentales qui leur étaient posées. Toutes les conditions étaient ainsi réunies pour que s'établisse un cycle infernal de la violence, les seuls bénéficiaires ne pouvant en être que les forces les plus conservatrices et les plus nationalistes de la R.F.A. A tel point qu'on pourrait formuler — si l'assassinat politique n'avait pas été posé en dogme par les extrémistes ouest-allemands — l'hypothèse d'une énorme provocation pour expliquer le sanglant enlèvement de Cologne.

La tâche, en tout cas, n'est pas facile pour le chancelier Schmidt, déjà si mal réélu à l'automne dernier. Moins sensible que son prédécesseur aux questions fondamentales qui se posent aujourd'hui à la société allemande, il risque de ne voir d'issue que dans un accroissement de la répression contre l'extrême gauche, et dans une plus grande indulgence à l'égard des nostalgiques du nazisme. Il est inquiétant, de ce point de vue, que M. Schmidt se soit contenté lundi soir, après l'enlèvement, de lancer un appel à la délation à ses concitoyens, réduisant ainsi à un simple problème de police le malaise si profond qui agite toute une société.

La R.F.A. malade de ses extrémistes

I. — Des brèches dans la citadelle

De notre envoyé spécial MANUEL LUCBERT

Bonn. — L'Allemagne est malade. Assassinats politiques, chômage, terrorisme récurrent, crise économique larvée, paix sociale menacée, Hitler soudain à la « une » de tous les journaux : il ne se passe plus de jour sans que les citoyens de la République fédérale ne soient ébranlés dans leur bonne conscience démocratique. Le deutschemark domine l'Europe, la Bundeswehr paraît d'une solidité d'acier, et pourtant le colosse tremble sur ses fondements ; le doute s'installe dans les esprits, et un mot revient, lancinant, inquiétant, dans les commentaires et dans les réactions populaires : « *Die Angst* », la peur.

L'homme de la rue ne comprend pas : que fait l'Etat pour mettre fin à l' « anarchie » ? Qu'attend le gouvernement pour résorber le chômage ? Pourquoi la belle machine remise en route après la guerre avec tant d'efforts individuels et d'abnégation collective se grippe-t-elle si souvent, comme si une faille secrète en entravait la marche ? Pourquoi, parfois, cette affreuse impression de vide ?

Ce n'est pas pour la fragile démocratie ouest-allemande la première alerte depuis 1949, date de création de la République fédérale, ou, si l'on veut, même depuis 1945, car ces quatre années de non-existence étatique furent en définitive décisives pour le destin ultérieur des Allemands.

(Lire la suite page 2.)

Le manifeste de la majorité

Un texte qui compte plus par son existence que par son contenu

Paraphé lundi après-midi 5 septembre par les « plénipotentiaires » gaullistes, centristes et giscardiens qui l'avaient élaboré, le manifeste de la majorité est maintenant soumis aux instances dirigeantes des partis eux-mêmes. Le comité central du R.P.R. l'a adopté dès lundi soir à l'unanimité. Le bureau politique du parti républicain s'en saisit jeudi à Nancy. Le comité directeur du Centre national des indépendants et paysans l'examine vendredi, et le conseil politique du Centre des démocrates-sociaux, samedi. Pour ceux-là même qui l'ont signé, ce document vaut plus par son existence que par son contenu.

Les négociations préélectorales entre les formations majoritaires reprennent mercredi matin au siège du C.D.S. M. Raymond Barre a reçu M. Jacques Chirac mardi après-midi. Le même jour, il devait dîner avec les dirigeants du C.D.S. Le lendemain, il rencontrait M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, président du parti radical (qui n'a pas participé à l'élaboration du manifeste).

Il aura donc fallu cinq séances et un peu moins d'une vingtaine d'heures de négociations aux partenaires de la majorité pour mettre un point final à ce document de douze feuillets qui sera officiellement rendu public la semaine prochaine (mais dont on trouvera le texte en page 8).

Commencée par la réunion au « sommet » du 19 juillet dernier, la discussion entre les partis qui soutiennent le gouvernement n'est pas terminée pour autant puisqu'elle continue pour les candidatures aux élections. Mais le fait d'être parvenu à s'entendre sur un texte — aussi vague qu'il soit, on va le voir, — constitue pour les formations de la majorité un résultat encourageant.

La principale, sinon la seule, qualité de ce document est sans doute d'exister. Elle n'est pas tout à fait négligeable. On se souvient du climat parfois tendu dans lequel avaient commencé les discussions. Chacun des partis tirait alors la couverture à soi, l'un refusant toute négociation qui porterait sur autre chose que le partage des circonscriptions, l'autre faisant un préalable de la présence d'un envoyé du premier ministre. M. Jacques Chirac s'était alors opposé à toute idée de programme commun de la majorité, et, pendant plusieurs semaines, les quiproquos et les malentendus s'étaient succédé.

En exigeant que l'accord électoral se double d'un accord doctrinal, l'idée des « non gaullistes » avait été de gêner le R.P.R. et son chef, de les contraindre à une solidarité majoritaire plus grande, à une allégeance plus marquée au président de la République. Il fut même question, un temps, que les partenaires du R.P.R. forment un front commun destiné à contrebalancer la toute-puissance de la formation gaulliste.

La réponse du R.P.R. à cette attitude fut, tout en maintenant son refus d'un programme, d'admettre l'idée d'un texte doctrinal recensant des « *valeurs de référence* ». Un tel document ne pouvait aux yeux des gaullistes manquer d'être suffisamment vague et général pour n'imposer aucune contrainte à ses signataires. Pourtant à l'heure où l'opposition continue de donner le spectacle de ses désaccords, la signature de ce texte permet à la majorité d'apparaître, en comparaison, plus unie et plus solidaire : en tout cas plus engagée sur le chemin de la cohésion.

Un « appel » d'une parfaite inocuité

A en juger le contenu, il faut bien dire que le manifeste paraphé lundi soir est d'une parfaite innocuité. C'est un « appel » qu'adressent les partis de la majorité aux Français et dans lequel ils s'emploient, d'une part à leur démontrer les dangers d'une victoire de la gauche, d'autre part à les convaincre des avantages de la continuité.

Ainsi y lit-on une défense et illustration de la politique menée par les gouvernements qui se sont succédé depuis 1971 (un bilan antérieur de l'ensemble de l'œuvre de la Ve République avait été proposé par les gaullistes mais les centristes ne l'ont pas admis sous sa forme initiale). Ainsi trouve-t-on des justifications des actions conduites dans les dernières années, justifications qui devraient selon leurs auteurs conduire les Français à accorder leur confiance aux mêmes hommes.

Le ton est très « anti-programme commun ». On dénonce dans ce manifeste les risques de la « *démagogie* », de la « *bureaucratie* », de l' « *aventure doctrinaire* ». Toutefois, il est vrai que les tirades contre la gauche auraient été plus nombreuses si toutes les propositions du R.P.R. avaient été adoptées.

Pour le reste : les idées, la doctrine, les projets concrets, c'est pratiquement le vide. On trouve des références à la liberté d'entreprendre, à la nécessité d'une réforme fiscale, d'une meilleure association des jeunes ; des allusions au pluralisme syndical (entend-on par là la reconnaissance de la représentativité de la C.F.T. ?), au caractère non technocratique que devra prendre la réalisation du plan, à la construction d'une Europe confédérale, etc. Mais rien de neuf, rien de convaincant, rien qui puisse permettre à la majorité d'espérer conquérir, grâce à cet appel, un électorat nouveau. Ce ne sont pas des phrases du genre « *là où s'éteint la flamme de la liberté, la nuit s'étend sur le bonheur de vivre...* » qui, de nos jours, font se lever les cohortes d'électeurs.

NOËL-JEAN BERGEROUX.

(Lire la suite page 8.)

ÉVADÉS DU CAMBODGE

La tension demeure vive entre le Cambodge et ses voisins thaïlandais et vietnamiens. Selon la police de Bangkok, des soldats khmers ont attaqué, dimanche soir 4 septembre, un village frontalier et se sont heurtés aux forces de l'ordre thaïlandaises.

Le territoire cambodgien demeure interdit aux observateurs étrangers, et très rares sont les visites officielles à Phnom-Penh : la dernière en date est celle du chef de la diplomatie birmane. Force demeure donc, pour tenter de savoir ce qui se passe dans le pays, d'interroger les réfugiés. Notre correspondant en Asie du Sud-Est, R.-P. Paringaux, présente ci-dessous de nouveaux témoignages :

I. — L'odyssée de l'ingénieur Pin Yatay

De notre correspondant en Asie du Sud-Est R.-P. PARINGAUX

Khlong-Yai (Thaïlande). — *« Nous étions dix-huit personnes de la même famille évacuées de Phnom-Penh le 17 avril 1975. Seuls un cousin et moi-même avons réussi à nous échapper. Tous les autres sont morts ou ont disparu au cours de ces deux années sous le régime du Cambodge démocratique. J'espère bientôt partir pour le Canada ou pour la France, recommencer une autre vie... »*

Dans le camp de réfugiés de Khlong-Yai, à l'extrémité sud-est de la Thaïlande, à moins de 2 kilomètres de la frontière, Pin Yatay, émacié, la peau grisâtre et le visage gonflé, regarde fixement le cahier d'écolier bleu o il consigne en détail les épreuves qu'il a subies et ce qu'il connaît de la vie imposée à toute une population depuis deux ans par les Khmers rouges. Arrivé fin juin en Thaïlande, il a d'abord passé deux semaines au poste de police local pour les « vérifications » d'usage, avant d'être admis dans un camp. Parti de la province occidentale de Pursat, il a marché pendant un mois dans la jungle. Après avoir « perdu en route » sa femme et dix autres candidats à l'évasion, il s'est nourri pendant les dix-sept derniers jours « *de fruits, de baies, d'escargots et de tortues* », épuisé et risquant la noyade à chaque traversée des rivières grossies par les pluies. Près de la frontière, il a été pris par une patrouille khmère rouge, *mais a réussi deux* jours plus tard à lui échapper. Un mois après, ses bras portaient encore les traces profondes des liens qui l'ont entravé.

Agé de trente-quatre ans, Pin Yatay est petit et frêle. Comme la plupart des quelque cinq cents réfugiés du camp, il a le type sino-khmer, où domine le sang chinois, et cette apparence l'a aidé dans son odyssée, car elle ne correspondait pas à celle d'un haut fonctionnaire khmer tentant d'échapper à l'exécution. A ses côtés, Khao Thiem Ly (trente et un ans) paraît un homme en bonne santé. Il est arrivé à Khlong-Yai le 15 mars 1977, après un voyage d'un mois avec trois autres hommes de son village. Pendant de longs moments, il semble absorbé par la contemplation de l'épaisse pluie qui tombe depuis l'aube, noyant les baraquements *du camp* et estompant la ligne de crêtes couvertes de jungle qui le surplombe.

(Lire la suite page 5.)

Jean Rostand est mort

Jean Rostand, de l'Académie française, est mort, samedi 3 septembre, à l'hôpital de Saint-Cloud. Ses obsèques devaient être célébrées, ce mardi 6 septembre après-midi, à Ville-d'Avray (Hauts-de-Seine).

Surtout connu pour ses travaux de biologie, Jean Rostand était aussi écrivain et moraliste. Il avait quatre-vingt trois ans.

Les engagements d'un homme de cœur

par ETIENNE WOLFF (*)

Jean Rostand n'est plus. Cette nouvelle sera ressentie dans tous les foyers de France comme un deuil national, non point au sens officiel et décoloré du terme mais au sens intime et profond. Car cet homme incomparable était aimé et admiré de tous. Sa renommée avait franchi la porte des plus humbles demeures, *mais* aussi les frontières les plus lointaines. Rarement homme de science sut gagner plus d'audience et de sympathie. En lui se joignaient tous les dons, ceux du cœur et de l'esprit. Il était naturaliste dans l'âme, biologiste expérimentateur, écrivain scientifique autant que littéraire, historien, essayiste et moraliste. Servi par tous ces dons, il *excellait dans la vulgarisation scientifique*. Il avait recréé ce genre qui, avant 1920, était un peu décrié en France. Grâce à son immense documentation, à la clarté, à la largeur de ses vues, à son style limpide et imagé, il savait rendre concrets et vivants les résultats les plus complexes, dont la nouveauté même pouvait étonner au premier abord.

Ses travaux scientifiques, qu'on ne peut évoquer en quelques lignes, étaient aussi spécialisés que ses ouvrages de vulgarisation étaient généraux et d'envergure. A une époque où les questions de sexualité ne s'étalaient pas sur la voie publique, il se livrait sur les grenouilles, son matériel favori, à des expériences de parthénogénèse, c'est-à-dire de fécondation sans mâle. On lui doit d'autre part, parmi bien d'autres résultats, *d'avoir montré que l'on peut* conserver le sperme par le froid, ce qui permet le transport à distance et la survie de longue durée des cellules reproductrices. Il ouvrait ainsi la voie aux techniques de l'insémination artificielle chez les animaux domestiques et dans l'espèce humaine.

(Lire la suite page 12.)

(*) De l'Académie française.

AU JOUR LE JOUR — Effet Larsen

M. Haby a sans doute été un brillant géographe, mais il a besoin d'un sérieux recyclage en science de l'information. Lorsque, à l'émission d'Anne Gaillard, il affirme, pour défendre le nouveau dossier scolaire, qu'on n'a jamais assez de renseignements sur le passé d'un élève pour orienter son avenir, il manifeste une ignorance qu'on voudrait innocente de l'effet Larsen, selon lequel lorsqu'on réinjecte à une source un excès d'information antérieure on dégrade l'information nouvelle qu'elle est susceptible de donner.

Un certain nombre de malades sont morts de ce que leurs médecins connaissaient trop bien leurs antécédents médicaux et, attendant trop le symptôme, n'ont pas décelé le symptôme inattendu.

En fait, il s'agit de perpétuer la vieille imposture conservatrice des aptitudes naturelles ou déterminées par le milieu social dont trop d'enseignants et de parents se font complices en décelant des dispositions pour les lettres ou les mathématiques chez les enfants, oubliant que le rôle de l'école est de faire parler les muets et non de les enfermer dans le monde du silence parce que leur dossier dit qu'ils ne parlent pas.

ROBERT ESCARPIT.

LA TRAVERSÉE DU DÉSERT DES BOXEURS FRANÇAIS

Un moment florissante, la boxe professionnelle française a perdu ses combattants d'exception qui attiraient les foules. C'est à Monaco, à Milan, à Madrid ou à Glasgow qu'il faut aller désormais pour assister à des assauts dont l'enjeu est un titre européen, voire mondial. Les boxeurs français connaissent aujourd'hui une sorte de traversée du désert ; les causes et les conséquences en sont analysées dans l'enquête de Gérard Albouy dont nous commençons, page 14, la publication.

EUROPE

L'ENLÈVEMENT DU PRÉSIDENT DE LA FÉDÉRATION DES INDUSTRIES

Le chancelier Schmidt affirme que l'État répondra « avec la dureté nécessaire aux provocations du terrorisme »

Bonn *(A.F.P., A.P., U.P.I., Reuter)*. — M. Hans Martin Schleyer, président de la Fédération des industries de la République fédérale d'Allemagne, a été enlevé lundi 5 septembre à Cologne au cours d'un attentat qui a coûté la vie à son chauffeur et à trois policiers qui l'escortaient.

Selon les témoignages recueillis par la police, il était environ 17 h. 30 lorsque l'attentat a eu lieu. M. Schleyer regagnait son domicile de la banlieue de Cologne dans une voiture conduite par son chauffeur et qu'escortait deux véhicules de police. Tandis que les trois voitures abordaient un carrefour, une camionnette Volkswagen s'en est approchée et ses occupants — un groupe de cinq jeunes gens — ont ouvert le feu au pistolet-mitrailleur sur les accompagnateurs de l'industriel, dont quatre devaient être mortellement atteints.

M. Schleyer lui-même aurait été blessé. Profitant de la confusion provoquée par les coups de feu, les membres du commando se sont emparés de la personne du président du patronat ouest-allemand, et ont pris la fuite dans leur camionnette. Un landau d'enfant et une berline Mercedes, laissés sur les lieux, ont servi à bloquer la voiture de M. Schleyer.

Le véhicule ayant servi à l'enlèvement devait être retrouvé vide, quelques heures plus tard, dans un garage de Cologne situé au sous-sol d'un immeuble dans lequel les membres du commando, selon certains indices, avaient sans doute loué un appartement en août. Le commando, d'après un témoin, aurait poursuivi sa route dans une Mercedes.

La police a lancé un appel à la population pour que celle-ci lui fournisse le plus possible de témoignages susceptibles de mettre les enquêteurs sur la piste des ravisseurs. Parmi les très nombreux appels téléphoniques reçus par les autorités, les journaux et les agences de presse, plusieurs se réclamant de différentes formations d'extrême gauche, ont revendiqué la responsabilité de l'attentat. Une voix masculine a notamment appelé le bureau local du journal municois à grand tirage *Bild Zeitung* pour déclarer que M. Schleyer serait « exécuté » ce mardi, à 17 h. 15, si Andreas Baader et d'autres membres de la Rote Armee Fraction (Fraction armée rouge, généralement appelée Groupe Baader-Meinhof), actuellement sous les verrous, n'étaient pas remis en liberté d'ici là. L'authenticité de cet appel n'a cependant pas été confirmée.

Un autre message a été trouvé dans la camionnette des ravisseurs, mais les autorités fédérales se refusent pour l'instant à divulguer son contenu.

La police a déclenché dans tout le pays une gigantesque chasse à l'homme, afin de battre de vitesse les ravisseurs. Avant de s'entretenir avec son état-major, dans la nuit de lundi à mardi, le chancelier Helmut Schmidt s'est adressé à ses concitoyens dans un message télévisé. « *La sanglante provocation de Cologne est dirigée contre nous tous* », a-t-il déclaré, en précisant que « *l'Etat devait répondre avec toute la dureté nécessaire aux provocations du terrorisme* ». Il a assuré la police « *du soutien illimité du gouvernement fédéral* » ainsi que de son « *soutien très personnel* ». M. Schmidt a ajouté : « *Les quatre morts de lundi soir s'ajoutent à la sanglante liste des victimes du terrorisme aveuble.* » Après avoir rappelé qu' « *il ne saurait y avoir de sécurité absolue* », le chancelier, s'adressant directement aux terroristes « *qui triomphent sans doute maintenant* », leur a dit : « *Le terrorisme n'a aucune chance, car, contre lui, il n'y a pas que l'Etat, mais le peuple entier.* »

M. Schmidt a rappelé que, le 31 août dernier, le gouvernement fédéral avait renforcé le dispositif policier de lutte contre l'action des commandos extrémistes.

A la prison de Stuttgart-Stammheim, où sont incarcérés les éléments les plus durs du groupe Baader-Meinhof, les mesures de sécurite et de surveillance ont été renforcées dès l'annonce de l'attentat.

PORTRAIT

M. HANS MARTIN SCHLEYER

Un patron de combat

C'est en 1973 que M. Hans-Martin Schleyer a été porté à la présidence de la puissante fédération ouest-allemande, charge qu'il devait cumuler avec celle de dirigeant de la fédération des industries. Mais avant même de devenir le « patron des patrons » de R.F.A., il était l'une des personnalités les plus souvent et violemment mises en cause par l'extrême gauche outre-Rhin.

Il est vrai que cet industriel de choc a derrière lui un passé politique encombrant. Né à Offenburg en 1915, il s'était inscrit, encore étudiant, dans un mouvement national-socialiste à Innsbruck, au lendemain de l'annexion de l'Autriche par le IIIe Reich. Il devait ensuite diriger, à Prague, un organisme chargé de favoriser l'intégration de l'industrie de la Bohême-Moravie dans celle de l'Allemagne nazie. Arrêté à la fin de la guerre par les troupes françaises, il fut libéré en 1948.

Ce passé lui fut souvent reproché, y compris par des modérés. Tel ce leader cyndicaliste qui, au Xe congrès de la D.G.B., en mai 1975 à Hambourg, s'indigna à la tribune que sa fédération puisse avoir pour hôte d'honneur « *un ancien SS, qui a participé entre 1933 et 1945 à l'écrasement des syndicats* ».

Après sa libération, M. Schleyer a siégé au sein de différents conseils d'administration, où ses positions l'ont fait rapidement considérer dans les milieux industriels ouest-allemands comme le représentant de la tendance « dure ». Lorsque, en juin dernier, plusieurs associations d'employeurs et quelques grandes sociétés ont porté plainte contre la loi sur la cogestion devant le tribunal constitutionnel de Karlsruhe, on a relevé que les plaignants bénéficiaient manifestement du soutien de la fédération patronale. Parmi les entreprises figurait d'ailleurs, la société Daimler-Benz, dont M. Schleyer est administrateur.

Ce dernier, depuis son accession à la présidence du patronat, a souvent pris la parole à la radio et à la télévision pour expliquer les positions des industriels ouest-allemands sur différents problèmes intérieurs et extérieurs, ainsi, naturellement, que sur les négociations menées avec les syndicats, à propos des salaires en particulier. Le chancelier Helmut Schmidt lui-même, qu'il avait accompagné lors de son récent voyage aux Etats-Unis, ne dédaignerait pas, dit-on, de recueillir ses avis...

Cible de tant d'attaques verbales avant d'être celle des mitraillettes du commando de Cologne, M. Schleyer n'ignorait pas qu'il était fort menacé, comme en témoigne la présence de deux voitures pleines de policiers aux côtés de la sienne. En raison de ses activités passées, sans doute ; mais surtout parce qu'il est devenu le symbole d'un certain patronat de combat.

La R.F.A. malade de ses extrémistes

(Suite de la première page.)

La funeste faiblesse de Ludwig Erhard après son entrée à la chancellerie avait déjà convaincu ses concitoyens qu'il ne suffisait pas de se prévaloir du titre, un peu trop facilement décerné, de « *père du miracle économique* » pour être un grand homme d'État.

La récession des années 1966-1967, la grande coalition entre les deux blocs des sociaux-démocrates et des chrétiens, qui s'accompagna assez logiquement d'une flambée d'opposition extra-parlementaire (ultra-nationaliste avec le N.P.D. d'un côté, gauchiste, anti-autoritaire et déjà vaguement anarchisante avec le S.D.S. de Rudi Dutschke, de l'autre) éveillèrent l'opinion ouest-allemande à l'idée que la démocratie idyllique et sans luttes — de classes, de rues, de doctrines — était, hélas ! pure illusion. L'Ostpolitik de M. Willy Brandt devait aiguiser encore les affrontements. Mais jamais, jusqu'à ces derniers mois, le sentiment d'une remise en cause radicale et de menaces aussi précises pour l'ordre libéral et démocratique n'avait été aussi vivement ressenti outre-Rhin.

Même les poètes

« *Est-ce que les fondements de notre Etat chancellent ?* » Le 12 août dernier, dans le grand organe libéral *Die Zeit*, M. Ralf Dahrendorf, ancien ministre et ancien membre de la commission du Marché commun à Bruxelles, s'interrogeait. Et, dans une analyse d'une grande pertinence, il constatait : le malaise est certes, aujourd'hui, à peu près général dans les pays développés, « *où le bien-être a conduit, grâce à une croissance continue, à une union heureuse de libéralisme économique et d'équilibre socio-politique* ». Mais, en Allemagne fédérale, il se traduit par une mise en danger du « *consensus social et libéral, de cet acord très large qui rassemble de larges fractions des partis conservateurs, libéral et socialiste* ». Cette menace, ajoutait M. Dahrendorf, « *explique les insécurités, l'absence de direction, les querelles internes aux forces politiques dominantes* ».

Trop occupé à reconstruire, à effacer, les ruines de son sol meurtri, contraint à l'humilité par la défaite et l'accusation, proférée trop légèrement par les Alliés, de culpabilité collective dans les crimes du régime hitlérien, le peuple allemand, dégoûté des rêves et des passions, amer, se réfugia après la guerre, docilement, dans la réalité. L'économie lui tint lieu d'idéologie. Livré à lui-même, sans maîtres spirituels, tous plus ou moins compromis à ses yeux dans un sens ou dans l'autre, sans véritable Etat, il ne conçut l'avenir que sous sa forme la plus prosaïque.

Le résultat est là aujourd'hui, désolant : des villes-forteresses de béton ultra-modernes, mais d'une uniformité oppressante, le règne opulent mais dictatorial de la consommation, un corps social désespérément pauvre sur le plan spirituel et étranger à la floraison artistique et culturelle des vingt dernières années, une nation divisée, une Allemagne où même les savants sont tenus en suspicion — des micros chez le physicien Taube — et les poètes en marge : Heinrich Boell, prix Nobel de littérature, est rejeté par une large fraction de l'opinion pour sa trop grande compréhension envers les « *terroristes de la bande à Baader* ». Dans le style carré qui le caractérise, M. Franz-Joseph Strauss, le dirigeant de l'aile droite de la démocratie chrétienne, résume très bien le sentiment général : « *Cet Etat ne vit pas de la gloire de ses écrivains ou de ses penseurs, et encore moins du bavardage des fonctionnaires politiques, mais de la capacité de rendement de son économie.* » (*Bild am Sonntag*, 4 septembre).

Le « *consensus social-libéral* », qui caractérisait jusqu'à maintenant la République fédérale, pouvait se réduire, pour reprendre une expression de M. Dahrendorf, à un désir de « *modernité, mais à l'intérieur de certaines structures* ». Ce consensus est attaqué depuis quelque temps sur deux flancs : d'une part, par ceux qui veulent accélérer le processus quitte à détruire les structures existantes — ce sont les « anarchistes » — d'autre part par ceux qui désirent maintenir fermement ces structures, fût-ce au prix d'un retour en arrière, vers moins de modernité — ce sont les « autoritaires ». Chacun de ces deux groupes n'est pas très fort numériquement et n'a pour le moment qu'un soutien limité dans l'opinion. Mais leur radicalisme est perçu comme un espoir et leur violence verbale ou physique s'épaule mutuellement. L'anarchisme renforce les tendances autoritaires du corps social, voire sa fascisation, lesquels, à leur tour, alimentent l'extrémisme le plus absolu.

S'il dérive de la contestation étudiante menée résolument dans la rue à partir de 1967-1968, sous la direction principalement des jeunes socialistes, contre l'hégémonie de la presse Springer, contre la montée néo-nazie du N.P.D. et pour de profondes transformations sociales, le mouvement terroriste actuel n'en constitue pas, toutefois, une prolongation directe. Le S.D.S. de Rudi Dutschke n'eut jamais l'intention de sortir du cadre constitutionnel de la République fédérale et de se lancer dans la guérilla urbaine. Au contraire, pourrait-on affirmer, l'action de cette opposition extra-parlementaire tendait à imposer dans la politique quotidienne les principes de base de la Loi fondamentale ouest-allemande démocratie pluraliste, justice, économie sociale.

Le cycle de la violence

Cette exigence fut, dès le début, clouée au pilori par la droite et une partie de la presse, celle de la chaîne Springer notamment, laquelle, prise déjà d'une véritable hystérie antijeunes, antiréformatrice, anticommuniste, lança les premiers « appels au crime ». Appels qui ne furent pas longs à être entendus : en avril 1968, Rudi Dutschke, « Rudi le Rouge », s'écroulait dans une rue de Berlin-Ouest, grièvement blessé de plusieurs balles de revolver. Moins d'un an auparavant, le mouvement étudiant avait déploré son premier mort, Benno Ohnesorg, tué par la police au cours de la répression particulièrement brutale d'une manifestation contre la visite du chah d'Iran à Berlin. Historiquement, la violence n'est pas venue de la gauche : celle-ci en a été, au contraire, la victime, et c'est sans aucun aval du mouvement étudiant dans son ensemble que s'en détachèrent des éléments marginaux, qui, devant tant d'impuissance, tant de brutalité de la part de l'Etat et des forces sociales conservatrices, se lancèrent dans l'engrenage insensé du terrorisme.

Ni l'exécution sommaire dans la rue au cours de folles chasses à l'homme de quelques « anarchistes » ni l'arrestation, en février 1974, du « noyau dur » de la Rote Armee Fraktion, plus connue sous le nom de « groupe Baader-Meinhof », ne sont parvenus à ce jour à stopper l'escalade de la violence. Assassinats, attentats, hold-up de banques, enlèvements — le dernier en date étant celui de M. Schleyer, le président du patronat ouest-allemand, — sont devenus monnaie presque quotidienne. Refusant de croire avec Böll que ce radicalisme pouvait être porteur d'espoir dans une société où « *l'or est dieu* », les hommes politiques de Bonn se sont jurés les uns après les autres dans une rage aveugle d'extirper le terrorisme, d'éradiquer ces radicaux. « *Lorsque la justice n'est pas remplie dans une mesure aussi considérable,* écrit Böll, *il n'est pas possible de traiter le radicalisme avec lequel elle est exigée d'abominable, de criminel et encore moins d'idéaliste.* »

Les partis politiques ouest-allemands, oubliant que seule une société elle-même monstrueuse peut enfanter des monstres, ont préféré rester à la surface des événements, dans la mousse des idées reçues, dans le confort des positions établies. L'extraction de la mauvaise dent montrerait que le corps social reste sain.

Il n'en a hélas rien été ! Depuis cinq ou six ans que le terrorisme ronge la vie politique de la République fédérale, les choses n'ont fait qu'empirer, la psychose antiterreur n'a fait que se développer, renforçant les tendances profondément ancrées en faveur du strict respect de la loi de l'ordre. Fidèles à une longue tradition observable dans l'histoire allemande depuis Luther, les partis ont privilégié le droit contre la justice : le film *Grete Minde*, de Heidi Genée, qui passe actuellement sur les écrans en Allemagne fédérale, montre qu'au dix-septième siècle une rigidité juridique extrême alliée à une interprétation de la loi favorable aux notables pouvait conduire déjà à des réactions dévastatrices de la part d'esprits révoltés.

Dans l'Allemagne d'aujourd'hui, la fidélité à la loi et à l'ordre n'est plus synonyme de passivité ou de silence; ces concepts sont devenus agressifs et il s'y associe la revendication de plus en plus fréquente en faveur du rétablissement de la peine de mort, du renforcement du système policier, du durcissement de l'appareil législatif et juridique.

L'appartenance à la gauche n'a jamais constitué un titre de gloire en Allemagne, où l'écrasement de la révolution prolétarienne en 1918, puis l'antibolchevisme forcené des nazis, l'antisoviétisme inflexible d'Adenauer et la réalité d'un communisme peu engageant en République démocratique allemande ont laissé durablement des traces dans les esprits. Le mot de « *links* », (gauche) est désormais outre-Rhin quasiment assimilé à une injure — une évolution qui n'est pas sans inspirer l'inquiétude dans les rangs sociaux-démocrates. Car anarchisme, socialisme, libéralisme, sont allègrement mis dans le même sac, avec une volonté délibérée de discréditer toute la gauche. C'est l'une des raisons qui ont récemment incité M. Willy Brandt, le président du S.P.D., à s'inquiéter de la résurgence du néo-nazisme et à demander qu'on accorde à cette tendance la même attention qu'aux errements de l'ultra-gauche.

Ces activismes sont certes révélateurs, voire prémonitoires, et nous y reviendrons. Mais, plus menaçant encore pour l'avenir sont aujourd'hui en Allemagne le développement et le renforcement d'un climat antilibéral. Les porte-parole les plus fermes de ce mouvement sont MM. Dregger, leaders de la C.D.U. en Hesse, et Strauss, en Bavière. Ce sont ces hommes qui ont le vent en poupe. Ce n'est pas un hasard si le N.P.D. s'est fixé pour objectif, aux prochaines élections, de faire de Francfort la capitale de la Hesse, passée depuis peu des sociaux-démocrates aux chrétiens-démocrates, la première ville « deutschnational » de la R.F.A.

Il y a quelques jours, un juge à la cour fédérale, le Dr Guenter Willms, déplorait, dans la *Fr nkfurter Allgemeine* que le champ ait été laissé libre à la propagation d'idées hostiles à la Constitution. Les défenseurs de l'état de droit (« Rechtstaat ») écrivait-il en substance, se sont repliés dans la citadelle, mais déjà les remparts montrent des fissures. Et de conclure à une nécessité de renforcer les défenses. Face à une social-démocratie en mal d'idées, à un libéralisme en question (« *Que signifie encore aujourd'hui être libéral ?* », se demande Marion Graefin Doenhoff, la directrice de *Die Zeit*), la droite musclée étend son ombre, tandis que, murés dans leurs angoisses et leurs exigences contradictoires, terroristes anarchistes et néo-nazis se livrent à une dangereuse dialectique de la violence.

MANUEL LUCBERT.

Prochain article :

FILS DE WOTAN ET GUERILLEROS URBAINS

Grande-Bretagne

L'autorité de la hiérarchie syndicale est contestée dès l'ouverture du congrès du TUC

De notre correspondant

Londres. — A la veille du débat fondamental sur la politique des revenus, la conférence des trade revenus, la conférence des trade-un lever de rideau distrayant dont le titre aurait pu être « *la Farce du renard et de l'oie* »... Pendant deux heures, le syndicat des transporteurs, numériquement le plus puissant, a été suspendu du mouvement syndical à la demande d'une des plus petites organisations, celle des propriétaires de pubs (treize mille membres), dont le président avait dénoncé l'action d'une « *mafia* » de camionneurs refusant de livrer des fûts de bière à un pub de Birmingham appelé « Le renard et l'oie », parce que son propriétaire appartenait à un syndicat patronal.

M. Jack Jones, l'un des deux principaux leaders du mouvement syndical et président de celui des transports, quittait gravement la salle. Il y revenait cependant un peu plus tard, le vote ayant été annulé pour irrégularité, et un nouveau scrutin organisé par son *alter ego*, M. Scanlon, président du syndicat des mécaniciens, lui fut favorable.

A l'extérieur, quelques milliers de manifestants, appartenant à des groupes d'extrême gauche et portant sur leurs blousons oranges l'inscription « *Droit au travail* », s'en prenaient à M. Gormley, le leader des mineurs, le qualifiant de « *traître* » et de « *jaune* », menaçant de lui faire un mauvais parti. « *Nazis* », leur répondait M. Gormley, sous la protection de la police...

Le climat social reste ainsi maussade comme en témoignent la grève « sauvage » des ouvriers de l'électricité et celle, annoncée, des dockers. En fin de compte, il est probable qu'à la fin du débat économique, la hiérarchie syndicale parviendra à contrôler ses troupes et à les faire voter dans le « *bon* » sens. Mais son autorité est remise en cause par les jeunes générations qui désapprouvent la caution et l'appui donnés par leurs dirigeants à une austère politique des revenus, dont ils s'estiment les premières victimes.

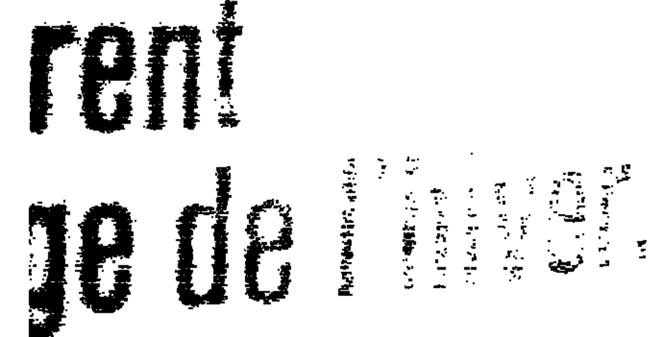
HENRI PIERRE.

[هكذا من الأصل]

n patron de combat

ses extrémistes





EUROPE

ALLEMANDES

La « Frankfurter Allgemeine Zeitung » : « Le Chicago des années 20 »

Bonn (A.F.P.). — Compte tenu des délais d'impression de la plupart des quotidiens ouest-allemands, ceux-ci n'ont guère eu le temps, pour leurs éditions matinales de ce mardi 6 septembre, que de publier la nouvelle de l'attentat de Cologne sous forme de dépêches assez brèves. D'autant plus qu'une grande confusion a régné dans les premières heures qui ont suivi l'attentat : plusieurs versions contradictoires ont circulé.

Ceux des journaux qui ont eu le temps de commenter l'événement, font part de leur colère et de leur exaspération, à la fois devant *« l'attentat le plus brutal jamais commis par les criminels anarchistes, qui ne peut qu'éveiller un sentiment d'impuissance et de fureur »* (*Hessische Allgemeine*) et devant le fait que *« les organes de la sécurité de notre Etat sont actuellement impuissants »* (*Morgenpost*, Hambourg).

De son côté, le quotidien de Francfort (*Frankfurter Allgemeine Zeitung*), proche des milieux d'affaires, écrit :

« L'attentat perpétré contre le président du patronat ouest-allemand rappelle le Chicago des années 20. Cet attentat révèle la fragilité des mesures de protection des personnalités de R.F.A. lorsque des gangsters professionnels attaquent avec une mentalité de « kamikaze ». L'attentat de Cologne a montré que les terroristes ne se souciaient désormais plus des voix qui se sont élevées parmi leurs sympathisants contre l'utilité des crimes et des attentats politiques en série. Le crime de Cologne est destiné visiblement à obtenir la libération des camarades emprisonnés afin de renforcer et de reconstruire leur organisation. »

Le journal lance un appel aux sympathisants des milieux d'extrême gauche, afin qu' *« ils reconnaissent directement ou indirectement qu'il ne sert à rien d'aider ceux qui pratiquent le meurtre organisé et les attentats de rue »*.

Les précédents attentats

Depuis cinq ans, de nombreux attentats terroristes, attribués dans la plupart des cas à la « bande à Baader-Meinhof », ont été commis en R.F.A.

MAI 1972. — Série d'attentats contre le quartier général des forces américaines à Francfort et à Heidelberg. Quatre morts et plusieurs blessés.

15 MAI 1972. — A Karlsruhe, bombe contre la voiture du juge fédéral Wolfgang Buddenberg.

26 MAI 1972. — A Hambourg, des bombes explosent dans l'immeuble du groupe de presse Springer. Dix-sept blessés.

10 NOVEMBRE 1974. — Assassinat de M. Günter von Drenkmann, président du tribunal de grande instance de Berlin-Ouest.

21 NOVEMBRE 1974. — Bombe devant le domicile de M. Gerd Ziegler, juge du tribunal de Hambourg.

30 NOVEMBRE 1974. — Tentative d'assassinat de M. Walter Leisler Kiep, trésorier de la démocratie chrétienne.

7 DECEMBRE 1974. — Bombe dans la gare de Brême : cinq blessés.

7 FEVRIER 1975. — Assassinat de M. Edwin Zdova, vice-consul de Yougoslavie.

27 FEVRIER 1975. — M. Peter Lorenz, député chrétien démocrate, est enlevé à Berlin-Ouest.

1er JUIN 1976. — Attentat contre le quartier général des forces américaines à Francfort : seize blessés.

10 JUIN 1976. — Attentat contre l'avocat Klaus Jürgen Langner, défenseur de l'extrémiste Margret Schiller : un mort et cinq blessés.

26 FEVRIER 1977. — A Munich, bombe au siège de l'hebdomadaire d'extrême droite « National Zeitung ».

7 AVRIL 1977. — A Karlsruhe, le procureur général Siegfrid Buback est tué ainsi que son chauffeur.

30 JUILLET 1977. — M. Juergen Ponto, président de la Dresdner Bank est assassiné à Bad-Hombourg.

25 AOUT 1977. — La police déjoue un attentat visant M. Kurt Rebmann, procureur fédéral.

CORRESPONDANCE

Une lettre de M. Jean Laloy

M. Jean Laloy, ancien directeur des affaires culturelles au ministère des affaires étrangères, membre de l'Institut, nous écrit :

Le « point de vue » de Jean Genet sur « violence et brutalité » en dit plus sur la personne de l'auteur que sur les réalités de la République fédérale, de l'Europe et de l'U.R.S.S.

Je me demande pourquoi *le Monde* l'a publié, et en si bonne place. Il y a déjà en France tant d'obscurité et d'incompréhension. Pourquoi en ajouter ? Et de ce niveau ?

Je relis le petit livre d'Inge Scholl sur la *Rose blanche*, la protestation des étudiants de Munich contre Hitler en 1943 et les derniers mots du dernier tract qu'ils ont distribué avant d'être arrêtés :

« Nous nous dressons contre l'asservissement de l'Europe par le national-socialisme dans une affirmation nouvelle de liberté et d'honneur. »

On n'obscurcira pas la clarté pure de ces paroles par des distinctions entre « brutalité » et « violence », qui n'ont d'autre valeur que de permettre de justifier n'importe quoi.

Belgique

LES ATELIERS DE CHARLEROI SONT EN GRÈVE GÉNÉRALE APRÈS LA DÉCOUVERTE D'UN FICHIER PATRONAL

(De notre correspondant.)

Bruxelles. — Près de quatre mille travailleurs des Ateliers de construction électrique de Charleroi (ACEC) ont déclenché une grève générale, le lundi 5 septembre, pour protester contre l'établissement de fiches personnelles de signalement pour les cent cinq ouvriers de la division nucléaire de l'entreprise. Ces fiches avaient été découvertes, il y a une quinzaine de jours, par des syndicalistes, dans la serviette de deux de leurs camarades également syndiqués, mais contremaîtres à la division nucléaire. Les fiches ne portent pas seulement des jugements sur la qualité du travail, mais aussi sur le comportement politique des travailleurs. Deux d'entre elles ont été publiées dans la presse : « *X... manque de maturité, mais n'a pas son pareil pour envenimer une situation.* » « *Y... est très meneur d'hommes, mais seulement pour déclencher la révolte.* »

Interpellée par les syndicats, la direction des ACEC a accepté d'aménager le fichier et de le limiter aux appréciations professionnelles. Elle a toutefois refusé de licencier les deux contremaîtres impliqués dans l'affaire, ce qui a provoqué la grève. La direction a durci sa position. Elle a fait savoir aux syndicats qu'elle se réserve le droit de remettre en cause les avantages sociaux octroyés au personnel par la dernière convention collective, la clause de « paix sociale » n'ayant pas été respectée. — P. de V.

Grèce

L'opposition s'attend à des élections anticipées

De notre correspondant

Athènes. — De plus en plus persuadés que le premier ministre grec organisera des élections générales avant la fin de l'année, les milieux de l'opposition prennent leur précautions. M. Caramanlis a certes affirmé à M. Iliou, président du parti de gauche EDA, qu'il n'essaierait pas de surprendre l'opposition, mais il n'a pas exclu la possibilité d'avancer la date des élections — qui, normalement, devraient avoir lieu en novembre 1978 — *« si les circonstances l'exigeaient »*.

Les milieux centristes affirment que M. Caramanlis a déjà pris sa décision tout en la gardant secrète. L'Union démocratique du centre doit donc veiller à n'être point prise de vitesse. Elle s'efforce de récupérer ceux des libéraux qui avaient voté pour M. Caramanlis en novembre 1974 mais seraient aujourd'hui déçus de constater qu'il perpétue un « Etat de droite ». Un dissident du centre, M. Mitsotakis, qui vient de former un nouveau parti, veut également attirer cette frange électorale, que l'on dit disponible.

D'autre part, le parti socialiste Pasok annonce qu'au début du mois prochain il publiera les listes complètes de ses candidats *dans toutes les circonscriptions*. M. André Papandréou, leader du Pasok, qui fut le premier à parler d'élections anticipées, a réaffirmé que son parti refuserait de participer à quelque coalition que ce soit mais envisagerait des alliances tactiques limitées dans certaines circonscriptions, là où la droite risque de perdre des sièges. Le chef du Pasok se montre sévère à l'égard de l'Union démocratique du centre, qu'il qualifie de *« parti du centre droit »* parent du *« parti du premier ministre »*. Il critique également la tentative de regroupement des partis de gauche.

Les milieux de l'opposition pensent que, pour avoir les coudées plus franches, M. Caramanlis ne veut plus que son parti — Démocratie nouvelle — puisse être assimilé à la droite classique. Il désire l'orienter vers une social-démocratie à la grecque. La vérité est que, depuis les élections de novembre 1974, le premier ministre se sent mal à l'aise à la tête d'une majorité importante (216 députés sur 300) mais peu homogène et travaillée par une frange nationaliste et royaliste récalcitrante. Assuré de conserver une majorité suffisante, M. Caramanlis voudrait tirer profit d'une conjoncture extérieure et intérieure plutôt favorable.

La question de Chypre semble rester au point mort jusqu'à l'élection présidentielle de février 1978. Ensuite, elle risque de redevenir explosive. Les relations entre la Grèce et la Turquie sont pour l'instant figées mais peuvent plus tard poser à nouveau de graves problèmes. Enfin, la question de l'adhésion de la Grèce à la Communauté européenne progresse lentement mais de façon plutôt satisfaisante.

A l'intérieur, l'opposition se bat en ordre dispersé et la droite classique n'a pas encore trouvé de chef de fil crédible. Enfin, le climat social demeure satisfaisant. Ces éléments seront pris en compte par M. Caramanlis lorsqu'il aura à annoncer sa décision sur la date des élections.

MARC MARCEAU.

Espagne

Le parti socialiste repousse toujours l'idée d'un gouvernement de coalition

De notre envoyé spécial

Madrid. — M. Adolfo Suarez, chef du gouvernement espagnol, a reçu, lundi soir 5 septembre, M. Felipe Gonzalez, premier secrétaire du Parti socialiste ouvrier espagnol (P.S.O.E.), qui était rentré dans la matinée à Madrid, après un voyage de dix jours en Amérique latine. *« Il n'y a pas de raisons de crise »*, a déclaré à l'issue de l'entretien le leader du principal parti d'opposition, qui a écarté l'idée d'un gouvernement de coalition. *« D'ailleurs*, a-t-il ajouté, *M. Suarez souhaite poursuivre sa tâche à la tête d'un gouvernement formé des seuls partis membres de l'Union du centre démocratique (U.C.D.). »*

M. Gonzalez a minimisé l'importance des tiraillements au sein de l'équipe au pouvoir, qui ont obligé M. Suarez à revenir précipitamment, vendredi dernier, de Malte, où il se trouvait en visite officielle. *« Certes, le gouvernement n'est pas homogène*, a reconnu le dirigeant du P.S.O.E., *mais ce n'est pas nouveau, et même si les tensions affleurent de temps à autres, on ne saurait pour autant parler de crise. Le chef du gouvernement doit, dès que possible, présenter son programme au Parlement et obtenir la confiance. S'il échoue, mais seulement dans ce cas, on pourra alors parler de crise. »*

Le Parlement, où, M. Gonzalez l'a encore souligné lundi, l'U.C.D. n'a pas la majorité absolue, mettra-t-il le gouvernement en échec ? C'est peu probable. M. Suarez se serait d'ailleurs assuré, sinon de l'appui, du moins de la neutralité du P.S.O.E. moyennant quelques concessions sur le plan économique et social. Selon M. Gonzalez, le parti socialiste *« exige seulement que la part des salaires, dans le total des revenus, ne diminue pas »*.

Répondant aux critiques récemment formulées contre le P.S.O.E., M. Gonzales a affirmé que son parti ne se dérobera pas devant ses responsabilités, mais que le gouvernement devait aussi assumer les siennes. C'est une opinion que partage l'éditorialiste d'*Informaciones*, un quotidien proche des milieux d'affaires : *« Depuis le 15 juin*, écrit-il, *le gouvernement tourne autour des problèmes sans jamais les affronter. Il est urgent qu'il mette son programme au point et l'expose dans tous les domaines et en détail devant le Parlement. Il n'y a aucune force sociale ou politique qui s'oppose à son action, alors, il ne s'agit que de gouverner. »*

PHILIPPE LABREVEUX.

● M. David Owen, secrétaire au Foreign Office, a renouvelé, lundi 5 septembre à Madrid, le soutien de la Grande-Bretagne à l'entrée de l'Espagne dans le Marché commun. Au cours d'un dîner offert en son honneur par le ministre espagnol des affaires étrangères, M. Marcelino Orejas, M. Owen a exprimé la *« grande admiration »* des Britanniques pour la façon dont la démocratie a été instaurée en Espagne. M. Owen a ajouté : *« Une communauté européenne sans l'Espagne est comme un puzzle auquel il manquerait une pièce essentielle. »* — *(A.F.P.)*

Italie

L'ENQUÊTE SUR LES MALVERSATIONS AU FRIOUL

Les maires des communes sinistrées menacent de démissionner

De notre correspondant

Rome. — Les maires des soixante-douze communes sinistrées du Frioul ont menacé lundi 5 septembre de démissionner si l'enquête sur les malversations liées au relogement des quarante mille sans-abri, portant aussi sur leur gestion.

Les maires ont réagi vivement à la demande du substitut du procureur de la République d'Udine, M. Gianpaolo Tosel, de présenter tous les contrats relatifs à l'achat de vingt mille maisons préfabriquées livrées après le tremblement de terre qui a fait mille morts, le 6 mai 1976. Les soixante-douze maires ont expliqué : *« L'enquête sur deux administrateurs malhonnêtes ne doit pas se transformer en une attaque systématique contre les collectivités locales. »*

Le scandale du relogement des sinistrés a cependant pris de l'ampleur ces derniers jours. Lors de l'achat à une société canadienne de mille maisons préfabriquées (coût total 7,5 milliards de lires) contre l'avis des techniciens italiens, auraient été versés des pots-de-vin *« de l'ordre de 2 milliards 200 millions de lires à des membres de l'équipe du commissaire du gouvernement chargés de la reconstruction du Frioul, pour leur compte personnel ou pour le compte de quelques partis »*, affirme notamment le quotidien pro-communiste *Paesa sera*, citant des *« indiscrétions judiciaires »*, également rapportées par d'autres journaux.

Dans le Frioul, où le parti communiste a appelé pour le jeudi 8 septembre à une grande manifestation populaire, afin que *« la justice agisse avec rapidité et clarté »*, d'autres cas de malversation sont cités. Après le maire de Maiano et le secrétaire du commissaire du gouvernement, c'est l'ancien maire démocrate chrétien de Resiutta, M. Alfonso Beltrame qui a été arrêté vendredi, en même temps que son fils et qu'un ami. M. Beltrame, qui a été exclu de son parti, avait versé sur le livret de caisse d'épargne de son fils 17 millions de lires destinés à la reconstruction de son village pour toucher les intérêts bancaires.

La magistrature d'Udine s'intéresse encore à des immeubles déclarés sinistrés au lendemain du 6 mai 1976, mais qui seraient en réalité restés intacts. A Gemona enfin, le village le plus touché par le séisme, plusieurs conseillers municipaux sont accusés d'avoir exercé des pressions sur des propriétaires pour les décider à vendre des terrains et des appartements.

(Intérim.)

PROCHE-ORIENT

LA VISITE DU SOUVERAIN JORDANIEN A PARIS

Le roi Hussein évoque le danger d'une « conflagration mondiale »

Le roi Hussein, qui est l'hôte de la France depuis lundi après-midi 5 septembre, s'est entretenu ce mardi matin avec M. Giscard d'Estaing, d'abord en tête à tête, puis en présence des deux délégations. Les conversations ont porté essentiellement sur la situation au Proche-Orient, « sujet de constante et sérieuse préoccupation », selon les termes du chef de l'Etat français, et qui risque de déboucher sur « une conflagration mondiale », selon le souverain hachémite.

C'est à l'issue d'un dîner donné lundi soir à l'Elysée, en l'honneur du roi Hussein, que les deux chefs d'Etat ont échangé leur point de vue sur l'impasse actuelle au Proche-Orient. M. Giscard d'Estaing a insisté sur le fait que les Etats belligérants devraient *« accepter la logique de la paix »*. Il a déclaré notamment : *« (...) En évoquant tout à l'heure les circonstances de votre visite, je pensais avant tout, et vous également, Sire, j'en suis persuadé, au conflit qui se prolonge au Proche-Orient et qui demeure pour la France, comme pour la Jordanie, un sujet de constante et sérieuse préoccupation.*

» Si votre pays est l'un des premiers à en subir les conséquences, celles-ci ne s'arrêtent pas aux frontières de la région. Elles menacent l'équilibre, et, comme on l'a constaté, la prospérité du monde. Aucun Etat ne saurait y être indifférent.

» La position de la France sur ce sujet découle d'une conviction simple : celle que l'établissement de la paix serait la solution la plus avantageuse, et de loin, pour tous les Etats de la région. Je n'aperçois pas d'alternative sur laquelle puisse se fonder durablement la sécurité et la prospérité des Etats du Proche-Orient. Puisque notre choix est celui de la paix, il faut accepter la logique de la paix, et examiner en profondeur les points en discussion.

» C'est pourquoi la France a estimé de son devoir de faire connaître les conditions qu'elle juge indispensables à l'aboutissement d'un règlement global, juste et durable. Elle l'a fait sans parti pris ni souci de plaire, mais en pleine conscience de ses responsabilités. L'évolution des esprits aussi bien que le cours des événements que nous observons me confirment dans la conviction que cette voie est la seule qui réponde aux exigences de la situation. En définissant les principes d'un règlement, la France ne fait que traduire, avant d'autres, le sentiment de la communauté internationale dans son ensemble, comme en témoigne le très large consensus qui s'est établi à leur sujet. Et, on le voit bien, selon qu'on se rapproche ou qu'on s'écarte de ces conditions, les perspectives s'éclairent ou s'assombrissent, l'espoir de la paix renaît ou s'éloigne. » (...)

Répondant au chef de l'Etat français, le roi Hussein a déclaré :

« (...) Nous sommes convaincus, en Jordanie, que si l'on ne parvient pas, dans un délai assez court, à une solution pacifique fondée sur la justice, en vue du règlement du problème du Proche-Orient, il sera quasiment impossible de conjurer le danger d'une conflagration mondiale. Il est difficile de prévoir l'étendue de la catastrophe qui s'abattrait, non seulement sur cette région, mais encore sur le monde entier. Notre région se trouve dans une situation anormale : celle d'une occupation militaire qui dure depuis dix ans. De même, un peuple arabe frère a perdu sa patrie et il cherche à récupérer ses droits nationaux ou simplement humains.

» Pour nous, il n'y a qu'une solution : le retrait d'Israël de tous les territoires occupés en 1967, le droit du peuple palestinien à l'autodétermination, en pleine liberté dans sa propre patrie et sur son propre territoire. (...) »

Dans leur projet de résolution

Les pays arabes demandent au Conseil de sécurité d'intervenir pour arrêter les implantations israéliennes dans les terres « arabes » et « palestiniennes »

Les ministres arabes des affaires étrangères ont mis définitivement au point et rendu public, lundi soir 5 septembre, le projet de résolution qu'ils comptent proposer aux pays *musulmans* et non alignés en vue de le soumettre à l'Assemblée générale des Nations unies. Détail inédit dans la phraséologie des résolutions arabes, le texte fait une claire distinction entre les *« terres palestiniennes »* et les *« terres arabes »* occupées par Israël, à la demande de l'O.L.P., qui a voulu ainsi marquer le caractère palestinien de la Cisjordanie et de la bande de Gaza.

Ce projet de résolution comporte une série de condamnations contre Israël et réaffirme les principes arabes d'une paix juste et durable au Proche-Orient : retrait d'Israël de tous les territoires occupés en 1967, y compris Jérusalem, récupération des droits entiers du peuple palestinien, y compris *« le retour, l'autodétermination et l'établissement de son Etat indépendant en Palestine »*. Le texte condamne les mesures illégales d'Israël, qui *« constituent un danger certain pour les efforts vers la paix »*, et demande leur annulation. Il exige l'application de la quatrième convention de Genève sur les terres palestiniennes et arabes occupées et invite le Conseil de sécurité à prendre les mesures nécessaires pour obtenir un arrêt définitif de la politique israélienne d'implantation.

En outre, le projet de résolution demande à nouveau à tous les pays de s'abstenir d'aider économiquement Israël, et de ne pas *autoriser l'émigration* de leurs ressortissants vers les terres arabes occupées et les terres palestiniennes.

Les ministres arabes ont choisi Tunis comme lieu de leur rencontre du 12 novembre prochain, au cours de laquelle ils doivent fixer la date et le lieu d'un éventuel « sommet » des chefs d'Etat (la Libye avait auparavant retiré sa proposition de tenir cette rencontre à Tripoli). Ils ont, en outre, décidé de prolonger pour une nouvelle période de six mois *le mandat de la force* arabe de dissuasion au Liban, mais ce dernier devra dans trois mois présenter un rapport sur l'état de son armée.

L'O.L.P. a présenté au conseil de la Ligue arabe un mémorandum demandant aux pays membres d'assumer leur responsabilité au sujet de la situation au Sud-Liban. Dans une précédente note, l'organisation palestinienne avait demandé que le problème du Sud soit inscrit à l'ordre du jour de la réunion, mais M. Fouad Boutros, ministre libanais des affaires étrangères, s'y était opposé, considérant *que cette* question relevait du seul Liban. Dans sa nouvelle note, l'O.L.P. signale avoir reçu au cours des dernières quarante-huit heures deux avertissements israéliens par l'intermédiaire de l'ambassade des Etats-Unis à Beyrouth, demandant le retrait des forces palestiniennes de leurs positions au Sud-Liban. Soulignant la gravité de la situation, l'O.L.P. demande aux pays arabes de prendre les mesures appropriées et affirme qu'il *« ne faut pas laisser les Palestiniens faire face seuls à cette situation comme ils l'ont fait pendant les neuf derniers mois »*.

● A JERUSALEM, l'A.F.P. signale qu'un nouveau kibboutz du mouvement collectiviste israélien a été créé lundi en Cisjordanie dans le district de Goush-Etzion, à mi-chemin entre Hébron et Jérusalem. Le kibboutz, appelé *Migdal-Oz*, est le cinquième point d'implantation établi par les Israéliens dans cette région depuis la guerre de six jours. D'autre part, le journal *Al Hamishmar* (Mapam) a critiqué, lundi, le plan d'implantation de nouvelles colonies juives en Cisjordanie annoncé par M. Sharon. — *(A.F.P., Reuter.)*

AFRIQUE

LE CONFLIT DU SAHARA OCCIDENTAL

Un violent accrochage entre le Polisario et l'armée mauritanienne a fait une centaine de morts

Une quarantaine de militaires mauritaniens, dont deux officiers, et une cinquantaine de membres du Front Polisario, ont trouvé la mort le 31 août dernier lors d'un très violent accrochage à 45 kilomètres au nord-est d'Aoucert, localité située au centre du Tiris-El-Gharbia (ancien Rio-de-Oro), a-t-on appris, lundi 5 septembre à Nouakchott de source autorisée. Une quinzaine de soldats mauritaniens et plusieurs dizaines de combattants sahraouis ont été blessés, et un important matériel a été détruit de part et d'autre au cours de l'affrontement. Cet engagement, souligne-t-on dans la capitale mauritanienne, est l'un des plus meurtriers enregistrés depuis le début des hostilités, en décembre 1975.

Selon d'autres informations, une colonne du Front Polisario, constituée d'une cinquantaine de véhicules, a été repérée, lundi, près de Jraif, à 90 kilomètres au nord-est d'Atar, ville importante du centre de la Mauritanie. Sitôt l'alerte donnée, l'aviation mauritanienne est intervenue et a obligé les combattants du Polisario à se replier vers l'est.

● A MADRID, M. Santiago Carrillo, secrétaire général du parti communiste espagnol, a demandé, lundi, la dénonciation par l'Espagne de l'accord tripartite sur le Sahara, conclu le 14 novembre 1975 à Madrid avec le Maroc et la Mauritanie.

M. Carrillo, qui s'est entretenu dans la capitale espagnole avec une délégation du Polisario conduite par le vice-secrétaire de cette organisation, M. Moustapha Sayed, a d'autre part indiqué que le P.C.E. allait demander l'ouverture d'un débat parlementaire sur les positions que le gouvernement espagnol entend adopter vis-à-vis du problème saharien lors de la prochaine session de l'Assemblée des Nations unies. — *(A.F.P.)*

[Interrogés par notre correspondant à Alger, les dirigeants du Polisario dans cette ville déclarent ne disposer pour l'instant d'aucun renseignement sur les affrontements annoncés par les autorités mauritaniennes.]

LES AFFRONTEMENTS DE L'OGADEN

Les maquisards somalis affirment avoir pris une ville importante

Le secrétaire général du Front de libération de la Somalie occidentale (F.L.S.O.), M. Aboulaye Hassan Mahmoud, a affirmé, lundi soir 5 septembre à Mogadiscio, que la ville de Jifiga (quinze mille habitants), située dans le nord de l'Ogaden, à proximité du Harrar, avait été prise par les maquisards somalis après de très violents combats contre les troupes éthiopiennes. Selon le représentant du F.L.S.O., les soldats éthiopiens auraient finalement abandonné la ville et les combats se poursuivraient à une quinzaine de kilomètres plus à l'ouest. Un chasseur éthiopien F-5 et quatre chars auraient été détruits dimanche soir dans cette région.

A Addis-Abeba, le « commandement opérationnel révolutionnaire » a catégoriquement démenti lundi la chute de Jijiga, insistant, au contraire, sur la « *déroute* » des « forces somaliennes » autour de cette ville. La radio a ajouté que des unités de l'armée de terre et de l'aviation avaient lancé une opération combinée au cours du week-end pour écraser les dernières troupes somaliennes en fuite. Cette opération est personnellement dirigée par le lieutenant-colonel Menguistu Hailé Mariam, chef de l'Etat. Cinq Mig somaliens, soixante-douze tanks et vingt-cinq véhicules blindés auraient été détruits, tandis que huit cents soldats somaliens auraient été tués depuis le début de cette opération.

Un porte-parole du ministre éthiopien des affaires étrangeres a dénoncé, d'autre part, « *l'ingérence arrogante des gouvernements arabes réactionnaires dans les questions africaines* ». Insistant sur le fait que la coopération afro-arabe se trouvait compromise par cette « ingérence », le porte-parole a ajouté : « *La corne de l'Afrique est un problème africain qui doit être résolu dans un contexte africain.* »

Les ministres des affaires étrangères des pays arabes, réunis au Caire, ont pourtant adopté, lundi, une position très prudente au sujet de la Somalie. Invités à examiner un mémorandum de Mogadiscio qui avait insisté pour que la question de l'Ogaden soit inscrite à l'ordre du jour, le conseil ministériel de la Ligue arabe a adopté une résolution exprimant sa « *profonde préoccupation devant la poursuite du conflit dans la corne de l'Afrique* », et exhortant tous les pays étrangers à s'en tenir à l'écart afin que « *les peuples de la région puissent résoudre eux-mêmes leurs propres problèmes* ».

M. Riad, secrétaire général de la Ligue arabe, a reçu mandat des ministres des affaires étrangères arabes pour prendre contact avec le secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine (O.U.A.), M. William Eteki Mboumoua, en vue de trouver une solution au conflit de l'Ogaden dans le cadre de la coopération afro-arabe. — *(A.F.P., Reuter, U.P.I.)*

République Sud-Africaine

Création d'un parti hostile à l'« apartheid »

De notre correspondante

Johannesburg. — Le parti progressiste réformiste (P.R.P.) de M. Colin Eglin vient de former un nouveau parti d'opposition, le parti fédéral progressiste (P.F.P.), avec des dissidents du défunt parti uni (U.P.) de Sir de Villiers Graaf (aujourd'hui nouveau parti républicain ou N.R.P.), opposition officielle au Parlement. Le P.F.P., dont le leader est M. Eglin et le président national adjoint M. Japie Basson (ancien U.P.), se déclare hostile à l'« apartheid » et pour la citoyenneté à part entière de tous les Sud-Africains.

Le P.F.P. préconise la séparation des pouvoirs, législatif, exécutif et judiciaire, la décentralisation de ceux-ci sur des bases géographiques et l'adoption d'une charte des droits de l'homme pour les individus et les minorités.

Le nouveau parti — qui dispose de dix-huit sièges sur cent soixante et onze à l'Assemblée nationale — se prononce en faveur d'une représentation proportionnelle et d'un vote qualifié. Il propose la formation, avec les bantoustans autonomes et semi-autonomes, d'une fédération ou d'une confédération. Il ne s'oppose pas à l'indépendance des bantoustans, mais demande que soient organisés des référendums auprès des populations concernées

La première mission du leader du P.F.P. aura lieu dès ce mois-ci. M. Léopold Sedar Senghor, président du Sénégal, qui a annoncé la fin de ses relations avec le gouvernement sud-africain, a en effet invité M. Colin Eglin à Dakar, à la fin de ce mois (*le Monde* du 6 septembre). — C. C.

« NEWSWEEK » ET L'AGENCE TASS FONT ÉTAT D'UNE COOPÉRATION NUCLÉAIRE ENTRE JÉRUSALEM ET PRETORIA

A l'occasion de la visite en Israël du ministre sud-africain des affaires étrangères, M. Pik Botha, l'hebdomadaire américain *Newsweek*, citant une haute personnalité américaine, estime que la bombe atomique que devait faire exploser récemment l'Afrique du Sud est de fabrication israélienne.

L'agence soviétique Tass est plus explicite : selon l'organe soviétique, les savants atomistes israéliens « *offrent à la République Sud-Africaine leurs bons offices en tant que consultants, et, d'autre part, dirigent des travaux dans ce domaine* ».

Tass ajoute que Pretoria s'est engagé à livrer en échange à Israël des matières premières stratégiques, et notamment de l'uranium.

Selon l'agence soviétique, l'Afrique du Sud a investi en 1976 quelque 25 millions de dollars dans l'industrie militaire israélienne, qui lui a fourni des vedettes lance-fusées, du matériel électronique, des mitraillettes, et qui « *propose de lui vendre* » des chasseurs-bombardiers de fabrication israélienne du type Kfir.

Les milieux autorisés israéliens ont démenti catégoriquement les informations publiées tant par l'agence Tass que par *Newsweek*.

Rectificatif

LES DÉCLARATIONS DU PRÉSIDENT SENGHOR

Par suite d'un « mastic » dans certaines de nos éditions du 6 septembre, l'interview du président Senghor et l'information concernant les entretiens de M. Pik Botha, ministre sud-africain des affaires étrangères, ont été rendues incompréhensibles. En ce qui concerne le chef de l'Etat sénégalais, la phrase litigieuse était la suivante : « *J'ai renoncé à toute forme de contacts avec M. Vorster et ses amis politiques* ». Quant au ministre sud-africain des affaires étrangères, il a dit : « *A Jérusalem, le porte-parole du ministre des affaires étrangères a confirmé que M. Botha venait d'effectuer une brève visite en Israël. Il a ajouté que celle-ci avait eu un « caractère privé », et il a refusé de préciser si M. Botha avait rencontré des dirigeants israéliens. Il semble que M. Botha ait rencontré à Jérusalem M. Moshe Dayan, ministre israélien des affaires étrangères.* »

Le président zambien invite l'Occident et les pays pétroliers à arrêter leurs livraisons de carburant à la Rhodésie

M. Kenneth Kauda, président de la Zambie, a lancé un appel à la Grande-Bretagne, aux Etats-Unis et à leurs alliés occidentaux pour qu'ils empêchent M. Ian Smith « de plonger la Rhodésie dans une sanglante guerre civile ».

Le président Kaunda a invité l'Occident et les pays pétroliers a arrêter leurs livraisons de pétrole à la Rhodésie. « *A défaut d'un tel embargo*, a-t-il dit, *les propositions anglo-américaines de règlement en Rhodésie seront vouées à l'échec.* »

Le président zambien, qui s'adressait, lundi 5 septembre, aux journalistes, à l'occasion du départ du général Olusegun Obasanjo, président du Nigeria, au terme d'une visite de deux jours en Zambie, a reproché aux Anglo-Américains de n'avoir pas retenu l'idée d'un embargo sur les livraisons pétrolières, au cas où M. Smith resterait intransigeant.

De son côté, le chef de l'Etat nigérian a déclaré, au cours d'un déjeuner offert en son honneur, qu'il estimait « *sincères* » les propositions de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis. « *Les guérilleros noirs ne doivent toutefois pas cesser leur guerre de libération tant que le premier ministre rhodésien, M. Ian Smith, sera au pouvoir* », a-t-il ajouté.

A Salisbury, le révérend Ndabaningi Sithole, leader nationaliste modéré, remis en liberté en décembre 1974 par le régime de Salisbury après onze ans d'emprisonnement, a tenu à rassurer les Rhodésiens blancs sur leur avenir. Il leur a notamment affirmé qu'un gouvernement noir rhodésien aurait besoin d'eux, et il les a pressés d'accepter le plan de règlement anglo-américain.

La police rhodésienne a confirmé que la religieuse américaine Janice Ann Mac Laughlin était détenue en application des lois d'exception et qu'elle pourrait être poursuivie aux termes de ces lois (*le Monde* du 6 septembre). L'enquête est complexe, a déclaré un porte-parole du gouvernement de Salisbury. Nul ne sait cependant quand la religieuse, originaire de Pittsburgh (Pennsylvanie), comparaîtra devant un tribunal. Membre de la commission catholique Justice et Paix, elle aurait rédigé un certain nombre de rapports pour l'organisation, dont l'un accuse les forces rhodésiennes de « *lâcheté* » dans la lutte contre les maquisards nationalistes. D'autre part, il semble que la commission s'apprêtait à publier un rapport sur la torture en Rhodésie au moment de l'arrestation de Sœur Janice Ann Mac Laughlin. L'hebdomadaire britannique *The Observer* a rendu public le 2 septembre des extraits de ce document. — *(A.F.P., U.P.I., Reuter.)*

ASIE

Thaïlande

Jugés par un tribunal militaire en l'absence d'avocats dix-huit étudiants sont passibles de la peine capitale

De notre correspondant

Bangkok. — L'ouverture du procès des dix-huit étudiants de l'université de Thammasat devant un tribunal militaire de Bangkok a donné lieu, lundi 5 septembre, à la première manifestation étudiante depuis le coup d'Etat militaire du 6 octobre 1976.

Un millier de jeunes gens et de jeunes filles, qui avaient attendu toute la matinée devant l'enceinte du ministère de la défense où se déroulait cette première audience, ont fait une ovation aux six principaux accusés lorsque ceux-ci ont quitté les lieux dans un fourgon cellulaire pour regagner leur prison. La foule était contenue par une compagnie de policiers appartenant à ce corps de choc qui avait donné l'assaut à l'université, dans la matinée du 6 octobre dernier. (Il y avait eu officiellement trente-six morts, pour la plupart des étudiants.)

Ainsi qu'il l'avait annoncé, le gouvernement a autorisé la presse locale et les correspondants étrangers à assister à cette séance d'ouverture essentiellement consacrée à la lecture des actes d'accusation. Des parents des accusés, des représentants de l'ambassade des Etats-Unis et de celle d'Australie, ainsi que M. Don Luce, militant pour les droits de l'homme et président du groupe religieux américain Clergy and Laity Concerned, étaient présents dans la salle exiguë.

L'arrivée des six principaux accusés, précédés par le bruit des chaînes qui entravent leurs jambes aux chevilles et au niveau des genoux, n'a pas fait la meilleure impression sur le public. De plus, en dépit des déclarations d'intention récemment faites par le premier ministre, M. Thanin — un juge de profession, — les accusés, qui sont détenus depuis onze mois sans jugement, en vertu de la Constitution élaborée après le 6 octobre, ne bénéficient toujours pas du soutien du moindre avocat. Tous cependant sont passibles de la peine de mort.

Mais cette éventualité n'a apparemment pas entamé leur moral. Les seize jeunes gens et les deux jeunes femmes, qui semblaient en bonne santé, n'ont jamais cessé de sourire. Ils ont multiplié les déclarations à la presse et, au cours de l'audience, ils ont, à plusieurs reprises, salué de la main le public et les trois juges militaires en faisant le signe de la victoire.

Tous ont plaidé « *non coupable* », rejeté les charges et dénié toute compétence au tribunal militaire. Les accusations retenues contre eux sont multiples : activités communistes, trahison, meurtre, incitation à l'émeute, port d'armes, etc. Six sont, en outre, accusés du crime de « *lèse-majesté* » à l'encontre du prince héritier.

L'ancien leader étudiant Sutham Saengprathum, le premier interrogé, a notamment déclaré d'une voix forte qui contraste avec ses traits juvéniles : « *Nous sommes innocents. On nous traite comme des coupables, mais personne n'a rien prouvé.* »

Après avoir récusé la compétence du tribunal, Sutham, montrant ses entraves, s'est exclamé : « *Quelle est cette justice qui nous lie pieds et mains ?* »

A ceux qui ont réclamé l'assistance d'un défenseur, les juges ont suggéré de rédiger une « *demande écrite* », afin que le tribunal puisse l'examiner. La procédure militaire thaïlandaise n'autorise pas l'accusé à avoir un avocat et, pour modifier cette procédure, un amendement constitutionnel serait nécessaire. C'est là un point parmi d'autres qui a suscité diverses protestations internationales, notamment de la part des Etats-Unis. La dernière en date émane de cent cinquante membres de la Diète japonaise. Ils demandent au premier ministre que les accusés soient assistés d'avocats et qu'ils soient jugés par un tribunal civil. M. Thanin doit se rendre, mercredi 7 septembre, en visite officielle au Japon.

Les juges ont fixé la prochaine audience au 7 octobre, soit au lendemain de l'anniversaire du coup d'Etat de l'an dernier. Il restera alors quelque deux cents témoins à charge à entendre et plus de vingt mille pages du dossier d'accusation à examiner. Il n'est pas impossible, indiquait-on lundi de source officielle au ministère de la défense, que le procès dure plusieurs mois. Mardi, l'ensemble de la presse de Bangkok lui a consacré une place importante, publiant notamment de nombreuses photos des accusés arrivant au tribunal en faisant le signe de la victoire. — R.-P. P.

A TRAVERS LE MONDE

Grande-Bretagne

● M. JOHN GOLLAN, secrétaire général du parti communiste britannique de 1956 à 1975, est mort lundi à l'âge de soixante-six ans des suites d'un cancer du poumon. M. Gollan était entré au parti communiste en 1927. Il fut tour à tour secrétaire de la Ligue des jeunes communistes, secrétaire de la section écossaise, secrétaire général adjoint et rédacteur en chef adjoint de l'organe du parti, le *Daily Worker*, devenu depuis le *Morning Star*. En 1956, il succéda à M. Harry Pollitt à la tête du P.C.B., qui compte environ vingt-huit mille membres. En 1975, M. Gollan fut remplacé par M. Gordon McLennan. — *(A.F.P.)*

Irlande du Nord

● UNE SERIE D'EXPLOSIONS a secoué le centre de Belfast dans la nuit du 5 au 6 septembre. Six bombes incendiaires ont fait explosion à quelques minutes d'intervalle, a indiqué un porte-parole de la police, à l'intérieur du « périmètre de sécurité » tenu par les forces de l'ordre. Des engins, dissimulés dans des cassettes, ont causé des dégâts importants à plusieurs boutiques. Ces attentats, qui n'ont pas été revendiqués, n'ont fait aucune victime. — *(A.F.P.)*

Italie

● MME ELENA BONNER-SAKHAROV, épouse du physicien dissident soviétique André Sakharov, est arrivée, lundi soir 5 septembre, à Rome, venant de Moscou. Elle est accompagnée de sa fille Tania, de son gendre Efrem Yankélévitch, et de leurs deux enfants, autorisés à émigrer en Israël. Ils resteront en Italie en attendant un visa pour les Etats-Unis. — *(A.F.P.)*

Mélanésie

● DES DISCUSSIONS portant sur l'accession à l'indépendance, au début de 1978, des îles Salomon, protectorat britannique de la Mélanésie, ont lieu à Londres du 6 au 13 septembre. — *(A.F.P.)*

Ouganda

● DOUZE OUGANDAIS ont été condamnés à mort pour complot contre le président Idi Amin Dada, a annoncé lundi 5 septembre Radio-Kampala. Deux autres ont été condamnés à quinze ans de prison.

Le tribunal militaire a ordonné que les condamnés soient fusillés à Kampala, avec les armes qu'ils avaient eux-mêmes fait passer en contrebande en Ouganda pour renverser le gouvernement. La découverte d'un complot avait été annoncée à la mi-février par le chef de l'Etat. L'archevêque anglican d'Ouganda, le révérend Janani Luwum, et deux membres du gouvernement, le colonel Oryema et M. Charles Obote Ofumbi, ministre des ressources naturelles et de l'intérieur, avaient été arrêtés au lendemain de cette annonce et devaient, peu après, trouver la mort dans un mystérieux accident de voiture.

Un étudiant ougandais a, d'autre part, vainement tenté d'empêcher un avion de ligne soviétique de se poser, dimanche 4 septembre, à Entebbe, avant d'être maîtrisé par des passagers. Selon un voyageur, le jeune Ougandais avait exprimé sa volonté de ne pas rentrer dans son pays peu après son départ de Moscou. — *(A.F.P., A.P., Reuter.)*

Pakistan

● M. AGHA SHAHI, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, séjournera en France, mercredi 7 et jeudi 8 septembre, afin d'informer Paris de la continuité de la politique nucléaire du nouveau régime d'Islamabad depuis la chute du gouvernement de M. Bhutto, le 5 juillet. — *(A.F.P.)*

Turquie

● LE GENERAL MERY, chef d'état-major général français, est arrivé à Ankara lundi 6 septembre pour une visite officielle de cinq jours en Turquie, à l'invitation de son collègue, le général Semih Sancar. — *(A.F.P.)*

Zaïre

● M. NGUZA KARL I BOND, ancien commissaire d'Etat aux affaires étrangères du Zaïre, accusé de haute trahison, sera jugé par la Cour de sûreté de l'Etat samedi 10 septembre. Le procès sera public, radiodiffusé, des extraits en seront diffusés à la télévision, et la presse pourra assister à l'audience. — *(A.F.P.)*

ASIE

Évadés du Cambodge

(Suite de la première page.)

On dirait qu'il cherche à voir au-delà de ces montagnes, qui marquent le commencement du pays d'où il vient ; le pays clos sur une « expérience » radicale à nulle autre pareille où il a « laissé » sa femme et ses quatre enfants. « *Dans mon village, beaucoup d'hommes voulaient s'enfuir. On en parlait en travaillant. Mais ils n'ont jamais pu se résoudre comme moi à abandonner leurs familles.* »

Lui-même et Pin Yatay, tous deux anciens hauts fonctionnaires du régime du maréchal Lon Nol, ont décidé de jouer leur va-tout après avoir acquis la certitude qu'ils avaient été reconnus, que leur arrestation et, affirment-ils, leur exécution étaient imminentes.

Tous deux ont été des « collaborateurs » d'un régime pour lequel ils n'affichent plus aucune sympathie, tout comme les autres réfugiés. Eux aussi avaient cru que « Samdech Norodom » (le prince Sihanouk) rentrerait et que « tout allait s'arranger ». Ils se présentent comme des « techniciens », ni hommes politiques ni militaires. Pin Yatay, diplômé de l'Ecole d'ingénieurs de Montréal, était en 1975 directeur des travaux publics. Khao Thiem Ly était contrôleur de l'aviation et responsable, avant la chute de la capitale, de l'aéroport civil et militaire de Pochentong (Phnom-Penh). Pendant sept heures, les deux hommes nous racontent leur vie quotidienne et celle de leurs proches depuis deux ans, évitant les généralisations et avouant souvent leur ignorance sur tel ou tel point.

Au-dessus du niveau de ses représentants locaux, on ne sait trop ce qu'est exactement l'« *Angkar* ». Que l'« *organisation* » apparaisse de plus en plus ouvertement depuis le début de l'année comme la structure du pouvoir du parti communiste khmer, elle n'en reste pas moins pour la majorité des Cambodgiens, confinés dans les villages ou dans des chantiers de travail, une entité abstraite et désincarnée, même si ses décisions tranchent de la vie et de la mort de chacun (1).

THAÏLANDE — LAOS — CAMBODGE — VIETNAM — Mékong — Oddar-Meanchey — Pleiku — Stung-Treng — Lomphat — ANGKOR — Siem-Reap — Battambang — TONLÉ — Kompong-Thom — Kratié — Pursat — Kompong-Chhnang — Oudong — PHNOM PENH — Kompong-Speu — Prey-Veng — Takhmau — Svay-Rieng — Tay-Ninh — Takéo — Kampot — SAÏGON — Kompong-Som (Sihanoukville) — Chauphu — Mytho — Is. Poulo Way — 0 km 100

Khao Thiem Ly et Pin Yatay s'accordent sur bien des points. Cependant leurs expériences sont différentes et témoignent des variations intervenues, selon les catégories de personnes, le lieu et les responsables, dans la mise en œuvre de la « *révolution totale* ». Les deux hommes confirment que, après avoir astreint plus de cinq millions de citoyens aux travaux de la terre, en moyenne une douzaine d'heures par jour depuis deux ans et quatre mois, les dirigeants sont parvenus à accroître la production agricole. Ils soulignent aussi le prix de cette marche forcée vers la collectivisation et l'autosuffisance.

« Des bêtes de somme »

Depuis le jour où il a quitté Phnom-Penh jusqu'à son passage en Thaïlande, l'histoire de Pin Yatay et des siens est une suite de déplacements, de labeur forcé, de privations et de drames. Ils vont d'un « *karatan* » (chantier de travail) à l'autre, dans un pays qui en est couvert, selon Radio-Phnom-Penh. Homme de bureau, M. Yatay s'initie aux travaux de la terre dans le village de Koh-Tom, au sud de la capitale. C'est un village du « peuple ancien » (*pracheachon chas*), ceux qui ont vécu après le renversement du prince Sihanouk (18 mars 1970) (*pracheachon tmey*) ayant vécu dans les zones khmères rouges, par opposition au « peuple nouveau » sous la République et qu'il convient donc de « purifier » de ses « souillures impérialistes », « capitalistes », « coloniales » et « féodales ». « *C'est un peuple inférieur, nous étions tout juste des bêtes de somme* », nous dit notre interlocuteur.

A Koh-Tom, plusieurs centaines d'anciens et de nouveaux, soumis pratiquement au même régime, travaillent de l'aube à la nuit. Ils défrichent, creusent des canaux, préparent les rizières. Rien n'est encore très organisé. Les rations alimentaires sont suffisantes : « *C'était encore les stocks de riz américain.* »

Lorsqu'en juillet on lui propose un « *retour au village natal* », Pin Yatay, originaire de la capitale, prétend venir de Kompong-Speu (à 45 kilomètres à l'ouest de Phnom-Penh) pour pouvoir — c'est son obsession — se rapprocher de la frontière thaïlandaise. Pendant deux semaines, il va attendre dans une pagode désaffectée, avec quelque deux mille autres personnes, l'arrivée de camions. Après un long voyage, ils arrivent sur le chantier de Veal-Vong, dans la province de Pursat.

Rien n'a été prévu pour les accueillir. Sous la garde de quelques soldats en armes, environ cinq mille personnes de tous âges et de toutes conditions, excepté les enfants et les vieillards défrichent et labourent. Chaque famille se construit une paillote de fortune que les pluies de la mousson transpercent de juin à octobre. Les *rations de riz s'amenuisent dans* le courant du second semestre de 1975 jusqu'à un « *kapong* » (environ 250 grammes) par jour et parfois pour plusieurs personnes, affirme Pin Yatay. Le taux de mortalité est élevé. « *Entre cinq et dix personnes par jour* », dit-il.

Au dispensaire sommaire du camp, les soins se résument à des injections et à l'absorption de décoctions à base de plantes. Cependant, ceux qui ont dissimulé des devises, des montres, de l'or ou des bijoux (l'argent n'a plus cours depuis avril 1975) les échangent auprès des infirmières et des cadres « *kamaphibals* » contre des cachets d'aspirine, de quinine ou contre du riz. « *Une montre japonaise automatique*, dit Yatay, *vaut environ 30 kilos de riz, un tael d'or 15.* »

Les cadres continuent à rechercher les anciens fonctionnaires et les militaires. Ceux qui sont repérés, tout comme ceux qui « *se plaignent trop fréquemment, qui critiquent l'« Angkar » boivent de l'alcool ou commettent l'adultère* », sont conduits à l'« *Angkar leu* », (organisation supérieure). Ils ne reparaissent jamais. Comparaître devant l'« *Angkar leu* », affirment Yatay et Ly, équivaut à la mort ou à l'envoi dans des camps disciplinaires de travail. A Veal-Vong, Lieng Hap, ancien secrétaire à la culture et président de l'Association des écrivains khmers, a ainsi été emmené. Tous les trois jours ont lieu des réunions politiques et d'autocritiques, dont les thèmes sont invariables : « *Aimer le travail manuel* », « *Travailler pour se purifier* », « *Abandonner les anciennes habitudes et croyances* », « *Lutter contre l'impérialisme* ». On ne parle jamais explicitement du bouddhisme, mais chacun sait que les milliers de pagodes sont vides, et personne ne voit plus les robes safran des bonzes qui faisaient partie du paysage quotidien depuis des siècles.



« Un camp militaire »

Après six mois à Veal-Vong, la famille de Pin Yatay est transférée à Doney, dans la même province. Plusieurs milliers de personnes travaillent là aussi, de 6 heures à 11 heures, de 13 heures à 17 heures et de 19 heures à 21 heures ou plus. Les intermèdes sont consacrés aux repas et à l'entretien des outils. Doney est organisé selon un schéma quasi militaire avec sections, compagnies et bataillons de production. *Le système collectiviste se rode* ; chacun est intégré dans une unité spécialisée (« *angpheap* ») de labour, de terrassement, de préparation des engrais. Les enfants, qui doivent être les révolutionnaires purs et durs de l'avenir, sont pris en charge, selon leur âge, par des organisations spécialisées. Peu à peu, la cellule familiale perd son rôle protecteur et formateur ; celui de l'individu est réduit pour l'essentiel à ses seules fonctions productrices au profit de l'ensemble. A compter de janvier 1976, les repas ne sont plus pris en famille, mais dans des cantines, sur les lieux mêmes du travail. Cela supprime les temps morts, les distributions de riz et la possibilité d'en mettre de côté en vue d'une fuite. On fait comprendre aux enfants que c'est l'« *Angkar* » qui les nourrit et les forme, et non leurs parents.

Pour Pin Yatay, Doney restera synonyme de cauchemar. Les privations, l'absence de soins, le travail épuisant et les épidémies de paludisme et de dysenterie « *ont décimé des familles entières* ». A commencer par la sienne. En quelques mois, affirme-t-il, vont mourir treize de ses proches, dont son second fils (six ans), d'une plaie infectée au pied. Tous sont ensevelis dans une « *fosse commune* » à proximité de l'hôpital. Lui-même, sa femme, son fils aîné et son cousin, seuls survivants du groupe initial, sont « *tout gonflés pendant des mois* ».

A cette époque, il craint d'être repéré et décide de quitter Doney. Son fils aîné est trop malade pour supporter un déplacement et Yatay trouve une femme sino-khmère qui accepte de l'adopter.

La mortalité reste élevée

Muni d'une fausse autorisation (« *les miliciens et beaucoup de cadres ne savent pas lire* », dit-il) il se retrouve sur le chantier de Leach, toujours dans la province de Pursat. Il y restera jusqu'en mai 1977. Leach est bien organisé, la discipline y est moins dure qu'à Doney, les conditions de vie et de nourriture y sont meilleures. Mais la mortalité reste élevée. Pin Yatay note qu'il n'y a pratiquement pas eu de mariages ou de naissances sur les chantiers où il a travaillé, et qui, peu à peu, se sont transformés en villages de coopératives. Il indique que sa femme et sa sœur n'avaient plus leurs règles depuis longtemps, ce qui est le cas, selon lui, de nombreuses femmes. Il note encore que la proportion des hommes est nettement inférieure à celle des femmes sur les « *karatans* ».

Pin Yatay et ses onze compagnons — huit hommes et trois femmes, dont la sienne — prennent la fuite le 24 mai à la nuit tombée. Un mois après, lui et son cousin arriveront séparément en Thaïlande.

ROLAND-PIERRE PARINGAUX.

(1) *Le Monde* daté 21-22 août.

Prochain article :

LA COLLECTIVISATION PRÉCIPITÉE

AMÉRIQUES

Mexique

L'ouverture politique de M. Lopez Portillo doit canaliser le mécontentement créé par la crise économique

De notre envoyé spécial

Mexico. — *Neuf mois après avoir succédé, dans des conditions difficiles, à M. Luis Echeverria, le président Lopez Portillo mène de front une stabilisation économique de style classique et une ouverture politique sans précédent au Mexique.* Choisi au sein du P.R.I. (Parti révolutionnaire institutionnel) comme un candidat de compromis, cet ancien secrétaire (ministre) des finances du cabinet sortant, n'a pas eu trop de peine a affirmer son autorité dans un système où, pour six ans, le chef de l'Etat jouit d'un pouvoir presque monarchique. Au sein du gouvernement, les hommes qui sont tenus pour proches de M. Echeverria et ceux qui ont gardé une certaine allégeance à son prédécesseur M. Diaz Ordaz, les « traditionalistes » et les « libéraux » minimisent leurs désaccords et se présentent comme une équipe unie. La consolidation politique de M. Lopez Portillo est facilitée par la reconnaissance générale de ses compétences économiques et les premiers résultats positifs de sa gestion.

Pendant le « sexennat » précédent, M. Echeverria avait mis l'imagination au pouvoir. Il avait accompli une œuvre législative considérable (près de quatre cent cinquante lois de réformes) et beaucoup renforcé l'infrastructure du pays, doublant le réseau routier et bâtissant trente aéroports. Cet effort d'équipement, coïncidant avec la récession mondiale, avait creusé le déficit des derniers budgets du mandat, porté l'endettement extérieur à un niveau sans précédent (plus de 20 milliards de dollars). L'annonce de mesures sociales et d'« *augmentation de salaires d'urgence* » avait inquiété les milieux d'affaires, tandis que des professions de foi tiers-mondistes alarmaient les Etats-Unis, qui assurent 75 % de l'investissement étranger dans le pays. En octobre et novembre 1976, un vent de panique souffla sur l'économie et l'inflation atteignit 8 % par mois. Le Mexique, qui avait quadruplé sa dette publique en cinq ans, paraissait au bord de la faillite. Maintenue de façon de plus en plus artificielle durant vingt-deux ans, la parité de 12,5 pesos pour 1 dollar fut b a l a y é e, le 30 août 1976, par une dévaluation en catastrophe. Le dollar vaut aujourd'hui de 22 à 23 pesos mexicains.

L'alliance pour la production

« *Je ne mérite pas encore vos applaudissements, je n'ai rien fait d'autre que de vous demander des sacrifices. C'est vous qu'on devrait applaudir* », disait le président Lopez Portillo le 30 août devant le congrès des syndicats officiels (Confédération des travailleurs mexicains, C.T.M.). Selon les chiffres officiels de la Banque du Mexique, le pouvoir d'achat des travailleurs a été réduit de 48,7 % au cours des derniers mois. Etroitement contrôlé par le P.R.I., le mouvement syndical, qui regroupe une minorité des travailleurs, a longtemps eu le sentiment d'être privilégié, en raison notamment d'une législation sociale avancée. Sous la direction de l'inamovible et puissant M. Fidel Velasquez, sorte de George Meany mexicain, la C.T.M. a accepté cette année une augmentation de salaires qui ne dépasse pas 10 %.

Dans le slogan omniprésent de « *l'alliance pour la production* », M. Lopez Portillo appela à conjuguer pour la relance les sacrifices des travailleurs et l'effort d'investissement des entrepreneurs. Il fait tout pour rassurer le patronat qu'avaient effrayé ce que le *Time* appelle les « *couplets antibusiness* » de M. Echeverria. Le secrétaire aux finances, M. Moctezuma, nous a lui la lettre d'un important banquier de Sonora qui annonçait de nombreux investissements dans cet Etat et s'est félicité à ce propos de « *l'attitude de plus en plus positive des milieux d'affaires* ». Des capitaux sortis du pays (4 ou 5 milliards de dollars en dix-huit mois), 1 milliard aurait retrouvé, selon M. Moctezuma, le chemin du Mexique. « *Cela va beaucoup mieux*, conclu-t-il souriant. *Au F.M.I., on estime que de problème numéro un nous sommes passés au cinquième rang, après la Grande-Bretagne, l'Italie, le Pérou et la Turquie.* » Les milieux d'affaires se sont engagés, dans des *convenios* (réunions) tenus dans tout le pays, à soutenir la politique du président en investissant 13 milliards de pesos au cours de son sexennat.

Toutefois, les chiffres très encourageants fournis par M. Lopez Portillo au cours de son rapport sur l'état de la nation (*le Monde* du 3 septembre) quant à la réduction du déficit extérieur et de la dette ne doivent pas trop faire illusion. Ils tiennent pour une bonne part à la contraction de l'activité économique. Les Mexicains aisés voyagent moins, les prix extérieurs ayant pratiquement doublé et les entreprises, très éprouvées par l'alourdissement d'importantes dettes en dollars, ont beaucoup réduit leurs importations.

La « réforme politique »

Préparée par E. Echevarria et annoncée le 1er septembre par son successeur, la « *réforme politique* » vise à canaliser le mécontentement qu'a suscité la crise en modernisant le système hérité de la révolution. Pour la première fois dans l'histoire du pays, une ébauche de représentation proportionnelle va donner leur chance aux partis d'opposition « *non enregistrés* ». Les deux seules formations extérieures au PRI admises jusqu'à présent au Parlement étaient en perte de vitesse et ne jouaient aucunement le rôle de stimulation ou de contestation du parti dominant. Le P.C., né dès 1919, et plusieurs partis de gauche (Parti mexicain des travailleurs, P.M.T., fondé en 1974, Parti socialiste révolutionnaire, P.S.R., une fraction dissidente du Parti populaire socialiste, P.P.S., qui est enregistré et représenté au Parlement) et la Tendance démocratique (groupe contestataire au sein du syndicalisme officiel), mènent de difficiles tractations depuis dix-huit mois pour se réunifier.

Ces opposants voient dans l'ouverture politique de M. Lopez Portillo une concession inévitable devant la « *montée des luttes* ». Pour M. Heberto Castillo, président du P.M.T., « *c'est un point positif et une brèche que nous élargirons* ». Toutefois, la gauche a relevé avec un vif mécontentement le refus du président de modifier le régime du syndicalisme officiel et l'appartenance obligatoire de ses membres au P.R.I. « *Il y a trente-sept ans que nos ouvriers sont contrôlés par le pouvoir. Il n'est pas question d'ouvrir la prison syndicale* », nous dit M. Castillo à propos du C.T.M.

Les syndicats « *indépendants* », qui tentent de se constituer dans l'illégalité, sont réduits à l'impuissance. Le 2 septembre, M. Fidel Velasquez dénonçait e n c o r e avec vigueur l' « *infiltration gauchiste* » dans la centrale officielle et se disait résolu à la combattre.

Libéral par tempérament, le chef de l'Etat est allé, en matière d'ouverture politique, aussi loin que le lui permettait la résistance du système et l'hostilité proclamée du chef des syndicats. L'aile conservatrice se résignait à une simple réforme électorale. Le président a annoncé « *une série d'intiatives formant un véritable processus de perfectionnement des institutions* », laissant prévoir une plus grande démocratisation de la vie politique mexicaine.

Créé en 1929, le P.R.I. est de moins en moins capable d'exprimer l'ensemble des aspirations d'une société complexe. Ses processus de désignation des députés et même du tutur président « *tapado* » (dissimulé) en son sein, sont clandestins et obliques. Enfin, il est pour beaucoup dans ce que le quotidien *Excelsior* appelait récemment « *les deux plaies du Mexique, la corruption et l'inefficacité, prix payé pour une stabilité relative* ».

Rapprochement avec Washington

En politique étrangère, M. Lopez Portillo a mis en veilleuse les initiatives « *progressistes* » de son prédécesseur. Les dirigeants mexicains évoquent avec une certaine amertume le vote de la *résolution* de l'O.N.U. assimilant le sionisme au racisme, qui fit tomber de 30 % les réservations de la saison touristique en raison de l'indignation de beaucoup d'Américains.

Les relations avec les Etats-Unis restent dominées par le problème des travailleurs clandestins. Très applaudi, le chef de l'Etat rappelait, dans son rapport du 1er septembre, qu'ils « *ne sont pas des délinquants* ». Les Mexicains rendent hommage aux intentions généreuses de M. Carter qui se propose de soumettre au Congrès des dispositions accordant la citoyenneté américaine ou des facilités de séjour à certains des « *infiltrés* ». Mais ceux-ci se comptent par millions et passent généralement la frontière pour de brèves périodes. Ils ne rempliront donc pas, pour la plupart, les conditions de résidence exigées par la nouvelle loi et tomberont sous le coup de pénalités très d u r e s (1 000 dollars d'amende à l'employeur pour chaque travailleur illégal).

Même s'ils ne le reconnaissent pas, les Mexicains auraient préféré laisser les choses en l'état, et ils pensent que la nouvelle législation, si elle est adoptée, fera surtout l'affaire des pays n'ayant pas de frontière commune avec les Etats-Unis et y « *exportant* » donc leurs travailleurs de façon durable.

Tout est fait, d'autre part, pour rassurer les Américains, et le président Lopez Portillo a proclamé à plusieurs reprises son « *respect absolu des investissements étrangers* ». On ne se fait pas d'illusions à Mexico sur le degré de dépendance de l'économie à l'égard du grand voisin et sur la liberté de manœuvre qu'il consent.

Le régime entend bien démontrer, toutefois, qu'il reste dans la tradition révolutionnaire mexicaine et ne donne pas un simple coup de barre à droite. Le chef de l'Etat n'a pas renoncé aux réformes de fond, même si, en matière agraire, il constate qu'il n'y a « *plus de terres à distribuer* ». Une refonte de la fiscalité est en préparation. Au sein du cabinet, M. Porfirio Muñoz Ledo, seul survivant de la gauche écheverriste, prépare une importante réforme de l'éducation. La scolarité obligatoire va être allongée et passera sans doute de six à neuf ans. Le grand effort de construction d'écoles, consenti par le président Echeverria, est poursuivi.

Gestionnaire succédant à un visionnaire, M. Lopez Portillo a réussi à sauver le régime de l'offensive du patronat et de la droite en s'appuyant sur l'encadrement de la classe ouvrière et en lâchant du lest à l'égard de l'opposition. Il mène une partie délicate avec une incontestable virtuosité. Mais le coût social du redressement économique : chute verticale du pouvoir d'achat, sans parler des deux millions de chômeurs totaux et des sept millions partiels, est considérable. Les quelques partisans de la lutte armée, et notamment la Ligue du 23 septembre, dont trois militants viennent d'être tués à Mexico dans un affrontement avec la police, pourraient, si la situation n'est pas rapidement améliorée, sortir de leur isolement actuel. Il n'en reste pas moins que le système a démontré, dans l'épreuve, sa solidité, et que les institutions de bon nombre d'autres pays n'eussent pas résisté à une crise aussi grave.

P.-J. FRANCESCHINI.

Pérou

Lima compte sur l'intervention de M. Carter pour obtenir un prêt du F.M.I.

De notre correspondant

Lima. — Convaincre les Etats-Unis que le Pérou entend remplir ses obligations financières internationales : telle est la tâche qui attend le président péruvien, le général Francisco Morales Bermudez, lors de sa rencontre, mercredi 7 septembre, à Washington, avec le président Carter, à l'occasion de la signature du traité sur le canal de Panama.

Ces derniers temps, la crainte s'est renforcée, dans les milieux bancaires internationaux, que le Pérou soit incapable de faire face aux échéances de sa dette extérieure. Dans ce cas, Lima devrait déclarer un moratoire forcé, un exemple qui risquerait d'être suivi par plusieurs autres pays du tiers-monde. A Washington, le général Morales Bermudez fera valoir que telle n'est pas l'intention de son gouvernement, mais qu'il a besoin, face à une grave crise économique, d'un peu de souplesse de la part de ses créanciers. Le président Carter pourrait faire pression sur le *Fonds monétaire international*, qui subordonne l'octroi d'un prêt à Lima à l'application d'un programme d'austérité particulièrement draconien. Le coût social de ce programme paraît difficilement soutenable pour un pays comme le Pérou, dit-on à Lima où l'on ajoute que, par ses conséquences sociales, ce programme déclencherait un engrenage d'agitation et de répression, qui empêcherait tout processus de démocratisation politique. En fait, souligne-t-on à Lima, le Pérou applique déjà une stricte politique d'austérité destinée à rééquilibrer ses finances.

Le régime péruvien vient d'autre part de lever l'état d'urgence et de rétablir les garanties constitutionnelles, suspendues en juillet 1976. C'est une décision susceptible de convaincre M. Carter des intentions démocratiques des militaires péruviens. Enfin, le Pérou fait valoir que son programme d'achats d'armements, notamment à l'Union soviétique (qui inquiétait Washington), est maintenant terminé.

On espère à Lima que ces arguments convaincront le président Carter d'inciter le F.M.I. à de meilleures dispositions et à accorder au Pérou un prêt *stand by* de 100 ou 150 millions de dollars, qui lui permettrait de refinancer sa dette extérieure.

THIERRY MALINIAK.

OCÉAN INDIEN

Ile Maurice

Le drame de deux mille immigrés clandestins

Dans une lettre adressée au premier ministre de l'île Maurice, Sir Seewoosagur Ramgoolam, le Père Jean Dallet, prêtre de l'église Sainte-Odile à Paris et aumônier des travailleurs mauriciens en France, attire l'attention sur la « *situation très grave* » de quelque deux mille immigrés, hommes et femmes, qui se trouvent dans notre pays sans documents de séjour, parfois depuis plus de deux ans.

« *La situation des clandestins*, écrit le Père Dallet, *est sous-humaine et intolérable. Exploités, surexploités, ils sont très mal payés, très mal logés, et ils font les travaux les plus durs dont personne ne veut. Ils n'ont pas de sécurité sociale (...). En fait, ils ne peuvent rentrer à l'île Maurice : ils ont vendu des biens avant leur départ. Ils sont ruinés et endettés. C'est le désespoir concret et réel : trois tentatives de suicides en mai et juin 1977.* »

Pourtant, selon l'aumônier, le problème de cette catégorie d'immigrés est facile à résoudre : « *Il n'y a pas d'argent en jeu. Il s'agit seulement de quelques cartes de séjour et de travail. Il suffit d'avertir les préfectures intéressées. Le flux des nouveaux arrivants est stoppé depuis longtemps. A l'île Maurice, une information sérieuse sur les dangers des départs aventureux a produit des effets très nets. D'autre part, la création des visas en 1975 a été efficace, et l'on peut affirmer, après réflexion, que régler le sort de ces travailleurs en difficulté n'aura pas de répercussions sur le chômage.* » C'est là, selon le Père Dallet, « *un devoir grave pour les deux gouvernements français et mauricien* ».

La teneur de cette lettre a également été communiquée à M. Valéry Giscard d'Estaing, à M. Raymond Barre, à Mgr Jean Margeot, évêque de Port-Louis, et à MM. Lionel Stoléru, secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail à Paris, et Paul Schiettecatte, chargé de mission auprès de ce dernier. Une délégation des travailleurs mauriciens demande d'autre part à être reçue par Sir Seewoosagur Ramgoolam à l'ambassade de l'île Maurice.

DIPLOMATIE

RECEVANT M. WALDHEIM

Un succès des pourparlers SALT est réalisable

déclare M. Gromyko

Au cours du déjeuner qu'il a offert, lundi 5 septembre, en l'honneur de M. Waldheim, secrétaire général de l'ONU, qui est arrivé dimanche à Moscou, M. Gromyko a fait une allusion aux négociations SALT sur la limitation des armements stratégiques. Il s'est déclaré persuadé qu'« *un succès des pourparlers SALT est tout à fait réalisable à condition, naturellement, d'observer rigoureusement le principe d'égalité et de sécurité égales pour les parties. Mais tout ne dépend pas de nous, loin de là* ».

Sans critiquer ouvertement la décision des Etats-Unis de demander le report des conversations entre MM. Vance et Gromyko, prévues pour cette semaine à Vienne, la presse soviétique rappelle la position de Moscou dans les négociations SALT. La *Pravda* de dimanche a ainsi résumé cette position : « *Les obstacles et les difficultés s'expliquent, d'une part, par les tentatives américaines d'obtenir des avantages unilatéraux et, d'autre part, par le renforcement de l'influence du complexe militaro-industriel à Washington, par la volonté des monopoles militaires de relancer la course aux armements.* » Le journal du gouvernement, les *Izvestia*, s'en est pris lundi à M. Brown, secrétaire à la défense des Etats-Unis, qui « *a perdu le sens du réel* » puisqu'il « *se dispense en termes particulièrement élogieux sur les missiles de croisière et la bombe à neutrons, le nouvel objet d'adoration des militaristes américains* ».

Dans son discours, M. Gromyko a également rappelé la position soviétique sur un règlement du conflit du Proche-Orient : évacuation des territoires arabes occupés par Israël en 1967, octroi au peuple arabe de Palestine du droit à l'autodétermination et à la création d'une entité nationale, garantie à tous les Etats et à tous les peuples de la région du droit à une existence pacifique, indépendante et sûre. Cette dernière phrase, qui fait allusion à l'Etat d'Israël, manquait dans le communiqué commun signé par MM. Gromyko et Arafat lors de la récente visite à Moscou du président du comité exécutif de l'O.L.P.

DANIEL VERNET.

A Bruxelles

LES NEUF PRÉPARENT LA DEUXIÈME CONFÉRENCE DE BELGRADE

Bruxelles (*A.F.P.*). — Le comité des directeurs politiques des ministères des affaires étrangères des Neuf s'est réuni, lundi 5 et mardi 6 septembre, à Bruxelles, pour préparer les dossiers qu'examineront le 19 de ce mois, à Bruxelles également, les chefs de la diplomatie de la C.E.E. Parmi ces dossiers, le plus urgent est celui de la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, dont les travaux reprennent le 4 octobre à Belgrade. Les directeurs ont aussi examiné les diverses mesures économiques destinées à faire pression sur l'Afrique du Sud et sa politique d'apartheid.

Les problèmes communautaires seront, d'autre part, au centre des entretiens que M. Simonet, ministre belge des affaires étrangères et président en exercice du conseil des ministres de la C.E.E., doit avoir mercredi avec M. Owen, secrétaire au Foreign Office.

Pour la première fois, enfin, la Commission des Communautés européennes est représentée dans une réunion se tenant en Europe orientale. M. Finn Gundelach, membre danois de la Commission et responsable des questions de la pêche, s'est rendu à Varsovie, pour participer du 5 au 8 septembre, avec droit à la parole bien que n'étant qu'observateur, à la réunion des ministres de la pêche des pays limitrophes de la mer Baltique : l'U.R.S.S., la R.D.A., la Pologne, la Finlande, le Danemark et la Suède.

POLITIQUE

L'ACTUALISATION DU PROGRAMME COMMUN DE GOUVERNEMENT

CRISE A THIONVILLE

Un conseiller municipal socialiste adhère au P.C.

De notre correspondant

Metz. — Une grave crise vient d'éclater au sein du conseil municipal de Thionville, enlevé par la gauche aux dernières élections municipales. Un conseiller socialiste, M. Patrick Pariset, a annoncé, lundi 5 septembre, qu'il démissionnait du parti socialiste et adhérait au parti communiste. Pour expliquer sa décision, M. Pariset invoque notamment le « *manque de démocratie évident* », le « *non-respect de certaines règles fondamentales* » au sein de son parti et le refus de ce dernier d'inscrire la nationalisation de la sidérurgie dans le programme commun actualisé. Il se déclare également favorable aux propositions communistes relatives au relèvement du SMIC et des allocations familiales.

A la suite de cette décision, le parti communiste détient désormais la majorité au sein du conseil municipal, la liste élue en mars dernier comptant 16 P.C.F., 15 P.S. et 2 M.R.G. Le maire, M. Paul Souffrin, est communiste.

Depuis plus d'un an, la Moselle et, plus particulièrement, le bassin sidérurgique sont le théâtre d'une lutte d'influence entre les deux partenaires de la gauche. Une campagne de recrutement et une forte implantation dans les entreprises ont permis au P.C. d'obtenir un certain nombre de succès et d'équilibrer l'influence du P.S.

Les dirigeants communistes locaux déclarent ne pas être surpris par ce qui vient de se passer à Thionville. Ils relèvent qu'au sein des sections d'entreprises de la vallée sidérurgique un certain nombre de socialistes ont rejoint les cellules du P.C. Du côté du P.S., cette affaire pourrait relancer le débat au sein de la fédération départementale, où la tendance CERES est pratiquement à égalité avec la tendance Mitterrand.

Lundi soir, la section locale du P.S. a demandé à M. Pariset de donner sa démission du conseil municipal, observant qu'il avait été élu, en mars dernier, sous l'étiquette socialiste. De son côté, la fédération départementale estime qu'il s'agit « *d'une tromperie morale vis-à-vis du parti, doublée d'une erreur politique* » ; et elle conclut : « *Le P.C. exerce une pression démagogique sur les électeurs de gauche.* »

M. MAUROY : un accord interviendra

De notre correspondant

Lille. — « *De toutes façons, car c'est la volonté profonde des travailleurs, un accord interviendra sur un programme commun actualisé et la gauche ira unie à la bataille des législatives* », a affirmé M. Pierre Mauroy, député socialiste, maire de Lille, au cours d'une conférence de presse, lundi 5 septembre. « *Seul le programme commun nous importe. Le programme du P.C. n'est pas notre affaire et ne le sera jamais. Il vise une société qui n'est pas la nôtre. (...) Qu'un programme soit discuté démocratiquement, quoi de plus normal. On a suffisamment dénoncé les programmes électoraux préfabriqués pour que l'on regrette que celui que nous proposons soit soumis au débat contradictoire. Mais la polémique lancée par le P.C., qui n'est pas nouvelle, est excessive. En ce qui nous concerne, nous préférons combattre la droite plutôt que de polémiquer avec nos alliés. (...) Notre choix est celui de l'union de la gauche et nous ne varierons pas. La volonté unitaire est si forte dans le pays que nul ne peut prendre la responsabilité de tuer l'expérience, et le P.C. le sait bien. Il faut regretter qu'au lieu de marquer les points d'accord les journaux qu'il diffuse actuellement à des millions d'exemplaires accentuent délibérément les divergences. Au moment où le parti communiste italien propose un compromis avec la droite, le P.C. peut-il refuser, en France, un accord avec la gauche ?* »

CORRESPONDANCE

L'imagerie

M. Julien Guelfi, professeur à la faculté de médecine de Rennes, nous écrit :

Une imagerie de gauche — et de droite — disait jadis que la France était conduite par des puissances invisibles. Le boulevard Saint-Germain parlait avec dégoût de la « collusion judéo-maçonnico-communiste » et les ouvriers haïssaient les « deux cents familles ». L'histoire a démenti ces schémas naïfs et a montré que les communistes ne s'entendaient pas forcément avec les juifs et qu'ils interdisaient la maçonnerie ; que d'autre part les capitalistes allemands, qui avaient aidé Hitler, ne s'entendaient pas avec les capitalistes français. Pourtant, depuis quelques semaines, la France perçoit confusément l'existence de pouvoirs occultes.

La dynamique de l'union de la gauche conduisait Mitterrand et Marchais à une victoire certaine : le progrès était statistiquement constant. Les résultats municipaux étaient acquis. Mais sans crise, au milieu des éclats de rire que suscitaient à gauche les écarts personnels de Chirac, jeune, ardent et parlant clair, voici que Marchais pose tranquillement des mines avant le face-à face télévisé Mitterrand-Barre.

Depuis lors, inlassablement, sans avertir jamais, en démentant tout au contraire, les deux chefs semblent vouloir détruire semaine après semaine, aussi bien l'un que l'autre, l'alliance qui les a conduits aux portes de la victoire.

Après Fiterman et Bérégovoy, c'est Louis Mermaz qui suggère un éventuel repli vers la stratégie de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste. On se rappelle les succès d'alors : 5 % pour le socialiste ; un *extremum*, diraient les mathématiciens. On sait que Brejnev veut la victoire de Giscard d'Estaing : dès 1974 il a envoyé son ambassadeur lors de l'élection présidentielle, et depuis il a multiplié les contacts « sérieux » avec son interlocuteur valable.

M. FITERMAN (P.C.) : pas de stratégie de rupture.

(De notre correspondant.)

Lyon. — M. Charles Fiterman, secrétaire du comité central du parti communiste, s'est adressé, lundi 5 septembre à midi, à quelques centaines de travailleurs de chez Berliet réunis devant les usines de Vénissieux, afin de les tenir informés de l'état actuel des négociations sur la réactualisation du programme commun.

M. Fiterman a écarté, au cours de la conférence de presse qui a précédé le meeting, l'idée de « *toute stratégie de rupture* ». Cependant, il a paru pessimiste quant au résultat du « sommet » de la gauche de la mi-septembre. « *Dans l'état actuel des propositions du P.S., je ne peux pas dire qu'il y aura un bon accord, surtout si je m'en tiens aux récentes déclarations de François Mitterrand. Il a dit non au rapport Kanapa et aux conditions d'organisation de la défense nationale que nous proposons. Sur les nationalisations, il s'en tient aux propositions du parti socialiste. Sur la hiérarchie des salaires, il dit non, et sur le SMIC il noie le poisson. Nous, nous disons non à une défense nationale en pointillé, non à des nationalisations de façade, non à des demi-mesures sociales. En résumé, non au programme socialiste, oui au programme commun bien actualisé (...). Je ne dis pas que toutes nos propositions sont à prendre ou à laisser. Mais celles que je viens d'évoquer figurent parmi nos propositions vitales que nous ne saurions discuter.* »

M. DOMINIQUE GALLET : pour une annexe gaulliste au programme commun.

M. Dominique Gallet, délégué national de l'Union des gaullistes de progrès, a déclaré, mardi 6 septembre :

« *Consciente que ce n'est pas dans l'ambiguïté et l'isolement que les gaullistes d'opposition feront triompher leurs idées, l'Union des gaullistes de progrès coordonne l'action des militants et des élus gaullistes d'opposition au sein de la gauche et y défend pleinement l'héritage gaulliste.*

» *Refusant la nébuleuse néo-radicale que certains veulent former, l'U.G.P. lutte pour la naissance dans l'union de la gauche d'une composante gaulliste à part entière. Pour que le courant gaulliste d'opposition se présente à l'opinion avec le maximum de crédibilité, nous pensons que, au-delà de l'Union que nous avons constituée, une concertation doit s'établir avec les mouvements de MM. Jean Charbonnel et Léo Hamon. Des accords ont été signés, qui ont déjà permis de détendre des relations parfois difficiles. Ils doivent, demain, permettre aux gaullistes d'opposition d'exprimer d'une seule voix leurs propositions pour compléter le programme commun actualisé par un texte gaulliste. Par cette annexe, les gaullistes d'opposition pourraient faire valoir leurs options fondamentales aux côtés d'un programme qu'ils n'auront pas rédigé, mais dont, nous l'espérons, ils pourront soutenir les grandes orientations.*

» *Cette étape sera capitale pour l'avenir de la composante gaulliste, qui ne s'imposera dans les décisions importantes que si elle trouve les voies du regroupement.* »

[M. Charbonnel, président de la Fédération des républicains de progrès, et M. Léo Hamon, président d'Initiative républicaine et socialiste, sont également en contact avec les partis signataires du programme commun.]

POLITIQUE

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

LE MANIFESTE DE LA MAJORITÉ — « L'heure n'est ni aux bouleversements ni aux expériences hasardeuses »

La dernière négociation des partis de la majorité pour l'élaboration de leur manifeste a eu lieu lundi 5 septembre au siège du parti républicain. Elle a duré plus longtemps que ne l'avaient prévu les responsables giscardiens, mais cette prolongation de la séance de travail ne semble pas avoir été provoquée par des difficultés de dernière heure.

Les délégations ont rédigé la conclusion du document et procédé à une relecture du texte. Les représentants du Centre national des indépendants et paysans ont rechigné quelque peu lorsqu'il a été question de faire référence au rôle du chef de l'Etat. Ils ont marqué leur hostilité à une consécration trop appuyée du pouvoir présidentiel. La semaine précédente, une discussion avait déjà eu lieu à ce sujet. Les représentants du P.R. avaient proposé d'introduire une allusion à la « démocratie présidentielle ». Ils avaient renoncé devant l'opposition de leurs partenaires. M. Jacques Douffiagues a affirmé, lundi, que tous ces échanges avaient eu lieu « sans heurts, sans invectives et sans surenchères ». — N.-J. B.

Le manifeste de la majorité, qui a été signé lundi 5 septembre au siège du parti républicain, porte à chaque page (il compte douze feuillets, dont certains, il est vrai, ne comportent que quelques lignes) les paraphes de MM. Yves Guéna pour le R.P.R., Jacques Douffiagues pour le parti républicain, Bertrand Motte pour le C.N.I.P. et André Fosset pour le C.D.S. En voici le texte :

Les partis de la majorité s'adressent aux Français et leur déclarent : « *Voici notre manifeste. Ce n'est pas un projet de gouvernement, car nous refusons le gouvernement des partis contraire à l'esprit de nos institutions. Mais conformément à l'accord du 19 juillet 1977, notre manifeste rappelle les valeurs essentielles qui nous sont communes ainsi qu'à la grande majorité des Français et précise les orientations que nous leur proposons.* »

Suit un certain nombre de considérations sur les conséquences de la crise et les contraintes qu'elle entraîne, en particulier en réduisant la « *marge de manœuvre* » dans la conduite de l'économie. On lit : « *Jamais enjeu d'élections législatives n'aura été aussi considérable (...). Au-delà de la désignation des représentants à l'Assemblée nationale, il s'agira d'un choix entre la liberté et les contraintes du collectivisme et de la bureaucratie. Il n'y a pas de compromis possible. L'heure n'est ni aux bouleversements ni aux expériences hasardeuses (...). Nous en appelons à votre lucidité. Vous ne vous laisserez pas abuser par la démagogie suicidaire du programme commun. Le moment venu, le véritable enjeu, c'est votre liberté.*

» *Nous ne partons pas de considérations abstraites. Nous ne cherchons pas à vous mobiliser sur des utopies ou des promesses gratuites. Nous avons su assumer nos responsabilités, et ce que nous avons fait garantit le sérieux de nos engagements.* »

Un bilan de la Ve République

Le manifeste dresse ensuite un bilan de la Ve République. Ses auteurs soulignent notamment :

« *L'acquis est important. Nul ne peut contester que la Ve République a profondément transformé notre pays et amélioré nos conditions de vie. Les institutions se sont avérées stables comme elles ne le furent jamais sous aucun autre régime démocratique en France. Nous avons su allier la démocratie et l'efficacité.*

» *Depuis 1971* [et la crise] *(...), les gouvernements de la France, appuyés par une majorité consciente de ses devoirs, ont sauvegardé l'acquis. (...) Tout n'a pas été fait. Mais jamais, en si peu de temps, autant n'avait été fait.* »

Les auteurs du manifeste proclament ensuite : « *Françaises, Français, d'autres vous invitent à tout bouleverser. Nous, nous vous proposons de poursuivre et de développer, avec votre concours, l'œuvre généreuse de transformation déjà largement engagée. Réfléchissez. Tout pourrait être perdu, tout serait balayé, si, à l'action sérieuse et raisonnable que nous avons conduite ensemble, avec vous, étaient substituées la démagogie et l'aventure doctrinaire. Continuons ensemble à faire plus et mieux, malgré la dureté et les embûches d'un monde devenu implacable.* »

Le manifeste poursuit : « *Nous vous proposons une société de liberté. Il faut permettre à chacun de libérer son pouvoir créateur. (...) Là où s'est éteinte la flamme de la liberté, la nuit s'étend sur le bonheur de vivre, jusqu'à ce qu'il éclate de nouveau dans la révolte.* » Le texte fait référence aux notions de « *pluralisme syndical* », à la liberté de l'enseignement et à la nécessité de mettre l'administration « *au service des citoyens et à l'abri des factions.*

» *Nous entendons stimuler l'initiative individuelle et permettre à chacun de libérer ainsi son pouvoir créateur dans un monde où les libertés sont, de plus en plus menacées. La France devra garder force d'exemple en garantissant et en réformant les libertés fondamentales...*

» *Nous entendons poursuivre la construction d'une démocratie sociale où l'égalité des chances devant l'argent, l'emploi, l'éducation et la santé sera assurée à tous...*

» *Il faut promouvoir des solidarités nouvelles et tisser la trame d'un monde plus fraternel. (...)*

» *Le suffrage universel est notre loi, le peuple souverain, notre maître. (...)*

» *Il n'y a pas de liberté d'épanouissement et de bonheur pour notre pays sans l'indépendance nationale. La France, qui a choisi la paix, la France maîtresse de ses décisions ni isolée ni repliée sur elle-même, forte de ses alliances, partenaire active dans le concert des nations et pour la construction de l'Europe, affirmera aux yeux du monde qu'elle) est une nation indépendante de citoyens libres.*

» *Il n'existe pas de liberté sans indépendance, et pas d'indépendance sans indépendance économique. La création de ressources énergétiques nouvelles est la tâche prioritaire.* »

L'Europe

En ce qui concerne l'Europe, on lit : « *L'Europe est le champ immédiat de notre développement économique. Ceci implique la volonté de poursuivre, au cours des cinq années qui viennent, la construction d'une Europe de type confédéral ; la volonté de renforcer son organisation politique et, par là même, sa cohésion économique et sociale. L'indépendance, pour l'Europe comme pour la France, est la garantie même de son existence.* »

Le manifeste poursuit : « *Nous vous proposons une société de responsabilité.* » En ce domaine, les auteurs suggèrent d'« *encourager la liberté d'entreprendre* », font état du « *rôle essentiel des travailleurs indépendants* ». Ils suggèrent de « *poursuivre la politique contractuelle* », d'« *assurer la participation accrue des travailleurs* » et d'« *associer les jeunes, afin qu'ils s'insèrent dans une société qui sera la leur* ». Il est spécifié que le plan sera réalisé « *sous l'autorité du pouvoir politique* » et que l'on s'attachera à diminuer son « *caractère technocratique* ».

« *Nous vous proposons une société de justice* », poursuivent les signataires. Ils envisagent en ce domaine « *une véritable réforme du système fiscal qui devra être plus simple et plus équitable* ». Il est précisé que le contribuable devra cesser d'être systématiquement suspecté, que « *l'équilibre entre l'imposition du revenu et l'imposition de la dépense sera revu* ». La « *revalorisation systématique des prestations familiales* » est souhaitée.

La conclusion est la suivante : « *Tel est notre projet de société pour la France. Il est global, clair et cohérent. La démocratie, c'est pour nous d'abord le respect des institutions telles que les ont voulues les Français. C'est-à-dire fondées sur la prééminence du chef de l'Etat. Elles assurent la stabilité et l'efficacité des gouvernements de la France (...). Nous récusons l'image d'une France coupée en deux.*

» *L'heure de la décision approche. Notre manifeste est un appel à l'action et à l'union.*

» *A l'action pour tous ceux qui l'approuvent et tous ceux qui sont prêts à apporter, pour le défendre, leur compétence, leur expérience, leur dévouement.*

» *A l'union pour ceux qui s'interrogent et qui hésitent, mais qui prévoient ce que serait, sous des dehors parfois séduisants, la triste réalité que d'autres leur préparent. Nous sommes sûrs que les Français, une fois encore, sauront faire le bon choix qui permettra de poursuivre, sous l'autorité du président de la République, la grande œuvre de rénovation d'une France libre, heureuse et prospère.* »

Le R.P.R. mise d'abord sur son propre programme

Le manifeste de la majorité, soumis lundi soir 5 septembre au comité central du R.P.R., a été approuvé à l'unanimité mais la lecture du texte, qui a été faite par M. Yves Guéna, n'a été saluée que par quelques maigres applaudissements. Les dirigeants du R.P.R. ont ainsi marqué tout à la fois leur satisfaction, leur ironie et leur scepticisme.

Satisfaction d'être le premier mouvement de la majorité à ratifier le manifeste et de constater que ce document se divise en trois chapitres : « société de liberté, société de responsabilité, société de justice », qui sont les objectifs que proposait, il y a tout juste neuf mois, le R.P.R., au jour de sa fondation, le 5 décembre 1976, dans son programme politique. Pour le reste, les cadres du R.P.R. ont noté que rien dans ce document ne venait heurter leur susceptibilité de gaullistes. Ils ont constaté encore que les souhaits exprimés par M. Jacques Chirac dès la première réunion de la majorité, le 19 juillet, sur l'acceptation d'un code de bonne conduite pour la campagne électorale, sur la généralisation des élections primaires et le refus d'un programme commun de la majorité, avaient été exaucés.

L'ironie s'est exercée à l'encontre du contenu du manifeste jugé comme un catalogue de formules vagues, de proclamations de bonnes intentions, ou un répertoire d'évidences. Si M. Léon Boutbien a pu l'opposer à la concision et au souffle de l'appel du 18 juin 1940, M. Chirac lui a trouvé une excuse en assurant que l'illustre message aurait été tout autre si le général de Gaulle l'avait rédigé « flanqué de Giraud et de Laval ». Un orateur — M. Neuwirth — a jugé que son style n'était pas « celui de Bossuet ». M. Maurice Schumann a même relevé une faute de français dans l'usage du verbe « avérer », qu'il a proposé de remplacer par « révéler », observation que M. Chirac a saluée sous les rires comme émanant du groupe R.P.R. de l'Académie française qui représente, a-t-il dit, 12,5 % des immortels.

Scepticisme

Mais c'est aussi avec scepticisme que ce document a été accueilli par le comité central du R.P.R. Son contenu a été jugé trop exclusivement défensif et peu apte à fournir un bon outil électoral. Tous les participants ont reconnu qu'il symbolisait l'union de la majorité sur ses options essentielles, mais aucun n'a voulu lui accorder une autre valeur. C'est pourquoi, après avoir passé à peine une heure et demie à l'examen de ce qu'ils considéraient un peu comme une formalité, les cadres du mouvement ont consacré deux fois plus de temps à l'étude de la situation politique présente et aux plans d'action du R.P.R.

M. Jacques Chirac a fait valoir que ses propositions avaient été, dans l'ensemble, acceptées par les autres formations de la majorité et que le manifeste était « *un pas vers l'union de la majorité mieux fondée et plus clairement exprimée* ». Il a précisé qu'il se réjouissait de rencontrer mardi après-midi M. Barre, avec qui il comptait évoquer la situation économique et, sur le plan politique « *quelle est la nature véritable des divisions de l'opposition et quelles conclusions, tout à fait incertaines l'on peut en tirer* ». Il confirme qu'il refuserait de siéger à la même table que M. Jean-Jacques Servan-Schreiber pour le cas où M. Barre voudrait convoquer une rencontre « au sommet » de tous les responsables de la majorité.

L'ancien premier ministre, toujours favorable au principe des élections primaires, a souhaité que le R.P.R. présente le maximum de candidats et il a mis en garde ses amis contre des candidatures de diversion de la part des radicaux « schreibériens » ou même, mais de façon plus camouflée, de la part de certaines formations de la majorité. Il a suggéré aussi à certains députés sortants trop âgés de céder leur siège à des candidats plus jeunes. Après avoir, une fois de plus, repoussé la conception d'un « programme de législature » pour l'ensemble de la majorité, que M. Edgar Faure avait suggéré, M. Chirac a énuméré les thèmes essentiels de la campagne propre au R.P.R.

La « nouvelle politique économique » devra mettre l'accent sur la croissance, sur la « planification démocratique » et sur la primauté qui devrait être accordée à l'emploi. Le deuxième thème sera celui de l'indépendance et de l'unité nationale au moment où celles-ci sont mises en cause par des « *menaces tant extérieures qu'intérieures* », mais cette attitude, a-t-il précisé, n'est pas exclusive « *d'une participation active à la Communauté économique européenne* ». Un autre principe retenu est celui de la défense de la démocratie et de l'autorité « *nécessaire pour faire appliquer par la loi la volonté nationale exprimée par ses représentants légalement désignés* ».

Enfin la défense des droits de l'homme, qui ne pourraient être garantis que par une « société de participation », constituera le quatrième thème.

Si, dans tous ces domaines, les gaullistes comptent s'en prendre avec vigueur aux propositions du programme commun de la gauche, ils veulent aussi renforcer leur originalité dans la majorité et conserver une certaine liberté d'appréciation et de manœuvre à l'égard de la politique du gouvernement de M. Barre. Beaucoup de membres du R.P.R., tout en reconnaissant que l'actuel premier ministre bénéficie encore d'une certaine audience à travers le pays, redoutent l'échec de sa politique économique et sociale et ne voudraient pas en être totalement solidaires. Leur marge de liberté entre l'approbation et la critique est donc assez restreinte.

L'infrastructure du R.P.R. que M. Chirac a décidé de développer a été exposée en détail par M. Jérôme Monod, secrétaire général du mouvement. Il s'est félicité qu'en neuf mois le R.P.R. ait plus que doublé les effectifs de l'U.D.R. pour dépasser les quatre cent mille adhérents et a noté que les salariés, les agriculteurs et surtout les jeunes étaient en progression au détriment des personnes âgées. Il a rappelé que toutes les instances avaient été renouvelées selon le plan prévu, et que l'Action ouvrière et professionnelle compte aujourd'hui quatre cent vingt-cinq sections de vingt à six cents membres contre vingt sections, il y a un an.

Un « S.V.P. candidats »

Après s'être réinstallé rue de Lille, fin septembre, le R.P.R. va organiser un service « S.V.P. candidats », publier deux ouvrages sur l'organisation du mouvement et sur ses orientations, réunir son comité central pour préparer des réformes de la fiscalité, du service national de l'aide aux rapatriés, de l'action culturelle, de la politique de l'emploi et de la participation.

Un congrès de l'Action ouvrière et professionnelle est prévu pour le 5 novembre ; une journée des enseignants pour le 12, avec une campagne auprès des parents d'élèves pour « dénoncer la politisation de la fédération Cornec » ; des assises des sciences et de la culture fin novembre, à Strasbourg, et un congrès national des jeunes les 3 et 4 décembre, pour célébrer la fondation du mouvement. Parallèlement, au début d'octobre, M. Jacques Chirac se rendra dans chaque département pour y animer la campagne électorale de ses candidats.

Au vu d'un bilan qu'il juge dans l'ensemble satisfaisant, le président du R.P.R. veut, à six mois du but, entamer sa campagne électorale comme on se lance dans un sprint. Il est vrai que M. Chirac a habitué ses partisans à tenir ce rythme depuis qu'il a engagé sa course de fond.

ANDRÉ PASSERON.

Un texte qui compte plus par son existence que par son contenu

(Suite de la première page.)

Là n'était sans doute pas l'ambition des délégués qui, en privé, ne contestent nullement le caractère anodin de leur œuvre. Ils comptent beaucoup, en revanche, sur l'effet psychologique de leur accord et estiment pour la plupart que, désormais, les autres problèmes demeurés en suspens devraient trouver plus aisément des solutions.

Ainsi en est-il de l'insertion du premier ministre dans le concert majoritaire. A n'en pas douter, M. Barre a déçu, en juillet, ceux qui, au P.R. ou au C.D.S., comptaient sur son appui technique et politique pour faire pièce au R.P.R. en matière de programme. Rares sont ceux qui croient encore à ses chances d'acquérir cette « dimension politique » annoncée depuis si longtemps. Toutefois, comme il n'est guère imaginable que les partis qui soutiennent le gouvernement fassent campagne en-dehors de toute présence du premier ministre, celui-ci a entamé une nouvelle série d'entrevues avec les dirigeants des formations alliées. Il recevait M. Jacques Chirac mardi en fin d'après-midi, et dînait le même jour avec les dirigeants du C.D.S.

Reste aussi que tous les partis de la majorité n'ont pas signé le manifeste puisque M. Jean-Jacques Servan-Schreiber et les radicaux sont demeurés à l'écart de la négociation. Or M. Barre devait s'entretenir mercredi avec le président du parti radical. Sans doute celui-ci, en prenant connaissance du texte, ne regrettera-t-il pas de n'être pour rien dans son élaboration...

L'accord du 5 septembre ne tire pas un trait sur toutes les difficultés de la majorité. Il en occulte quelques-unes. Il ne saurait en revanche masquer véritablement ni la concurrence dans laquelle sont engagés le R.P.R., d'une part, et ses partenaires, d'autre part, ni le fait que les relations demeurent difficiles, pour ne pas dire plus, entre le président de la République et M. Jacques Chirac.

NOËL-JEAN BERGEROUX.

M. Barre va s'entretenir avec les représentants de la majorité

Les services du premier ministre ont publié le 5 septembre le communiqué suivant :

« *A la suite des réunions qui se sont tenues régulièrement pendant l'été entre les représentants de divers partis politiques de la majorité et qui sont sur le point d'aboutir, le premier ministre, comme il en avait manifesté l'intention, a convié les responsables des formations qui soutiennent l'action du gouvernement à des entretiens qui se dérouleront, à l'hôtel Matignon, dans la première quinzaine de septembre.*

» *Le but de ces entretiens est de permettre au premier ministre d'examiner avec ses interlocuteurs, dans la perspective d'une réunion d'ensemble, les actions à mener au cours des prochains mois pour parvenir au succès lors des élections législatives.* »

Le calendrier suivant a été établi :

● **MARDI 6 SEPTEMBRE**, à 17 heures : M. Jacques Chirac, président du R.P.R.

Le même jour le premier ministre reçoit à dîner une délégation du Centre des démocrates sociaux composée de MM. Lecanuet, Barrot, président et secrétaire général du mouvement, Monory, ministre de l'industrie, et Méhaignerie, ministre de l'agriculture.

● **MERCREDI 7 SEPTEMBRE**, à 18 h. 30 : M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, président du parti radical.

● **JEUDI 8 SEPTEMBRE** : dîner offert à une délégation du parti républicain comprenant MM. Soisson, secrétaire général, Douffiagues, délégué général, Chinaud, président du groupe parlementaire, et Griotteray.

● **LUNDI 12 SEPTEMBRE** à midi : M. Max Lejeune, président du Mouvement démocrate-socialiste de France et président du groupe réformateur à l'Assemblée nationale.

● **MARDI 13 SEPTEMBRE** à onze heures : réception d'une délégation du Centre national des indépendants et paysans comprenant MM. Bertrand Motte, président, Camille Laurens, secrétaire général, et Maurice Ligot, secrétaire d'Etat auprès du premier ministre.

● *Mme Annie Martin-Gonsaud*, secrétaire générale de l'Association nationale des femmes démocrates (qui regroupe des adhérentes du C.D.S., des femmes non engagées politiquement) a annoncé sa candidature aux élections législatives dans la vingt-deuxième circonscription de Paris (dix-septième arrondissement) dont le siège est vacant depuis le décès de Bernard Lafay. Mme Martin-Gonsaud — dont le suppléant sera M. Emile Nicolle — avait déjà été canidate en mars 1973, dans cette circonscription, où elle était la suppléante du représentant du Mouvement réformateur, M. Guy-Victor Labat. Ce dernier avait recueilli, au second tour, 9 034 voix contre 14 935 à Bernard Lafay (U.D.R.).

[هكذا من الأصل]

JUSTICE

L'ENQUÊTE SUR L'AFFAIRE DE VILLEFORT

Des avis de recherche visent MM. Pierre Conty et Jean-Philippe Mouillaud

Privas (Ardèche). — Alors que l'affaire des deux assassins de l'Ardèche remonte aux 24 et 25 août dernier (« le Monde » des 26 et 27 août), les enquêteurs du S.R.P.J. de Montpellier viennent de diffuser sur l'ensemble du territoire des avis de recherche concernant MM. Pierre Conty et Jean-Philippe Mouillaud, âgés respectivement de trente et un et vingt-cinq ans. « Il est exact que nous avons recueilli des éléments et que nous avons fait un pas en avant *dans l'identification des personnes qui* ont commis le hold-up de Villefort et le double meurtre sur la route de Pont-de-Labeaume », nous a déclaré M. André Tour, procureur de la République de Privas. « Il est cependant trop tôt pour lancer des mandats d'arrêt : nous travaillons actuellement sur des indices et sur des hypothèses de travail », a-t-il ajouté.

Toutefois, le procureur de Privas a indiqué, ce mardi matin, que figuraient, sur des lunettes trouvées dans *le véhicule abandonné par les* malfaiteurs après le meurtre, des empreintes digitales qui sont celles de M. Pierre Conty.

M. Pierre Conty — recherché par la police et considéré comme un témoin « important », — est l'un des fondateurs et l'animateur de la communauté agricole du domaine de La Rochebesse, créé en 1969. M. Jean-Philippe Mouillaud en est membre. Le fait que son frère, M. Benoît Mouillaud, âgé de vingt-deux ans, également membre de la communauté, soit revenu, dimanche 4 septembre, devant M. Alain Clergue, juge d'instruction au tribunal de Privas, sur son témoignage enregistré le 2 septembre, ne semble pas avoir affecté le cours de l'enquête.

Le maître de La Rochebesse

De notre envoyé spécial

Il y a eu le temps des méfaits. Le 24 août dernier, le vol d'une voiture à Anduze, dans le Gard, suivi du « braquage » d'une agence du Crédit agricole à Villefort, en Lozère.

Il y a eu — le même jour — le temps de la peur. Des coups de feu sur deux gendarmes à Joyeuse, en Ardèche, qui blessèrent grièvement l'un d'eux ; des coups de feu, mortels cette fois, tirés sur MM. *Cyprien et Rolland Malosse*, non loin de Niègles...

Lors du hold-up (butin : 40 000 francs, plus des bons et valeurs diverses), ils étaient trois. Lors des coups de feu, ils n'étaient plus que deux. En quelques heures, les assassins avaient traversé le Gard, la Lozère, l'Ardèche, pour aboutir en Haute-Loire, près du Puy. Très précisément, à Saint-Germain-Laprade.

Quel rapport avec le domaine de La Rochebesse ? Aucun, sinon que celui-ci ne se trouve qu'à quelque 40 kilomètres de Saint-Germain-Laprade. Aucun, sinon que, jeudi 1er septembre, les forces de gendarmerie, en pénétrant dans le domaine, ont constaté que Pierre Conty et Jean-Philippe Mouillaud n'y étaient pas. Ceux-ci avaient quitté le hameau depuis quatre jours. Depuis lors, la police les recherche. Elles serait *« très intéressée de connaître leur emploi du temps les 24 et 25 août dernier »*.

Est-ce suffisant pour en faire des *« témoins suspects »* ? Ces éléments, parmi d'autres, ont en tout cas fait resurgir l'histoire d'une communauté agricole touchée de près, semble-t-il, par la violence.

Tout commence il y a huit ans, en 1969. Après une expérience agricole malheureuse à Antragues (Ardèche), Pierre Conty et Pierre Jail, demandent l'autorisation à M. Georges Curinier, maire de la petite commune de Chanéac, de s'installer dans un hameau virtuellement abandonné: La Rochebesse. L'accord se fait et ainsi naît la communauté agricole. La ferme Noharet en est le centre. Une exploitation de 10 hectares, où Pierre Conty, dit « Pierrot », pratique l'élevage des chèvres. L'affaire est bien engagée.

De fait, les agriculteurs de Treynas, autre hameau de Chanéac, font montre d'une *« certaine méfiance, mais non pas d'hostilité »*. Le maire demande à Pierre Conty quelques concessions : respecter les contrats et éviter *« le verbiage politique »*. Message compris. En 1969 et 1970, la communauté s'agrandit. Elle loue à deux paysans de Trenasse deux exploitations de 10 hectares chacune.

Un western municipal

C'est alors que les premiers rapports avec le voisinage, tissés de méfiance, mais aussi d'entraide, se détériorent. « Pierrot » laisse vagabonder ses chèvres, maugrée-t-on... *Il ne connaît rien à la terre... Il fait peur... Il clame préventivement, à ceux dont il redoute les embêtements : « J'ai des armes »...*

Pour ceux qui analysent l'histoire de la communauté comme un échec, cette époque marque une rupture. Leur discours est sans équivoque : *« En 1971, Conty a déclaré : « Je veux être le maître » de tout le hameau de La Roche- » besse* (100 hectares) » Et il a carrément « squatterisé » toutes les maisons ! Il a enfoncé les portes. Il est entré. Il s'est emparé de tout. Là, ça a accroché.

Bref, la coexistence avec les gens du pays se rompt. La communauté, au dire du maire, se marginalise. *« Conty apparaît de plus en plus comme un chef de bande. Politiquement, il durcit sa position. Il devient anarchiste et de plus en plus violent »*, entend-on. La rumeur publique lui fait endosser un vol de paille, un vol de foin, un vol de miel, un vol de chèvres. Vétilles que tout cela. En 1974, une association de *propriétaires de La Rochebesse*, régie par la loi de 1901, entreprend une série d'actions en justice pour faire valoir ses droits de propriété sur les terres du hameau. Mais Pierre Conty affirme alors : *« Nous ne sortirons d'ici que les pieds devant. Si vous montez, nous avons des fusils et nous nous en servirons. »* Le soir même des élections municipales, il s'emporte contre le maire élu. Pour une opposition politique, l'animateur de la communauté agricole, qualifié de chef de bande par beaucoup, veut faire *« éclater la tête du maire »*. *Simple western municipal ?* Violence naturelle ? Peut-être.

Mais l'intégration de la communauté agricole dans le pays se révèle, elle, être un fiasco. A tel point que les policiers chargés de l'enquête sur les deux assassins de l'Ardèche, conscients de cette situation, entendent rester très prudents dans leurs investigations et leurs déductions. Tant de personnes auraient plaisir, voire intérêt, à accabler Pierre Conty !

A Chanéac, le bruit court ainsi que le fondateur de La Rochebesse, en raison de dettes au Crédit agricole, aurait pu être amené *à exécuter un hold-up... Et l'on* regarde du côté de Villefort. On brosse un portrait au vitriol de cet ancien ouvrier grenoblois travaillant chez Neyrpic et venu à la terre : *« Honnêtement, je pense que ce type est fou. C'est un élément dangereux, très intelligent, oui, mais il n'a pas un comportement normal. »* Cela dit, la commune de Chanéac ne fait pas de Pierre Conty un tueur : *« Je pense qu'il est apte à faire un hold-up puisqu'il combat le capitalisme. Mais il a beaucoup de sang-froid. Je ne le vois pas paniquer et flinguer deux personnes. »*

Dans la région alentour, cependant — où les communautés, agricoles ou non, n'ont pas bonne réputation, — on dit clairement que Pierre Conty a pu tirer parce que ses victimes le connaissaient. Marie-Thérèse (Maïté) Merlhiot, âgée de trente ans, sa compagne, donne une tout autre explication de l'absence de ce dernier.

En juin dernier, explique-t-elle, le tribunal paritaire des baux ruraux de Tournon a décidé que les occupants du domaine de La Rochebesse devaient vider les lieux. En l'absence d'appel de cette décision, l'avocat des propriétaires avait signifié au occupants que le délai pour exécuter cette décision expirait le 31 août. Marie-Thérèse Merlhiot pense, quant à elle, que son compagnon n'a pas voulu assister à l'expulsion.

LAURENT GREILSAMER.

● *L'affaire Revelli-Beaumont.* — M. Charles Franceschi, premier juge d'instruction à Paris, a interrogé le 5 septembre M. Hector Villalon, l'homme d'affaires argentin écroué à la Santé depuis le 26 juillet en raison des interventions qu'il a faites auprès de certains de ses compatriotes à la demande de M. Hector Aristy, après l'enlèvement de M. Lucchino Revelli-Beaumont. Le magistrat a demandé à l'inculpé, assisté de Mes Albala, Bourdelle, Bourguet, Dumas, Pelletier et Vallette, de lui fournir des renseignements sur son curriculum vitae, sur son emploi du temps en avril et sur les motifs qui ont pu pousser, à son avis, M. Aristy à entrer en relations avec lui au lendemain du rapt. M. Villalon aurait expliqué qu'il était normal de songer à lui à cause de ses nombreuses relations dans les milieux argentins.

● *L'attentat contre le relais hertzien de Foix (le Monde* du 6 septembre) aura privé de téléphone durant plus de trois jours les deux mille abonnés du groupement de Lavelanet (Ariège). Selon de nouvelles estimations, les dégâts seraient plus importants que ce qui avait été précédemment évalué et atteindraient entre 2 et 3 millions de francs.

● RECTIFICATIF. — Le nom du *défenseur de M. Christian* Raoult, cet étudiant qui s'est vu interdire de présenter le concours d'accès à l'Ecole nationale de la magistrature *(le Monde* du 6 septembre), a été mal orthographié : il s'agit de Me Philippe Waquet, avocat au Conseil d'Etat et à la *Cour de cassation.*

REGARDS

L'« AUTARCIE » D'UN HANDICAPÉ

« Des bruits renouvelés qui gênaient l'environnement... des sortes de cris. » *C'est de cela que les locataires de l'immeuble situé au n° 1 de la rue des Ecoles, à Lagnieu (Ain), se sont plaints auprès des gendarmes de la ville. Ces cris nocturnes duraient depuis longtemps, mais récemment, ils sont devenus plus forts. Surtout, les locataires changeaient* « et ces nouveaux-là, qui n'étaient pas habitués, ne supportaient pas, sans doute », *explique l'un des gendarmes qui se sont rendus, lundi 5 septembre, dans l'appartement de Mme Vassal, au premier étage de la maison.*

Le quatre-pièces de Mme Vassal était devenu en entrepôt étrange : entre des dizaines de flûtes de pain, des bouteilles de champagne et de boissons gazeuses, s'amoncelaient près de 100 kilos de sucre. Le tout au milieu de la poussière et de la saleté accumulées depuis plusieurs années.

Dans une alcôve, attenante à une chambre et formée par deux battants réunis par un crochet, « sur un semblant de lit, dans le même état de saleté que tout le reste », *les gendarmes ont découvert un homme, âgé de trente-sept ans, Bernard, le fils de Mme Vassal, débile mental et handicapé moteur. Les* « bruits renouvelés », *c'étaient ses cris.* « Malgré sa difficulté de marcher, *il aurait pu sortir s'il l'avait voulu, commente le commandant de gendarmerie.* Il n'y avait pas dans l'appartement de paroi assez forte pour lui résister. Il devait se complaire dans cet état. »

Face à l'intervention des autorités, la mère, résignée, s'est contentée de soupirer : « C'était fatal. Ça devait arriver un jour. » *Elle n'a pas encore donné d'explication à son attitude, se contentant de dire que, comme on pouvait le constater, son fils* « était bien nourri ».

Depuis plusieurs années, en ville, on ne voyait plus le fils Vassal. « Je ne sais plus exactement si c'est depuis la mort du père, en 1968, ou plus tard, *dit un voisin.* Mais avant, c'est sûr, le père le sortait. »

Mme Vassal, âgée de cinquante-neuf ans, menait une vie normale. Chaque jour, elle faisait ses achats qui, parfois, étonnaient un peu les commerçants, mais on ne lui posait pas de questions. Personne n'allait chez elle : ni médecin, ni assistante sociale, ni voisins, ni amis « On ne les connaissait pas, *dit-on dans la ville,* ils n'étaient pas vraiment d'ici. » *La famille Vassal habitait pourtant depuis dix ans à Lagnieu, qui ne compte que cinq mille à six mille habitants.*

Bernard et sa mère ont été transportés à l'hôpital de Bourg-en-Bresse, « mais elle est laissée en liberté », *précise la gendarmerie de Lagnieu, qui continue d'enquêter sur cette affaire. Dans la ville, on est au courant, on en parle un peu, mais de nombreux Lagnolans se rangent à l'avis du commandant de gendarmerie :* « Je ne prendrai pas position. J'ai une opinion bien déterminée. Mais je ne la fais pas connaître. »

Pour M. Guy de La Verpillière, maire de Lagnieu (P.R.), « on ne peut pas parler d'un drame de la misère. La maison n'était pas un taudis, et la mère avait suffisamment d'argent (la pension de son mari et une indemnité *pour* la garde de son fils). Justement, pour vivre en autarcie. Ce n'est pas non plus un drame de l'indifférance : les voisins connaissaient l'existence de ce malade, et la mère, proprement vêtue, maquillée, « donnait le change »... Non, c'est simplement la routine, l'habitude ».

JOSYANE SAVIGNEAU.

ÉDUCATION

Trois mille emplois supplémentaires à la rentrée dans les collèges

Satisfaction au Syndicat des instituteurs

A l'issue d'une audience au ministère de l'éducation, lundi 5 septembre, les dirigeants du Syndicat national des instituteurs (SNI) et des professeurs d'enseignement général de collège (P.E.G.C.) ont révélé que M. René Haby leur avait annoncé la création de trois mille emplois supplémentaires d'enseignants pour la prochaine rentrée scolaire dans le premier cycle. Cette décision — qui s'ajoute à celle prise en juin de créer mille deux cents emplois à ce niveau — aura au moins deux effets : le SNI-P.E.G.C. n'entravera pas l'application de la réforme Haby en sixième et nombre de maîtres auxiliaires pourront obtenir un poste à la rentrée.

Depuis de longs mois, le SNI-P.E.G.C. mène une guerre de positions contre le ministre de l'éducation, le menaçant de « boycotter » — le mot n'est pas employé par ses dirigeants — la réforme de l'enseignement, si des postes supplémentaires n'étaient pas créés pour les classes de sixième.

Au début de l'été, la promesse faite par M. Raymond Barre, premier ministre, de créer mille deux cents emplois supplémentaires lors d'un collectif budgétaire à la fin de 1977, indiquait le désir du gouvernement de donner satisfaction au syndicat. Celui-ci, à la veille de la rentrée scolaire, s'est montré très discret au sujet de la réforme Haby, escomptant que d'autres emplois seraient débloqués. C'est chose faite, et le SNI-P.E.G.C. ne cache pas sa satisfaction : « *Ces moyens nouveaux*, déclare-t-il, *permettront de ne licencier aucun maître auxiliaire et donneront la possibilité de renforcer les horaires mis à la disposition des établissements dans les matières fondamentales. Ce déblocage répond à une des revendications importantes du syndicat.* »

Au ministère de l'éducation on indique que le premier ministre a donné son accord pour le maintien en poste de tous les maîtres auxiliaires qui ont eu, l'an dernier, un demi-poste de manière continue. On précise aussi qu'il ne s'agit pas de création de postes budgétaires, mais qu'un crédit sera affecté sur un chapitre spécial du collectif budgétaire.

En sixième, la réforme se traduit par une diminution des horaires dans les trois disciplines fondamentales (français, mathématiques et langue vivante), qui passent de quatorze heures à onze heures, auxquelles s'ajouteront trois heures de soutien pour certains élèves. Le SNI-P.E.G.C. estime que, avec quatre mille deux cents emplois supplémentaires et en vertu des règles du dédoublement des classes, les horaires réels pourront être supérieurs à ceux prévus par les textes.

Le syndicat a aussi évalué à quatre mille cinq cents ou cinq mille le nombre des maîtres auxiliaires qui pourront être réemployés à la rentrée, à temps plein ou à temps partiel, grâce à ces moyens nouveaux.

Ainsi se trouve apparemment levée une hypothèque qui pesait sur la mise en application de la réforme Haby en sixième, puisque le SNI-P.E.G.C. avait menacé, dès le mois de février, de ne pas appliquer les dispositions sur le soutien au cas où des postes ne seraient pas débloqués .Il y a quelques mois que ses dirigeants laissaient entendre qu'ils obtiendraient satisfaction. En attendant la veille de la rentrée pour le confirmer, M. Haby s'est protégé contre les habituelles campagnes de prérentrée. — Br. F.

LA SÉLECTION SERA PLUS SÉVÈRE A LA FIN DE L'ANNÉE 1977-78

Moins d'un étudiant en médecine sur quatre sera admis en deuxième année

Les quelque 40 000 étudiants qui s'inscrivent en première année de médecine devront, à la fin de l'année, affronter un concours plus difficile qu'en 1976-1977 pour passer en deuxième année. Moins d'un sur quatre sera admis. Un arrêté, dont la parution est imminente, diminue en effet de 5 % le nombre de places offertes en deuxième année de médecine en 1977-1978.

Les raisons de cette sélection plus sévère, amorcée dès l'année dernière, tiennent à trois chiffres : le nombre de médecins est actuellement de 90 000 ; il sera de 135 000 en 1985, compte tenu du nombre d'étudiants déjà engagés à l'université ; si aucune mesure correctrice n'est prise, la France comptera plus de 200 000 médecins en l'an 2000 — un chiffre qui apparait trop élevé aux pouvoirs publics.

La loi de 1971, instaurant un « numerus clausus » en médecine, reposait notamment sur les capacités de formation des centres hospitaliers universitaires. Désormais, la politique de sélection universitaire tient compte avant tout de considérations relatives à la démographie médicale ; mais le resserrement de la sélection, aussi fondé soit-il, ne saurait, à lui seul, tenir lieu de politique, en matière de formation et d'installation des médecins.

En 1963, la France se situait encore au dix-huitième rang mondial pour la densité médicale. Vingt ans plus tard, elle devrait arriver en tête des pays européens, avec une densité proche de 235 médecins pour 100 000 habitants. Cet accroissement très net du corps médical français, doublant de 1970 à 1985, devrait permettre de faire face à un certain nombre de besoins recensés par le VIIe Plan : les carences, dans certaines disciplines, notamment la biologie, la gynécologie, la radiologie ; la correction de la sous-médicalisation de certaines régions ; l'insuffisante médicalisation de certains établissements de long et moyen séjour.

Mais ne forme-t-on pas, en 1977, trop d'étudiants, compte tenu du nombre de médecins dont on a besoin ? Le *numerus clausus* institué par la loi de 1971, pour tenir compte des capacités de formation des C.H.U., s'est traduit par des effectifs de près de 10 500 étudiants en deuxième année de médecine depuis 1974. Or ces chiffres apparaissent, actuellement, excessifs pour la démographie médicale future aux ministères de tutelle, ainsi qu'aux syndicats médicaux.

Dans ce domaine, toute prévision est fort délicate. On ignore avec précision le nombre d'étudiants qui deviendront effectivement médecins : l'abandon des études, notamment parmi les femmes, qui constituent plus de 40 % des effectifs de première année, ou les délais dans l'installation, constituent autant d'inconnues. De plus, toute estimation des besoins en médecins devrait tenir compte des facteurs les plus divers — ainsi la réduction de la durée du travail, l'importance croissante de la formation post-universitaire, l'avancement de l'âge de la retraite. Ces difficultés expliquent la diversité des objectifs proposés pour les années à venir : la commission de la santé du VIIe Plan estimait souhaitable que les étudiants de deuxième année ne soient pas plus de 9 000, alors que, pour la commission Fougère, ce nombre devrait être de 6 000. Le gouvernement semble avoir retenu l'hypothèse d'un recrutement de près de 7 000 étudiants en deuxième année de médecine en 1980, afin d'assurer, à terme, une stabilisation relative des effectifs de médecins entre 160 000 et 190 000. Le choix du gouvernement s'inspire moins d'un recensement systématique des besoins que de la situation dans les pays — et notamment l'Allemagne — dont la démographie médicale semble satisfaisante.

Une telle politique suppose une réduction annuelle de 5 % des étudiants de deuxième année : dès l'année dernière, la suppression des coefficients d'attribution, qui permettaient aux doyens d'augmenter, en fonction des départs escomptés, le nombre de postes disponibles en deuxième année, avait permis de limiter à près de 9 000 le nombre d'étudiants admis en fin de première année.

La diminution du nombre de postes offerts sera uniforme, cette année encore, dans tous les C.H.U. Mais, à l'avenir, il est fort possible que certains correctifs puissent intervenir : les C.H.U. dont le nombre de lits réellement formateurs est proportionnellement plus élevé ou ceux qui sont situés dans des régions insuffisamment médicalisées pourraient obtenir des « contingents » d'étudiants moins amputés qu'ailleurs.

Une meilleure formation ?

L'accentuation de la sélection pose le problème des étudiants recalés. Actuellement, le pourcentage de reçus de première en deuxième année est de 25 % seulement. Aucune équivalence n'est prévue pour l'instant pour ceux qui échouent, même après deux, sinon trois années d'études. Une telle situation constitue, d'après le docteur Bénéziat, secrétaire national du Syndicat national de l'enseignement supérieur, « *un gaspillage intolérable* » : « *la création d'un cycle d'orientation de deux ans commun à toutes les professions de santé*, souligne-t-il, *permettrait d'orienter de façon moins brutale les étudiants* ». Nombreux sont ceux qui prônent l'institution d'une pré sélection, à la fin des études secondaires : moins nombreux, les étudiants de première année pourraient alors être accueillis sur des critères moins exclusivement axés sur les sciences et la capacité de mémorisation. Mais ne plus faire du baccalauréat le droit d'entrée à l'université apparaît, à l'approche des législatives, comme une mesure trop impopulaire.

Toute politique de démographie médicale ne saurait se résumer à une limitation globale du nombre de médecins. Si la proportion actuelle de 40 spécialistes pour 60 généralistes apparaît raisonnable, l'attirance de plus en plus marquée des étudiants pour les spécialités pose un problème : au C.H.U. de Necker, 16 % seulement des étudiants deviennent généralistes. Or, actuellement, l'accès aux différentes spécialités, par l'internat ou par les certificats d'études spéciales (C.E.S.), dépend de la seule volonté des étudiants de choisir telle ou telle discipline. L'institution d'une filière unique pour l'ensemble des spécialités, à l'étude actuellement devant le comité interministériel chargé de ces questions, permettrait de fixer le nombre de places par spécialité en fonction des seules nécessités de la démographie médicale.

Ayant à former moins d'étudiants, les C.H.U. les formeront-ils mieux ? L'année dernière, la grève des étudiants hospitaliers avait souligné l'insuffisance de nombreux stages, trop spécialisés ou mal encadrés. Mais même dans des services peu formateurs, en gériatrie, en réanimation ou dans des laboratoires, les étudiants rendent de grands services et masquent parfois la pénurie des effectifs en personnel.

De l'avis de tous, il manque en France près de quatre cents postes d'assistants-chefs de clinique pour permettre aux C.H.U. de faire face correctement à leurs fonctions d'enseignement. L'erreur serait probablement d'attendre de la seule diminution du nombre d'étudiants l'amélioration de l'encadrement médical des stages hospitaliers.

NICOLAS BEAU.

Des écarts de 1 à 6

La France comptait, au 1er janvier 1976, une moyenne de 154 médecins pour 100 000 habitants ; mais, si le chiffre s'élevait à 231 dans la région parisienne, à 206 en Provence-Côte d'Azur, et à 203 dans le Languedoc, il y avait seulement 101 médecins pour 100 000 habitants en Picardie, 106 en Basse-Normandie et 113 en Lorraine. Les situations sont encore plus contrastées si l'on recense le nombre de médecins libéraux par département : des variations de 1 à 6 existent entre la Haute-Loire et Paris, qui comptent respectivement 64 et 285 médecins de ville pour 100 000 habitants.

L'augmentation du nombre de médecins constatée depuis quelques années n'a pas corrigé leur mauvaise répartition entre les régions : de 1974 à 1976, le département de l'Hérault, qui connait une forte densité de médecins libéraux (156 pour 100 000 habitants), a vu leur nombre croître de 15 %. A Paris, le nombre de spécialistes a augmenté, celui des généralistes a diminué durant la même période, alors que les premiers sont trop nombreux, les seconds sont en effectif insuffisant.

Le VIe Plan avait déjà souligné ces inégalités, mais peu de moyens ont été adoptés pour harmoniser les densités médicales : le ministère de la santé a diffusé auprès des U.E.R., depuis 1976, une carte des densités par canton et compte développer, sous l'impulsion des directions de l'action sanitaire et sociale, le recueil de l'information. Les pouvoirs publics se montrent très réservés sur l'adoption de mesures d'incitation bancaire ou fiscale pouvant encourager les jeunes médecins à s'installer dans les région défavorisées.

En l'absence de mesures réellement incitatives, faudra-t-il attendre de la seule concurrence provoquée dans des régions médicalisées par l'afflux de jeunes médecins une amélioration de la situation sanitaire de la majeure partie du territoire français ? (1)

(1) Alors que le VIe Plan considérait qu'une densité de deux cents médecins pour cent mille habitants était raisonnable, à la fin de 1975 ce chiffre était inférieur à cent cinquante-cinq sur tout le territoire, à l'exception de cinq régions : Aquitaine, Languedoc, Midi-Pyrénées, Provence-Côte d'Azur, région parisienne.



ÉDUCATION

UNE RÉPONSE AU NOUVEAU RAPPORT MEXANDEAU

La liberté de l'enseignement ne se négocie pas

écrit le président de l'UNAPEL

Les socialistes, qui ont la majorité au sein de la communauté urbaine de Cherbourg, ont fait voter, le 3 septembre, la suppression des subventions jusqu'alors accordées aux écoles privées de l'agglomération. Les élus communistes ont refusé de prendre part au vote.

Cette décision, qui rappelle celle des élus de Saint-Herblain (Loire-Atlantique), où la gauche s'était divisée sur le même sujet en juin dernier, est en contradiction avec le souci de « négociation » affirmé par M. Louis Mexandeau dans le dernier état de son *avant-projet socialiste* pour l'éducation.

La décision des élus de Cherbourg n'était pas encore connue de M. Henri Lefebvre, président de l'Union nationale des associations de parents d'élèves de l'enseignement libre (UNAPEL), lorsqu'il a écrit l'éditorial de la revue de l'UNAPEL, « Famille éducatrice », diffusée ces jours-ci. « Le parti socialiste a certes revu son projet sur l'éducation, écrit M. Lefebvre. Dans la nouvelle rédaction, le chapitre consacré à l'enseignement privé a pris moins d'importance, mais l'objectif reste le même. On ne parle plus de nationalisation, car, comme l'explique M. Mexandeau, « ce terme a paru inapproprié, le mot nationalisation ayant » pris une signification économique ». Mais il précise aussitôt : « L'intégration se fera progressivement, par étapes... Toute procédure sera négociée. »

» Or, nous l'avons déjà déclaré : l'UNAPEL n'acceptera pas de négocier. Une liberté fondamentale comme celle de l'enseignement ne se négocie pas (...). »

CHERBOURG : les socialistes suppriment les subventions aux écoles privées

De notre correspondant

Cherbourg. — Depuis sa création, en 1971, la communauté urbaine de Cherbourg n'avait pas fait de distinction entre l'enseignement public et l'enseignement privé en matière de subventions. *Au budget primitif, une dotation* de 50 F par élève était inscrite chaque année, pour être versée avant la rentrée, à tous les établissements secondaires, en vue d'alléger la participation des familles aux dépenses occasionnées par les fournitures scolaires. Coût global : 276 200 francs, dont 48 250 francs au profit des deux écoles catholiques qui rassemblent huit cent soixante-quatre élèves.

Le 3 septembre, le nouveau conseil a décidé de supprimer cette aide à l'enseignement privé, les socialistes prenant le risque de rallumer, dans l'agglomération, la querelle scolaire. Au terme de débats confus, le vote a été très clair : les trente-quatre élus socialistes ont voté contre le maintien de la subvention aux écoles catholiques, les cin non-inscrits ont voté pour, et les onze communistes ont refusé de prendre part au vote.

Le porte-parole du groupe socialiste a expliqué : « *Le vrai problème est de savoir si nous voulons favoriser par nos subventions l'enseignement privé. Le parti socialiste a toujours estimé le cas contraire au cours de son histoire, car il entend donner les mêmes chances à tous les enfants.* »

Le porte-parole du parti communiste a lu une longue *déclaration de politique générale*, destinée à justifier le refus des conseillers communistes de participer à un vote qui risque de diviser les travailleurs et la population. « *L'existence à Cherbourg d'un enseignement confessionnel hérité de l'histoire ne doit pas être la raison d'une rupture de solidarité de gestion entre les élus du conseil* », a-t-il notamment déclaré, après avoir fait un historique de la laïcité très contesté par les élus socialistes. « *La lutte pour la laïcité s'inscrit aujourd'hui dans un contexte tout à fait nouveau, et ce débat reste secondaire par rapport aux problèmes de l'heure : l'adversaire du travailleur qui envoie ses enfants à l'école publique n'est pas le travailleur qui les envoie à l'école confessionnelle, c'est la petite minorité réactionnaire au pouvoir* », peut-on lire, d'autre part, dans la motion que le P.C. a fait remettre à la presse locale.

« *La population aura à juger de notre décision* », a répondu le porte-parole du P.S.

RENÉ MOIRAND.

L'université Paris-Nord décide de rouvrir les inscriptions

L'université Paris-Nord (Villetaneuse) a décidé de rouvrir immédiatement les inscriptions de première année, officiellement closes le 22 juillet. Pour les responsables de cet établissement, cette mesure est plus qu'un service de dernière minute destiné à « repêcher » les étudiants qui n'ont pas trouvé de place dans une université parisienne au début de l'été. Il s'agit surtout de remettre en question l'organisation pour le moins anarchique des inscriptions, modifiée par l'arrêté sur la « désectorisation » des universités parisiennes. Les conditions dans lesquelles Mme Saunier-Seïté, secrétaire d'État aux universités, « *a pris l'arrêté dit de désectorisation (...) sans qu'aucune des conséquences ait été évaluée crée une situation totalement absurde dont, une fois de plus, les universités auront à supporter les conséquences pour éviter que les étudiants n'en fassent les frais* », écrit M. Marcel Jozefowicz, président de Paris-Nord.

Aussi les étudiants malchanceux peuvent-ils s'inscrire à Paris-XIII dans la plupart des disciplines. A la chancellerie des universités parisiennes, on fait observer que, chaque année, des étudiants peuvent obtenir le droit de s'inscrire dans une université après la fermeture officielle. Mais cette mesure ne peut être obtenue que par dérogation spéciale, et peu d'étudiants en bénéficient.

Les responsables de Paris-Nord ont décidé de ne pas tenir compte de la réglementation. Ils ne cachent pas non plus que leur initiative vise à réduire les effets sur la rentrée universitaire de la « hiérarchisation » survenue de fait, depuis deux mois entre les établissements d'enseignement qui ont été pris d'assaut par les étudiants et ceux qui ont encore des places.

L'université de Villetaneuse comprendrait mal, en effet, que le fait de ne pas avoir atteint son plafond d'effectifs après la furia des inscriptions de juillet soit assimilé, dans l'esprit des étudiants ou de leurs parents, à une médiocre qualité d'enseignement.

D'autre part, l'université Pierre-et-Marie-Curie (Paris-VI) dispose encore de places en première année du diplôme d'études universitaires générales (DEUG) de sciences des structures et de la matière.

La polémique sur le dossier scolaire

LE MINISTRE LACHE DU LEST

Surpris par l'ampleur de la polémique autour de la création, à la rentrée prochaine, d'un dossier scolaire qui suivra chaque élève de la maternelle à la fin de la scolarité, le ministre de l'éducation est prêt à faire machine arrière sur certaines modalités de cette réforme contestée (« le Monde » du 26 août). Il l'a annoncé au cours d'un débat organisé, lundi 5 septembre, à France-Inter, au cours de l'émission de Mme Anne Gaillard.

Les textes à peine publiés — *ils l'ont été au Bulletin officiel* de l'éducation du 1er septembre, — M. René Haby a indiqué que certaines dispositions qu'ils contiennent pourront être modifiées. C'est ainsi que le dossier, au lieu de suivre l'élève de la maternelle au collège, pourrait faire l'objet, au moment de l'entrée en sixième, d'une « synthèse », les documents antérieurs étant détruits. En renonçant à la continuité du dossier — qui était jusqu'alors l'un des arguments qu'on utilisait pour en justifier l'utilité, — le ministre vise à tranquilliser l'opinion et à amoindrir l'impact psychologique d'une réforme à propos de laquelle on a pu parler de « *mise en fiches* » de la jeunesse.

Autre amélioration envisagée : M. Haby est prêt à décider que le dossier scolaire, après la fin de la scolarité, ne sera pas conservé cinq ans (au cas où la famille ne le réclame pas), mais pendant une durée plus courte, par exemple un an

Sur le fond, le ministre de l'éducation estime qu'on fait une querelle « *d'intention* ». Il s'est affirmé particulièrement étonné par le « *paradoxe* » selon lequel *tous ceux qui redoutent que le* dossier ne « fige » l'image d'un élève vis-à-vis des nouveaux enseignants sont les mêmes qui mettent en doute le système traditionnel des notes « *Est-il de l'intérêt d'un professeur de ne pas connaître ses élèves ? Est-ce que la possibilité — et non l'obligation — d'avoir des informations sur la nature profonde d'un élève est un inconvénient ?* »

Assez excédé par le bruit fait autour de cette affaire, sûr de la valeur pédagogique de son initiative, confiant dans le corps enseignant — qui remplira et utilisera les fameux « dossiers », — le ministre a lâché un peu de lest sur la forme, mais nul n'est parvenu, parmi ses divers interlocuteurs, à lui faire admettre que cette réforme visant le bien de l'enfant pourrait, dans certains cas, se retourner contre lui. Pour juger ses inconvénients, ne serait-il pas dommage d'attendre que des enfants en aient pâti ? Même si d'autres — et pourquoi pas la majorité des enfants — en tirent profit.

Br F

Un colloque franco-allemand à Strasbourg

Culture et stéréotypes

De notre correspondant

Strasbourg. — Le premier colloque entre romanistes et germanistes a réuni, du 2 au 4 septembre, à Strasbourg, plus de cinq cents professeurs allemands enseignant le français et leurs collègues français enseignant l'allemand. Il était organisé par l'Association des professeurs de langue vivante de France et celle des professeurs de français de la République fédérale d'Allemagne.

Premier constat : le traité d'amitié franco-allemand signé en 1963 par le général de Gaulle et le chancelier Adenauer n'a guère porté de fruits en ce qui concerne l'apport de l'enseignement linguistique dans le rapprochement franco-allemand. En Allemagne fédérale, le monopole de l'anglais tend à s'élargir encore. D'après les chiffres cités, quatre millions et demi de collégiens sur neuf millions ont choisi l'anglais comme première langue, contre vingt cinq-mille seulement pour le français.

En France, les participants ont relevé une situation analogue pour l'enseignement de l'allemand et ont mis en lumière les insuffisances de la formation des enseignants dans le domaine de la réalité socio-culturelle allemande. Les germanistes français demandent, dans une motion, qu'une meilleure formation pédagogique et linguistique soit assurée aux futurs enseignants, par l'instauration d'un stage obligatoire à l'étranger.

Enseignants français et allemands se sont accordés pour reconnaître qu'il fallait d'abord bien connaître les réalités économiques, sociales et politiques d'un pays pour en enseigner la langue, condition nécessaire pour faire progresser la réconciliation et la compréhension. Cette dernière, précisément, ne s'améliore pas, a déclaré M. Alfred Grosser, en analysant l'évolution des relations franco-allemandes. S'appuyant sur l'actualité — l'affaire Kappler — l'orateur a regretté qu'une grande partie de la presse française ait monté de toutes pièces « *un système de défiance à l'égard de l'Allemagne* ».

S'il y a convergence entre la France et l'Allemagne fédérale (comme leur impuissance à maîtriser leur situation universitaire, ou les problèmes démographiques), *M. Grosser relève des* divergences profondes : glissement à gauche en France, dérive à droite en Allemagne où la simple critique du système apparaît déjà comme subversive et attentatoire à l'ordre établi.

A Strasbourg, on ne pouvait manquer d'évoquer le rôle de l'Alsace, trait d'union entre les deux cultures, dans le processus de compréhension entre les deux pays. M. Robert Minder, professeur honoraire au Collège de France, s'y est attaché dans le message qu'il adressa au colloque. M. Minder y évoque les figures de « *médiateurs alsaciens à Paris* », Charles Andler, Henri Lichtenberger, Lucien Herr, Albert Schweitzer, ces pionniers qui essayèrent de faire comprendre, dans la difficile période du début du siècle, que « *l'Alsace, terre d'affrontement trop longtemps, a pour destinée d'être une terre d'accueil et de médiation* ».

JEAN-CLAUDE HAHN.



CULTURE

La mort de Jean Rostand

ÉCRIVAIN ET MORALISTE

Jean Rostand écrivain ? Il est partout, n'en déplaise aux « spécialistes ». Voici une phrase, qui remet les choses en place, de Francis Ponge, considéré pourtant comme l'un des principaux tenants de la littérature pour la littérature : « *Depuis quelque temps, on a l'habitude de ne considérer comme grands écrivains que des poètes, des romanciers ou des gens comme cela, mais dans les temps anciens, dans l'antiquité romaine, par exemple, des géographes ou des botanistes, des hommes de sciences naturelles étaient classés parmi les plus grands écrivains.* »

Jean Rostand est du nombre. Quel que soit le sujet qu'il traite, sa forme est claire, aisée, pleine de chaleur et de vie. Mais une partie de son œuvre est éclipsée par ses travaux de biologiste, ou plus exactement par l'espèce de folklore qui s'était peu à peu installé autour de sa personne et de ses crapauds, qui lui tenait particulièrement à cœur : ses essais de moraliste.

A vrai dire, son activité purement littéraire n'a duré que dix ans, les dix premières années de son métier de faiseur de livres (alors que, parralèment, il s'occupait de ses recherches scientifiques : de 1919 à 1929).

Il s'inscrit d'emblée dans la grande lignée des La Bruyère, La Rochefoucauld, Fontenelle et autres « hommes de vérité » comme Zola. Et son œuvre de début, *la Loi des riches*, est une satire mordante d'une caste qu'il connaissait trop bien, qui dénote en tout cas chez son auteur un don d'observation psychologique aussi aigu que celui d'étudier la matière vivante au microscope. Rostand dissèque avec la même souriante férocité. *Ignace ou l'écrivain*, et son comportement de littérateur demeure dans le gros du peloton. Dans *les Familiotes et autres essais de mystique bourgeoise*, dans *Julien ou une conscience*, les questions sociales sont traitées non en analyse dialectique — « Je suis impropre au discours continu », disait-il, après Joubert, — mais en portraits-aphorismes, notations brèves prises sur le vif. Et les problèmes du couple, notamment dans *Valère ou l'exaspérée*, ne sont pas étudiés avec moins de clairvoyance : « *L'amour conjugal se conserve avec un brin de haine.* » Quant à *Deux angoisses : devant la mort, dans l'amour*, cet important recueil de réflexions où la tendresse et l'immense générosité de cœur qui furent les qualités maîtresses de Jean Rostand s'accommodent mal de l'éventualité, même lointaine (l'auteur n'avait alors que trente ans), de la disparition de l'être aimé. Ce n'est pas encore l'anxiété du biologiste, mais déjà sa raison s'inclinait, son cœur protestait, et il écrivait : « *L'affreux, en mourant, c'est de disparaître sans avoir rien compris ; le crime de la mort n'est pas de nous tuer, mais de conférer l'éternité à notre angoisse.* »

JEAN-MARIE DUNOYER.

[Jean Rostand était né à Paris le 30 octobre 1894 d'un père glorieux, l'écrivain Edmond Rostand, dont l'existence mouvementée, partagée entre Cambo et la capitale, où l'enfant assista aux générales, voire aux répétitions de *Cyrano de Bergerac*, de *l'Aiglon*, de *Chantecler*, contraignit son fils à faire des études irrégulières, mais brillantes. Jean Rostand est licencié ès sciences en 1914. Pacifiste, admirateur passionné de Jaurès, réformé, il s'engage tout de même et il est mobilisé de 1915 à 1918 au Val-de-Grâce, au laboratoire de vaccination antityphique. Rappelé à Cambo à la mort de son père, peu après l'armistice, il y écrit ses pamphlets. En 1922, il s'établit — pour toujours — à Ville-d'Avray où sa vie se confond avec ses travaux.

En 1936, il participe à la création de la section de biologie au Palais de la découverte. Il reçoit le Grand Prix littéraire de la Ville de Paris en 1952, le prix de la fondation Singer-Polignac en 1953, le prix international Kalinga de vulgarisation scientifique en 1959. Le 16 avril 1959, il est élu à l'Académie française au fauteuil d'Edouard Herriot. Il avait refusé toutes les décorations.

Œuvres principales : *le Retour des pauvres* (1919), *la Loi des riches* (1920), *Pendant qu'elle souffre encore* (1921), *Ignace ou l'Ecrivain* (1923), *Deux Angoisses : la mort, l'amour* (1924), *De la vanité et de quelques autres sujets*, *les Familiotes et autres essais de mystique bourgeoise* (1925), *De l'amour des idées* (1926), *le Mariage*, *Valère ou l'Exaspéré* (1927), *Julien ou une conscience* (1928), *les Chromosomes* (1929), *De la marche à l'homme* (1930), *l'Aventure humaine*, *la Vie des crapauds* (1933), *la Vie des libellules* (1935), *Pensées d'un biologiste* (1938), *Hommes de vérité* (1942), *l'Avenir de la biologie* (1943), *Nouvelles Pensées d'un biologiste* (1947), *les Grands Courants de la biologie* (1951), *Ce que je crois*, *Instruire sur l'homme* (1953), *Peut-on modifier l'homme ?* (1956), *Bestiaire d'amour* (1958), *Carnet d'un biologiste* (1959), *Aux frontières du surhumain* (1962), *Biologie et Humanisme* (1964), *Inquiétudes d'un biologiste* (1967), *les Etangs à monstres* (1971), etc.]

Un athée qui doutait

Président d'honneur de la Libre Pensée, Jean Rostand avait tenu, malgré sa grande fatigue, à assister au dernier congrès national, réuni à Reims fin août sur le thème « la Libre Pensée et l'armée » (*le Monde* du 30 août).

Intervenant à deux reprises pour encourager les congressistes dans leur lutte antimilitariste, Jean Rostand s'est borné à livrer deux citations à la méditation de son auditoire. La première, de Jean Jaurès : « *L'humanité serait maudite si, pour faire la preuve de son courage, elle était forcée de tuer éternellement.* » Et la seconde, de Georges Clemenceau : « *La liberté consiste à se discipliner soi-même au lieu de se laisser discipliner par d'autres.* »

Jean Rostand, qui était aussi président d'honneur du Mouvement de la paix, a lutté toute sa vie en faveur du pacifisme. Dans une lettre de protestation contre les essais nucléaires français dans le Pacifique, voici ce qu'il écrivait au président de la République en 1970 : « *La poursuite absurde d'une impossible capacité nucléaire militaire détourne notre pays de sa vocation pacifique, l'amène à ignorer, voire à contrecarrer, les efforts internationaux de désarmement et nous range parmi les fauteurs possibles d'une guerre totale.* »

Ce positiviste, scientifique sans concessions, était fasciné par l'éternel besoin de questionner qui caractérise « *ce singe vertical dont le front se lèvera vers les étoiles et en qui l'univers se cherchera un sens* ». — A. W.

Un être de raison et de passion

« N'essayez pas de désavouer les gènes qui vous ont transmis les vertus d'expression. Vous êtes l'un des meilleurs écrivains d'aujourd'hui dans un ordre de matière où le mauvais langage, le jargon, le galimatias sont devenus, hélas ! presque la règle », déclarait le 12 novembre 1959 Jules Romains, répondant à Jean Rostand, lors de sa réception à l'Académie française. « Ce que je vous accorde, continuait-il, c'est que certains de ces gènes venus de plus ou moins loin portaient avec eux un appétit de vérité franche, le mépris des maniérismes, je dirais une probité rustique. » C'était décrire Jean Rostand avec justesse et finesse, tel qu'il était et non tel qu'on le racontait.

Malgré plusieurs découvertes et observations intéressantes (dont l'action protectrice de la glycérine à l'égard de la congélation), fut-il un « grand savant », ou le « biologiste de notre temps » ? Cette légende, qui l'accompagnait et qu'il ne démentait pas, lui avait fait un certain tort auprès de la communauté scientifique, qui s'est toujour méfiée des marginaux, des isolés. Second fils d'Edmond Rostand et de Rosemonde Gérard, fortuné, intelligent, cultivé, talentueux, il avait la chance, et savait l'avouer, de pouvoir faire ce qui lui plaisait, chercher ce qui l'attirait, hors des contraintes d'un cadre strict, d'un laboratoire organisé soumis à des publications régulières. Il s'était voulu « chercheur indépendant », sachant que cela ne le mènerait qu'à la découverte de petites choses.

Fervent de l'observation de la nature, on lui doit avant tout une œuvre remarquable de vulgarisation scientifique à laquelle il avait associé constamment sa grande amie Andrée Tétry.

Presque aussi célèbre avec ses crapauds que Konrad Lorenz avec ses oiseaux, il prétendait tout devoir à la nature, bien que né à Paris (en 1894), et se plaisait à raconter comment était apparue sa vocation scientifique à l'âge de dix ans, à Cambo, dans la propriété de son père : la lecture d'un livre de classe relatant l'étude de Fabre sur le scarabée sacré. Les « Souvenirs entomologiques » devaient à cet âge confirmer son goût pour l'histoire naturelle.

Jean Rostand s'était intéressé à la parthénogénèse, à la conservation de la semence, à l'embryologie, aux anomalies des grenouilles et des crapauds et aux célèbres « étangs à monstres ». Il devait publier plus d'une cinquantaine d'ouvrages de biologie et participer à nombre d'encyclopédies.

Ni crainte ni espoir

Mais on connaît généralement moins bien les autres aspects tout aussi importants de sa prose, et de son caractère. Homme de combat, il devait s'emporter contre la religion, une certains politique. Il avait coutume de rappeler que « la science n'est pas morale », que « les savants, même quand il s'agit de la connaissance, ne sont pas plus moraux que les autres ». Il ajoutait : « Je n'ai connu quant à moi aucune crise métaphysique ni religieuse... Pour moi, il n'y a pas de survie de l'âme, donc ni crainte ni espoir. » « J'approuve, disait-il, sur la fin de sa vie, l'angoisse existentielle du vieillard et l'angoisse de la solitude qui se formulent ainsi à se trouver au bord du néant. »

Athée, philosophe et moraliste à ses heures, il n'hésitait pas à publier en 1953 son célèbre « Ce que je crois », puis, treize ans après, admettait qu'il ne l'aurait plus écrit dans les mêmes termes.

Cet homme constamment partagé entre la raison et la passion admettait de se tromper, voyait la nécessité d'évoluer et restait d'une étonnante jeunesse de caractère. Toujours disponible, ses « dimanches de Ville-d'Avray » étaient connus, où l'on pouvait venir bavarder dans son énorme bâtisse, au cœur d'une pièce décorée presque exclusivement de portraits de lui-même. Il admettait aussi bien les jeunes lycéens amis de la nature que les vieux politicards, les académiciens, les journalistes, les rescapés d'Hiroshima.

Il en était pour lui de la politique comme de la science, il tenait à demeurer indépendant. Antigaulliste notoire, on ne le retrouvera dans aucun parti d'opposition, bien que se disant d'extrême gauche. On le verra, en revanche, plus d'une fois au Vel' d'Hiv', en compagnie de son épouse qui ne le quittait jamais, tonitruer contre l'armement atomique et les dangers des radiations.

« Sentimentalement, disait-il, je suis pacifiste (mais pas non violent); socialiste révolutionnaire, je serais plutôt anarchiste ou gauchiste, mais bien souvent déchiré entre cette sensibilité et le souci de l'efficacité. »

MARTINE ALLAIN-REGNAULT.

Les engagements d'un homme de cœur

(Suite de la première page.)

Si Jean Rostand a exercé une grande influence sur son temps, par ses travaux et ses écrits, il faut l'avoir vu pour connaître le charme et la puissance de sa personnalité. Beaucoup, fort heureusement, ont pu l'écouter à la radio, le voir à la télévision. Ce sont des documents qui resteront et nous aideront à le faire revivre.

A « l'Ermitage »

J'évoque une des visites que nous lui rendions, à son « Ermitage » de Ville-d'Avray. Voici le sentier raide et caillouteux qui mène à sa grande demeure perchée sur la colline du parc de Saint-Cloud. Voici le beau jardin, qui se couvre au printemps d'une végétation exubérante de primevères de toutes couleurs, jadis cultivé, revenu maintenant à cet état de liberté qu'il aimait, qu'il revendiquait pour toutes les créatures vivantes. Voici, à droite, le laboratoire installé dans une simple remise, aujourd'hui à l'abandon Jean Rostand nous accueille, sur le perron de sa grande maison, avec une chaleur, une joie, qui ne sont pas de commande. Il nous reçoit dans une petite pièce d'angle que connaissent bien ses amis, car une grande partie de la demeure est réservée à des familles de travailleurs immigrés. Telle est sa générosité qu'il se prive de confort pour en donner aux autres.

Il aborde immédiatement les grands problèmes de l'heure, biologiques, médicaux, sociaux, les actualités littéraires, philosophiques. Il parle avec fougue, avec générosité, avec une franchise qui ménage toujours la sensibilité de ses auditeurs. Il est au courant des plus récents développements de la science.

Jusqu'à une époque récente, il recevait, chaque dimanche, les familiers, les amis, tous ceux qui désiraient l'approcher. On côtoyait de grands noms de la science et des lettres, en même temps que de jeunes étudiants, des élèves des écoles, des amis désireux de s'élever à son contact, de glaner des pensées élevées et neuves. Que de fidèles du dimanche maintenant disparus ou dispersés ! Chacun parlait sans contrainte, défendait des opinions souvent peu orthodoxes. Jean Rostand dirigeait la conversation sans en avoir l'air, sans imposer ses idées Car, s'il savait les présenter avec talent, il savait aussi écouter.

Il avait horreur de tout formalisme et de toute ostentation, mais il ne dédaignait pas certains honneurs. Il avait eu grande joie à entrer à l'Académie française, que lui valait son talent littéraire d'écrivain scientifique. Il se plaisait dans ce milieu qui, malgré les critiques de certains envieux, rassemble un grand nombre de bons esprits et scelle de solides amitiés entre personnes venues d'horizons variés. Il était très aimé et très écouté, bien que beaucoup de nos confrères eussent des opinions très différentes des siennes

Un apôtre laïque

La maladie l'avait éloigné depuis plusieurs années de toute activité extérieure. Il ne sortait plus de chez lui, ne venait plus aux séances de l'Académie, bien que nous eussions souhaité l'y voir. Il vivait replié sur lui-même, ne voulant pas donner le spectacle d'une santé diminuée. Mais il était toujours accueillant, aussi vif d'esprit, aussi vibrant, bien qu'il fût devenu moins combatif.

Jean Rostand était la bonté, l'indulgence personnifiées. Il était d'une grande sensibilité. Il avait un culte pour ses chers disparus, grands de la littérature, son père, Edmond Rostand, sa mère, Rosemonde-Gérard, son frère Maurice. Avec sa femme, grande artiste elle aussi, aujourd'hui désemparée, ils formaient un couple merveilleux et touchant.

Il défendait tout naturellement les faibles, les humbles, les opprimés. Il avait horreur des dictateurs, des gouvernants autoritaires, des injustices sociales. Il aimait son prochain comme le recommandent les religions et, n'en ayant suivi aucune, il faisait figure d'apôtre laïque. Si l'on peut lui reconnaître une faiblesse, je crois qu'il aimait être aimé. Pour nous qui l'aimions, le monde, à partir d'aujourd'hui, ne sera plus le même.

ETIENNE WOLFF,
de l'Académie française.

ARCHÉOLOGIE

Une importante découverte médiévale sous le château des comtes de Flandre

Des fouilles, menées à Douai depuis le 1er juillet dernier, ont permis de retrouver la carcasse de bois qui soutenait la « motte » (1) du donjon du château des comtes de Flandre. En Allemagne et en Scandinavie, les mottes sont généralement renforcées par une armature interne de bois. Celle qui vient d'être découverte à Douai est la plus méridionale connue à ce jour ; elle est aussi la première à avoir été trouvée en France. Faite de troncs de chênes plantés verticalement et reliés entre eux par des poutres horizontales, cette structure de bois est peut-être antérieure au donjon que les comtes de Flandre ont construit à Douai au onzième siècle.

*Le château de Douai a été démoli sous Louis XIV, qui fit édifier, sur cet emplacement, une fonderie de canons. Mais la motte fut préservée. Elle figure d'ailleurs sur le plan-relief de la ville fait en 1708, ce qui permet d'évaluer à 7 ou 8 mètres sa hauteur au-dessus de la cour du château. Des fouilles d'exploration ont été entreprises en 1976, car un immeuble résidentiel doit être construit sur l'emplacement de l'ancienne fonderie. Les travaux sont menés grâce à des subventions du conseil général du Nord, du conseil régional, du service des fouilles, de la ville de Douai et des Amis du musée. Venant après la découverte à Biache-Saint-Waast en 1976, du plus vieux gisement préhistorique du nord de la France (*le Monde* du 19 mai 1976), la motte de Douai a contribué à donner une vigoureuse impulsion aux fouilles archéologiques de la région. Ainsi la ville de Douai a-t-elle embauché un deuxième archéologue municipal et la ville d'Arras son premier.*

Les fouilles de Douai, dirigées par MM. Pierre Demolon et José Barbieux, les deux archéologues municipaux, sont rendues particulièrement fructueuses par la tourbe qui constitue le sous-sol et qui préserve les matières organiques. Non seulement les poutres de chêne ont été retrouvées, mais on a aussi mis au jour un fond de cabane mérovingienne et une chaussure de cuir mérovingienne ou carolingienne. — Y. R.

(1) La « motte » est un gros tertre de terre sur lequel étaient construits de nombreux châteaux forts.

CARNET

Naissances

M. Robert Dahan et Mme, née Agnès Wolff, sont heureux de faire part de la naissance de
Delphine, Yaël.
21 bis, avenue d'Iéna, 75116 Paris.

Pierre et Liliane Koulman, Pierre-Henri et Jean-Arnaud sont heureux de faire part de la naissance de
Marie-Aude,
le 31 août 1977.
23, rue Frédéric-Bataille,
25000 Besançon.

— Jacqueline et Serge Klugman laissent à Nicolas la joie d'annoncer la naissance de son frère
Patrick-Benjamin,
à Paris le 11 juillet 1977.

M. Lucien Oussadon et Mme, née Elizabeth Bozner, ont le plaisir de faire part de la naissance de leur fils
Julien,
le 30 août 1977.
2, rue Pierre-Louys, 75116 Paris.

Mariages

— Patricia Gazzola et Dominique Trey font part de leur mariage, célébré dans l'intimité le 3 septembre 1977 au Vésinet.

Décès

— Mme Blaquier, ses enfants et petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès du
colonel René BLAQUIER,
le 4 septembre 1977.
Les obsèques ont eu lieu le mardi 6 septembre 1977, à 16 heures, à Evisa (Corse).

— M. et Mme Claude Brunswick et leurs enfants,
M. et Mme Maurice Lasserre et leurs enfants
ont la douleur de faire part du décès de
Mme Jacques BRUNSWICK
le 31 août.
Les obsèques ont été célébrées dans la plus stricte intimité le 2 septembre.
10 bis, rue Piccini, 75116 Paris.
6, rue de Vienne, 75008 Paris.

— Nous apprenons le décès de
M. Jacques COLLIN DU BOCAGE,
officier de la Légion d'honneur.
[Né le 13 septembre 1900, Jacques Collin du Bocage était docteur en droit et diplômé de l'Ecole libre des sciences politiques. Entré en 1933 comme secrétaire général à la Banque française d'outre-mer, il en devint, en 1940, directeur général. En 1966, il est nommé directeur de la Banque Vernes, puis, en 1970, directeur honoraire. Jacques Collin du Bocage était également, depuis 1973, vice-président de la Société financière d'investissement et de gestion SEQUANA.]

— Nous apprenons le décès de
Me Roger HILD,
officier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1939-1945.
[Né le 26 février 1908 à Paris, fils d'avocat, Me Roger Hild s'inscrit au barreau en 1929. Il est élu en 1961 au conseil de l'ordre. A la fois pénaliste et civiliste, il plaide fréquemment aux assises.
Sous l'occupation, négligeant certains conseils de prudence qui lui avaient été donnés, il assure la défense de militants communistes devant les sections spéciales. Il était un des membres éminents de l'association internationale d'avocats PALS.
Très connu dans les milieux bibliophiles, il possédait une collection exceptionnelle de livres précieux.]

— M. Michonneau, son épouse, ses enfants et petits-enfants,
l'abbé Georges Michonneau, son frère,
ont la douleur de faire part du décès de
M. André MICHONNEAU,
chevalier de la Légion d'honneur,
commandeur
ancien proviseur des lycées
de Brest, d'Angers et d'Arcachon,
survenu le 3 septembre, dans sa soixante-seizième année, des suites d'un accident de la rue.
Signe de la Résurrection espérée, la messe, suivie de l'inhumation, a été célébrée dans l'intimité à Juan-les-Pins.
Les Aloès F, 17, bd des Nations,
06160 Juan-les-Pins.

— Mme Jean Portron,
sa fille Emmanuelle,
Michèle et Véronique Portron,
Mme Roger Portron et ses enfants,
Mme Mauricette Blanchard,
le général Segrétain et Mme,
ont la douleur de faire part du décès de
Jean PORTRON,
lieutenant-colonel
de l'Armée de l'air,
officier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1940-1945,
leur époux, père, fils, frère et gendre, survenu le 27 août 1977 à Paris, à 54 ans.
Ni obsèques ni cérémonie n'ont eu lieu, le défunt ayant fait don de son corps à la Faculté de médecine.
Cet avis tient lieu de faire-part.
10, bd Jourdan, 75014 Paris.

Mme Louis Tillier-Boissonnas,
M. et Mme Alain Tillier,
M. et Mme Simon Tillier,
M. et Mme Vincent Tillier,
ont le chagrin de faire part du décès accidentel de
M. Louis TILLIER,
survenu le 30 août 1977, à l'âge de soixante-huit ans.
L'inhumation a eu lieu dans la plus stricte intimité, à Mousseaux (Eure).
Résidence de l'Abbaye,
92160 Antony.

— On nous prie d'annoncer le décès du
docteur Francis WEILL,
ancien interne des hôpitaux de Paris,
ancien chef de clinique
cardiologique,
chevalier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1939-1945,
Bronze Star Medal,
de la part
du Dr Raymond Weill-Heulot, son épouse,
de M. et Mme Michel Sibilli,
M. et Mme Laurent Weill et leur fils,
M. et Mme Jérôme Weill,
ses enfants, beaux-enfants et petit-fils,
de M. et Mme Serre et leur fille,
ses beau-frère, belle-sœur et nièce.
Selon la volonté formelle du défunt, les obsèques ont eu lieu le 25 août dans la stricte intimité familiale.

— M. Henri Willame, son époux,
Les familles Gaignier et Willame
ont la douleur de faire part du décès de
Mme Henri WILLAME,
née Violette Gaignier,
survenu accidentellement en Italie, le 13 juillet 1977.
L'inhumation dans le caveau de famille a eu lieu le 6 septembre, dans l'intimité familiale.
Cet avis tient lieu de faire-part.
37, avenue Foch, 75016 Paris.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction *sur les insertions du « Carnet du* Monde », *sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.*

Visites et conférences

MERCREDI 7 SEPTEMBRE

VISITES GUIDEES ET PROMENADES. — 15 h., façade, portail gauche, M. Guillier : « Notre-Dame et ses parties hautes ».
15 h., 62, rue Saint-Antoine, Mme Legregeois : « Hôtel de Sully et exposition. Les jardins en France ».
15 h., 77, rue de Varenne, Mme Vermeersch : « Musée Rodin en l'hôtel Biron ».
15 h. 30, hall gauche, côté parc (train par gare Saint-Lazare), Mme Hulot : « Le château de Maisons-Laffitte » (Caisse nationale des monuments historiques).
15 h., 2, place Denfert-Rochereau : « Les Catacombes ».
15 h., entrée du musée, porte Denon : « Les appartements des rois de France au Louvre » (Paris et son histoire).
CONFERENCES. — 13 h., 16 h. et 20 h., 13, rue de la Tour-des-Dames : « Réalisation du soi et méditation transcendantale » (entrée libre).

n Rosland

être de raison et de passion

AMSTERDAM ET LA DROGUE

Le « joint » est passé dans les mœurs

De notre envoyé spécial

Amsterdam. — Vondelpark sent toujours l'herbe. Plus celle qu'on fume : elle a disparu depuis deux ans. Non celle qui pousse, verte et bien propre. Il n'y a pas si longtemps, venus des quatre coins de l'Europe et de plus loin encore, des milliers de jeunes, hippies standardisés, jeans élimés et sac au dos, s'étaient *donné rendez-vous là*, en squatters indociles des plus belles pelouses d'Amsterdam. On y chantait, riait, dormait entre deux « *joints* » et quelques « *trips* » colorés. Il ne reste plus qu'un vague souvenir et un brin de nostalgie. Aujourd'hui, les bassins ont retrouvé leurs pêcheurs à la ligne, les bosquets leurs amoureux bucoliques et le gazon ses parties de saute-mouton. Les riverains, braves gens, dorment en paix.

Le Dam, qui fut aussi naguère l'abri sans toit des couche-tard « sans le rond », s'est autant dépeuplé. On s'y rencontre seulement le soir, sur les marches du monument national, comme à Paris, sur la margelle de la fontaine du Boul'Mich'. Où sont-ils donc passés ces « *freaks* », évadés du vieux monde, qui avaient fait d'Amsterdam l'étape-reine — « *un vrai pied pour pas cher* » — au premier rang sur le *vade-mecum* de ceux qui « *font la route* » ? Ils n'ont pas déserté, ils viennent encore, l'été surtout. Ici, la tolérance a force de loi : on ne chasse pas, on endigue. Une vieille habitude dans ce pays plus bas que la mer.

Les provos des années 60 sont à la retraite : les uns siègent à l'hôtel de ville, les autres cultivent leur potager ou cuisinent dans leurs restaurants macrobiotiques. Ils réclamaient des « zones franches », on les leur a données, et leurs cadets les peuplent. Une veille église, laide et lourde, qu'on a bigarrée de tricolore, une laiterie désaffectée transformée en eden oriental : Paradiso ici et Melkweg là, l'*underground* a ses temples et le « *hash* » y est roi. Qui s'en plaindrait ? Canalisés, sagement établis dans leurs murs, ailleurs sans être « en marge », les adeptes — abonnés pour quelques florins l'an — n'effraient plus personne.

Le joint est passé dans les mœurs. On compte, paraît-il, près d'un million et demi de consommateurs dans tout le pays. « *La plupart fument peu,* assure un médecin, spécialiste en toxicomanie. *Ils sont comme ces hippies devenus papas qui se fument un joint en rentrant du bureau après avoir embrassé madame et le fiston.* » L'herbe, on la cultive parfois sur son balcon ou sur le toit, mais le climat ne s'y prête guère et la qualité s'en ressent. Mieux vaut donc l'acheter, sur pied si l'on veut... au marché aux fleurs, ou bonne à consommer dans des boutiques qu'on ne tarde pas à connaître... des antiquaires, des bazars...

Les habitués ne font pas confiance au petit revendeur qui traîne dans la *rue* : « *C'est toujours l'arnaque,* avertit Joghum qui suit attentivement le marché. *Ces gens-là cherchent le pigeon, lui font humer de l'extra et lui refilent de la m...* » A quoi bon risquer d'être volé sur la marchandise quand de vrais commerçants ont pignon sur rue. Ou passerelle sur canal, comme cette honorable société, enregistrée sous le nom de *Low Lands Weed Compagnie*, dont le siège social, un gros chaland ventru, flotte sur les eaux tranquilles du Nieuwe-Waark, à quelques encâblures de la gare centrale. Là, ni détours, ni camouflage, on annonce la couleur pavillon haut : le rafiot bariolé, baptisé sur la proue du doux nom de *Mariju*, recèle les meilleures herbes du marché.

Personne ne songe à y redire, comme nul ne s'offusque d'entendre, chaque samedi sur la radio socialiste, un présentateur zélé débiter les cours officieux des différentes variétés d'herbes offertes en ville.

Officiellement, bien sûr, la consommation de haschisch — et de toute autre drogue, qu'elle soit douce ou dure — est illicite. Mais qui fume son joint aujourd'hui s'expose tout au plus à une amende, comme le piéton qui traverse hors des clous. La loi poursuit seulement le « dealer » (le revendeur). « *Grotesque*, s'indigne un fidèle du Melkweg. *Imaginez donc la même chose pour le café : vous avez droit d'en boire sans pouvoir en acheter puisqu'il est interdit d'en vendre...* » L'incohérence n'a pas échappé aux autorités, mais, admet presque à regret un édile d'Amsterdam, « *on ne peut légaliser les drogues douces sans transgresser les conventions internationales que la Hollande a signées* ».

Alors, à défaut d'abroger les textes, on oublie facilement de les appliquer : « *Mon fournisseur habituel s'est fait arrêter récemment,* raconte Joghum. *Les flics croyaient qu'il trafiquait de l'héroïne. Chez lui, ils n'ont trouvé que 300 grammes de hash. Ils l'ont interrogé deux heures et l'ont relaché en lui rendant son paquet.* » Histoire banale : les policiers d'Amsterdam, réalistes ou résignés, ne s'épuisent plus à traquer les amateurs d'herbes folles. Ils chassent sur d'autres terres un ennemi beaucoup plus redoutable : l'héroïne et ses trafiquants.

Dix mille pour un petit gramme

La poudre, blanche ou brune, est apparue dans la capitale voilà six ou sept ans. Aujourd'hui, ils sont au moins dix mille — certains disent vingt mille — à vivre dans la quête quotidienne du petit gramme qui épargnera l'angoisse et la détresse de la crise de manque. Il n'y a plus là ni temples, ni oasis, ni bons marchands sur l'eau, ni cote en bourse. *Rien qu'un ghetto. Une clientèle assurée,* fidèle jusqu'au dernier jour, aux mains d'un réseau serré de trafiquants de tous acabits.

Des milliers de « junkies » ont appris à survivre dans le vieil Amsterdam, celui des cartes postales, au milieu des pignons à redans, à goulot ou à cloche, entre les ponts bossus qui enjambent les canaux clapotants du Centrum. Les plus anciens ont connu les nuits du Dam et de Vondelpark : ils n'ont pas défroqué, se sont mis à goûter l'opium du quartier chinois. Puis, un jour, l'opium a presque disparu et l'héroïne est venue. En Turquie, on *avait arrêté, pour un temps, de cultiver* le pavot ; à Marseille, la « french connection » agonisait : au Vietnam, les G.I.'s pliaient bagage.

Plus de clients dans les rizières, plus de « labos » sur la côte : en quelques mois, Amsterdam allait devenir la plaque tournante d'une nouvelle filière, la « chinese connection ». « *On a vu peu à peu affluer chez nous des Chinois de Hongkong et de Singapour, de Bangkok et de Malaisie,* raconte le commissaire Toorenaar, *chef de la brigade des* stupéfiants. *Tous résidents illégaux. En 1976, ils étaient près de dix mille..., jouissant de structures d'accueil idéales dans leur quartier, près de la gare centrale. Dans leurs bagages, ils transportaient l'héroïne du « triangle d'or » qu'ils ne vendaient plus au Vietnam.* » En 1971, la police néerlandaise saisit 50 grammes de poudre et arrête six « Chinois ». Cinq ans plus tard, les prises atteignent 175 kilos et deux cent soixante-quinze « Chinois » se retrouvent en prison. La guerre pour contrôler le trafic entre « *ceux de Hongkong* » et « *ceux de Singapour* » durera deux ans : Chung Mun, le patron des *premiers, est assassiné le 3 mars* 1975. L'année suivante, jour pour jour, son dauphin subit le même sort.

Dans les autres pays européens — surtout en Allemagne fédérale et en France, — on déplore alors ouvertement le manque de fermeté et d'efficacité des autorités de La Haye. En privé, on fustige la mansuétude et le laxisme de cette société permissive qui ne peut fermer les portes au trafic.

Les « Chinois »

Mais les hommes de l'« *anti-drogue* » se montrent satisfaits de leur travail. Ils estiment avoir maintenant maîtrisé la situation. Nombre de « Chinois » entrés illégalement aux Pays-Bas sont désormais expulsés : vingt policiers sont spécialement chargés de les ramener chez eux et volent chaque jour vers Hongkong ou Singapour. « *Les « Chinois »*, dit l'un d'eux, *n'aiment plus guère Amsterdam. Ils commencent à émigrer, vers Londres surtout, où ils retrouvent une colonie. Ici, il devient difficile de se procurer de l'héroïne dans la rue. Nous sommes sur la bonne voie. Regardez le Dam : il est débarrassé de tous ces hippies qui, il y a encore deux ans, venaient y chercher leur petit sachet...* »

Les policiers voient encore un heureux effet de leur travail dans l'augmentation progressive du prix *de l'héroïne qui, en quelques années,* est passée sur le marché à 300 florins le gramme (120 à 600 F français). Cela ne prouve rien, répliquent la plupart des spécialistes ès drogues : pour eux, la hausse du prix n'est pas mécaniquement liée à une réduction de l'offre (due aux saisies et aux diverses difficultés imposées aux trafiquants). L'héroïne, disent-ils, crée une telle dépendance physique chez ceux qui s'y adonnent que son prix devient en fait « *inélastique* » (insensible aux seules lois de l'offre et de la demande) (1).

De fait, rien n'indique que le ghetto se résorbe. Bien au contraire. Etrangers attirés par l'étendue du marché et la tolérance des lieux, Surinamiens désœuvrés (2), hier laissés-pour-compte de l'expansion et aujourd'hui premières victimes de la crise, viennent grossir la masse de ceux qui, exilés de leur province ou venus de leur lointaine banlieue, peuplent, *entre le Dam et Nieuwmark,* l'Amsterdam des « *junkies* ». Ils ont peu à peu rompu leurs derniers liens avec le monde qui les entoure, incapables, avoue l'un d'eux, d'« *assumer aucune autre responsabilité que celle de trouver à n'importe quel prix de quoi se shooter quatre ou cinq fois dans la journée* ».

Trouver 300 florins (600 francs) par jour lorsque l'on n'a plus rien, puisqu'on a déjà tout vendu, sans travail *ni argent propre : il faut tricher,* mentir, manipuler, voler. Ils n'auront bientôt plus que deux fils ténus pour s'accrocher à un monde qui les a engloutis : le receleur qui échangera leur butin du jour contre l'argent nécessaire à la dose et le *médecin ou* l'animateur d'un centre d'accueil.

Quelques-uns, peut-être, au temps du « voyage », finiront dans cette ferme proprette des environs de La Haye. Là, on se targue de les guérir à force de bons vieux préceptes : « *Ni drogue ni sexe, discipline et hiérarchie.* » Un retour à la nature mâtiné d'éducation anglaise : la *recette, au dire du psychiatre américain* qui fonda « Emilie Hoeve » voilà six ans, a déjà fait ses preuves. Dans un pays où déviance et marginalité semblent tacitement admises, la ferme de Loosduinen fait figure de vieux roc, d'îlot « salubre » arc-bouté sur les grands principes : l'envers du décor, en quelque sorte.

Plus de tigresses ni de guitares à fleurs : cheveux ras, habillés « comme il faut », les pensionnaires font serment d'allégeance à la règle. Les « pécheurs » se promèneront affublés d'une pancarte dénonçant leurs fautes ; les fuyards repentants seront jetés à la rivière, hiver comme été. Reste la psychothérapie de groupe où l'on se défoule, assis en rond, en hurlant et en frappant à poings fermés... sur des coussins. Violemment décriée par des spécialistes qui contestent ses résultats affichés, l'expérience « totalitaire » d'« Emilie Hoeve » est néanmoins subventionnée par le gouvernement. Tolérance oblige.

Rebutés à la seule évocation des cures de Loosduinen, la plupart des « junkies » d'Amsterdam ont, en revanche, un jour ou l'autre, franchi le perron d'un vieil immeuble bourgeois du Keisersgracht, l'un des canaux du vieux Centrum. La « Jellinek-klinick » est une véritable — et vénérable — institution : son directeur, le docteur Postma, y montre encore le lit où, alcoolique, il fut lui-même soigné et guéri. Aujourd'hui, il y soigne des héroïnomanes. Quant à les guérir... le grand patron de la Jellinek n'apprécie guère qu'on en doute. « *Bien sûr, nous connaissons des échecs,* dit-il, *mais ceux qui prétendent qu'un drogué est incurable se trompent. Ils cherchent seulement à justifier leur propre incapacité ou leur refus de soigner ce qui est une maladie.* »

Curable ou non, comment et à quel prix ? *Le débat a dépassé le cercle* restreint des spécialistes et des praticiens. Certaines solutions, envisagées ou simplement évoquées, pour scandaleuses, invraisemblables qu'elles apparaissent de prime abord, n'en sont pas moins d'ores et déjà discutées sur la place publique. N'est-ce point précisément... le « comité d'ordre public » de la ville d'Amsterdam qui débattait recemment — et fort sérieusement — d'une possible distribution de l'héroïne aux drogués (dûment répertoriés) à des prix si modiques qu'ils suffiraient à casser aussitôt le trafic.

L'idée, à peine émise, a suscité une levée de boucliers du côté de certains soignants, d'anciens drogués et des ligues anti-alcooliques (souvent liées aux diverses institutions de cure). Les pétitions n'ont pas tardé à circuler. Au premier rang des opposants, le docteur Postma ne veut laisser aucun argument aux « laxistes ». « *Croire qu'en facilitant la vie du drogué — en lui épargnant la marginalité et la criminalité dans lesquelles le plonge la satisfaction quotidienne de son besoin, — on avancerait vers sa guérison, on lui rendrait un prétendu libre choix, est une pure et dangereuse illusion* », plaide le directeur de la Jellinek. « *A preuve,* poursuit-il, *les alcooliques sont des drogués « légaux ». Ils n'en restent pas moins alcooliques... et malades...* »

Le gramme à 3 florins

Les défenseurs d'un libre accès à l'héroïne — pour les seuls drogués en *état de totale dépendance,* bien sûr — estiment avoir pour eux les arguments d'ordre économique et social : le gramme à 3 florins (et non plus à 300), c'est la mort du marché illégal, ou tout au moins sa réduction en une peau de chagrin sans grande rentabilité eu égard aux risques encourus. Mais c'est surtout, assurent-ils, la seule façon d'en finir avec le « syndrome junkie » (la mise en marge et la délinquance qui l'accompagne) dont on a peine à mesurer les coûts sociaux.

L'idée fait son chemin et a des adeptes, tant sur le plan politique — socialistes et libéraux sont loin de la rejeter *a priori* — que parmi certains spécialistes. Eux doutent sérieusement que l'on puisse guérir de la drogue et estiment même que, le « syndrome » ayant été éliminé, l'héroïne — administrée sous contrôle médical — ne serait plus aussi dangereuse qu'on le prétend.

Est-ce donc là, la planche de salut pour ces « *junkies* » *désœuvrés* qui déambulent à la nuit tombante sur les trottoirs de Spuistraat, du côté du 64, une maison comme une autre, la porte fermée à double tour. Le « huk » est un foyer, un abri, où seuls ceux qui ont atteint le bas de la pente peuvent pénétrer : un rendez-vous avec l'abîme d'une misère sans nom. Là, une centaine de « lost-cases » (cas perdus) peuvent rencontrer deux ou trois « dealers » attitrés, et se « shooter » en paix avec ses seringues sûres prises au distributeur. Là, ils auront aussi de quoi manger et s'allonger. Là, ils trouveront les derniers copains dans un monde, une jungle où ne règne plus que le « chacun pour soi ».

L'absolu contre-pied de la ferme de Loosduinen. Mais, là aussi, le gouvernement subventionne : 65 florins par jour et par client (une soixantaine déclarés), de quoi payer la nourriture, le loyer et les salaires d'une équipe de trente animateurs, dont le premier noyau autour de *M. Erik Fromberj*, avait créé, il y a bientôt dix ans, le bureau d'aide aux drogués de Vondelpark. C'était au temps du « hash » sur l'herbe fraîche. Aujourd'hui, le 64-Spuistraat, c'est, avoue son directeur, « *l'endroit le plus répugnant d'Amsterdam. Mais, pour ceux-là, la plus dégueulasse des baraques peut être le plus doux des refuges* ».

Le « huk », en néerlandais, c'est le « salon ». Le dernier salon où l'on essaie de vivre, où l'on finit de vivre...

DOMINIQUE POUCHIN.

(1) Ces conceptions — et ce qui peut en découler quant à une nouvelle « politique » vis-à-vis des drogues dures — ont été en partie exposées dans ces colonnes par deux professeurs français d'économie, MM. Frédéric Jenny et André-Paul Weber (*le Monde* du 10 mai 1977).

(2) Immigrés du Surinam, ex-Guyane hollandaise.









SPORTS

La traversée du désert des boxeurs professionnels

La boxe se meurt en France, où l'on ne compte plus que 123 professionnels, dont un seul, Gratien Tonna, n'exerce pas d'autre activité. Ils étaient pourtant 740 en 1950, 354 en 1960 et 275 en 1970. L'indépendance des pays du Maghreb, qui fournissaient jusqu'à 60 % des effectifs, et l'amélioration générale du niveau de vie tarissent les sources du recrutement.

Au début des années 70, Paris restait une des capitales mondiales de la boxe. Les meilleurs poids moyens venaient régulièrement y disputer leurs championnats du monde. Aujourd'hui, la France est devenue un désert pour les boxeurs professionnels. L'augmentation des taxes a marqué la fin d'un âge d'or pour les organisateurs. C'est à Monaco, où d'importantes réunions sont en projet pour les prochains mois, que Carlos Monzon a disputé, le 30 juillet, son dernier combat. Cet été, André Holyk et Jean-Baptiste Piedvache ont dû se déplacer à Glasgow et à Rimini pour briguer en vain un titre européen. De même, Gratien Tonna se rendra à Milan, le 21 septembre, pour disputer le titre européen à l'Anglais Alan Minter. Auparavant, le poids lourd Lucien Rodriguez — le seul Français champion d'Europe — devra aller à Madrid le 9 septembre pour défendre son titre devant l'Espagnol Alfredo Evengelista.

I. — « ROCKY » VERSION FRANÇAISE

par GÉRARD ALBOUY

Quatre-vingt-douze kilos pour 1 m. 86, menton carré, yeux noirs et cheveux crêpus. Un physique de caïd pour casseurs de banlieue, mais Lucien Rodriguez a choisi de s'assumer sur les rings et de se défouler contre des sacs de sable. Assis sur un rebord de chaise dans le bureau de son manager, M. José Jover, il ne paraît pas à son aise, comme sorti de son milieu. Lucien Rodriguez n'aime pas les interviews. Face à lui, nous avons l'impression de jouer le rôle du juge d'instruction interrogeant un inculpé en présence de son avocat. Il répond en phrases courtes, guettant toujours du coin de l'œil la réaction de José Jover, qui tient à être présent pour parler des problèmes des boxeurs professionnels.

Cheveux gris argentés, fines moustaches et favoris, costume bien coupé, gourmette et bague massives en or de même carat, José Jover a la réussite voyante. En pleine crise de la boxe professionnelle, il n'a jamais eu autant d'éléments — une trentaine — dans son équipe. Mieux, il se flatte d'avoir *« redonné le goût de la boxe »* à son *« espoir blanc »*, le nouveau champion d'Europe professionnel de la catégorie des poids lourds, Lucien Rodriguez.

Avant d'obtenir ce titre à vingt-cinq ans et demi en battant à Anvers le Belge Jean-Pierre Coopman, les épreuves n'ont pas manqué à Lucien Rodriguez. Originaire de Casablanca, où son père était un ami de Marcel Cerdan, il a quitté le Maroc avec ses parents, ses trois frères et ses trois sœurs, en 1954, deux ans avant l'indépendance du pays.

Cet exil le conduira à Marseille, puis à Paris, où le père de Rodrigues occupera un poste de prévôt dans un club du douzième arrondissement. Dans la famille, on est boxeur de père en fils. A douze ans, les deux aînés, François et Joseph, mettent déjà les gants. A quatorze ans, Lucien quitte l'école, trouve un emploi de magasinier « pour gagner un peu d'argent » et suit le chemin de ses deux frères.

Son premier titre, Lucien Rodriguez l'obtiendra à l'armée. Il devient champion du monde militaire en 1973. L'année suivante, il signe son premier contrat professionnel avec Roger Ben Saïd. Le rêve de gosse qui se concrétise ne correspond pas, hélas ! à la réalité. Lucien Rodriguez s'entraîne déjà durement tous les soirs, de 18 heures à 20 heures, après son travail : footing, séances de corde, de sac, rounds contre Sunkalo, l'autre poids lourd de la salle. Mais les combats sont trop espacés : tous les cinq ou six mois, pour une bourse de 2 000 francs. La plupart du temps, Lucien Rodriguez doit même aller à l'étranger, *« où on ne gagne pas si on ne met pas son adversaire k.-o. »*. En France, il n'y a que six poids lourds professionnels, dont trois seulement en première série. A vingt-quatre ans, Lucien Rodriguez envisage d'abandonner la boxe.

Un « bon manager »

C'est le père qui prend alors la grande décision. Il emmène tous ses fils chez un « bon manager » : José Jover. Avec Jean Bretonnel et Jean Traxel, Jover est bien introduit auprès des organisateurs. Certains leur reprochent même de s'arranger pour se partager le gâteau à trois et laisser les miettes aux soixante-quinze autres managers français.

Lucien Rodriguez fait entièrement confiance à José Jover. Celui-ci mène sa carrière, signe les contrats, prend ses 30 % au passage, *« comme tous les managers »*.

« Seulement 30 % ?

— *Non, 30 % plus mes frais.*

— Quels frais ?

— *Le téléphone et... les petits cadeaux.*

— Par exemple ?

— *De temps en temps, je paie un repas ou j'offre une paire de chaussures d'entraînement aux sparring-partners. Il faut avoir la manière avec eux.* »

Royal, José Jover.

Comme Lucien Rodriguez, José Jover n'aime pas parler d'argent. *« D'ailleurs,* estime-t-il, *Lucien n'a pas de besoins. Pensez donc, à vingt-cinq ans, il est encore célibataire, ne sort jamais le soir et vit chez ses parents. »* De fait, alors que Mohamed Ali, le champion du monde de la catégorie, se flatte d'avoir gagné plus de 150 millions de francs sur le ring, Lucien Rodriguez, pour *« assurer son avenir »*, ne veut pas abandonner son emploi de chauffeur-livreur à l'E.D.F. Son rêve : faire bâtir une maison pour permettre à sa famille d'abandonner son H.L.M. à Bagnolet.

L'espoir blanc

Ce souhait pourrait rapidement se concrétiser. Surtout si Lucien Rodriguez rencontre bientôt, titre en jeu... Mohamed Ali. *« J'ai signé un contrat pour ce combat »*, affirme José Jover. Version française de *Rocky*, le héros du film de Sylvester Stallone, trois fois couronné à Hollywood ? *« Certainement pas,* s'insurge Jover. *Ce combat paraît sans risque pour Lucien. Ali a trente-cinq ans, et il ne frappe pas. J'ai mes informations. Ali se plaint parfois de rhumatismes. Le temps travaille pour nous. Nous saurons attendre le moment opportun. Je n'avais pas agi autrement quand j'avais opposé Fabio Bettini au meilleur boxeur de tous les temps : Ray Sugar Robinson. Avant les combats, on me traitait de fou. Fabio a fait deux fois match nul. Lucien Rodriguez peut devenir l'espoir blanc. »*

Avant d'avoir sa chance contre Mohamed Ali, il doit pourtant impérativement conserver son titre européen, le 9 septembre, à Madrid, devant Alfredo Evangelista, un Uruguayen naturalisé espagnol. Evangelista est d'ailleurs le dernier adversaire de Mohamed Ali. Pour ce combat, il avait touché 85 000 dollars (425 000 F), contre 2,7 millions de dollars (13,5 millions de francs) au champion du monde, vainqueur aux points.

La tâche du nouveau champion d'Europe ne sera pas facile. Alors qu'il était encore chez Roger Ben Saïd, Rodriguez avait été battu, à Bilbao, par Evangelista par arrêt sur blessure au quatrième round. Evangelista aura, d'autre part, des milliers de supporters le 9 septembre à Madrid. *« Nous ne pouvions pas faire autrement,* explique José Jover. *Aucun organisateur ne veut plus prendre en charge un tel combat en France. Là-bas, nous gagnerons 250 0000 francs. »*

Prochain article :

6 MILLIONS DE FRANCS POUR UNE « MARSEILLAISE »

ARTS ET SPECTACLES

Cinéma

« Une journée particulière » et « Un bourgeois tout petit, petit »

LES VOIX DU FASCISME

Du 3 au 8 mai 1938, Hitler vint rendre une visite officielle à Benito Mussolini. A Rome, il fut reçu en triomphe. Le jour du grand défilé en son honneur, toute la population romaine se *leva tôt pour participer* à l'événement. Les enfants, les adolescents et les adultes enrégimentés dans le parti fasciste avaient mis leurs uniformes.

Cette « journée particulière », Ettore Scola *l'a reconstituée*, à travers la rencontre d'une femme et d'un homme, voisins d'immeubles, qui ne participent pas au défilé. Choix intimiste, en somme, mais dans un contexte historique indiqué par des extraits d'actualités de l'époque et, surtout, par le reportage radiophonique de la cérémonie que la femme et l'homme ne cesseront d'entendre : le poste de la concierge braille dans la cour. La femme, Antonietta Tiberi, épouse d'un bon fonctionnaire fasciste et mère de six enfants, a dû rester à la maison. L'homme (Gabriele), commentateur de radio, licencié pour homosexualité, attend les policiers qui le dirigeront vers un de ces camps de détention où le régime envoie les « indésirables ». Ce curieux couple fait connaissance sur un incident comique, apprend à se découvrir, à partager l'humiliation tandis que résonne la voix du fascisme : chants martelés, commentaire ampoulé, discours de Mussolini et de Hitler. L'idée est forte, comme la mise en scène de Scola, enfermant par sa géométrie ses personnages dans le cadre contraignant de leur existence. Et la décoloration des images évoque la grisaille, la pesanteur d'une société sans autres horizons que le fascisme et ses doctrines.

Ce qu'a fait Scola est d'une réelle originalité et n'a jamais été tenté dans le cinéma italien qui a, pourtant, souvent pris pour thème Mussolini et les années fascistes. Scola dénude l'oppression, l'humiliation, dans lesquelles la morale sexuelle du régime tenait à la fois la femme et tout individu qui ne voulait pas se plier au modèle masculin officiel. Dans le culte de la personnalité qu'il entretint autour de lui jusqu'à sa chute, et pour sa politique démographique et guerrière, le Duce imposait le principe de virilité. Il avait donné lui-même l'exemple : toutes les femmes italiennes pouvaient — on peut bien dire devaient — être amoureuses de lui.

Antonietta Tiberi collectionne les photos et les déclarations du Duce dans un album. Elle a fait son portrait en cousant des boutons noirs et blancs sur une tapisserie. Elle est aliénée par ce que nous appelons, aujourd'hui, le machisme. Et c'est le machisme dont le fascisme avait fait une sorte de religion et une contrainte sociale que Scola, avec vigueur, isole dans son climat historique. L'homosexuel, qui ne peut être « ni mari, ni père, ni soldat », révèle à Antonietta Tiberi sa vraie servitude. Sophia Loren et Marcello Mastroianni apparaissent d'autant plus authentiques que leurs personnages de stars humiliées apportent au public un plus grand poids d'émotion.

***

Giovanni Vivaldi, le protagoniste du film de Mario Monicelli, *Un bourgeois tout petit, petit*, est entré à Rome, au ministère des pensions, en 1945, donc après la chute du Duce. Mais comme, en 1977, il atteint l'âge de la retraite, on comprend bien qu'il a vécu toute la période fasciste et qu'il en a gardé des souvenirs, sinon une imprégnation. Est-ce par hasard qu'il cite une phrase « virile » de Mussolini ? En tout cas, il accable sa femme, Amalia, d'une supériorité condescendante. Antonietta Tiberi avait la religion du Duce, Amalia Vivaldi pratique un catholicisme teinté de superstition.

Pendant toute la première partie du film, Monicelli décrit, sur le ton de la comédie satirique, le caractère mesquin et égoïste de ce petit bourgeois italien contemporain, arrogant au volant de sa voiture, servile envers ses supérieurs, mais très attaché à son fils, ce qui le rend, tout de même, sympathique. Or, pour que le jeune homme soit reçu au concours d'entrée au ministère, où il est employé, Vivaldi adhère à la franc-maçonnerie. Si Monicelli nous fait rire de la cérémonie maçonnique où Vivaldi se présente en récipiendaire, la séquence n'en est pas moins ambiguë. On peut supposer que, quarante ans plus tôt, ce médiocre fonctionnaire aurait adhéré au parti fasciste pour en obtenir les mêmes avantages. Cette mise en place d'un portrait assez typique de la classe petite-bourgeoise est très importante pour ce qui suit.

La comédie prend un virage brusque vers le drame, la satire laisse place à la cruauté et à l'horreur d'un comportement démasqué. Un monstre sommeillait dans le petit bourgeois. Mais un autre événement que celui du film — et qui fait comprendre la psychologie d'un personnage magistralement interprété par un Alberto Sordi à la fois pathétique et monstrueux — aurait pu déclencher le même mécanisme. Face à la décomposition de la société italienne (symbolisée par la scène cauchemardesque du cimetière où les cercueils des morts sont empilés dans un hangar en attente d'un coin de terre où être enfouis), reparaît, chez le petit bourgeois, la tentation d'un ordre fort qui pourrait exclure les indésirables de toute nature. Le plus inquiétant, c'est que l'on peut admettre les raisons personnelles qu'a Vivaldi d'agir comme il le fait ; que certains, rêvant de vengeance individuelle, peuvent s'identifier à lui. Le cas n'est pas isolé. C'est avec des gens comme Vivaldi que l'on fait les milices civiles, les chasseurs de « marginaux » ou de cambrioleurs, les matraqueurs racistes.

***

Dans le climat historique de 1938, Antonietta et Gabriele subissaient la voix du fascisme ainsi qu'une anesthésie à laquelle il était impossible d'échapper. Quarante ans plus tard, dans une société démocratique instable, travaillée par la violence, la crise économique et l'incurie du pouvoir politique, cette voix vient réveiller le monstre endormi. Rigoureusement construit, esthétiquement parfait, le film de Scola dévoile la sujétion quotidienne et profonde qui était imposée aux esprits. Moins réussi formellement, avec quelques scènes insoutenables qui prêtent à discussion, le film de Monicelli montre ce que sont, aujourd'hui, le machisme et le fascisme « ordinaires ». C'est un cri d'alarme et pas seulement pour la société italienne.

JACQUES SICLIER.

★ Voir les films nouveaux pour *Un bourgeois tout petit, petit*. *Une journée particulière* sort mercredi prochain à Paris.

UN ENTRETIEN AVEC ETTORE SCOLA

« Comment es-tu avec ta femme ? »

« Situer la rencontre de ces deux exclus (la femme et l'homosexuel) en période fasciste, alors que ce type d'isolement existe encore aujourd'hui, est-ce que ce n'était pas plus spectaculaire, plus facile ?

— Ma démarche est inverse, justement, *dit Ettore Scola*. En Italie, le fascisme a eu le temps d'entrer sous la peau des gens. On parle toujours de la victoire sur le fascisme, c'est vrai politiquement (pas complètement, car la démocratie chrétienne en est un autre visage) mais les mentalités n'ont pas changé. Egoïsme, conformisme, réduction des problèmes, n'ont pas disparu. Même parmi mes amis : je connais des féministes qui n'ont pas modifié leur comportement envers leur femme et leurs fils, j'en connais qui disent encore : *« Tiens, celui-là, c'est un pédé. »* Il y a un mécanisme inconscient qui s'enclenche, ça peut m'arriver, à vous aussi.

» A l'origine, mon histoire devait avoir lieu en 1977. Mais il était plus fort, pour montrer ce qui se passe de nos jours, d'expliquer que c'est un héritage du fascisme. Car lorsque l'Italien se voit représenté tel qu'il est maintenant, il a tendance à se regarder avec sympathie, avec indulgence. Mais il ne supporte pas d'être confronté au fascisme.

— Même anti-stars, Sophia Loren et Marcello Mastroianni restent des stars, avec leur séduction, et ils occultent la banalité des personnages.

— Dans chacun de mes films, il y a une expérience sur des acteurs. Ce n'est pas commercial de prendre des stars. Ce n'est pas en tout cas le succès garanti. Loren et Mastroianni on les a vus tellement de fois ensemble, pour le meilleur et pour le pire...

» Ils ont représenté des symboles de sexe, de beauté. Quand le cinéma veut vendre des produits, la route la plus facile, la façon la plus sûre, c'est de reproduire les mythes, les préjugés, les pires préférences du public dans une société machiste. A la base des stars, il y a donc des femmes excitantes sans cervelle, et des hommes beaux et intelligents, fascinants. J'ai pensé que le choix Loren-Mastroianni allait aider l'idée du film : deux personnalités opprimées par le fascisme, de même que l'industrie cinématographique opprime la personnalité des acteurs, les sacrifie sur l'autel du succès. Les deux stars, ici, ont compris l'exigence de l'histoire, ont renoncé à leurs armes. Ils sont décapés, un peu humiliés, mais je ne les ai pas enlaidis. Je suis certain que le public saisira la différence avec le système traditionnel, en rapport avec le fascisme.

— Ne s'agit-il pas d'un film commercial, dans la mesure où il est romanesque, dans la mesure où il n'y a rien qui puisse heurter le public, au contraire ?

— L'amour qu'Antonietta et Gabriele pratiquent n'est pas hétérosexuel, il n'y a pas plaisir à deux, mais deux amours solitaires. Gabriele est confirmée dans ses tendances, et ce n'est pas romanesque. Quant à elle, il y a la mélancolie de découvrir ce qu'elle a perdu, la connaissance de son corps, et ses réactions envers un mari misérable. Pour la première fois, on l'a interrogée comme femme, on s'est préoccupé de ce qu'elle peut sentir et penser. L'histoire a été conçue avec une unité de temps et d'espace : cela n'autorisait pas l'ellipse. Il y a, au contraire, la volonté de suivre, moment par moment, parole par parole, ce qui mène les personnages — non pas vers la rébellion, c'est ça aussi qui aurait été romanesque, — mais vers un petit moment de vérité.

» Ça ne m'intéresse pas, les efforts de compréhension, ce serait intellectuel. Ce que je demande au public, ce sont les efforts pour pénétrer l'émotion. Flatter le public en l'invitant à se sentir intelligent, peut-être ; moi je ne le fais jamais. Dans tous mes films, le public comprend tout de suite. Cela fait appel à ce qu'il connaît : je souhaite qu'il comprenne, qu'il analyse ses réactions, qu'il s'interroge.

» Je ne sais pas faire des films qui seraient plus artistiques, plus universels, mais confiés à l'imagination seule et issus de ma seule personnalité. Quand je cherche une histoire, j'individualise ce qui est collectif.

» *Affreux, sales et méchants* était fait pour heurter le public, pour qu'il ne soit pas satisfait d'être là à rire dans son fauteuil. Les « bidonvillés », les zonards n'ont pas été choqués, mais les bourgeois ont trouvé ça sacrilège. Là je veux frapper le spectateur d'une autre façon, en lui disant : attention, probablement tu es un fasciste. Tu n'as pas la chemise noire, mais comment es-tu avec ta femme ? Sois différent. Vu ainsi, je ne pense pas que le film soit figé dans le passé, ni surtout qu'il soit « consolatoire ».

Propos recueillis par
CLAIRE DEVARRIEUX.

Le rock et le reggae en images

Depuis huit ans, depuis *Woodstock* et l'énorme succès du film consacré au plus fameux festival de la musique rock avec celui de Wight, les écrans sont périodiquement envahis par des films musicaux qui sont généralement de longs et plats documentaires sans vie. Echappent, bien sûr, à cette médiocrité le beau film des frères Maysles consacré, il y a cinq ans, aux Rolling Stones *(Gimme Shelter)* et qui offrait, pour la première fois, une analyse clinique du mouvement rock dans son ensemble avec ses contradictions et ses ambiguïtés, et le long métrage de Richard T. Heffron, *Fillmore*.

Les deux films qui viennent de sortir sous le titre général *The Rolling Stones inédits* et ayant trait l'un au premier concert américain du groupe de Mick Jagger, l'autre à la prestation de Hyde Park en 1969, ne sont que des documents pour fans. Les deux films également distribués cette semaine sous l'égide du reggae ont en soi plus d'ambition, même si l'une des réalisations a des lourdeurs et que l'autre semble beaucoup plus provenir d'un moule pour produit standardisé qu'appartenir à un véritable cinéaste. *Roots, Rock Reggae*, de Jeremy Marre a le mérite d'afficher Bob Marley qui personnifie, pour le monde entier, le reggae, cette musique de la Jamaïque, résultante des musiques africaine, négro-américaine, afro-cubaine et de rock, mélange d'innocence et de revendication, de violence sourde et de libération. Le même film présente aussi Joe Higgs, Inner Circle et Jimmy Cliff que l'on retrouve dans *The Harder they come*, réalisé il y a six ans par le Jamaïcain Parry Henzell et qui prend l'allure d'un document social et politique en décrivant l'histoire dans le ghetto de Kingston, la capitale jamaïcaine, d'un jeune paysan qui vient chanter le reggae.

CLAUDE FLÉOUTER.

★ Voir les films en exclusivité.

Musique

AU CONCOURS DES JEUNES CHEFS DE BESANÇON

Vingt minutes pour convaincre

Le chef d'orchestre est, sur une estrade, le seul musicien qui n'émette aucun son, et pourtant, sans lui, la musique n'aurait pas son visage ; mais comment déterminer sa véritable action, sa dignité, sa capacité ? Longtemps le choix des chefs d'orchestre s'est fait au hasard des événements, des nécessités, de la révélation inopinée d'un don, du choix d'un disciple par un maître. Les concours de chefs d'orchestre sont relativement récents ; celui du Festival de Besançon, qui fut créé par Emile Vuillermoz et qui a lieu actuellement pour la vingt-septième fois, fut l'un des premiers.

Les épreuves en sont complexes, car il faut en quelque sorte juger des musiciens « exécutants » indépendamment de leur instrument, chacun ne pouvant se présenter avec son propre orchestre et n'en ayant d'ailleurs pas le plus souvent. La sélection des candidats est donc particulièrement longue et délicate : cette année, trente-cinq concurrents ont été choisis sur une centaine de dossiers, et la première éliminatoire, qui doit en retenir douze, ne dure pas moins de deux jours et demi. Mais rien ne permet mieux d'approcher le talent mystérieux qui donne à ce métier sa fascination particulière et son pouvoir sur les foules.

Un seul orchestre donc, celui des Pays de la Loire, excellent, qui se prête avec beaucoup de sérieux et de bonne grâce à cette tâche harassante digne de Pénélope. Trois ouverture : « Euryanthe », de Weber (vingt fois !), « les Joyeuses Commères de Windsor », de Nicolaï, « Béatrice et Bénédict », de Berlioz, au choix des concurrents, qui ont vingt minutes pour convaincre le jury présidé par Pierre Dervaux (dix minutes de répétition et dix exécutions sans arrêt). Et trente-cinq psychodrames où la nature et les dons des candidats se révèlent dans leurs brefs rapports avec plus de soixante instrumentistes.

Tous connaissent les œuvres dans leurs moindres détails. Qu'est-ce donc qui fera la différence ? On commence la lecture instrumentale. Certains candidats hachent la répétition de remarques incessantes ; toutes les trois mesures, ils arrêtent, font refaire un trait, donnent une indication flottante : « Plus fort les cors... Ici plus léger... Je voudrais un tout petit crescendo. D'accord ? » Au bout de dix minutes, ils n'ont pas dépassé la troisième page ; le reste, à la grâce de Dieu ! D'autres s'obstinent à faire répéter un passage par les violons, au risque de les exaspérer, sans s'occuper de l'allure générale de l'œuvre. D'autres au contraire savent distinguer le possible et l'impossible dans ce genre d'épreuves : ils ont sélectionné les passages périlleux, les changements de rythme et d'atmosphère, indiquent soigneusement le tempo, l'équilibre des plans sonores ; quelques fragments répétés suffisent à donner sa stature à l'exécution.

Ou bien ils enfilent de longues séquences, modifiant les détails de la voix et du geste tout en dirigeant, et c'est là souvent qu'on constate le mieux la qualité du candidat : son oreille, sourde ou infaillible ; l'emprise de son bras ou son inefficacité ; le caractère de la direction, dynamique et expressive ou bien inutile gesticulation.

Mais faire répéter est une chose, diriger en est une autre. Parfois le concurrent, intimidé, inexpérimenté, a gâché son temps, surtout si, étranger, il a quelque mal à se faire comprendre. On le juge déjà éliminé. Et puis le miracle se produit : d'emblée le tempo est juste, le niveau sonore parfait, les instruments chantent, les mélanges sonores rutilent ; chaque geste a sa raison d'être, et l'orchestre comme le public sont subjugués par ce garçon, inconnu quelques minutes auparavant.

D'autres au contraire jouent les moulins à vent et les danseurs mondains, tout fiers que l'orchestre, rodé par les exécutions précédentes, tourne allègrement une version standard dont le jeune homme se croit l'auteur. A l'énoncé de la sentence, il y aura de mauvaises surprises...

Le festival d'une région

Pourtant, sur les vingt concurrents que nous avons entendus, la moitié au moins témoignent d'un vrai métier ; la proportion est encourageante à une époque où l'on manque cruellement de chefs. Cela devrait inciter les responsables de nos orchestres à suivre attentivement le concours de Besançon.

Des épreuves de dépistage de fautes dans une partition connue et de déchiffrage d'une œuvre contemporaine du répertoire, ainsi qu'un concert comportant l'accompagnement d'une œuvre d'orchestre, permettront au jury d'affiner son jugement jusqu'à la finale de mercredi soir.

Parallèlement se poursuivent les concerts du Festival qui s'affirme toujours davantage comme celui d'une région et touchera cette année Gray, Pesmes, Dole (pour un hommage à Jacques Duhamel), Château-Chalon, Arc-et-Senans (avec un programme de ballets de Ballanchine), Luxeuil, Belfort, Sochaux, Ornans (associant Beethoven avec Courbet), Baume-les-Dames.

Dans la verdoyante « République du Saugeais », près de Pontarlier, à l'abbaye de Montbenoît, dont les puissantes architectures marient la rude méditation romane et la sveltesse gothique, la manécanterie Sainte-Madeleine de Besançon a chanté la messe grégorienne, avant que les Parrenin jouent deux des plus grands quatuors de Beethoven (le « Septième » et le « Quatorzième » précédés du « Cinquième ») avec plus de tempérament parfois que de souveraine intensité. La réverbération d'une église, qui amplifie aveuglément certaines couleurs ou sonorités instrumentales, convient mal il est vrai à ces polyphonies très strictement composées. Mais les quatre artistes français nous ont semblé un peu fébriles et pas tout à fait dans leu sujet à l'entrée d'une intégrale qui demande à chaque fois le retour à une grande maturation intérieure.

En revanche, l'Orchestre de Strasbourg a pris davantage la mesure du Théâtre de Besançon (« le Monde » daté 4-5 septembre) dans un beau programme de musique française. L'écriture fine et déliée, presque exempte de cuivres, du « Tombeau de Couperin », de Ravel, s'accordait d'ailleurs mieux avec cette acoustique explosive, désarmée par tant d'ingénuité et de fraîcheur (celle en particulier du hautbois de Pierre Venot). « La Mer », de Debussy, jouée avec un dynamisme trépidant et une science des tons purs très boulézienne, anti-impressionniste, sonnait encore bien sèchement, mais, dans la « Symphonie fantastique », Alain Lombard, malgré le lyrisme trop tendu des deux premiers mouvements un peu rapides, déchaînait de magnifiques tempêtes romantiques à travers cet orchestre d'une précision et d'une richesse instrumentale vraiment admirables.

JACQUES LONCHAMPT.

■ Le chef d'orchestre américain André Prévin quittera, en août 1979, la direction de l'Orchestre symphonique de Londres qu'il occupe depuis 1968. Le musicien, époux de l'actrice Mia Farrow, qui aura alors cinquante ans, a, en effet, annoncé son intention d'« élargir sa carrière ».

■ Le jury du Festival international du film amateur de Cannes, dont la soirée inaugurale a eu lieu le 3 septembre, a retenu soixante-sept films, représentant vingt et un pays. Plusieurs récompenses seront attribuées à l'issue de ces manifestations.

PRESSE

Le conflit du « Daily Express »

QUATRE CENTS LICENCIÉS PARMI LES TYPOGRAPHES

Le conflit qui a éclaté au sein du groupe Beaverbrook à Londres, samedi 3 septembre, empêchant la parution à Londres, dimanche, du *Sunday Express* et, lundi, des quotidiens *Evening Standard* et *Daily Express*, tourne à l'épreuve de force.

La direction du *Daily Express* a annoncé lundi que le journal ne paraîtrait pas ce mardi 6 septembre. Cependant, la police continue d'enquêter sur la disparition de diverses pièces du matériel d'imprimerie de ce quotidien, disparition qui paralyse le fonctionnement de l'atelier de fabrication.

Considérant que les ouvriers ont rompu d'eux-mêmes le contrat de travail en refusant de reprendre le travail à l'issue d'une réunion syndicale tenue pendant les heures de travail, la direction du *Daily Express* a décidé de licencier un nouveau contingent de deux cent quarante ouvriers, tôt dans la matinée de mardi, portant le total des personnes licenciées à quatre cents depuis le début, il y a quatre jours, du litige qui oppose la nouvelle direction au personnel.

● *A l'Associated Press*, M. Mort Rosenblum a pris, le 1er septembre, ses nouvelles fonctions de directeur pour la France des services de l'Agence américaine. Il remplace M. Morris Rosenberg, nommé directeur général d'A.P. pour l'Amérique latine.

[M. Rosenblum, âgé de trente-quatre ans, est entré à l'Associated Press en 1965 à New-York. Puis il a été successivement en poste au Congo, au Nigéria, à Kuala-Lumpur et à Singapour, avant d'être nommé directeur du bureau de Buenos-Aires en 1973.]

● *Le succès remporté par les magazines* spécialisés de télévision (*le Monde* du 31 août) nous amène à préciser les chiffres moyens hebdomadaires 1976 donnés par l'O.J.D. pour les deux principaux titres :

Tirage : *Télé-7 jours*, 2 645 775 exemplaires ; *Télé-Poche*, 1 932 305.

Diffusion (déclaration sur l'honneur) : *Télé-7 jours*, 2 293 924 ; *Télé-Poche*, 1 657 028.

LE CALENDRIER DES CONCERTS

SPECTACLES

théâtres

Les salles ouvertes

Antoine, 20 h. 30 : les Parents terribles.
Atelier, 21 h. : le Faiseur.
Athénée, 21 h. : Equus.
Comédie Caumartin, 21 h. 10 : Boeing-Boeing.
Daunou, 21 h. : Pepsie.
Fontaine, 21 h. : Irma la douce.
Huchette, 20 h. 45 : la Cantatrice chauve ; la Leçon.
Le Lucernaire-Forum, Théâtre rouge, 20 h. 30 : les Deux Gentilshommes de Vérone ; 22 h. : le Manuscrit. — Théâtre noir, 20 h. 30 : Molly l'amour, c'est de l'orage.
Madeleine, 21 h. : Peau de vache.
Michel, 21 h. 10 : Au plaisir, madame.
Montparnasse, 21 h. : Même heure, l'année prochaine.
Mouffetard, 20 h. 45 : Erostrate.
Nouveautés, 20 h. 45 : Divorce à la française.
Théâtre Oblique, 18 h. 30 : les Gros chiens.
Théâtre Présent, 20 h. 45 : La Serrure ; la Voix.

Festival estival

Eglise St-Germain-des-Prés, 20 h. 30 : A. Fleury, orgue (Franck, Dupré, Messiaen).

Les cafés-théâtres

Au Bec Fin, 20 h. 45 : Chris et Laure ; 22 h. : On a le veuvage de ses artères ; 23 h. : C'est pas toujours facile.
Blancs-Manteaux, 20 h. 30 : la Démarieuse ; 21 h. 45 : Au niveau du chou.
Café d'Edgar, I, 20 h. 15 : Tango ; 21 h. 45 : Popeck ; 23 h. : J.M. Thibault. — II, 20 h. 45 : le Mystère de la petite marche ; 22 h. 30 : Deux Suisses au-dessus de tout soupçon.
Café de la Gare, 20 h. : Amalgam ; 22 h. : Tendresse.
Au Coupe-Chou, 20 h. 30 : l'Impromptu du Palais-Royal ; 22 h. : les Frères ennemis.
Cour des Miracles, 20 h. 30 : Marianne Sergent ; 21 h. 45 : Arnaque 77 ; 23 h. : Vive la culture.
Le Fanal, 18 h. 30 : Béatrice Arnac ; 20 h. 45 : le Président.
La Mama du Marais, 20 h. 30 : Que n'eau, que n'eau ; 21 h. 30 : Les 3... ; 22 h. 30 : la Pomme maudite.

Mardi 6 septembre

Le Petit Casino, 21 h. 15 : Cami ; 22 h. 30 : J.-C. Montella.
Le Plateau, 20 h. 30 : Un ouvrage de dames ; 22 h. : la Nuit de noces de Cendrillon.
Quatre Cent Coups, 22 h. 30 : l'Amour en visite.
Tout-à-la-Joie, 20 h. 15 : La muse gueule ; 21 h. 15 : N'oublie pas que tu m'aimes ; 22 h. 15 : Je vote pour moi.
La Vieille Grille, I, 20 h. 30 : Antenne 1000 ; 22 h. 15 : Anita Picchiarini. — II, 20 h. 30 : Rocheman chaud ; 21 h. 45 : Bernadette Rollin.

Les concerts

Le Lucernaire-Forum, 21 h. : Brigitte Engerer, piano (Bach, Beethoven, Debussy, Prokofiev).

Jazz, pop', rock et folk

Théâtre Mouffetard, 20 h. 30 : Horo Ansata, musique d'Argentine.

Les chansonniers

Caveau de la République, 21 h. : Plan, raté plan... et re plan plan.
Deux-Anes, 21 h. : Marianne ne vois-tu rien venir ?

cinémas

(*) Films interdits aux moins de treize ans.
(**) Films interdits aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT. — 15 h., le Revizor, de V. Schveitdzé ; le Manteau, de Kozintsev et Trauberg ; 18 h. 30, l'Opéra des gueux, de P. Brook ; 20 h. 30, Hiroshima mon amour, de A. Resnais ; 22 h. 30, Bus Stop, de J. Logan.

Les exclusivités

AIDA (Fr.) : La Pagode, 7e (705-12-15).
ALICE DANS LES VILLES (All.), vers. am. : Le Marais, 4e (278-47-86), 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00).
ASTERIX ET CLEOPATRE (Fr.) : Maxéville, 9e (770-72-86), Calypso 17e (754-10-68).
BARRY LYNDON (Ang., v.o.) : Le Paris, 8e (359-53-99) ; v.f. : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32), Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-25-02).
LE BISON BLANC (A., v.o.) : U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62), Publicis-Matignon, 8e (359-31-97) ; v.f. : Omnia, 2e (233-39-36), George V, 8e (225-41-46), Paramount-Opéra, 9e (073-34-37), U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59), Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03), Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17), Paramount-Orléans, 14e (540-45-91), Convention-Saint-Charles, 15e (579-33-00), Paramount-Maillot, 17e (758-24-24), Les Images, 18e (522-47-94), Secrétan, 19e (206-71-33).
BLACK SUNDAY (A., v.o.) (*) : Cluny-Palace, 5e (033-07-76), Marignan, 8e (359-92-82) ; v.f. : Richelieu, 2e (233-56-70), Montparnasse-83, 6e (544-14-27), Athéna, 12e (343-07-48), Gaumont-Sud, 14e (331-51-16), Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
CAR WASH (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77), U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19).
CASANOVA DE FELLINI (It., v.o.) (*) : Studio de la Harpe, 5e (033-34-83).
CET OBSCUR OBJET DU DESIR (Fr.) : U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08), Normandie, 8e (359-41-18), Caméo, 9e (770-20-89), Miramar, 14e (326-41-02), Mistral, 14e (539-52-43), Magic-Convention, 15e (828-20-64).
LA COMMUNION SOLENNELLE (Fr.) : U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08).
LE CONTINENT OUBLIE (A., v.o.) : Ermitage, 8e (359-15-71) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93), U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59), U.G.C.-Gobelins, 13e (331-06-19), Mistral, (326-41-02), Murat, 16e (288-99-75), Secrétan, 19e (206-71-33).
LA DENTELLIERE (Fr.) : Studio de la Contrescarpe, 5e (325-78-37), 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00), Normandie, 8e (359-41-18), Gaumont-Madeleine, 8e (073-56-03).
LE DERNIER DES GEANTS (A., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38), Panthéon, 5e (033-15-04) ; v.f. : Impérial, 2e (742-72-52), Jean-Renoir, 9e (874-40-75).
LE DERNIER NABAB (A., v.o.) : U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19).
DERNIERE SORTIE AVANT ROISSY (Fr.) : Quintette, 5e (033-35-40), 14-Juillet-Bastille (357-90-81), Olympic-Entrepôt, 14e (542-67-42).
DERSOU OUZALA (Sov.) : Arlequin, 6e (548-62-25).
LE DIABLE PROBABLEMENT (Fr.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38), Colisée, 8e (359-29-46).
DONA FLOR ET SES DEUX MARIS (Brés., v.o.) (**) : Saint-Germain-Huchette, 5e (633-87-59), Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13), Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14), Olympic-Entrepôt, 14e (542-67-42) ; v.f. : Français, 9e (770-33-88).
DONALD ET DINGO AU FAR-WEST (A., v.f.) : Richelieu, 2e (233-56-70), la Royale, 8e (265-82-66), Marignan, 8e (359-92-82), Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13), Gaumont-Sud 14e (331-51-16), Cambronne, 15e (734-42-96), Clichy-Pathé, 18e (522-37-41), Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74).
ELISA VIDA MIA (Esp., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38), Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14).
EN ROUTE POUR LA GLOIRE (A., v.o.) : Studio Alpha, 5e (033-39-47).
L'ESPRIT DE LA RUCHE (Esp., v.o.) : Le Marais, 4e (278-47-86).
L'HOMME PRESSE (Fr.) : Quintette, 5e (033-35-40), Colisée, 8e (359-29-46), Français, 9e (770-33-88), Nations, 12e (343-04-67), Fauvette, 13 (331-56-86), Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13), Gaumont-Convention, 15e (828-42-27), Wepler, 18e (387-50-70).
L'HOMME QUI AIMAIT LES FEMMES (Fr.) : Studio Cujas, 5e (033-89-22) ; U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19) ; Daumesnil, 12e (343-52-97) ; Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-25-02).
L'HOMME QUI VENAIT D'AILLEURS (A., v.o.) : Lucernaire, 6e (544-57-34) ; U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19).



[هكذا من الأصل]

SPECTACLES

L'ILE DU DOCTEUR MOREAU (A., v.f.) (*) : Grand Pavois, 15e (531-41-58).
J.-A. MARTIN PHOTOGRAPHE (Canada) : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32) ; La Clef, 5e (337-90-90) ; Bonaparte, 6e (326-12-12) ; Lucernaire, 6e (544-57-34) ; Biarritz, 8e (723-69-23).
JAMBON D'ARDENNE (Fr.) : Gaumont-Opéra, 9e (073-95-48).
MADAME CLAUDE (Fr.) (**) : Marignan, 8e (359-92-82) ; Maréville, 9e (770-72-86).
LE MAESTRO (Fr.) : Paris, 8e (359-53-99) ; Gaumont-Madeleine, 8e (073-56-03) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16).
LE MESSAGE (A., version arabe) : Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
MONSIEUR PAPA (Fr.) : Saint-Germain-Studio, 5e (033-42-72) ; Montparnasse-83, 6e (544-14-27) ; Concorde, 8e (359-92-84) ; Lumière, 9e (770-84-64) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Mayfair, 16e (525-27-06) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).

Les films nouveaux

UN BOURGEOIS TOUT PETIT, PETIT, film italien de Mario Monicelli (**). V.o. : Quintette, 5e (033-35-40), Monte-Carlo, 8e (225-09-83). V.f. : Impérial, 2e (742-72-52), Montparnasse 83, 6e (544-14-27), Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43), Nation, 12e (343-04-67), Gaumont-Convention, 15e (828-42-27), Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).

LES DUELLISTES, film américain de Ridley Scott. V.o. : Hautefeuille, 6e (633-79-38), Gaumont-Rive gauche, 6e (548-26-36), Gaumont-Champs-Elysées, 8e (359-04-67). V.f. : Impérial, 2e (742-72-52).

SWASTIKA, film français de Philippe Mora. V.o. : Hautefeuille, 5e (633-79-38), Colisée, 8e (359-29-46), Olympic-Entrepôt, 14e (542-67-42), Studio Raspail, 14e (326-38-98). V.f. : ABC, 2e (236-55-54) ; Athéna, 12e (343-07-48).

UNE ETOILE EST NEE, film américain de Frank Pierson. V.o. : U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62), Elysées-Cinéma, 8e (225-37-90). V.f. : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32), Rex, 2e (236-83-93), Bretagne, 6e (222-57-97), U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59), U.G.C.-Gobelins, 13e (331-06-19), Mistral, 14e (539-52-43).

SS REPRESAILLES, film italien de G.P. Cosmatos (X). V.o. : Jean-Cocteau, 5e (033-47-62). V.f. : Capri, 2e (508-11-69), Paramount-Opéra, 9e (073-34-37), Paramount-Gaîté, 14e (326-99-34), Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03), Moulin-Rouge, 18e (606-34-25).

COMME LA LUNE, film français de Joël Seria : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32), Rex, 2e (236-83-93), U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08), Bretagne, 6e (222-57-97), Biarritz, 8e (723-69-23), U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59), U.G.C.-Gobelins, 13e (331-06-19), Mistral, 14e (539-52-43), Murat, 16e (288-99-75), Secrétan, 19e (206-71-33).

LES NAUFRAGES DU 747, film américain de J. Jameson. V.o. : Cluny-Ecoles, 5e (033-20-12), Ermitage, 8e (359-15-71) ; V.f. : Rex, 2e (236-83-93), Rotonde, 6e (633-08-22), U.G.C.-Gobelins, 13e (331-06-19), Mistral, 14e (539-52-43), Convention-Saint-Charles, 15e (579-33-00), Napoléon, 17e (380-41-46).

ACCELERATION PUNK, film musical franco-britannique de Robert Glassman. V.o. : Vidéostone, 6e (325-60-34).

OMAR GATLATO (Alg., v.o.) : Studio Médicis, 5e (633-25-97).
PAIN ET CHOCOLAT (It., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77).
LE PASSE SIMPLE (Fr.) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Saint-Germain-Village, 5e (633-87-59) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; France-Elysées, 8e (723-71-11) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43) ; Helder, 9e (770-11-24) ; 14 Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16) ; Cambronne, 15e (734-42-96) ; Murat, 16e (288-99-75) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41) ; Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74).
LA PETITE FILLE AU BOUT DU CHEMIN (A., v.f.) (*) : Grand-Pavois, 15e (531-44-58).
PLUS ÇA VA, MOINS ÇA VA (Fr.) : Paramount-Marivaux, 2e (742-83-90) ; Boul'Mich, 5e (033-48-29) ; Publicis-Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; Paramount-Elysées, 8e (359-49-34) ; Publicis-Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Max-Linder, 9e (770-40-04) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount-Gobelins, 13e (707-12-28) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention-Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Passy, 16e (288-62-34) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).
PROVIDENCE (Fr., v. angl.) : U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08).
LA QUESTION (Fr.) (**) : les Templiers, 3e (272-94-56).
ROOTS ROCK REGGAE (An., v.o.) : Sudio Saint-Séverin, 5e (033-50-91).
SALO (It., v.o.) (**) : Vendôme, 2e (073-97-52) ; Styx, 5e (633-08-40).
LA THEORIE DES DOMINOS (A., v.o.) : Marignan, 8e (359-92-82) ; v.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Montparnasse-83, 6e (544-14-27).
TRANSAMERICA EXPRESS (A., v.o.) : Biarritz, 8e (723-69-23) ; v.f. : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32).
TREIZE FEMMES POUR CASANOVA (It.-fr., v. ang.) : Paramount-Elysées, 8e (359-49 34) ; v.f. : Capri, 2e (508-11-69) ; Paramount-Marivaux, 2e (742-83-90) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24)
TROIS FEMMES (A., v.o.) : P.L.M. Saint-Jacques, 14e (589-68-42).
UN PONT TROP LOIN (A., v.o.) : Cluny-Palace, 5e (033-07-76) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; v.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13), Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75) ; Wepler, 18e (387-50-70) ; Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74).
UN TAXI MAUVE (Fr.), Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Publicis-Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Paramount-Opéra, 9e (073-34-37) ; Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).

Les grandes reprises

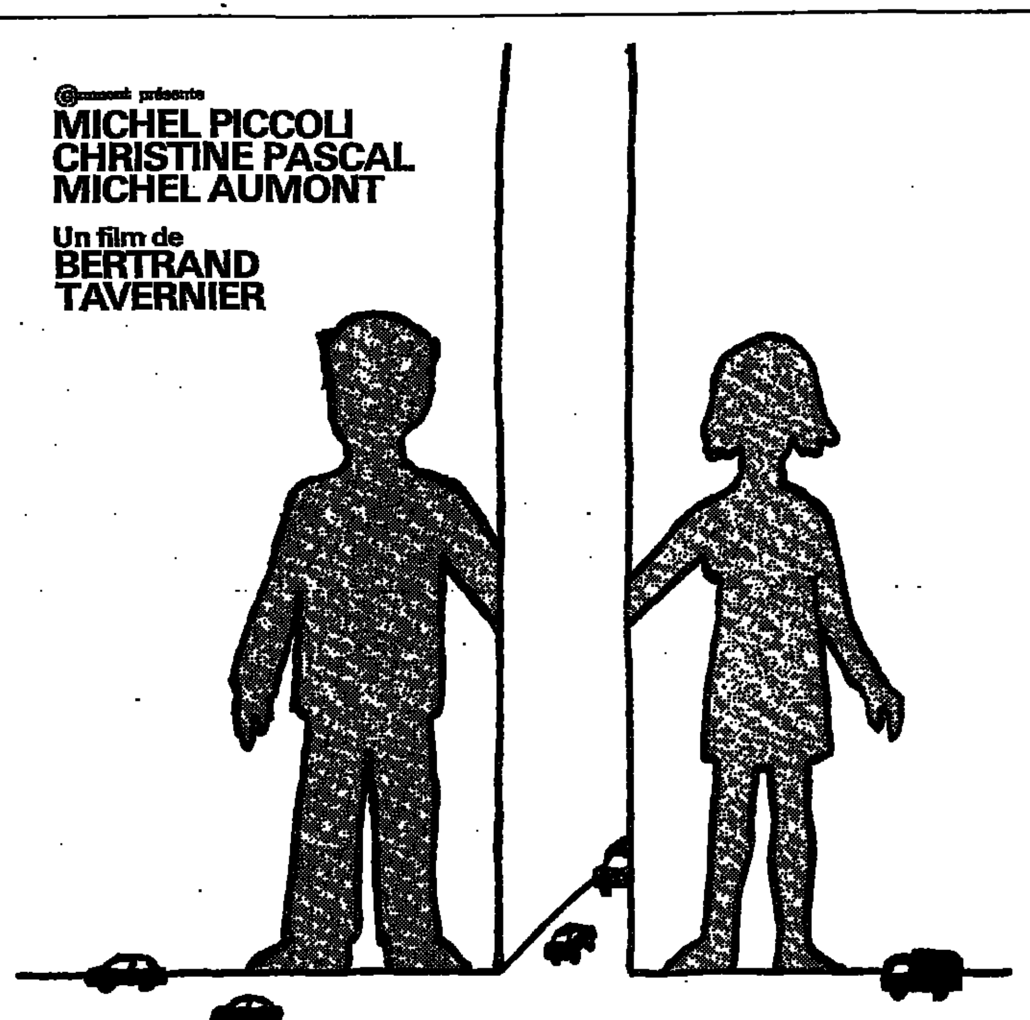
ALLONSANFAN (It., v.o.) : 14 Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00).
AU FIL DU TEMPS (All., v.o.) : Le Marais, 4e (278-47-86).
AUTANT EN EMPORTE LE VENT (A., v.o.) : Elysées-Point-Show, 8e (225-67-29).
LE BAL DES VAMPIRES (A., v.o.) : Studio-Dominique, 7e (705-04-55).
BELLE DE JOUR (Fr.) (**) : Quartier-Latin, 5e (326-84-65), Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14), S-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43).
CADAVRES EXQUIS (It., v.o.) : André-Bazin, 13e (337-74-39).
LA CHINOISE (Fr.) : 14 Juillet-Bastille, 11e (357-90-81).
ELVIS ON TOUR (A., v.o.) : Hollywood-Boulevard, 9e (770-10-41).
ELVIS SHOW (A., v.o.) : St-Michel, 5e (326-79-17). Hollywood-Bd, 9e (770-10-41).
FELLINI-ROMA (It., v.o.) : Champollion, 5e (033-51-60).
LA FIANCEE DU PIRATE (Fr.) (*) : St-André-des-Arts, 6e (326-48-18), Elysées-Point-Show, 8e (225-67-29).
LA FLUTE ENCHANTEE (Suéd., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (033-39-19).
FRANKENSTEIN JUNIOR (A., v.o.) : Quintette, 5e (033-35-40) ; v.f. : Haussmann, 9e (770-47-55).
GUERRE ET PAIX (Sov., v.f.) : Kinopanorama, 15e (306-50-50).
HELLZAPOPPIN (A., v.o.) : Cluny-Ecoles, 5e (033-12-20).
S. MUSIC (A., v.o.) : Palais des Glaces, 10e (607-49-93).
JANIS JOPLIN (A., v.o.) : Palais des Arts, 3e (272-62-98), La Clef, 5e (337-90-90)
JOUR DE FETE (Fr.) : Paramount-Marivaux, 2e (742-83-90).
KILLERS KISS (A., v.o.) : Studio-Bertrand, 7e (783-64-66), h. sp.
LE LAUREAT (A., vo.) : La Clef, 5e (337-90-90).
LITTLE BIG MAN (A., v.o.) : Noctambules, 5e (033-42-34).
MACADAM COW-BOY (A., v.o.) : Actua-Champo, 5e (033-51-60). U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62).
MALICIA (It., v.o.) (*) : Biarritz, 8e (723-69-23).
MORE (A., v.o.) (**) : Olympic, 14e (542-67-42), Calypso, 17e (754-10-68) ; Studio Gît-le-Cœur, 6e (326-80-25) ; v.f. : Cambronne, 15e (734-42-96).
MUSIC LOVERS (Ang., v.o.) (**) : Broadway, 16e (527-41-16).
ORANGE MECANIQUE (A., v.f.) (**) : Haussmann, 9e (770-47-55).
LE PASSAGER DE LA PLUIE (Fr.) : Bosquet, 7e (551-44-11).
PHANTOM OF THE PARADISE (A., v.o.) : New-Yorker, 9e (770-63-40).
PORTIER DE NUIT (It.-All., v.o.) (**) : U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19) ; v.f. : Rio-Opéra, 2e (742-82-54).
PROFESSION REPORTER (It., v.o.) : U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62).
SATYRICON (It., v.o.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66), h. sp.
SPEED WEST (Elvis) (v.o.) : Hollywood-Boulevard, 9e (770-10-41).
THE HARDER THEY COME (A., v.o.) : Action-Christine, 6e (325-85-78) ; Action-République, 11e (805-51-33).
THE ROLLING STONES (A., v.o.) : Bilboquet, 6e (222-87-23).
UN HOMME DANS LA FOULE (A., v.o.) : Action-Christine, 6e (325-85-78).
UNE NUIT A L'OPERA (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Studio de l'Etoile, 17e (380-19-93).
SSSNAKE LE COBRA (A., v.f.) (*) : Haussmann, 9e (770-47-55).
LES VACANCES DE MONSIEUR HULOT (Fr.) : Cinoche Saint-Germain, 6e (633-10.82).
LES VALSEUSES (Fr.) (**) : Capri, 2e (508-11-69).

Les festivals

CLASSIQUES DU FILM NOIR (v.o.) : Action La Fayette, 9e (878-80-50) : En quatrième vitesse.
H. BOGART (v.o.) : Action La Fayette, 9e (878-80-50) : le Trésor de la Sierra Madre.
W. ALLEN (v.o.) : Studio Logos, 5e (033-26-42) : Bananas.
COMEDIES MUSICALES AMERICAINES (v.o.) : Mac-Mahon, 17e (380-43-71) : Roberta.
PANORAMA DU CINEMA FRANÇAIS : La Pagode, 7e (705-12-15) : la Règle du jeu.
I. BERGMAN (v.o.) : Le Racine, 6e (633-43-71) : A travers le miroir.
HOMMAGE A GLENDA JACKSON (v.o.) : le Ranelagh, 16e (288-64-44). En alternance : Hedda, A Touch of Class, Un dimanche comme les autres, Love.
ETRANGE (v.o.) : le Seine, 5e (325-95-99) : 22 h. : Solaris ; 22 h 30 : la Nuit des morts-vivants.
P. PASOLINI (v.o.) : Studio des Acacias, 17e (754-97-83) 14 h. : le Decameron ; 16 h. : les Contes de Canterbury ; 20 h. : Satyricon ; 22 h. : les Mille et Une Nuits.
M. FERRERI : Palais des arts, 3e (272-68-98) : la Dernière Femme.
L'AMERIQUE SANS ILLUSION (v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42). Macadam à deux voies.
MARX BROTHERS (v.o.) : Grands Augustins, 6e (633-22-13) : la Pêche au trésor.
CHATELET-VICTORIA, 1er (508-94-14). — I. 11 h. 50 : la Grande Bouffe ; 14 h. : les Valseuses ; 16 h. 10 : Vol au-dessus d'un nid de coucou ; 18 h. 20 : l'Epouvantail ; 20 h. 30 : Dersou Ouzala ; 23 h. : Love. — II. 12 h. : Satyricon ; 14 h. 10, 22 h. 30 : le Dernier Tango à Paris ; 16 h. 20 : Cria Cuervos ; 18 h 10 : Taxi Drivers ; 20 h. 20 ; Music Lovers.
POLANSKI (v.o.) : Studio Galande, 5e (033-72-71), 13 h. 45 : Macbeth ; 16 h. : Répulsion ; 18 h., 0 h. 30 : le Bal des vampires ; 20 h. : Chinatown ; 22 h. 15 : le Locataire.
BOITE A FILMS, 17e (754-51-50), I. : 13 h. : Pink Floyd à Pompéi ; 14 h. : Jour de fête ; 15 h. 45 : Amarcord ; *17 h. 45 : Carrie ; 19 h. 45 : Dersou* Ouzala ; 22 h. : Délivrance. — II. : 13 h. : Jeremiah Johnson ; 14 h. 45 : 1900 (première partie) ; 17 h. 30 : 1900 (deuxième partie) ; 20 h. 15 : Mort à Venise ; 22 h. 30 : Phantom of the Paradise.

Les séances spéciales

AMERICAN GRAFFITI (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77), à 10 h., 12 h. et 24 h.
ANDREI ROUBLEV (Sov., v.o.) : Le Seine, 5e (325-95-99), à 18 h. 30.
BEN ET BENEDICT (Fr.) : Olympic, 14e (543-67-42), à 18 h.
LE DERNIER TANGO A PARIS (It., v.o.) (**) : Acacias, 17e (754-97-83), à 18 h.
HESTER STREET (A., v.o.) : Olympic, 14e, à 18 h.
INDIA SONG (Fr.) : Le Seine, 5e, à 12 h. 20.
JANIS JOPLIN (A., v.o.) : Lucernaire, 6e (544-57-34), à 12 h. t 24 h.
NEWS FROM HOME (Fr.) : Olympic, 14e, à 18 h.
MON CŒUR EST ROUGE (Fr.) : Olympic, 14e, à 18 h.
MORT A VENISE (It., v.o.) : Lucernaire, 6e, à 12 h. et 24 h.
PHANTOM OF THE PARADISE (A., v.o.) : Luxembourg, 6e, à 10 h., 12 h. et 24 h.
PIERROT LE FOU (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18), à 12 h. et 24 h.
LA SALAMANDRE (Suis.) : Saint-André-des-Arts, 6e, à 12 h. et 24 h.
TRISTANA (Esp.-It., v.o.) : Olympic-Entrepôt, 14e, à 18 h.



DEMAIN





RADIO-TÉLÉVISION

VU

Penser les formes

Etonnante et triste aventure tout de même que celle d'Elie Faure. Voilà un homme, l'un des plus grands de ce temps — il a littéralement inventé l'histoire de l'art tel qu'on le conçoit aujourd'hui, — mêlant, confrontant, sur un pied de totale égalité, les œuvres, les siècles, les peuples, les civilisations, osant, c'était en 1907, des comparaisons (du reste publiées à compte d'auteur) hallucinantes pour l'époque : un masque nègre et la chapelle Sixtine, Napoléon et Rembrandt, un hall de gare et la cathédrale de Chartres, les autoroutes et les cantates ; un homme à qui Malraux doit beaucoup — son Musée imaginaire est inspiré par l'esprit des Formes, — un homme au moins égal, sinon supérieur à Michelet et à Taine, dont le nom ne figurait même pas vingt ans après sa mort, en 1937, dans le Petit Larousse illustré.

Quand, vers 1965, Jean-Jacques Pauvert l'a tiré du purgatoire où il croupissait, consulté par les seuls érudits, et l'a édité en livre de poche, on a pu espérer que la gloire viendrait enfin récompenser la vigoureuse noblesse et l'originalité d'une pensée exprimée en termes clairs, excitants, emportés par l'élan de la passion réfléchie.

Il n'en est rien. Elie Faure, le grand public ne le connaît toujours pas. Et l'émission de Daniel Lecomte lundi sur Antenne 2 n'aura pas beaucoup contribué à nous éclairer. On se demande vraiment à qui s'adressait cette lecture de textes sur fond de reproductions de tableaux. Sûrement pas aux heureux possesseurs des sept petits volumes orange, habitués à les consulter avant un week-end à Amsterdam, un voyage en Grèce ou un congrès à Barcelone. Ce survol, ce résumé presque entièrement composé de citations, ne pouvait rien leur apprendre.

Quant aux autres, à la foule des autres, d'abord intéressés par ce qu'on nous a raconté de la vie d'Elie Faure, dans quelles conditions, étonnantes d'ailleurs, ce médecin — il travaillait dans un dispensaire et, pour arrondir ses fins de mois, s'était fait embaumeur, — cet autodidacte d'une modestie, d'un détachement total a pu concilier ses recherches et son métier, oui les autres ont eu, je l'avoue, un peu de mal à suivre ensuite une réflexion sur l'art destiné à la lecture plutôt qu'à la récitation. Peut-être eût-il fallu la commenter, l'expliciter davantage. Cela aurait pris plus de cinquante minutes, c'est certain. Mais quoi, Elie Faure méritait bien cela.

CLAUDE SARRAUTE.

LE RÉALISATEUR DE RADIO JOSÉ PIVIN EST MORT

Le réalisateur de radio José Pivin est mort le 2 septembre à Saint-Leu-la-Forêt d'une congestion cérébrale. Il était âgé de soixante-quatre ans.

[José Pivin comptait au nombre de ces rares « auteurs » de radio qui avaient contribué à créer ce style d'« écriture par le son » auquel France-Culture doit une grande part de son prestige. Né le 12 mai 1913 à Charenton-le-Pont, dans le Val-de-Marne, il est entré à Radio-Alger en 1942, après avoir effectué des études de lettres. Il collabore à la revue « Fontaine » et fonde la revue « Soleil », avec Emmanuel Roblès et Jean Grenier. En 1956, il réalise un film sur le Sahara et revient en France en 1958 pour entrer à la Radiotélévision française, où il signe de nombreuses émissions de recherche, dramatiques ou documentaires. France-Culture, qui a récemment rediffusé un feuilleton réalisé en 1975 « Le chevalier à la charrette », avait fait entendre au mois d'avril « Opéra du Cameroun », six émissions impressionnistes sur l'Afrique (« le Monde » daté 24-25 avril) dont l'une vient d'être sélectionnée pour représenter la France au Prix Italia.]

● Le programme des films d'art et d'actualité, réalisés pour la télévision française, que présente l'Institut national de l'audio-visuel au Centre Georges-Pompidou, à l'occasion de l'exposition Paris-New-York (*le Monde* du 2 septembre), commence, le 7 septembre, avec, dans la série « L'art et les hommes », de Jean-Marie Drot, *Jeux d'échecs avec Marcel Duchamp* (14 h. 30) ; le premier volet de *Du côté de chez les Maeght*, de Jean-Pierre Marchand et Jean-Michel Meurice (15 h. 30) ; *les Histoire naturelles de Max Ernst* (série « Un certain regard »), de Gérard Patris (16 heures).

MARDI 6 SEPTEMBRE

CHAINE I : TF 1

20 h 30, Série documentaire : Au delà de l'horizon (La flibuste des coquins héroïques), par A. Bombard ; 21 h 25, Sports : Les trois mousquetaires ou cinquante ans après ; 22 h 30, Les grandes expositions : Le symbolisme en Europe, réal. G. Plessis ; 23 h., Journal.

CHAINE II : A 2

20 h 30, Les dossiers de l'écran : FILM : TOUTE LA VILLE DANSE, de J. Duvivier (1938), avec F. Gravey, L. Rainer, M. Korius, H. Herbert, L. Atwill (noir, rediffusion).

Vers le milieu du siècle dernier, à Vienne, Johann Strauss (fils) devient un compositeur célèbre. Mais son cœur est partagé entre sa douce épouse et une trop séduisante cantatrice. Un film brillant, mousseux et très joliment sentimental à la manière hollywoodienne à laquelle Duvivier avait su s'adapter. Il y a aussi les valses de Strauss.

Vers 22 h., Débat : La valse de Vienne.

Avec Mmes Elisabeth Strauss, arrière-petite-fille de Johann Strauss ; Mady Mesplé, cantatrice à l'Opéra de Paris ; MM. Pierre Petit, musicologue ; Marcel Brion, de l'Académie française ; Georges Liccioni, chanteur à l'Opéra de Paris.

23 h 30, Journal.

CHAINE III : FR 3

20 h 30, FILM (westerns, policiers, aventures) : FANFAN LA TULIPE, de Christian Jaque (1951), avec G. Philipe, G. Lollobrigida, M. Herrand, O. Hussenot, G. Page (noir, rediffusion).

Une parodie spirituelle et prestement enlevée des films de cape et d'épée. Mouvement, poursuites, ironie et panache. Et Gérard Philipe, héros populaire inoubliable.

22 h., Journal.

FRANCE-CULTURE

20 h., Dialogues : Hérédité et milieu, avec Michel Tournier et Marc Soriano ; 21 h 15, Musiques de notre temps ; 22 h 30, Entretiens avec F. Mauriac par J. Amrouche (rediffusion) ; 23 h., Libre parcours jazz ; 23 h. 50, Poésie : Paul-Louis Rossi.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30, Présentation du concert ; 21 h., Semaines musicales de Lucerne par l'Orchestre radio-symphonique d'Helsinki, dir. J. Panula, avec le violoncelliste Arto Noras : « En saga », poème symphonique (Sibelius) ; « Concerto pour violoncelle » (Sallinen) ; « Kalevala, suite d'orchestre » (Klami) ; « Finlandia, tableau symphonique » (Sibelius) ; 23 h., France-Musique la nuit... le clavecin ; 0 h. 5, Les fouleurs de paroles ; 0 h. 10, « Chasin' the trane » ; 1 h., Non écrites.

MERCREDI 7 SEPTEMBRE

CHAINE I : TF 1

12 h. 30, Documentaire : Caméra au poing ; 13 h., Journal ; 13 h. 45, Téléfilm : « les Hatfield et les Mac Coy », avec J. Palance, S. Forrest, K. Lamm.

Comme les Montaigu et les Capulet.

15 h., Sports : Internationaux de tennis à Forest Hills ; 16 h. 10, Pour la jeunesse ; 17 h. 50, Visages du Canada (l'Ontario) ; 18 h. 20, Série : Sandokan (rediff.) ; 19 h. 43, Une minute pour les femmes ; 19 h. 47, Feuilleton : Adieu mes quinze ans ; 20 h., Journal.

20 h. 30, Série : Commissaire Moulin (Cent mille soleils), avec Y. Regnier, réal. C.-J. Bonnardot ; 22 h., Sciences : Les grandes énigmes (La matière), par R. Clarke et N. Skrotzky.

Où s'arrête la descente vers l'infiniment petit ? Avec les professeurs Van Hove, directeur scientifique du Centre européen de recherches nucléaires, et Roland Omnès, physicien à l'université d'Orsay.

23 h., Journal.

CHAINE II : A 2

15 h., Série : Le monde en guerre ; 16 h., Aujourd'hui, madame (Les maladies vénériennes) ; 16 h 54, Série : Vivre libre ; 17 h. 40, Feuilleton : Yao ; 18 h. 6, Vacances animées ; 18 h. 55, Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45, Rétrospective : La joie de vivre (Jean Delannoy) ; 20 h., Journal.

20 h. 30, Série : Un shérif à New York ; 21 h. 55, Magazine : Question de temps (Le collège unique).

(Voir Tribunes et débats.)

23 h. 15, Journal.

CHAINE III : FR 3

18 h. 45, Pour les jeunes : Les aventures de Tintin (L'île noire) et de Lolek et Bolek ; 19 h. 40, Scènes de la vie de province : Claude Mauriac à la terrasse de Malagar, de P. Paviot (FR 3 - Bordeaux) ; 20 h., Jeux.

20 h. 30, FILM (un film, un auteur) : SCORPIO, de M. Winner (1972), avec B. Lancaster, A. Delon, P. Scofield, J. Colicos, G. Hunnicutt, J. Linville.

Un agent de la C.I.A. est soupçonné de fournir des renseignements à un espion soviétique. L'homme qui fut son élève et qui rêve de lui succéder est chargé de l'abattre. L'espionnage international démythifié dans un film bien construit, rythmé, haletant et très bien interprété.

22 h. 20, Journal.

FRANCE-CULTURE

7 h 2, Poésie : Paul-Louis Rossi (et à 14 h., 19 h 55, 23 h 50) ; 7 h 5, Matinales ; 8 h., Les chemins de la connaissance ; à 8 h., La civilisation du cheval ; à 8 h 32, Brésil ; 8 h. 50, Echec au hasard ; 9 h 7, Matinée des sciences et techniques ; 10 h 45, Le livre ouverture sur la vie ; 11 h. 2, Jeunes interprètes à libre parcours récital ; 12 h 5, Parti pris ; 12 h 45, Panorama ;

13 h 30, Les tournois du royaume de la musique ; 14 h 5, Un livre, des voix : « Un mois de dimanches », de J. Updike ; 14 h. 45, L'école des parents et des éducateurs ; 15 h 2, Les après-midi de France-Culture : magazine d'été ; à 15 h 25, Anthologie ; à 15 h 35, Un métier comme art : horloger ; 17 h 30, Jeunes interprètes : musique à la Défense, avec B. Soustrot, trompette, J.-L. Gil, orgue ; 18 h 30, Nouvelles de Pirandello ; 19 h 25, La science en marche ;

20 h., La musique et les hommes, par M. Bernard ; 22 h 30, Entretiens avec F. Mauriac ; 23 h., Libre parcours jazz.

FRANCE-MUSIQUE

7 h 3, Quotidien musique ; 9 h. 2, Clair-obscur ; 10 h., La règle du jeu ; 12 h., La chanson ; 12 h. 35, Sélection concert ; 12 h 40, Jazz classique ;

13 h 15, Stéréo postale ; 14 h., Mélodies sans paroles : Emaux et mosaïques (Loucheur, Rivier, Planel) ; à 15 h., Palla, Stravinski ; à 15 h 32, Debussy, Fauré, Satie ; 17 h 30, Ateliers musicaux de France-Musique ; 18 h 2, Magazine musical ; 19 h., Jazz time ; 19 h 35, Kiosque ; 19 h 45, Aubade inouïe ;

20 h 30, Festival de Divonne : « Vingt regards sur l'Enfant Jésus », par le pianiste P.-L. Aimard ; 23 h., France-Musique la nuit... le clavecin contemporain ; 0 h 5, Les fouleurs de paroles ; 0 h 10, « Chasin' the trane » ; 1 h. 10, Deux ou trois choses que je sais d'elle.

TRIBUNES ET DEBATS

MARDI 6 SEPTEMBRE

— *M. Francis Combe*, président de l'Assemblée permanente des chambres de métiers, intervient sur le thème « Les artisans manquent d'apprentis » au cours du magazine de France-Inter, à 19 h. 20.

— *M. Michel Debatisse*, président de la F.N.S.E.A., est l'invité du journal d'Antenne 2, à 20 heures.

MERCREDI 7 SEPTEMBRE

— *Le recteur Henri Gauthier* répond aux questions des auditeurs concernant la rentrée scolaire, sur France-Inter, à 8 h. 45.

— Le journal de TF 1, à 13 h., est présenté par Yves Mourousi en direct du Palais de la jeunesse et de la culture de Varsovie.

— *M. Robert Boulin*, ministre délégué à l'économie et aux finances, parle du budget sur Europe 1, à 19 h. 15.

— *MM. René Haby*, ministre de l'éducation, *Jean Cornec* et *Antoine Lagarde*, représentant les associations de parents d'élèves, et *André Henry*, secrétaire général de la FEN, participent au magazine d'Antenne 2, « Question de temps », à 21 h. 55.

DÉFENSE

UNE VISITE DU MINISTRE A CASTELNAUDARY

Plusieurs municipalités du Midi souhaiteraient accueillir des unités de la légion étrangère

précise M. Yvon Bourges

Castelnaudary. — Venu dans la capitale du Lauragais pour remettre au nouveau régiment d'instruction de la légion étrangère le drapeau du 4e R.E.I. (*le Monde* du 30 août), M. Yvon Bourges a défini les nouvelles missions des régiments d'engagés volontaires étrangers.

De notre envoyé spécial

Le ministre de la défense, qui était accompagné du général Henry, représentant le chef d'état-major de l'armée de terre, le général Lagarde, a notamment déclaré : « *La tradition de la France est d'accueillir sur son sol ceux qui fuient les régimes d'oppression quels qu'ils soient pour chercher un idéal dans un pays de liberté. Les légionnaires sont de ceux-là. Le groupement d'instruction venu le 9 décembre 1976 de Corte à Castelnaudary et qui s'est transformé en régiment a trouvé parmi les habitants un accueil chaleureux. La présence des « képis blancs » en pays lauragais n'a apporté aucune perturbation. Au contraire. Les huit cent vingt-deux officiers, sous-officiers et hommes de troupe ainsi que les familles ont injecté en neuf mois dans l'économie locale plus de 1 million de centimes.* »

M. Bourges a précisé que le repli de nouveaux légionnaires d'outre-mer vers l'Hexagone intéressait plusieurs municipalités du Midi. C'est ainsi que Béziers (*le Monde* du 6 septembre) souhaiterait accueillir la 13e demi-brigade de la légion étrangère, dès que cette unité, qui s'illustra à Narvik et à Bir-Hakeim, dans les rangs des Forces françaises libres, quittera Djibouti.

Le Midi de la France compte déjà de nombreuses garnisons légionnaires : la maison mère est à Aubagne (Bouches-du-Rhône) avec le 1er régiment étranger d'infanterie (R.E.I.) ; le 1er régiment étranger de cavalerie, unité de reconnaissance de la 14e division d'infanterie, dans la Ve région militaire, est basé à Orange (Vaucluse) ; le 2e régiment étranger parachutiste, endivisionné dans la 2e brigade de la 11e D.P. de Toulouse, est détaché en Corse. Ces deux régiments appartiennent à la force terrestre d'intervention. Le régiment d'instruction de la légion de Castelnaudary dispose d'un terrain d'exercice de 35 hectares, dont l'achat a été réglé à l'amiable avec les services du génie militaire, de la préfecture, de la chambre d'agriculture et de la Société d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER).

M. Yvon Bourges, interrogé sur la situation du camp militaire du Larzac, près duquel la 11e division parachutiste doit manœuvrer du 12 au 15 septembre, a déclaré que, sur les vingt-trois agriculteurs concernés, huit avaient déjà conclu l'acte de vente. Il a précisé, pour répondre au souci des écologistes, que, au camp du Larzac, comme sur celui de Canjuers, le gibier prolifère d'année en année depuis la suppression du braconnage.

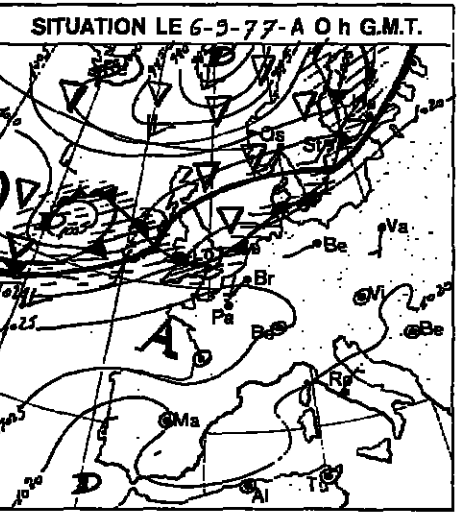
Le ministre de la défense a enfin démenti que le 1er régiment parachutiste d'infanterie de marine doive quitter sa garnison de Carcassonne (Aude).

LÉO PALACIO.

AUJOURD'HUI

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 6-9-77 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 7-IX-77 DÉBUT DE MATINÉE

1020
1025
Br
Pa
Li
Ly
Bo
To
Ma
Aj
Brouillard ~ Verglas dans la région

Evolution probable du temps en France entre le mardi 6 septembre à 0 heure et le mercredi 7 septembre à 24 heures :

Un rapide courant perturbé continue de circuler à travers les îles Britanniques en épargnant la majeure partie du pays, mais la trajectoire des perturbations va s'infléchir progressivement en direction de l'Europe centrale, permettant la pénétration sur le nord du pays d'air humide un peu plus frais.

Mercredi, le ciel sera très nuageux dès le matin sur les régions voisines de la Manche, où l'on observera momentanément quelques faibles pluies ou bruines. Au cours de la journée, les nuages gagneront le nord de la Bretagne, la Normandie, le Maine, l'ouest du Bassin parisien et le Nord à l'ouest de la Meuse, et seront accompagnés de quelques pluies éparses. Ailleurs, après dissipation des brouillards matinaux, denses dans le Sud-Ouest, le Centre, le Lyonnais, c'est un beau temps bien ensoleillé qui prédominera avec des températures relativement élevées pour la saison, principalement dans le Midi méditerranéen. A l'exception des côtes de la Manche, où le vent sera modéré, passagèrement assez fort, de secteur sud-ouest à ouest, partout ailleurs il y aura peu ou pas de vent.

Mardi 6 septembre, à 8 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris-Le Bourget, de 1 025,9 millibars, soit 768,7 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 5 septembre ; le second, le minimum de la nuit du 5 au 6) : Ajaccio, 26 et 15 degrés ; Biarritz, 22 et 14 ; Bordeaux, 26 et 10 ; Brest, 17 et 15 ; Caen, 22 et 11 ; Cherbourg, 17 et 15 ; Clermont-Ferrand, 22 et 7 ; Dijon, 23 et 11 ; Grenoble, 22 et 10 ; Lille, 22 et 15 ; Lyon, 24 et 11 ; Marseille, 28 et 15 ; Nancy, 20 et 9 ; Nantes, 23 et 9 ; Nice, 25 et 19 ; Paris-Le Bourget, 23 et 10 ; Pau, 25 et 12 ; Perpignan, 28 et 15 ; Rennes, 23 et 12 ; Strasbourg, 30 et 10 ; Tours, 24 et 10 ; Toulouse, 26 et 11 ; Pointe-à-Pitre, 27 et 25.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 28 et 13 degrés ; Amsterdam, 18 et 15 ; Athènes, 30 et 19 ; Berlin, 22 et 14 ; Bonn, 22 et 10 ; Bruxelles, 21 et 16 ; îles Canaries, 25 et 20 ; Copenhague, 17 et 11 ; Genève, 22 et 10 ; Lisbonne, 33 et 22 ; Londres, 21 et 15 ; Madrid, 34 et 15 ; Moscou, 28 et 16 ; New-York, 25 et 21 ; Palma-de-Majorque, 30 et 15 ; Rome, 28 et 18 ; Stockholm, 17 et 12 ; Téhéran, 32 et 20.

P. T. T.

● *Telex automatique avec l'Arabie Saoudite.* — Les abonnés au service du télex peuvent obtenir directement leurs correspondants d'Arabie Saoudite en composant le 04-95-00, puis le numéro demandé.

Journal officiel

Est publié au *Journal officiel* des 5 et 6 septembre 1977 :

UN DECRET

● Relatif à la déconcentration en matière de tutelle des organismes de mutualité sociale agricole.

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4207-23

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE - D.O.M. - T.O.M.	108 F	195 F	283 F	370 F
TOUS PAYS ETRANGERS PAR VOIE NORMALE	198 F	375 F	553 F	730 F
ETRANGER (par messageries)				
I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS - SUISSE	135 F	250 F	365 F	480 F
II. — TUNISIE	173 F	325 F	478 F	630 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

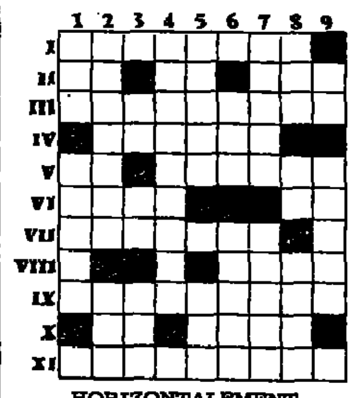
Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1 860



HORIZONTALEMENT

I. Les grands de ce monde. — II. A un long cours ; Lettres d'amour ; Finit au dernier numéro. — III. Laisseras. — IV. Se taille. — V. Vit au ralenti ; L'éternel retour. — VI. Egare ou corrompt ; Négation. — VII. S'élèvent, invisibles, vers de hauts lieux. — VIII. Règne sans éclat. — IX. Sera fort discourtois. — X. D'un auxiliaire ; Plante. — XI. Feras preuve d'une mauvaise conduite.

VERTICALEMENT

1. Est matinal et irascible ; Se prend en un point. — 2. Sème la mort ; Dans une devise latine connue. — 3. Terminait un sacrifice pieux (épelé) ; Participe ; Pas flottant. — 4. Jeune échassier. — 5. Trop simple ; Bien fatigué. — 6. Joués ; Ne reste pas à l'extérieur. — 7. Te trompes ; Sort surtout pendant les fortes chaleurs. — 8. Se fatigua à la tâche ; Fractionne le temps ; Prénom. — 9. D'un auxiliaire ; Port franc.

Solution du problème n° 1 859

Horizontalement

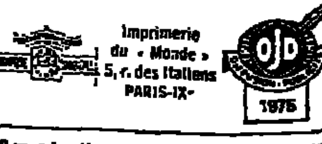
I. Anonymat. — II. Vos ; Eolie. — III. Ire ; Su ; RN. — IV. Omer ; Test. — V. Naseaux. — VI. Cirage. — VII. Fétu ; Emir. — VIII. Asie ; Ela. — IV. NS ; Anes. — X. Tét ; Or. — XI. Eteintes.

Verticalement

1. Avion ; Faste. — 2. Normales ; Et. — 3. Osées ; Tinte. — 4. Reçues. — 5. Yes ! ; Ai ; On. — 6. Mouture ; Art. — 7. Al ; Examen. — 8. Tirs ; Gilets. — 9. Entreras.

GUY BROUTY.

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*.
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.



Commission paritaire des journaux et publications : no 57437.

[هكذا من الأصل]

Le Monde *DE LA MÉDECINE*

AUX CONGRÈS DE COPENHAGUE ET DE HONOLULU

Les régulateurs chimiques du plaisir et de la souffrance

LE congrès international de neurochimie, réuni à Copenhague du 21 au 26 août, a consacré une large partie de ses travaux à la découverte la plus retentissante de ces dernières années, *celle concernant* la présence dans le cerveau de récepteurs de la morphine et de substances endogènes d'effet analogue à celui des opiacés et qui semblent être les régulateurs du plaisir et de la souffrance.

De très nombreux laboratoires développent à l'heure actuelle ces découvertes dont la portée est considérable, comme le montre ici le docteur Rossier, qui travaille actuellement sur ces problèmes aux côtés du professeur Guillemin à l'Institut Salk (*Californie*).

Les pharmacologues voient s'ouvrir à eux une voie profondément originale et fructueuse d'identification et de synthèse de substances analogues, ou antagonistes, de ces « régulateurs » de la souffrance, de l'angoisse ou du bonheur.

Les mécanismes de la douleur, des toxicomanies et des réactions de l'organisme (ou stress) aux agressions extérieures connaissent un *regain d'intérêt et leur* compréhension s'éclaire d'un jour entièrement nouveau.

Mais le plus grand espoir offert par la découverte des morphines endogènes et de leur récepteur relève des lumières qu'elle semble devoir apporter sur la genèse et sur le traitement des *maladies* mentales.

Un groupe de chercheurs américains et canadiens (Kline et Lehmann) a présenté au congrès mondial de psychiatrie, à Honolulu, une série d'améliorations très positives, mais pour l'instant éphémères, obtenues chez des schizophrènes et des dépressifs par des injections de bêta-endorphines.

Une équipe danoise (Squires et Braestrup) vient, *pour sa part, d'annoncer qu'elle avait mis* en évidence la présence dans le cerveau de récepteurs du diazepam (ou Valium), l'un des tranquillisants les plus répandus.

Ces récepteurs sont très spécifiques et ne sont semblables à aucun des neuro-médiateurs connus à ce jour. Il semble donc bien qu'il doive exister dans le cerveau, outre les endorphines, une ou des substances naturellement produites et qui pourraient jouer un rôle essentiel dans la transmission et la modulation des messages à caractère angoissant.

L'isolement de ces substances est attendu avec un intérêt passionné, d'autant plus que, en dépit de leur usage déjà ancien et si largement répandu, le mode d'action des tranquillisants que sont les benzodiazépines était resté, jusqu'à présent et depuis leur découverte il y a vingt-cinq ans, totalement inconnu.

La découverte des régulateurs de la pensée et du comportement s'inscrit dans le cadre plus vaste de l'une des disciplines scientifiques les plus prometteuses de ces vingt prochaines années ; elle concerne l'élucidation des moyens dont dispose l'organisme pour coordonner ses activités cellulaires les plus diverses, et par conséquent pour transmettre en tous lieux les informations les plus précises et les plus modulées.

Cette coordination, cette information, sont assurées essentiellement chez l'homme par les messagers, que l'on commence seulement à connaître, du système hormonal, d'une part, et du système nerveux, de l'autre.

Il ne paraît pas douteux que le groupe des endorphines est, parmi tous ces messagers, l'un *des plus importants*.

Dr E.-L.

Les endorphines, médiateurs des comportements

par le docteur JEAN ROSSIER (*)

LES lecteurs de cette rubrique ont découvert en automne dernier un mot nouveau : *endorphine* (*le Monde* du 27 octobre 1976) (1). Ce mot signifie morphine endogène (ou morphine produite par l'organisme). Ces endorphines sont des peptides (enchaînement d'acides aminés) qui possèdent toutes les propriétés pharmacologiques de la morphine et qui ont été trouvés dans le cerveau et dans l'hypophyse. L'histoire de cette découverte commence *par la recherche du récepteur* de la morphine.

Les pharmacologues ont toujours été à la recherche du site d'action des médicaments. A l'heure actuelle, ils essayent d'isoler les molécules sur lesquelles les drogues vont se fixer pour exercer leur action. Ces molécules sont appelées récepteurs.

Les pharmacologues travaillant sur les *opiacés* (2) *ont recherché* dans le cerveau un *récepteur* pour la morphine. Les *premières* recherches étaient très *décevantes lorsqu'en* 1973, à New-York, Eric Simon put employer un analogue de la morphine fortement radioactif, grâce auquel il *fut possible* de montrer que le *cerveau contenait* des sites récepteurs pour la morphine. Ces récepteurs *étaient situés* sur les membranes des jonctions nerveuses. La plupart des pharmacologues furent convaincus de l'intérêt de ces découvertes quand Salomon Snyder, à Baltimore, démontra que les *récepteurs* de la morphine étaient surtout concentrés dans les régions du cerveau impliquées dans *la* perception de la douleur.

Mais, se demandèrent les chercheurs, pourquoi le cerveau contient-il des *récepteurs* pour la morphine ? La *morphine*, produit naturel du pavot, n'est pas présente normalement dans le cerveau. Que font donc ces récepteurs ? L'énigme est maintenant *résolue*. Ces récepteurs cérébraux n'ont pas comme fonction naturelle de réagir avec la morphine *mais plutôt avec d'autres molécules* sécrétées par le cerveau lui-même : les endorphines.

Or ces peptides sont, d'un point de vue chimique, tout à fait différents de la morphine, qui, elle, fait partie de la famille chimique de alcaloïdes. Alors, comment expliquer leur similarité d'action dans le cerveau ? Bernard Roques (Paris) a montré que *dans l'espace les endorphines et la* morphine ont des formes très voisines et peuvent donc agir sur le même récepteur.

Le mérite de la découverte des endorphines revient principalement au groupe d'Aberdeen (Ecosse) et à son directeur, Hans Kosterlitz. Ce pharmacologue avait développé l'usage de modèles simples pour tester l'ac*tion d'analogues de la morphine. Un* de ces modèles, le canal déférent (3) de la souris, répond avec grande amplitude à la présence de la morphine.

C'est ce merveilleux modèle qui permit à John Hugues de montrer le premier que des extraits de cerveaux contiennent des substances qui agissent comme la morphine. Ensuite, *ces endorphines furent isolées et* caractérisées en moins d'une année. Il s'agissait de deux peptides composés chacun de cinq acides aminés. Ces peptides furent appelés encéphalines.

Les plus puissants analgésiques

A la même époque, Roger Guillemin (Salk Institute) isolait de l'hypophyse un peptide de seize acides aminés ayant lui aussi les propriétés de la morphine. Ce peptide fut appelé α-endorphine. La séquence en acides aminés des encéphalines et de l'α-endorphine montrait que ces peptides contenaient des séquences homologues avec la *β-lipotropine*, peptide de l'hypophyse découvert par C. H. Li à Berkeley, en 1964. Ce peptide de quatre-vingt-onze acides aminés ne possède aucune des propriétés de la morphine. Cependant, lorsque l'on prépare le peptide formé par les trente et un acides aminés terminaux de la β-lipotropine, on obtient l'endorphine la plus active. Cette molécule, appelée β-endorphine est présente naturellement dans l'hypophyse, mais aussi dans le cerveau.

Dernièrement, les équipes du Salk Institute ont montré que la β-endorphine serait le *neuromédiateur* (4) de nombreux neurones situés dans l'hypothalamus et dans le thalamus. Les encéphalines auraient *aussi un rôle de neuromédiateur, mais principalement* au niveau du noyau caudé. La découverte des endorphines permettrait donc de caractériser deux nouvelles classes de neuromédiateur, les encéphalines, petits pentapeptides, et la β-endorphine, grosse molécule de trente et un acides aminés.

Ces *nouveaux neuromédiateurs se sont révélés être parmi les plus puissants* analgésiques (médicaments anti-douleurs) jamais synthétisés. Leur action est semblable à celle de la morphine et est abolie lors de l'emploi d'antagonistes de la morphine. Ceux-ci, tel le naloxone, rentrent en compétition avec l'endorphine, qui est alors déplacée de son site récepteur. On pense maintenant que la fonction *naturelle des endorphines cérébrales* serait de diminuer la perception à la douleur.

Douleur et acupuncture

Le rôle des endorphines dans la perception de la douleur *donnerait* enfin une base physiologique à l'analgésie produite par acupuncture. Pour *expliquer les résultats positifs obtenus* notamment en Chine, on suppose que la stimulation par acupuncture de certains muscles profonds *provoquerait* une sécrétion accrue d'endorphine. L'augmentation du taux des endorphines cérébrales agirait sur les voies modulant la douleur.

Si cette hypothèse était réelle, le naloxone, qui annihile les effets des endorphines devrait supprimer l'analgésie provoquée par acupuncture. Et en effet, récemment, Pomeranz à Toronto et Mayer en Virginie ont montré que les effets analgésiques de l'acupuncture étaient supprimés par injection de naloxone.

Ces expériences confirmeraient les résultats d'études menées en Chine. Les chercheurs de l'Ecole de médecine de Pékin ont montré que *l'analgésie par acupuncture provoquait* l'apparition dans le liquide céphalo-rachidien d'un facteur analgésique. Ce facteur pourrait être une des endorphines.

Des maladies mentales à la toxicomanie

Tout récemment, les docteurs Henriksen et Bloom (Salk Institute) ont remarqué que, chez le rat, l'injection intracérébrale de β-endorphine provoquait une désorganisation longue et profonde de l'activité électrique de certaines zones du cerveau. Dans les secondes qui suivent l'injection d'une dose infime, alors que l'animal présente un comportement tout à fait normal, le tracé électrique devient épileptiforme.

Précédemment, divers groupes avaient montré que l'injection d'une dose bien plus importante provoquait un état catatonique qui durait plusieurs heures. Dès l'injection de l'antagoniste de la morphine, le naloxone, l'animal reprenait un comportement tout à fait normal.

L'état catatonique provoqué par la β-endorphine rappelait celui rencontré chez certains schizophrènes. Aussi avait-on émis l'hypothèse que certaines maladies mentales pouvaient être provoquées par une accumulation pathologique d'endorphine. Cette hypothèse était excellente, car elle avait l'avantage d'apporter directement un traitement, *le naloxone. Cet antagoniste supprime* la catatonie induite par la β-endorphine.

Malheureusement, les essais cliniques du naloxone comme traitement de la schizophrénie se sont déjà révélés négatifs. Malgré cet échec thérapeutique, l'hypothèse énoncée n'est pas abandonnée, car Térénius en Suède a montré que certains schizophrènes auraient un taux élevé d'endorphines dans leur liquide céphalo-rachidien.

La découverte des endorphines avait engendré un immense courant d'espoir chez les pharmacologues. Enfin, croyaient-ils, on avait découvert des analgésiques puissants qui n'induiraient ni tolérance ni dépendance aux opiacés. Hélas ! il fallut rapidement déchanter, car les animaux recevant de manière répétée de la β-endorphine devenaient tolérants, non seulement à ce peptide mais aussi à la morphine. En d'autres termes, l'administration répétée de β-endorphine engendrerait une toxicomanie identique à celle rencontrée chez les morphinomanes.

Ces observations sont troublantes, car elles indiquent que le corps peut devenir tolérant et dépendant à l'égard d'une substance qu'il sécrète lui-même. L'étude de ce phénomène devrait donner des bases nouvelles à la pathogénie et au traitement des toxicomanies.

Il paraît logique de penser que la prise répétée de morphine ou d'un autre opiacé tel l'héroïne perturbe le métabolisme normal des endorphines. A l'heure actuelle, de nombreux laboratoires essayent de montrer que la toxicomanie provoque une diminution de la capacité de synthèse des endorphines. Un toxicomane verrait son taux d'endorphine cérébrale diminuer. Ce malade aurait alors un besoin physique de morphine exogène.

L'avalanche d'hypothèses proposées depuis la découverte des endorphines est le reflet de l'intérêt que ces découvertes ont provoqué dans la communauté scientifique. S'il est encore difficile de prévoir l'application thérapeutique des travaux actuels, il ne fait pas de doute que les recherches fondamentales faites sur les endorphines auront des retombées non négligeables en thérapeutique médicale.

(*) Chargé de recherche à l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM), en mission au Salk Institute (Californie).

(1) Rappelons que Etiemble (*le Monde* du 15 décembre 1976) conteste, et à juste titre, les néologismes et le « *petit chef-d'œuvre de jargon* » que constituent les mots « *enképhalines* » et « *endorphines* ». Il suggérait « *encéphaline* », que nous utilisons donc, et « *endomorphines* ».

(2) Opiacés : dérivés de l'opium, la morphine est un opiacé.

(3) Conduit par lequel passent les spermatozoïdes.

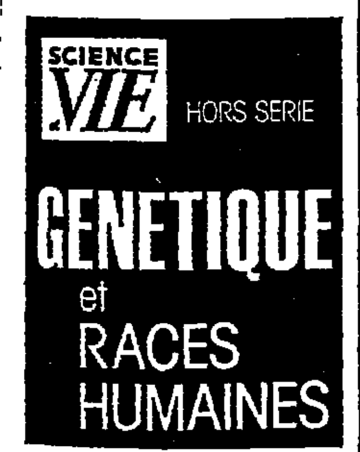
(4) Un neuromédiateur est une molécule qui transmet l'influx nerveux à la synapse entre deux neurones.

Vers des « morphines » de synthèse

Les recherches visant, par une modification chimique, à obtenir des substances analgésiantes structurellement proches des encéphalines et ayant de puissantes propriétés analgésiques continuent activement dans nombre de laboratoires.

*Une équipe dirigée par D. Roemer, aux laboratoires Sandoz, vient d'annoncer la synthèse d'un pentapeptide dont l'action analgésique est puissante et prolongée, même après administration orale (*Nature *du 11 août 1977).*

Le développement de ces travaux conduira vraisemblablement un jour à la préparation par synthèse chimique d'analgésiques dont l'action serait analogue ou supérieure à celle des opiacés. L'interdiction définitive des cultures d'opium trop souvent déviées de leur usage pharmaceutique pourrait alors être envisagée, avec toutes les conséquences socio-économiques que comporte une telle perspective.





TÉMOIGNAGES — Les hôpitaux psychiatriques

Le congrès d'Honolulu attire l'attention sur les conditions de traitement des maladies mentales, et sur la difficulté d'établir des jugements de valeur sur la qualité et la finalité des soins dans ce domaine. Les deux témoignages suivants apportent deux aspects contradictoires sur les hôpitaux psychiatriques de la région parisienne :

L'asile carcéral

Il n'y a pas, à ma connaissance, d'hospitalisation psychiatrique « politique » en France. Mais les psychiatres français qui ont fait, à Honolulu, le procès, certainement *justifié*, des *abus politiques* de la psychiatrie soviétique n'ont pas à avoir la conscience tranquille en ce qui concerne la psychiatrie française couramment pratiquée dans les hôpitaux psychiatriques.

Je ne prendrai qu'un exemple vécu : l'hôpital psychiatrique de Vaucluse (Epinay-sur-Orge). De ma vie je n'ai vu un hôpital ressemblant de si près à un camp de concentration pour certains pavillons. Celui où j'étais notamment. Les locaux, très vieux (un ancien couvent), n'ont pas été repeints depuis des années. Ils sont sombres, sinistres, démoralisants. Les malades portent presque tous un uniforme, ils sont mélangés, on trouve de tout. (...)

Si vous êtes fatigué, vous *n'avez pas le droit* de vous étendre sur un lit. Vers 7 h. 30, les dortoirs sont fermés. Drogué, le sommeil vous prend, vous vous couchez à même le sol sur un carrelage froid, c'est normal. Le traitement de base : les médicaments à outrance. Réduit à néant, vous marchez les bras le long du corps comme un somnambule. Au fil des mois vous gonflez. J'ai *grossi de 15 kilos en deux mois et* demi et les infirmiers sont heureux de constater : « *Il a meilleur mine.* » Le placement prétendument libre ne vous offre aucune liberté ; quant au placement d'office, il vous assimile à un prisonnier au sein d'un hôpital. Si *vous êtes naturellement faible de* caractère, vous pouvez rester longtemps à avaler des pilules sans qu'on semble s'intéresser à votre cas. Si vous ne vous manifestez pas c'est que vous n'êtes pas prêt pour la sortie et personne ne semble chercher à vous faire sortir.

Je suis resté en contact avec d'anciens « malades » : sortis de *l'hôpital, ils continuent à être suivis* au dispensaire par une équipe attachée à l'hôpital, tournent en rond : « *Je ne m'en sortirai jamais, je suis un malade mental.* » Tous affirment être plus ou moins les victimes de leur hospitalisation. (...)

Mais tout se passe dans l'ombre. Les pavillons sont le plus souvent fermés. Il y a le secret professionnel : même des infirmiers consciencieux, il y en a bien sûr, ne dénoncent pas le scandale, car ils veulent gravir l'échelle hiérarchique, si petite soit-elle, et ont un argument : « *Nous ne sommes pas assez nombreux.* » La réputation de cet hôpital est, en partie, faite auprès des médecins de l'extérieur, qui évitent d'y envoyer *leurs malades. Ils savent. Qui dé*nonce ? Qui parle ? J'ose parler. Il est fou, diront-ils.

Compétence et délicatesse

Souffrant d'une dépression qui durait depuis huit ans, je me suis trouvé, en 1975, la force de prendre un travail dans une excellente société. Mais la blessure était là : rapidement mes conditions mentales empirèrent et une amie m'envoya chez le docteur G...

Face au docteur j'ai « craqué » et quarante-cinq minutes après il me conseillait fermement d'entrer à la clinique Marcel-Rivière, au Mesnil-Saint-Denis.

Quand, trois jours après, je me suis rendu dans ma voiture à la clinique, ma place avait été déjà établie, on m'y attendait, on m'assigna un pavillon dirigé par un excellent praticien : le docteur R...

Je me suis senti immédiatement « adopté ». Le docteur G... me recevait au moins trois fois par semaine. Mais le plus extraordinaire, c'était la compétence, la délicatesse de toutes les infirmières. C'est d'ailleurs celle que j'aimais le moins et à laquelle je *réservais mes pointes et mes* « coups bas » qui a le plus fait pour m'aider. J'ai séjourné dans cette clinique pendant trois mois. Je n'ai jamais eu un seul moment l'impression que j'étais dépersonnalisé par le système. Au début, on me mit dans les mains d'une très gracieuse jeune fille, pour qu'elle me tienne au courant de tout ce qui était à la disposition des malades : *bibliothèque* très bien garnie, restaurants, soirées de cinéma, débats en commun pour choisir, à la majorité, le programme TV à suivre pendant la semaine.

Je pourrais continuer longtemps.

Dans le pavillon où j'étais, il y avait des dépressifs très graves, il y avait aussi une vraie « psycho », qui nous rendait la vie difficile ainsi qu'aux infirmières. Jamais on ne portait atteinte « à son identité ». Il fallait parfois la traiter fermement mais toujours avec les égards que l'on doit à un être humain.

Je suis sorti volontairement de cette clinique contre l'avis de mon médecin soignant, qui essaya, une semaine durant, de me faire comprendre que c'était trop tôt.

Il avait raison, à présent je le sais, car j'ai traîné une convalescence de quatre mois.

Il est facile de « blouser » un psychiatre, même s'il est excellent. Mais le doute, spécialement dans le champ mental, est toujours là : Le malade est-il guéri ? Une fois projeté dans la démence quotidienne de notre société qui est sans pitié pour les « cas mentaux », souvent dans la solitude, sans travail, n'aura-t-il pas une rechute foudroyante, ne sera-t-il pas incapable de retourner à la clinique ? Ne fera-t-il pas un geste désespéré et fatal ?

J'ai voulu simplement vous envoyer *ce témoignage en l'honneur* des docteurs, corps soignant et des malades de mon pavillon.

SCIENCES

Évolution et bricolage

II. — L'HISTOIRE ET LES CONTRAINTES

par FRANÇOIS JACOB (*)

François Jacob a montré, dans un premier article (« le Monde du 6 septembre), que la représentation du monde, mythique ou scientifique, fait toujours intervenir l'imagination de l'homme. Mais si la démarche mythique conduit à une construction cohérente, la méthode scientifique entraîne un émiettement qui risque de persister longtemps encore.

La nature fonctionne par intégration. Quel que soit le *niveau* considéré, les objets qu'étudient les sciences de la nature forment toujours des organisations, des systèmes. A chaque niveau, ces systèmes utilisent comme ingrédients certains systèmes du niveau inférieur, mais certains seulement. La hiérarchie dans la *complexité des objets* s'accompagne ainsi d'une série de restrictions et limitations. A chaque niveau peuvent apparaître des propriétés nouvelles qui imposent des contraintes nouvelles aux systèmes. Mais ce n'est qu'un surcroît de contraintes. Celles qui existent à un niveau donné s'appliquent aussi aux niveaux plus complexes. Toute proposition qui est vraie en physique reste vraie en chimie, en biologie et en sociologie. De même toute proposition qui s'applique à la biologie vaut pour la sociologie. Mais, en règle générale, les propositions qui ont le plus d'importance à un niveau donné n'en ont aucune aux niveaux plus complexes. La loi des gaz parfaits s'applique tout aussi bien aux objets de la biologie ou de la sociologie qu'à ceux de la physique. Seulement, elle n'a aucun intérêt pour ce qui préoccupe les biologistes et plus encore les sociologues.

Cette hiérarchie des objets, avec intégrations, restrictions, apparitions de propriétés nouvelles, tout ce jeu de relations a plusieurs conséquences. La première est la nécessité d'analyser les objets complexes à tous les niveaux simultanément. Si la biologie moléculaire, qui a une attitude fortement réductionniste, a réussi son étude de l'hérédité, c'est qu'à chaque étape elle a fait porter son analyse à la fois sur les molécules et sur la « boîte noire », c'est-à-dire la cellule bactérienne. Il en a été de même pour les développements récents de l'immunologie. Et il est fort probable qu'une telle convergence d'analyse jouera un rôle important dans l'étude des êtres humains et de leurs sociétés.

La deuxième conséquence concerne la prévisibilité. Peut-on faire des prévisions à un niveau sur la base de ce qu'on sait du niveau plus simple ? Seulement de façon très limitée. Les propriétés d'un système peuvent s'expliquer par celles de ses constituants ; elles ne peuvent s'en déduire. A partir des lois fondamentales de la physique, il n'y a aucun moyen de reconstruire l'univers. Un système particulier, disons une cellule, n'a qu'une certaine probabilité d'apparaître. Toute prévision sur son existence ne peut être que statistique. La biologie moléculaire a montré qu'en fin de compte les propriétés de la cellule reposent sur la structure des molécules qui la composent. Mais l'apparition de la vie sur la Terre n'était pas la conséquence *nécessaire* de la présence de certaines structures moléculaires. Il n'y a aucun moyen d'estimer la probabilité qu'avait la vie d'apparaître sur la Terre. Elle pourrait bien n'être survenue qu'une fois.

La troisième conséquence porte sur la nature des restrictions et limitations observées à chaque niveau de *complexité croissante*. Peut-on expliquer pourquoi, parmi toutes les interactions possibles à un niveau, seules certaines d'entre elles se rencontrent au niveau plus complexe ? Comment se fait-il, par exemple, que seules certaines structures moléculaires soient présentes dans les organismes vivants ? Ou certains types d'interactions dans les sociétés humaines ? A de telles questions, il ne saurait y avoir de réponse générale ; il paraît même douteux qu'on trouve une réponse spécifique pour aucun des niveaux de complexité. Les objets complexes sont les produits de processus évolutifs dans lesquels deux facteurs ont un rôle essentiel : les contraintes qui, à chaque niveau, régissent les systèmes en cause, et les circonstances historiques qui font se réaliser certaines interactions. La combinaison de contraintes et d'histoire se trouve à chaque niveau mais en proportions différentes.

Les objets les plus simples sont soumis aux contraintes plus qu'à l'histoire. Avec l'accroissement de complexité grandit l'importance de l'histoire. Mais il y a toujours un élément d'histoire, même en physique. D'après les théories en vigueur, les noyaux lourds sont constitués de noyaux légers et, en fin de compte, de noyaux d'hydrogène et de neutrons. La transformation d'hydrogène lourd en hélium s'accomplit au cours des processus de fusion, source d'énergie principale dans le Soleil comme dans les bombes à hydrogène. L'hélium et tous les éléments lourds sont ainsi le résultat d'une évolution cosmique. Selon les idées actuelles, les éléments lourds représentent les produits d'explosion des supernova (1). Ils semblent rares : leur masse n'excède pas 1 à 2 % de celle de toute la matière, qui est constituée d'hélium pour un cinquième et d'hydrogène pour quatre cinquièmes. La Terre et les autres planètes du système solaire ont donc été formées de matériaux rares, dans des conditions qui semblent ne se rencontrer que rarement dans le cosmos. Quant à la source de l'hydrogène lui-même, elle est laissée aux théories et spéculations sur l'origine de l'univers. (Pour la science, Dieu c'est l'hydrogène.)

La sélection naturelle

Les contraintes auxquelles sont soumis les systèmes naturels varient avec leur niveau de complexité. Il existe toujours certaines contraintes de stabilité imposées par la thermodynamique. Mais avec l'accroissement de complexité apparaissent des contraintes nouvelles, comme la reproduction pour les systèmes vivants ou les exigences économiques pour les systèmes sociaux. En conséquence, il ne saurait y avoir une loi générale de l'évolution, une recette unique rendant compte d'une complexité croissante à tous les niveaux.

Depuis Darwin, les biologistes ont progressivement élaboré un schéma raisonnable, bien qu'encore incomplet, du mécanisme opérant dans l'évolution du monde vivant : la sélection naturelle. Depuis lors, on a souvent tenté d'invoquer un mécanisme de sélection semblable pour décrire n'importe quel type d'évolution : cosmique, chimique, culturelle, idéologique ou sociale. Mais une telle entreprise paraît condamnée dès le départ. A chaque niveau, le jeu change de règles. A chaque niveau, des principes différents doivent donc être élaborés.

La sélection naturelle est la résultante de deux contraintes imposées à chaque organisme vivant : 1) l'exigence de reproduction, qui est satisfaite par des mécanismes génétiques mettant en œuvre tout un dispositif de mutations, recombinaisons et sexualité, soigneusement ajusté pour produire des organismes semblables, *mais non identiques*, à leurs parents ; 2) l'exigence d'une interaction permanente avec l'environnement, car les êtres vivants constituent ce que les thermodynamiciens appellent des systèmes ouverts ; ils ne persistent que grâce à un flux constant de matière, d'énergie et d'information.

Le premier de ces facteurs produit des variations au hasard et donne naissance à des populations formées d'individus tous différents. La combinaison des deux facteurs entraîne une reproduction différentielle des individus et oblige ainsi les populations à évoluer progressivement en fonction des circonstances externes, du comportement, des niches écologiques nouvelles, etc. Contrairement à ce qu'on croit souvent, la sélection naturelle n'agit pas seulement comme un tamis pour éliminer les mutations préjudiciables et favoriser la dissémination de celles qui sont bénéfiques. A long terme, elle intègre les mutations ; elle les agence en ensembles adaptativement cohérents, ajustés pendant des millions d'années et des millions de générations, en réponse au défi de l'environnement. C'est la sélection naturelle qui donne une direction au changement, qui oriente le hasard, qui lentement, progressivement, élabore des structures de plus en plus complexes, des organes nouveaux et des espèces nouvelles. La nouveauté se forme par une association inédite de vieux matériaux. Créer, c'est recombiner.

Imperfection et bouts de ficelle

On a souvent comparé l'action de la sélection naturelle à celle d'un ingénieur. Mais la comparaison n'est guère heureuse, pour plusieurs raisons. D'abord, parce que, contrairement à l'évolution, l'ingénieur travaille *sur plan*, selon un *projet* longuement mûri. Ensuite, parce que l'ingénieur, pour fabriquer un objet nouveau, dispose à la *fois* de matériaux spécialement affectés à cette tâche et de machines uniquement conçues dans ce but. Enfin, parce que les objets produits par l'ingénieur, du moins le bon ingénieur, atteignent le niveau de perfection qu'autorise la technologie de son époque. L'évolution, elle, reste loin de la perfection. Ce point a été particulièrement souligné par Darwin, qui avait à combattre l'argument de la création parfaite. Tout au long de l'*Origine des espèces*, Darwin insiste sans cesse sur les imperfections de structure et de fonction du monde vivant.

En fait, l'un des meilleurs arguments contre la perfection vient de l'extinction des espèces. On peut estimer à plusieurs millions le nombre des espèces animales v i v a n t actuellement. Mais le nombre des espèces qui se sont éteintes après avoir peuplé la Terre doit s'élever, d'après un calcul de Simpson, à quelque cinq cents millions.

L'action de la *sélection naturelle* ne ressemble à aucun aspect du comportement humain. Mais, si l'on veut jouer avec une comparaison, il faut dire que la sélection naturelle opère à la manière non d'un ingénieur, mais d'un *bricoleur* : un bricoleur qui ne sait pas exactement ce qu'il va produire, mais qui récupère tout ce qu'il *trouve* autour de lui, les choses les plus hétéroclites : bouts de ficelle, morceaux de bois, vieux cartons, pouvant éventuellement lui fournir des matériaux : bref un bricoleur qui utilise ce qu'il a sous la main pour en tirer quelque objet utilisable.

L'ingénieur ne se met à l'œuvre qu'une fois réunis les matériaux et les outils qui conviennent exactement à son projet. Le bricoleur, au contraire, se débrouille toujours avec des laissés-pour-compte. Le plus souvent, les objets qu'il produit ne participent d'aucun projet général, ils sont le résultat d'une série d'événements contingents, le fruit de toutes les occasions qui se sont présentées d'enrichir son bric-à-brac. Comme l'a souligné Claude Lévi-Strauss, les outils du bricoleur, contrairement à ceux de l'ingénieur, ne peuvent être définis par aucun programme. Les matériaux dont il dispose n'ont aucune affectation précise. Chacun d'eux peut être utilisé à des emplois divers. Ces objets n'ont rien en commun si ce n'est : « Ça peut toujours servir. » A quoi ? Ça dépend des circonstances.

A maints égards, cette manière de faire rappelle le processus de l'évolution. Souvent sans dessein à long terme, le bricoleur donne à ses matériaux des fonctions inattendues. D'une *vieille roue de bicyclette*, il fait une poulie ; d'une chaise cassée, la boîte d'un poste de radio. De même, l'évolution produit une aile à partir d'une patte ou un morceau d'oreille avec un fragment de mâchoire. Naturellement, cela prend du temps. L'évolution se comporte comme un bricoleur qui, pendant des millions et des millions d'années, remanierait lentement son œuvre, la retouchant sans cesse, coupant ici, allongeant là, saisissant toutes les occasions d'ajuster les structures anciennes aux fonctions nouvelles.

Voici, par exemple, comment d'après Ernst Mayr s'est formé le poumon des vertébrés terrestres. Son développement a débuté chez certains poissons d'eau douce qui vivaient dans des mares stagnantes, donc pauvres en oxygène. Ces poissons prirent l'habitude d'avaler de l'air et d'absorber de l'oxygène à travers la paroi de leur œsophage. Dans de telles conditions, tout élargissement de cette paroi se traduisait par un avantage sélectif. Il se forma ainsi des diverticules de l'œsophage qui, sous l'effet d'une pression de sélection continue, s'agrandirent peu à peu pour se transformer finalement en poumons. L'évolution ultérieure des poumons ne fut qu'une élaboration de ce thème, par l'accroissement de la surface utilisée pour le passage de l'oxygène et pour la vascularisation. Fabriquer un poumon avec un morceau d'œsophage ressemble fort à du bricolage.

Le potentiel d'adaptation

Contrairement aux ingénieurs, les bricoleurs qui s'attaquent au même problème ont toutes les chances d'aboutir à des solutions différentes. Il en est de même pour l'évolution comme le montre, par exemple, la diversité des yeux trouvés dans le monde vivant. De toute évidence, posséder des photorécepteurs confère un grand avantage dans de nombreuses situations. Mais la variété de photorécepteurs rencontrés dans le monde vivant est surprenante. Les plus raffinés sont les yeux formant image, car l'information qu'ils fournissent ne porte pas seulement sur l'intensité de la lumière, mais aussi sur les objets d'où vient la lumière, sur leur forme, couleur, position, mouvement, vitesse, distance, etc. Des structures aussi élaborées sont nécessairement fort complexes. Elles ne peuvent donc se développer que chez des organismes eux-mêmes déjà complexes.

On pourrait alors croire qu'il existe une façon et une seule de produire pareille structure. Il n'en est rien. Au cours de l'évolution, les yeux sont apparus un grand nombre de fois, fondés sur trois principes physiques différents : trou d'épingle, lentille et tubes multiples. L'œil à lentille, le nôtre, s'est formé deux fois au moins, car on les trouve chez certains mollusques et chez les vertébrés. Rien ne ressemble autant à notre œil que l'œil de la pieuvre. Tous deux fonctionnent presque exactement de la même manière. Et pourtant ils n'ont pas évolué de la même manière. Chez les mollusques, les cellules photoréceptrices sont dirigées vers la lumière ; chez les vertébrés, elles sont dirigées en sens inverse. Parmi toutes les solutions trouvées au problème des photorécepteurs, ces deux-là se ressemblent sans être identiques.

L'évolution ne tire pas ses nouveautés du néant. Elle travaille sur ce qui existe déjà, soit qu'elle transforme un système ancien pour lui donner une fonction nouvelle, soit qu'elle combine plusieurs systèmes pour en échafauder un autre plus complexe. Cette dernière situation s'est réalisée, par exemple, pendant l'un des principaux événements de l'évolution : le passage de l'unicellulaire au multicellulaire. L'importance exceptionnelle de ce changement vient de ce qu'il s'est trouvé contenir un énorme potentiel d'adaptation : la spécialisation des parties. Une telle transition est vraisemblablement survenue à plusieurs reprises. Elle n'exigeait pas la création de structures moléculaires nouvelles, car les types moléculaires des organismes unicellulaires et multicellulaires ne présentent pas de différences majeures. Il s'est agi avant tout de réorganiser ce qui existait.

(1) Supernova : étoile qui devient subitement très brillante et qui finit par exploser.

(*) Professeur au Collège de France, prix Nobel.

Prochain article :

III. - LE PLAISIR UN AVANTAGE SÉLECTIF

LANCÉE AVEC SUCCÈS LE 5 SEPTEMBRE

La sonde Voyager-1 observera Jupiter dans dix-huit mois et Saturne dans trois ans

Initialement prévu pour le 1er septembre, puis pour le 3, le lancement de la sonde planétaire Voyager-1 a finalement eu lieu le lundi 5 septembre (nos dernières éditions datées 6 septembre). A 14 h. 56 (heure française), le lanceur composite Titan-Centaur était mis à feu au centre spatial Kennedy, en Floride. La première fusée (Titan) a tout d'abord placé l'autre partie du lanceur sur une orbite d'attente, à 169 kilomètres de la Terre. Quarante-trois minutes plus tard, la mise à feu de la fusée Centaur propulsait Voyager-1 sur la trajectoire elliptique qui la conduira vers Jupiter.

Le lancement avait été retardé de quatre jours pour permettre l'analyse et pour éviter la reproduction des incidents qui ont perturbé les premières heures dans l'espace de l'autre sonde, Voyager-2, lancée le 20 août. En fait, ces incidents étaient sans gravité, comme les techniciens ont pu s'en assurer à la suite de manœuvres télécommandées depuis la Terre. Voyager-1 n'a subi qu'une modification minime : l'ajout d'un ressort pour éviter le renouvellement des mêmes inconvénients. Tout s'est passé, cette fois-ci, à la perfection, et la sonde est en parfait état de marche, prête à observer Jupiter dans dix-huit mois et Saturne dans trois ans.

Prévoir l'imprévisible

De même qu'elle avait envoyé deux sondes Viking vers Mars — il y a juste un an que Viking-2 s'est posée, le 3 septembre 1976, sur la plantète rouge — la NASA a lancé deux vaisseaux spatiaux vers les planètes extérieures. Malgré les tests très sévères auxquels sont soumis les constituants des engins patiaux, malgré les records de fiabilité qu'ils ont établi au cours des diverses expériences, une panne grave est toujours possible ; et même si tout fonctionne à la perfection, le mauvais hasard est toujours possible : en traversant la ceinture des astéroïdes, entre Mars et Jupiter, un des Voyager peut faire une rencontre malheureuse ; lors du passage dans les ceintures de radiations de Jupiter, quelques composants électroniques vitaux peuvent être irrémédiablement d é g r a d é s. L'anniversaire de l'atterrissage de Viking-2 vient à point rappeler que l'un des pieds de cette sonde s'est posé sur un rocher ; eût-il été plus haut d'une trentaine de centimètres, Viking-2 aurait basculé, le choc l'aurait détruite, la mission serait un échec, et nous n'en aurions jamais su la cause.

C'est pour prévoir cet imprévisible que la Nasa lance deux V o y a g e r. Normalement, leurs missions sont un peu différentes, mais la programmation en est assez souple pour qu'en cas d'avarie survenue à l'une des sondes l'autre puisse en patrie la remplacer. Ainsi, une partie fondamentale de la m i s s i o n de Voyager 1 est le survol de Titan, le gros satellite de Saturne : on sait que, seul des satellites du système solaire, Titan possède une atmosphère dense ; le méthane en est le constituant dominant, mais on ignore sa composition exacte. La déterminer est une des tâches de Voyager 1, et l'on peut noter que des scientifiques français participeront à cette étude. Voyager 1 doit passer à moins de 4 000 kilomètres de Titan, le 12 novembre 1980, après être passé près de Jupiter le 5 mars 1979. S'il n'était plus en état de fonctionner à cette date il est prévu de modifier la trajectoire de Voyager 2, qui doit en principe passer bien plus loin de Titan, pour que cette deuxième sonde remplace sa sœur jumelle éventuellement défaillante.

Il faut espérer que nul accident n'empêchera les Voyager de fonctionner pendant les nombreux mois qui leur seront nécessaires pour atteindre Jupiter, puis Saturne. Les difficultés qui ont marqué le lancement de Voyager-2 ne se sont pas reproduites avec Voyager-1.

Ces difficultés étaient finalement peu graves. Le bras qui porte les appareils de mesure ne semblait pas s'être déployé correctement. Pour être précis, le signal indiquant la fin de cette opération n'a pas été reçu par les contrôleurs de vol. En télécommandant les caméras — situées au bout du mât — pour qu'elles photographient la sonde et en étudiant sur les photographies obtenues la position de la sonde par rapport aux étoiles, les techniciens de la NASA ont pu constater que le mât était déployé, mais peut-être légèrement déplacé par rapport à la position qu'il aurait dû occuper. Pendant quelques jours, on a craint que le mât ne soit pas bloqué dans sa position étendue, et qu'il ne se replie en partie au cours des manœuvres que fera la sonde pour s'orienter ou pour corriger sa trajectoire. Bien qu'on ne soit toujours pas certain du verrouillage du mât, les responsables n'affichent plus aucune crainte. Ils se sont contentés de monter sur Voyager-1 un ressort supplémentaire pour aider à la mise en place du mât.

Après son lancement réussi, des tests ont été entrepris sur Voyager-1 pour vérifier son bon fonctionnement ; tout est satisfaisant à l'heure actuelle. On corrigera éventuellement la trajectoire, puis la sonde sera mise en sommeil. Elle grignotera peu à peu son retard initial sur Voyager-2, qui a pris 14 millions de kilomètres d'avance, mais emprunte une trajectoire moins rapide. Et, dans dix-huit mois, elle sera dans les parages de Jupiter.

MAURICE ARVONNY.

D'UNE RÉGION À L'AUTRE

Ile-de-France

DIX MILLE LOGEMENTS SOCIAUX A PARIS

Éviter la création de cités ouvrières et multiplier les maîtres d'ouvrage

Le Conseil de Paris, sur proposition du maire de la capitale, a décidé de lancer un programme de construction de dix mille logements sociaux. Où les construire, avec qui et comment, à quel prix? Tel était l'ordre du jour de la commission extra-municipale de l'urbanisme et de l'architecture du Conseil de Paris, qui s'est réunie lundi 5 septembre. Présidée par M. Raymond Bourgine (C.N.I.), adjoint au maire, cette commission composée d'élus, d'architectes, d'urbanistes et de représentants de l'administration, a entendu un rapport de l'architecte Alain Gillot sur le programme voté par le Conseil de Paris.

Cette commission n'a qu'un rôle consultatif, mais les remarques qui ont suivi la communication de M. Gillot — les architectes présents ont souligné leur accord avec le texte présenté — et qui ont été faites notamment par le maire de Paris, qui participait à cette réunion, ont montré l'intérêt qu'il faut attacher à ces propositions.

Où construire à Paris? « *Paris est une des capitales du monde le plus démunies de terrains libres; presque tout ce qui s'édifie succède à une démolition* », indique l'étude remise à la commission extra-municipale, qui précise : « *C'est donc un minimum de 30 hectares qu'il faut trouver pour construire dix mille logements.* » Les terrains libres ou à libérer (La Villette, Javel, Bercy, S.N.C.F.) fourniront-ils les espaces adaptés à ces besoins? Le rapport indique à ce sujet : « *Une des premières réflexions de la commission extra-municipale de l'urbanisme et de l'architecture a abouti à recommander une extrême circonspection dans l'utilisation des trois terrains de Bercy, La Villette et Javel dont les vocations doivent être précisées et qu'il ne semble pas souhaitable d'affecter à la réalisation banale de trois nouveaux quartiers parisiens d'habitations, de commerces et de bureaux assortis d'un ou de quelques équipements publics plus ou moins prestigieux.* » Quant aux terrains de la S.N.C.F., « *ils pourraient, certes, accueillir des programmes de logement relativement importants... mais là aussi, il convient de se garder de tout excès de concentration, car l'objectif n'est pas de créer dans Paris des « cités ouvrières » mais d'injecter des logements sociaux dans le tissu de la capitale par petites doses judicieusement réparties.* »

Le rapport conclut que « *les acquisitions les plus nombreuses doivent donc être recherchées dans tous les arrondissements* » pour des opérations municipales de quatre-vingts à cent logements.

Avec qui construire? Le rapport préconise de multiplier les maîtres d'ouvrages. Il affirme : « *La tentation est grande sans doute, dans un souci d'efficacité et de rentabilité des investissements, de confier la totalité des programmes à un ou deux seulement des organismes de la ville, et il semble que sur la première tranche de deux mille logements déjà programmés, cinq cents soient attribués à l'O.P.H.L.M.V.P. et les mille cinq cents autres à la S.A.G.I.; cette décision, si elle était confirmée, aurait pour conséquence d'uniformiser les réalisations et de priver la municipalité d'une émulation très souhaitable entre des organismes également compétents.* »

Comment construire? « *Un cahier des charges précis et complet*, précise le rapport, *devra dire aux concepteurs ce qu'il faut faire et non comment il faut le faire, définir clairement les objectifs à atteindre et non les moyens de les atteindre* (défaut habituel des maîtres d'ouvrages publics et semi-publics). *Le programme architectural devra être susceptible de recevoir des réponses diversifiées.* » Le rapport indique d'autre part : « *A l'exception de l'échelle moyenne du tissu dans lequel les logements viendront s'insérer, qui doit être impérativement respectée, une entière liberté de conception architecturale doit être laissée.* »

Après avoir indiqué qu'« *on ne peut avoir de bonne architecture sans associer étroitement et totalement l'architecte à la conception des projets dès le stade de la programmation* », le rapport affirme : « *Il faut que cesse la confusion entretenue depuis vingt ans entre la conception et la réalisation, qui a abouti dans un premier temps à la dictature de la technique, des « chemins de grues », puis à celle des banques, qui financent et donc contrôlent les entreprises, et a provoqué au gré des arbitrages un appauvrissement architectural généralisé... Il convient de dissocier les consultations en deux phases successives et indépendantes, la première pour la conception architecturale et la seconde après le choix du projet, pour la mise en compétition des entreprises dans le strict respect du projet architectural retenu, avec interdiction de présenter des variantes modifiant si peu que ce soit les dispositions du projet.* »

Enfin, à quel prix construire? Le rapport indique : « *Le caractère social du logement locatif, la modicité relative du loyer pratiqué, doivent entraîner un transfert social important au travers du budget communal (l'effort moyen au logement depuis 1972 au titre des programmes jeunes ménages (2 139 logements) a représenté 78 500 F pour la Ville, il atteint, pour une opération à l'étude (Les Halles, Saint-Eustache : 100 000 F par logement.* »

L'État participera à cette opération. Mais pour une charge foncière de 80 000 F et un prix de revient de 200 000 F par logement moyen de trois pièces, l'aide de la Ville est estimée à 100 000 F par logement, soit au total 1 milliard de F (200 millions par an sur cinq ans, par exemple). C'est-à-dire que la Ville devra quadrupler ses dépenses actuelles en faveur du logement. La question est de savoir comment celle-ci pourra consentir à un tel effort budgétaire. Réponse au mois de novembre, quand le maire de Paris et M. Christian de La Malène (R.P.R.), premier adjoint au maire, présenteront le budget de la Ville pour 1978.

BUDGET DIFFICILE POUR LA VILLE NOUVELLE DE SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES

Le Syndicat communautaire (super-conseil municipal qui groupe les communes de la ville nouvelle) de Saint-Quentin-en-Yvelines s'est réuni, le lundi 5 septembre, afin de voter son budget. Les élus de la ville nouvelle (appartenant en majorité à l'union de la gauche depuis les dernières élections municipales) ont accepté une augmentation des impôts de 10 % et ont demandé une subvention exceptionnelle aux pouvoirs publics afin de pouvoir boucler leur budget.

Cette décision fait suite à une longue polémique. Lors des deux précédentes lectures du budget au cours des mois de juin et de juillet, les élus de la ville nouvelle, qui refusaient alors toute augmentation de la pression fiscale, réclamaient une subvention de 24 millions de francs. « Le pouvoir a décidé unilatéralement la construction des villes nouvelles, déclaraient-ils, il doit prendre ses responsabilités. » Lors d'une réunion avec la préfecture et le groupe central des villes nouvelles organisée le 23 août les élus avaient obtenu une subvention de 5 millions de francs et un emprunt de 1 700 000 F. Après la décision intervenue le 5 septembre, la balle est donc désormais dans le camp des pouvoirs publics.

Bretagne

LE CONSEIL RÉGIONAL POURRAIT PARTICIPER A LA RÉPARATION DES DÉGATS CAUSÉS PAR LES ATTENTATS

(De notre correspondant.)

Rennes. — M. Claude Champaud, président du comité économique et social de Bretagne, a annoncé, le 5 septembre, lors de la séance d'ouverture de cette assemblée qu'il allait proposer que les établissements publics régionaux puissent désormais participer à la réparation des dégâts provoqués par des attentats dont les conséquences apparaîtraient très néfastes pour l'économie régionale. Tel est le cas, notamment, de celui qui a été commis le 12 juin dernier à Rennes contre un laboratoire du Centre commun d'études de télévision et de télécommunications (C.C.E.T.T.) et dont les dégâts sont estimés à 6 millions de francs. M. Champaud fera une proposition dans ce sens lors de la réunion plénière du conseil régional et du comité économique, le 12 septembre prochain à Vannes.

Autre sujet économique important pour cette réunion d'automne des assemblées régionales bretonnes qui examineront, par ailleurs, le projet de la charte culturelle de Bretagne : la « substitution » de la région à l'État, dans la garantie d'une subvention représentant 33 % du montant des investissements nécessaires à l'installation près de Rennes d'un nouveau centre de l'Institut de sélection animale.

La société Mérieux, actionnaire minoritaire de l'Institut de sélection animale, a également demandé à l'établissement public régional de Bretagne de se prononcer lors de sa réunion de septembre, sur le principe d'une aide aux investissements qu'elle prévoit, à partir de 1980, pour la construction, près de Rennes, d'un laboratoire de production de vaccins destinés à l'aviculture.

YANN ENJEU.

ÉQUIPEMENT

A PROPOS DE...

Une recommandation des autorités helvétiques

Les Suisses contestent la ceinture

S'inclinant devant le pouvoir judiciaire, les autorités helvétiques ont fait savoir, lundi 5 septembre, aux polices cantonales, qu'elles n'avaient désormais plus à infliger d'amende aux automobilistes qui ne bouclent pas leur ceinture de sécurité (voir « le Monde » daté 6 septembre). Rappelant que l'*efficacité* du port de la ceinture avait été « prouvée », le département fédéral de justice recommande cependant à tous les conducteurs et passagers de continuer à s'attacher « dans leur propre intérêt ».

Cette attitude sera abondamment commentée, notamment en France, où la polémique ressurgit régulièrement entre partisans et adversaires de la ceinture de sécurité.

Le gouvernement helvétique attend maintenant de connaître les attendus de l'arrêt rendu la semaine dernière par le tribunal fédéral de Lausanne avant de prendre d'éventuelles dispositions. Plus haute instance judiciaire du pays, le tribunal fédéral a, en effet, admis le pourvoi en nullité d'un automobiliste valaisien qui se refusait par principe à porter la ceinture de sécurité et à acquitter des amendes qui lui étaient infligées.

Commentant cette décision, le président du tribunal fédéral, M. Harald Hubert, a qualifié « d'illégale » *l'ordonnance rendant obligatoire le port de la ceinture, car, a-t-il ajouté,* « elle dépassait la compétence du gouvernement ». *Le tribunal fédéral devra également se prononcer prochainement sur un autre recours faisant valoir que l'obligation de boucler sa ceinture serait contraire aux libertés constitutionnelles.*

Deux possibilités s'offrent désormais au gouvernement helvétique : soit il donne satisfaction aux adversaires de l'obligation du port de la ceinture en abrogeant purement et simplement l'ordonnance contestée, soit il élabore une loi qu'il fait ensuite approuver par le Parlement. Le cas échéant il est fort probable que les adversaires de la ceinture réclameraient l'organisation d'un référendum. Déjà l'Association contre les abus technocratiques avait adressé une pétition au conseil fédéral demandant la levée de l'obligation de porter la ceinture. Cette requête avait recueilli pas moins de quatre-vingt-seize mille signatures provenant surtout de Suisse romande et du Tessin où se manifeste la plus vive opposition. De récentes statistiques ont montré que si l'obligation de porter la ceinture était généralement bien observée en Suisse alémanique, elle l'était beaucoup moins dans les cantons latins où la police se montrait aussi moins sévère.

Si le débat n'est pas clos pour autant, les adversaires de la ceinture se félicitent aujourd'hui d'une décision « qui élève chaque conducteur au rang d'adulte responsable, lui laissant le choix des risques qu'il entend courir ».

JEAN-CLAUDE BUHRER.





ANNONCES CLASSÉES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	49,19
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,52

ANNONCES ENCADREES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOIS	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPLOIS	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88



emplois internationaux

Schlumberger

INGENIEURS TERRAIN

Envoyer C.V. avec photo à :
S.T. SCHLUMBERGER
Département du Personnel
42, rue Saint Dominique
75007 PARIS
Tél. 555.91.23

---

projet maritime en Afrique du Nord

La Ralph M. Parsons Company, leader mondial dans l'étude et la construction de projets industriels lourds d'une valeur de plusieurs millions de dollars, fournit une assistance technique pour la construction d'un important projet maritime en Afrique du Nord.

Nous avons besoin d'urgence des personnes suivantes pour les intégrer à notre équipe de spécialistes :

UN INGENIEUR DE LABORATOIRE (CIVIL)

Son rôle consistera à conseiller sur le coulage de tétrapodes et de poutres, et sur la construction d'un bâtiment auxiliaire en béton armé.
Une expérience du préfabriqué, du B.A. et du béton en masse est essentielle.

UN PLONGEUR

Ayant acquis une expérience dans l'inspection des tétrapodes et des brise-mer.

UN COMPTABLE

Confirmé et ayant de préférence déjà travaillé sur un chantier.

Les candidats pour ces postes doivent être capables de s'exprimer en anglais et en français par écrit comme par oral. Les avantages comprennent des salaires payés en dollars, les allocations pour couples ainsi que les primes de niveau de vie et de déménagement.

Les candidats qui sont libres immédiatement doivent écrire à Colin Jones, Senior Personnel Officer The Ralph M. Parsons Company, c/o Parsons House, Kew Bridge, Brentford, Middlesex, TW8 OEH, Grande-Bretagne.

RMP Ralph M. Parsons

AFRIQUE FRANCOPHONE COTE OUEST

Groupe industriel important, recherche le FUTUR

directeur de sa raffinerie de pétrole

(1 million de tonnes/an - Démarrage courant 78).

Ingénieur diplômé ayant au moins 10 à 15 ans d'expérience du raffinage (entretien et/ou fabrication), le candidat devra pouvoir rapidement prendre en charge l'ensemble des fonctions de direction. Il bénéficiera d'une assistance extérieure spécialisée.
La rémunération, fonction du niveau des candidats, est assortie d'avantages substantiels (villa équipée, soins médicaux gratuits, voiture, école, etc...).

Adresser lettre manuscrite, c.v. et photo sous référence 3064/M à AXIAL Publicité, 91, Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris, qui transmettra.

Recherchons pour Établissement d'Enseignement Supérieur Algérien
Année scolaire 1977/78

PLUSIEURS PROFESSEURS PRINCIPAUX

niveau Docteur d'État ou Docteur Ingénieur

Expérience professionnelle : 5 ans minimum, dont au moins 2 ans d'enseignement technique supérieur.
Âge minimal : 32 ans.
Matières enseignées : Technologie - Maintenance - Physique - Chimie.
Logement assuré, conditions de travail et de rémunération attrayantes.
NATIONALITÉ FRANÇAISE EXIGÉE.

Candidature manuscrite avec C.V. et photo N° T 077572 M.
85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS qui transmettra.

Société d'Ingénieurs-Conseils recherche pour séjour en Pays Anglophone

INGÉNIEUR
expérimenté en travaux et supervision

TERRASSEMENT
ainsi qu'en pose de canalisations

ASSAINISSEMENT
et petits ouvrages de génie civil. Cet ingénieur diplômé, célibataire, s'exprimant couramment en anglais, aura de préférence une expérience des pays en voie de développement et sera libre sous peu. Les ingénieurs intéressés voudront bien adresser une lettre (joindre C.V. et indiquer dernière rémunération annuelle) sous réf. 901/106 à L.T.P. 31, boul. Bonne-Nouvelle, 75002 PARIS

Recherche

INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

CONNAISSANT MACHINES-OUTILS pour contacts permanents avec centrales d'achat

Lieu de travail :

MOSCOU

Indispensable parler RUSSE.

Adress. C.V. Régie-Presse n° 77.606 M. 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris, qui transmettra.

Ecole de français privée pour adultes en Angleterre cherche SON DIRECTEUR PEDAGOGIQUE et un PROFESSEUR rompus aux méthodes audio-visuelles, pour le 31 octobre.
M. GREF, 266-56-56. PARIS.

ZAIRE (KINSHASA)

ETABLISSEMENT PUBLIC recherche POUR TACHES FORMATION

UN SPÉCIALISTE RADIO - FRÉQUENCE

NIVEAU ELECTRONIQ.

Adr. lettre manuscrite et C.V. à I.N.A., av. de l'Europe, pièce 101, 94360 BRY-SUR-MARNE.

ANNONCES CLASSÉES TELEPHONEES

296-15-01

CONTROLEUR DE GESTION

Abidjan

La Société a une activité d'importation et de distribution de matériel technique.
Elle connait une expansion rapide (CA quadruplé en 3 ans). Son effectif est de 300 personnes.
Elle est organisée en départements autonomes.
Dépendant du Directeur Général, le Contrôleur de Gestion qu'elle recherche devra suivre en permanence la marche des départements, analyser leurs budgets, élaborer les plans d'investissements et assurer la tenue des tableaux de bord.
Formation économique supérieure. Expérience minimum de 5 ans dans la fonction. Connaissance de la gestion des stocks.
Anglais souhaité.
Rémunération intéressante. Logement. Voiture. Retraite cadres et Assédic. Congés 2 mois/10 mois.

Adresser C.V. détaillé s/réf. 7991 M à:
Paul-Louis QUINIOU
Conseil en Recrutement de Cadres
39 Champs Elysées 75008 Paris.

offres premier emploi

GEVELOT S.A.

1, place Jules-Gévelot, 92130 Issy-les-Moulineaux recrute d'URGENCE, pour premier emploi

2 Jeunes INGÉNIEURS
(Diplômés ENSAM ou équivalent)

Intéressés par la déformation à froid des métaux, attachés au Chef de fabrication, les candidats ayant à s'occuper directement des fabrications qui leur seront confiées, doivent avoir le goût des responsabilités, de la gestion, et avoir un sens aigu d'organisateur.

Adressez C.V. manuscrit, photo et prétentions à l'adresse ci-dessus à l'attention du Chef du Personnel. Réponse assurée.

TRINDEL

5700 personnes

Société spécialisée dans les installations électriques industrielles recherche pour 1er emploi

et dans le cadre du développement département « Informatique industrielle »

PLUSIEURS

ANALYSTES PROGRAMMEURS

— diplômés des I.U.T. :
— déplacements ponctuels en France ;
— lieu de travail : Saint-Ouen, 93400.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V., photo récente obligatoire, prétentions, sous référence A 16 à : Sté TRINDEL, DP/PS, 44, r. de Lisbonne, 75008 Paris

---

SOCIÉTÉ DE LEASING DE BIENS D'ÉQUIPEMENT
souhaitant compléter son équipe
offre un premier emploi à un

RESPONSABLE DE L'ADMINISTRATION COMMERCIALE

Son rôle consistera à :
- Contribuer aux études de risque ;
- Mettre en place les contrats de location ;
- Assurer la permanence commerciale interne ;
- Assurer la coordination entre les fonctions commerciales et administratives.

Le candidat retenu devra posséder :
- Des qualités de méthode et de précision ;
- Il aura le goût des contacts.

Une formation du type Arts et Métiers serait appréciée.
Ce poste, à créer, pourra évoluer vers une fonction commerciale active au sein d'une équipe jeune et dynamique (moyenne d'âge : 31 ans).

Ecrire avec C.V., photo et prétentions à : CONCORDE FINANCE, 44, rue Pasquier, PARIS-8e.

Sté importation de matériel américain recherche pour son service après-vente

UN AGENT TECHNIQUE
DIPLOMÉ en électronique et électro-mécanique.

Débutant ou ayant moins d'un ans d'expérience.

Bonnes connaiss. anglais tech. Poste à pourvoir immédiatement.

Env. C.V. le Groupe Scientifique, 114, av. du Prés.-Wilson, 93211 LA PLAINE-SAINT-DENIS

(prox. porte de la Chapelle). Tél. : 243-22-44

IMPORTANTE SOCIETE quartier Saint-Lazare

recherche

JEUNE UNIVERSITAIRE

pour poste

ATTACHE SERVICE FINANCIER

Connaissances bancaires apprec. 1er EMPLOI
Env. C.V. et prét., à M. BERT, 3, r. du Dr-Lancereaux, Paris-8e

---

CENTRAL INFORMATIQUE

Société de services orientée gros systèmes IBM (370.168 en télé-traitement) partageant entre tous ses collaborateurs les profits de sa gestion recherche pour le 1er Novembre 1977 plusieurs jeunes

INGENIEURS et UNIVERSITAIRES

DEBUTANTS Premier Emploi

Pour s'intégrer à ses équipes travaillant sur des applications de techniques avancées.
- Les postes à pourvoir impliquent des contacts très fréquents avec les clients
- Les 6 premiers mois seront consacrés à la formation à l'informatique
- Les perspectives de carrière sont très ouvertes.

Envoyer lettre de candidature avec CV manus. photo et prétentions sous référence CI 977 à CENTRAL INFORMATIQUE
A l'attention de Mlle Ruzé - 62 Bd Victor Hugo B.P. 124 - 92209 NEUILLY

offres premier emploi

Le Monde met à la disposition de ses lecteurs cette nouvelle rubrique dans les pages d'annonces classées :

« OFFRES PREMIER EMPLOI »

Cette rubrique regroupe les propositions uniquement destinées aux jeunes à la recherche d'un premier emploi.

HUNT — MANUFACTURING CHEMISTS — ESTABLISHED 1909

SALES MANAGER PHOTOPOLYMER PRODUCTS EUROPEAN OPERATIONS

Hunt, a leading manufacturer of products for the Electronic Industry, is rapidly expanding its International Sales Division.

We are seeking a technically qualified, sales-oriented individual with experience in the Semi-Conductor or Photo-imageing Industry.

The man will have to supervise the introduction and sales of our Positive and Negative resists to the semi-conductor and integrated circuits manfacturing industry.

He will work out of our International Headquarters in Sint-Niklaas, Belgium.

Branch and Sales offices are situated in the United Kingdom, France and Germany.

If you are willing to take part in the growth of a very successful company, travel extensively throughout Europe, sell a quality product to one of the most fascinating industries, please submit your C.V., with photo, language capacities and salary required, in strict confidence to the

General Sales Manager, Europe, Hunt Chemical N.V., Europark Noord 21-22, 2700 Sint-Niklaas, Belgium.

GENERAL CONTRACTOR

Très importante société ayant son siège à BRUXELLES et développant ses activités sur le marché mondial, recherche

INGENIEUR GRANDE ECOLE

pour prendre en charge, au siège à BRUXELLES, l'animation de l'équipe Planification et la responsabilité de la

GESTION DES DELAIS

de tous les projets en cours.

Le poste sera confié à :
- Un Ingénieur confirmé de 35 ans minimum,
- Parfaitement bilingue Français-Anglais,
- Justifiant d'une réelle expérience de la gestion de Projets Industriels et de la direction ou coordination de chantiers de Genie Civil et montage d'unités industrielles.

La connaissance de l'Espagnol serait un atout supplémentaire.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 383 J.C. à notre Conseil



Association Lyonnaise d'Ingénieurs Conseils Route de Champagne, 69130 ECULLY. (FRANCE)

[هكذا من الأصل]

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	49,19
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,52

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOIS	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPLOIS	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

DIRECTEUR D'USINE

REGION ABBEVILLE LE TREPORT

est recherché par une société industrielle française pour prendre la direction et assurer le développement de son unité de production décentralisée comprenant 500 personnes.

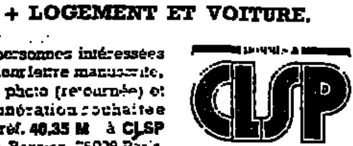
Ce poste convient à un Ingénieur diplômé, de forte personnalité, dynamique et enthousiaste, très compétent dans les techniques et les moyens à mettre en œuvre en **mécanique et en fonderie.**

Il faut impérativement avoir déjà fait preuve de réussite en tant que Directeur d'usine, notamment en matière de gestion de la production au sens prévisionnel et du quotidien.

Il doit être un chef et un animateur d'hommes.

REMUNERATION ELEVEE + LOGEMENT ET VOITURE.

Les personnes intéressées envoient lettre manuscrite, C.V., photo (retournée) et rémunération souhaitée sous réf. 40.35 M à CLSP 3, av. Percier 75008 Paris.




Cab. juridique et fiscal Franche-Comté recherche Maître en droit privé avec ou sans expér. profess. Ecrire Havas Besançon N° 765

LES VILLAGES D'ENFANTS S.O.S. recherchent pour MARLY-LES-VALENCIENNES (Nord)

DIRECTEUR DE VILLAGE

marié, père de famille, min. 32 a., ayt formation et expér en matière d'éducation. Ce poste peut convenir à tout candidat ayant eu des responsab. éducatives : maison d'enfants, enseignant, travailleur social. Ecr. av. C.V. manusc., photo et prétentions à VILLAGES D'ENFANTS S.O.S. DE FRANCE 42, rue de Rome, 75008 PARIS.

SOCIETE MIDI DE LA FRANCE recherche

INGÉNIEUR

(A.M., E.N.S.I., ...)

Connaissant génie civil et hydraulique pour participer à la maintenance d'un vaste complexe hydraulique. Assurera également l'encadrement du personnel ouvrier et technicien. Expérience 5 ans demandée. Adresser lettre man., C.V., photo (ret.) et rémunération souhaitée. Ecr. n° 7.483 « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens 75427 Paris-9e

Filiale française d'un groupe américain constructeur de mini-ordinateurs, nous désirons agrandir notre équipe d'

ingénieurs des ventes

en lui adjoignant des hommes aussi énergiques et responsables que ceux qui la composent déjà.

Leur mission sera d'étudier les problèmes de gestion des entreprises, de leur permettre de concevoir une solution informatique qui décentralisera et fera circuler l'information, de choisir et de vendre les matériels adaptés, puis de suivre l'évolution de leurs besoins informatiques.

- Si vous êtes doté d'une solide expérience de la vente de matériel informatique,
- Si vous parlez bien l'anglais,
- Si votre réussite professionnelle vous tient réellement à cœur,

nous vous proposons de commercialiser nos systèmes informatiques de gestion, soit à Lyon soit à Marseille

Adressez votre CV sous référence I.V. à l'attention de Madame Chassin, 3 rue du Lac 69003 Lyon, qui transmettra confidentiellement. Il sera répondu à tous les candidats.

spérar

IMPORTANTE SOCIETE FRANÇAISE (*Secteur CONTROLE/SECURITE*) recherche pour faire face à son développement son

chef du service "pollution-nuisances"

qui aura pour mission de développer une activité de Service dans le domaine : de la POLLUTION (air-eau...) et des NUISANCES, en dirigeant une équipe de 4 à 5 techniciens spécialistes de ces problèmes.

INGENIEUR, de formation Chimie, Génie Chimique ou équivalent, il aura 35 ans minimum, une expérience de recherche et l'études dans le domaine de la pollution et *un intérêt certain pour une activité* à dominante COMMERCIALE.

Le poste est à pourvoir dans une grande ville du Centre Ouest.

Adressez votre C.V. détaillé s/réf. 3673 (+ prétentions et photo) qui sera étudié confidentiellement par Mme BORDES.

GAMMA SELECTION
6, place d'Estienne d'Orves
75009 PARIS

BATIMENT
EN PARTICULIER
MAISONS INDIVIDUELLES

GROUPE LEADER DANS SA SPECIALITE (MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION) 6.000 PERSONNES - C.A. 900 MF / AN OFFRE OPPORTUNITÉ A

JEUNE INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Dépendant du Directeur Commercial FRANCE-NORD, il sera chargé de • animation et contrôle d'activité des Ingénieurs T.C. en Agences (PARIS, NORD et DIJON), • prescription et promotion auprès Grandes Administrations nationales (SNCF, HLM, . . .) et grandes entreprises. • formation technique de la force de vente. • suivi des plans d'actions Marketing.

RESIDANT PRES DU SIEGE (59 VALENCIENNES)

NÉCESSAIRE

- INGÉNIEUR diplômé E.T.M., A.M..., connaissant les techniques de la CONSTRUCTION
- EXPERIENCE commerciale du marché de la MAISON INDIVIDUELLE.

DISCRÉTION ABSOLUE. Lettre manuscrite, CV détaillé, rémunération et photo ss réf 3668 à

sélection conseil
6, PLACE DU MARECHAL JUIN, 75017 PARIS

ETABLISSEMENT CONSULAIRE REGION NORD - PAS DE CALAIS recherche

2 assistants en gestion industrielle

pour compléter l'équipe actuellement en place

Ils auront pour mission :
- *L'étude et le diagnostic d'entreprise*
- Le conseil en gestion auprès des dirigeants PMI
- La participation à l'animation d'actions collectives et la mise en œuvre de la politique de promotion industrielle.

Ces postes peuvent convenir à candidats de 28 ans minimum, ayant :
- Une formation supérieure: ESCAE, Sciences Economiques ou Ecole d'Ingénieur — IAE
- Quelques années d'expérience industrielle de préférence en PMI
- De l'esprit d'initiative
- *Un excellent contact humain*
- Des qualités de méthodes
- La capacité de s'intégrer rapidement dans l'équipe en place.

Rémunération de début, 70.000 F — /an selon compétences

Adresser lettre manuscrite, CV et photo avec prétentions s/réf 631

CEFAGI 89 avenue Kleber 75784 Paris Cedex 16

ENTREPRISE METALLURGIQUE située dans les Vosges 900 personnes - 80 cadres recherche

RESPONSABLE DES RELATIONS HUMAINES

Rattaché au Directeur des Relations Sociales, il sera en particulier chargé de :
- mettre en place la politique de formation.
- promouvoir l'information.
- animer des groupes de travail.
- assurer toute action visant à développer les ressources humaines de l'entreprise et à obtenir la meilleure adaptation possible de l'organisation industrielle *aux aspirations des hommes.*

Ce poste conviendrait à un JEUNE CANDIDAT diplômé en sciences humaines (niveau licence minimum) ayant une première expérience dans la fonction personnel.

Env C.V., photo et prét. à Publicité Moderne Nancy, s/n° 18 PP 276, B.P. 1580, 54027 Nancy, q. tr

emplois internationaux

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE IMPLANTÉE EN TUNISIE recherche

CONSEILLER (E) JURIDIQUE ET FISCAL

Rattaché (e) au Directeur Administratif et Financier

Une préférence sera donnée à une candidate de NATIONALITÉ TUNISIENNE âgée de 25 ans minimum et diplômée de l'enseignement supérieur.
Ce poste peut être le point de départ d'un développement de carrière intéressant.

Très bonne rémunération — Nbx avantages sociaux

Adresser C.V. et prétentions à n° 25.617 Contesse Publ., 20, av. Opéra, Paris 1er qui transm.

SPIRITUEUX
MARQUE PRESTIGIEUSE MONDIALEMENT CONNUE

réalisant les 2/3 de son C.A. à l'EXPORTATION (100 MF/AN) renforce sa structure EXPORT et recrute un

DELEGUE EXPORTATION EUROPE + CANADA

chargé des relations régulières et de + en + profondes avec les Agents et distributeurs locaux : actions d'ANIMATION, d'INCITATION A LA VENTE, d'information.

INDISPENSABLE

- ANGLAIS, ESPAGNOL } lus, écrits et parlés
- EXPÉRIENCE EXPORTATION "sur le terrain": 4/5 ans minimum dans plusieurs pays d'EUROPE, en vins fins et spiritueux de préf. ou, en tous cas, en produits de consommation, de préférence de haut standing.
- JEUNES. Disponibles pour voyages 6 à 7 mois par an, par absences de PARIS de 1 à 4 semaines.

DISCRÉTION ABSOLUE. Lettre manuscrite, CV détaillé, rémunération et photo (ret.) ss. réf. 3661 à

sélection conseil
6, PLACE DU MARECHAL JUIN, 75017 PARIS

Relations Sociales

Importante société (C.A. 1 milliard de F, 2.400 personnes), implantée en Alsace, recherche pour sa Direction des Relations Humaines et Sociales un Diplômé d'Etudes Supérieures ayant au moins 5 ans d'expérience de la Fonction Personnel dans une usine importante.

Il sera chargé d'assister le Directeur des Relations Humaines et Sociales dans l'élaboration de la Politique Sociale et dans les relations avec les Organisations Syndicales et les Représentants du Personnel. Il veillera à l'application de la politique définie et assurera, à cet égard, la coordination entre les différents établissements.

La préférence ira à un candidat d'origine alsacienne ou ayant au moins vécu et travaillé quelques années dans cette région, et connaissant bien l'allemand.

Poste à pourvoir à Strasbourg.

Adressez votre candidature avec c.v. détaillé, sous référence 35833 M à Havas Contact, 156, bd Haussmann - 75008 Paris.

HAVAS CONTACT

Société de distribution, leader dans sa branche, siège social à MULHOUSE, désire s'adjoindre deux collaborateurs :

1) ASSISTANT DE GESTION

23 ans minimum, formation supérieure (E.S.C., E.N.I. ou similaire), notions d'informatique appréciées. Rémunération de base : 50.000

2) ADJOINT A LA DIRECTION GÉNÉRALE

35 ans minimum, formation supérieure (gestion et supervision comptable notamment). Rémunération de base : 100 000 +.

Adresser C.V manuscrit à n° 7.490, « LE MONDE » Publicité, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS (9e).

Filiale Française Laboratoire Pharmaceutique International recherche

DELEGUES MEDICAUX

pour les secteurs suivants : Nord (partie Sud) / Seine Maritime / Doubs - Jura - Belfort - Haute Saône / Saône et Loire - Côte d'or - Nièvre / Bouches du Rhône / Pas de Calais.

Nous demandons : Domicile sur secteur - voiture personnelle - formation niveau Bac scientifique - goût des déplacements.

Nous offrons : formation permanente - salaire évolutif - primes suivant résultats et efforts - possibilités de carrière active et passionnante - stage de formation rémunéré non sélectif débutant le 3 octobre.

Envoyer d'urgence C.V. et photo sous N° 4590 à PARFRANCE P.A. 4, rue Robert Estienne 75008 Paris qui transmettra

CENTRE D'ETUDES SUPERIEURES spécialisé dans la formation en France et à l'Etranger recherche pour l'établissement nord à Arras

UN INGÉNIEUR OU CADRE

FONCTION : promouvoir et animer des cycles de formation destinés à des cadres.
PROFIL : 30 ans minimum, formation supérieure. Responsabilités antérieures : organisation, production ou commercial.

Adresser C.V., photo, prétentions au CESI, rue Diderot, B P 149 - 62002 ARRAS

IMPORTANTE Sté PARIS recherche pour Séjour en Pays anglophone

INGÉNIEUR

spécialiste des techniques et des matériels d'enrobage

ENDUITS ROUTIERS

Les ingénieurs intéressés parlant anglais sont invités à écrire (joindre C.V. et ind. dernière rémun. annuelle) ss réf. 876/110 à L.T.P. 31, bd Bonne-Nouvelle, 75002 PARIS

Société Economique Mixte recherche pour Assistance technique dans un pays anglophone

INGÉNIEUR ROUTIER - MÉCANICIEN

ayant une expérience confirmée de l'utilisation optimum des matériels de Travaux Publics et apte à conseiller les Responsables sur leur planification et sur leur mise en œuvre. Veuiller prendre un premier contact en écrivant (joindre C.V., indiquer dernier niveau de rémunération) sous référ. 894/107 L.T.P. 31, boul. Bonne-Nouvelle, 75002 PARIS

Importante Société d'Ingénierie recherche pour Séjour au Moyen-Orient *un Technicien confirmé* dans le domaine de la

GESTION DE STOCK

de formation de base technique, le candidat aura une bonne expér de l'organisation de magas. et de la commande des pièces dét ds le domaine TP: une bonne connaissance de ce matériel est nécessaire ainsi que la pratique cour. de l'anglais (termes tech.) Les cand. intéressés par ce poste, qui est à pourvoir rapidmt, sont invités à écr. en joignt C.V. + mention de leur dern. *rémunér* annuelle sous référ. 893/103 à L.T.P. 31, boul. Bonne-Nouvelle, 75002 PARIS, qui trans

Pour entretien dispositif de télévision éducative Algérie recherchons

TECHNICIEN de maintenance télévision

Connaissance des magnétoscopes I V.C. nécessaire

Adresser C V et prétentions à AUDECAM, Service audio-visuel, 100, rue de l'Université Paris-7e

Un important organisme public, intervenant dans le domaine de la prospection et de l'exploitation des ressources minérales, tant en France qu'à l'étranger, recherche, pour étoffer son département juridique situé à ORLEANS :

Un Jeune Juriste

60 - 65.000 Fr.

Il sera appelé à participer à l'étude, la mise en forme et la négociation de contrats importants et à réaliser des études approfondies sur certains points de droit français.

Ce poste comportant des missions de courtes durées, en France et à l'étranger, sera confié à un Jeune licencié en droit privé (D.E.A. - D.E.S.S. comportant *si possible une option de droit international privé) justifiant* déjà de bonnes bases en anglais et, si possible, des connaissances en espagnol. Il sera totalement libéré de ses obligations militaires.

Cette fonction intéressante par la diversité des affaires à traiter et les pays concernés implique des qualités de précision pour l'étude des dossiers, une bonne aptitude à rédiger notes et contrats et offre une grande autonomie d'action et des perspectives intéressantes.

sele CEGOS

Adresser lettre man. + CV détaillé à Fr. ROUSSEAU sous réf. 6004/M - Selé-CEGOS - 33, quai Gallieni 92152 SURESNES qui s'engage à répondre et garantit une *totale discrétion.*

Important Constructeur Français d'Installations pour le FROID INDUSTRIEL poursuivant son expansion recherche pour son siège de STRASBOURG

UN INGÉNIEUR DE RÉALISATION

E.C.P., A.M., E.N.S.I. ou sim., 3 à 8 ans d'expérience. Anglais ou Allemand couramment parlé

MISSION .

Réalisations d'installations frigorifiques industrielles chez nos clients : Industries alimentaires, chimiques, Engineering (mise au point de dossiers techniques, gestion générale d'affaires, suivi de *fabrications, montage et mise* en route, réceptions).

Une expérience du FROID industriel ou du génie chimique, pétrochimique, alimentaire, ou de chauffage industriel, de la climatisation, des connaissances de mécanique des fluides et de thermodynamique sont souhaitées.

Déplacements : environ 25 % du temps de travail

Adr. C.V détaillé à : SELETEC, Conseil en Recrutement, 67009 STRASBOURG CEDEX sous la réf 642 bis

Le Monde INFORMATION-EMPLOI

Afin d'aider nos lecteurs à la recherche d'un emploi, nous publions à nouveau quelques informations pratiques. Elles doivent être, bien entendu, adaptées par chacun à sa situation particulière.

CURRICULUM VITAE N° 2

La présentation de votre identité doit être simple : nom, prénom, âge, date et lieu de naissance, situation de famille, adresse.

Le téléphone personnel est une indication utile ; votre correspondant désirera peut-être vous joindre rapidement.

Pour la formation, vous indiquerez vos diplômes, la date de leur obtention, le nom de l'établissement et la nature de la formation (option, spécialisation), et, bien entendu, les séminaires suivis au cours de la vie professionnelle.

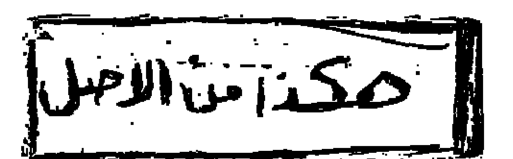
Si vous avez une bonne connaissance des langues étrangères, vous mentionnerez si elles sont écrites et parlées en précisant le niveau.

En ce qui concerne l'expérience professionnelle, vous indiquerez le sigle (s'il est connu) et le nom des entreprises dans lesquelles vous avez travaillé, les dates d'entrée et de départ, le titre des postes occupés en mentionnant les principales tâches et responsabilités.

Afin de préciser l'étendue de vos responsabilités, vous indiquerez votre rattachement hiérarchique, vos relations fonctionnelles, les relations extérieures à l'entreprise (banque, organisme public, etc.).

Vous pouvez citer également l'importance des effectifs supervisés, les moyens utilisés (budget, équipement, etc.), la progression des ventes, le montant des achats, ainsi que toute information sur l'importance du poste et éventuellement de l'entreprise.

Vous mettrez en valeur les aspects de votre formation et de votre expérience qui sont en rapport avec la situation que vous recherchez.



ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	49,19
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,52

ANNONCES ENCADREES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOIS	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPLOIS	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Le Monde
INFORMATION-PROFESSIONS

Chaque semaine, "Le Monde information-professions" dresse le tableau récapitulatif des offres d'emploi encadrées parues dans "Le Monde".

Outre ceux qui, sans emploi, recherchent une situation, ce service est aussi destiné aux lecteurs qui pensent en termes d'avenir.

Nos synthèses leur permettent en effet de se situer, d'évaluer l'importance de l'offre dans leur branche, dans leur spécialité, l'évolution des qualifications. Analyser, une fois par semaine, et d'un seul coup d'œil, l'ensemble des annonces parues dans "Le Monde", c'est le moyen, pour ceux qui ont une responsabilité dans l'entreprise, comme pour ceux qui exercent ces fonctions, de suivre les fluctuations du marché de l'emploi.

bon de commande à découper
Le Monde INFORMATION-PROFESSIONS

Je désire m'abonner à la synthèse hebdomadaire de la ou des fonctions suivantes :

1) Mettre une croix dans les cases correspondant aux fonctions retenues :

☐ Direction générale, fonctions multipostes.
☐ Marketing relations publiques publicité.
☐ Informatique.
☐ Production entretien.
☐ Ingénieurs.
☐ Etudes organisation et recherche.
☐ Direction financière et administrative.
☐ Comptabilité.
☐ Personnel formation relations humaines et sociales.
☐ Direction commerciale vente.
☐ Ingénieurs commerciaux et technico-commerciaux.
☐ Banques - Assurances.
☐ Professions médicales et paramédicales.
☐ Secrétariat de direction, traductions, documentation.
☐ Cadres débutants.

2) Entourez, dans le tableau ci-dessous, le nombre de semaines retenu :

TARIF DES ABONNEMENTS (en Francs)

Nombre de fonctions	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
13 semaines	39	77	112	145	177	206	234	259	283	304	324	339	355	369	380
26 semaines	69	134	195	254	308	361	408	453	494	532	568	594	622	647	670
52 semaines	118	230	336	436	530	618	700	777	847	912	971	1028	1084	1106	1142

Le tarif de l'abonnement est la correspondance entre le nombre de fonctions et le nombre de semaines demandés.

INFORMATION-PROFESSIONS est adressé sous pli fermé soit au domicile soit au Siège de la Société de l'abonné.

(Le premier envoi sera assuré dès la semaine suivant celle de la réception du bon de commande.)

Pour tous renseignements complémentaires, téléphoner au 874.72.05, ou écrire : "LE MONDE" INFORMATION-PROFESSIONS - 5, rue des Italiens, 75009 PARIS

NOM : ______________ ou SOCIETE : ______________

ADRESSE : ______________ TEL. : ______________

Joindre le règlement par chèque bancaire à l'ordre du "Monde" ou chèque postal (CCP 4207-23 Paris) - ETRANGER envoi aérien : + 1 F par fonction et par semaine.

7 SEPTEMBRE 77

[هكذا من الأصل]

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	49,19
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,52

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOIS	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPLOIS	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	49,19
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,52

ANNONCES ENCADREES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOIS	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPLOIS	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20.00	22,88



emplois régionaux

GROUPE PHARMACEUTIQUE FRANCAIS, ACTIVITÉ INTERNATIONALE.

Recherche pour compléter sa structure

ATTACHE DE DIRECTION

Région CENTRE

1 - L'HOMME
- Plus de 30 ans.
- Physiquement robuste.
- Goût de l'effort.
- Enthousiaste.
- Fiable.
- Expérience Visite Médicale et Animation.

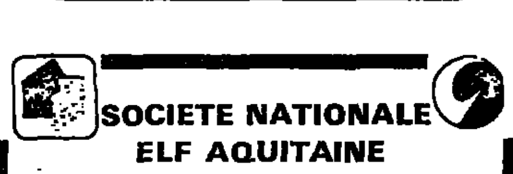
2 - LA FONCTION
- Former Délégués Médicaux sur le terrain.
- Assurer la liaison entre le terrain et la Direction du Siège.
- Participer au recrutement local.
- Tenir et animer les réunions de région.
- Se charger personnellement de certaines relations d'information médicale.

3 - LE SALAIRE
- Fixe et intéressement sur objectifs.

(Lieu de résidence, LIMOGES).

Envoyer C.V. manuscrit et photo sous réf. 40636 à HAVAS CONTACT, 156, bd Haussmann - 75008 PARIS.

HAVAS CONTACT



SOCIETE NATIONALE ELF AQUITAINE

(PRODUCTION)

RECHERCHE POUR SON DÉPARTEMENT EXPLOITATION

INGÉNIEUR MAINTENANCE

pipe-lines, infrastructures marines.

Diplômé d'une école d'Ingénieurs + formation spéciale en Génie Maritime avec/sans expérience offshore, sous le contrôle du chef du service central.

Sera chargé à PAU de coordonner, organiser et superviser les travaux de contrôle et d'entretien des équipements immergés.

Fréquents voyages à PARIS et à l'étranger.

Aptitude à la plongée sous-marine.

Anglais écrit et parlé couramment.

Ecrire en rappelant la référence 24.727 avec C.V. et photo à S.N.E.A.P. - D.C. Recrutement, 21 bis, avenue des Lilas, bâtiment Mestressat, 64000 PAU.



algoe

Association Lyonnaise d'Ingénieurs Conseils

recherche

JEUNES INGENIEURS

ARTS et METIERS, CENTRALE, T.P., I.N.S.A., GENIE CIVIL,...

25 ans minimum

débutants ou 2 à 3 ans d'expérience professionnelle,

pour participer à la mise en place et à la gestion dans les entreprises ou sur chantiers de systèmes d'organisation.

Mobilité indispensable.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. 335 à ALGOE Route de Champagne. 69130 ECULLY

Société spécialisée en AMENAGEMENT URBAIN cherche pour diriger 2 nouvelles agences :

NORMANDIE, ILE-DE-FRANCE

CADRES EXPERIMENTES

pour assurer coordination juridique, financière et technique de diverses opérations d'aménagement, rénovation, restauration, selon procédures publiques.

Adresser C.V., photo et prétentions ss réf. DROVE à EMPLOIS ET CARRIÈRES, 30, rue Vernet, 75008 PARIS.

responsable commercial chaussure homme

BALLY-FRANCE recherche le responsable commercial de son usine de MOULINS, spécialisée dans la chaussure de luxe pour homme. Ce cadre, membre du comité de Direction de l'usine, assume des responsabilités
- marketing : il coopère à la réalisation des collections en apportant sa connaissance des besoins des détaillants
- vente : il assiste techniquement les représentants et assure le service clientèle
- administration-vente : il supervise le service commercial de l'usine.

La connaissance du produit chaussure et de la distribution par les détaillants est indispensable pour tenir ce poste.

Rémunération motivante - logement assuré

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la réf. 708284/M (à mentionner sur l'enveloppe) à J.C. PICOT.

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS

1, RUE DANTON 75263 PARIS CEDEX 06

spérar

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE située à 120 km de Paris

recherche

UN JEUNE ASSISTANT DE FORMATION

Diplômé de Sciences Eco. ou d'École de Commerce et avec des connaissances comptables approfondies. Il aura à traiter des problèmes de formation des entreprises.

Adr. lettre manuscrite + C.V. + photo + prét., s/référ. 2502, 69, bd du Maréchal-Joffre, B.P. 4, 92340 BOURG-LA-REINE.

CABINET R. & A. OPPERT
Conseil en recrutement de personnel

Importante Entreprise de Confection Ouest-France, voulant promouvoir une politique de personnel dynamique, recherche pour son siège, un :

responsable relations humaines et sociales

30 ans minimum. - 5 ans d'expérience en entreprise, homme de dialogue, aimant le travail en équipe, il devra : développer l'information, proposer et gérer la politique sociale, assurer la gestion des ressources humaines.

Adresser CV et lettre man. et vos atouts pour réussir à Melle HATCHOUEL

CLE 128

9 bis, rue Labie 75017 Paris.

Important organisme du secteur immobilier des Bouches-du-Rhône recherche

CHEF DE SERVICE BUREAU D'ÉTUDE

niveau Arts et Métiers. Centrale Lyon-E.T.P. 3 années d'expérience d'entreprise, âge minimum 28 ans

ADJOINT DU DIRECTEUR COMMERCIAL

Format. supérieure de commerce ou équivalent ayt exercé pendant 3 ans au moins une responsabilité similaire. Age minimum 26 ans. Indiquer prétent. et adress. C.V. manuscrit et photo HAVAS MARSEILLE 47857.

STE ELECTROMECANIQUE DE BASSE-NORMANDIE recherche une

TECHNICIENNE DE LABORATOIRE

pour un SERVICE DE PROJET APPAREILS CULINAIRES

- B.T.S. ou D.U.T. Electro-Technique.
- Expérience dans l'industrie alimentaire ou l'équipement ménager.

Pour
- Mises au point et essais sur prototypes.
- Participation à l'étude des produits nouveaux.
- Rédaction des modes d'emploi et livres de recettes.
- Participation au lancement et au développement des produits.

Adres. C.V. et prét. ss réf. 830 à SPERAR, 12, rue Jean-Jaurès, 92807 Puteaux qui transm.

PORT DE MENTON-GARAVAN

Souhaite confier l'exploitation de son club-house bar, restaurant nouvellement créé à personnes dynamiques, bne présentation, pouvant donner sérieuses garanties. Formation hôtelière exigée. Adresser C.V., photos et toutes demandes de renseignements à

I.S.Y.M., B.P. 77, 06502 MENTON CEDEX.

Recherche

CHEF DE CUISINE

pour restaurant d'entreprise servant 2.000 couverts par jour. Il sera exigé : Expér. similaire, compétence culinaire, commandement du personnel, sens du P. R. Ecr. à M. le Secrétaire du Comité d'établissement de la S.N.I.A. usine de Bouguenais. B. P. 1.130, 44019 NANTES CEDEX pour donner C.V. et prétentions

ORGANISME ACTION CULTUREL (Nord) rech. ANIMATEUR (TRICE) culturel, spécialisé ds technique express. théâtrale, exp., connais. pédagogiques nécess., 23 a. min. Ecr. n° T 704591 M, Régie-Presse 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

SOCIETE D'ETUDES recherche libre rapidement

PAYSAGISTE

diplômé de l'école de Versailles, le candidat retenu aura acquis une première expér. dans le cadre des projets d'urbanisme et d'études d'impact. Appelé à résider dans le Sud-Ouest de la France il aura une disponibilité lui permettant d'effectuer des déplacements en France ainsi que des missions à l'étranger. Veuillez écrire (joindre C.V et indiquer dernière rémunération) sous référence 892/105 L.T.P 31, bd Bonne-Nouvelle, 75002 PARIS

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

offres d'emploi

etap

IMPORTANTE SOCIÉTÉ - PRODUITS GRAND PUBLIC - ACTIVITÉS INTERNATIONALES (EXPORT 60 %) MARQUE RENOMMÉE

OFFRE INTÉRESSANTE OPPORTUNITÉ DE CARRIÈRE A JEUNE H.E.C., E.S.S.E.C., E.S.C.P. SC. PO. ET LUI PROPOSE LE POSTE DE

CHEF DE DÉPARTEMENT GESTION COMMERCIALE

FRANCE ET EXPORT

RATTACHÉ AU DIRECTEUR GÉNÉRAL, IL AURA LA RESPONSABILITÉ DE L'ADMINISTRATION DES VENTES ET DE LA GESTION DES STOCKS PRODUITS FINIS.

Il aura des fonctions :
- d'animation de personnel (effectif : 70 personnes) ;
- d'organisation ;
- de gestion ;
- de contacts extérieurs (clients, transitaires, sociétés d'assurance crédit) et intérieurs avec tous les départements de la société.

Nous recherchons un candidat ayant 5 à 8 ans d'expérience professionnelle dans un poste similaire, témoignant d'un sens marqué de l'efficacité commerciale. Connaissance de l'anglais souhaitée.

Lieu de travail : ville 150 km PARIS.

Rémunération : **120.000 F**

Ecrire sous référence GO 122 CM.

TRÈS IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS SECTEUR SERVICES DESTINÉS AU GRAND PUBLIC EN DÉVELOPPEMENT CONSTANT RECHERCHE POUR UNE DE SES DIVISIONS

CHEF DE SERVICE MARKETING

RATTACHÉ A LA DIRECTION GÉNÉRALE

Il aura la responsabilité d'animer et coordonner des études et des réalisations concrètes.

Ce poste peut convenir à un candidat HEC - ESSEC - ESC ou formation supérieure équivalente, ayant une solide expérience en marketing, acquise dans une entreprise et témoignant de qualités de contact et de réalisateur

Poste : ville OUEST FRANCE.

Ordre de grandeur de rémunération : **120.000 F**

Ecrire sous référence DW 112 CM.

DANS LE CADRE DE SON EXPANSION **LA RUCHE PICARDE - AMIENS**

RECHERCHE POUR CRÉATION DE POSTE

JEUNE CADRE

GESTION — ORGANISATION

Ce poste conviendrait à ESSEC - ESCP ou équivalent, ayant environ 3 ans d'expérience dans grande firme ou cabinet spécialisé.

Le titulaire du poste aura à assurer :
- l'analyse des résultats de gestion,
- la mise en place et le contrôle des procédures administratives et d'exploitation

POSTE INTÉRESSANT ET PERSPECTIVES D'AVENIR.

Ecrire sous référence UN 104 CM.

TRÈS IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS - LEADER DANS SA BRANCHE RECHERCHE

CHEF D'EXPLOITATION

capable animer un effectif de 300 personnes environ, en assumant des responsabilités de production et d'entretien

Poste pouvant convenir à ingénieur ayant l'habitude du commandement et de l'organisation. Formation aux techniques du groupe assurée.

Poste : ville CENTRE EST.

Ecrire sous référence BU 110 AM.

C D F CHIMIE

RECHERCHE POUR SES ACTIVITÉS INTERNATIONALES

RESPONSABLE DE FORMATION

Chargé d'organiser, de faire réaliser ou de contrôler la formation de l'ensemble du personnel d'un nouveau complexe pétrochimique au

MOYEN-ORIENT

Basé à Paris, il effectuera de nombreux déplacements sur place.

Ce poste conviendrait à un candidat diplômé d'études supérieures, ayant une très bonne expérience de la formation (essentiellement à un niveau ouvrier et maîtrise) parlant très bien l'anglais et témoignant de qualités marquées de dynamisme, d'organisation et de contact.

Ecrire sous référence ZS 108 CM.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE RECHERCHE POUR UNE DE SES USINES 500 PERSONNES MÉCANIQUE ET ÉLECTRONIQUE PROFESSIONNELLE

ville province OUEST proche PARIS

CHEF DE PERSONNEL

Il sera responsable auprès de la Direction Centrale du Personnel à Paris et du Directeur d'usine de l'ensemble des relations humaines :
- recrutement et formation,
- promotion rémunération,
- gestion du personnel,
- relations avec les représentants du personnel.

SITUATION INTÉRESSANTE IMPLIQUANT A TERME POSSIBILITÉS DE PROMOTION POUR CADRE FORMATION SUPÉRIEURE OU NIVEAU ÉQUIVALENT, AYANT ACQUIS DANS USINE SOLIDE EXPÉRIENCE PRATIQUE.

Ecrire sous référence GZ 115 AM.

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS RECHERCHE POUR PARIS-LA DÉFENSE

CADRE COMPTABLE TITULAIRE DU DECS

Responsable de la gestion, de la trésorerie courante, des budgets et de prévisions financières à court et moyen terme.

Ce poste, dépendant de la Direction Comptable, intéresse un candidat ayant 5 à 10 ans d'expérience dans une société industrielle.

Situation stable et permettant une évolution de carrière dans société pratiquant des méthodes modernes de gestion.

Ordre de grandeur de rémunération : **90.000 F**

Ecrire sous référence TM 103 CM.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE (5.000 PERSONNES) RECHERCHE POUR UNE DE SES DIVISIONS (1.000 PERSONNES)

PSYCHOLOGUE

Intégré à un service de personnel, il sera chargé du recrutement et de la gestion administrative du personnel non cadre. Dans un deuxième temps, il collaborera au développement de la gestion du personnel (évaluation du potentiel humain, évolution du personnel...).

Ce poste peut convenir à un candidat maîtrise en psychologie, psycho-prat. ou équivalent, ayant 2 à 4 ans d'expérience en entreprise (si possible en recrutement), témoignant de qualités de contact, de sens pratique et d'organisation et capable de développer les techniques actuellement utilisées et de mettre en place de nouvelles procédures.

Poste : ville 140 km de PARIS.

Ecrire sous référence HR 137 AM.

écrire en précisant la référence
4, rue Massenet 75016 PARIS
discrétion assurée

etap

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE recherche un

juriste

compétent en **droit des affaires** et ayant une première expérience de ce domaine dans l'industrie.

Lieu de travail : Paris.

Les personnes intéressées doivent adresser leur dossier de candidature complet sous référence 2334 à :



organisation et publicité

TRES IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS INDUSTRIE ELECTRIQUE ET T.P.

recherche URGENT

ingénieur d'affaires

- 30 ans minimum,
- formation E.T.P. ou Electricité,
- il sera chargé du suivi complet des affaires, du devis à la réalisation sur le terrain et de missions ponctuelles,
- rattaché à PARIS, un tiers de son temps sera consacré aux déplacements tant en France qu'à l'Etranger,
- anglais indispensable.

Adresser C.V. détaillé et prétentions sous référence 2555-M (réponse et discrétion assurées), à :

guillon sélection

23, AV. DE LIVRY - 93340 LE RAINCY

[مكبرا من الأصل]

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	49,19
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,52

ANNONCES ENCADREES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOIS	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPLOIS	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

offres d'emploi

SOCIETE DE SERVICE

déjà leader dans sa branche d'activités et en expansion rapide recherche son

Directeur Administratif et Financier

Pour lui confier :

- l'organisation et la responsabilité des services comptables et financier. La mise en place d'un système de gestion et de contrôle budgétaire.
- la responsabilité du service informatique avec pour mission de concevoir et de réaliser à moyen terme un système de gestion intégré permettant de traiter un nombre important d'encaissements clients et de facturations fournisseurs.

L'homme que nous recherchons, diplômé d'une grande école, a plusieurs années d'expérience et occupe actuellement une fonction équivalente. Sa forte personnalité lui permettra de s'intégrer rapidement au sein d'une équipe jeune.

Envoyer C.V. photo et prétentions sous No 25388, CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01 qui transmettra.

Sté de réalisations de systèmes informatiques en temps réel près ORLY recherche

INGÉNIEURS

pr développement d'équipements d'instrumentation, ayt quelques années d'expérience. Compétences souhaitées : circuits analogiques et digitaux, microprocesseurs et programmation Fortran.

AGENTS TECHNIQUES-ÉLECTRONICIENS

position 3. - Compétences en techniques numériques souhait.

INSPECTEURS DE MAINTENANCE

confirmés. Compétences techniq. numériques mini ordinateurs et périphériques souhaitées. Envoyer C.V. et prétentions à

T.I.T.N. SELECTION
1, rue Gustave-Eiffel
91420 MORANGIS.

RANK XEROX

DÉVELOPPE SON ÉQUIPE AUDIT DE HAUT NIVEAU.

Si une grande Ecole de Commerce vous a appris les techniques de base de la gestion des affaires, et 2 ans dans un Cabinet anglo-saxon vous ont per*mis de maîtriser celles de l'audit, Vous nous intéressez.*

Si 1 à 2 ans de plus vous ont familiarisé avec celles de l'organisation, vous avez tous les atouts en main.

Votre autonomie, votre goût de l'initiative, votre dynamisme, vous poussent vers

L'AUDIT OPÉRATIONNEL

pour "vendre" vos recommandations et accroître l'efficacité de chaque fonction d'une grande Entreprise toujours jeune.

Nous attend ons qu'après 2 à 3 ans d'Audit "convainquant" vous preniez des responsabilités dans d'autres secteurs de l'Entreprise.

Lieu de travail : **AULNAY-SOUS-BOIS** + quelques déplacements en province.

Anglais courant nécessaire.

Merci d'adresser votre C.V., sous Réf. C.27 à Catherine RAFFIT - Service Recrutement.

RANK XEROX 4, rue Nicolas Robert 93602 AULNAY-SOUS-BOIS.

Ingénieur Consultant

CEGOS TYMSHARE
Filiale commune du Crédit Lyonnais, de Tymshare et de Cégos,
leader dans son domaine, forte expansion européenne, vous propose un poste d'Ingénieur Consultant à Paris.

time sharing

Vous participerez au développement des applications du time sharing au sein des plus grandes entreprises nationales et internationales, dans tous les secteurs économiques, en fournissant l'assistance technique et les conseils nécessaires au niveau de la conception et de la réalisation.
Vous aborderez ainsi les techniques les plus avancées de l'informatique et du management : simulations financières, contrôle de gestion, personnel, études de marketing... Nous disposons d'un réseau mondial comprenant à ce jour plus de 40 gros systèmes interconnectés de types IBM 370/158, PDP 10 et XDS 940.
Vous aurez la possibilité d'évoluer vers le commercial ou l'animation d'équipes technico-commerciales en France et à l'étranger.

Ce poste convient à un diplômé **GRANDE ECOLE**, débutant ou non, ayant si possible une bonne expérience des langages de programmation.
Formation complémentaire de gestion appréciée.

- Le goût de l'action et des contacts humains est nécessaire.
- La formation au time sharing sera assurée dans nos bureaux de la Colline de Saint-Cloud.

Nous vous remercions d'adresser votre C.V. sous référence **M. 7922**, à **CEGOS TYMSHARE** (tél. 602-70-12).
106, Bureaux de la Colline de Saint-Cloud - 92213 SAINT-CLOUD.

SOCIETE FRANCAISE
FILIALE IMPORTANT GROUPE EUROPEEN
renforce les effectifs de son Département
DESSALEMENT EAU DE MER

INGENIEUR COMMERCIAL
Réf. JG01

- diplômé 28 ans minimum
- expérience exportation biens d'équipements
- anglais courant indispensable

INGENIEUR D'AFFAIRES
Réf. CP07

- diplômé 30 ans minimum
- expérience engineering, thermodynamique, mécanique des fluides
- préparation projets et soumissions
- suivi études, fabrications, achats
- gestion et responsabilité des contrats

RESPONSABLE DES SERVICES COMPTABLES
Réf. HS01

- titulaire DECS ou Ec. Sup. Com. Option Comptabilité
- 3/5 ans expérience minimum, anglais souhaité
- intéressantes possibilités de promotion

Bureaux proximité PORTE CHAMPERRET
Restaurant d'entreprise.

Pour recevoir informations complémentaires, envoyer C.V. manuscrit, WEIRITAM, 12-14, rue d'Alsace - 92300 LEVALLOIS-PERRET.
Discrétion assurée.

Medtronic

L'un des leaders mondiaux dans le domaine de la stimulation cardiaque (pacemakers) recherche pour son Siège Européen situé à PARIS

analyste financier

Mission : Assister le chef du département comptabilité Europe dans les *domaines suivants : • consolidation au niveau européen • préparation du* rapport financier mensuel • contrôle et vérification du rapport comptable des 17 filiales • préparation des plans et budgets et contrôle budgétaire • contrôle des dépenses.

Profil : • HEC, ESSEC, SUP de CO ou équivalent • Expérience minimum de 3 ans en comptabilité américaine dans une société internationale • 27 ans minimum • Anglais écrit et parlé indispensable.

Rémunération motivante et intéressement.

Envoyez lettre de candidature manuscrite, C.V., photo et rémunération actuelle à : A.L. Van de Perre - MEDTRONIC - Département des Ressources Humaines - 120, av. Charles de Gaulle - 92200 Neuilly-sur-Seine

---

chef des services distribution

La filiale française d'un groupe multinationale, spécialisée dans la vente de biens industriels, dont le chiffre d'affaires dépasse 200 000 000 F, souhaite confier à un **spécialiste de la gestion des stocks et des approvisionnements**, l'ensemble des services import, export, traitement des commandes, magasins et expédition, soit 70 personnes.

Il sera chargé plus particulièrement d'améliorer le traitement des commandes, de gérer et contrôler les stocks, de superviser les problèmes de douane, expédition et transport du matériel.

Ce poste sera confié à un diplômé **d'Ecole de gestion ou d'Ecole commerciale**, connaissant les problèmes d'approvisionnement et de gestion des stocks, et possédant une expérience de 5 ans au moins dans un poste similaire en contexte industriel. L'anglais est indispensable.

La Société est implantée en banlieue Ouest.

Ecrire en envoyant son C.V. sous **réf. 100 M** à MEDIA SYSTEM, 101, rue Réaumur, qui transmettra.

CENTRE DE RECHERCHES APPLIQUÉES D'UN TRÈS GRAND SECTEUR INDUSTRIEL
recherche :

JEUNES INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES

(X, Mines, E.C.P., A. et M., Supélec, E.P.C.I.)

Vous souhaitez, en début de carrière, compléter votre formation dans le domaine des applications industrielles concernant l'ELABORATION de l'ACIER, sa TRANSFORMATION et son UTILISATION.

Nous vous offrons de participer :

- à l'étude des procédés modernes et des perfectionnements qui peuvent leur être apportés, automatisation par exemple ;
- à la conception de procédés nouveaux et à leur mise au point dans des pilotes semi-industriels ou industriels ;
- aux recherches concernant les propriétés et l'utilisation de l'acier.

Vous aurez la possibilité :

- d'utiliser des moyens modernes d'investigation et de traitement de l'information ;
- d'avoir de nombreux contacts avec l'industrie et les laboratoires des universités et des grandes écoles, ainsi qu'avec des organismes étrangers ;
- de poursuivre, après quelques années au service de la recherche, votre carrière dans l'industrie de notre profession.

Une connaissance de la langue anglaise suffisante pr aborder une discussion technique est souhaitée.

Contribution au logement assurée.

Envoyer C.V., photo et prétentions, n° 26.981, CONTESSE Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1[er], q. tr.

IMPORTANTE ENTREPRISE DE TRADUCTIONS INDUSTRIELLES ET MÉDICALES A PARIS recherche

1) DIRECTEUR COMMERCIAL Référence 2.288

Responsable du développement des ventes, il élaborera la stratégie commerciale et recherchera de nouveaux marchés. Il négociera les gros contrats, diagnostiquera les besoins des clients, assurera le suivi des affaires et des devis
De formation supérieure commerciale ou technique, ce cadre aura acquis une expérience similaire dans une Société de Services ou Industrielle.

2) CONTROLE QUALITÉ (H. ou F.) Référence 2.289

Responsable de l'amélioration des méthodes, de la supervision de la qualité des traductions et des délais d'exécution, il assurera également le recrutement des « traducteurs extérieurs » et la gestion du fichier. Cette fonction requiert des qualités de rapidité, de rigueur et d'imagination, le sens des prévisions et des chiffres, ainsi que l'habitude de contrôler des documents dans des langues étrangères variées. Une expérience de chef documentaliste serait appréciée.

3) DISPATCHING (H. ou F.) Référence 2.290

En liaison étroite avec les deux postes précédents, la personne recherchée devra recevoir les commandes, confirmer les prix et les délais aux clients, analyser rapidement les documents, choisir les traducteurs concernés et suivre l'exécution des travaux. Une expérience comparable, une bonne culture générale et technique, des qualités de rapidité, de disponibilité et de « savoir faire » sont nécessaires ainsi qu'un certain sens commercial.

POUR CES TROIS POSTES IL EST INDISPENSABLE DE POUVOIR LIRE. AU MOINS. L'ANGLAIS ET L'ALLEMAND.

Ecr. avec *curriculum vitae*, photo et prétentions en précisant la référ. du poste à CORT 85, avenue Kléber, 75116 PARIS. Discrétion absolue.

---

responsable du service administration commerciale
PARIS

Notre vocation est de concevoir et de fabriquer des automatismes industriels. Notre développement ainsi que notre volonté d'améliorer la qualité de nos prestations auprès de notre clientèle française et étrangère nous amènent à rechercher le Responsable de notre Service Administration Commerciale.

En liaison permanente avec les unités de production et les responsables de la force de vente, de la comptabilité, de l'informatique..., sa première tâche sera de mettre en place et de faire fonctionner les nouveaux circuits administratifs et commerciaux, tels que :

- *établissement des prévisions d'entrée des commandes et proposition des programmes de production,*
- *tenue du planning commercial,*
- *enregistrement des commandes et suivi des délais,*
- *gestion des fichiers clients et produits,*
- *facturation et relance,*
- *et - ce qui n'est pas le moins important - gestion et animation d'une équipe d'une trentaine de personnes.*

Ces objectifs une fois réalisés, il devra assurer en permanence la régulation de la demande et des programmes de production.

Pour tenir ce poste, nous recherchons un homme ouvert à la technique, connaissant bien les problèmes commerciaux et de production, sachant travailler avec l'informatique et capable de développer une organisation motivante et performante. Une expérience de quelques années à un poste similaire serait souhaitable.

Nous avons confié aux Conseils du Département Recrutement d'EUREQUIP le soin de réunir les candidatures. Vous pouvez compter sur leur discrétion. Ecrivez-leur sous réf. 20.82-M à



EUREQUIP
DÉPARTEMENT RECRUTEMENT
B.P. 30 - 92420 Vaucresson

GROUPE DISTRIBUTION EN DÉVELOPPEMENT RAPIDE
(banlieue parisienne)
recherche

RESPONSABLE COMPTABILITÉ ET QUESTIONS ADMINISTRATIVES

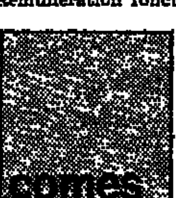
Il devra :

- prendre l'entière responsabilité de la comptabilité des 5 Sociétés du groupe en prise directe avec son Président ;
- réorganiser la comptabilité et l'adapter sans cesse à l'évolution des Sociétés pour en faire un véritable outil concret de Direction (situations mensuelles pour toutes les Sociétés, états de trésorerie, etc...) ;
- régler toutes les questions administratives relatives au fonctionnement des 5 Sociétés.

Il aura :

- avant tout une personnalité dynamique et créatrice et un tempérament responsable ;
- une bonne formation comptable de base (niveau DECS) ;
- une première expérience de l'application dynamique de ces connaissances ;
- le sens de l'utilisation active et efficace des moyens existants en professionnels et outils comptables (notamment informatique).

Rémunération fonction de la compétence concrète.



Envoyer C.V. détaillé, lettre manuscrite, photo récente et prétentions au Département Recrutement du COMES, 19, rue de la Paix, 75002 Paris (sous référence 1235).

Discrétion absolue et réponse assurées.

---

nicholas angell

Une société américaine d'importance mondiale
C.A. français 2 milliards de francs,
25 usines en France et en Europe,
recherche pour son siège parisien un

CONTROLEUR ADJOINT
Age minimum 32 ans

Sous l'autorité du contrôleur de groupe, il assurera la liaison avec les contrôleurs de gestion des divisions.
Il s'occupera, en outre, de l'analyse des résultats, budgets, plan, investissements et autres études financières.
Les candidats devront posséder :

- une formation type H.E.C., ESSEC, etc.,
- une expérience de plusieurs années acquise dans un service financier d'une société anglo-saxonne,
- un anglais courant.

De très bonnes perspectives d'avenir sont offertes aux candidats.
Adresser votre curriculum vitae sous référence 77109, en indiquant votre salaire actuel, à NICHOLAS ANGELL
149, rue Saint-Honoré - 75001 PARIS

conseil en recrutement financier

هكذا من الاصل

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C
OFFRES D'EMPLOI	43,00	49,18
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,52

ANNONCES ENCADREES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOIS	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPLOIS	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

offres d'emploi

DIGITAL EQUIPMENT FRANCE
premier constructeur mondial de mini-ordinateurs offre un poste de niveau élevé à un

spécialiste contrats

de préférence un juriste spécialisé dans le droit des affaires. Ce poste nécessite :
- Une expérience de quelques années dans le service contrats ou juridique d'une Société ou dans un Cabinet juridique spécialisé dans le droit des affaires.
- Une expérience confirmée de la négociation de contrats (ventes, achats, locations, crédit-bail).
- La capacité de traiter avec des responsables au plus haut niveau dans des secteurs variés (administration, université, industrie).
- Anglais courant, Italien apprécié.

Intégré dans le service juridique, ce poste implique notamment la rédaction, la négociation et le contrôle des contrats de vente, de maintenance et de location, ainsi que l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi des procédures et de la politique contractuelles.

Il implique également une collaboration étroite avec les équipes de Direction et de Vente françaises et européennes, et devrait évoluer rapidement vers la prise en charge complète de la fonction contrats au niveau de la filiale française.

Adressez votre candidature, sous référence JSC, à la Direction du Personnel de

digital — DIGITAL EQUIPMENT FRANCE
18, rue Saarinen - Silic 225
94528 Rungis Cedex

Si vous n'aimez pas le porte-à-porte ;
Si vous avez minimum 25 ans ;
Si vous avez une expérience de la vente d'environ 2 ans ;
Si vous souhaitez un travail attractif, libre, indépend. mais contrôlé et orienté ;
Si vous pensez devoir être le seul maître de votre salaire, non limité ;
Si vous souhaitez vendre un produit noble et à forte image de marque ;
Si votre employeur doit être une société solide, structurée, dirigée par des hommes jeunes.

ALORS
vous serez peut-être l'un des

COLLABORATEURS COMMERCIAUX

de MASSER PARIS, Société du second œuvre, travaillant dans le PAVILLON A CONSTRUIRE.
Vous habitez
le 77, 78, 93, 95, 45, 28.
Vous avez
le téléphone et un véhicule :
Jean-Pierre TERENTI réservera le meilleur accueil aux lettres postulantes et répondra sous huit jours avec une totale discrétion. Ecrire sous référence DC/M, 23, av. Command.-Barré, 91178 VIRY-CHATILLON.

Très importante Société française liée à un groupe international en évolution technologique, commerciale et industrielle rapide, procède à un important recrutement et souhaite rencontrer des

débutants diplômés de grandes écoles

Désirant acquérir une spécialisation de pointe en

GESTION INDUSTRIELLE

HOMMES et FEMMES
à égalité de chances

pour étudier avec eux les perspectives de formation et de carrière susceptibles de leur être proposées dans les domaines suivants :
- Applications informatiques de pointe, en particulier dans le domaine de la distribution.
- Conseil aux entreprises en méthodologie de gestion.
- Assistance aux utilisateurs.

Toutes informations préalables vous seront données immédiatement au téléphone par

SVP "Ressources Humaines"

qui fixera un rendez-vous aux personnes concernées pour une réunion d'information libre et un entretien personnel d'orientation.

Appelez SVP 11-11 — Réf. 168



Département Information Carrière
de 9 à 13.30 h
13.30 à 18.00 h
On peut également prendre contact par courrier, à
SVP ressources humaines
62, avenue de Wagram
75017 PARIS

Groupe Multinational dans le cadre de sa diversification, orienté vers l'entreprise générale, recherche pour la réalisation d'un très important chantier portuaire en péninsule arabique, deux collaborateurs

directeur de projet

180.000

Ingénieur Grande Ecole (Ponts et Chaussées, Centrale, T.P.E), âgé de 35 ans minimum, possédant une solide expérience de la direction de projets portuaires ou travaux maritimes importants. Nous lui confions la direction complète et la maîtrise de la réalisation du chantier (planning, organisation et coordination des sous-traitants, négociations de marchés, gestion budgétaire). Basé au siège, il aura de fréquents déplacements à effectuer.

Réf. B/5286/B

un ingénieur responsable du chantier

120.000 (base France)

Ingénieur ou chef de chantier confirmé (T.P.E., Ponts et Chaussées, Génie Militaire) ayant une forte expérience de chantier portuaire à l'étranger. Basé en Arabie, il devra diriger le chantier (organisation des intervenants, contrôle des travaux, gestion budgétaire). Sa mission s'effectue en étroite relation avec le directeur de projet. Avantages habituels à l'expatriation.

Réf. B/5287/B

Réponse et discrétion assurées à tte lettre man., CV, photo, rém. adressée en précisant la référence à Mme Sigolet.

bernard julhiet psycom
93, avenue Charles de Gaulle 92200 Neuilly

sperar

DIRECTEUR COMMERCIAL ET DU MARKETING

150.000 +

La filiale française (150 personnes) d'une des toutes premières Sociétés textiles américaines (600 millions de dollars, 17.000 personnes) recherche pour sa division produits grand public (linge de maison) son Directeur commercial et du marketing.

Sous l'autorité du Président, il élaborera la politique commerciale (France et Etranger), veillera à son application, participera aux choix des collections et dirigera un service d'une cinquantaine de personnes (force de vente, démonstratrices, administration commerciale).

Le candidat, âgé de 35 ans minimum (HEC, ESSEC, ESCP, ESCAE ou équivalent), parlant bien anglais, bénéficiera d'une expérience analogue acquise pendant au moins 3 ans dans une Société de biens de grande consommation.

La connaissance des méthodes de travail anglo-saxonnes constitue un avantage.

Ecrire avec C.V., photo et prét. sous référ. 2.285 à
CORT
65, avenue Kléber,
75116 PARIS.
Discrétion assurée.

CCMC la gestion à l'heure de l'informatique

désire intégrer à ses EQUIPES DE VENTE

JEUNES INGENIEURS COMMERCIAUX

de formation Grandes Ecoles Commerciales

Hommes d'action...

vous concevez que les informations comptables et financières doivent être traitées à dimension industrielle — sur ordinateur,

vous avez l'ambition de devenir des spécialistes capables d'analyser et de répondre aux besoins de nos utilisateurs (industries diverses, cabinets comptables, etc.),

vous recevrez pendant 2 mois au siège de la société une formation sur la connaissance de produits très élaborés,

vous évoluerez avec un maximum d'autonomie dans une entreprise à dimension humaine très favorable à votre épanouissement.

Salaire largement compétitif. La connaissance de l'informatique n'est pas indispensable, néanmoins une première expérience «dans le logiciel» serait appréciée.

Postes à pourvoir : Paris, Bordeaux, Nancy, Reims, Rouen, Strasbourg. Genève (nationalité suisse ou Permis C).

Merci d'écrire avec C.V., photo et prétentions au Service du Personnel - B.P. 621 - 38207 VIENNE.



3M

Siège Social
CERGY-PONTOISE

programmeur

possédant un niveau DUT informatique, avec ou sans expérience.

IBM 370/145.

Bases de données et réseau de télétraitement en cours de développement.
PL1 et/ou COBOL.

Envoyer C.V. et prétentions à 3M FRANCE, service O.P., Boulevard de l'Oise, 95000 CERGY sous référence 6 JD2

PA-SVP

ETPM

LEADER EUROPEEN DE L'OFFSHORE PETROLIER
C.A. 1976 : 1,5 milliard F.F.
Fort taux de croissance
Oscar à l'exportation

nous recherchons pour PARIS un

JEUNE JURISTE INTERNATIONAL

Votre mission :
- Sous la responsabilité directe du Chef du Service Juridique, vous vous intégrerez dans une équipe jeune et dynamique.
- Vous étudierez les problèmes juridiques relatifs aux travaux réalisés à l'étranger et aux implantations étrangères de notre société dans toutes les parties du globe.
- Vous rédigerez et négocierez des contrats et vous veillerez au respect de la politique contractuelle définie par le Siège.

Votre profil :
- Vous êtes licencié en droit privé et possédez en plus un DES de droit des affaires ou le diplôme de Sciences Po.
- Vous avez acquis une expérience d'environ deux ans dans un Cabinet International ou dans le service juridique d'une Société Internationale.
- Vous parlez et écrivez couramment l'anglais. Le goût des contacts et des voyages vous motive.

Envoyer C.V., photo et prét. s/réf. 5505 à
P. LICHAU S.A. 10, rue de Louvois
75063 Paris cedex 02 qui transmettra.

Notre expansion nous a placé au 3e rang de notre profession (FABRICATION DE BIENS D'EQUIPEMENT).

Pour animer et développer notre réseau de distribution nous recherchons un :

responsable du développement

collaborateur immédiat du Directeur Commercial.

Il sera chargé de mener, au niveau, les actions de contact, de diagnostic, d'animation et de prospection auprès des principaux revendeurs.

Le poste, qui exclut absolument tout travail de routine, conviendrait à un homme :
- de formation supérieure ;
- très bon vendeur, actif, doué d'autorité naturelle ;
- ayant au moins cinq ans d'expérience dans un poste à responsabilités ;
- connaissant impérativement les techniques de Gestion des P.M.E.

NOUS PROPOSONS :
- un emploi où l'esprit d'initiative sera justement apprécié ;
- une ambiance de travail jeune et dynamique ;
- une rémunération à la mesure de l'importance du rôle joué dans le développement de l'entreprise.

Ecrire avec C.V. détaillé et prétentions, sous réf. 9827/M à
CONSEIL EN RECRUTEMENT
CNPG 105, av. V. Hugo - 75116 Paris

---

nicholas angell

Une société multinationale fabriquant des produits de grande consommation, C.A. 700 millions de francs, actuellement en pleine expansion, recherche pour son siège français à Paris

2 ANALYSTES FINANCIERS

FF 90.000 +

Sous l'autorité du chef de la comptabilité générale, ils auront la responsabilité de l'analyse des résultats mensuels, de l'analyse et de la création des systèmes de comptabilité, de l'étude et de l'application des exigences SEC et d'autres projets spéciaux.

Les candidats, âgés de 27 ans minimum, parlant couramment anglais, devront posséder une formation type H.E.C., ESSEC, etc., suivie de 2 à 3 ans d'expérience au sein d'un cabinet d'audit ou d'une entreprise utilisant des méthodes de gestion anglo-saxonnes.

D'excellentes perspectives d'avenir sont proposées aux candidats sélectionnés.

Adressez votre curriculum vitae sous la référence 77108, en indiquant votre salaire actuel, à NICHOLAS ANGELL
149, rue Saint-Honoré - 75001 PARIS

conseil en recrutement financier

Groupe multinational dans le cadre de sa diversification, orienté vers l'Entreprise Générale, recherche pour la réalisation d'un très important chantier portuaire deux collaborateurs.

• Ingénieur d'ordonnancement

Ingénieur ayant une expérience de chantier dans les T.P. et le bâtiment. Intéressé par la planification et l'ordonnancement. Ayant pratiqué le planning PERT. Rattaché au service de planning de l'Entreprise, il sera chargé de mettre au point et de suivre en cours de travaux l'ordonnancement d'un chantier clé en mains comprenant des travaux maritimes, des bâtiments et des équipements, avec les phases d'études, de passation de marchés et de travaux. (Référence 8303 M)

• Technicien chef du bureau de projet

Technicien supérieur ayant participé au sein d'une Entreprise de travaux publics à la réalisation d'un chantier important, avec une expérience de gestion.

Sera chargé pour la réalisation du chantier du port tous corps d'état clé en mains, de l'organisation et du suivi des circulations de documents : notes, devis, plans entre les différents intervenants : bureau d'études, fournisseurs, chantiers, client étranger, comptabilité de l'Entreprise.

Il sera aussi chargé d'élaborer et de suivre les documents de contrôle de gestion ainsi que les informations nécessaires à l'établissement des documents de transport. (Référence 8304 M)

Pour ces 2 postes, qui seront basés au siège, l'anglais écrit est nécessaire. Ecrire avec C.V et photo en précisant la référence du poste à :

RSC carrières
92, rue Bonaparte 75006 Paris



traductor tecnica — le spécialiste de la traduction technique

étend son activité et recherche

Quelques excellents traducteurs et réviseurs pigistes ou permanents

allemand → français

spécialités recherchées : mécanique, électricité, contrôle, hydraulique, électronique, fluides...

écrire à Traductor Tecnica
service recrutement, 12, rue Lincoln, 75008 Paris

Directeur Général Marché Commun

Nous sommes un groupe européen en rapide évolution, + 30 % cette année, spécialisé dans l'Assurance Assistance.

Pour renforcer notre état-major et organiser plus rationnellement notre expansion, nous créons le poste de Directeur Général Marché Commun, basé à PARIS.

Ce poste intéresse un Manager confirmé, ayant une formation supérieure, (X, HEC.,), une solide expérience Banque, Assurances ou Services et la pratique des affaires à l'échelon européen.

Rattaché au Président du Comité de Direction, au siège social du Groupe, Comité dont il fera lui-même immédiatement partie, il sera responsable de la marche de nos bureaux à Paris et en Europe - Leurs structures de base sont excellentes, il faut les développer sur le plan commercial, organisation administrative et informatique, et coordonner l'ensemble. Le profil recherché est donc celui d'un excellent organisateur et gestionnaire.

Connaissance de l'anglais et de l'espagnol très appréciée.

Rémunération élevée + intéressement.

sélé CEGOS — Adresser lettre man. + C.V. détaillé précisant niveau actuel de rémunération, sous réf. 11519/M à D. de LARIVIERE, à Sélé-CEGOS, 33 quai Gallieni 92152 SURESNES. Discrétion totale garantie.

[هكذا من الأصل]

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	49,19
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,52

ANNONCES ENCADREES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOIS	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPLOIS	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

offres d'emploi

Data General

Constructeur des Ordinateurs
NOVA, CS/40, ECLIPSE et MICRONOVA
recherche

ingénieurs et techniciens de maintenance

un chef de groupe

- Votre expérience informatique (4 ans minimum), vos résultats concrets font de vous un homme recherché et apprécié.
- Vos responsabilités l'exigeant, vous vous exprimez dans l'anglais de la profession.
- La maturité aidant, vous êtes désireux de procéder à un investissement à long terme de vos talents et de votre expérience dans la mini-informatique.

Nous sommes :

Un des Leaders de la mini-informatique avec plus de 41.000 installations dans le monde.
Une combinaison unique de croissance rapide et de solidité financière.
Organisés pour faire de la maintenance de qualité, telle que notre clientèle la souhaite et que nos ambitions commerciales l'exigent.

Envoyer votre candidature à notre
Directeur de la Maintenance,
Jean-Pierre MASSON,
DATA GENERAL FRANCE
La Boursidière - RN 186
92350 LE PLESSIS ROBINSON.

Entreprise bâtiment
d'importance nationale
recherche pour son Siège Social
PARIS

JEUNE CADRE FINANCIER

En collaboration directe avec le Directeur Financier du Groupe, il traite les questions de trésorerie, prévisions et gestion financière posées par le développement des activités à l'étranger.

De formation SUP. de CO. ou SCIENCES PO (option financière), il possède une expérience d'une ou deux années acquise dans une banque ou le service financier d'une grande entreprise.

La connaissance des problèmes financiers liés à l'exportation est souhaitée.

Adresser C.V. et prétentions à n° 1715

COFAP 40, rue de Chabrol 75010 Paris q. tr.

Dans le cadre de son expansion

pomona

LEADER DE LA COMMERCIALISATION DES FRUITS ET LEGUMES FRAIS
engage

JEUNES DIPLOMES
de l'enseignement supérieur

désireux de s'orienter vers

une activité commerciale

Les candidats retenus bénéficieront d'une formation pratique de 2 à 3 mois afin de se familiariser avec les méthodes de travail de la société.

Pendant 3 à 4 mois ils seront chargés de réaliser une étude très complète du marché des fruits et légumes dans le secteur de l'une des exploitations de la société.

A l'issue de cette période, ils prendront la responsabilité d'une clientèle qu'ils développeront.

Pour faire acte de candidature, écrivez à :
M. D. Gautier, Société Pomona
21, rue du Pont Neuf
75039 Paris Cedex 01

en indiquant la ou les régions de France qui vous intéressent plus particulièrement.

Un important groupe industriel spécialisé dans la conception et la fabrication d'équipements de haute technicité pour l'Aéronautique recherche

directeur de production

de formation supérieure (Grandes Écoles), ayant une parfaite connaissance des problèmes de fabrication (petites séries, appareils unitaires), si possible dans la production d'équipements électroniques ou électromécaniques.

L'homme recherché sera le Responsable industriel (ordonnancement, fabrication, gestion de production, coûts, investissements), d'une première unité de 400 personnes, située dans la banlieue parisienne. Par la suite, l'ensemble du potentiel industriel (seconde unité de 400 personnes en province) lui sera confié.

Connaissance de l'anglais indispensable.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous la référence 334M au :
Cabinet Jean-Claude MAURICE
Conseil en Gestion du Personnel
42, rue Legendre - 75017 PARIS

ADVANCED MICRO DEVICES S.A.
Un des leaders américains en technologie
Circuits Intégrés
recherche

INGÉNIEUR D'APPLICATIONS
30 ans environ

PROFIL :
- Expérience de plusieurs années dans l'étude et la mise au point de systèmes utilisant des mémoires et des microprocesseurs.
- Familiarisé avec les techniques de microprogrammation.
- Aimant contacts humains et prêt à voyager.
- Anglais courant absolument nécessaire.

MISSION :
- Interface technique avec la clientèle.
- Assistance technique de l'équipe de vente et du réseau de distribution.
- Liaison technique avec la société-mère aux U.S.A.
- Organisation et animation de conférences et séminaires.

NOUS OFFRONS :
- Larges possibilités d'évolution.
- Rémunération motivante.
- Voyages réguliers aux USA.
- Travail au sein d'une équipe jeune et dynamique.

Envoyer C.V. complet et prétentions à :
AMD FRANCE S.A. - SILIC 314
20 rue Saarinen - 94588 RUNGIS CEDEX

Organisme Syndical National
d'une
PROFESSION LIBÉRALE
recherche

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

ANGLAIS NECESSAIRE
ALLEMAND SOUHAITE
Agé de 40 ans environ

Il secondera le Président dans la direction de l'Institut, préparera à l'aide d'une équipe de quelques personnes, les prises de décisions, puis veillera à leur exécution.

Il aura de nombreux contacts avec les Pouvoirs Publics, les Administrations, les Organismes professionnels et syndicaux. Nous souhaitons un homme de dialogue et de concertation sachant s'exprimer oralement et par écrit.

La rémunération sera supérieure à 120.000 F.

Ecrire en indiquant prétentions sous réf. 234 à CEPIAD, 2, rue Joseph-Sansbœuf, 75008 PARIS
Discrétion assurée.

Importante société implantée dans le Nord de la Région Parisienne recherche en vue de coordonner les travaux d'analyse informatique du groupe des sociétés européennes

UN INFORMATICIEN DE HAUT NIVEAU

Ce poste conviendrait à un informaticien de gestion **parfaitement bilingue français anglais** ayant une expérience d'au moins 5 ans des problèmes de gestion, d'analyse et d'utilisation des méthodes et moyens informatiques dans un **cadre international.**

Ecrire avec photo, C.V. et prétent. sous n° 25.478 à CONTESSE Publ., 20, av. Opéra, Paris (1er), qui tr.

DSM France

Filiale française d'un groupe chimique européen
petite équipe autonome et dynamique
le Responsable informatique
recherche pour l'assister

UN ANALYSTE PROGRAMMEUR

Profil du poste :
- Assistance du responsable informatique à l'implantation d'un IBM 3.790 (analyse, programmation, mise en place) qui remplacera fin 78 le système de Time-Sharing actuel.
- Maintenance du Time-Sharing actuellement en place.
- Poste polyvalent de par ses tâches et sa situation dans l'entreprise (contacts avec tous les services)

Profil du candidat .
- 25 ans minimum
- 2 à 3 années de pratique de l'informatique très ouvert à la vie de l'entreprise, flexible
- sens aigu de l'organisation
- très bon esprit d'équipe, très bon contact humain, diplomate, sachant prendre des initiatives.
- connaissance de l'anglais appréciée.

Envoyer C.V., photo et prétentions à
M. Yves CLÉMENT - Sté D.S.M. France
5, rue Louis Lejeune 92128 MONTROUGE

- jeune pharmacien de fabrication
- médecin

se reporter annonce **SVR11.11**
page "Le monde de la médecine"

CONTROL DATA

POUR SES ACTIVITÉS logiciels
GESTION
SYSTÈMES
SCIENTIFIQUES

Le Département
CONSEIL ET APPLICATIONS
recherche

INGÉNIEURS ANALYSTES
grandes écoles ou équivalent réf. 101

ANALYSTES PROGRAMMEURS
licence, IUT ou équivalent réf. 102

TECHNICIENS PROGRAMMEURS
diplômés BTS ou équivalent
orientés mécanique
connaissance dessin industriel réf. 103

Envoyer C.V., prétentions et objectifs professionnels (en précisant la référence du poste souhaité) à Melle BAUDIN Control Data, 195, rue de Bercy, 75582 Paris Cedex 12

Plein Champs

POURSUIVANT SON PLAN DE RECRUTEMENT
TELIC STRASBOURG
recherche
POUR SES SERVICES DE PARIS ET STRASBOURG
pour son département logiciel
de la fonction étude et recherche

DES INGÉNIEURS INFORMATICIENS

niveau maîtrise en informatique ou école d'ingénieurs avec spécialité d'informatique.

Les candidats participeront à l'étude, au développement, à la maintenance de systèmes électroniques de pointe utilisant les microprocesseurs.

Dans ce cadre, ils auront pour mission de faire l'analyse détaillée, la programmation, le support du logiciel de ces systèmes.

Deux types de postes sont à pourvoir :

- **INGENIEURS DEBUTANTS** souhaitant valoriser une bonne formation de base par une expérience industrielle sur les microprocesseurs.
- **INGENIEURS EXPERIMENTES** dans la conception et la programmation de systèmes temps réel sur mini ou micro-ordinateurs, et l'utilisation des langages évolués.

La connaissance de la langue anglaise est indispensable.

Envoyer C.V. avec photo et prétentions à :
TELIC 206, route de Colmar,
67023 STRASBOURG CEDEX.

SNCF OFFRE

89 emplois dans ses bureaux d'études

Options «électrotechnique - électroniques» (35 emplois)
et «génie civil» (54 emplois)

Recrutement par concours des 25 et 26 octobre

OUVERTS AUX JEUNES GENS :
- Français ou naturalisés français
- Nés entre le 31.12.1948 et le 31.12.1959
- Titulaires d'un baccalauréat scientifique ou technique et possédant des connaissances techniques équivalentes au BTS de l'option postulée.

Rémunération brute de début : 3.500 F. par mois environ. Carrière intéressante, emploi stable - Avantages sociaux.

Ecrivez à la Direction Régionale S.N.C.F. (Division du Personnel) dont l'adresse vous sera communiquée dans toutes les gares.

CLOTURE DES INSCRIPTIONS
LE 26 SEPTEMBRE.

INGENIEURS NUCLEAIRES

De formation ECP, AM, MINES, avec une spécialisation Génie Atomique, vous avez éventuellement une première expérience professionnelle acquise en ingénierie ou bureau d'études.

Société d'Ingénierie et de Construction Nucléaire en forte expansion, nous créons plusieurs postes dans les domaines suivants :

- *conception neutronique des réacteurs,*
- *conception et dimensionnement des circuits fluides,*
- *contrôle commande des centrales,*
- *fonctionnement des chaudières nucléaires,*
- *évaluation de la sûreté des systèmes fluides et électriques.*

Nous vous remercions d'adresser votre candidature avec C.V. et prétentions à No 25750 Contesse Publicité 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra, en rappelant le domaine d'activité qui vous intéresse

---

La Confédération Générale des S.C.O.P.
renforce ses équipes d'intervention à
PARIS - DIJON - RENNES - LYON - MARSEILLE - LIMOGES
Elle recherche des

CONSULTANTS ANIMATEURS

chargés auprès de ses Adhérentes :
d'établir des diagnostics, de les aider à mettre en place des outils de contrôle de gestion et d'assurer la formation des coopérateurs.

Formation supérieure, et, selon les postes à pourvoir :
1) DECS, BTS
+ exp. 3 ans min. Cabinet et/ou Entreprise
2) EXPERT-COMPTABLE



Ecr. av. C.V. détaillé + photo + prét. à Confédération Générale des S.C.O.P., 37, rue Jean-Leclaire, 75017 PARIS.

UNIROYAL
USINE PRES COMPIÈGNE (OISE)
recherche
pour son service installation entretien

un Ingénieur Électricien

Il sera responsable de l'énergie et de sa distribution dans l'usine (électricité-vapeur-air-eau).

Sa fonction consistera à optimiser l'utilisation d'énergie dans tous ses aspects et prévoir de nouvelles installations.

Pour cela il devra :
- Avoir une expérience industrielle de 2 à 4 ans (chantiers installations).
- Bien connaître les problèmes de haute et basse tension.
- Avoir une bonne connaissance de l'anglais.

RÉF. I.E. 77

Pour son service temps et méthodes

un Jeune Ingénieur

Il sera responsable des études de rentabilité, du suivi, de la réalisation des nouveaux projets d'amélioration ainsi que des coûts de la main-d'œuvre indirecte.

Pour cela il devra :
- Avoir une bonne formation en industrial engineering.
- Être créatif.
- Avoir une très bonne connaissance de l'anglais.

RÉF. T.M. 77

Pour son service organisation

un Ingénieur débutant

Il aura pour mission :
Optimiser l'utilisation des matières premières à tous les stades de la production.

Pour réussir, il devra :
- Avoir le sens du contact humain à tous les niveaux.
- Etre attiré par les problèmes de fabrication.
- Avoir le goût du travail "sur le tas".
- Savoir prendre des initiatives.
- Avoir un esprit à la fois critique et imaginatif.
- Bien connaître l'anglais.

RÉF. OR. 77

Envoyer C.V. manuscrit avec photo récente (retournée) en indiquant prétentions et en rappelant référence à :
UNIROYAL - DÉPARTEMENT PERSONNEL
Boite Postale 163 - 60205 COMPIÈGNE

P.R.B.

IBM FRANCE
GROUPE DE GRANDE DIFFUSION

oui, nous recrutons
dans notre division Systèmes de grande diffusion.

qui ?
Des cadres, hommes ou femmes, diplômés de l'enseignement supérieur.

pourquoi ?
Pour assurer notre expansion dans le domaine des ordinateurs destinés aux PME.

où ?
A Paris ou en province.

INGÉNIEURS D'APPLICATION, ils assumeront, après 10 mois de formation, l'entière responsabilité commerciale de la gestion d'un territoire économique ou géographique.

Les dossiers comporteront une demande avec curriculum vitae détaillé, une photo récente et, si possible, un numéro de téléphone.

Adressez vos candidatures à Monsieur J.P. JOUBERT - IBM, Systèmes grande diffusion - Tour Berkeley, Cedex 19, 92081 Paris-La Défense.

IBM

HAVAS CONTACT



ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	49,19
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,52

ANNONCES ENCADREES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOIS	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPLOIS	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

offres d'emploi

Groupe Français de taille internationale, recherche un

directeur technique

haut niveau 180.000+

Il devra concevoir et diriger toute la ligne de produits, depuis la définition des nouveaux produits, l'évolution des lignes existantes, jusqu'à la programmation et la mise en place des moyens de production. Sous sa responsabilité directe, plusieurs services dont principalement : conception des produits et qualité, qui l'assisteront dans sa mission. Ingénieur de formation (Centrale, SUP-ELEC, A-M) il possède une expérience industrielle confirmée de production de grande série. L'orientation de la fonction nécessite outre la capacité de prévoir à long terme les investissements techniques, un esprit marketing ouvert au dialogue avec les services commerciaux. L'importance des effectifs à encadrer et l'évolution possible du poste désignent un candidat à très fort potentiel personnel. Réponse et discrétion assurées à lettre man., CV, photo, rém. adressée sous réf. à Mme Sigolet.

bernard julhiet psycom

93, avenue Charles de Gaulle 92200 Neuilly

sperar

SOCIÉTÉ D'ÉLECTRONIQUE DE RENOMMÉE MONDIALE

recherche :

INGÉNIEURS COMMERCIAUX

PROFIL :

— Ce poste convient à des ingénieurs ayant au moins 3 ans d'expérience dans les ventes de systèmes d'automatisme et d'informatique industrielle.

Des introductions dans les milieux de l'industrie seront appréciées

MISSIONS :

— Définir et vendre des installations clé en main ;

— Prendre en charge la responsabilité des marchés impliquant des contacts à haut niveau.

Lieu de travail : BANLIEUE NORD-EST de PARIS avec déplacements

Adresser C.V., poto, à nº 24.878 Contesse Publicité, 20, avenue de l'Opéra, Paris (1er), qui transmettra. Réponses seront faites à tous les C.V. manuscrits et détaillés

---

Notre Société (500 pers.) secteur

MÉCANIQUE GÉNÉRALE

(50% du C.A. à l'exportation) recherche pour PARIS

Attaché au Directeur du service commercial

plus particulièrement responsable, sur le plan administratif, du SUIVI DES VENTES et des relations CLIENTS (correspondance et téléphone), prévisions des ventes, facturation, contentieux...

Ce poste sédentaire sera confié à un jeune cadre de 30 ans environ, de formation technique ou commerciale, PARLANT ET ECRIVANT COURAMMENT L'ANGLAIS et L'ALLEMAND et ayant l'expérience effective d'une fonction Technico-commerciale acquise dans une Société Industrielle.

Adresser votre C.V. (photo+prétentions) sous réf. : 3652 B à

GAMMA SELECTION
6, place d'Estienne d'Orves 75009 Paris

FRAIKIN S.A.

SOCIÉTÉ LEADER DANS LA LOCATION DE VÉHICULES INDUSTRIELS (7 000 VÉHICULES, EXPANSION CONTINUE) PARIS - RECHERCHE POUR ÊTRE RATTACHÉ AU P.-D.G.

DIRECTEUR DES ACHATS

Capable d'assurer progressivement l'organisation, la réalisation, le contrôle des achats des véhicules, des équipements et des produits de grande consommation (carburants, pièces détachées, outillages, etc.).

SITUATION TRÈS INTÉRESSANTE ET DYNAMIQUE

pour candidat, ayant de fortes connaissances techniques, en particulier dans les poids lourds, l'expérience des négociations à tous niveaux, des qualités très marquées de rigueur, de ténacité et d'organisation.

Ecrire sous référence IS 138 CM.

4, rue Massenet, 75016 Paris discrétion absolue

etap

SOCIETE implantée en BANLIEUE Sud-Est, filiale d'un groupe international recherche pour l'une de ses divisions

UN JEUNE CADRE commercial export

Le candidat retenu sera de formation commerciale supérieure. La connaissance de la langue anglaise sera parfaite et celle de l'allemand très bonne.

Il devra être disponible pour de fréquents déplacements.

Adresser C.V., photo et prétent. s/ réf. 3494/S MINET Publicité 40, rue Olivier-de-Serres 75015 PARIS qui transmettra

a.m.p

Importante Société d'Ingénierie spécialisée en

CIMENTERIE et METALLURGIE

traitant l'essentiel de son CA à l'exportation recherche

2 Ingénieurs généralistes

28 ans minimum. Réellement bilingue anglais, dans le but de les former rapidement dans son siège parisien aux fonctions

D'INGÉNIEUR DE COORDINATION, RÉSIDENT PERMANENT A L'ÉTRANGER.

Outre les compétences nécessaires en matière de construction de grands ensembles industriels, la fonction fait appel à des qualités particulières de contact, de diplomatie, de sens des liaisons et d'esprit pratique.

Toutes informations sur cette offre seront données confidentiellement au téléphone du lundi au vendredi de 9 h à 12 h 30 - 13 h 30 à 18 h par : INFORMATION CARRIERE SVP.11.11, réf. 170.



qui donnera un rendez-vous aux candidats concernés. On peut aussi adresser son dossier à SVP Ressources Humaines, 65, av. de Wagram 75017 PARIS

INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

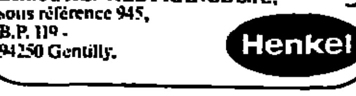
HENKEL FRANCE, filiale d'un groupe chimique européen, introduit dans des marchés très diversifiés (lessives, cosmétiques, produits industriels), 1400 personnes, 2 usines, renforce l'équipe de vente de son département Adhésifs industriels.

Ce collaborateur aura pour mission d'établir les contacts avec les fabricants de l'industrie automobile, d'implanter les produits nouveaux et de réaliser des essais techniques importants.

Il a une formation d'ingénieur (chimie ou mécanique), une expérience de 3 à 5 ans dans la vente technique et de bonnes connaissances en Allemand.

Implanté en région parisienne, il effectuera des déplacements dans toute la France.

Écrire à HENKEL FRANCE S.A., sous référence 945, B.P. 119 - 94250 Gentilly.



HAVAS CONTACT

RESPONSABLE COMMERCIAL EXPORT

Le candidat : Ce sera un homme jeune, de formation commerciale supérieure ou ingénieur, parlant anglais (notions arabe appréciées), ayant vendu avec succès des biens d'équipement industriels, de préférence à l'étranger. Donc aimant voyager et capable de s'intégrer aux aspects commerciaux de la technique.

La société : Société d'équipements axée sur les installations de sécurité, au tout premier rang sur le marché français (filiale d'un important groupe international), et qui désire exploiter rationnellement ses premiers succès à l'exportation en intensifiant son action.

Le poste : Collaborateur immédiat du directeur commercial.

— 50 % du temps à l'étranger, pour prospecter et négocier des affaires importantes avec l'appui logistique des Bureaux d'études de la société ;

— 50 % à Paris, pour négocier les phases administratives et les financements des affaires traitées.

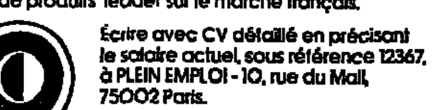
Si vous vous reconnaissez dans cette annonce et si vous voulez en savoir davantage, AVANT MEME D'ETRE CANDIDAT, demandez une documentation s/réf. 384 M à François DOZOL, DELTA CONSEIL, 27, rue Dombasle, 75015 PARIS.

LE PAIN JACQUET à BEZONS (95) étoffe son DÉPARTEMENT MARKETING et recherche

chef de produits junior

Il a 2 à 3 ans d'expérience comme assistant et possède une solide technique marketing dans la branche alimentaire.

A court terme, il aura la responsabilité d'une gamme de produits leader sur le marché français.



Écrire avec CV détaillé en précisant le salaire actuel, sous référence 12367, à PLEIN EMPLOI - 10, rue du Mail, 75002 Paris.

SOCIÉTÉ ÉLECTRONIQUE TECHNIQUES AVANCÉES

Banlieue SUD-EST

recherche

POUR GESTION TECHNIQUE GRAND PROJET DANS LE DOMAINE SPATIAL

INGÉNIEUR Grande Ecole

Expérience minimum de 5 ans, et connaissance des matériels embarqués souhaitées.

Les techniques mises en œuvre relèvent de l'électronique logique et analogique, de l'optique et de la mécanique.

Les projets sont à traiter au niveau système.

Adresser C.V. et photo à nº 24.876 CONTESSE Publ. 20, avenue de l'Opéra, PARIS-1er qui transmettra.

---

audit opérationnel

BSN-Gervais Danone recherche pour son Service Audit, un diplômé d'études supérieures, ayant acquis au moins 3 ans d'expérience dans un Cabinet d'Audit Anglo-Saxon ou dans le Service Audit Interne d'une Société Anglo-Saxonne.

Il utilisera les techniques anglo-saxonnes d'analyse pour contrôler et améliorer la rentabilité des différentes fonctions de l'entreprise (transports, achats, finances, export, etc.).

Il sera chargé d'élaborer et de proposer des recommandations à la Direction Générale pour lui permettre d'améliorer le fonctionnement et les résultats des différentes Sociétés du Groupe.

Le poste, basé à Paris, nécessite de nombreux déplacements tant en France qu'à l'Etranger.

Adresser votre candidature avec c.v. détaillé, sous réf. J 04 M à Jean Bürckel BSN-Gervais Danone, 7 rue de Téhéran, 75008 Paris.

bsn. gervais danone

HAVAS CONTACT

SOCIÉTÉ ÉLECTRONIQUE TECHNIQUES AVANCÉES

Banlieue SUD-EST

recherche :

pour encadrer sa section d'ELECTRONIQUE ANALOGIQUE

INGÉNIEUR Grande Ecole (X, ECP, ESE..., ENSI)

ayant au minimum 5 ans d'expérience en électronique analogique :

— Domaine d'application nucléaire, espace, automatisme.

Adresser C.V. et photo à nº 24.877 CONTESSE Publ., 20, av. de l'Opéra, Paris (1er), qui transm.

GLAENZER SPICER

SOCIETE DE MECANIQUE AUTOMOBILE

région de POISSY (Yvelines)

Filiale d'un important groupe international propose à

DIPLOMÉ DECS

La responsabilité d'une section de comptabilité générale.

Ce poste évolutif s'adresse à un CADRE connaissant parfaitement l'anglais, âgé de 30 ans minimum et intéressé par les techniques comptables internationales.

L'expérience professionnelle exigée (5 ans minimum) aura été acquise dans des entreprises industrielles, éventuellement dans des cabinets d'expertise comptable.

Rémunération et avantages sociaux intéressants.

Adresser C.V. avec photo et prétentions au : Chef du Personnel - BP 60 - 78301 POISSY.

Groupe HACHETTE

pour son département

ORGANISATION ET INFORMATIQUE

Le rôle de ce département étant de conseiller les différentes unités opérationnelles du Groupe (19 000 personnes) pour leurs problèmes d'organisation, de concevoir des systèmes informatiques et de les exploiter sur des matériels IBM 370/158 et 370/145 utilisant les systèmes d'exploitation DOS, OS, VM, CMS,

recherche :

PROGRAMMEURS CONFIRMÉS

(PL1, Assembleur, CICS)

HOMME SYSTÈME CONFIRMÉ

(Minimum 4 ans d'expérience)

ANALYSTES-PROGRAMMEURS

débutants ou 2 ans d'expérience, pour conception et réalisation d'applications informatiques, niveau INSA, Maîtrise, etc.

Hachette Ecrire avec C.V. au Service de l'Emploi - Référence 100 79, bd Saint-Germain, 75006 Paris

---

CHEF DE PRODUCTION

REGION PARISIENNE

recherché par société française de traitement de surface, nº 1 dans sa spécialité.

Dépendant du directeur d'établissem. (50 hommes), il aura la responsabilité complète de la production du point de vue qualité, délais, prix.

Age min. 30 ans, formation électrolyse des métaux, expérience du commandement, contacts clientèle. Possibilité d'avancement.

Ecrire avec C.V., prétentions, photo sous nº 6.992 à P.M.P., 69, rue de Provence, 75009 Paris, qui transm.

H.E.C. E.S.S.E.C. SUP DE CO ou équivalent

NEGOCE INTERNATIONAL

Vous êtes débutant, vous avez une formation supérieure de préférence commerciale ou économique, vous avez un intérêt pour le monde agricole, vous parlez couramment l'anglais.

CARGILL, une des premières sociétés mondiales dans le négoce des produits agricoles et dans leur transformation vous offre, après une période de formation, de prendre rapidement des responsabilités commerciales au sein de son organisation française à SAINT GERMAIN EN LAYE.

Il s'agit, après analyse permanente des marchés céréaliers et monétaires, de négocier et d'assurer le suivi des achats et des ventes de céréales tant sur le plan intérieur qu'à l'exportation.

Vous devez avoir un esprit vif, une bonne souplesse d'adaptation et de solides qualités de jugement et de décision.

Envoyer C.V., photo récente, sous la référence 708283/M (à mentionner sur l'enveloppe) à Michèle ROUSSELOT.

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, RUE DANTON 75263 PARIS CEDEX 06

sperar

BANQUE PRIVÉE

PARIS CENTRE

recherche

• **chef de secrétariat**
CLASSE V/VI réf. 1010 M
connaissant bien les problèmes de gestion des ENGAGEMENTS et l'analyse de bilans.

• **chef de portefeuille**
CLASSE IV/V expérimenté réf. 1011 M

• **chef de caisse**
CLASSE IV/V réf. 1012 M
l'expérience des services titres et documentaire sera appréciée.

Adresser C.V. manuscrit, photo et prétentions avec réf. correspondante à

OP organisation et publicité
2 RUE MARENGO 75001 PARIS/QUI TRANSMETTRA



Département Financier recherche pour RECOUVREMENT DE CREANCES EXPORT

CADRE EXPERIMENTE

Connaissance de l'anglais obligatoire et de l'espagnol souhaitée.

Ecrire avec C.V. sous référence No 31 à CIE GENERALE CONSTRUCTIONS TELEPHONIQUES - Service du Personnel - 251 rue de Vaugirard 75740 PARIS Cedex 15.

INGENIEUR INFORMATICIEN

Une importante Société Métallurgique recherche, pour son siège de Neuilly-sur-Seine, un diplomé de l'enseignement supérieur capable de développer son plan informatique.

Rattaché à la Direction Générale, il aura à étudier et à mettre en oeuvre de nouveaux processus de travail avec les différents chefs de département.

Le candidat, agé de 30 ans minimum, devra témoigner d'une solide expérience en informatique et en organisation.

Ce poste offre de réelles possibilités d'avenir.

Envoyer C.V et photo sous référence 9052 à :

RSC carrières 92, rue Bonaparte 75006 Paris

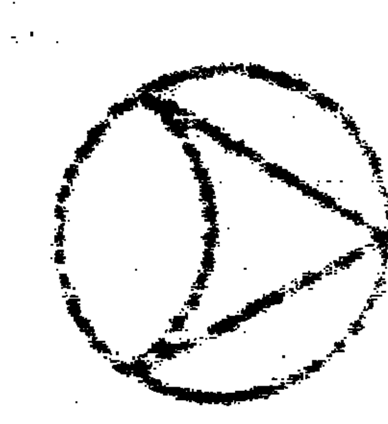
Important Etablissement Financier

rech. pour développer son plan informatique sur un ordinateur IBM 370/145

CHEF DE PROJET

- Formation HEC, ESSEC ou équivalent.
- 3 à 5 années d'expérience au minimum en informatique de gestion.
- Expérience BASES DE DONNEES indispensable.
- Connaissance télétraitement appréciée.

Adresser C.V. à : (77) LEBEUF 6, place de la Madeleine, 75008 PARIS qui transm.



[هكذا من الأصل]

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	49,19
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,52

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOIS	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPLOIS	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

offres d'emploi

• gérant de société industrie chaussure

120 000 F

Nous sommes une société française à capitaux espagnols distribuant auprès des grandes surfaces des articles fabriqués en Espagne. Notre société est en fort développement. Nous voulons intensifier nos ventes et recherchons notre gérant. Sa mission : étudier le marché français afin d'informer les fabricants, diversifier notre gamme et rechercher de nouveaux créneaux de distribution (détail, boutiques) ; choisir les moyens pour l'élaboration du plan de collection ; animer et contrôler les ventes ; gérer la société en liaison avec l'Espagne.

Pour réussir il faut être un homme de marketing, bien connaître la chaussure et justifier d'une expérience similaire dans la branche. Une formation commerciale supérieure sera très appréciée. Résidence Paris, salaire motivant.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la réf. 708279/M (à mentionner sur l'enveloppe) à J.P. VELLA.

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, RUE DANTON 75263 PARIS CEDEX 06

sperar

SOCIETE DE SERVICES COMPTANT PARMI LES PLUS DYNAMIQUES (30 % de croissance annuelle)

recherche pour PARIS, PROVINCE et ETRANGER

6 INGÉNIEURS
CHEFS DE PROJETS

— Formation grande école ou équivalent.
— Expérience réelle et diversifiée :
- banque ou
- personnel ou
- systèmes de télétraitement et bases de données ou
- informatique répartie.

— Responsables de projets importants, ils évolueront rapidement vers une position d'Ingénieur en Chef.
— Autant que les diplômes et l'expérience, nous attacherons de l'importance aux qualités humaines (esprit d'équipe, animation, contacts à haut niveau, capacités de négociation).

Il sera répondu à toute candidature manuscrite accompagnée d'une photo et adressée à n° 25.428 CONTESSE PUBLICITE, 20, av. Opéra, PARIS-1er. La discrétion la plus absolue vous est assurée.

ASSOCIATION DE CONSEIL en INGÉNIERIE SOCIALE
recherche

consultant senior
Recherche de Cadres
Le consultant est entièrement responsable depuis la négociation commerciale, la recherche de candidats et leur sélection jusqu'à l'intégration.

consultant Recrutement

consultant
"en fonction" de Chef du Personnel
Pour assister des entreprises PME PMI d'une façon suivie.

consultant "social"
Pour soit mettre en place une stratégie sociale de l'Entreprise (information, objectifs, moyens), soit répondre aux besoins ponctuels y compris les conflits.

attaché(e) commercial(e)
Chargé(e) d'offrir aux entreprises l'ensemble des services en problèmes humains et promotion.

Ecrire avec C.V. et prétentions à M. DOAT

UNISEARCH
3, rue Théodore de Banville
75017 PARIS

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'ENGINEERING CHIMIQUE ET PÉTROCHIMIQUE

recherche

INGÉNIEURS DE PROJETS
DIPLOMÉS

ayant de 3 à 5 ans d'expérience d'ingénierie pour les contrats que l'entreprise prend sur les marchés extérieurs.

Postes à pourvoir dans la région parisienne. Déplacements fréquents à prévoir.

Connaissance de l'anglais nécessaire.

Adresser C.V. et prétentions sous n° 540 à SPERAR, 12, rue Jean-Jaurès, 92807 Puteaux, qui transm.

Etablissement Financier National recherche pour son service Transmissions - Communications

INGÉNIEUR SPÉCIALISÉ EN TRANSMISSIONS

pour : participer aux recherches et développement de nouv. projets sur le réseau national d'agences.
— assurer la maintenance des installations ;
— animer des groupes de travail.

Expérience de 3 années dans les transmissions ou de responsabilité sur réseau terminaux.

Poste à Paris - Décentralisation proche banlieue Ouest fin 1978.

Adresser C.V. photo et prétentions à n° 1.796 COFAP, 40, rue de Chabrol, 75010 Paris

---

SOCIETE DE DISTRIBUTION

Filiale d'un important groupe français, nous sommes spécialisés dans l'emballage corps creux. Nous recherchons un

directeur des approvisionnements

PARIS **100.000**

Pour lui confier l'entière responsabilité de la fonction achats-approvisionnement (1.500 références), depuis le déclenchement de la demande auprès des fournisseurs, jusqu'au contrôle de la facturation et la gestion des stocks. Il supervise une équipe compétente de responsables des achats spécialisés dans les divers produits que nous diffusons. 35 ans minimum, une solide expérience d'une fonction analogue, la maîtrise des techniques d'approvisionnement produits finis et d'achats de produits diversifiés adaptés à la demande est indispensable. Ce poste peut offrir une évolution intéressante à un candidat de valeur. Réponse et discrétion assurées à tte lettre man., CV, photo, rém. adressés s. réf. B/5291/B à Mme Sigolet.

sperar

bernard julhiet psycom
93, avenue Charles de Gaulle 92200 Neuilly

Dans le cadre de son expansion

la société des autoroutes
PARIS - POITIERS
PARIS - LE MANS

recherche un

CADRE FONCIER EXPERIMENTE

pour assister le chef du service foncier.

Une expérience de quelques années acquise dans un service de l'administration ou un bureau foncier serait appréciée.

Les candidats intéressés sont priés d'adresser leur C.V. détaillé avec indication de rémunération actuelle et prétentions au Service Recrutement



COFIROUTE
77, avenue Raymond Poincaré
75116 Paris

COGEFI
DIAGNOSTIC/ETUDE/GESTION
Restructuration économique et financière d'entreprises recherche pour compléter ses équipes

2 CONTROLEURS ET ANALYSTES DE GESTION EXPÉRIMENTÉS

Formation comptable + pratique financière, industrielle, économique et prévisionnelle des entreprises
Trésorerie — Budget — Contrôle
Sens des responsabilités et décisions

1 INGÉNIEUR HAUTE QUALIFICATION

Formation financière + spécialiste des questions textiles : confection et bonneterie.
Formation supérieure - Age minimum 30 ans.

Adresser C.V. à COGEFI, Tour Septentrion, Cedex 09 - 92400 Paris-La Défense.

Important Fabricant de CARRELAGES ITALIENS, nous créons à PARIS une Société d'importation et recherchons SON

DIRECTEUR DES VENTES FRANCE
120.000/AN

Il met en place un réseau de concessionnaires de notre marque et, progressivement, une équipe de représentants.

Pour réussir cette implantation sur la France, il faut un homme d'expérience (32 ans minimum), connaissant bien la vente aux professionnels du Carrelage et ayant déjà fait la preuve de ses qualités de gestionnaire et de meneur d'hommes.

Écr. avec CV détaillé, sous réf. 12632 (M), à D. JOUSSET - PLEIN EMPLOI - 10, rue du Mail, 75002 Paris.

Nous sommes un groupe industriel dynamique et leader dans sa branche pour la FRANCE et recherchons :

JEUNE COMMERÇANT
ENTREPRENANT

désireux de valoriser une première expérience dans la vente à caractère technique ; et rompu aux relations humaines et commerciales dans l'industrie (automobile, électromécanique ou équivalent).

Nos produits sont techniques, mais l'homme nous intéresse plus que les diplômes. Il s'intégrera dans une équipe jeune et performante.

Position cadre. Rémunération et possibilité d'évolution à la mesure du candidat.

Résidence : REGION PARISIENNE.

Envoyer C.V. et photo à la Direction Commerciale. CIM, B.P. 70, 92302 LEVALLOIS-PERRET

KEYSTONE
Leader mondial de la vanne papillon étanche
Sud Région Parisienne

responsable de production

Issu d'une école d'Ingénieurs (mécanique) ou possédant une solide formation technique équivalente, le candidat devra justifier d'une première expérience en Entreprise.

Responsable de la coordination technique de l'atelier de montage, il en assurera la gestion administrative et commerciale : commandes et approvisionnements - suivi des fabrications - contrôle de la qualité.

La pratique de l'anglais est indispensable.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous la référence 367M au :
Cabinet Jean-Claude MAURICE
Conseil en Gestion du Personnel
42, rue Legendre - 75017 PARIS

CADBURY (France)
ASNIERES

CHERCHE :

ACHETEUR (EUSE)

qui supervisera les achats et les procédures en place.

Rattachée à la Direction Générale, cette fonction de Cadre est par ailleurs liée aux Services Marketing/Ventes avec lesquels il devra collaborer sur le plan promotionnel, matériel de points de vente et conception des emballages.

Ce poste pourrait convenir à une personne jeune, soit acheteur qualifié, soit ayant une expérience de promotion des ventes, ou similaire.

La rémunération, qui ne sera pas inférieure à 55.000 F par an, sera fonction de l'expérience du candidat.

Les personnes intéressées devront envoyer leur C.V. + photo à Ch. MOSSU, Sté CADBURY (France), B.P. 207 - 92602 ASNIERES CEDEX

- Nous sommes la filiale française d'un important Groupe Industriel Allemand ;
- Nous avons notre unité de production en France (420 personnes) ;
- Nous recherchons pour notre département « Grande Diffusion » (gammes papeterie et bricolage), UN

CHEF DE PRODUIT

En liaison directe avec le Directeur Marketing, il aura, pour mission l'élaboration du plan, la mise en œuvre des stratégies, la conception et le lancement des nouveaux produits, les argumentaires de vente, la gestion et le suivi es produits.

Une formation commerciale supérieure, une expérience d'au moins 3 ans acquise dans une Société « grande consommation » et la connaissance de la langue allemandesontnécessaires.

Le poste est à pourvoir dans la région parisienne.

Ecrire avec C.V., photo et prét. sous réf. 2.286 à

CORT
65, avenue Kléber
PARIS (16e)
Discrétion absolue.

Fondée en 1929, située à Paris, notre Société est aujourd'hui filiale d'un groupe international. Nous importons et commercialisons en France les gammes de lunetterie du groupe, tenons la troisième place sur le marché national, et notre développement se poursuit très régulièrement.

Directeur administratif et financier

Attaché au Directeur Général, vous superviserez l'ensemble des services intérieurs : administration, personnel, comptabilité, informatique, stocks, d'un effectif de 30 personnes, et prendrez particulièrement en charge : trésorerie, comptes d'exploitation et contrôle de gestion. L'allemand ou l'anglais, vous sera nécessaire dans vos relations avec la Direction du Groupe.

Une solide expérience de la fonction, encadrement inclus, le goût pour une petite entreprise, une formation supérieure, sont autant d'atouts de réussite dans notre Société. Nous avons confié l'examen de votre dossier (C.V., lettre man., rémunération act., sous réf. M 108) à Mme Bernié, 80 rue Taitbout, 75009 Paris, qui garantit discrétion et réponse.

la gestion du personnel aujourd'hui. **résonance**

IMPORTANT GROUPE D'ASSURANCES

recherche

pour son DEPARTEMENT ORGANISATION

1 CADRE

30 ans minimum

— De formation supérieure, économique ou scientifique (licence Ecole d'Ingénieurs) ;
— Il aura acquis une expérience de quelques années dans le secteur tertiaire ;
— Il aura pour mission, en particulier, de mener des études visant à la rationalisation des méthodes de travail ;
— Il saura faire appel aux solutions informatiques

Envoyer C.V + photo + prétent. sous n° 3.141 à PUBLICITES REUNIES
112, boulevard Voltaire - 75011 Paris.

Notre DIVISION SIMULATEURS et SYSTEMES ELECTRONIQUES recherche pour augmenter ses équipes LOGICIEL

ingénieurs débutants

pour leur confier après formation :
- l'analyse de systèmes temps réel,
- la programmation de ces systèmes sur mini-calculateurs.

Lieu de travail : TRAPPES (78)

Adressez C.V. sous référence IC77/2
Service du Personnel
B.P. 42 78190 Trappes

L.M.T.

CERALIMENT LU BRUN
C.A. UN MILLIARD/AN

5.000 PERS. — 16 USINES
LEADER NATIONAL
BISCUITERIE — PLANIFICATION
rech. pour ATHIS-MONS (Banlieue S. Paris)

2 CHEFS DE PRODUITS "SENIORS"

Définition large de la fonction
RESPONSABLE d'une GAMME DE PRODUITS
Son action portera sur l'ensemble des éléments de MARKETING-MIX.

- Formation commerciale supérieure
- 3/5 ans EXPÉRIENCE DE CHEF DE PRODUITS DE GRANDE CONSOMMATION dans Entreprise réputée pour son marketing opérationnel.

DISCRÉTION ABSOLUE. Lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo, rémunération ss. réf. 3681 à

SC sélection conseil
6, PLACE DU MARECHAL JUIN, 75017 PARIS

VILLE DE MONTREUIL
(Seine-Saint-Denis)
recherche

ARCHIVISTE - DOCUMENTALISTE
diplômé (e) I.N.T.D.
Salaire de début : 2.910 F.

RÉDACTEUR contractuel
D.U.T. Gestion des entreprises et des administrations, option « Personnel » ou « Administration ».
Salaire de début : 2.680 F.
Possibilité de formation

ASSISTANTE SOCIALE
diplômée d'Etat pour service médico-social du Personnel

INFIRMIÈRE
diplômée d'Etat possédant permis de conduire.

AVANTAGES FONCTION PUBLIQUE

Adress. C.V. à M. le Maire de MONTREUIL 93105




conseiller de gestion

Un GIE de Moyennes Entreprises - Transformation et Distribution - rôdé depuis 8 ans, souhaite intégrer un cadre spécialisé.

Sa mission : aider les Entreprises (30) à progresser au plan gestion (Budgets - Comptabilité analytique - Prix de revient - Gestion prévisionnelle - Investissements - Utilisation de l'informatique).

- Formation supérieure • Expérience réelle de gestion en Moyenne Entreprise et non en Conseil Extérieur • Déplacements fréquents en France • Base Région Parisienne.

Ni théoricien, ni homme de Cabinet, son action doit s'adapter à la personnalité de chaque Entreprise, dans un contexte libéral.

- Situation réelle et stable.

Adresser au Cabinet R.C.C. lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo, rémunération actuelle, en précisant la référence 713-M

RCC Recherche / Conseil / Cadres
8, AVENUE DU COQ - 75009 PARIS

P.M.E. FABRICANT-VENTE DE MATÉRIEL ET SERVICES

LEADER dans sa BRANCHE en pleine expansion
recherche

FORTES PERSONNALITÉS

rompues au contact au plus haut niveau pour des postes de responsables commerciaux

— Succès et réalisations antérieurs prouvés ;
— très fortes rémunérations motivantes ;
— situations enviables pour éléments de valeur ;
— formation complète par nos soins ;
— poste de directeur commercial à pourvoir.

Se prés. Jeudi 8 sept. : S.I.D., 15, rue d'Astorg, PARIS-8e, 4e ét. de 9 à 18 h. ou écr. n° 77.566 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

Importante société française d'Assurance
recrute

jeunes ingénieurs

formation travaux publics, électromécanique...

ayant quelques années d'expérience en entreprises générales ou sociétés d'ingénierie.

Mission : souscription, inspection et règlement d'affaires BRIS DE MACHINES, TOUS RISQUES CHANTIER, CLES EN MAINS, RESPONSABILITE CIVILE DES ENTREPRISES.

Lieu de travail : PARIS avec déplacements en Province et à l'Etranger.

Envoyer lettre manuscrite, CV et photo, sous référence 12.584 M à
HAVAS CONTACT
156, Bd Haussmann 75008 PARIS.

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	49,19
DEMANDES D'EMPLOI	*10,00*	*11,44*
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,52

ANNONCES ENCADREES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOIS	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPLOIS	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

offres d'emploi

responsable administratif et financier
PARIS

Société Alimentaire recherche pour son Département IMPORT EXPORT un RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET FINANCIER.

Rattaché à la D.G., il sera responsable de la gestion de la trésorerie courante, de l'élaboration des documents de gestion et des bilans trimestriels - effectif 20 personnes.

Agé de 30 ans minimum il apportera : ● une formation type DECS, ● une expérience d'entreprise Import/Export, ● des qualités d'organisateur et d'animateur.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions sous référence 1010-M à I.C.A. qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising 3, RUE D'HAUTEVILLE - 75010 - PARIS

CONTROLES NON DESTRUCTIFS

Ingénieur mécanicien ou électronicien, vous avez environ 6 années d'expérience professionnelle en aérospatial, off shore ou nucléaire.
Société d'Ingénierie et de Construction Nucléaire en forte croissance, nous vous offrons de participer à la réalisation de projets importants dans le domaine de la conception et fabrication de dispositifs d'examens non destructifs.
Vos fonctions comporteront des relations suivies avec nos fournisseurs, nos clients et vous serez amené à vous déplacer sur nos sites, en France et à l'étranger.

Adresser lettre manuscrite, c.v. et prétentions sous référence 9093 à Axial Publicité, 91, Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris, qui transmettra.

Important Groupe Industriel International (C.A. 2 Milliards) propose un poste de

CHEF D'ATELIER

(démarrage d'une nouvelle fabrication avec implantation du matériel puis gestion de l'atelier et suivi de la production) à un jeune **Ingénieur Mécanicien** possédant une première expérience industrielle et désirant faire carrière dans la production
La connaissance de l'allemand serait un atout supplémentaire
Poste à pourvoir en région parisienne
Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence 4584 à
ttp 31, Bd BONNE NOUVELLE 75002 PARIS qui transmettra

Nous sommes une entreprise de 10.000 personnes œuvrant dans des secteurs industriels de pointe

Notre Direction Financière est très fortement structurée. ELLE RECHERCHE :

UN CONTROLEUR DE GESTION

Pour l'une de ses DIVISIONS opérationnelles intégrées

Préparation des objectifs, plan moyen terme, budget, résultats, écarts, prévisions, conférence mensuelle sur la marche de la Division, tels sont les grands axes de la mission à assumer.

— Ce poste conviendrait bien à un homme ayant une formation supérieure dans le domaine de la gestion.
— HEC, ESSEC, ESCP ou équivalent (option finances, comptabilité).
— 30 ans au moins.
— Ayant déjà occupé une fonction analogue ou en position d'Adjoint à un contrôleur d'un ensemble important.

Ecrire avec C.V. à n° 25.901 CONTESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, PARIS-1er, qui transm.

PS Conseil

Une division d'un très important groupe industriel français, spécialiste dans la fabrication et la vente de matériel de haute technicité, recherche le ou la responsable de la

PROMOTION DES VENTES — 50 - 60.000 F

Ce cadre, en étroite liaison avec la Direction Commerciale et la fabrication, sera chargé : d'établir les argumentaires de vente à l'usage du réseau France et Etranger, les catalogues et notices publicitaires, de préparer les expositions et de gérer le budget Publicité. Ce poste conviendrait à un(e) candidat(e) diplômé(e) d'une grande école d'ingénieurs ou commerciale, débutant(e) ou ayant acquis une ou deux années d'expérience à un poste similaire de promotion de produits industriels. Ce poste est à pourvoir à Paris et nécessite d'excellentes qualités de contact et des goûts artistiques prononcés. Une très bonne connaissance de la langue anglaise est nécessaire.

Adresser C.V. sous référence 220/M à :
PS CONSEIL
8, rue Bellini - 75782 Paris Cedex 16
Discrétion assurée

LORILLEUX LEFRANC INTERNATIONAL
leader du marché européen des encres d'imprimerie recherche

UN ADJOINT AU DIRECTEUR DE MARKETING INTERNATIONAL

Il sera chargé auprès des centres de profits, filiales du Groupe : d'animer leur politique commerciale de marché et de produits, de promouvoir les méthodes de marketing du Groupe, de coordonner leurs activités commerciales.

Les candidats devront avoir :
— une connaissance courante de l'anglais et de l'allemand ;
— une formation supérieure du niveau grande école commerciale ;
— un minimum d'expérience professionnelle (3 à 5 ans).
Il est prévu une période de formation de 6 à 12 mois dans les filiales étrangères du Groupe et en France.

Le poste implique de fréquents et brefs déplacements à l'étranger, surtout en Europe.
Il ouvre la porte à une promotion à terme particulièrement intéressante.

Adresser candidature avec curric. vitae détaillé sous la référence 609 à Serge BAILLY CONSEIL, 40, avenue Hoche. — 75008 PARIS.

IMPORTANT GROUPE MECANIQUE DE PRECISION
à vocation internationale
recherche
pour sa direction administrative et financière
un

CADRE COMPTABLE

Chargé :
- de participer à la définition de l'élaboration des règles comptables et de conduire des enquêtes auprès des unités
- de coopérer aux travaux comptables d'établissement des bilans et comptes d'exploitation analytique
- de suivre certains dossiers fiscaux.

PROFIL :
- être diplômé d'une école supérieure de commerce (option finances et comptabilité) ou équivalent avec DECS
- avoir une première expérience professionnelle en comptabilité générale et analytique.

Adresser lettre, C.V. avec photo et prétentions sous le No 25552 à CONTESSE Publicité, 20, av. Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

FILIALE FRANÇAISE D'UN GROUPE U.S.
nous souhaitons vous confier la
RESPONSABILITÉ DE NOS PROJETS INFORMATIQUES.
Vous prenez en charge l'ensemble de nos applications développées en GAP 2 sur un gros SYSTÈME-3 (et utilisant le CCP et le BOMP).
Ceci fait, vous devenez, en titre, le

responsable informatique

d'un service comprenant une dizaine de personnes. Après une formation ESCP, ESSEC..., vous avez acquis l'expérience de l'informatisation de la gestion d'une entreprise moyenne et votre **anglais " fluent "** vous permet de devenir l'interlocuteur privilégié des EDP men du groupe.
Nous sommes implantés en banlieue ouest de Paris, alors écrivez à J. THILY ss réf. 3151 LM.
Carrières de l'Informatique.

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON-LILLE-BRUXELLES-GENEVE-LONDRES

Institut Pasteur
PRODUCTION
recherche :

MÉDECIN ou PHARMACIEN - BIOLOGISTE

POUR DIRIGER LABORATOIRE DE CONTROLE

AYANT :
— une expérience de 5 à 10 ans dans la fonction ;
— de très bonnes connaissances en bactériologie et en virologie ;
— un sens de l'organisation et des contacts humains.

LIEUX DE TRAVAIL :
— GARCHES (92), stage de 6 mois environ.
— LOUVIERS (27), définitivement.

Env. C.V. et photo au Département du Personnel, 36, rue du Docteur-Roux. 75015 PARIS.

Organisme de Financement et de Promotion Immobilière (Paris et région parisienne), rech. :

RESPONSABLE PROMOTION

chargé de la prospection, du montage et du suivi des opérations immobilières de la Société.
Sens et habitudes des contacts et de la négociation.

Pratique de la conduite du travail en équipe dans le secteur de la promotion immobilière à un niveau de responsabilité élevé.

Formation supérieure souhaitée.

Lettre de candidature manuscrite, photo, curriculum vitae, rémunération souhaitée.

Ecrire n° 7.492 « le Monde » Publicité. 5, rue des Italiens - 75427 PARIS-9e.

Ingénieur analyste

Société de constructions mécaniques : 16 000 personnes - C.A. 4 milliards, nous recherchons pour notre service central de traitement informatique un ingénieur (Centrale - Mines - A. et M., ...) ayant acquis 3 à 4 ans d'expérience dans le développement et la mise en place de systèmes informatiques appliqués à l'industrie.
Nous lui confierons l'analyse des cahiers des charges, la conception des chaînes et la mise en application de projets de gestion de la production.
Lieu de travail : proche banlieue ouest.
Adresser curriculum vitae ss réf. : CEMOR (à mentionner sur l'enveloppe) à :

Publicis Conseil
EMPLOIS et CARRIÈRES
30, rue Vernet, 75008 PARIS

IMPORTANT GROUPE FINANCIER
recherche
Pour son SERVICE JURIDIQUE

SPÉCIALISTE DES ASSURANCES

LE CANDIDAT DEVRA :
● être au minimum licencié en droit.
● posséder l'expérience nécessaire pour être immédiatement opérationnel.

IL LUI SERA PROPOSÉ :
● de participer à l'étude des problèmes Assurances - construction - transport - risques industriels.
● une situation stable offrant de réelles possibilités d'avenir.
● une rémunération en fonction de l'expérience acquise.
● lieu de travail PARIS.

Écrire avec C.V. et prétentions à Mme Colbert 78 av. Albert Bartholomé 75015 Paris

DANS LE CADRE DE SON EXPANSION LA SOCIETE ENTEX, ASSISTANTE DE GESTION recherche

COLLABORATEURS BANCAIRES DE HAUT NIVEAU (CLASSES 6 à 8)

sur toute la France, ayant parfaite connaissance des engagements et de l'exploitation.

Adresser C.V. à ENTEX S.A., 15, rue de Toulon, 92380 GARCHES.

Responsable comptabilité administration

La filiale française d'un jeune groupe américain spécialisée dans la vente directe de produits de grande consommation crée le poste de Financial & Administrative Manager.

Dépendant du Gérant, il sera entièrement responsable de la supervision et du bon déroulement de l'ensemble des opérations administratives et comptables et assurera tout le reporting vers la maison-mère. Une partie importante de ses activités sera la gestion de la trésorerie de la filiale.

Ce poste complet au sein d'une société en plein démarrage s'adresse à un candidat âgé de 28 ans minimum. Il aura une bonne expérience comptable de 5 ans acquise de préférence dans un groupe anglo-saxon. L'anglais est indispensable.

Adresser C.V. détaillé sous réf. M 7301 à R.INBONA Tour Maine-Montparnasse, 33 avenue du Maine, 75755 Paris cédex 15 - Discrétion absolue.

IMPTE SOCIETE DE TELECOMMUNICATIONS PARIS-13e, RECHERCHE

INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS

— DEBUTANTS ou QUELQUES ANNEES D'EXPERIENCE
— GRANDES ECOLES.
— DISPONIBLES IMMEDIATEMENT.
pour travaux d'études sur matériel et logiciel d'équipement de TELECOMMUNICATIONS.

Ecrire avec C.V. et prétentions à : A.O.I.P., boîte postale 301, PARIS-13e.

INGENIEUR SECURITE
FRANCE/ETRANGER

L'Ingénierie et la construction de très grands ensembles industriels sont nos activités. Nous recherchons pour l'une des sections de notre service Sécurité un ingénieur à qui nous confierons les études destinées à promouvoir la sécurité du travail et la prévention des accidents ainsi que les inspections sur nos chantiers et éventuellement nos usines - aussi bien en France qu'à l'Etranger.
L'homme que nous aimerions rencontrer, doit justifier d'une très grande expérience en prévention des accidents du travail plus particulièrement axée sur les chantiers importants.
Le caractère international de ce poste exige de son titulaire une totale maîtrise de la langue anglaise.
Cette fonction qui est à créer devrait déboucher sur la constitution d'une section «Sécurité sites étrangers».

Envoyer lettre manuscrite et C.V. sous référence 9086 à Axial Publicité, 91, Fg Saint-Honoré 75008 Paris, qui tr.

Boehringer Mannheim France S.A.
recherche son

CHEF DU SERVICE COMMERCIAL

Allemand et anglais souhaités
Une expérience confirmée dans ce poste est indispensable.

Adresser C.V. + photo + prétentions au secrétariat de Direction, Boehringer Mannheim France S.A., 7, bd de la Madeleine, 75001 Paris.

Nous sommes une Importante Entreprise Internationale du Secteur Bâtiment
pour préparer l'avenir
nous souhaitons intégrer dans les prochains mois

Plusieurs INGENIEURS DEBUTANTS

désireux d'acquérir dans le domaine des travaux une expérience susceptible de les conduire à des postes de hautes responsabilités dans différentes filières (travaux, commercial, gestion. . .)
Les candidats que nous retiendrons auront une formation grande école (ECP, ESTP, . . .) dans une section génie civil et sauront faire preuve des qualités de commandement nécessaires à la conduite des hommes ainsi que des qualités d'animateur et d'organisateur.
Les candidats intéressés adresseront C.V. et prétentions sous N° 3513 à PARFRANCE P.A. 4, rue Robert Estienne 75008 Paris qui transmettra

JEUNE SOCIETE DE CONTROLE INTERNE ET CONSEIL TRAVAILLANT AU SEIN D'UN IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS EN DEVELOPPEMENT recherche

AUDITEUR CONFIRMÉ

— Formation supérieure et niveau expertise comptable.
Expérience 3 à 5 ans.
— Tact et diplomatie.
— A moyen terme : débouchés possibles au sein du groupe.

AUDITEUR DÉBUTANT

— Bonnes connaissances comptables.
— Ouverture d'esprit.
— Faculté d'adaptation.

Env. curric. vitae et prétentions à M. DRUAUD, 39, boulevard Malesherbes. — 75008 PARIS.

GIXI

Filiale du groupe CISI, recherche

analystes programmeurs expérimentés

Compétences confirmées en gestion.
Travaux en **Région Parisienne et Province.**
Disponibilité immédiate.
Merci d'adresser un C.V. détaillé à : **GIXI** ZA de Courtabœuf - B.P. 110 91403 ORSAY CEDEX
ingéniérie informatique

Emplois et Carrières

DANS LE CADRE DE SON EXPANSION
ROCKWELL-COLLINS RADIO FRANCE
confie la responsabilité du
DÉVELOPPEMENT DE MARCHÉS (business développement) à

UN CADRE DE HAUT NIVEAU
de formation supérieure (type H.E.C. + M.B.A.)

confirmée par une solide expérience du marketing.
Directement rattaché au Directeur commercial.
Il devra :
- étudier les économies et les marchés potentiels des pays européens et africains couverts par la société.
- Développer et animer les stratégies de pénétration.
- Proposer les éléments de la politique commerciale.
- Participer à la définition des nouveaux produits.
Anglais courant indispensable.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions sous réf. C1 a : CRF 40, rue de Montlhéry. Silic 127 - 94523 RUNGIS CEDEX
Réponse et discrétion assurées.

PETITE SOCIETE DE SERVICE EN INFORMATIQUE EN PLEINE EXPANSION recherche

INGÉNIEUR DÉBUTANT

(Grande Ecole, E.S.E. ou équivalent)

— ayant le goût d'entreprendre, l'esprit d'initiative, des qualités brillantes d'informaticien :
— pour réaliser des logiciels de gestion sur mini-ordinateurs (analyse fonctionnelle, en contact avec la clientèle, élaboration des solutions, contrôle et participation à la programmation).

Envoyer C.V. et prétentions à Sté INFASS, 4, rue du Général-Leclerc, 91230 MONTGERON

[هكذا من الأصل]

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	49,19
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,52

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOIS	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPLOIS	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

offres d'emploi

SEDAP recherche

2 PUPITREURS DOS - IBM

1 PROGRAMMEUR COBOL BULL 6000

PROGRAMMEUR-ASSEMBLEUR OS - IBM

2 PROGRAMMEURS PL1-OS-IBM

Pour tous ces postes minim. 2 ans d'expérience.

Ecr. ou tél. à M. GUILLAUME, 346-12-35, Tour Gamma D, 197, rue de Bercy, 75012 PARIS.

GROUPE INTERNATIONAL DE PREMIER PLAN recherche pour BUREAUX DE PARIS

JEUNE DIPLOMÉ EN DROIT ET GESTION DES AFFAIRES

Participer à l'administration des affaires internationales en Europe.

Le poste devrait évoluer vers une position d'adjoint au directeur du département et implique de traiter de sujets très variés concernant plusieurs pays, essentiellement d'un point de vue juridique et administration générale.

Le candidat choisi aura l'esprit pratique, parlera et écrira couramment l'anglais et le français et connaîtra, si possible, d'autres langues européennes. Une expérience similaire ou comparable sera appréciée.

Adr. C.V. détaillé en anglais et indiquer prétentions n° 25.107 Contesse Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1er, qui tr.

PETITS APPAREILS ELECTROMENAGERS

Une Société suisse déjà implantée en France recherche pour le lancement de sa gamme :

SON CHEF DES VENTES

MISSION : Participer à la définition de la politique commerciale, visiter personnellement toutes les grandes centrales nationales. Expérience dans ce type de produits indispensable.

Un jeune cadre commercial pourra trouver un plein épanouissement de carrière dans ce poste.

Salaire en fonction expérience et qualifications du candidat.

Pour plus amples informations et rendez-vous, tél. 745-41-41 ou bien écrire à : ZYLISS FRANCE, 114, av. du Général-de-Gaulle, Neuilly-sur-Seine.

IMPORTANTE SOCIETE Siège LEVALLOIS, rech.

CADRE FINANCIER

Minimum 30 ans. Pour ses Services Financiers section exportation.

Sera chargé de l'étude des conditions financières des offres (COFACE, financement moyen et long terme, préfinancements et calculs des coûts).

Expérience avec expérience similaire dans Société importatrice ou dans Service exportation d'une banque. Anglais indispensable. Espagnol souhaité. Si possible libre très rapidement.

Adresser C.V. à n° 25.770, Contesse Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1er, qui tr.



Filiale française groupe américain spécialisé instrumentation de recherche offre poste

INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

à jeune physico-chimiste ou chimiste (D.E.A., DUT ou équ.) bilingue anglais, ayant expér. pratique dans signaux faibles, spectrométrie X, chimie analytique et le goût du contact. Rémunération intéressante + commission + voiture.

Adresser C.V. man., photo et prétent. s/réf. 720 à C. Dulcy. EAM RECRUTEMENT, 14, rue Gabriel-Péri, 92120 Montrouge. Réponse et discrétion assurées.



Société d'Études et de Recherches industrielles recrute

TRADUCTEURS TECHNIQUES

HAUT NIVEAU

De langue maternelle allemande, portugaise, russe, suédoise et norvégienne. Connaissances techniques et expér. de la traduction exigées. Ecrire avec C.V. à n° 25.461, Contesse Publicité, 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01.

Société location véhicules nord-est de Paris, recherche : JEUNE HOMME CAISSIER Notions commerciales. Permis de conduire. Dég. O.M. Libre de suite. Référ. exigées. Ecr. à n° 10.790 B - BLEU, 17, rue Lebel — 94300 — Vincennes.

LE DIRECTEUR COMMERCIAL de L'AMY S.A.R.L., 2ème Société Française de lunetterie optique, souhaite rencontrer rapidement

Un jeune diplomé

(Formation ESC ou équivalent)

afin de lui confier, entre autres, les responsabilités suivantes :

- Suivi des résultats commerciaux,
- Gestion des commandes,
- Contacts et courrier Clients.

Poste évolutif, lié au dynamisme et à la créativité du candidat.

Lieu de travail : PARIS REPUBLIQUE

Adressez C.V. photo et prétentions sous la réf. 3717 à P.LICHAU S.A. 10, rue Louvois 75063 Paris Cédex 02 qui transmettra.

Importante Société de Services (Paris-8e) recherche :

ASSISTANTS DE GESTION

1 à 2 ans d'expérience poste similaire. Débutants non exclus.
Poste évolutif dans un groupe en expansion.

Adresser C.V. détaillé et prétentions s/réf. 6.728 à P. LICHAU S.A., 10, rue Louvois, 75063 Paris cedex 02, qui transmettra.

Importante Société banlieue Nord distributrice de produits chimiques. recherche

JEUNE TECHNICO-COMMERCIAL

pour visiter les industries de la peinture régions Paris - Normandie

Le candidat devra avoir une formation de chimiste et une expérience en laboratoire ou en fabrication dans le domaine des peintures ou industries similaires et être intéressé par une activité commerciale.

Envoyer curric. vitae et prétentions ss le n° 3.189 à PUBLICITES REUNIES 112, boulevard Voltaire, 75011 Paris, qui transm.

Société de Courtage (Réassurances) engage niveau européen

UN ATTACHÉ DE DIRECTION COMMERCIAL

Capable négocier niveau direction d'importants contrats.
Anglais indispensable. Excell. formation générale.

Ecrire sous référence 77.2684

CPS CENTRE DE PROMOTION ET DE SELECTION S.A.R.L. Avenue Victor Hugo 15 — 75116 PARIS Tel : 553 97-89 +

Société de Conseil et Logiciel

(65 personnes) dynamique et en pleine santé

recherche pour seconder son P.-D.G.

UN POLYTECHNICIEN

ayant 4 à 7 ans d'expérience professionnelle, de préférence dans le service informatique

Cette société qui fait partie d'un groupe de P.M.E. offre des perspectives intéressantes à un X attiré par des responsabilités de direction générale.

Envoyer C.V. manuscrit, photo et prétentions : N° 3186 PUBLICITES REUNIES 112, boulevard Voltaire, 75011 Paris.

SOCIÉTÉ INFORMATIQUE D'UN IMPORTANT GROUPE BANCAIRE

(IBM 370/158 OS/VS 1) recherche

PROGRAMMEURS EXPÉRIMENTÉS

(Cobol et Assembleur) Minimum 3 ans d'expérience

Envoyer curric. vitae et prétentions à SOVATEL, 18, rue Clément-Bayard, 92300 LEVALLOIS (Métro Pont de Levallois).

Société BANLIEUE OUEST PARIS recherche pour son SERVICE INFORMATIQUE

UN ANALYSTE-PROGRAMMEUR

(DUT - IP ou équivalent) + 2 ans expér. pour le développement et la maintenance d'applications de gestion sur mini-ordinateur.
Poste à pourvoir immédiatem.

Env. C.V. et prétent. à S. P. I., Service du Personnel, 9, rue Louis-Rameau - 95872 BEZONS.

SOCIETE XVIe ARRONDISSEM. recherche
1.) Jeune femme avec expérience pour poste comptable 1er ou 2e échelon ;
2.) Jeune femme dactylo réceptionniste, bonne présentat.
Téléphoner au 723-63-71 pr R.-V.

Sté de Credits recherche pour son Reseau Commercial

UN INSPECTEUR COMMERCIAL

région de travail au départ Est et région Paris.
Ecole CCIALE. exper. contacts av. milieu automobile souhaitée. Envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo au : CHEF DU PERSONNEL B.P. 723-03 75361 PARIS CEDEX 08

La Direction des Affaires Sanitaires et Sociales recherche

— Une assistante sociale chef qui assurerait ses fonctions au service d'aide à l'enfance.
— Deux assistantes soc. chefs qui auraient la responsabilité d'une circonscription de service social.
Les candidates à ces postes devraient avoir bénéficié d'une formation de cadre ou d'une *formation complémentaire en* travail social.
— Cinq assistantes sociales spécialisées pour le service de prévention.
— Des assistantes sociales polyvalentes de secteur pour les circonscriptions de :
— Sainte-Genevieve-des-Bois.
— Corbeil.
— Viry-Châtillon.
— Grigny.
— Draveil.
— Palaiseau.
— Longjumeau.
Candidatures à adresser à : Madame CONORTON Conseillère technique. Cite admnist. des Tarterêts CORBEIL-ESSONNES 91010 EVRY CEDEX Tél. : 077-92-58, poste 25-83.

Assoc. journalistes rech. jeune fille ASSISTANTE SECRETAIRE ayt conn. probl. jeunesse. 2 jrs p./sem. Hor. souple Env. C.V. A.P.J.J., 13, r. Féron - Paris-6e

---

CONSTRUCTEUR MACHINES SPECIALES PARIS toutes industries (400 Ingénieurs et Techniciens)

RESPONSABLE COMMERCIAL

MECANIQ. LOURDE - CHAUDRONNERIE - AUTOMATION

10 ans expérience technico-commerciale dans profession. Anglais apprécié.

Ecr. avec C.V., photo et prét., n° 25.876, Contesse Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1er, qui tr.

Société industrielle recherche pour DIRECTION INFORMATIQUE Nord région parisienne

INGÉNIEUR SYSTÈME

chargé :
— de la mise en place et de l'animation de la politique informatique ou télé-informatique de la société,
— du choix des matériels et logiciels.
Ce poste nécessite de larges connaissances des applications de gestion et des techniques de mini-ordinateurs.
Possibilité d'avenir à candidat dynamique.

Adr. C.V., photo et prétent. à Minet Publicité (n° 3514/S) 40, rue Olivier-de-Serres 75815 PARIS, qui transmettra.

Dans le cadre de ses activités systèmes, mini-ordinateurs et micro-processeurs, importante société recherche des

INFORMATICIENS

attirés par les applications d'automatisation industrielle, de mini-gestion, de télécommunications.

— Une formation supérieure, écoles d'ingénieurs de préférence est indispensable.
— Une expérience de la conception et/ou de réalisation sur mini-ordinateurs et micro-processeurs 8080 ou 6800 sera *très appréciée.*
— Certains postes nécessitent une expérience HARDWARE.
Adresser C.V., prétentions et photo s/réf. AS/09 à

T.C.A. PETITES ANNONCES 3 RUE D'HAUTEVILLE, PARIS 10e

SOCIETE DE BATIMENT SECOND ŒUVRE recherche

RESPONSABLE GESTION DE PRODUCTION

Nous souhaitons :
Un ingénieur de 35 ans environ, ayant eu des responsabilités en production (notamment en ordonnancement lancement, méthodes, planning, etc.).

Adresser C.V. à CARRIERES SERVICES, 19, rue de la Paix, 75002 PARIS.

Société d'Etudes et de Recherches industrielles recrute

TRADUCTEURS TECHNIQUES

HAUT NIVEAU

De langue maternelle française pour Anglais, Allemand, Portugais et Néerlandais
Connaissances techniques et expér. de la traduction exigées. Ecr. n° 25.463 Contesse Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1er, qui tr.

Litwin recherche

ANALYSTE-PROGRAMMEUR

connaissant les langages FORTRAN et COBOL
Connaissance en pétrochimie et résistance des matériaux souhaitée.
Anglais apprécié
Ce poste, régi par un contrat d'une durée déterminée d'environ 18 mois, est assorti d'une rémunération intéressante.
Adressez C.V., sous réf. 189, à Direction du personnel LITWIN, 10, rue Jean-Jaurès, 92800, Puteaux.

SOCIETE INDUSTRIELLE Filiale d'un important groupe américain recherche *pour ses deux usines*

UN CADRE

COMPTABILITE INDUSTRIELLE
(Manufacturing accounting)
28 ans min., expérience dans poste simil. appréc. par priorité Possibilité avenir dans poste. Connaissance anglais indispens. Le candidat doit être ouvert aux problèmes des techniques de prix de revient.

Lieu de travail proche limite Sud de Paris.

Ecr. avec C.V., photo, prétent., n° 25602, CONTESSE PUBLICITE, 20, av. de l'*Opéra*, Paris-1er, qui transmettra.

Société rech. NEGOCIATEURS NEGOCIATRICES - Débutants acceptés. Voiture indispensable. Fort %. — 345-55-10, poste 22.

SOCIETE DE PRESSE Paris-Ouest recherche

CHEF COMPTABLE

— Formation supérieure (Expertise ou DECS),
— 30 ans minimum,
— Excellents contacts humains,
— Ayant pratiqué comptabilité sur ordinateur, budgets, bilans, contrôles,
— Rémunération en fonction de l'expérience.
Env. C.V., photo, rémunération sous réf. 542 M à PROSSEL, 25, rue du Renard, 75004, Paris.

CABINET DE MARKETING recherche pour PARIS-16e

ATTACHÉ D'ÉTUDES

Premier emploi, libéré O.M., Maîtrise de Gestion, Anglais et permis V.L. indisp. Déplacements fréquents en province.
Envoyez C.V. détaillé, photo, prétentions, sous référence 9010 à J.G.M. CONSEIL, 2, av. du Maréchal-Foch, 92260, Fontenay-aux-Roses.

URGENT
Ville de Chilly-Mazarin (Esson.) recrute une infirmière puéricultrice diplômée d'Etat pour poste de direction à la Crèche familiale (logement de foncl.) Téléph. : 909-10-13.

BANQUE AMERICAINE *QUARTIER MADELEINE* cherche

CREDIT ANALYST

— 2-3 ans d'expérience,
— Bonnes connaiss. de l'anglais.

Ecrire avec C.V., prétentions et photo à n° 1913 COFAP, 40, rue de Chabrol, 75010 Paris qui transmettra

Bureau d'Etudes à Vocation internationale recherche pour travail France et Etranger

INGÉNIEURS OUVRAGES D'ART

diplômés grande école + CHEM ou CHEBAP expér. confirmée en ETUDES et CONTROLE D'OUVRAGES Anglais nécessaire Libres rapidement.

Veuillez écrire (joindre C.V. + mention dernière rémunération) sous référence 804/101, à L.T.P. 31, bd Bonne-Nouvelle, 75002 PARIS.

SOCIETE D'INFORMATIQUE recherche

INFORMATICIEN

NIVEAU I.U.T.
1 à 2 ans expér. industrielle

CONNAISSANT FORTRAN

pour Préparation, Exploitation et Programmation.
Ecr. n° T 75910 M. Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris

LE DIRIGEANT D'UN CABINET CONSEIL EN RECRUTEMENT DE CADRES

recherche pour l'assister (fonctions commerciales et administratives variées) A TEMPS PLEIN (près Etoile)

CADRE + DE 48 ANS

Ayant l'habitude de rédiger. Bonne puissance de travail. CADRE secteur privé, ayant assumé responsabilités de bon niveau, recherchant : dernière situation ou appoint : 84 - 90.000 F par an.
Réponse à toute lettre manuscrite, C.V. détaillé et photo à : ROUSSEAU, 2, BD PEREIRE, 75017 PARIS, qui transmettra.

GROUPE SPECIALISE DANS L'ASSISTANCE AUX P.M.E. recherche pour Paris et Région parisienne

5 HOMMES DE VALEUR
Profil
Dynamisme, ambition motivés aux problèmes des entreprises.

Ces hommes de contact recevront une formation complète au poste de

DÉLÉGUÉ CONSEIL

Si vous êtes libre immédiatem., possédez voiture + téléphone appelez M. Edel pour de plus amples renseignements. 886-11-27

Nous prions les lecteurs répondant aux "ANNONCES DOMICILIEES" de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du " Monde Publicité " ou d'une agence.

l'agenda du Monde

reparaîtra le MERCREDI 7 (daté 8) SEPTEMBRE

Les annonces peuvent être adressées dès maintenant, soit par courrier au journal, soit par téléphone au 296-15-01.

PROJETEURS

EN CARROSSERIE
A.T.S., 38, rue de Maubeuge, 9e
83, av. de la Marne, ASNIERES.

CABINET LEADER en CONSEIL à l'EXPORTATION cherche pour son secteur BIENS d'EQUIPEMENT

COLLABORATEUR de HAUT NIVEAU

Form. technique, goût et pratique de la prospection clientèle et techniques marketing. Expér. concrète des marchés étrangers. Age 35 ans minim.

Adr. C.V. très dét., n° T 77.698 M Régie-P., 85 b., r. Réaumur - 2e.

CLESID GROUPE CREUSOT-LOIRE

recherche pour PARIS

INGÉNIEUR DIPLOMÉ GRANDE ÉCOLE

PARFAITEMENT BILINGUE FRANÇAIS - RUSSE

BON GESTIONNAIRE

Ecrire avec C.V. manuscrit et prétentions, sous référence FL, à Département du Personnel CLESID - WEAN DAMIRON 10, place des Etats-Unis. 75116 PARIS

IMPTE CHAINE HOTELIERE cherche pour Aéroport ROISSY (200 salariés)

UN RESPONSABLE DU PERSONNEL

Il fera partie de l'équipe dirigeante et assurera :
— Recrutement, formation, communications et administration du personnel.
IL FAUT :
— Une grande disponibilité
— L'expérience des relations humaines en entreprise
— De l'intérêt pour l'organisation et l'administration.
Env. C.V. + sal. act. + prét., à : Direct. administrative Personnel SOFITEL, 2, rue Gregnet 75738 Paris Cedex 15

CABINET de COMMISSARIAT aux COMPTES et d'EXPERTISE COMPTABLE recherche

RÉVISEUR et ASSIST. RÉVISEUR

Form. enseign. supérieur souh., titulaire DECS. 1 an expér. mini.

Env. C.V. man. + prét., Socorex 109, av. de Paris, 94160 St-Mandé

IMPORTANT ORGANISME IMMOBILIER DE LA REGION PARISIENNE recherche pour son siège quartier Saint-Lazare

ANALYSTE ANALYSTE-PROGRAMMEUR

Langage COBOL

3 à 4 ans d'expérience. Connaissances comptabilités CORIG PAC souhaitées.

Adr C.V. et prét. à n° 25.226 CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue Opéra, Paris (1er).

IMPORTANT CENTRE DE RECHERCHE Nord de Paris recrute pour son service SURFACES MECANIQUES

UN TECHNICIEN-SUPÉRIEUR ÉLECTROCHIMISTE

CONFIRME

Responsable du suivi des essais menés au laboratoire dans les domaines de la corrosion et de la galvanoplastie.

Il sera plus particulièrement chargé de l'exécution de la partie expérimentale des études d'électrochimie appliquées.

Lecture de l'anglais technique indispensable.

Adr. C.V., photo et prétent. à n° 24.596 - CONTESSE PUBL., 20, avenue de l'Opéra, Paris-1er

Important groupe médical d'importance mondiale recherche

INGÉNIEURS II

connaissant le matériel P.D.P 11 S/R.S.X 11 en ASSEMBLEUR
Mise en place d'un important projet

PROGRAMMEURS

P.D.P 11 en ASSEMBLEUR

Nous acceptons candidatures avec peu d'expérience.

Tél. pour R.V. : 526-82-08 ou envoy. C.V. à n° 3.190 PUBLICITES REUNIES, 112, bd Voltaire. 75011 PARIS.

GROUPE FINANCIER Champs-Elysées recherche

CHARGÉ DE RECHERCHE D'INVESTISSEMENTS IMMOB. auprès promoteurs, banques.. Formal. supérieure, dynamisme, contact, jugement, travail intens. Expérience utile : Ingénieur commercial, études d'opérations immobilières, développement sociétés distribution.
Rémunération liée aux résultats, temps partiel éventuel, promotion possible.
Adr. C.V. et photo au n° 7.443 « le Monde » Pub., 5, rue des Italiens, 75427 Paris (9e), q. tr.

RANK XEROX recherche

ATTACHÉS COMMERCIAUX

pour diffuser deux nouveaux produits :
- le télécopieur
- la machine à écrire "Marguerite"

Vous avez l'expérience de la vente.
Vous êtes diplômé ou non de l'enseignement secondaire ou supérieur.

Nous vous offrons :
- un salaire élevé
- de nombreux avantages sociau
- une formation rémunérée.

Postes à pourvoir à PARIS et RÉGION PARISIENNE.

Adresser votre candidature avec c.v. sous réf. T 106 à INFRAPLAN CARRIÈRES. Tour de Lyon, 185, rue de Bercy, 75012 Paris, qui traitera les candidatures.

Plain Champs

---

former les responsables "assurance de qualité"

Concevoir et réaliser de grands ensembles industriels en France comme à l'Etranger : telle est notre activité. Notre division «Qualité» regroupe un personnel chargé de définir et de mettre en application les programmes correspondants.
L'ingénieur que nous recherchons est appelé à former ce personnel aidé pour cela par une équipe de 3 personnes. Il prépare et organise les programmes de formation en matière d'Assurance de qualité depuis la rédaction de ces derniers et la réalisation des sessions, jusqu'à la gestion des qualifications obtenues. Sa responsabilité inclut également des réalisations audiovisuelles servant de supports aux cours. Réaliste et imaginatif, il possède une expérience d'au moins 4 ans. Une pratique en formation des adultes est un atout.
Le poste est basé à Paris.

Adresser lettre de candidature s/réf. 29/M à AXIAL Publicité, 91, Fbg St-Honoré 75008 Paris, qui transm.

Importante Sté de Télécommunications, *PARIS-13e, recherche* pour son service ETUDES :

1) AGENT TECHNIQUE

ELECTRONICIEN NIVEAU 4, ECHELON I
Solide formation en électronique. Expérience d'au moins 2 ans en laboratoire dans le domaine des circuits logiques et analogiques. Expér. appréciée dans le test automatique.
Poste offert : développement de données de tests, de sous-ensembles électroniques.

2) AGENTS TECHNIQUES

ELECTRONICIENS NIVEAU 4, ECHELON I et NIVEAU 5, ECHELON I
Solide formation en électronique Connaiss. en télécommunications appréciées. Expér. d'au moins 3 ans en laboratoire.
Poste offert : participation à la conception et au développement d'équipement de télécommunications électroniques.

Ecrire avec C.V. et prétent. à A.O.I.P., B.P. 301, PARIS-13e.

CREDIT HOTELIER COMMERCIAL ET INDUSTRIEL, PARIS-15e

rech. pour premier emploi

PLUSIEURS RÉDACTEURS JURIDIQUES

Libérés O.M. ayant DEUG en Droit, école Notariat ou équivalent

Présentation, expression écrite et orale permettant contacts avec chefs d'entreprise. Notions d'analyse financière et de fiscalité appréciées.

Salaire première année 41.000 F Statut bancaire.

Env. C.V.+photo sous référence CT, Service du Personnel, *chcl, 78, rue Olivier -de-Serres,* PARIS-15e

ANDERSON - JACOBSON

recherche pour vente terminaux et modems

INGÉNIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

ayant 2 à 3 ans expér. vente (si possible informatique). Anglais souhaité
Env C.V., prétent. 14, r. Leon-Gambetta, 92120 Montrouge

Recherche AIDE MENAGERE et SOIGNANTE. 50 ans minim. Logée. Bon salaire. Référ. exig. Tél. : 642-99-73.

Dans le cadre de son développement Société Construction Matériel Informatique recherche

INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

pour vente en O.E.M.

Les candidats doivent avoir :
— 25 ans minimum ;
— une expér. de la vente de terminaux d'ordinateurs auprès d'une clientèle spécialisée ;
— la connaissance des liaisons télécommunications ;
— une pratique de la gestion de fichiers sur disque dur

Env. C.V. dét., photo, prétentions sous référence n° 1.020 à J. LE HERISSE 2, av. du Maréchal-Foch 92260 Fontenay-aux-Roses, qui transmettra.

GROUPE INTERNATIONAL *D'ASSURANCES* recherche

JEUNE LICENCIÉ EN DROIT et/ou DIPLOMÉ ÉCOLE COMMERCIALE

dégagé O.M. Bilingue anglais. Pr département R.C. industrielle. Débutant accepté.

Ecr. av. C.V. et prét sous n° 4.604 PARFRANCE, 4, rue Robert-Estienne, 75008 Paris, qui transmettra.

COMPTABLE HME 2e éch.

susceptible devenir responsable service comptable, sérieuses réf.
Se présenter :

A LA PLACE CLICHY

93, rue d'Amsterdam, Paris-8e de 16 h. à 18 h.

Cherchons jnes gens, jnes filles célibataires. Disponibilité compl. pour vivre et travailler avec enfants présentant difficultés affectives. Rémunération et formation en cours d'emploi. 21 ans minimum. Niveau fin seconde minimum, psychologues éducateurs et marginaux, s'abst. Tél. pour R.-V. au 031-11-59.

I.F.E.R.P., recherc. Professeurs ANGLAIS et ITALIEN enseignant langue maternelle. Carte de travail obligatoire, sinon ressortissant de la C.E.E. *Bonne présentation, expérience* exigées Env. C.V. et photo à I.F.E.R.P. - Berkeley Building 19 à 29, rue Capitaine-Guynemer 92081 Paris La Defense Cedex 19 Téléph. : 776-50-00.

COLLABORATEUR Gd standing pr contacts haut niveau. Poss. gains importants - 236-12-30.

Jne femme convalescente, seule avec fils 5 ans, ch. JEUNE FEMME pouv. aider maison et enfant, allées et venues campagne/Paris Etude, travaux intellectuels, artistiques ou artisanaux compatibles. Permis de conduire si possible. Téléphoner au 257-12-04 (jusqu'à vendredi).

Rech. sur poste ingénieur 2 A pour mesure physico-chimique s./pression, docteur ou ingénieur Env. C.V. à M. RENON, Ecole des Mines, 60, bd Saint-Michel, Paris-6e.

GROUPE DE PRESSE

QUOTIDIEN DE PROVINCE RECHERCHE POUR SON BUREAU DE PUBLICITE A PARIS une HOTESSE STANDARDISTE Ecr n° 6541 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris.

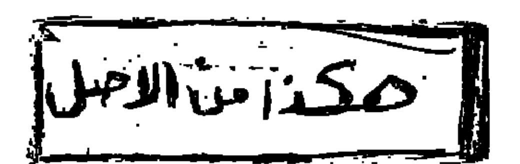
IMPTE BANQUE PRIV. PARIS recherche

COLLABORATEURS

Plusieurs années d'expérience bancaire diversifiée. Très solides connaissances professionnelles. Apte à remplir à Paris les fonctions de SECOND D'AGENCE Très sérieuses références contrôlables exigées.

Adresser C.V. dét. s/réf. 964/M à Sweerts, B.P. 269, 75424 Paris Cedex 09, qui transmettra.

Importante Société de travail temporaire. rech. :
— 2 CHEFS D'AGENCE
— 2 AGENTS COMMERCIAUX
H ou F., bilingues français-anglais, ayant expérience du recrutement et placement du personnel administratif, informatique, et, si possible, bureau d'études. Salaire en rapport av. *expérience. Env. C.V. + photo* sous référence n° 3.125 à : PROMOPRESSE, 39, Champs-Elysées, 75008 Paris qui est chargée de la sélection. Discrétion assurée.



ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	49,19
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,52

ANNONCES ENCADREES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOIS	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPLOIS	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

secrétaires

Secrétaires de direction

Important Groupe de taille internationale recherche pour sa Direction Commerciale Etranger

SECRETAIRE DE DIRECTION bilingue anglais

Outre les travaux de secrétariat (sténographie française nécessaire) cette collaboratrice assistera le Directeur dans l'ensemble de ses fonctions.

Une bonne organisation, un goût pour les relations humaines et une expérience de 2 ou 3 ans dans un poste similaire sont des atouts supplémentaires pour ce poste.

Lieu de travail : BANLIEUE SUD-OUEST.

Adresser C.V. détaillé + photo et rémunération à CONTESSE PUBLICITE ss référence 25344 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01 q.tr.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ MULTINATIONALE
Quartier LA DÉFENSE
recherche pour sa DIRECTION GÉNÉRALE

SECRÉTAIRE DE DIRECTION

— B.T.S. ou équivalent.
— Parfaitement BILINGUE ANGLAIS.
— 28 ans minimum.
— Libre rapidement.

Horaire 5X8 - Restaurant d'Entreprise
Avantages sociaux

Prière d'adresser C.V. détaillé, photo et prétentions n° 25506 CONTESSE Publ., 20 av. Opéra, Paris-1er, qui transmettra.

Vous avez 26 ans minimum et êtes une parfaite technicienne du secrétariat (BTS ou équivalent + 5 années au moins d'expérience professionnelle).

Nous sommes l'une des grandes affaires françaises (banlieue sud de Paris) et cherchons, **pour notre direction générale,**

une secrétaire assistante

En plus d'un secrétariat classique, mais comportant des tâches variées, elle a des contacts à haut niveau tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'entreprise. Ce poste exige une excellente présentation et l'anglais courant.

Écrire à Mme J. MAXENCE ss réf. 3213 LM.

CARRIERES FEMININES
10, RUE ROYALE, 75008 PARIS

PRONUPTIA DE PARIS
Le spécialiste du Mariage rech. pour son directeur ccial SECRETAIRE DE DIRECTION
Bonne présentation et bonne formation génér. Expérimentée, sachant rédiger, sténodactylo appréciée. Env. C.V., photo et prétentions à : PRONUPTIA de PARIS E.C., 2, r. Navoiseau, 93100 Montreuil.

Sté de produits chimiques rech. pour son siège social à VITRY

SECRÉTAIRE DIRECTION

— Rattachée direct. au P.D.G. ;
— Elle assure la frappe du courrier et l'organisation de ses nombreux déplacements. Centre de communications dans l'entreprise, elle l'assiste ds sa mission. Parfaite bilingue anglais (all. souh.), de formation supér., elle a acquis une première expérience de secrétariat de haut niveau ;
— Statut cadre, 13e mois ;
— Particip. Moy. d'accès aisés. Poss. d'obtenir 27 jrs congés payés apr. 1 an de présence.

Env. C.V. man., photo, prét., référ. 77/13-2, à DIAPROSIM, B.P. 8, 94400 VITRY-S/SEINE.

Sténodactylo

Maison de la culture de Nanterre rech. STENODACTYLO qualif. Ecr. ou tél. 204-53-33, M. Pinçon.

FILIALE SOCIETE INTERNATIONALE PARIS 16e recherche

STÉNODACTYLO
langue maternelle
HOLLANDAISE

Ecrire avec C.V. et prétentions n° 25.008, CONTESSE PUBL., 20, av. de l'Opéra, PARIS (1er).

SOCIETE PARIS (15e) offre un poste de :

STENODACTYLO

à pourvoir rapidement au soin de sa DIRECTION DU PERSONNEL
La candidate retenue sera amenée à participer aux diverses activités de secrétariat d'un Service administratif assurant la gestion du personnel. - Une première expérience dans ce domaine est vivement souhaitée, ainsi qu'une bonne vitesse et sténo et en dactylo. - Vous êtes priée d'écrire (joindre C.V. et photo) en précisant votre dernier salaire annuel sous réf. 853/110
L.T.P. 31, bd Bonne-Nouvelle, 75002 PARIS.

Secrétaire

Société de distribution produits alimentaires située BANLIEUE SUD recherche

SECRÉTAIRE

pour direction commerciale, niv. B.T.S., secrétariat ou équiv. pour un premier emploi. Env. C.V. avec photo et rémunération souhaitée à S.E.B.F., Service du personnel, 6, rue des Oliviers, SENIA ORLY 327, 94537 RUNGIS CEDEX.

Important Groupe commercial PONT DE NEUILLY recherche

SECRÉTAIRE-STÉNODACTYLO CONFIRMEE

— Elle secondera le responsable des finances en France (courrier, organisat. et suivi du classement et de la documentation, revue de presse financière et travx divers) ;
— Expér. départem. financier ou comptabilité appréciée (à défaut goût des chiffres), pratique courante de la sténographie exigée.

Poste stable, 40 h. par semaine. Horaire variable, restaurant d'entreprise ou tickets restaur. Tous avantages sociaux.

Adres. lettre manuscrite, photo si possible et C.V. détaillé précisant salaire ANNUEL souhaité à n° 25.845, CONTESSE PUBLICITE, 20, av. de l'Opéra, PARIS (1er).

Sté national. rech. jeune femme

SECRÉTAIRE-STÉNODACTYLO
Libre tout de suite.
Anglais apprécié.
Env. C.V. et photo sous référ. 8.777 à P. LICHAU S.A., 10, rue Louvois, 75063 Paris Cedex 02, qui transmettra.

Société promotion immobilière recherche pour directeur commercial

SECRÉTAIRE

sténodactylo, contacts téléph., frappe sur I. B. M. direction, 5 X 8 X13, congés 5 semaines. Ecrire avec C.V. et prétentions CARIMO, 37, rue Louise-Michel, 92300 LEVALLOIS (face métro)

représent. demande

V.R.P., 3 a. expér. Adore son métier, 26 ans. Voiture de fonction. M. THERESINE, 61, rue de Brancion, 15e

capitaux ou proposit. com.

SOCIETE DE PRESSE organisat. d'un concours d'enfants d'un an (déclaré chez huissier) à l'échelon nat. rech. pr son budget supports publicit. de marq. Tél. 735-82-10 H. bur.

demandes d'emploi

SECRETAIRE STENO-DACTYLO EXPERIMENTEE BILINGUE ITALIEN
recherche POSTE STABLE
Ecr. n° T 77.670 M Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris

J'ai
— 31 ans, une excell. présentat.
— Des aptitudes pour convaincre et animer.
— Une bonne expér. de la vente et de la gestion commerciale.
— Une format. supér. en Université techn. de commercial.

Je souhaite un emploi où je pourrais exprimer mon dynamisme et mon courage.
Mon objectif : atteindre et participer à la gestion générale.

Ecr. AZOULAY Roger, 5, rue Julien-Piron, 93110 Rosny-ss-Bois

Jeune Suisse ingénieur civil marié, expérience inter., Français, Espagnol, Anglais cherche
Poste Technico Comm.
Travail à l'étranger accepté. Ecrire sous chiffre PB 355 186 à Publicitas, CH-1002 Lausane.

H. 31 a., form. comptab. gestion, DUT certif. compt. DECS, exp. triling. All. Angl., ch. situation Paris ou étranger. Ecr. n° 1470 « le Monde » Pub. 5, r des Italiens, 75427 Paris-9e

Togolais, 33 a., D.U.T. comptab. et techniques commercialisation, connais. informat. et quelques notions d'anglais, 6 ans 1/2 expérience. Recherche place stable. Etudierai toutes propositions. Ecrire n° 1.482 « Le Monde » Pub., 5, rue des Italiens — 75427 PARIS (9e).

Architecte D.P.L.G. lic., maîtrise, D.E.A. urbanisme, 8 ans d'expér. agence, sér. réf., très bonne expér. chant., ch. emploi. Ecr. n° 1.400 « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e

J.H., 21 a., probatoire, 1 a. exp. profes. prépar. B.E.C.S., rech. emploi mi-temps chez expert compt. de préf. T. : 788-67-30.

J.F., 24 ans, LICENCE HIST-GEOGR, 3 ans prép. CAPES, très bonne présent., ch. emploi stable pl. temps. Ens. second. EDITION DOCUMENTAIRE TOURISME - ENTREPRISE. Ecr. T. 077.751 M. Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, Paris-2e.

ACHETEUR, 34 ans, 8 ans expérience, spécialiste en emballage carton et plastique, Arts graphiques et P.L.V. Apte aux responsabilités. Libre rapidement. Ecr. M. DAVID, 65, boulevard Maréchal-Joffre, 92340 BOURG-LA-REINE.

CADRE COMMERCIAL ADJOINT DIRECTION
responsable serv. achats céréales françaises ds import-export, recherche poste à responsabilité. Ecr. n° 1.437, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

AGREGEE lettres classiques,
expér. Université, ch. travail mi-temps, édition, librairie. Etudie toute proposition Ecr. n° T 77.666 M Régie-Presse 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

VOUS PENETREZ LES MARCHES DES PAYS SOCIALISTES et vous avez besoin de renforcer votre équipe S'offre à vous un jeune homme, dég. O.M.
DEA CYCLE U.R.S.S. et EUROPE DE L'EST
Dipl. des langues orientales, option échanges internationaux, parlant russe, anglais, italien. Ecr. n° T 077.694 Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

JURISTE, 37 a., 10 a. exp. ds Ets crédit. Lic. droit privé, ch. poste cadre jurid. ou formation. Libre. Ecrire à Mlle Richert, 10, r. Robert-Fleury, 75015 Paris.

TRADER - ACHETEUR
Franç., 34 a., négoce internat. matières premières, ch. respons. dans Team dynamique, PARIS/ETRANGER. Ecr. à 1.476, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

J.H., 31 ans, maîtrise philo, exp. enseignement philo franç., recherche poste de professeur. - M. Radulesco, 51, rue d'Argenteuil, 95210 Saint-Gratien.

Aide-comptable confirmé, 26 ans, célibataire, cherche emploi en AFRIQUE francoph. Ecr. à 1.440, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

H.E.C., D.E.C.S., 2 ans d'audite, 28 ans, cherche contrat d'un an début octobre 77, 100.000 F Paris dans domaines finances, comptabilité, contrôle de gestion. - Ecr. à T 77.688 REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

J.F., 24 ans, diplômée E.S.C.P., trilingue Français/Anglais/Russe stages en commercial, marketing administratif. Etudie toutes propositions. Libre de suite. Ecr. à T 77.712 REGIE-PRESSE 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

CADRE INTERNATIONAL d'une gde sté anglaise depuis 8 ans dt 5 ans à Londres rech. UN POSTE DE RESPONSABILITE POUR REPRESENTER, COORDONNER EN ANGLETERRE LES INTERETS DE SOCIETES FRANÇAISES OU AUTRES. Néerlandais, 35 a., dipl. universitaire et de l'I.N.S.E.A.D., parfait, franç.-angl.-holland. Ecr. à T 77.708 M Régie-Presse, 85 b., r. Réaumur.

H., 28 a., Docteur en sociologie, spécial. : urbanisme, problèmes du tiers monde, étudie toutes propositions. Téléph. : 934-30-91.

J.F., 26 ans, licenciée enseign. géographie, ch. heures de cours public, privé - Tél. 288-86-93.

CADRE, 53 ans, 20 ans expér. INSPECTION COMMERCIALE engrais. Excellente connaissance
● réseau de distribution,
● négoce coopératives,
recherche poste similaire, de préférence société région Paris. Tél. : 585-12-53, jusqu'à 10 h.

J.H., 26 ans, licence GEOGRAPHIE URBAINE EXPERT DEMOGRAPHE (collecte analyse, informatique, statistiques et sondages), anglais, grec. Libéré O.M., rech. emploi France ou étranger. - Tél. : 208-36-93.

Chauffeur routier cherche place en FRANCE pour rouler MOYEN-ORIENT. M. Exter. Dorp 130-8178 Woumen BELGIQUE.

Docteur en psychologie D.E.A. en éducation spécialiste en enfance inadaptée, expérience enseignement supér., étudie toutes propositions. Ecr. M. TURKMAN, 18, rue Nouvelle, 93700 Drancy, ou tél. 284-08-96 ou 284-63-30.

Saisir
INGENIEUR T.P. habilité aux PROFESSIONS IMMOBILIERES AGREMENT D'ARCHITECTURE en cours CAMBISTE EN MATIERES PREMIERES...

AFFAIRISTE
pour
COLLABORATION DE CONFIANCE

Célib. - Disponible - 28 a. -Tte proposition étranger ANGLAIS - ALLEMAND

Expérience unique de conseil généraliste

VALDERA, 55, bd Gouvion-Saint-Cyr, 75017 Paris.

DIRECTEUR TRAVAUX
INGENIEUR TECHNIQUE ET GESTION
Nombreuses réalisations d'usines clés en main.
FRANCE - ETRANGER
MONTAGE - MISE EN ROUTE
— Libre à court terme —
pour l'Algérie ORANAIS Autres pays ou siège multinationale Paris.
Ecrire n° 1378 « le Monde » Pub., 5, rue des Italiens, 75427 Paris-9e.

---

pour TÉHÉRAN
ATTACHE DE DIRECTION
FORMATION UNIVERSITAIRE
40 ans, 15 ans expérience P.M.E. Paris
recherche
Poste à Responsabilités
Ecrire n° T. 77.718 REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

ADMINISTRATION COMMERCIALE
Jeune femme 28 ans
Licence ès Sciences Economiques
+ Institut droit des Affaires

Ayant :
— 5 ans d'expérience ;
— Assumé la direction d'un service de dix personnes (secteur bancaire) ;
— Une bonne connaissance du marché des produits financiers et immobiliers ;
— L'habitude de la négociation tout niveau (clients et force de vente) ;
— Le goût des contacts humains ;

Recherche poste à responsabilité, secteur indiffér.

Ecrire sous n° 77.648 à REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris (2e), qui transmettra.

J.F. CADRE, 33 ans
SECRÉTAIRE de DIRECTION
B.E.C. + B.T.S. 13 ans expérience responsabilités
cherche
poste COLLABORATRICE
Libre immédiatement.
Téléphone : 826-06-81.
Accepterait éventuellement poste en province si travail et salaire intéressant.
Ecrire n° T. 77.714 REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2e.

SENIOR AUDITOR
27 ans, nationalité française, 4 ans expérience cabinet ANGLO-SAXON, bilingue anglais, D.E.C.S., cherche poste à responsabilité
— DIRECTION FINANCIERE
— CABINET D'EXPERTISE COMPTABLE
ETUDIERAIT TOUTES PROPOSITIONS
FRANCE ou ÉTRANGER
Ecrire sous n° T 77.760 M À REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris, qui transmettra.

JAPON - CORÉE
— Jeune Homme, 30 ans.
— Très bien introduit dans la société japonaise et coréenne.
— Expériences diverses dont Banque.
— Licence Droit des Affaires.
— Diplôme de japonais.
— JAPONAIS - Anglais.
Etudie toutes propositions d'emploi.
Ecrire sous le numéro 77.627 M. À REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur - 75002 PARIS.

EXPERT-COMPTABLE FINALISTE, 30 ans
— 4 ans audit fiscalité.
— Expérience réussie de redressement d'affaires en difficulté.
— Excellent négociateur.
— Anglais/Italien.
recherche emploi même à durée déterminée.
FRANCE/ÉTRANGER
Ecrire sous le numéro T 77710, à REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur - 75002 PARIS.

J.F., 21 ans, format. secrétaire de direct., BAC G1, niv. BTS-S, STENOGRAPHE STENOTYPIE cherche EMPLOI STABLE. Ecr. à T 77.677 M Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris

X, ESSEC, 39 a., Allem., angl., spéc. ARTS GRAPHIQU., presse, édition, impression, librairie. Exp. techn., adm., fin., comm. Etud. toute proposition. Référ. Ecr. à 7.480, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

Jeune homme 26 ans dégagé O.M., célibataire LICENCE SOCIO DROIT PRIVE, CRIMINOLOGIE étudie toutes propositions France ou étranger. Téléphone (46) 41-11-26.

23 ans, libéré O.M. fin sept., ch. emploi, bac comptabilité, LICENCE DROIT AFFAIRES MAITRISE DE GESTION M. FICHEUX Christian, 42, rue Villiers-de-l'Isle-Adam, Paris-20e.

RESPONSABLE DU PERSONNEL, organisation, lois sociales, informatique, langu. étrangères. Disponible rapidement. 580-91-56.

Etudiante 20 ans cherche EMPLOI AU PAIR à Paris ou proches environs, du 10 sept. au 10 octob. 1977 envir. Ecr Anita Klotz, Bahnhofstr. 18, D-7405 DETTENHAUSEN, ou tél. 19 49 7157/6 18 20.

J.F. allemande 17 a. ch. emploi de suite au pair dans famille av. enf. Paris ou envir. Téléph. Honig Nicole, 19 49 611 49 57 17.

J.H. 26 a., dég. O.M., dipl. Sc. po, D.E.A. 3e cycle hist., journaliste (carte prof.), documentaliste, ch. emploi temps complet ou partiel : journalisme, édition, documentation. Etud. ttes prop. Ecr. n° 1.481, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

CONSEILLER PSYCHOLOGIQ. ch. fonction répondant problèm. personnels ou institutionnels, ou formations et conseils psychologiques adultes, par entretien ou téléph. Préfère travail équipe, exp. 11 a. dt postes formateurs et directeur serv. aide psycho. Ecrire n° 77.643, Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2e.

DAME 43 ans, bonne présentat., dynamiq., ex-contrôleur P.T.T., not. angl., espagnol, ch. travail 2-3 jours par semaine, préfér. Paris, petit standard, réception. Téléph. 666-89-32.

J.H. 30 ans, résidant à Munich (R.F.A.), B.S.E.C., Sciences po, rech. emploi (accept. représentations) sur secteur Allem. du Sud, Bavière. Ecrire à S.R.I.S., 14, r. J.-Nobles, 06400 CANNES.

Jeune fille 27 a., bonne présentation, 4 ans expérience relations publiques, ANGLAIS, ESPAGNOL, cherche emploi stable à PARIS pr le 1er octobre. Tél. 579-10-71, entre 9 h. et 10 h. 30 ou écr. n° 1.473, « le Monde » P., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

Techn. bâtim., I.A.C., 30 ans, 10 ans expérience, cherche place stable bur. études ou entreprise. Ecr. n° 6.538, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens. 75427 Paris-9e.

Dess. ET-2, M.G., B.T.S., bur. ét., 1 an expér., dégagé O.M., ch. PARIS, BANL. — M. ROY, Résid. Fontaines, T7, appart. 66. 92800 PUTEAUX.

NÉGOCIATEUR ht niveau
Homme de terrain et animateur force de vente. Produits indust. Libre de voyager. Angl., Allem., Italien, recherche activités à responsabilités importantes pr COMMERCE EXTERIEUR. Ecr. n° T 077720 M - REGIE-PRESSE 85 bis, rue Réaumur - Paris-2e

CADRE SUPÉRIEUR
DIPLOME
EXPER. CONFIRMEE EN :
GESTION ADMINISTRATIVE BUDGÉTAIRE et FINANCIÈRE
dans diverses branches
recherche
POSTE A RESPONSABILITES.
PARIS ou BANL. immédiate
Ecr. n° T 7.767 M, Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN
45 a. - 15 a. expér. ds domaine des terminaux et mini-ordinateurs, connais. du marketing. Anglais - Recherche poste de responsable ds services suivis : Comptabilité analytique, contrôle de gestion, informatique. logistique de produits finis. Ecr. n° T 77.705 M - Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur - Paris-2e.

BIBLIOTHÉCAIRE DOCUMENTALISTE
Bilingue anglais, cherche emploi mi-temps Paris-Banlieue Ouest Ecr. n° T 077723 M, Régie-Presse 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

RÉGION GRENOBLE
SECRETAIRE DIRECTION BILINGUE ANGLAIS
Bonnes connaissances espagnol, allemand. Grande expérience professionn. Cadre. Excellente présentat. Poste respons. Ecr. sous n° 11.603 B, BLEU Publ., 17, rue Lebel, 94300 Vincennes.

DIRECTEUR DES VENTES
37 ans, expérience confirmée, matér. de bureau, reprographie, systèmes duplication et impression, matériel de clichage et photogravure, systèmes photocomposition, unités de saisie et traitement de texte, étudierait toutes propositions. Ecr. av. documentation techn n° T 77.704 M REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2e.

CONTROLE DE GESTION
formation supérieure, 28 ans. 4 ans Schlumberger.
● Responsab. compt. analyt., contrôle budgétaire.
● Tableau de bord DG.
● Réalisat. informat. concrètes.
● Comptabil. génér. et consolidation.
PRÊT A PRENDRE DES RISQUES
recherche
POSTE SIMILAIRE
en
EXPATRIATION
dans société très dynamique. Ecr. à T 76.267 M Régie-Presse. 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris

DOCUMENTALISTE
43 ans, cherchant à s'établir expér. Bureau d'études, dossiers préparatoires, définitions d'objectif, analyses thématiques. Rémunération par vacation. Ecr. à T 76.268 M Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

ASSISTANTE GESTION
licenciée anglais, ch. emploi Melun et région : 926-87-75.

CONTROLLER
50 ans, ch. respons. en rapport avec expérience plus de 15 ans auprès stés américaines industr. ou commerc., Paris ou province. Ecr. à 1.403, le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

CADRE DE BANQUE
dipl. enseign. sup. et bancaire
Fonction
RESPONSABLE DU PERSON. FORMATION (prof. CFPB)
rech situation équivalente.

CRÉDIT - BAIL IMMOBILIER
Cadre de Direction, 35 ans, 6 ans expér. Sicomi. mise en place et suivi adm. techn., juridiqu. fiscales des opérations, ch. situat. Paris Bque ou étab. financier de préférence. Ecr. à 1.426, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

CADRE COMMERCIAL
expérience en organisation, représentation, gestion, rech. Direction commerciale moyenne entreprise, biens équipement ou services
PARIS ou RÉG. RHONE-ALPES
étudie toutes propositions.
Ecr. Havas Lyon 5.748.

Ingénieur Thermicien gde école, diplômé en droit immobilier et constructeurs, cherche poste à responsabilit. ds bâtiment Paris. Ecr. n° 1.452, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

Tunisien, 28 ans, DECS + cert. sup., 3 a. exp. cab., ch. emploi chef comptable ou adjoint rég. paris. ou Nord. Libre déb. nov. Ecr. n° 1.451, « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

30 ans, dipl. enseig. sup. maths, phys.+ sc. éco. (gest.) + certif. informat., exp. variée, étud. ttes prop. Coquet P, 29, r. Daviel-13e.

COUPLE DUT Biologie appliquée, option INDUSTRIE ALIMENTAIRE, ch. postes laboratoire ou fabrication FRANCE ou ETRANGER. Ecrire M. LEVERT - 72, rue Casalis - 94000 Créteil

CADRE F., expér. confirmée :
— Administration des ventes
— Organisation commerciale
— Administration générale
rech. poste à responsabilités. Ecr. n° 1.444, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

DIRECTEUR FINANCIER
Formation supérieure + M.B.A., 54 ans, parfaitement trilingue anglais-arabe, parlé et écrit, rech. poste à responsabilité France ou étranger. Prière écr. n° T 077.726 M, REGIE-PRESSE 85 bis, rue Réaumur, Paris 2e.

information divers

POUR **TROUVER UN EMPLOI**

Le CIDEM (Centre d'information sur l'emploi, association sans but lucratif) vous propose GUIDE COMPLET (230 pages)
Extraits du sommaire :
● Les 3 types de C.V. : rédaction, exemples, erreurs à éviter.
● La graphologie et ses pièges.
● 12 méthodes pour trouver l'emploi désiré : avec plans d'action détaillés.
● Réussir entretiens, interviews.
● Les bonnes réponses aux tests.
● Emplois les plus demandés.
● Vos droits, lois et accords.
Pour information, écr. CIDEM, 6, sq. Monsigny, 78-Le Chesnay.

traductions

Demande

J.F., B.T.S. traducteur ccial anglais cherche travaux traduction à domic. Mlle PORTANIER 13, passage Trubert-Bellier, 75013 PARIS

occasions

Achat, vente, bijoux, brillants, argenterie. Pierre PERRONO, 4, Chaussée-d'Antin. - 770-83-61 37, av. Vict.-Hugo. - 727-39-56

A SAISIR
20 juillet au 30 septembre Pianos droits modernes (1970 à 74) excédant stock exposition ou location, à vendre ancien tarif avec remise ou à louer, état neuf avec garantie. Crédits possibles.
PIANOS MAGNE
50, r. de Rome, 75008 PARIS
Métro Europe.
Tél. 522-30-90 et 21-74.
Ouvert en août.

L'immobilier

locations non meublées Offre

Paris

Me JASMIN Imm. standing STUDIO tout confort, 800 F. — 266-92-15.

PARIS 13e
SANS INTERMEDIAIRE
Immeuble neuf tout confort Face au Me Porte-d'Ivry Studio 34 m2, 660 à 697 F, charges 180 F, parking 126 F. 3 P. 69 m2, loy. 1.100 à 1.140 F, charges 354 F. Parking 126 F. S'adresser au Régisseur 82-84, bd Masséna Téléphone : 583-62-85

ST-PLACIDE, rue du Regard 6 p., s. de bains, s. d'eau, 2 wc, cuis., office, 4e ét., asc. Tél. 4.500 F + charges - 073-74-60

Région parisienne

BOULOGNE, route de la Reine, dans PAVILLON. Très calme. 1er étage. GRAND 2 P. Confort. Bon état, 1.600 F + ch. Téléph. matin : SEGECO - 522-69-92

ST-MANDE-TOURELLES. Imm. neuf, splend. 2 p., cuis., tt cft, balcon. Parkg. 1.300 F. 345-82-72

VINCENNES - Tr. beau 4 p. tt cft, bien meublé, tél., 100 m2, 3.000 F - 878-89-34

NEUILLY, PR. BAGATELLE Réc. séj. dble + 2 chbres, park. Impeccable, 740.000 F. 266-92-15

locations non meublées Demande

Région parisienne

Pr Société européenne, cherche villas, pavillons pour CADRES. Durée 2 à 6 ans - 283-57-82

locations meublées Offre

Paris

A LA SEMAINE QUINZAINE ou MOIS
Louez un appt meublé, standg., du studio au 5 P. - 577-54-04.

Immobilier (information)

LOCATIONS SANS AGENCES OFFICE DES LOCATAIRES 18, r. La Michodière, Me Opéra Frais abonn. 310 F. 742-78-93

bureaux

PALAIS-ROYAL
2, 4 ou 6 beaux bureaux X 20m2, équipés ou non. Téléphone. Bel emplacement. SOUS LOCATION un an minimum. Téléph. 260-37-17, poste 38.

PARIS (7e) Propr. loue 2e ét., asc., 4 BUREAUX, 88 m2. Tél. : 551-27-43, le matin

DOMICILIATION - Tél. - SECR. TELEX Frais 100 F/mois APEPAL - 228-56-50

Rech. 500 à 600 m2 bureaux bon standing. Centre de Paris. Tél. 266-19-54, poste 12.

1 à 20 BURX TS QUARTIERS Locations ss pas de porte. AG. MAILLOT. 293-45-55 +

8e SAINT-AUGUSTIN Ds immeuble gd standing sur un seul niveau
A LOUER 32 BUREAUX 293-62-52

fonds de commerce

Vds FONDS COMMERCE ANTIQUITES dans grande station sports hiver. Bon chiffre affaires. Prix intéressant. Tél. 495-75-36

locaux commerciaux

17e Me Courcelle, 5, r. Médéric, boutique ou local comm. à louer

Achète ARGENTEUIL locaux cciaux très bon stand. 600 à 700 m environ. M. MARTIN 17, rue Godot-Mauroy 75009 PARIS. 742-99-09

11e, à vdre MUR ATELIER 400 m2. Louer 46.000 F par an Révisable début 78. Bonne rentabilité. 500 000 F — Possib. libération en +. - 227-22-42

usines

A VENDRE **REG. HT-RHIN**
Prox. autoroute et artère princ.
A 20 km de SUISSE et ALLEMAGNE
BATIMENT INDUSTRIEL
Bur., tél., 700 m2 couverts. Conv. à pte et moyen. entrep. Le tout SUR 90 ARES Tél. : (89-) 44-10-31

A VENDRE
MINE D'OR AU CANADA
av. filiale améric. riche en trésorerie. Intéressés seul. (intermédiaires s'abstenir), avec références bancaires. Contacter : Brown and Company, U.S.A. 745 Fifth Ave., New-York City 10022, Etats-Unis.

ANNONCES CLASSÉES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	49,19
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,52

ANNONCES ENCADRÉES	La m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOIS	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPLOIS	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

L'immobilier

maisons individuelles

Bénéficiant du micro-climat ensoleillé de

BELLE-ILE-EN-MER

Maisons Bretonnes - Bord de Mer
Site exceptionnel

LE HAMEAU DE PORT PUCE

Renseignements :
— LE PALAIS, Agence ARMOR, tél. (97) 52-81-52. Visite maison modèle
— ORLEANS - SERVIMO, 21, rue des Murlins,
Tél. : (38) 62-05-68.

AMIENS - CENTRE
Vds mais. XVIIIe s. 11 pces, bns, gar., cour. Conviend. à Sté ou *profession lib. T. (22) 91-62-91.*

pavillons

L'ORDINATEUR de la MAISON de L'IMMOBILIER sélectionne gratuitement l'aff. que vous recherchez parmi celles de 1000 professionnels F.N.A.I.M. agréés PARIS et 120 KM AUTOUR
Consultation sur place ou tél. Par correspondance : questionnaire sur envoi de votre carte de visite.
LA MAISON DE L'IMMOBILIER
27 bis, av. de Villiers, 75017 PARIS. 757-62-02.

GENTILLY 2' Métro
PAV. 5 Pces, tt cft, GARAGE JARD. 170 m2, quartier calme 390.000 F. TEL. 948-70-55

VIROFLAY résidentiel, récept. 5 ch., 2 s. de bains, jard. 700 m2 Px : 663.000 F. - 027-57-40

villas

CROISSY-SUR-SEINE RESIDENTIEL
Belle VILLA ILE-de-FRANCE constr. qualité, décoration raffinée, récept. 55 m2, bur., 4 ch., 2 bains, s. de jeux, garage, tt confort. JARDIN CLOS 860 m2. AGENCE de la TERRASSE LE VESINET - 976-85-90

propriétés

E. Chombart propose en exclus. exceptionnel hôtel part. centre Versailles R.D. 18e, rénové *330 m2 habit. Jard. privat.* Entrée, gd liv., bur., 6 chbres, 2 bns, cuis. équip., sauna. 2 lign. tél. Cave voût., gar. 2 voit. Idéal *prof. lib. Degrelt. 926-13-12*

ANDORRE, Paradis fiscal
Montagne, Ski, Chasse, Pêche, *la Ppté la plus somptueuse,* la plus vaste, la mieux située de la Principauté, luxueusement meublée et équipée. Prix : *1.500.000 F*
Vaucher La Torre d'Escas *La Massana - Andorre* Tél. 16 078-35-029

CALVADOS 15 km Lisieux pptaire vd belle MAISON normande, colombage, 5 p. cft, ha*bitable de ste, terr. 7.800 m2. Vue* exceptionn. 270.000 F. 766-45-18

Perche (61). A vendre MOULIN *9 pces, garages, tout confort,* beau bief + rivière sur 600 m. avec 1 ha parc, jardin, prés. CAYREL. Téléph. (33) 26-46-46 *51, cours Clemenceau. Alençon*

VERSAILLES résidentiel et calme, très bel H.P. demeure *élégante, plein de charme,* gd jard., arbres de haute futaie, surface, 1.200 m2, photo s/dem. PASTEYER, L'Antiquaire en *Immeubles, 7, rue d'Aguesseau,* Paris (8e). 266-35-84 LE MATIN

ANCIEN MANOIR
NON RESTAURE
sur 1 hectare, possibilité plus
COLLINES DU PERCHE
près NOGENT-LE-ROTROU
3 cheminées d'époque, dont l'une dans une pièce de *65 m2* environ, vaste grenier, cave voûtée aménagée, salle de bains. Prix sur 1 hectare, y compris acte enregistrement et agence : 365.000 F

HERBAGE 15 HA
eau sous pression et source. Electricité *en limite.* Prix TOUS FRAIS COMPRIS : 565.500 F.
Agence A. BUISSONNIER.
Téléph. jusqu'à 9 h. 30 et après 20 heures : (37) 29-77-26.

fermettes

ISOLÉE
ALLIER, 4 km. gare S.N.C.F., dans cadre champêtre, fermette 4 p., plain-pied, chem., poutres appar., grenier, grange, 140 m2 au sol + 1 pièce terr. atten. 1.100m2. Eau, électricité branch.
PRIX 60.000 F
CREDIT 80 %.
PROGECO, 11, av. Sinturel, 03 Saint-POURÇAIN-sur-Sioule. Téléph. (15-70) 45-40-64/45 30-68

viagers

LIBRE 15e, Appt neuf 4 pces 85 m2, 6e ét., calme, 210.000 + 3.000 *rente.* LODEL. 700-00-99

constructions neuves

PRIX NON REVISABLES A LA RESERVATION

LUXEMBOURG
Dans petit immeuble
Habitable 4e trimestre 77
— Studio 27 m2 .... 207.900
Séj. + chbre, 61 m2... 517.000

CH.-MICHELS
— Studios, 30 m2 ...... 204.000
— 3 p. 61 m2 + balc... 410.000
Habitables 3e trimestre 77

JULES-JOFFRIN
— Studio 119.000
— 2 pièces, 46 m2 .... 227.000
— 4 p. 108 m2+terrasse.
Prix 575.000
Habitables 3e trimestre 77

IMMOBILIERE FRIEDLAND
41, av. Friedland - 225-93-69

appartem. achat

VION 7, place Vendôme - 1er 260-04-93
rech. APPTS très bon standing PARIS - NEUILLY.

DISPOSE PAIEMENT COMPT. CHEZ NOTAIRE, ach., urgent, 1 à 2 p. Paris, préf. 5e, *6e,* 7e, *14e,* 15e, 16e, 12e - 873-23-55

ACHETE 170 m2, 16e, 17e, 8e. GRAND STANDING SOGIDEC - Tél. 359-94-04

Ach., bois Boulogne, 4 p., tt cft, paiement comptant. BERNARD, 17, rue Godot-Mauroy, Paris-9e 742-99-09 (H.B.)

RECH. 3/4 p. Bon XVIIIe, cft ou possib. Téléphoner. H.B. : HUSSON - 255-66-18

Jean FEUILLADE, 54, av. de la Motte-Picquet, 15e - 566-00-75, rech., Paris 15e et 7e, pr bons clients, appts ttes surfaces et immeuble. PAIEMENT COMPT.

Part. rech. dans ILE ST-LOUIS 2 p., *cuis. même à rénover.* A. LITAS, 27, av. de Tassigny, 94200 CHARENTON

hôtels-partic.

HOTEL PARTICULIER
16e - Grand standing - Bois Cabinet Robin et Peychaud 603-70-92

immeubles

INVESTISSEM. AU CANADA
Vaste choix d'immeubles d'habitation, entreprises, propriétés *de rapport à vendre. Echanges* arrangés. Discrétion assurée. L'une des principales agences du Canada (avoirs : 175 mil*lions de dollars).* S. SIMONYI-GINDELE, BLOCK BROS, REALTY LTD, 1030 W. GEORGIA, VANCOUVER, CANADA.

terrains

YVELINES-ESSONNE, 35' Paris. 12.350 m2 av. permis constr. une *seule construct.,eau ét. s/place* Px 300.000 F. 484-32-73, ap. 19 h.

LIBRE HARAS DU PIN 175 km 5 ha permis construire 12.000 + 1.300 rente. LODEL 355-61-58

PONTAULT-COMBAULT (77) proximité immédiate, grand centre ccial, accès autoroute A 4, zone I. terrains viabilisés lignes tél. Lots 2.200 à 3.650 m2. FERMOR, 40, rue de Prony 75017 PARIS. - 924-43-46

Var pr. Mer. Terr. Bât. 3.600 m2 viab. en 2 lots, permis C. Off. 112246 HAVAS Strasbourg.

domaines

SOLOGNE Sortie ville
Propriété rapport, agrément, chasse, pêche, environ 300 ha, dont 125 terres surplus, bois, étangs, rivière sur 1.200 mètres. Maison maître, 12 pces, confort, commun, fermette. Prix très raisonnable
CAB. LA SOLOGNE S.A. 41200 Romorantin. T. (54) 76-02-92 +

SOLOGNE
A V. BONS TERRITOIRES DE CHASSE de 10 à 180 hectares, avec étangs ou possibilités. Prix intéressants. Tél. matin, de 9 h. à 11 h., 15 (38) 05-00-58

maisons de repos

CHATEAU DE BREAU
S.-et-M. - 77720
Courts et longs séjours Cuisine soignée, régimes Valides, invalides, alités permanents - Etablissement *recommandé.* - Tél. : 438-72-61

appartements vente

Paris Rive droite

TROCADÉRO
48, rue de Longchamp (16e) IMMEUBLE LUXUEUX NEUF sur jardin intérieur, STUDIOS, 2, 3 et 5 pièces avec terrasses. Habitables immédiatement. Sur place, de 14 h. à 18 h. 30, S.C.I. KLEBER LONGCHAMP. Téléph. 720-17-54, le matin.

DAUPHINE Imm. récent Gd standing STUDIO. 119.000 F. - 575-23-75.

MUETTE - Récent **4 P.** Superbe. Divisible - 2 entrées, balcon, terrasse. — 266-16-65.

ILE SAINT-LOUIS GRENIER
Décorat. campagnarde, chemi*née, poutres, cuis., bains,* tél. 40 m2 env. 390.000. - DAN. 22-62.

PRES PLACE WAGRAM
DANS IMMEUBLE RENOVE SUR COUR-JARDIN
STUDIO salle de bains, *cuisinette équipée,* chauffage et eau chaude imm. 227-91-45 ou 755-98-57

RUE DE LA FAISANDERIE
Syndic vd dans imm. standing **2 P.** tout confort, 66 m2 *370.000 F. - 387-27-60.*

XVIIe *Mo Malesherbes* 2 p., *45 m2;* tt confort, *3e ét. 240.000 F. -* WAG. 92-45.

PTE d'AUTEUIL (prox.) Rénovation d'un hôtel part. *sur le* BOIS, *liv. + 1-2 ou* 3 chambres et STUDIOS. Prix définitifs Tél. : 359-69-36.

VILLIERS Propriétaire vend ds imm. pierre de taille Asc. 2 et 4 pièces, balc., tt cft. Poss. prof. libér. 734-99-75, h. b.

Mo LAMARCK, dans bel imm. P. de T. Asc. et ravalem. prévus par Pptaire. BEAU 2 p., cuis., wc, s. eau. S/RUE. PX EXC. S/place : 14 h 30 à 17 h 30, *46, RUE DES SAULES*

DANS PARC MONCEAU
Magnif. Appt standing 230 m2, 2e ét., ds luxueux hôtel particul. EIFFEL IMMOBILIER 83, av. de la Bourdonnais PARIS (7e) - 705-58-36

Mo TEMPLE - Ds bel immeuble P. de T., Studio ref. neuf. Prix *exception. 89.000 F - 522-95-29*

Pr. BOIS VINCENNES, Pptaire vend, 32, r. Claude-Decaen, dans imm. rénové, studios en duplex tt cft s/jdin. Px 150.000. S/place mercredi et jeudi, de 16 à 19 h.

5, AVENUE VAN-DYCK
Pptaire vend dans hôtel particulier classé, duplex ds ancienne chapelle rénovée. Px 1.050.000 F. TEL. : *566-65-09,* sur place : *mercredi, de 14 h à 19 h.*

Près PLACE DES VOSGES
Pptaire vend directement duplex 260 m2, calme, charme, grand caractère, terrasse. Téléph. 566-65-09 - 734-76-13

BATIGNOLLES, Imm. p. de t., *4 pces ppales, cuis.,* bns, tt cft, 96 m2, 2e ét., ascens. 326-50-19

SAINT-GEORGES
Dans bel imm. pierre de taille, GRAND 5 PCES. Tt cft. Balc. Peinture à refaire. 500.000 F av. 100.000 F comptant + crédit. STE PROPRIETAIRE, 345-86-41

PHILIPPE-AUGUSTE
Dans bel immeuble restauré TRES BEAU 2 P. TOUT CFT Cuis. *équipée,* 145.000 F avec 30.000 F compt. + crédit. STE PROPRIETAIRE - 345-55-10

SAINT-FARGEAU
Dans bel imm. récent. Standing, TRES BEAU 3 PCES. Tt conft avec balc. Parkg. 280.000 F avec 40.000 F *comptant* + *crédit.*. SOCIETE PROPRIETAIRE 345-86-41

19e, RARE - 2 p., cuis., wc, bns, état neuf, 1er étage *s/rue* imm. ravalé, 108.000 F avec 15.000 F. C.F.T., 607-36-54 ou 607-20-00

19e DAMREMONT
Part. vd Studio avec vraie cuisine. Tout confort. Téléphone. Prix : 90.000 F. Téléphoner *heures bureau au 742-51-72*

JASMIN - Bel imm. pierre de taille, 5 pièces, tout confort. Impeccable, chambre de service. MARTIN, Dr Droit : 742-99-89

AV. KLEBER, 7.200 F le M2 Imm 1960, living, 2 chambres, *124 m2, 2 bains, 2 wc, 3e étage,* balcon. Travaux à prévoir. 359-23-35

BUTTE MONTMARTRE - 2 P., gde cuis., entr., wc, s. bains. 5e ét., asc. Chauff. centr., sur jardin, 185.000 F - URGENT. 255-66-18

EUROPE - Imm. *pierre de tail.* Standg, 200 m2, possib. professionnel, service - Tél. : 874-70-47

REPUBLIQUE - Pptaire vend 4 pièces, tt confort, tél., envir. 100 m2 + chambre de service et cave. Tél. à partir de 12 h : *NORd 08-27* Prix : 380.000 F

Métro VOLTAIRE
Partic. à partic., vend dans bel imm. P. de T., appt 65 m2 + 13 m2 balcon, 3 pces, cuisine (éléments bois), s. bains/wc, *chff. central individ.* Tél. 5e ét., vue dégagée sur arbres. Pour R.-V. et visite, tél. : 805-18-04.

11, FG DU TEMPLE. Imm. anc. rénové sur cour/jdin. 2 p. 37 m2. Libre. Bon placement locatif av. travx déductibles. Px 110.000 F. 227-22-62

PL. ÉTATS-UNIS (Près)
Dans hôtel part. 2 P. 60 et *70 m2. Très gd luxe.* 734-73-38.

XVe FRONT DE SEINE. Imm. nf lam. hab. 9e ét. sud-est STUDIO tt confort 185.000 F TVA incluse + park. 578-25-51.

VIe HOTEL 17e S. CLASSE AVEC JARDIN
Luxueux volumes en DUPLEX 220 m2, belle lumière, calme, 3 bains, chambre forte, parking. Prix justifié. BURON : 742-82-41

7e SUR QUAI
GD APPT - 135 m2
EN COURS DE RENOVATION Téléph. : 766-04-17.

MAUBERT-MUTUALITE - Dans bel imm. ref. nf, grand studio caractère. Poutre, tissu mural. Cuis., bns, wc. 190.000. 522-95-20

5, RUE DES ARÈNES
ATELIER ARTISTE à rénover, *560.000 F - 870-87-10.* Vis. mardi, mercredi, de 14 hres à 19 hres.

29, r. des STS-PERES. Beau 2 p. cuis. équipée, bains, tél. 260.000. Visite mercredi de 16 h à 18 h.

E.-DUCLAUX *(Métro Pasteur)* 120 m2, *5 p.,* grd confort, 3e ét., ascens. Imm. pierre de taille. Chambre de service - 567-22-88

PR. CHAMP-DE-MARS. Imm. neuf, grand sél., 2 ch., balc. Soleil - 705-24-10

BOSQUET-GRENELLE
Appt d'angle très ensoleillé, 6 p. principales, cuisine, bains, toilette, 140 m2 - 5e étage. Imm. *tout confort - 567-22-88*

FACULTÉ DES SCIENCES
STUDIOS - 2 PIÈCES
Entièrement rénovés, caractère. A partir 155.500 F. — 293-58-66.

7e - SUR QUAI
6e étage. Asc. Chauff. cal. 3 ch. A AMENAGER. - Tél. 766-04-17.

12, RUE BROCA
4 P., cuis., s. bains, 4e étage. 350.000 F. Vis. jeudi 14-19 hres.

EMILE-ZOLA
Luxe. Neuf. Gd SEJ + 2 CH. JEAN FEUILLADE - 566-00-75

3 PIÈCES
Dans petit imm. très calme 117, rue de l'Abbé-Groult LIVRAISON AUTOMNE 77 Visite pour appart. témoin sur place de 14 h. 30 à 19 h., sauf mardi et dimanche. *Tél. : 828-75-64 et 256-37-70*

QUAI D'ORSAY
58 m2 - Vue sur Seine *DIVISIBLE*
FRANK ARTHUR - 766-01-69

Région parisienne

PARLY 2 UNIQUE, 2/3 pces, belle résidence sur Bois et verdure, tél., park. *Affaire rare. - 224-48-00.*

PARLY II 5/6 pièces type 2, 120 m2, état except., nbx aménagements, cave, box + park. 955-09-92, H.B.

NEUILLY A vendre beau studio + terrasse de 72 m2 aménagée. 310.000 F. Tél. 757-58-04, matin 8 h à 12 h. Agence s'abstenir.

91 VILLEBON-sur-YVETTE Part. vend appt 3/4 p., 90 m2, balc., 2 gar. 285.000 F. Tél. 010-25-94, ap. 19 h.

COURBEVOIE, gare même. Tr. beau 2 pces refait nf. wc, bns, cuisine 138.000 F - 522-95-20

COURBEVOIE (gare Bécon)
Récent séjour + 2 chbres tt cft, bon état, parking. Mercredi, jeudi, 14 h à 17 h, Mme Bernard, *42, r. Louis-Ulbach - 742-99-09*

BOULOGNE (Mo Marc.-Sembat)
Récent living s/rue + ch., cuis., salle d'eau, wc. Calme. Soleil. *Mercredi, jeudi, 14 h à 17 h :* Mme BERNARD, 26 bis, rue de Solférino, ou téléph. au 742-99-09

LEVALLOIS A.-FRANCE
RESIDENTIEL, Studio tt conft, 90.000 F. Gros rapport locatif. STE PROPRIETAIRE, 345-86-41

BOULOGNE - IMM. RECENT
Et. élevé. Balcon. Soleil. Hall, SEJOUR DBLE + 2 CHBRES, cuis., bains + toilet. av. douch. *Prix 475.000 F - Tél. : 620-36-49*

COURBEVOIE
LA DEFENSE
COMPLEXE CHARRAS
4/5 p., bns, 90 m2, 3e ét. Tt cft. 420.000 F. Impeccable. Parking. MICHEL et REYL - 243-90-05

Neuilly, pte des Ternes, ds imm. neuf, reste à vendre 120 m2 sur verdure. Soleil - 705-24-10

L'ORDINATEUR de la MAISON de L'IMMOBILIER *sélectionne gratuitement* l'aff. que vous recherchez parmi celles de 1000 professionnels F.N.A.I.M. agréés PARIS et 120 KM AUTOUR
Consultation sur place ou tél. *Par correspondance :* questionnaire sur envoi de votre carte de visite.
LA MAISON DE L'IMMOBILIER
27 bis, av. de Villiers, 75017 PARIS. 757-62-02.

Paris Rive gauche

CARDINAL-LEMOINE
DANS IMMEUBLE RENOVE **2 P.** 45 M2 ENVIRON
Cuisine, bains, placards, entièrement aménagé, 4e étage, asc. Renseignements et visites : *tél. 755-98-57 ou 227-91-45*

GOBELINS - Pierre de taille 3 P., balcon sud. 210.000 F - 331-89-46.

appartements occupés

PASSY *Pour ACHETEUR avise* Ds immeuble standing 4 pièces tt confort, occupé, asc. URGENT Tél. 225-89-19.

échanges

ECHANGERAIS :
Gd STUDIO tt cft, à CANNES *contre STUDIO ou 2 PCES à* PARIS. Ecr. M. DEL GIUDICE, bd des Termes, 06210 Mandelieu, ou tél. 15 (93) 47-46-36

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

AFFAIRES

LE SORT DE L'USINE MONTEFIBRE

Paris en appelle à Rome

A la demande de M. Barre, M. de Guiringaud a *prié l'ambassadeur* d'Italie de venir s'entretenir avec lui et avec le ministre du travail, M. Beullac, de la situation de l'usine Montefibre de Saint-Nabord. Le gouvernement français entend obtenir du groupe italien Montedison, qui contrôle Montefibre et dont l'État est le plus important actionnaire, une modification du plan de « sauvetage » présenté lundi 5 septembre *au comité d'entreprise.*

Ce plan prévoit le maintien du contrat de travail pour 429 personnes ; 346 d'entre elles produiront pendant une durée indéterminée, et selon un horaire hebdomadaire de vingt heures, du polypropylène et du nylon, les 83 autres assureront pendant environ trois mois les travaux nécessaires à l'arrêt des installations de la polymérisation. Le contrat de travail de 598 autres personnes sera suspendu à compter du 10 septembre. Les travailleurs touchés devront se faire inscrire à l'A.N.P.E. comme demandeurs d'emploi. La totalité de ce personnel est assurée de toucher 90 % de son salaire pendant une période et selon des modalités qui restent à préciser.

Le projet de la direction a été rejeté par les syndicats qui ont « retenu » M. Casali, directeur général de Montefibre, jusqu'à 2 h. 30 du matin.

Une nouvelle réunion a eu lieu mardi 6 septembre en présence du directeur départemental de la main-d'œuvre.

« On a tout notre temps »

De notre correspondant

Epinal. — Réunion extraordinaire s'il en fut que celle du 5 septembre. Face à M. Casali, directeur général, et à M. Cusey, directeur du personnel, les délégués élus, les permanents des unions locales C.G.T., C.F.D.T., C.G.C. Aux fenêtres, les ouvriers s'écrasent et tendent l'oreille. M. Casali parle lentement. Il présente le « plan ». En quelques minutes, tout le monde est informé et commente véhémentement.

M. Ferry, secrétaire de l'union départementale C.G.T., au nom de tous, le juge « *inacceptable* ». La décision est aussitôt prise d'aller à Epinal « *demander des précisions au préfet.* », M. Lamy. M. Casali est alors prié de ne pas quitter la salle où il demeurera en compagnie de six délégués. Il accepte. Un quart d'heure plus tard, quatre cents à cinq cents personnes défilent dans les rues du chef-lieu, tandis qu'une délégation est reçue par le préfet. A la sortie, le porte-parole de l'Intersyndicale commente : « *Depuis jeudi, les pouvoirs publics sont au courant de ce plan. Ils ont dit à la direction de Montefibre qu'ils ne sauraient l'accepter. Mais Montefibre est resté sur ses positions. C'est parce qu'ils refusent de cautionner* ce plan *que les pouvoirs publics n'ont pas participé à la réunion du comité d'entreprise.* »

« *En réalité,* lance un délégué C.F.D.T., *les pouvoirs publics, au service des monopoles, s'inclinent devant Montefibre.* »

Retour à Montefibre. Il est 17 heures. M. Darocho, C.G.T., rappelle les conditions posées par les salariés : « *Poursuite de la réunion avec l'inspecteur du travail, engagement écrit de Montefibre de maintenir en fonction les unités de polymérisation et la livraison de 600 tonnes de fuel.* » M. Casali est disposé à accepter le premier point de l'ultimatum, mais demeure intraitable sur le second. On installe devant M. Casali un téléphone pour qu'il transmette les exigences des travailleurs à la direction milanaise de Montedison ainsi qu'à la préfecture. Il refuse, se bornant à répondre aux appels. Le ton monte. M. Casali : « *Tant que je ne pourrai pas quitter cette salle, je ne prendrai aucun engagement.*

— *Mais vous n'êtes pas séquestré. La réunion du C.E. se poursuit et durera tant que nous n'aurons pas obtenu satisfaction.* »

On joue sur les mots.

M. Thiriat, *délégué* C.G.C., explique, chiffres à l'appui, que le plan est mauvais et que l'entreprise peut *redémarrer sur des* bases saines. Dialogue de sourds. M. Casali demeure imperturbable. Sans se départir d'un certain sourire, il note que « *Pour des raisons économiques et financières, il ne peut y avoir d'autre plan de sauvetage.* » La réunion du comité d'entreprise prend petit à petit une drôle de tournure. La salle devient bientôt trop exiguë pour accueillir tous ceux qui veulent participer. Les journalistes sont invités à s'installer au bout de la table de réunion. Les sandwichs et les canettes de bière circulent. A 21 heures, Cusey devenu « *indésirable* » est prié de quitter la salle, ce qu'il fait rapidement.

« *Vous savez, M. Casali, on a tout notre temps* ». Mais celui-ci considère que la réunion est close. Toutefois les échanges d'arguments reprennent à propos de la possibilité de remettre en marche les colonnes de polymérisation après arrêt, ou sur la gestion passée de Montefibre. M. Vollquié (C.F.D.T.) : « *L'argent que vous dépensez pour fermer l'usine, il vaudrait mieux qu'il serve à la faire repartir* ». M. Casali : « *Notre plan est une porte ouverte. Qu'un partenaire sérieux se présente et toute l'usine peut repartir* ». M. Casali se lève alors pour sortir. Peine perdue ; autour de lui l'étau se resserre.

A minuit, M. Joubert, l'avocat de Montefibre, arrive sous les huées. Il demande à parler en tête à tête à M. Casali. Refus unanime. Il s'adresse à M. Casali : « *Estimez-vous être empêché de sortir librement ?* » « *Oui* », répond sans hésiter le directeur. « *Laissez-le quitter les lieux* », demande l'avocat, qui poursuit : « *Vous ne choisissez pas la meilleure manière pour défendre votre emploi.* » Puis, cette dernière mise en garde : « *Continuez de la sorte, et vous verrez bientôt arriver les flics.* »

Finalement, il peut s'entretenir quelques instants, dans la cour, avec le délégué C.G.C. La séance est suspendue un quart d'heure, le temps, pour les membres du C.E., de se consulter. Trois ouvriers qui viennent de traverser Eloyes (une localité voisine) annoncent qu'un convoi de C.R.S. stationne près de la gare.

La séance reprend à 1 h. 30. En dix minutes, on parvient à un accord. La direction va faire livrer deux citernes de fuel et reviendra quelques heures plus tard discuter en compagnie de l'inspecteur du travail du statut du personnel. Commentaire d'un ouvrier, tandis que chacun rentre chez soi : « *Dans le fond, rien n'a changé. A l'issue de cette longue journée, Montefibre n'a pas varié quant à sa décision de supprimer l'usine de Saint-Nabord. La tactique est différente. Maintenant, elle étale la fermeture dans le temps.* »

YVAN COLIN.

L'ALGÉRIE DEMANDE AUX SALARIÉS DE LIP D'ÉTUDIER LA CRÉATION D'UNE USINE HORLOGÈRE

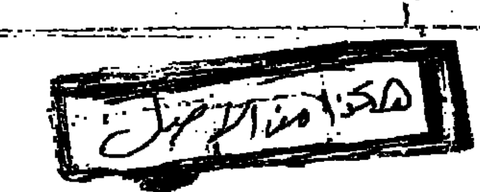
« *Le gouvernement algérien a décidé de nous confier une étude pour l'implantation en Algérie d'une usine horlogère* », a déclaré, lundi 5 septembre, M. Charles Piaget, responsable C.F.D.T. des grévistes de l'usine Lip à Besançon. Selon les indications recueillies par notre correspondant, une lettre de commande ferme a été envoyée par le ministère algérien de l'industrie légère : elle demande aux grévistes qui ont constitué, en S.A.R.L., une Société des études des ouvriers de Palente, de préparer pour juillet 1978, au prix de 1 200 000 F, l'étude d'implantation d'une manufacture horlogère. Dans la même lettre, les autorités algériennes laissent entendre que cette commande pourrait être suivie d'autres propositions, notamment pour la formation de techniciens algériens, et même pour la fabrication d'outillage.

« *Ceci démontre,* a déclaré M. Piaget, *que pour Lip il existe des possibilités de marchés et d'emplois, malgré la carence totale du patronat français et des pouvoirs publics depuis seize mois.* » Pour le leader cédétiste les possibilités offertes par l'Algérie ne constituent « *pas l'élément numéro un d'une solution économique pour Lip* », mais ont cependant un effet important. M. Piaget a également fait état de contacts « *exploratoires* » avec d'autres pays étrangers (Madagascar, Djibouti, le Vietnam notamment) et il a indiqué qu'un cabinet d'avocats parisiens avait porté *toutes ces propositions* à la connaissance du tribunal de commerce de Besançon qui, le *12 septembre* doit rendre son jugement sur la demande de transformation du règlement judiciaire de la société Lip-S.A. en liquidation de biens. Une manifestation des grévistes devant le tribunal de commerce a d'autre part été organisée mardi 6 septembre.

● *Le groupe allemand Henkel,* un des quatre plus grands fabricants de lessive et de détergents du monde, vient de racheter pour *165 millions de deutschemarks* (350 millions de francs) la firme américaine General Mills Chemicals Inc. (G.M.C.I.), filiale de la General Mills. Ce rachat répond au souci du groupe allemand de renforcer son implantation à l'étranger et de diversifier ses activités, la G.M.C.I. étant spécialisée dans la fabrication de produits chimiques de haute technicité. De son côté, la General Mills souhaitait rationaliser ses productions orientées vers les articles de grande consommation.

● *Les difficultés de Manufrance* sont en partie liées à celles de l'industrie de l'armement en France, a déclaré, lundi 5 septembre, M. Lucien Neuwirth, député R.P.R. de la Loire. C'est un devoir, affirme-t-il, d'assurer la dotation en armes des armées et des forces de sécurité (C.R.S., police, gendarmerie) « *autant que possible avec des équipements produits en France. Or, dans la réalité, il n'en va pas ainsi* ».

Les commandes de l'Etat pourraient assurer un fonds de régulation important. Cela suppose de la part du gouvernement « *un engagement précis, l'intervention d'organismes tels que l'Institut de développement industriel et de crédits, afin que soit mis en place un véritable groupement d'intérêt économique rassemblant les fabricants concernés et, bien entendu, le département de fabrication des armes de Manufrance* ».



LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

EMPLOI

Les jeunes et la crise

Esquive à l'anglaise

De notre envoyée spéciale

L'une des caractéristiques principales de la crise économique actuelle est l'accroissement massif du chômage des jeunes. Au-delà des statistiques, quelle en est la réalité quotidienne ? Après avoir évoqué la situation des jeunes sans emploi à Milan (« le Monde » du 23 août), puis à Lyon (« le Monde » du 30 août), Danielle Rouard étudie ci-dessous comment les jeunes de Liverpool réagissent à la crise.

Liverpool. — Non loin des eaux glauques de la Mersey et des docks désormais à demi déserts, une foule bigarrée envahit en ce début de week-end les galeries marchandes du nouveau centre commercial, pressée de voir ou même d'acheter. A quoi bon garder une monnaie qui risque de se dévaluer ?

Jeans et blousons de plastique, pantalons « pattes d'éléphant » à la mode d'hier ou costumes étriqués et fripés, franchement « rétro » : un seul trait commun, l'absence flagrante de luxe que l'on soit jeune ou vieux, chômeur ou actif, ouvrier, marin, docker ou *middle class*.

Ted, contrôleur du travail, vingt-cinq ans, né ici, nostalgique d'Elvis Presley, accompagne Mary, assistante sociale, dans ses emplettes.

Un rapide passage chez Probe, le disquaire, à deux pas de l'ancienne Cavern d'où, comme il est écrit, « quatre gaillards conquérirent le monde » : les Beatles. Puis visite chez un des nombreux brocanteurs de la ville. Enfin, à midi, dans un ancien collège, ouverture du marché aux « comics », bandes dessinées importées des Etats-Unis, en vogue depuis deux ans, comme les poupées et les badges, que s'échangent fiévreusement gamins ou adultes. On s'offre ainsi pour quelques pence (1) du fantastique et de l'horreur, ou encore on investit comme jadis dans les timbres-poste. Les organisateurs de cette foire sont parmi les derniers descendants des hippies, reconvertis dans le « business ».

En cette fin d'après-midi, chacun retrouve son quartier, dans cette ville de 600 000 habitants environ (dont un tiers de moins de vingt-cinq ans) à la structure cloisonnée : lointaine banlieue et centre ville pour les plus pauvres, proche périphérie pour les familles plus aisées de la *middle class*.

Le déclin des zones industrielles de banlieue, le manque de crédits municipaux pour la rénovation du centre, la concentration du chômage qui se manifeste dans la ville et l'insécurité qui y régnerait ont renforcé le cloisonnement social. Liverpool « intra-muros » évoque les lendemains de bombardements — gravats, maisons écroulées, rues entières aux fenêtres murées...

La révolte des métis

Ted et Mary retrouvent leur paisible pavillon, dans la verte ceinture de Liverpool. C'est l'heure du dîner. A la même heure, le long de Scotland Road, qui conduit au centre ville, peu d'animation. D'un côté, des maisons délabrées, de l'autre de ternes immeubles et une herbe rare. D'un côté habitent les catholiques d'origine irlandaise — immigration traditionnelle dans ce port d'où l'on part pour l'île. De l'autre, les protestants. Un affrontement, comme une habitude, le 12 juillet dernier, jour de commémoration de l' « Orange Lodge », association conservatrice protestante.

Plus près du centre ville, quelques jeunes Chinois retrouvent leur famille et leur communauté, soigneusement close, dans « Chinatown », du moins ce qui reste de ses splendeurs passées, lorsque le grand port de Liverpool rayonnait sur les continents.

En contraste, le quartier noir de la ville paraît animé et bruyant. Sur les trottoirs, des adolescents plaisantent. Dans la rue, des *teen-agers* jouent au football. Ainsi dans Upper Parliament Street, une rue parmi d'autres dans le huitième arrondissement de Liverpool où pour 80 % la population, Noirs et métis, est venue des Indes occidentales... Sur les façades sales, aux vitres souvent brisées, se dressent quelques colonnes, vestiges des splendides demeures qui abritaient les riches armateurs. Leurs enfants ont fui le centre. Et ce sont les descendants de leurs esclaves, comme on dit ici, qui aujourd'hui occupent le terrain.

Dans ces familles noires, où règne une stricte éducation, depuis peu un nouveau conflit apparaît. Les jeunes métis nés sur le sol anglais sont de plus en plus tentés par la recherche d'une identité noire et le refus du mélange avec les Blancs. Est-ce un effet de la discrimination accrue par le chômage qu'ils disent subir ? Les plus anciens refusent, au nom de la prudence et de la tradition de tolérance de Liverpool, ces revendications qu'ils jugent dangereuses. D'où des fugues de plus en plus nombreuses.

Le rock de la dépression

Au cœur de la ville, dans l'étroite rue Saint-Mathew envahie par l'obscurité... Devant la porte de l'ancienne Cavern, devenue l'Eric's, des jeunes, visage glabre, lippe méprisante, chevelure de porc-épic décolorée ou teinte, accoutrés de bric et de broc, épingles et badges, tel « Je hais les étudiants »... Les jeunes filles blanches portent coiffure et maquillage africains, bas résille et décolleté provocant.

Dans les salles basses et peu éclairées, des centaines d'autres « punk » écoutent les Slits (les Eclats), un groupe de femmes qui vient de Londres. La vedette, quinze ans, collant brun et tee-shirt noir, mini-jupe de résille blanche, tignasse et yeux charbonneux, joue avec un peigne rose et sale. Rugissements et modulations, interpellations incantatoires, refus, séduction, refus, auxquels répond la salle, balançant à l'occasion, en signe de tendresse, quelques sacs de grains. Fumée, chaleur, tension électrique, peu d'alcool... C'est la « punk music », le nouveau rock de la dépression, de ceux qui se sentent rejetés de la ville, dans laquelle de nombreux jeunes chômeurs, ouvriers et vendeuses, se reconnaissent. Musique presque spectacle, *« pour le plaisir »*, disent-ils, et non pas comme *« une grossière machine à musique »* propre à ce *star system* qu'ils refusent. Musique-provocation... *« Nous sommes des voyous »*, hurlent-ils. *« Anarchie dans le Royaume-Uni »*, *« Les yeux de Gary Gilmore »* (en mémoire du plus « fameux » exécuté des Etats-Unis, l'an dernier, *« comme un symbole »*) *God save the Queen*... Autant de titres qui caricaturent, selon eux, la médiocrité de l'ordre social qu'ils poussent dans ses derniers retranchements. Mots violents, grossiers, voire scatologiques, à l'ombre de Maldoror...

« Ces punks ? Tous des rigolos », disent Ted et Mary, membres du Club de rock qui accueille quelque trois cents autres personnes pour la soirée en mémoire du « roi Elvis ». Silence et larmes sont de rigueur.

A la même heure tardive, dans le 8e arrondissement de Liverpool, « soul », musique bruyante et joyeuse sur fond peint représentant une plage et des palmiers : c'est le Carrabean Club. Des Noirs, des métis, des couples endimanchés. *« Ici, il n'y a pas de ségrégation »*, dit, amical, le directeur jamaïcain du club. Dans la salle voisine se joue une partie de billard entre deux jeunes amis. L'un, Blanc, efflanqué, aux vêtements ternes. L'autre, Noir, bonnet et longue écharpe multicolore, gras comme Fats Waller, moitié jouant, moitié dansant, de cette souple démarche chaloupante qui fait ressembler les jeunes Noirs de Liverpool à leurs frères américains, humour en plus. Mais ici les organisations politiques ont peu d'influence. On admire plutôt les « Rastafarians », groupe de gauche de la Jamaïque, pays dont on suit à Liverpool avec intérêt l'histoire récente. Ils prônent le retour à l'Afrique, patrie spirituelle, et prennent Haïlé Sélassié pour un dieu.

Ainsi va, à travers la musique, qui occupe le temps vide, cette recherche d'identité, dans ce pays qu'ils qualifient de « Babylone » — c'est aussi le nom qu'ils donnent à la police, jugée raciste, — à laquelle se mêle un ressentiment croissant avec le chômage.

« Le chômage, ce n'est pas si terrible, c'est au contraire formidable d'être payé à ne rien faire », disait récemment un membre des Sex-Pistols, groupe de punk-rock. *« Ce ne sont pas les vêtements que vous portez, mais ce que vous êtes qui compte »*, ajoutait-il.

« Moonlight work »

Un jeune sur cinq à Liverpool bénéficie de l'aide publique — 11 livres pour les plus de dix-huit ans par semaine — distribuée également, que l'on ait travaillé ou non. Mais combien échappent aux statistiques dans cette ville rebelle, dit-on, à la machinerie administrative ? 95 % de ces jeunes sans emploi sont sans diplôme. 70 % ont moins de vingt ans. Leur nombre a quadruplé en quatre ans (2). Mais ce qui rend peut-être le problème plus crucial ici ce n'est pas tant la proportion de jeunes dans l'ensemble des chômeurs que l'environnement général : des familles entières sont au chômage. Comment parler alors de solidarité, de soutien matériel ?

La crise, latente à Liverpool depuis la disparition de l'empire colonial et la mise en service de porte-conteneurs internationaux que ce port n'est pas apte à recevoir, n'a fait que s'aggraver ces dernières années. Ainsi à Kirkby, dans la grande banlieue, un des points les plus noirs : 60 % de chômeurs. Cette cité, construite, comme d'autres, pour les ouvriers qui venaient travailler dans les nouvelles usines de la zone créée pour pallier le déclin de l'activité portuaire, devient peu à peu une ville fantôme malgré ses soixante mille habitants. Les magasins et les usines ferment les uns après les autres, on ne s'y installe plus. On se débrouille avec un emploi à temps partiel ou au noir — ce dernier se dit ici *moonlight work*, à la lumière de la lune).

Kirkby, Scotland Road, le huitième, quartiers quelque peu maudits, de plus en plus nombreux... Si on dit y habiter, on ne trouve, paraît-il, plus d'emploi... Dans la verte et aisée périphérie, on avoue être de plus en plus effrayés par la délinquance qui y régnerait...

Un récent article du journal local, le *Liverpool Echo*, annonce une augmentation en un an de 4 % de la petite délinquance. Et une réduction simultanée du nombre d'infractions jugées — faute de trouver les coupables. Ce sont en majorité des vols et des cambriolages, les attaques de personnes diminuent. Cette petite délinquance est le fait d'adolescents de plus en plus jeunes.

Pourtant, selon un fonctionnaire du ministère de l'éducation nationale chargé d'aider les jeunes à trouver une ocupation soit productive, soit scolaire, *« le manque de débouchés est devenu une telle tragédie qu'il faudrait presque s'étonner de la passivité avec laquelle les jeune la vivent »*.

Au programme de créations d'emplois — aux résultats plus maigres ici que dans d'autres villes anglaises — sont venus s'ajouter diverses mesures en faveur de la formation permanente ou de l'apprentissage, plus lucratifs que l'aide publique. Puis, il y a quelques semaines, un assouplissement notable est intervenu, les jeunes peuvent retourner à l'école secondaire quand bon leur semble, sans perdre le bénéfice de l'aide publique. Une école qu'ils boudaient — dit encore le fonctionnaire de l'éducation nationale déjà cité, — *« parce qu'ils se sentaient traités comme des gosses dont on surveillait l'assiduité »*. L'objectif recherché par l'administration nationale ou locale est de trouver pour chaque adolescent une possibilité d'occuper son temps. Mais un tiers des jeunes enseignants sont au chômage. Et pour être caissier dans un supermarché il faut, depuis deux ans, avoir un haut diplôme...

Alors, faut-il s'étonner du climat social tendu qui règne sur la ville ? Bob, vingt-trois ans, délégué syndical, membre des Jeunesses travaillistes, souligne le faible nombre de grèves à Liverpool, l'an passé, mais aussi la remise en cause par beaucoup de travailleurs du contrat social passé entre le gouvernement travailliste et les syndicats. L'an passé, selon des membres du Labour Party local, les salaires ont crû de 9,7 % et les prix de 17,7 %. A Liverpool, on achète les fruits à la pièce, le sandwich du lunch s'est étendu au dîner. Et ceux qui travaillent se plaignent de payer les autres à ne rien faire. D'anciennes frayeurs renaissent : *« Le plus fort taux de chômage depuis les années 30 »*, titre le *Liverpool Echo*... De vieux ouvriers songent au fascisme passé en Allemagne. Les récents affrontements entre le National Front — organisation fasciste — et divers manifestants d'extrême gauche, à Londres et à Birmingham, ne sont ici ni exagérés ni niés.

Liverpool revit

Dans la communauté noire, on se dit vigilant. Mais, aux yeux de l'immense majorité de ses habitant, Liverpool, avec ses traditions de lutte et de ville ouverte, n'est ni Birmingham ni Londres. Même si, ici, le système du « Welfare » et l'éthique du travail ne tournent plus très rond, la ville continue de vivre à son rythme. Et même, écrit le *Guardian*, *« une étrange et heureuse atmosphère s'y fait à présent sentir, Liverpool revit »*... A travers la musique, mais aussi les traditions et l'argot local, que l'on entend dans tout Liverpool, quel que soit le quartier, comme la respiration joyeuse de la ville. Cet argot s'appelle le « scouse », sorte de pot-au-feu, *« si possible sans jus de viande »*, ironise le dicton. Le scouse règne partout. Des bouges bruyants des docks, où circulent bières, marins tatoués, et grasses prostituées — on les appelle en scouse « anytime-annie », — aux pubs plus traditionnels, en passant par les « discos » très fréquentés par les adolescents, ou le Kirkland, pub bourré de jeunes mangeant et buvant... Ou encore au Bronte, un des plus créatifs centres de jeunes et d'enfants de la ville. Ou simplement au coin des rues, rendez-vous privilégiés de ceux qui n'ont pas un penny en poche. Langage descriptif, plein d'humour, qui unit...

Liverpool s'amuse avec sa musique, ses spectacles, ses groupes de théâtre ou ses poètes qui ne veulent pas publier et passent dans les pubs. Une tradition vivace. Liverpool et ses rues détruites a perdu Kevin Keegan, le numéro un du football local, parti pour Hambourg. Les « cunarders » n'abordent plus à ses quais. L'enfant du pays, John Contreh, a perdu son titre de poids plume. Mais, pour la première fois depuis les années 50, au dire de ses habitants — et du *Guardian*, — Liverpool revit un joyeux et étrange chaos, au milieu de bagarres magiques, de ces plaisanteries un peu tristes que, dit-on ici, seuls des gens qui ont souffert peuvent faire et de quelques vieilles chansons fredonnées. Telle *Lucie*, berceuse entendue sur les bords de la Mersey, à l'heure matinale où la foule se presse pour prendre le ferry qui l'emmènera, comme chaque jour, au travail...

DANIELLE ROUARD.

(1) 1 livre : 8,79 F ; 100 pence : 1 livre.

(2) Le chômage touche environ 12 % de la population active à Liverpool. La moitié des chômeurs sont âgés de moins de vingt-cinq ans.

OMIQUE ET SOCIALE

EMPLOI

nes et la crise

ive à l'anglaise

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

BILLET

TUER LA POULE AUX ŒUFS D'OR ?

« L'automobile rapporte plus d'impôts, plus de devises et plus d'emplois, mais c'est toujours elle qu'on frappe. »

« Oui, la situation est bonne, mais le marché va souffrir. On joue avec le feu. »

Voilà des années que le chœur uni des constructeurs d'automobile clame qu'on va « tuer la poule aux œufs d'or » dès qu'est annoncée une augmentation du prix du carburant, ou du coût de la vignette. Ces sombres prédictions ont toujours été démenties. Certes en 1974 l'alerte a été chaude. Mais depuis bientôt deux ans, la « reprise » des ventes n'en finit pas d'étonner les experts, déjouant, mois après mois, leurs pronostics et battant tous les records.

Alors que la plupart des secteurs, après un bref sursaut, s'enlisaient dans l'attentisme, l'automobile, elle, n'a cessé ni d'exporter, ni d'investir, ni surtout d'embaucher. En 1976, les quatre firmes françaises ont créé 15 944 emplois nouveaux (6 606 chez Renault, 4 608 chez P.S.A.-Peugeot-Citroën et 4 130 chez Simca-Chrysler), l'embauche réelle — y compris le remplacement des départs — dépassant 33 000 personnes. L'essentiel de ces créations d'emplois visait à compenser la réduction des effectifs provoquée par l'arrêt de l'embauche pendant un an après l'hiver 1974. C'est pourquoi le mouvement s'est sensiblement ralenti dès le printemps 1977 chez les deux firmes qui avaient reconstitué au plus vite leur main-d'œuvre de « pleine capacité ». Renault et Simca-Chrysler n'ont ainsi créé, depuis janvier 1977, que 575 et 462 nouveaux postes respectivement, alors que Peugeot et Citroën, qui avaient repris l'embauche plus prudemment, ont continué de créer de nombreux emplois (1 536 chez Citroën et 1 465 chez Peugeot de janvier à juillet 1977). Au total le secteur a quand même créé, au cours du premier semestre, 4 039 emplois.

Ce mouvement va-t-il se poursuivre ? Rien n'est moins sûr. Avant même qu'on annonce la hausse prochaine des prix de l'essence et de la vignette, les constructeurs prévoyaient une stagnation, voire une baisse des ventes par rapport à l'an passé, au cours de l'automne et de l'hiver. Rien de très grave : les exportations devraient se maintenir et, compte tenu des records enregistrés au premier semestre, les ventes totales ne devraient pas, pour l'ensemble de l'année, descendre sous le niveau record de 1976. Cela suffit pourtant à inciter à la prudence les firmes qui depuis un an et demi ont fait « feu de tout bois ». Renault, dans l'expectative, ne recréera pas de nouveaux emplois d'ici la fin de l'année, Simca-Chrysler non plus, du moins pas avant d'avoir testé le succès de la « voiture moyenne » qu'il s'apprête à sortir avant le printemps prochain. L'essentiel des création d'emploi (3 800 au total) sera donc assuré par Citroën et Peugeot. Il s'agit, en l'occurrence, de cas particuliers : pour Citroën, le contrat signé avec la Roumanie contraint la firme à engager nombre de techniciens, d'ingénieurs et d'ouvriers supplémentaires ; Peugeot, de son côté, doit faire face au développement de certains ateliers à Lille, à Mulhouse et surtout à Vesoul, où l'unité est étendue pour devenir le centre d'expédition des « CKD » (voitures en pièces détachées montées à l'étranger).

VÉRONIQUE MAURUS.

CONDITIONS DE TRAVAIL

NOUVELLES MESURES DE SÉCURITÉ SUR LES CHANTIERS

Un décret du 19 août 1977, publié au *Journal officiel* du 3 septembre, impose de nouvelles mesures de prévention et de sécurité sur les chantiers les plus importants du bâtiment et des travaux publics, secteur où le nombre des accidents de travail demeure « particulièrement élevé ».

Ces mesures, prises en application de la loi du 6 décembre 1976 sur la prévention, font obligation aux entrepreneurs, lorsque le coût de l'opération de construction dépasse 12 millions de francs :

— D'établir préalablement à toute intervention sur un chantier un plan d'hygiène et de sécurité, qui devra définir, notamment, les différents dispositifs de protection à installer pour assurer la sécurité du personnel, compte tenu des procédés de construction retenus » ;

— De participer, lorsque le nombre d'entreprises intervenant sur le chantier est supérieur à dix (bâtiment), ou à trois (génie civil), et que *« l'effectif prévisible des travailleurs doit dépasser à un moment quelconque des travaux cent travailleurs, à un collège interentreprises d'hygiène et de sécurité de chantier auquel participeront les maîtres d'œuvre et qui aura pour mission essentielle de coordonner les actions de prévention des différentes entreprises intervenant sur le chantier ».*

Ces mesures prévoient aussi la création de comité d'hygiène et de sécurité des chantiers composé de représentants des salariés du chantier et des représentants des entrepreneurs, qui aura pour mission de proposer des mesures de sécurité, de participer aux actions de prévention menées sur ces chantiers. Enfin, la nouvelle réglementation définit des normes supplémentaires destinées à améliorer les conditions d'hygiène sur le chantier.

BUDGET

Des avantages seront accordés en 1978 aux commerçants et artisans

Différentes réunions de travail ont encore été nécessaires, lundi 5 septembre, pour achever la mise au point du projet de budget pour 1978, qui sera définitivement arrêté mercredi 7 septembre, au cours du conseil des ministres, pour être soumis au Parlement à partir du 11 octobre.

Il est donc possible que, à la suite des ultimes discussions, le projet que nous avons analysé dans nos éditions d'hier subisse quelques modifications mineures : sur les dates d'application des hausses, les pourcentages d'augmentation, la façon aussi dont sera calculé le prélèvement exceptionnel sur les banques. Il est même probable que, au cours du conseil des ministres de mercredi, quelques changements de détail soient encore apportés. Mais il est à peu près exclu que, sur l'essentiel, le projet de budget soit retouché.

Nous avions indiqué (*le Monde* du 6 septembre) que les commerçants et artisans, qui soumettraient leurs comptabilités à des centres de gestion agréés, bénéficieraient, à partir de 1978, de l'abattement de 20 % du revenu imposable réservé jusqu'à présent aux seuls salariés. Une autre mesure favorisera également les artisans et commerçants. M. Barre a, en effet, décidé de porter de 1 500 à 5 000 F par an le salaire du conjoint qui pourra être déduit du bénéfice réalisé par l'entreprise. Pour avoir droit à cette déduction, les époux devront être mariés sous le régime de la communauté et exercer la même profession. Au-delà de 5 000 F par an, le salaire sera réintroduit dans le bénéfice imposable.

Il faut noter que, jusqu'à présent, l'administration avait toujours refusé de relever la limite de déduction qui avait été fixée à 1 500 F par an, en 1948, et était devenue tout à fait dérisoire. — Al. V

(Dessin de KONK.)

AGRICULTURE

● *Après les viticulteurs de l'Aude, les producteurs de vin des Côtes du Rhône* envisagent à leur tour de chaptaliser (c'est-à-dire de sucrer) leur récolte. Le comité interprofessionnel des vins de cette région, qui regroupe toutes les catégories de producteurs (exploitants privés, caves coopératives, etc.) et qui était toujours jusqu'à présent opposé à cette pratique, vient d'admettre sa nécessité.

CONJONCTURE

NET RALENTISSEMENT DE LA CROISSANCE DE LA MASSE MONÉTAIRE

Un net ralentissement de la croissance de la masse monétaire française est actuellement en cours. En effet, cette masse s'est légèrement contractée en juin 1977 (— 0,4 % après élimination des variations saisonnières) et n'a progressé que de 1,6 % au deuxième trimestre 1977 contre 3,4 % durant le premier trimestre. Sur un an, de juin 1976 à juin 1977, sa progression est revenue à 10 % contre 12,8 % de juin 1975 à juin 1976. Au seuil de l'été, calculée sur une base annuelle, elle s'établissait aux alentours de 11 %, soit un rythme sensiblement inférieur à celui que s'était fixé M. Raymond Barre pour 1977 (12,5 %). Certes, les chiffres de juin 1977 ne sont pas d'une totale précision en raison de la grève des informaticiens du Crédit lyonnais qui a perturbé l'enregistrement des données. Mais la tendance n'en est pas moins au ralentissement pour des causes multiples : fléchissement des comptes de particuliers, ponctionnés par l'emprunt de 8 milliards de francs ; augmentation moins rapide des crédits distribués (+ 1,2 % au deuxième trimestre au lieu de + 4,3 % au premier trimestre) ; réduction de l'endettement du Trésor. Cette situation traduit le fléchissement de la progression du pouvoir d'achat et de l'activité économique.

DANS LA PRESSE HEBDOMADAIRE

A chacun son éventail

La question des salaires domine traditionnellement les préoccupations qui se manifestent à chaque « rentrée » sociale. Cette année, elle se pose avec d'autant plus d'acuité que la revalorisation du S.M.I.C. et le resserrement de l'éventail des salaires constituent quelques-uns des thèmes de la polémique engagée par les partis de gauche à propos de l'actualisation du programme commun. Si les divergences portant notamment sur la hiérarchie des revenus alimentent le débat entre les partis politiques et syndicats, elles n'en font pas pour autant oublier les résultats du gouvernement actuel en matière sociale.

C'est ainsi que Pierre Pujo constate dans *ASPECTS DE LA FRANCE* (royaliste), que *« les résultats obtenus par M. Barre, pour ne pas être négligeables, sont loin d'être aussi satisfaisants que le prétend le premier ministre et, sur chaque chapitre, ils appellent des réserves (...). M. Barre invite les Français à prendre patience, et nous admettons volontiers que le rétablissement économique appelle une politique de longue haleine. Mais, précisément*, ajoute-t-il, *le premier ministre ne dispose pas de la durée, car, à l'horizon, se profilent les incertitudes de l'échéance électorale de 1978, avec ses menaces de bouleversements »*.

L'éditorialiste de *RIVAROL* voit M. Barre placé devant l'alternative suivante : *« Ou il fait une politique qu'il estime démagogique et ruineuse... et il accroît les chances de la majorité aux législatives, ou il poursuit la seule politique qui lui semble raisonnable et fructueuse... et il favorise « objectivement » le jeu de l'opposition. »* Il ajoute : *« On connaît son choix, mais que penser d'un système politique qui, fondé sur la souveraineté du suffrage universel, privilégie les marchands d'illusions par rapport aux hommes sincères et « responsables », qui peuvent se tromper, mais ne cherchent pas à tromper les autres ? »*

L'automne sera *« chaud »* pronostique Christine Mital, dans *LE NOUVEL ECONOMISTE*, car, explique-t-elle, au-delà de leurs divergences, *« les syndicats, réformistes ou pas, en reviennent au plan Barre. Tous*, écrit-elle, *se sont assigné un double objectif : faire échec aux consignes salariales du premier ministre et se battre contre les licenciements »*.

Après avoir assuré qu' *« aucun syndicaliste ne doute »* qu'il faille combattre la politique du premier ministre, Lucien Rioux juge, dans *LE NOUVEL OBSERVATEUR*, qu' *« une série de luttes ponctuelles, même fort nombreuses, cela ne donne pas l'impression d'un combat permanent entre le gouvernement et le monde des travailleurs »*. Il poursuit : *« Pour mobiliser réellement la masse des travailleurs, il faut d'autres ressorts que le chômage, qui n'atteint — si tragique soit-il pour beaucoup — qu'une minorité de salariés. Il faut une bataille pour les salaires, par exemple. »* Prévoyant *« quelques journées d'action spectaculaire »* dans le secteur public, mais relevant qu'une grève générale est *« impossible dans l'immédiat »*, il écrit : *« De là, parmi les salariés, une certaine atonie, une certaine somnolence. »*

Le tournis électoral

« Les grands leaders syndicaux sont à leur tour saisi par le tournis électoral », assure Christian Fauvet, dans *L'EXPRESS*. Il note : *« Sur le fond, le refus d'un Etat bureaucratique fait de la C.F.D.T. un allié précieux du parti socialiste dans le débat qui l'oppose au parti communiste et à la C.G.T. (...) En échange de cet appui aux socialistes, M. Maire entend bien qu'il soit tenu compte de ses propositions. Et notamment en matière de réduction des inégalités, l'un de ses chevaux de bataille. »* Christian Fauvet poursuit : *« Pour M. Charpentié* [président de la C.G.C.], *cette polémique est une aubaine. M. Maire s'est aventuré en terrain miné. En votant majoritairement pour M. Valéry Giscard d'Estaing, en 1974, les cadres lui ont donné la victoire ; en mars dernier, aux municipales, ils ont basculé et donné la victoire à la gauche. »*

Evoquant ce poids électoral des cadres, Dominique Audibert estime, dans *LE POINT*, que *« la gauche a quelques raisons d'être mal à l'aise à l'égard des cadres, car*, explique-t-il, *sa marge de franchise à leur égard est limitée par un double butoir : un butoir politique : (...) sommée par Edmond Maire d'annoncer la couleur, la gauche se trouve du même coup devant un dilemme : ou elle se mouille au risque de provoquer un mouvement de reflux des cadres vers la majorité, ou elle s'en tient à un silence ambigu qui justifie à lui seul toutes les craintes »*. Il ajoute : *« Un butoir économique, ensuite. C'est que, sauf à financer les mesures sociales du programme commun par la planche à billets, la gauche sera obligée, au moins en partie, de le faire par le biais d'une redistribution entre les salariés. »*

Pour Jean-Michel Calva, dans *LUTTE OUVRIÈRE*, trotskiste, la proposition de M. Maire est *« démagogique parce qu'elle est inapplicable »*. Il relève : *« Les réformistes sont toujours prêts à promouvoir un arsenal de règlements fiscaux, tous aussi inefficaces les uns que les autres, pour réduire les revenus du médecin ou du boutiquier. Mais quant à s'attaquer à la puissance sociale de la bourgeoisie, c'est-à-dire à la propriété privée, pas question. »* Et il conclut : *« Cette démagogie fait partie d'une politique qui peut mener les travailleurs à des impasses tragiques. Car c'est au fond la même politique qu'avait adoptée Allende au Chili. Et cette politique a dressé les classes moyennes contre la classe ouvrière, sans toucher aux intérêts fondamentaux de la bourgeoisie. »*

Alain Berger est tout aussi sévère dans *VALEURS ACTUELLES*, où il estime : *« Nuisible pour l'économie, le principe du resserrement de la hiérarchie des revenus procède d'une utopie. Il repose sur l'idée naïve qu'un prélèvement sur les hauts revenus permettra une forte hausse des bas salaires. »*

Dans *LA VIE FRANÇAISE-L'OPINION*, René Sédillot écrit : *« Ou bien la nouvelle limitation sera effective : et la disparition de toute une tranche de revenus modifiera la carte de la consommation, en condamnant, par exemple, certains types de logement ou de voiture, donc en ruinant certaines industries, en annihilant certaines initiatives, en multipliant le chômage. Ou bien la limitation des revenus sera tournée de cent façons, par des règlements clandestins, des dessous de table et des marchés noirs : comme il advient couramment en Hongrie, en Pologne, en Yougoslavie, en Union soviétique... Et c'est l'Etat qui sera floué, du fait d'une évasion fiscale sans précédent. »*

Sous le titre *« La gauche doit parler clair »*, Daniel Delaveau et Victor Magnin, qui relèvent qu'en matière d'éventail des salaires *« socialistes et communistes ne brillent guère par leur clarté et leur loquacité »*, affirmant : *« A force de vouloir plaire, la gauche pourrait décevoir et perdre l'immense crédit qu'elle a acquis, par la clarté, au fil de ces dernières années. (...) La gauche doit d'abord se préoccuper des plus défavorisés. Or la limitation des revenus passe par une augmentation des salaires les plus bas, par une connaissance de tous les revenus, et donc des revenus non salariaux, par la mise en place d'une profonde réforme fiscale et par le freinage, si ce n'est le blocage, des revenus les plus élevés, sous peine de voir capoter cette expérience et d'accentuer l'injustice. »*

Christian Sauvage constate dans *LA VIE*, hebdomadaire chrétien d'actualité, qu' *« ils se querellent tous, dans la majorité comme dans l'opposition »*. Pour ce qui est de ce dernier camp, il explique : *« P.C. et P.S. raisonnent comme si la victoire de la gauche était acquise. Mais, alors que les communistes font le tour de tous les changements nécessaires, les socialistes ne retiennent que les changements possibles. Les amis de M. Mitterrand ne veulent pas casser l'économie, ceux de M. Marchais ne veulent pas casser l'espoir né d'une victoire de la gauche. Et le P.C. ne veut pas se laisser distancer par le P.S. aux élections prochaines. »*

Pour Hervé Hamon, dans *POLITIQUE-HEBDO*, *« Il n'est guère étonnant (...) que les grandes formations du mouvement ouvrier se demandent qui, demain, sera l'otage de qui. Loin d'une inclination perverse à la manie du soupçon, cela semble plutôt relever d'une précaution élémentaire. Précaution qui dessine, ouvertement ou en filigrane, trois types d'interrogations : 1) quelle est la nature de la crise et quel en est le « coût » ? 2) quels contre-feux, allumés à droite, sont les plus susceptibles d'effriter la base sociale de la gauche au point de mettre à l'épreuve sa cohésion politique ? 3) quels compromis l'environnement international imposera-t-il ? »*

Avant de se préoccuper de cet « environnement »-là, les partis de gauche vont devoir établir d'autres compromis en vue d'un accord sur l'actualisation de leur programme qui, pour une large part, devra tenir compte de l'« environnement » social. — A. Ch.

ÉNERGIE

LE PRIX DU FUEL LOURD POURRAIT AUGMENTER APRÈS LA SIGNATURE D'UN ENGAGEMENT DE MODÉRATION

Le « Bulletin officiel des services des prix » publie, le 6 septembre, l'agrément d'engagements de modération signé par la chambre syndicale du raffinage du pétrole pour certains produits pétroliers finis. Pour le fuel lourd, la hausse des prix ne pourra dépasser le coût de l'approvisionnement pétrolier diminué de 80 F par tonne. Pour les autres produits (naphta, butane, propane, lubrifiants, carburéacteur) la hausse sera liée à la variation du prix du « brut » depuis le mois de février et à une augmentation de 5 % sur la valeur ajoutée par le raffineur à la matière première.

La décision de relever les prix de ces produits est laissée à la discrétion de chacune des entreprises. C'est dire que le marché décidera. Au mois d'avril, Elf, Shell et B.P., devant la faiblesse de la demande, avaient baissé leurs prix du fuel lourd de 10 F. A l'approche de l'hiver, le marché se raffermit et Elf vient de relever ses prix. Si l'engagement de modération permet une hausse de l'ordre de 20 F par tonne de fuel lourd, le marché de Rotterdam n'autorisera sans doute pas, dans les semaines qui viennent, les raffineurs français à relever leurs prix de plus de 10 F.

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

A L'ÉTRANGER

BILLET

Les projets fiscaux de M. Carter

Les Etats-Unis connaîtront sans doute une petite révolution fiscale au début de 1979. Les conseillers de M. Carter peaufinent actuellement une réforme qui, dans sa forme présente, et pour autant qu'on la connaisse avec précision, risque d'être la plus importante depuis l'introduction de l'impôt fédéral sur le revenu en 1913.

A maintes reprises, M. Carter a qualifié la fiscalité de son pays de « disgrace to the human race » (déshonneur pour la race humaine) (1). Aussi envisage-t-il d'y apporter de profondes modifications.

De nombreuses situations privilégiées seraient remises en cause, ainsi que des abattements et déductions multiples. Plus de cent paragraphes du code des impôts, qui en comporte mille, seraient simplifiés, certains complètement supprimés. Différents taux d'imposition du barème de l'impôt sur le revenu seraient réduits, en particulier le taux maximum, qui reviendrait de 90 % à 50 %, et le taux minimum, qui passerait de 14 à 10 %.

En revanche, les taxes sur le capital et sur les bénéfices des sociétés seraient modifiées pour élargir l'assiette de l'impôt et toucher un plus grand nombre de contribuables. Les milieux d'affaires redoutent également — en dépit des assurances données par M. Blumenthal, secrétaire d'Etat au Trésor — que l'imposition des revenus tirés du capital ne soient aggravés. Pour les réconforter, le gouvernement a assuré que de nouvelles dispositions seraient prévues pour stimuler les investissements.

Tout cela se traduirait par une perte de recettes d'environ 15 milliards de dollars, qui viendrait aggraver le déficit, déjà considérable, du budget américain. Dès la fin du mois, le projet se trouvera soumis au jeu roulant d'un Congrès qui, malgré ses sympathies pour M. Carter, n'a pas l'habitude de s'en laisser compter. Il en ressortira peut-être méconnaissable...

(1) Cité par *Business Week* du 29 août, qui publie un long article consacré à la réforme fiscale en préparation.

BENELUX : la solution du conflit sidérurgique belgo-luxembourgeois porte un coup à l'emploi

De notre correspondant

Bruxelles. — Le conflit belgo-luxembourgeois à propos de l'avenir de la sidérurgie située dans la région frontière est résolu, mais un coup très grave est porté à l'emploi. La division belge de la Société métallurgique et minière, à Athus, n'emploiera plus que 200 travailleurs au lieu de 1 600, tandis que la section de Rodange, au Luxembourg, maintiendra 2 000 travailleurs sur les 2 800. Du côté belge, 250 travailleurs seront mis à la « prépension », soit en retraite anticipée ; les 1 150 autres seront les premiers bénéficiaires d'un système entièrement nouveau, la « cellule d'emploi », instauré par le nouveau gouvernement, qui leur garantit leur salaire pendant trois ans, s'ils ne retrouvent pas de travail, à 100 % la première année, 90 % la deuxième et 80 % la troisième.

Les pourparlers entre les gouvernements, les banques et les syndicats des deux pays ont duré plus de six semaines avec des phases de tension considérable. Les Belges reprochaient à la compagnie luxembourgeoise Arbed, principale intéressée, de vouloir conserver toute la partie viable de la sidérurgie et de sacrifier le secteur situé à Athus en Belgique. Finalement, il fallut recourir à la médiation de la Commission européenne et demander aussi son intervention matérielle.

L'accord conclu dimanche 4 septembre et soumis à l'approbation des travailleurs le lendemain, prévoit l'octroi de crédits importants de l'Etat et des milieux financiers belges pendant trois mois, le temps prévu pour la réorganisation de la société Lestrimos. Arbed et Cockerill devront présenter, chacune de son côté, pour le 1er décembre, un rapport expliquant comment est prévue l'intégration de la M.M.R.A. (Métallurgique et minière de Rodange - Athus) avec, pour la première, ses propres sites de Differdange et de Chiflange, et pour la seconde, celui de Rehon en Lorraine. Le bureau d'études McKinsey contrôlera la rigueur technique de ces deux études. Les solutions envisagées pourraient être accompagnées de l'aide de la Communauté européenne sur un triple plan : indemnités de la CECA ; prêts communautaires ; prêts de la Banque européenne d'investissement ou bien aides du Fonds régional européen.

M. Etienne Davignon, chargé de la politique industrielle au sein de la Commission européenne, qui a participé depuis le début aux négociations, estime que l'accord intervenu entre les gouvernements belge et luxembourgeois constitue un précédent positif, dans la mesure où il prouve l'utilité de la politique anticrise de l'acier de l'ensemble des neuf pays de la C.E.E. Selon lui, une conclusion s'impose : « *L'accord conclu prouve à suffisance que la Commission européenne n'est pas seulement un organe technocratique qui se contente d'étudier des recommandations de caractère général et met ensuite les partenaires sociaux dans l'obligation de les appliquer sans les y avoir associés.* »

PIERRE DE VOS.

JAPON : un plan de relance de 37 milliards de F

Alors que l'Allemagne fédérale s'apprête la semaine prochaine à adopter des mesures de soutien économique, le Japon a approuvé le 6 septembre un programme de relance d'environ 2 000 milliards de yens (7,5 milliards de dollars ou 36,7 milliards de francs). Au cours de l'année fiscale qui s'achève en mars 1978, 1 000 milliards de yens seront consacrés au financement de travaux publics, 870 à des prêts pour la construction privée et 150 à des réalisations d'intérêt local (canaux et chemins de fer).

Ces nouvelles mesures feront l'objet d'un budget additionnel qui doit être présenté à la Diète au cours d'une session extraordinaire prévue pour le début d'octobre. Selon le secrétaire général du parti libéral démocrate au pouvoir, M. Masayoshi Ohira, elles devraient permettre d'atteindre le taux de croissance de 6,7 % pour l'année fiscale 1977-1978, que le premier ministre nippon, M. Takeo Fukuda, s'était engagé à réaliser au « sommet » de Londres en mai dernier.

Jusqu'ici, les différentes décisions de relance qui ont été prises n'ont pratiquement pas eu d'effet ni sur une stimulation de la demande intérieure ni sur un accroissement des importations.

L'excédent commercial du Japon a dépassé 2 milliards de dollars en juillet et, pour le troisième mois consécutif, les exportations ont été supérieures à 7 milliards de dollars, s'élevant, en août, à 7 028 millions de dollars, en hausse de 21,2 % par rapport au même mois de 1976. Toutefois, selon le ministère du commerce international de l'industrie (MITI), ce résultat aurait été gonflé par la hausse du yen sur les marchés des changes et la progression en volume n'excéderait pas 25 %.

Le nouveau programme, qui va au-delà de ce qu'attendaient les milieux d'affaires (*le Monde* du 18 août), fait suite à la baisse du taux d'escompte, ramené, la semaine dernière, par la Banque du Japon, à 4,25 %. La principale banque commerciale nippone a, du même coup, réduit son taux de base ; les autres établissements financiers devraient faire de même, ce qui, en principe, faciliterait une augmentation des investissements industriels. Cependant, les usines japonaises « tournent » actuellement à 85 % de leur capacité et le chômage augmente régulièrement depuis le mois de février. Touchant — officiellement — plus d'un million de personnes, il a atteint, en juillet, 2,1 % de la population active.

● LA BANQUE AMERICAINE EXPORT-IMPORT BANK (EXIMBANK) a réduit en 1976 de 15 % ses crédits à l'exportation, les ramenant à moins de 2,3 milliards de dollars, cependant que l'Allemagne fédérale les a plus que doublés pour les porter à 1,1 milliard de dollars et le Japon les a augmentés de 38 % à 3,3 milliards. — *(Agefi.)*

● LE NOMBRE DE LOGEMENTS qui seront construits en 1978 en Allemagne fédérale se situerait entre 320 000 et 350 000 (contre 400 000 en 1977), estime l'Institut d'urbanisme de Bonn. Ces résultats seraient inférieurs de moitié au record de 714 000 logements terminés établi en 1973. — *(Agefi.)*

● LA FIRME OUEST-ALLEMANDE DE MATERIEL PHOTOGRAPHIQUE ROLLEI va fermer son usine de Uelzen (deux cent cinquante ouvriers). Le président de l'entreprise a justifié cette décision en invoquant les difficultés financières de la firme. Rollei a l'intention de concentrer sa production dans son usine principale à Braunschweig.

LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

	Dollars		Deutschemarks		Fr. suisses		Fr. français	
48 heures.	5 5/8	6 5/8	3 1/8	4 1/8	1 1/4	2 1/4	8 1/2	9
1 mois ..	5 7/8	6 3/8	3 1/2	4	2 1/4	2 3/4	9 7/8	10 1/4
3 mois ..	6	6 1/2	3 1/2	4	2 1/4	2 3/4	10	10 3/8
6 mois ..	6 1/4	6 3/4	3 3/4	4 1/4	2 3/4	3 1/4	10 3/4	11

GRÈCE : le gouvernement relancerait les investissements

De notre correspondant

Athènes. — Lors de l'inauguration, le 3 septembre, de la quarante-deuxième Foire internationale de Thessalonique, M. Papaligouras, ministre de la planification, a estimé que la situation de l'économie grecque était « *relativement bonne* », et que les perspectives demeuraient favorables, si le climat social ne se détériorait pas de façon excessive. Selon lui, les actuelles difficultés sont liées aux bouleversements économiques et sociaux qui affectent la plupart des autres pays.

Toutefois, en dehors des inévitables retombées de la conjoncture mondiale, la Grèce demeure lourdement grevée par les charges militaires qu'impose la situation de force entretenue par la Turquie. Cette année, les dépenses militaires s'élèveront à 53,1 milliards de drachmes (1), contre 15,1 milliards en 1973, et les dépenses en devises seront de 550 millions de dollars, contre 137 en 1973. La Grèce consacre 6,5 % du revenu national par habitant aux dépenses militaires.

Le ministre de la planification a également signalé que le revenu national réel augmenterait de 5 % en 1977, contre 5,7 % en 1975 et 6 % en 1976. Cependant, le gouvernement, conscient de la faiblesse des investissements, ne tarderait pas à annoncer toute une série de mesures propres à les relancer. Enfin, si l'indice des prix doit être cette année supérieur aux prévisions, il ne dépassera pas le niveau général enregistré dans les pays occidentaux.

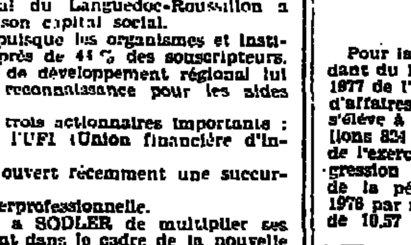
Comment le discours du ministre, M. Mavros, président de l'Union démocratique du centre, estime, quant à lui, que le gouvernement reconnaît avoir remporté peu de succès substantiels dans le domaine économique. M. Mavros considère que les problèmes fondamentaux demeurent : une inflation mal contrôlée, de graves inégalités sociales, l'écart entre les grandes villes et la province, la chute des investissements productifs, une mauvaise répartition des charges fiscales et une bureaucratie paralysante.

M. M.

(1) 1 drachme = 15 centimes.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

LE CAPITAL DE SODLER EST PORTÉ DE 8 450 000 F A 12 675 000 F



La Société de développement régional du Languedoc-Roussillon a conclu favorablement l'augmentation de son capital social.

Son appel à la région a été entendu puisque les organismes et instituts régionaux ont couvert à eux seuls près de 44 % des souscripteurs.

Bon nombre des clients de la Société de développement régional lui ont également témoigné à la fois leur reconnaissance pour les aides accordées et leur confiance.

A signaler l'entrée dans le capital de trois actionnaires importants :

— La BANQUE WORMS et sa filiale l'UFI (Union financière d'investissements) ;

— La BANQUE ROTHSCHILD qui a ouvert récemment une succursale à Montpellier ;

— La C.R.I.P., Caisse de retraite interprofessionnelle.

L'augmentation de capital permettra à SODLER de multiplier ses interventions sur fonds propres, notamment dans le cadre de la nouvelle procédure définie par la convention signée avec l'Etat le 20 mai 1976.

SODLER met au service des entreprises régionales :

Ses prêts à long terme prélevés sur l'émission d'emprunts publics garantis par l'Etat ;

— Son cautionnement en vue de leur permettre d'accéder aux crédits à moyen terme avalisés par la Caisse nationale des marchés de l'Etat.

— Ses participations en capital et prêts directs sur fonds propres destinés à renforcer la structure financière des petites et moyennes entreprises régionales.

SOCIETE DE DEVELOPPEMENT REGIONAL DU LANGUEDOC-ROUSSILLON

Siège social, 32, boulevard Benjamin-Milhaud, Montpellier
(67) 92-93-45 - 92-96-82

SOCIÉTÉ ÉCONOMIQUE DE RENNES

OFFRE PUBLIQUE D'ECHANGE

Il est rappelé aux actionnaires de la Société économique de Rennes que la chambre syndicale des agents de change a fait connaître, par l'avis 77.680 publié le 2 août, qu'elle avait été saisie par la Banque nationale de Paris et la Société générale, agissant pour le compte des Comptoirs modernes, d'une offre publique d'échange des actions et des obligations convertibles de la Société économique de Rennes contre des obligations 9,50 % de 160 francs nominal, convertibles en actions Comptoirs modernes, à émettre, un complément de 40 francs en numéraire s'ajoutant à chaque obligation. L'initiateur de l'offre s'est réservé la possibilité de ne pas donner suite à l'opération, si une quantité minimale totale de cent quarante mille titres n'était pas présentée à l'échange.

Les raisons du rapprochement : complémentarité géographique, complémentarité saisonnière, meilleure utilisation de l'équipement industriel, mise en commun de certaines spécialisations, unification des méthodes commerciales et également appartenance commune à Paridoc.

L'entité économique ainsi créée disposerait d'une capacité d'investissement et de développement renforcée.

Le conseil d'administration de la Société économique de Rennes a estimé que l'offre publique d'échange était intéressante et a recommandé à ses actionnaires et aux porteurs d'obligations convertibles d'y répondre favorablement.

Les intéressés ont jusqu'au 30 septembre 1977 pour répondre à l'offre publique d'échange.

Une note d'information portant le visa n° 77.100 du 5 août 1977 de la COB est tenue à la disposition des intéressés aux guichets des banques présentatrices.

EUROPE N° 1

Pour la période de dix mois s'étendant du 1er octobre 1976 au 31 juillet 1977 de l'exercice en cours, le chiffre d'affaires hors taxes radio du groupe s'élève à 228 905 000 F contre 197 millions 824 000 F pour la même période de l'exercice précédent, soit une progression de 15,71 %. La progression de la période correspondante 1975-1976 par rapport à 1974-1975 avait été de 10,57 %.

EXERCICE 1976

RESULTATS CONSOLIDES DU GROUPE DES ASSURANCES NATIONALES



BILAN CONSOLIDE AU 31 Décembre 1976

ACTIF	
Frais d'établissement et de développement en France...	18.409.072,1[illegible]
Total des valeurs immobilisées nettes	11.567.991.764,0[illegible]
Part des cessionnaires et rétrocessionnaires dans les provisions techniques	350.420.99[illegible]
Valeurs réalisables à court terme ou disponibles	2.936.098.517,0[illegible]
	14.872.920.350,13

PASSIF	
Total des capitaux propres et réserves	995.242.170,79
Total des subventions, provisions pour pertes et charges, dettes à long et moyen terme et intérêts hors Groupe ..	309.512.757,66
Provisions techniques	11.991.880.443,34
Dettes à court terme	1.434.853.333,51
Résultats (excédent avant affectation)	141.431.644,63
	14.872.920.350,13

CHIFFRE D'AFFAIRES

Le Chiffre d'Affaires consolidé du GAN s'élève à

5.957.609.168,43 F

en augmentation de 19,4 % sur l'exercice 1975
dont : primes émises 4.953.552.093,63 F
et revenus des placements 1.004.057.074,80 F

DIVIDENDE

Chaque action* de la Société Centrale du GAN a reçu :

	en 1973	en 1974	en 1975	en 1976	en 1977
Dividende net	17,64 F	18,53 F	23,00 F	26,00 F	27,70 F
Avoir fiscal	8,82 F	9,265 F	11,50 F	13,00 F	13,85 F
Revenu Global	26,46 F	27,795 F	34,50 F	39,00 F	41,55 F

* L'action de la Société Centrale du GAN est inscrite à la cote [illegible] depuis le 30 mars 1976.

JAPON : un plan de relance de 37 milli…

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

5 SEPTEMBRE

Marché calme

Le plus grand calme a régné à la Bourse de Paris en ce début de semaine : l'indice instantané n'a pratiquement pas varié, et le volume des transactions s'est contracté.

Après la hausse de la semaine dernière provoquée par la mini-relance gouvernementale qui lui a permis de retrouver enfin le niveau moyen du début de l'année, le marché consolide ses gains.

Les achats étrangers se poursuivent, certes, mais ils trouvent facilement une contrepartie.

Au terme d'une période estivale qui leur a été faste, les valeurs françaises sont l'objet de ventes bénéficiaires sans que pour autant l'on puisse parler de baisse.

Les raisons fondamentales qui ont provoqué la reprise demeurent : déchirements au sein de l'opposition, léger regain de confiance dans la majorité, baisse des taux d'intérêts.

L'opinion attend néanmoins la publication du projet de budget, qui ne devrait pas lui procurer de surprises désagréables, excepté, pour les banques, le rétablissement d'une taxe exceptionnelle (voir d'autre part).

Parmi les titres qui se sont distingués notons, à la hausse, Carrefour, Pernod - Ricard, Legrand, Matra, et, à la baisse, Perrier et Jean Lefebvre.

Aux étrangères, bonne tenue des américaines, et aux pétroles internationaux, nouvelle avance de Norsk Hydro.

Hausse générale des mines d'or, en corrélation avec celle du métal : sur les avis de Londres, le lingot gagne 365 F à 23 890 F.

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	5/9	6/9
1 dollar (en yens) ...	267 70	267 65

Taux du marché monétaire

Effets privés .... 8 3/8 %

LONDRES

Hausse

Le marché poursuit sa hausse quasi générale, s'inscrivant à son plus haut niveau depuis septembre 1972. La progression des cours est favorisée par une pénurie de titres. Fermeté des pétroles et des mines d'or.

OR (ouverture) (dollars) : 147 85 contre 147 85

VALEURS	CLOTURE 5/9	COURS 6/9
Beecham	632 1/2	635 ...
British Petroleum	914 ...	914 ...
Courtaulds	124	126 ..
De Beers	281 1/2	287 ...
Imperial Chemical	418 1/2	424 ..
Rio Tinto Zinc Corp.	220	235 ...
Shell	807 1/2	809 ...
Vickers	205	216 ..
War Loan 3 1/2 %	32 3/8	32 3/4
*West Driefontein	21	21 1/4
*Western Holdings	18 3/4	19 ...

(*) En dollars U.S., net de prime sur le dollar investissement.

NEW-YORK

Tous les marchés des Etats-Unis ont chômé, lundi 5 septembre, à l'occasion du Labor day.

NOUVELLES DES SOCIETES

CASINO. — Résultats provisoires après amortissements et provisions pour le premier semestre 1977 : 58,9 millions de francs contre 63,2 millions de francs, compte tenu d'une déduction d'une provision pour hausse de prix à hauteur de 23,9 millions de francs contre 7 millions de francs. La distribution matérielle des titres correspondant à l'augmentation de capital sous forme d'incorporation de réserves et attribution d'une action gratuite pour quatre anciennes, portant jouissance du 1er janvier 1977, ne s'effectuera qu'à partir du 2 janvier 1978 « pour respecter les recommandations du ministre des finances ».

INDICES QUOTIDIENS

(INSEE. Base 100 : 31 déc. 1976.)

	2 sept.	5 sept.
Valeurs françaises ..	92,4	92,2
Valeurs étrangères ..	100,4	101,6

Cie DES AGENTS DE CHANGE (Base 100 : 29 déc. 1961.)

Indice général	60,3	60,5

EURO-OBLIGATIONS

Agefi. — Le marché euro-obligataire fait preuve d'excellentes dispositions qui indiquent que sa bonne orientation présente est destinée à se maintenir au cours des prochaines semaines.

La stabilisation des taux à court terme est maintenant confirmée avec le taux sur l'eurodollar à trois mois stagnant au niveau des 6 1/4 % et celui sur les dépôts à six mois oscillant légèrement au-dessus de 6 1/2 %. Ces taux ne devraient pas subir de modifications majeures parce que les taux à court terme aux Etats-Unis sont eux-mêmes stabilisés.

Le récent durcissement de la politique monétaire du Fed a porté ses fruits. La vive progression de la masse monétaire américaine tout au long du mois de juillet paraît enrayée tandis que la demande en crédits nouveaux continue d'être des plus modestes. En conséquence, le taux sur les Federal Funds s'établira vraisemblablement aux alentours de 6 %, niveau où l'a récemment conduit la politique des autorités monétaires.

Cette perspective a déjà favorablement influencé le marché obligataire à New-York, où les cours sur le marché secondaire se sont à nouveau affermis durant la semaine écoulée, principalement dans le secteur à long terme.

De nombreux emprunteurs étrangers sont attendus qui ne manqueront pas de profiter tout autant d'un marché bien orienté que de l'absence d'emprunteurs américains présentement inactifs. L'ambiance propice d'outre-Atlantique a amplifié la traditionnelle tendance à l'optimisme du marché euro-obligataire qui a pour fondement la persistance d'abondantes liquidités internationales. Cet environnement permet au marché international des capitaux d'absorber aisément des volumes importants d'émissions nouvelles. En fait, ce sont surtout les emprunteurs et tout particulièrement ceux de qualité qui font défaut au marché des euro-obligations et non pas les capitaux disponibles. Les quelque 700 millions de dollars d'euro-emprunts nouveaux offerts au cours des deux dernières semaines dans le seul secteur des émissions libellées en dollars représentent en définitive un volume relativement modeste pour le marché.

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
[illegible]		

HORS COTE

SICAV

BOURSE DE PARIS - 5 SEPTEMBRE - COMPTANT

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
[illegible]					

MARCHÉ A TERME

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, des erreurs peuvent parfois figurer dans les cours. Elles sont corrigées dès le lendemain dans la première édition.

La Chambre syndicale a décidé, à titre expérimental, de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant fait l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours
[illegible]					

VALEURS DONNANT LIEU A DES OPERATIONS FERMES SEULEMENT

o : offert ; C : coupon détaché ; d : demandé ; * droit détaché. — Lorsqu'un « premier cours » n'est pas indiqué, il y a eu cotation portée dans la colonne « dernier cours ».

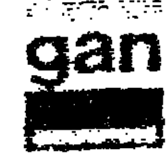
COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 5 9	COURS DES BILLETS échange de gré à gré entre banques
Etats-Unis ($ 1)	4 901	4 913	4 870
Allemagne (100 DM)	211 460	211 600	211 ..
Belgique (100 F.)	13 739	13 755	13 625
Pays-Bas (100 fl.)	200 360	199 940	296
Danemark (100 krd)	79 390	79 540	78 800
Suède (100 krs)	100 950	101 030	100 600
Norvège (100 k.)	89 570	89 840	89 250
Grande-Bretagne (£ 1)	8 541	8 560	8 550
Italie (1 000 lires)	5 568	5 568	5 600
Suisse (100 fr.)	204 850	205 160	204 ..
Autriche (100 sch.)	29 690	29 722	28 850
Espagne (100 pes.)	5 802	5 815	5 750
Portugal (100 esc.)	12 235	12 100	12 ...
Canada ($ can. 1)	4 588	4 572	4 536

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 5 9
Or fin (kilo en barre)	23480	23700
Or fin (kilo en lingot)	23525	23890
Pièce française (20 fr.)	247 .	246 50
Pièce française (10 fr.)	204 ..	205 ..
Pièce suisse (20 fr.)	216	218 10
Union latine (20 fr.)	206 .	205 60
Souverain	221 20	221 20
Pièce de 20 dollars	1110 40	1124 .
Pièce de 10 dollars	575 .	580 ..
Pièce de 5 dollars	300 .	...
Pièce de 50 pesos	964 50	961 ..
Pièce de 10 florins	215 20	215 20

DES SOCIÉTÉ…



EXERCICE 197…

…SULTATS CONSOLIDÉS DU GROUPE DES ASSURANCES NATIO…

gan



Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

Le numéro du « Monde » daté 6 septembre 1977 a été tiré à 558 427 exemplaires.

LES NÉGOCIATIONS ÉTANT AJOURNÉES

Le traitement des fonctionnaires sera augmenté de 2,6 % à compter du 1er septembre

Les traitements des fonctionnaires seront relevés de 2,6 % à compter du 1er septembre, sous réserve que cette mesure soit entériné par le conseil des ministres du 7 septembre, a annoncé M. Ligot, secrétaire d'Etat à la fonction publique, lors de la réunion tenue avec les syndicats de ce secteur le 5 septembre. La reprise des discussions proprement dites sur un accord garantissant le maintien du pouvoir d'achat et sa faible progression (pour les salaires les plus modestes, en fin d'année) a été reportée à une séance ultérieure, au plus tard d'ici un mois.

Cette nouvelle dérobade a provoqué chez les syndicalistes une irritation qui, pour certains, frôle l'exaspération. « *Le gouvernement renie ses engagements* », a déclaré M. Glauque (F.O.). « *Il refuse tout, même l'évidence* », ajoute M. Henry (FEN).

M. Ligot a assuré vouloir prendre une mesure « conservatoire » avec une augmentation de 2,6 % des traitements (portant à 6,6 % la hausse de ceux-ci depuis le 1er janvier), en faisant référence au dernier indice des prix officiellement publié (juillet), qui enregistre une hausse de 5,9 % en sept mois. Mais les syndicats, même ceux qui acceptent l'indice officiel, rétorquent que les pertes de pouvoir d'achat résultant des augmentations « en escalier » ne sont pas compensées : il aurait fallu 1 à 5 points de plus, chiffre variable selon les fédérations, pour y parvenir. Or la majoration des traitements ne sera perçue qu'en octobre.

« *Le gouvernement*, a commenté M. Ligot devant la presse, *veut assurer la stabilisation des prix, et donc éviter toute cause de dérapage. Il refuse toute anticipation d'augmentation.* »

Pourquoi a-t-on ajourné les propositions promises par M. Barre ? « *L'écart est trop grand, actuellement, entre les positions des syndicats et ce qui peut leur être offert* », répond M. Ligot. Les dirigeants des fédérations sont de plus en plus nombreux à penser que cet écart ne pourra être comblé que par un recours à la grève, tandis que le gouvernement songe surtout à gagner du temps.

Dans le secteur nationalisé

Aux Charbonnages de France, le même jour, la C.G.T. et la C.F.D.T. ont jugé totalement inacceptable la proposition de la direction liant une modeste progression du pouvoir d'achat en fin d'année à l'évolution des prix, de la production nationale (PIB) et des résultats spécifiques de l'entreprise. F.O., la C.G.C. et surtout la C.F.T.C. étaient moins hostiles à la formule. Tous les syndicats consultent leur base ; ils donneront leur réponse dans quelques jours.

A l'E.G.F. et à la R.A.T.P., les syndicats devaient rencontrer la direction mardi matin.

La C.F.T.C. demande que les excédents des caisses d'allocations familiales soient distribués aux familles

L'inflation n'est pas maîtrisée, les pouvoirs publics ont été beaucoup plus vigoureux pour freiner les salaires que pour s'attaquer aux prix, et l'emploi continue à se dégrader, ont déclaré le 6 septembre les dirigeants de la C.F.T.C. en tenant leur conférence de presse de « rentrée ».

« *La réduction du chômage passe inéluctablement par une reprise de l'activité économique*, disent-ils. *Il faut donc amplifier les mesures de relance prises dans la construction et l'équipement.* » De plus, la C.F.T.C. fait remarquer que « *le relèvement de l'allocation scolaire représente 1,5 milliard de francs, alors que les « excédents » des prestations familiales pour 1977 sont de l'ordre de 4 milliards* ». Elle demande donc que « *les 2,5 milliards restants soient affectés immédiatement aux familles, tant pour appuyer la relance de la consommation que pour éviter de nouveaux détournements des fonds des caisses d'allocations familiales* ».

Les syndicalistes chrétiens, parmi les mesures susceptibles de résorber le chômage, veulent « *contrer les tendances actuelles des employeurs à développer le recours aux contrats à durée déterminée et aux entreprises de travail temporaire, et accélérer les mesures de réduction de la durée du travail et d'avancement de l'âge de la retraite* ».

Condamnant l'attitude du gouvernement au sujet des salaires dans les secteurs public et nationalisé, la C.F.T.C. souligne que, « *sans tapage électoraliste, comme elle l'a toujours fait, en particulier dans les grands accords des secteurs public et nationalisé, elle continue de rechercher un rapprochement progressif des catégories à mesure que le niveau de vie s'élève. Mais la mise en place de mécanismes garantissant ce rapprochement est plus efficace que la fixation d'écarts théoriques sur des bases très floues, et cette question ne doit surtout pas faire oublier la nécessité d'une plus grande équité fiscale entre salariés et non-salariés, qui reste à réaliser* ».

La C.F.T.C., a encore dit M. Bornard, secrétaire général, « *souhaite fortement que l'approche d'échéances électorales importantes ne conduise pas à mettre entre parenthèses les problèmes de prix, de salaires et d'emploi, qui sont les vrais problèmes que tout gouvernement aura à résoudre* ».

A AIX-EN-PROVENCE

Le parquet ne s'oppose pas à la libération de M. Apalategui

La chambre d'accusation d'Aix-en-Provence, réunie sous la présidence de M. Maurice Marie-Cardine, a commencé ce mardi 6 septembre, à 9 h. 30, l'examen de la deuxième demande de mise en liberté de M. Miguel Angel Apalategui, le militant basque détenu à Marseille et visé par une demande d'extradition des autorités espagnoles. Une suspension d'audience a été ordonnée à 11 heures, après un léger malaise de M. Apalategui, qui est apparu comme très pâle et amaigri après une grève de la faim qui avait duré du 30 juillet au 3 septembre. Avant cette suspension, trois des avocats du militant basque avaient plaidé : Me Miguel Castells, du barreau de Saint-Sébastien ; Me Maurice Abeberry, du barreau de Bayonne, et Me Jean-Claude Sebag, du barreau d'Aix-en-Provence.

A la reprise de l'audience, M. Yves Chauvy, substitut général, a indiqué qu'il ne s'opposait pas à une mise en liberté sous réserve que celle-ci soit assortie d'un contrôle judiciaire : résidence à Marseille, déplacements limités au département des Bouches-du-Rhône, présentation deux fois la semaine au commissariat central de Marseille, présence à l'audience du 14 octobre, au cours de laquelle doit être examinée la demande d'extradition des autorités espagnoles.

La mère et le frère de M. Apalategui sont présent dans la salle, ainsi que quelques dizaines de personnes, tandis que, à l'extérieur, deux cents militants basques munis du drapeau vert et blanc scandent « *Apala Askatu !* » (« *Libérez Apalategui !* »).

Au cours de la soirée du 5 septembre, à Marseille, des incidents ont marqué une manifestation organisée par le comité de soutien à M. Apalategui, pour réclamer sa libération. Après avoir parcouru la Canebière, deux cents manifestants environ ont été attaqués au moment de leur dispersion par un groupe d'une vingtaine de jeunes gens, casqués, armés de manches de pioches et de matraques.

Les assaillants ont jeté des tracts sur lesquels on pouvait lire : « *La mort pour Apalategui et les assassins gauchistes* » et « *Viva Franco !* ». Un bref et violent affrontement a aussitôt opposé les gardiens de la paix à ce commando, dont six membres ont été interpellés et placés en garde à vue. Plusieurs d'entre eux ont été légèrement blessés.

A Hendaye (Pyrénées-Atlantiques), une manifestation en faveur de M. Apalategui a également eu lieu le 5 septembre. Une centaine de manifestants se sont dirigés vers le pont international qui marque la frontière avec l'Espagne avant de revenir défiler dans le centre de la ville. Il n'y a pas eu d'incidents.

Huit cents millions d'adultes illettrés en 1976

L'ALPHABÉTISATION EN ÉCHEC

La Journée internationale de l'alphabétisation sera marquée, le jeudi 8 septembre, par une cérémonie au siège de l'UNESCO à Paris. Cependant, pour la première fois, aucun des deux prix destinés à récompenser une action menée contre l'analphabétisme (les prix Mohammed-Reza-Pahlavi et Nadejda-Kroupskaïa) ne sera décerné.

Le jury a pris cette décision en raison de l'augmentation du nombre des analphabètes dans le monde : on comptait, en 1976, huit cents millions d'adultes illettrés. Le jury estime que l'alphabétisation devrait être intégrée par les pays concernés dans les plans de développement nationaux.

Dans un message publié à l'occasion de cette journée, M. Amadou Mathar M'Bow, directeur général de l'UNESCO, engage les Etats à consacrer une partie des dépenses affectées aux armements à des programmes d'alphabétisation en soulignant que « le coût total d'un seul bombardier prototype, avec son équipement, équivaut au salaire de deux cent cinquante mille instituteurs par an ».

La préparation des élections législatives

M. DOMINATI SE REPRÉSENTERA A PARIS

En réponse aux rumeurs suivant lesquelles il ne se représenterait pas à Paris aux prochaines élections législatives, M. Jacques Dominati, secrétaire d'Etat auprès du premier ministre, a précisé qu'il continue de tenir ses permanences dans la circonscription législative, le lundi à la mairie du 3e arrondissement, le jeudi à la mairie du 2e. Elu député de la capitale en 1967, pour la première fois, M. Dominati a laissé son siège pour entrer au gouvernement (depuis son suppléant, qui le remplaçait à l'Assemblée nationale, est mort).

Au cours de la dernière séance du Conseil de Paris, en juillet, M. Georges Dayan, conseiller socialiste des 2e et 3e arrondissements, qui a battu M. Dominati dans ce secteur aux élections municipales, avait protesté vigoureusement contre les permanences que continuait à tenir le secrétaire d'Etat dans ces mairies annexes.

M. SAINTE-MARIE (P.S.) ÉLU PRÉSIDENT DE LA COMMUNAUTÉ URBAINE DE BORDEAUX

De notre correspondant.

Bordeaux. — Le conseil de la Communauté urbaine de Bordeaux (CUB) s'est réuni lundi 5 septembre, pour la première fois depuis la crise ouverte au lendemain des élections municipales. Comme prévu dans le contrat communautaire (« le Monde » du 27 août), c'est M. Michel Sainte-Marie, député socialiste, maire de Mérignac, qui a été élu à la présidence de l'organisme. Seul candidat, il a obtenu trente-huit suffrages sur soixante et un votants, les neuf représentants communistes s'abstenant.

M. Jacques Chaban-Delmas, maire de Bordeaux, a été élu premier vice-président et les autres sièges du bureau ont été répartis à égalité entre les deux tendances. Un seul siège de vice-président est revenu au parti communiste, dont les représentants n'ont cessé, tout au long du conseil, de dénoncer l'attitude du parti socialiste. Les communistes ont refusé de voter la charte communautaire, estimant qu'elle ne respecte pas le résultat des élections municipales et prolonge la gestion de la droite.

AIRBUS A MOSCOU

M. Cavaillé reçoit le représentant de l'ambassade d'U.R.S.S.

L'Airbus d'Air France pourra-t-il atterrir à Moscou avant la fin de l'année ? M. Marcel Cavaillé, secrétaire d'Etat aux transports, devait recevoir ce mardi après-midi le ministre conseiller de l'ambassade soviétique à Paris, qui lui a demandé audience à ce sujet, et faire connaître ensuite son point de vue.

Dans un télégramme envoyé le 5 septembre à M. Maurice Biard, responsable du syndicat C.G.T. à l'usine de l'Aérospatiale à Toulouse, le service de presse de l'ambassade d'U.R.S.S. à Paris écrit : « *Pendant le Salon de l'aéronautique du Bourget, au mois de juin dernier, M. Boris Bougaev, ministre de l'aviation civile de l'U.R.S.S., a transmis aux officiels français du secrétariat d'Etat aux transports le projet d'un protocole commun prévoyant les conditions de l'exploitation de l'avion Airbus A 300 à partir du 1er novembre 1977 sur la ligne Paris-Moscou.* »

« *A cette occasion, la partie soviétique s'est déclarée prête à entamer des négociations sur cette question* », ajoute le télégramme, qui conclut : « *Cependant, nous n'avons pas encore reçu la réponse sur notre proposition d'examiner ce document.* »

A cet égard, l'agence Tass reproche « *le manque de compréhension de la partie française dans ses négociations avec les représentants soviétiques* ». Elle ajoute : « *Il est hors de doute que de telles négociations peuvent être amorcées séance tenante, dès que les autorités françaises l'auront acceptée.* »

L'agence soviétique s'en prend à divers journaux français qu'elle accuse d'être à l'origine du malentendu. Quant à *l'Humanité* du 6 septembre, elle accuse M. Marcel Cavaillé, secrétaire d'Etat aux transports, de « *jouer les matamores* » et d'adopter dans cette affaire « *une attitude qui relève de la provocation* ».

M. SERGIO DONN DEVIENT PRÉSIDENT DU DIRECTOIRE DE FIAT-FRANCE

M. Sergio Donn, cinquante et un ans, président du directoire de Fiat-Belgique, vient d'être nommé président du directoire de Fiat-Automobiles S.A. - France. Il remplace M. Lorenzo Cesari, qui est nommé directeur des exportations de la Fiat à Turin. Selon la direction de Fiat-France, cette nomination n'a aucun lien avec une mutation éventuelle de M. Revelli-Beaumont, directeur général de la firme, dont la presse italienne avait fait état la semaine passée (*le Monde* du 30 août).

[Né le 1er juin 1926 à Turin, M. Sergio Donn est docteur en droit et en sciences politiques et diplômé de l'université Harvard. Entré à la l'université de Harvard. Entré à la Fiat en 1952, il a occupé plusieurs postes de responsabilité successivement à Fiat-Suisse, Fiat-Angleterre et Fiat-Irlande. Nommé administrateur délégué de Fiat-Etats-Unis en 1970, il est devenu en 1972 président du directoire de Fiat-Belgique.]

● *Mme Dolorès Ibarruri*, présidente du parti communiste d'Espagne, a subi une opération chirurgicale mardi 6 septembre, à Madrid. Les chirrugiens lui ont placé un régulateur cardiaque. La patiente se porte bien. La « Pasionaria » âgée de quatre-vingt-un ans, subira prochainement une seconde opération pour mettre définitivement en place le régulateur. — (A.F.P.)

NOUVELLE IMPASSE POUR LES OUVRIÈRES CÉGÉTISTES DE FURNON

Le tribunal de grande instance d'Alès s'est déclaré, lundi 5 septembre, incompétent dans le référé introduit par le personnel cégétiste des Etablissements Furnon. Aux termes de ce référé, l'arrêt rendu par la cour d'appel de Nîmes ordonnant la réintégration des ouvrières C.G.T. « *au lieu et place* » qu'elles occupaient avant le début du conflit, ne peut être opposable à la Société anonyme Furnon, cette dernière étant l'employeur des ouvrières non syndiquées.

« *Après ce jugement, les ouvrières cégétistes n'ont plus d'autre alternative que de reprendre le travail dans les établissements Gérard Furnon, à moins qu'elles ne cherchent une nouvelle fois l'épreuve de force* », nous a déclaré Me Pierchon, avocat de l'entreprise de confection de Saint-Christol-lès-Alès. M. Garrigues, le principal collaborateur de M. Furnon, nous a affirmé n'avoir toujours pas de nouvelles de ce dernier et qu'il réglerait, ce mardi soir à 18 h., les congés payés des ouvrières syndiquées.

Seules sont au travail les ouvrières non syndiquées, rejointes, selon M. Garrigues, par une dizaine de cégétistes.

● *Certains guichets de la Société Générale* ont été fermés mardi matin 6 septembre, à la suite d'un mot d'ordre de grève nationale des syndicats C.G.T., C.F.D.T., C.F.T.C., F.O. et S.N.B. Les cinq syndicats entendent protester contre la mort d'un des agents de l'établissement et obtenir « *la prise en considération prioritaire de la sécurité du personnel et de la clientèle, indépendamment de toute notion de rentabilité* »

LA RÉNOVATION DU MARAIS

Les habitants de l'îlot Saint-Paul réclament un « droit au bail »

Une manifestation devait avoir lieu ce mardi 6 septembre, entre la Bastille et l'Hôtel de Ville, afin de protester contre les expulsions qui ont été « exécutées » dans l'îlot Saint-Paul (quatrième arrondissement) le lundi 29 août. En outre, l'intercomité du Marais organisera au cours des semaines à venir un référendum auprès de la population de l'îlot Saint-Paul sur le thème « Quelle rénovation pour le Marais ? ».

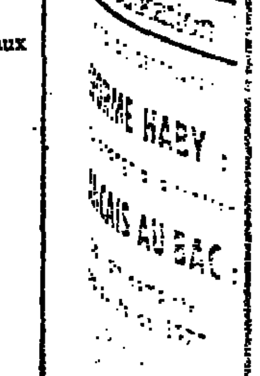
« *Je m'apprêtais à partir pour le rendez-vous que nous avions avec M. Raymond Bourgine, maire adjoint de Paris, afin de résoudre notre problème, lorsque ma porte a volé en éclat. La police est entrée dans mon appartement et m'a expulsée avec mon fils...* » Une baignoire renversée, un lavabo cassé, des cloisons dont les débris gisent sur des planchers défoncés : les appartements de la rue Saint-Paul portent encore la trace de l'intervention des « casseurs » qui accompagnaient la police lors de l'expulsion des occupants le 29 août (*le Monde* du 31 août). Dans les autres immeubles de l'îlot, des croix blanches barrent les portes crasseuses, signe que ces appartements sont toujours habités par de vrais locataires.

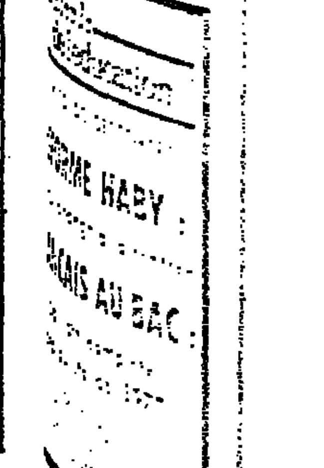
Il n'y a donc plus de squatters rue Saint-Paul. Mais l'expulsion *manu militari* des occupants n'a pas réglé l'affaire. Si deux familles ont suivi les déménageurs qui transportaient leurs meubles dans les logements que leur proposait la Régie immobilière de la Ville de Paris (R.I.V.P.), chargée de la rénovation de l'îlot, trois continuent à errer dans le quartier d'hôtel en hôtel, de « copain en copain ».

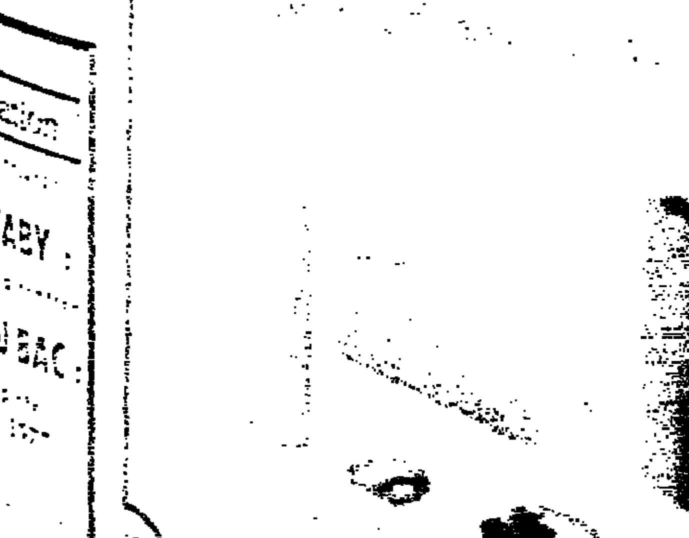
Pour Muriel, par exemple, pas question de quitter le Marais : « *J'ai toujours vécu dans le quartier*, affirme-t-elle, *j'y ai tous mes amis. Lorsque mes enfants sont malades, je trouve toujours des copains pour s'en occuper ou pour m'aider. La R.I.V.P. m'a proposé un logement, une H.L.M. au-dessus du périphérique. Je suis sténodactylo dans le quatrième arrondissement. Si je déménageais, je devrais payer deux nourrices pour mes enfants. Je suis handicapée physique et je ne peux pas passer deux heures dans les transports en commun. Enfin, le logement qui m'était proposé était trop petit pour me donner droit à l'allocation-logement.* »

Combat d'arrière-garde ? Peut-être. Les occupants de ces appartements ne réclamaient pas seulement un bail. Avec d'autres habitants du quartier, ils demandaient que les appartements de la zone fassent l'objet d'une réfection légère (« *La plupart d'entre eux sont en bon état* », affirment-ils) et non d'une rénovation totale comme celle qui est prévue par la R.I.V.P. Dans les appartements saccagés, la « réfection légère » est désormais impossible... et ils le reconnaissent. Mais il y a d'autres îlots à rénover dans le quartier. L'association des habitants a perdu une bataille ; elle espère ne pas avoir perdu la guerre.

MARIE-CHRISTINE ROBERT.







A B C D E F G

ıde

7 DE L'USINE MONTEFIBRE

e pas dans nos intentions
! sur le plan de sauvetage

JAPONA

[هكذا من الأصل]

TRENTIÈME ANNÉE (1977) — N° 1 505 — SÉLECTION HEBDOMADAIRE — DU JEUDI 1er AU MERCREDI 7 SEPTEMBRE 1977

DIRECTEUR : Jacques FAUVET
FONDATEUR : Hubert BEUVE-MÉRY

DIRECTION
RÉDACTION ET ADMINISTRATION
5, RUE DES ITALIENS, 75009 PARIS

TELEPHONE : 246-72-23
Adresse télégraphique : JOURMONDE PARIS



N° 1505

Canada, 0,50 $ can. ; Côte-d'Ivoire, 80 fr. ; Egypte, 30 p. ; Grèce, 20 dr. ; Hollande, 1,15 fl. ; Indonésie, 250 Rp. ; Israël, 3,50 L.I. ; Liban, 150 P.L. ; Sénégal, 100 fr. ; Singapour, 2 $ sing. ; Tunisie, 90 m.; Turquie, 6 L.T.; U.S.A., 0,50 $ U.S.

ABONNEMENT :	Six mois	Un an
France	F 35	F 60
Etranger	F 48	F 85

(Tarifs avion page 9)

CHEQUE POSTAL : PARIS N° 4207-23

L'ENLÈVEMENT DU PRÉSIDENT DU PATRONAT ALLEMAND

La stratégie de l'apocalypse

Quelle qu'en soit l'issue, l'enlèvement de M. Hans Martin Schleyer, président du patronat ouest-allemand, va relancer à coup sûr l'éternel débat sur la violence et sa légitimité. Tout, déjà et depuis longtemps, a été dit sur un sujet qui ne concerne pas que l'Allemagne, loin de là, et qui n'est certainement pas près de quitter l'actualité. Rarement cependant la violence aura été mise au service d'une stratégie aussi aberrante que celle des différents groupes extrémistes ouest-allemands qui prônent l'assassinat politique.

Enlèvements et assassinats ne sont plus, en République fédérale, le fait de quelques révoltés agissant plus ou moins spontanément. Ils sont au contraire l'œuvre de groupes de desesperados parfaitement organisés et cloisonnés, dont les effectifs sont évalués à plus d'un millier de personnes, qui se réclament souvent d'idéologies différentes, mais qui appliquent en fait la même stratégie : celle qui ne peut conduire qu'à l'apocalypse. Condamner cette stratégie n'est pas nier la réalité des problèmes qui se posent à l'Allemagne occidentale ni de ceux que l'Allemagne peut encore poser au monde. Mais on ne peut oublier que le pire, même lorsqu'il est au service du meilleur, débouche rarement sur autre chose que le pire.

Le but avoué des différents groupes extrémistes ouest-allemands est connu, même s'il cache mal une fureur suicidaire. Pour eux, il s'agit de parvenir dans une première phase à une fascisation de l'Etat allemand, cette fascisation devant à son tour provoquer « une réaction révolutionnaire des masses ». Tant de naïveté ou de perversion confond. Si la première partie d'un tel programme apparaît bien comme du domaine du possible, la seconde se réfère en effet à des schémas simplistes qui ont été bien rarement confirmés par l'histoire. Le fait que M. Hans Martin Schleyer, « patron de combat » notoire, ait eu dans sa jeunesse des sympathies franchement nazies ne change rien.

Déjà on ne compte plus les signes avant-coureurs du durcissement de la société ouest-allemande. Ce processus était en germe dans le refus de tout dialogue opposé aux contestataires extra-parlementaires de la fin des années 60 par les gérants satisfaits d'une société de l'abondance qui ne proposait qu'un seul remède aux frustrations et aux démons de l'histoire : la course au profit. Même les sociaux-démocrates ont préféré se faire les gardiens intransigeants de la loi, de l'ordre et du profit plutôt que d'entendre les questions fondamentales qui leur étaient posées. Toutes les conditions étaient ainsi réunies pour que s'établisse un cycle infernal de la violence, les seuls bénéficiaires ne pouvant en être que les forces les plus conservatrices et les plus nationalistes de la R.F.A. A tel point qu'on pourrait formuler — si l'assassinat politique n'avait pas été posé en dogme par les extrémistes ouest-allemands — l'hypothèse d'une énorme provocation pour expliquer le sanglant enlèvement de Cologne.

La tâche, en tout cas, n'est pas facile pour le chancelier Schmidt, déjà si mal réélu à l'automne dernier. Moins sensible que son prédécesseur aux questions fondamentales qui se posent aujourd'hui à la société allemande, il risque de ne voir d'issue que dans un accroissement de la répression contre l'extrême gauche, et dans une plus grande indulgence à l'égard des nostalgiques du nazisme. Il est inquiétant, de ce point de vue, que M. Schmidt se soit contenté après l'enlèvement de lancer un appel à la délation à ses concitoyens, réduisant ainsi à un simple problème de police le malaise si profond qui agite toute une société.

(Mercredi 7 septembre.)

Lire page 4 l'article de
JEAN GENET :
« Violence et Brutalité »

L'OCCIDENT ET LES CONFLITS EN AFRIQUE

Paris et Washington ajournent leurs livraisons d'armes à la Somalie

La France, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis ont décidé d'ajourner les livraisons d'armes à la Somalie, qui avaient été envisagées au mois de juillet. Cette mesure, indique-t-on à Paris, à Londres et à Washington, fait suite à l'intervention des troupes régulières somaliennes dans l'Ogaden. La France, qui avait accepté de fournir 10 % environ des armes que lui réclamait Mogadiscio, craint visiblement d'être engagée aux côtés d'une « agression » condamnée par l'O.U.A. et qui risque, en outre, de constituer une menace pour Djibouti.

D'autre part, le président somalien, M. Syaad Barre, est rentré jeudi matin 1er septembre à Mogadiscio, venant de Moscou et après une escale en Egypte, où il a rencontré le président Sadate. Le quotidien égyptien « Al Ahram » estime, au sujet de cette rencontre, qu'une « similitude des points de vue » a pu être dégagée entre la Somalie et l'Egypte à propos de la situation dans la Corne orientale.

ÉTHIOPIE : la guerre ou la lutte des classes ?

par JEAN-CLAUDE GUILLEBAUD

Un singulier destin paraît assigné à l'Ethiopie : celui du mystère. Des énigmes florentines de l'empire aux confusions révolutionnaires de ces trois dernières années, la même opacité isole sans cesse l'ancienne Abyssinie du reste du monde. Le goût du secret, un sens aigu de l'intrigue, les complexités inhérentes à une vieille société composite, tout cela décourage l'observateur extérieur et l'incline aux simplifications et aux schémas. Aujourd'hui, l'Ethiopie est — bien malgré elle — au centre d'un gigantesque maelström politico-militaire qui, de l'Erythrée à l'Ogaden, de la mer Rouge à l'océan Indien, voit s'enchevêtrer calculs stratégiques et « manœuvres » internationales.

Jour après jour, depuis des mois on suit de près les péripéties du « poker menteur » diplomatique entre Mogadiscio et Moscou. On confronte les communiqués militaires et l'on recense les livraisons d'armes de tel ou tel camp. On observe, sur la carte, les progrès des armées rivales. Au point d'oublier, en somme, une évidence : dans la Corne orientale, dominée par l'énorme « château » abyssin de 30 millions d'habitants, tout reste conditionné, en dernière analyse, par l'évolution de la situation intérieure de l'Ethiopie. Les soubresauts de la révolution éthiopienne, l'issue des luttes de pouvoir à Addis-Abeba, sont plus importants à moyen terme pour l'avenir de la région que la configuration provisoire des champs de bataille. Le sort de l'Ogaden, de Djibouti ou de l'Erythrée se joue autant à Addis-Abeba que sur le terrain.

A cet égard, la crise qui a éclaté le 26 août dans la capitale éthiopienne — et sur laquelle peu d'informations avaient filtré jusqu'alors — marque un tournant capital dans l'histoire du pays. Des informations recueillies à Paris, auprès de personnalités de premier plan qui ont quitté ces jours-ci Addis-Abeba, permettent de comprendre un peu mieux une série d'évènements qui pèseront demain sur l'avenir du régime militaire, menacent déjà la position des Soviétiques en Ethiopie et préfigurent, peut-être, un retour spectaculaire de l'Ethiopie dans le camp occidental.

(Lire la suite page 3.)

Le manifeste de la majorité

Un texte qui compte plus par son existence que par son contenu

Paraphé lundi après-midi 5 septembre par les « plénipotentiaires » gaullistes, centristes et giscardiens qui l'avaient élaboré, le manifeste de la majorité est maintenant soumis aux instances dirigeantes des partis eux-mêmes. Le comité central du R.P.R. l'a adopté dès lundi soir à l'unanimité. Le bureau politique du parti républicain s'en saisit le 8 à Nancy. Le comité directeur du Centre national des indépendants et paysans l'examine le 9, et le conseil politique du Centre des démocrates sociaux, le 10. Pour ceux-là mêmes qui l'ont signé, ce document vaut plus par son existence que par son contenu.

Il aura donc fallu cinq séances et un peu moins d'une vingtaine d'heures de négociations aux partenaires de la majorité pour mettre un point final à ce document de douze feuillets qui sera officiellement rendu public la semaine prochaine.

Commencée par la réunion au « sommet » du 19 juillet dernier, la discussion entre les partis qui soutiennent le gouvernement n'est pas terminée pour autant puisqu'elle continue pour les candidatures aux élections. Mais le fait d'être parvenu à s'entendre sur un texte — aussi vague qu'il soit, on va le voir, — constitue pour les formations de la majorité un résultat encourageant.

La principale, sinon la seule, qualité de ce document est sans doute d'exister. Elle n'est pas tout à fait négligeable. On se souvient du climat parfois tendu dans lequel avaient commencé les discussions. Chacun des partis tirait alors la couverture à soi, l'un refusant toute négociation qui porterait sur autre chose que le partage des circonscriptions, l'autre faisant un préalable de la présence d'un envoyé du premier ministre. M. Jacques Chirac s'était alors opposé à toute idée de programme commun de la majorité, et, pendant plusieurs semaines, les quiproquos et les malentendus s'étaient succédé.

En exigeant que l'accord électoral se double d'un accord doctrinal, l'idée des « non gaullistes » avait été de gêner le R.P.R. et son chef, de les contraindre à une solidarité majoritaire plus grande, à une allégeance plus marquée au président de la République. Il fut même question, un temps, que les partenaires du R.P.R. forment un front commun destiné à contrebalancer la toute-puissance de la formation gaulliste.

La réponse du R.P.R. à cette attitude fut, tout en maintenant son refus d'un programme, d'admettre l'idée d'un texte doctrinal recensant des « *valeurs de référence* ». Un tel document ne pouvait aux yeux des gaullistes manquer d'être suffisamment vague et général pour n'imposer aucune contrainte à ses signataires. Pourtant à l'heure où l'opposition continue de donner le spectacle de ses désaccords, la signature de ce texte permet à la majorité d'apparaître, en comparaison, plus unie et plus solidaire : en tout cas plus engagée sur le chemin de la cohésion.

A en juger le contenu, il faut bien dire que le manifeste paraphé le 5 septembre est d'une parfaite innocuité. C'est un « appel » qu'adressent les partis de la majorité aux Français et dans lequel ils s'emploient, d'une part à leur démontrer les dangers d'une victoire de la gauche, d'autre part à les convaincre des avantages de la continuité.

Ainsi y lit-on une défense et illustration de la politique menée par les gouvernements qui se sont succédé depuis 1971 (un bilan antérieur de l'ensemble de l'œuvre de la Ve République avait été proposé par les gaullistes mais les centristes ne l'ont pas admis sous sa forme initiale). Ainsi trouve-t-on des justifications des actions conduites dans les dernières années, justifications qui devraient selon leurs auteurs conduire les Français à accorder leur confiance aux mêmes hommes.

Le ton est très « anti-programme commun ». On dénonce dans ce manifeste les risques de la « *démagogie* », de la « *bureaucratie* », de l'« *aventure doctrinaire* ». Toutefois, il est vrai que les tirades contre la gauche auraient été plus nombreuses si toutes les propositions du R.P.R. avaient été adoptées.

Pour le reste : les idées, la doctrine, les projets concrets, c'est pratiquement le vide. On trouve des références à la liberté d'entreprendre, à la nécessité d'une réforme fiscale, d'une meilleure association des jeunes ; des allusions au pluralisme syndical réalisation du Plan, à la construcsance de la représentativité de la C.F.T. ?), au caractère non technocratique que devra prendre la réalisation du plan, à la construction d'une Europe confédérale, etc., etc.

Mais rien de neuf, rien de convaincant, rien qui puisse permettre à la majorité d'espérer conquérir, grâce à cet appel, un électorat nouveau. Ce ne sont pas des phrases du genre « *là où s'éteint la flamme de la liberté, la nuit s'étend sur le bonheur de vivre...* » qui, de nos jours, font se lever les cohortes d'électeurs.

Là n'était sans doute pas l'ambition des délégués qui, en privé, ne contestent nullement le caractère anodin de leur œuvre. Ils comptent beaucoup, en revanche, sur l'effet psychologique de leur accord et estiment pour la plupart que, désormais, les autres problèmes demeurés en suspens devraient trouver plus aisément des solutions.

Ainsi en est-il de l'insertion du premier ministre dans le concert majoritaire. A n'en pas douter, M. Barre a déçu, en juillet, ceux qui, au P.R. ou au C.D.S., comptaient sur son appui technique et politique pour faire pièce au R.P.R. en matière de programme. Rares sont ceux qui croient encore à ses chances d'acquérir cette « dimension politique » annoncée depuis si longtemps. Toutefois, comme il n'est guère imaginable que les partis qui soutiennent le gouvernement fassent campagne en dehors de toute présence du premier ministre, celui-ci a entamé une nouvelle série d'entrevues avec les dirigeants des formations alliées. Il recevait M. Jacques Chirac le 6 septembre après-midi et dînait le même soir avec les dirigeants du C.D.S.

Reste aussi que tous les partis de la majorité n'ont pas signé le manifeste puisque M. Jean-Jacques Servan-Schreiber et les radicaux sont demeurés à l'écart de la négociation. Or M. Barre devait s'entretenir mercredi avec devait s'entretenir le 7 septembre avec le président du parti radical. Sans doute celui-ci, en prenant connaissance du texte, ne regrettera-t-il pas de n'être pour rien dans son élaboration...

L'accord du 5 septembre ne tire pas un trait sur toutes les difficultés de la majorité. Il en occulte quelques-unes. Il ne saurait en revanche masquer véritablement ni la concurrence dans laquelle sont engagés le R.P.R., d'une part, et ses partenaires, d'autre part, ni le fait que les relations demeurent difficiles, pour ne pas dire plus, entre le président de la République et M. Jacques Chirac.

NOËL-JEAN BERGEROUX.

(Mercredi 7 septembre.)

Lire page 8 l'enquête de
THIERRY PFISTER
sur l'actualisation
du programme commun

MILLE CINQ CENTS EXPERTS RÉUNIS A NAIROBI

L'homme et l'avancée du désert

Mille cinq cents experts, représentant une centaine de pays et d'organisations internationales, sont réunis depuis le 29 août, à Nairobi (Kenya), pour étudier jusqu'au 9 septembre un plan d'action contre l'avancée des déserts, responsable chaque année de la stérilisation de 5,7 millions d'hectares de terres arables dans le monde.

Pour enrayer ce phénomène qui concerne essentiellement les pays en voie de développement des zones subtropicales, les scientifiques ont élaboré vingt recommandations parmi lesquelles figurent l'amélioration de l'utilisation des terres, le renforcement des technologies indigènes, la création d'un système d'assurance contre les risques de sécheresse, l'amélioration des interventions internationales... Le point de vue des scientifiques pourrait néanmoins être remis en cause par les politiques, qui décideront en dernier ressort en fonction notamment d'impératifs financiers. A ce propos, on s'attend à un affrontement entre pays industrialisés et Etats du tiers-monde.

« La désertification est considérée comme le résultat de l'action de l'homme, ce qui signifie que le problème peut être résolu », a déclaré M. Mustapha Tolba, secrétaire général de la conférence de Nairobi.

I. — Opération « Sahel vert »

De notre envoyé spécial
ALAIN GIRAUDO

Bamako. — Le piper pique au nord. Les pluies de juillet et d'août ont transformé la brousse en un épais tapis végétal dans lequel se dissimulent phacochères, lions et même éléphants. De longues flaques brillent sur les pistes, où restent immobiles des convois embourbés.

Peu après, l'avion survole une croûte ocre, lisse et sèche qu'auréolent une dizaine de paillotes. Plus loin, d'autres taches dans les gammes orangées, plus grosses. De vraies dunes maintenant, comme posées au milieu de la brousse luisante par un décorateur hollywoodien loufoque. Bientôt ce ne sont plus que touffes végétales grisâtres et boqueteaux d'épineux poussiéreux. La terre rougeâtre est gercée. Des canyons, qui ne viennent de nulle part, éventrent brutalement la savane. Le Niger s'épuise à chercher un chemin, s'égare sans cesse, paraît renoncer, avant d'obliquer à angle droit vers l'océan. Non loin, on voit la ligne claire et brûlante du Sahara. L'avion survole encore une ineptie du décorateur : un lac glauque, puis atterrit sur une piste de terre battue.

Trois heures de vol pour aller de Bamako à Goundam, pour passer de la brousse luxuriante au sable éblouissant. Un sable qui se mélange aux aliments, qui ensevelit tout au moindre souffle, qui inexorablement avance vers le sud. Un avertissement du secrétaire général des Nations unies, M. Kurt Waldheim, revient immanquablement à l'esprit : « *Dans moins de cinquante ans, la progression du désert risque de rayer totalement de la carte trois ou quatre pays d'Afrique.* »

Goundam n'a pas le charme mystérieux de sa voisine Tombouctou. Mais le commandant du cercle, rondouillard et volubile, est très fier des maisons maures dont les épais murs en argile séchée et en brique à feu gardent une certaine fraîcheur ; très fier également du millier d'arbrisseaux plantés au cours du mois écoulé par les jeunes du bourg. La tête protégée par une longue étoffe noire, à l'aise dans un boubou coloré, il conduit sans pitié son hôte, étourdi par la chaleur, étouffé par la poussière, dans une visite commentée de ces plants.

Le long des rues, dans la cour de l'école, devant le centre sanitaire, sur la place principale : un trou profond de 1 mètre d'abord, du fumier ensuite mélangé à de la terre, une bouture ou une pousse avec un tuteur, de l'eau régulièrement et des branches épineuses tout autour pour écarter les chèvres voraces. Il y a là des *neems* — sorte d'acacias dont les feuilles permettent de faire des décoctions antipaludiques — et des gommiers. D'ici trois ans, ils fourniront de l'ombre et du bois.

Le commandant montre aussi quelques pousses de baobab : elles ont une dizaine de centimètres. Dans dix ans, elles ne mesureront pas plus de 1,50 mètre. Le lendemain, le commandant part faire une tournée des villages de l'arrondissement pour distribuer deux mille pousses d'arbres. Il parle d'acclimater ici des citronniers et des manguiers. Il s'inquiète toutefois : les eaux et forêts manquent de moyens pour développer une pépinière, la citerne d'arrosage est en panne...

Goundam est un des chantiers de l'opération « Sahel vert » au Mali avec ceux de Kayes, de Nioro-du-Sahel, de Nara, de Gao et de Mopti, opération réalisée avec le concours de l'Agence de coopération culturelle et technique (A.C.C.T. ou Agecoop) (1). Il s'agit d'apporter une aide aux pays éprouvés par la désertification en finançant des chantiers de jeunes pour le reboisement. Des jeunes contre le désert, avec des arbres, n'est-ce pas une version moderne de la croisade des enfants ?

(Lire la suite page 7.)

(1) Créée en 1970 à Niamey, l'Agence de coopération culturelle et technique (A.C.C.T.) regroupe vingt-six Etats francophones. Elle a pour objet « le développement entre ses membres d'une coopération multilatérale dans les domaines de l'éducation, la culture, les sciences et les techniques ». Son siège est à Paris, 19, avenue de Messine (75008).

Jean Rostand est mort

Jean Rostand, de l'Académie française, est mort, samedi 3 septembre, à l'hôpital de Saint-Cloud. Ses obsèques ont été célébrées le mardi 6 septembre après-midi, à Ville-d'Avray (Hauts-de-Seine).

Surtout connu pour ses travaux de biologie, Jean Rostand était aussi écrivain et moraliste. Il avait quatre-vingt-trois ans.

Les engagements d'un homme de cœur

par ETIENNE WOLFF (*)

Jean Rostand n'est plus. Cette nouvelle sera ressentie dans tous les foyers de France comme un deuil national, non point au sens officiel et décoloré du terme mais au sens intime et profond. Car cet homme incomparable était aimé et admiré de tous. Sa renommée avait franchi la porte des plus humbles demeures, mais aussi les frontières les plus lointaines. Rarement homme de science sut gagner plus d'audience et de sympathie. En lui se joignaient tous les dons, ceux du cœur et de l'esprit. Il était naturaliste dans l'âme, biologiste expérimentateur, écrivain scientifique autant que littéraire, historien, essayiste et moraliste. Servi par tous ces dons, il excellait dans la vulgarisation scientifique. Il avait recréé ce genre qui, avant 1920, était un peu décrié en France. Grâce à son immense documentation, à la clarté, à la largeur de ses vues, à son style limpide et imagé, il savait rendre concrets et vivants les résultats les plus complexes, dont la nouveauté même pouvait étonner au premier abord.

Ses travaux scientifiques, qu'on ne peut évoquer en quelques lignes, étaient aussi spécialisés que ses ouvrages de vulgarisation étaient généraux et d'envergure. A une époque où les questions de sexualité ne s'étalaient pas sur la voie publique, il se livrait sur les grenouilles, son matériel favori, à des expériences de parthénogénèse, c'est-à-dire de fécondation sans mâle. On lui doit d'autre part, parmi bien d'autres résultats, d'avoir montré que l'on peut conserver le sperme par le froid, ce qui permet le transport à distance et la survie de longue durée des cellules reproductrices. Il ouvrait ainsi la voie aux techniques de l'insémination artificielle chez les animaux domestiques et dans l'espèce humaine.

Si Jean Rostand a exercé une grande influence sur son temps, par ses travaux et ses écrits, il faut l'avoir vu pour connaître le charme et la puissance de sa personnalité. Beaucoup, fort heureusement, ont pu l'écouter à la radio, le voir à la télévision. Ce sont des documents qui resteront et nous aideront à le faire revivre.

(*) De l'Académie française.

(Lire la suite page 12.)

CAP-VERT : cruel archipel...

I. – L'an III de l'indépendance

De notre envoyé spécial PHILIPPE DECRAENE

Praia. — Iles et paradis, deux mots souvent associés, des Caraïbes à la Polynésie, et des Mascareignes à la Micronésie, mais qui paraissent ici antinomiques. Personne n'en disconvient depuis la découverte par le navigateur portugais Diego Gomes, en mai 1460, de l'archipel du Cap-Vert. Reste le « mystère » de ce nom singulier. Sans doute s'explique-t-il par la proximité immédiate de la mer des Sargasses. Aperçue après des centaines de kilomètres de mer, cette immensité d'algues bercée par la grande houle atlantique, cette prairie verdoyante ondulant à l'infini a probablement inspiré les premiers marins qui doublèrent ce Cap-Vert.

« *Le premier aspect rebute l'œil par son aridité* », écrit à propos de l'île de Santiago, qui abrite Praia, capitale de l'archipel, un géographe du début du dix-neuvième siècle (1). Et d'ajouter cette annotation qui, après un siècle et demi, conserve une actualité tragique : « *On dirait qu'elle sort d'un incendie. Des rochers nus, jetés en désordre l'un sur l'autre, découpés, brisés par des fractures bizarres, sortent du sein de la mer et s'élèvent jusque dans les nues. A terre, le déplorable état des habitants attriste l'âme. Ils ont le teint si foncé que l'on ne soupçonnerait guère dans leur veine le moindre mélange de sang européen, s'ils ne se vantaient pas eux-mêmes d'être portugais. Le clergé est composé de gens de couleur et même de nègres. La misère générale dérive, partie de la mauvaise administration, partie des sécheresses qui, quelquefois, accablent l'île pendant plusieurs années de suite.* »

Harcelés par les vents, brûlés par le soleil, les insulaires, qui tirent leurs maigres revenus de l'agriculture, doivent affronter, en outre, le manque de terre — on concasse certains cailloux pour confectionner un sol arable — et le manque d'eau. Coincé entre pierres et mer, le sous-prolétariat paysan du Cap-Vert est confronté à des conditions naturelles d'une exceptionnelle dureté. Un ingénieur agronome de Praia, récemment revenu de l'Ouest africain, éprouvé par plusieurs années de sécheresse consécutives, assure, avec un peu d'excès : « *Par comparaison, le Sahel, c'est le paradis.* » Pour une population de plus de 270 000 personnes vivant dans les îles, le taux de mortalité à la naissance, il est vrai, était encore de 5,03 % en 1974, et celui de mortalité infantile de 12,09 %, chiffre cruellement accusateur pour le colonialisme portugais, qui a abandonné à elle-même une population métissée dont la composition se rapproche de celle du Nord-Est brésilien.

Dans l'île Saint-Nicolas, pas une goutte de pluie n'est tombée depuis douze ans. La situation est identique, depuis neuf ans, à Saint-Vincent. Comble de malchance, quelques averses locales, tombées en septembre 1976, trop violentes et trop tardives, ont détruit une partie des récoltes.

La sécheresse a d'autres conséquences. Les navires faisant route vers le cap de Bonne-Espérance désertent de plus en plus le port de Mindelo, où ils se ravitaillaient traditionnellement. Ils « touchent » désormais aux Canaries, où l'eau est abondante, alors qu'ici la population elle-même doit être ravitaillée par un bateau-citerne, rempli quotidiennement dans l'île voisine de Saint-Antoine.

Le gouvernement a mis au point un programme d'urgence comprenant vingt-huit projets qui permettront huit mille cinq cent quatre-vingt-quinze créations d'emploi à Santiago, Brava, Saint-Nicolas et Fogo. Evalué à 174 millions d'escudos (2), ce programme vise à conserver sol et eau, ce que cinq siècles d'incurie coloniale n'ont pas permis de réaliser. Résolus à agir vite, notamment pour redonner confiance au rural, les dirigeants cap-verdiens se sont fixé des objectifs modestes, proportionnés à leurs moyens.

Maîtrisant la taille de la pierre, comme jadis les bâtisseurs des cathédrales, des milliers de carriers construisent à la main les trois mille digues qui, dispersées à travers l'archipel, devraient retenir les rares eaux courantes. Ces manœuvres, qui, en France, seraient des artisans d'art, reçoivent un salaire très minime que le gouvernement peut leur verser grâce à l'aide étrangère. La République fédérale d'Allemagne finance partiellement les travaux en cours à Fogo, les Etats-Unis ceux de Santiago, la Suisse ceux de Boa-Vista, la France ceux de Saint-Antoine.

La F.A.O. concourt, de son côté, à la plantation de deux cent mille arbres dans un archipel dénudé où les troupeaux de chèvres, et l'homme à la recherche de combustible, ont anéanti toute trace de forêts.

Pour faire face aux difficultés nées des sécheresses, les Portugais s'étaient contentés de mettre au point ce qu'ils dénommaient eux-mêmes le « *programme d'appui* ». On embauchait les paysans affamés pour empierrer les chemins qui sillonnent les îles, en échange d'un peu de nourriture et d'une indemnité dérisoire.

Le drame de la famine n'est pourtant pas nouveau. L'histoire de l'archipel est jalonnée de sécheresses et de disettes. La dernière en date, qui sévit de 1946 à 1948, fit trente mille morts, soit, d'après les statistiques coloniales elles-mêmes, 35 % de la population d'alors. Durant la période 1940-1943, vingt mille Capverdiens moururent de faim, vingt-cinq mille en 1920-1922, vingt mille en 1900-1903, sans guère émouvoir l'opinion internationale.

Selon un rapport publié à Paris, « *entre 1744 et 1974, le Cap-Vert a subi en tout plus d'un demi-siècle de famine aiguë, faisant un nombre de victimes évalué à deux cent dix mille...* » (3). Aujourd'hui, les magasins d'Etat ne disposent que d'un stock modique de 2 000 tonnes de maïs, soit quinze jours de consommation.

Un déficit alimentaire permanent

Compte tenu de la sécheresse persistante, il n'est pas surprenant que la population, à 90 % agricole, souffre d'un déficit alimentaire permanent. L'aridité à peu près générale des sols, l'érosion éolienne, l'activité volcanique — notamment à Fogo, — interdisent en outre l'expansion de l'agriculture.

« *Dans les bonnes années, les îles doivent importer 60 à 70 % des produits alimentaires ; dans les mauvaises années, cette proportion peut atteindre 80 à 95 %* », indique un rapport du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), publié en 1977. Or, de 1967 à 1973, la production de maïs et de haricots est tombée de 16 130 tonnes à 858 tonnes, tandis que celle du manioc, des pommes de terre et des patates douces tombait de 9 381 à 1 628 tonnes. Parallèlement, les importations alimentaires passaient de 12 416 tonnes et 58 959 milliers d'escudos en 1967 à 48 336 tonnes et 221 766 milliers d'escudos en 1973 (4).

Tributaires des pluies, le maïs et le haricot ont été particulièrement éprouvés, tandis que l'irrigation permettait une stabilisation relative de la production de bananes et de celle de canne à sucre : de 6 470 à 4 690 tonnes pour les premières, et de 9 919 à 9 742 tonnes pour la seconde, cela entre 1967 et 1973. Le gouvernement s'efforce donc d'accroître les périmètres irrigués, qui ne représentent encore que 1 800 hectares (dont 900 hectares pour les bananes à Santiago, et 800 hectares pour la canne à sucre à Saint-Antoine) contre 90 000 hectares de cultures sèches.

Depuis octobre 1975, c'est un organisme public relevant du ministère des affaires économiques qui détient le monopole de l'importation et de la commercialisation du maïs, du riz, du sucre, des haricots, des matières grasses et de divers matériaux : *l'Empresa Publica de Abastecimentos de Cabo Verde* (EMPA). Installé à Praia, mais disposant d'antennes dans chaque île, l'EMPA approvisionne les détaillants et centralise les dons alimentaires que le gouvernement revend, en général, sur le marché local et ne distribue gratuitement qu'à titre tout à fait exceptionnel. Le produit de ces ventes est déposé au Fonds national de développement et sert à financer les projets de mise en valeur.

Au titre de l'aide contre la famine, le programme alimentaire mondial (PAM) a livré plus de 30 000 tonnes de vivres, la Communauté économique européenne 12 000 tonnes, la Suède 4 000 tonnes, la Belgique 3 000 tonnes, la Norvège 200 tonnes, etc. La plupart de ces marchandises arrivent à Mindelo et sont acheminées dans les îles par des navires de l'Arca verde, organisme public. La construction d'un port en eau profonde à Praia permettra bientôt de mettre un terme à d'onéreux transbordements.

Dépourvu d'infrastructures, l'archipel va être doté d'un réseau de transports. L'un des ingénieurs responsable de ce projet observe : « *Pour se convaincre de ce que la mise en place de ce réseau constitue une priorité absolue, il suffit de méditer les leçons de notre histoire. Les deux périodes de prospérité de l'archipel se situent à un moment où celui-ci constituait un nœud de communication : aux dix-septième et dix-huitième siècles, à l'époque de la traite des esclaves vers les Amériques ; pendant les années 30, au début de ce siècle, lorsque les navires marchands britanniques et français s'arrêtaient à Mindelo avant de gagner les ports d'Amérique latine ou ceux d'Afrique du Sud.* »

On envisage aujourd'hui à Praia de créer une compagnie maritime commune à la République du Cap-Vert et à la Guinée-Bissau. L'extension de l'aéroport international qui dessert la capitale a été également entreprise. Cet aéroport place la capitale « *à deux heures trente de Toulouse par Concorde, et à trois heures trente de Lisbonne par Jumbo Jet...* ». Moins importante que par le passé, la fonction d'escale de l'archipel assure néanmoins de substantielles recettes budgétaires. C'est en partie grâce à cela qu'en dépit de la modicité des ressources naturelles le budget est en équilibre.

Phénomène exceptionnel en Afrique, le budget ordinaire (494 680 000 escudos) est inférieur au budget extraordinaire (645 millions 380 000 escudos). Les salaires de la fonction publique sont, il est vrai, très modestes : 3 000 escudos mensuels pour un planton, à 13 000 pour un ministre. Chiffres qui témoignent de la volonté des dirigeants de pratiquer une véritable politique d'austérité. Grâce à cette attitude, à un système fiscal rigoureux, à un contrôle très strict de dépenses, grâce aussi à l'aide extérieure, les Capverdiens sont parvenus à dégager plus d'un million d'escudos au titre du projet extraordinaire et du fonds de développement.

« *Nous avons fait l'économie des grands bouleversements d'Angola*, nous a expliqué un fonctionnaire des finances, *parce qu'ici l'Etat et la fonction publique existaient avant l'indépendance. Il n'y avait guère de Portugais à Praia, excepté quelques très hauts fonctionnaires et des militaires. Nous avons donc fort peu de dépenses d'assistance technique...* »

Privé de pétrole, de charbon, de houille blanche, l'archipel est quasiment dépourvu d'industries, excepté une minoterie à Saint-Vincent, quatre petites conserveries de poisson, et un atelier de construction de meubles. Tuiles, parquets, céramiques sont encore importés en attendant l'installation d'une usine à Saint-Vincent. Dans l'île de Sal (à laquelle il a donné son nom), le sel est exploité par une filiale des Salins du Midi et exporté vers le Congo, le Gabon et l'Empire centrafricain. Mais, en 1973, le taux de couverture des importations par les exportations n'atteignait pas 1,5 % pour l'archipel.

Si les insulaires parviennent à survivre, malgré le vertigineux déficit de leur balance commerciale, c'est grâce à l'équilibre de leur balance des paiements assuré par les taxes d'escale de l'aéroport international de Sal et du port de Mindelo. Mais il s'explique aussi par les envois d'argent effectués par la « diaspora » cap-verdienne : émigrés fixés au Nouveau Monde, au Sénégal ou au Portugal, revenus en touristes au pays, marins en service sur les navires marchands ou les pétroliers qui sillonnent les mers du globe, et surtout celui qu'on appelle ici « *l'Américain* », qui, grâce à ses envois de dollars, permet aux Cap-Verdiens restés au pays de relever le courageux défi qu'ils continuent de lancer à la nature.

(Jeudi 1er septembre.)

(1) Malte-Brun, *Précis de la géographie universelle* (Paris, 1817, tome V, p. 156).

(2) 1 franc français = 5 escudos cap-verdiens.

(3) *Aperçu sur la situation aux îles du Cap-Vert découlant de la poursuite de la sécheresse* (Praia, 13 septembre 1976, direction nationale de la coopération).

(4) Rapport de la mission FAO d'identification de projet au Cap-Vert (mars 1977).

Situé à quelque 500 kilomètres à l'ouest de Dakar, l'archipel du Cap-Vert regroupe dix îles, qui couvrent 4 033 kilomètres carrés et comptent environ 300 000 habitants.

Découvert en 1460 par le navigateur Diego Gomes, l'archipel est resté cinq siècles sous domination portugaise, et a accédé à l'indépendance le 5 juillet 1975. Cependant, le Portugal demeure le principal fournisseur et le principal client d'un pays dont la seule ressource exportable est le sel.

Praia est la capitale administrative de l'archipel. Le port de Mindelo, situé dans l'île Saint-Vincent, est la ville la plus importante.

II. — Pragmatisme et non-alignement

Praia. — *Notre révolution est originale. Mais, comme les Européens aiment les catégories, ils nous classent parmi les marxistes-léninistes...* » M. Olivio Pires est responsable de l'idéologie au sein du parti unique — le Parti africain pour l'indépendance de la Guinée et les îles du Cap-Vert (P.A.I.G.C.). Originaire de Saint-Antoine, ayant fait des études d'ingénieur civil à Lisbonne, il est sévère pour le colonialisme portugais.

« *Nos difficultés*, dit-il, *sont moins un héritage de la géographie qu'un héritage de l'histoire. S'il ne pleut pratiquement pas dans l'archipel, ne pouvait-on creuser des puits depuis longtemps ?... Partout ailleurs à travers le monde, le colonisateur a tenté de modifier les conditions géographiques, lorsque celles-ci étaient défavorables. Ici, les Portugais sont restés les bras croisés... Au cours des siècles, la production agricole a régressé. Certains produits, comme le coton ou le ricin, ont pratiquement disparu. Le taux de scolarisation lui-même s'est abaissé, parce qu'après avoir fourni des esclaves, puis des cadres administratifs et militaires pour les colonies portugaises, nous avons alimenté en main-d'œuvre bon marché l'ancienne métropole elle-même... Ce n'est pas un hasard si le P.A.I.G.C. a été créé, c'est précisément parce qu'il existait en Guinée-Bissau de nombreux cadres d'origine capverdienne...* »

Le mythe d'Amilcar Cabral

Ce procès du colonialisme portugais au Cap-Vert, nul ne l'a plus sereinement et plus complètement instruit que le fondateur du P.A.I.G.C., Amilcar Cabral, assassiné en janvier 1973 à Conakry. Aujourd'hui encore, des dirigeants comme le président Aristide Pereira ou le premier ministre Petro Pires donnent l'impression de s'effacer derrière lui.

L'anniversaire de la naissance de Cabral est le jour de la fête nationale. La principale artère de Praia et celle de la plupart des villages de l'archipel s'appellent la rue Cabral. Amilcar Cabral est souvent représenté en effigie en compagnie du Congolais Patrice Lumumba et du Mozambicain Edouard Mondlane, auxquels il est uni par une tragique communauté de destin. Les *rebellados*, ces descendants d'esclaves marrons qui, réfugiés dans les montagnes de l'île de Santiago, sont restés à l'écart de la vie moderne, l'ont intégré à l'extravagant panthéon de leur culte, syncrétisme entre christianisme importé d'Occident et animisme venu du continent noir.

« *C'était l'idéologue par excellence, un vrai leader. Il connaissait les réalités du Cap-Vert et de la Guinée comme personne... Il avait tout prévu...*, dit un jeune intellectuel qui a fait ses études à Dakar. *C'est l'artisan de notre indépendance, notre guide... Ses écrits et sa pensée nous éclairent... Nous continuons à vivre de son exemple...* »

Dans le manuel politique, qu'il rédigea à l'intention des militants du P.A.I.G.C., évoquant le drame du colonialisme portugais, Cabral a écrit à l'adresse de ceux qui se contentèrent de jouer ici un simple rôle de marchands au lieu de chercher à mettre le pays en valeur : « *Beaucoup de richesses ne sont pas utilisées au bénéfice du propre peuple capverdien. Par exemple, la culture de la canne et l'industrie sucrière qui en découle ne se développent pas, en premier lieu, pour ne pas faire concurrence à la même industrie de l'île de Madeira (Portugal) et, en second lieu, pour ne pas faire concurrence aux compagnies coloniales des capitalistes portugais installés en Angola et au Mozambique. L'industrie de la pêche ne se développe pas pour ne pas faire concurrence à la même industrie au Portugal. Les eaux minérales ne sont pas exploitées, principalement celles de Santo-Antao et de Brava, parce que leur excellente qualité représenterait un risque pour celles existantes au Portugal. Le coton du Cap-Vert, qui poussait spontanément dans presque toutes les îles, a disparu, parce que, pour les colonialistes portugais, il était plus avantageux de développer le coton d'Angola et du Mozambique, où ils pouvaient recourir au travail forcé.* »

M. Pedro Pires, premier ministre, va plus loin : « *Les Portugais ont cherché à éliminer radicalement tout ce qui présentait un caractère spécifiquement capverdien, allant jusqu'à proscrire les danses locales...* » Si l'on ajoute à l'attitude du colonisateur celle de l'autochtone lui-même, qui contribuait à sa propre aliénation culturelle en recourant à ce que les sociologues appellent l'« évasionnisme », moyen artificiel de se soustraire à un environnement jugé médiocre, on mesure combien les chances de préservation de la personnalité capverdienne étaient réduites.

Aujourd'hui, la fierté d'être Capverdien est une des constantes de la vie quotidienne, comme la volonté de faire savoir au monde extérieur que l'expérience capverdienne entend suivre des voies originales. « *Si nous étions socialistes*, explique le premier ministre, *nous aurions un parti socialiste, mais nous n'avons pas cette prétention... Si notre Etat était une république populaire, nous aurions proclamé la République populaire du Cap-Vert... Nous nous sommes dotés d'un régime progressiste, nationaliste, démocratique et révolutionnaire, mais nous ne sommes ni communistes, ni socialistes, ni bourgeois. Soucieux de construire l'indépendance économique de notre pays, nous réservons une place au capital privé, estimant qu'il n'existe aucune contradiction entre ce que nous disons et ce que nous faisons...* »

Le deuxième personnage de l'Etat s'explique aussi volontiers sur le projet d'union organique entre la Guinée-Bissau et la République du Cap-Vert que sur l'orientation générale du régime mis en place en juillet 1975 à Praia. Certes, il existe dans la capitale, une rue de l'Unité, mais on parle d'autant plus de cette unité que, deux ans après l'indépendance, elle demeure dans les limbes. Les deux Etats ont un même parti politique — le P.A.I.G.C., — dont l'hymne a été adopté comme hymne national à Praia comme à Bissau. Un Conseil de l'unité de douze membres — six de chacune des Assemblées nationales — a été créé. Les deux pays forment un même territoire judiciaire et possèdent un programme scolaire commun. Les marchandises circulent d'un pays à l'autre, mais, de part et d'autre, on cherche toujours, de façon presque timide, à jeter les bases d'une unité organique.

Les adversaires des dirigeants actuels disent que les métis capverdiens, actuellement au pouvoir à Bissau, savent leur régime menacé, et qu'en conséquence ils souhaitent, s'ils venaient à être évincés, pouvoir se replier sur leur patrie d'origine. Ils ajoutent que l'avertissement donné en Angola — le 27 mai dernier — au métis Agostinho Neto par le coup d'Etat manqué du Noir Van Dunem a accru les craintes capverdiennes. A cela on rétorque à Praia : « *Notre image de marque est dessinée par l'extrême droite portugaise et par la presse qu'elle contrôle...* »

Le premier ministre déclare pour sa part : « *Si l'on veut que l'unité résiste à l'épreuve du temps, il faut la construire pierre à pierre, comme une maison... Il existe déjà une unité de fait, puisque nous avons le même parti, les mêmes dirigeants... Nous nous concertons... Nous nous rendons visite. Toutes les conditions morales et psychologiques ne sont pas encore créées. Et puis l'Union soviétique dispose bien de trois voix à l'ONU, avec l'Ukraine et la Biélorussie, sans que personne songe à contester l'unité de l'U.R.S.S....* »

En matière de développement, comme dans tous les autres domaines, la règle est le pragmatisme. La diplomatie capverdienne est résolument non alignée. Le premier ministre, M. Pedro Pires, s'est rendu en visite officielle à Budapest et à Varsovie. Les Etats-Unis ont accrédité une ambassadrice à Praia, et, si l'Union soviétique a ouvert une chancellerie, la République populaire de Chine a aussi noué des relations diplomatiques et envoyé des experts agricoles.

Sur le continent africain, les dirigeants de Praia mettent le même soin à diversifier leurs interlocuteurs. En excellents termes avec l'Angola, le Mozambique et Sao-Tomé, avec lesquels ils partagent le souvenir d'une même expérience coloniale portugaise, les Capverdiens ont évidemment des relations étroites avec leurs partenaires guinéens. Mais amitié n'exclut pas entière liberté de décision. C'est ainsi que le Cap-Vert, contrairement à la Guinée-Bissau, qui a reconnu la République sahraouie, n'entretient de rapports qu'avec le Front Polisario, reconnu par lui comme simple mouvement de libération. Et, tandis que le pont aérien établi entre La Havane et Luanda choisit Bissalanca, en territoire guinéen, comme escale, les South African Airways relient toujours Johannesburg à Londres par l'aéroport de Sal, où, nous dit un ministre capverdien qui manie avec autant d'aisance l'humour que la langue française, « *nous vendons aux « Sudaf » les écrits révolutionnaires d'Amilcar Cabral...* ».

L'attrait du monde francophone

Un sérieux rapprochement s'esquisse depuis quelques mois entre les dirigeants de Praia et l'ensemble du monde francophone, comme en témoigne la participation de la République du Cap-Vert aux deux dernières conférences franco-africaines de Versailles en 1976 et de Dakar en 1977, et l'accueil réservé en mai à Praia à M. Robert Galley, ministre français de la coopération. M. José Britto, secrétaire d'Etat au plan et à la coopération, explique : « *L'archipel est environné de pays francophones. Le français est ici la première langue latine étrangère enseignée dans les lycées. La France possède une longue expérience africaine...* »

Les Français n'ont apparemment laissé aucun mauvais souvenir dans l'archipel, que pillèrent à plusieurs reprises les pirates anglais, dont le célèbre Francis Drake, anobli par Elisabeth Ire, qui détruisit de fond en comble l'ancienne capitale, Ribeira-Grande. Beaucoup de prisonniers de la Grande Armée déportés ici pendant les guerres napoléoniennes ont fait souche. A Fogo, une famille Montrond est originaire du sud-ouest de la France. A Saint-Antoine, une partie de la population descend en droite ligne d'un hobereau français. Les fêtes populaires sont l'occasion de mazurkas et de contredanses endiablées, pendant lesquelles le maître de ballet transmet en français ses ordres aux danseurs. Ici, comme à Bissau ou Luanda, tous les responsables politiques comprennent parfaitement notre langue...

Alors qu'un pays comme la Suède a récemment quintuplé le montant de son aide, la coopération franco-capverdienne reste pourtant embryonnaire.

De nombreuses missions, effectuées pour la plupart à partir de Dakar, ont séjourné dans l'archipel, s'intéressant à la mise en valeur agricole et à l'exploitation des ressources de la mer, tandis qu'était décidée l'installation d'un centre culturel à Mindelo. Un ingénieur qui a participé à l'une de ces missions résume en ces termes les perspectives d'avenir de la République du Cap-Vert : « *Riche en hommes, et notamment en cadres, mais pauvre en ressources propres, l'archipel peut bâtir son économie sur cinq « secteurs-clés » : la pêche, bien que le plateau continental soit peu étendu ; l'industrie, notamment à partir de la pétrochimie du sel ; le tourisme ; les prestations de services, dans le domaine maritime, aérien ou des télécommunications radiophoniques et téléphoniques, l'énergie « écologique », à partir du vent, qui souffle durant toute l'année, du soleil, qui pourrait permettre la création de serres, des volcans, dont l'activité fournit la « houille rouge »...* »

Cependant, à peine sortie de la nuit coloniale, la République du Cap-Vert ne saurait brûler les étapes. C'est la sagesse de ses dirigeants actuels de l'avoir compris.

FIN

(Vendredi 2 septembre.)

LA GUERRE D'USURE EN OGADEN

Moscou condamne à nouveau la Somalie

Rompant le silence qu'elle observait depuis le 27 août, l'U.R.S.S. a de nouveau condamné implicitement la Somalie au sujet de l'Ogaden, moins d'une semaine après la visite à Moscou du président Syaad Barre.

Tandis que, sur le terrain, les combats se poursuivent autour de la ville de Jijiga, la Somalie paraît de plus en plus isolée, et se tourne vers la Ligue arabe.

De notre envoyé spécial

Mogadiscio. — « *Toutes les plaines sont libérées et les combats ne font rage que dans l'Hinterland.* » Ainsi le Front de libération de la Somalie occidentale (F.L.S.O.) résumait-il, dimanche 4 septembre, la situation dans l'Ogaden.

La portée de ces changements est considérable. Depuis la mi-août, l'offensive-éclair des forces de libération somalies semble avoir fait place à une guerre d'usure sur les marches des hautes terres. C'est à qui rassemblera le premier les moyens de donner un coup de boutoir décisif à l'adversaire. La stabilisation apparente des fronts militaires a sa contrepartie : dans les deux camps, la quête d'armes et d'appuis diplomatiques.

L'étendue et la nature des combats à la frange occidentale de l'Ogaden demeurent mal connues. Le F.L.S.O. a annoncé le 4 septembre que trois mille soldats éthiopiens avaient été tués la semaine passée dans le secteur de Jijiga et que ses adversaires avaient été contraints de se replier à une quinzaine de kilomètres à l'ouest de cette agglomération, sur les monts Kara-Marda, où les combats se poursuivraient. Toujours selon le F.L.S.O., l'aviation éthiopienne aurait perdu sept chasseurs F 5-A et F 5-E. Plus à l'ouest, un millier d'Ethiopiens auraient été tués aux alentours de la localité d'Afden, à mi-chemin entre Dire-Daoua et Miseso.

Ces informations paraissent confirmer que, dans le nord de Harrarghe, où ont lieu les plus fortes concentrations de troupes, le front formerait une sorte de sinusoïde allant du secteur de Miseso, à l'ouest, à celui de Jijiga, à l'est, en passant par les régions de Dire-Daoua et de Harrar. Les Somaliens n'ont pas confirmé l'imposition d'un black-out nocturne sur Hargheisa, de leur côté de la frontière, à la suite de deux raids aériens menés la semaine dernière sur cette ville par les Ethiopiens qui y auraient perdu trois chasseurs-bombardiers.

Des combats se poursuivraient également à l'ouest de l'Ogaden, aux alentours de Goba, chef-lieu de la province de Bâle, et de la localité assez proche de Ginir. Le F.L.S.O. a fait état, le 4 septembre, de deux succès : trois cent cinquante Ethiopiens auraient été tués dans le secteur de Goba et cinquante-neuf autres dans celui de Ginir. Les combats continuent, a-t-il également indiqué.

Cette région constitue un abcès de fixation comme celle de Dolo, au sud de l'Ogaden, où l'annonce de la fin des combats, par Radio Addis-Abeba, a été démentie le même jour par le F.L.S.O, lequel affirme avoir « *libéré* » cette agglomération située non loin de la frontière kenyanne.

La stabilisation apparente des « fronts » militaires depuis près de trois semaines explique sans doute en partie le silence observé jusqu'ici par Mogadiscio sur les résultats du voyage du président Syaad Barre à Moscou. Le comité central du parti socialiste révolutionnaire somalien (P.S.R.P.) a siégé vingt-quatre heures après le retour du président somalien, via Le Caire, où il s'est entretenu avec son homologue égyptien.

Aucune déclaration n'a été faite à l'issue de cette session. On sait seulement que la Somalie a soumis, pendant le week-end, à la conférence des ministres des affaires étrangères de la Ligue arabe réunie au Caire, un aide-mémoire lui demandant de considérer comme une « cause arabe » la lutte pour la libération de l'Ogaden, de « *reconnaître* » et d'apporter « *un appui tant matériel que moral* » à ces mouvements de libération ainsi que de défendre leurs points de vue au sein des organisations internationales (officiellement, le F.L.S.O. se bat dans la province de Harrar, tandis que la lutte est conduite, dans celles de Sidamo et de Bale, par une deuxième organisation, le Front de libération des Somalis-Abo).

L'aide-mémoire somalien en appellerait également à tous les Etats étrangers pour qu'ils n'interviennent pas dans le conflit et réclamerait leur condamnation par la Ligue, au cas où ils le feraient, ce qui est interprété ici comme une référence à l'aide militaire fournie par Moscou à Addis-Abeba.

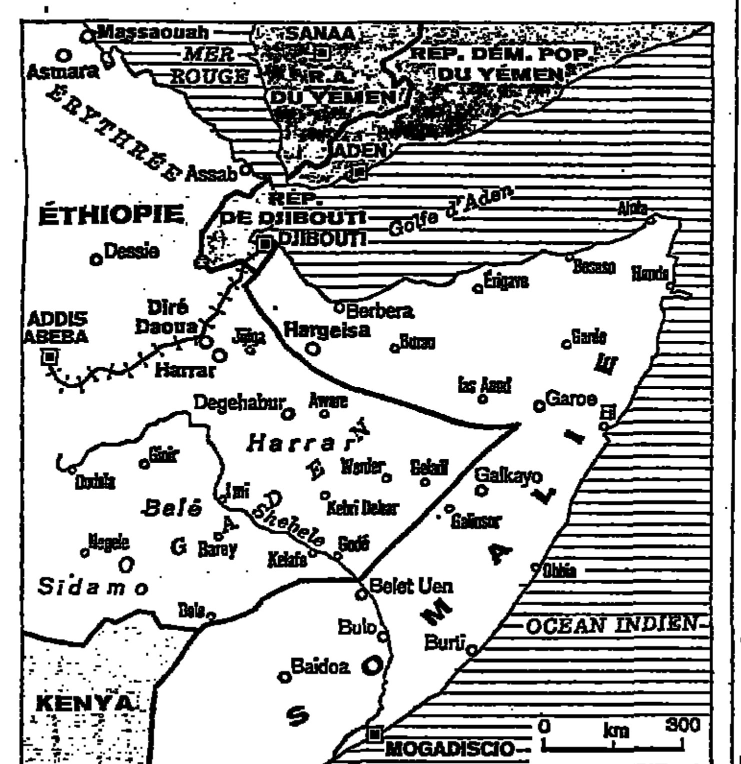
Autre indice d'une dégradation croissante des relations entre Moscou et Mogadiscio : pour la première fois depuis le départ, le 28 août, du président Barre pour Moscou, la télévision soviétique a rappelé, le 3, la position de l'U.R.S.S. « *En faveur d'un règlement pacifique et politique du conflit* », selon les termes d'une déclaration de l'agence Tass diffusée le 14 août. Autrement dit, les Soviétiques estiment toujours — le commentateur de la télévision l'a redit — que des unités régulières des deux armées se battent dans l'Ogaden, alors que les Somaliens démentent être engagés directement dans le conflit au-delà de leurs frontières.

Des sources indépendantes indiquent également à Mogadiscio que, si des conseillers et experts soviétiques auprès de l'armée somalienne se trouvent toujours sur place, ils sont en « *congé de fait* ». Les trois bateaux soviétiques aperçus au large de la capitale somalienne en août y auraient déchargé des fournitures en vertu de contrats passés antérieurement aux combats de juillet, et depuis les livraisons soviétiques auraient été stoppées. Enfin, les Somaliens auraient beau jeu de rappeler à leurs alliés soviétiques que le traité d'amitié et de coopération passé entre les deux pays, le 2 novembre 1974, invite les deux parties contractantes « *à ne pas joindre des alliances militaires ou des groupes d'Etats, comme à ne pas prendre part à des actions dirigées contre l'autre partie contractante* ». (Article 10.)

Les Somaliens ont tenté, sans trop de succès jusqu'ici, de trouver d'autres fournisseurs d'armes et de munitions. L'attentisme manifesté dans ce domaine par les puissances occidentales, ainsi que les réticences de certains pays arabes face aux liens maintenus par Mogadiscio avec Moscou, laisseraient penser que les Somaliens se trouvent devant un choix tragique : celui de changer de camp ou de retirer leur appui à la lutte armée par la F.L.S.O. en Ogaden. A la limite, l'équation pour eux se résume ainsi : choisir entre l'Ogaden et l'alliance avec Moscou. Ce qui semble exclu en tout état de cause, c'est que Mogadiscio accepte une *pax sovietica* contraignant les mouvements de libération de l'Ogaden à cesser toute activité.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

(Mardi 6 septembre.)



Ethiopie

La guerre ou la lutte des classes ?

(Suite de la première page.)

La fuite inopinée de plusieurs ministres et des membres du Pomoa (bureau politique) a été présentée officiellement comme le fruit du mécontentement de quelques civils après des réformes de structures, et, plus officieusement, comme le résultat d'une résurgence de luttes tribales entre Amharas et Oromos (Gallas). En réalité, cette crise est surtout l'aboutissement — organisé et planifié — d'une longue lutte idéologique entre les militaires du Derg et leurs « alliés » d'hier : le parti Meison (1), principal inspirateur de la révolution. L'entrée en clandestinité d'une cinquantaine de dirigeants de ce parti qui — selon leurs propres termes — sont passés du « soutien critique » à l'« opposition révolutionnaire » avait été décidée lors d'une « conférence nationale » tenue secrètement à Addis-Abeba en avril dernier. Un comité avait été chargé à ce moment-là de préparer, sans plus attendre, le retour à la clandestinité d'un parti qui n'accepte pas, notamment, l'alignement prosoviétique du régime militaire et, sans pour autant se reconnaître prochinois, dénonce aujourd'hui l'intrusion du « *social-impérialisme* » en Ethiopie.

Sa rupture avec les militaires et sa décision de « poursuivre la lutte » affaibliront tôt ou tard la position du lieutenant-colonel Menguistu Hailé Mariam, menacé, de surcroît, sur sa droite, par un coup d'Etat pro-américain que pourrait conduire le chef d'état-major, le général Gisaw, appuyé par quelques membres du Derg et certains officiers de l'armée de terre. Ainsi a pris fin la collaboration fragile entre les intellectuels marxistes formés en Occident et des militaires portés subitement au pouvoir après l'effondrement de l'empire, alors qu'ils n'avaient ni formation idéologique ni expérience politique. Entre septembre 1974 et février 1977, les radicalisations successives de la révolution (nationalisations, réformes agraires, etc.) avaient été l'œuvre de ces intellectuels qui — à la différence de leurs anciens camarades rangés dès le début dans l'opposition sous la houlette du P.R.P.E. (2) — avaient choisi de « jouer » et d'utiliser les militaires, « *seule force organisée* » sans pour autant les soutenir aveuglément.

Introduisant la littérature marxiste dans le pays, diffusant des publications clandestines, animant plus tard l'école idéologique d'Addis-Abeba, et prenant peu à peu le contrôle d'une partie des kébélés (comités de quartier) et des associations de paysans, les membres du Meison profitèrent de l'appui des militaires « radicaux » pour s'implanter et s'organiser. En retour, ils pesèrent sur les luttes de tendances à l'intérieur du Derg et aidèrent le lieutenant-colonel Menguistu à prendre le pouvoir en éliminant peu à peu ses rivaux plus « modérés ». Dans la lutte idéologique qui les opposait au P.R.P.E., ils furent aidés puis bientôt supplantés par l'armée qui, à l'automne dernier, déclencha la répression contre les « anarchistes » et suscita en retour une interminable série d'assassinats politiques.

Dès septembre 1976 pourtant, l'actuel chef de l'Etat, inquiet de voir s'affermir à ses côtés et à travers le pays une force politique « civile » qu'il ne contrôlait pas, décida de créer, parmi les militaires et les fonctionnaires, son propre parti clandestin : le Sedede (littéralement l'« incendie révolutionnaire », en amharique). L'Ethiopie est ainsi le seul pays où l'on peut voir un chef d'Etat en exercice présider secrètement le comité central d'un parti clandestin ! Destiné à contrecarrer l'influence du Meison, le parti Sedede ne s'opposa cependant pas ouvertement à lui jusqu'en février 1977. En effet, l'existence au sein même du pouvoir militaire d'une fraction « modérée », voire « droitière », faisait de ces deux partis, théoriquement marxistes, des alliés de circonstance contre l'ennemi commun. Par contre, après le « coup de février 1977 », qui permit au lieutenant-colonel Menguistu d'éliminer par les armes l'aile « modérée » du Derg, animée par le capitaine Alemayu Michael, le Sedede et le Meison se trouvèrent fatalement engagés dans une compétition feutrée. (Compétition compliquée encore et d'une manière très éthiopienne par les divisions qui s'étaient fait jour au sein du Sedede, une partie des jeunes officiers hostiles à la « bureaucratie » faisant cause commune avec le Meison.)

En dehors des vieilles divergences tactiques et idéologiques (au sujet de l'Erythrée, de l'organisation des milices, de la « bureaucratie », etc.) deux facteurs contribuèrent à précipiter la rupture entre civils et militaires : l'installation des Soviétiques en Ethiopie et l'aggravation de la situation militaire en Erythrée et dans l'Ogaden.

Au sujet des Soviétiques, les dirigeants du Meison, qui insistent dans leurs mots d'ordre sur l'« *indépendance nationale* » et la nécessité de « *compter sur ses propres forces* » — autant de slogans mal vus en U.R.S.S., — estiment que Moscou défend en Ethiopie ses intérêts stratégiques de grande puissance et préfère un pouvoir stable et autoritaire à une agitation révolutionnaire prolongée. « *Les Soviétiques cherchent par tous les moyens*, dit l'un de ses dirigeants, *à freiner notre révolution. Ils ont poussé Menguistu à nous éliminer et à s'en remettre à la bureaucratie.* » Les Soviétiques auraient ainsi encouragé le chef de l'Etat à tenir les responsables du Meison à l'écart de la formation des milices, à nommer à la tête des nouvelles unités des militaires « techniciens » plutôt que des jeunes officiers révolutionnaires, etc.

L'aggravation de la situation militaire, au début de cet été, après la double offensive des maquis érythréens et somalis, les désastres enregistrés par l'armée éthiopienne dans l'Ogaden et autour d'Asmara, ont également renforcé la méfiance des militaires à l'égard de leurs « alliés » civils. Les militants du Meison ont été accusés d'avoir affaibli le pays en développant une lutte des classes frénétique et en entretenant une agitation révolutionnaire permanente. En clair, les impératifs de la défense nationale et le souci de prévenir un dépeçage de l'Ethiopie ont poussé le lieutenant-colonel Menguistu et les militaires du Sedede à mettre « entre parenthèses » la révolution permanente et, donc, à s'en prendre à ceux qui prétendaient la continuer. Les centaines d'amnisties et les libérations de prisonniers politiques consenties au printemps 1977 témoignaient de ce souci — tardif — des militaires de faire prévaloir la « *mobilisation nationale* » et l'« *union sacrée* » sur la lutte des classes.

Les dirigeants du Meison se sont indignés naturellement de cette « réhabilitation des réactionnaires ». Ils estiment, eux, que le « danger intérieur » continue d'être plus redoutable que le « danger extérieur » et ajoutent : « *Le meilleur moyen de triompher des agressions extérieures, c'est de faire confiance au peuple et de fortifier, d'abord, la révolution.* » Optimisme, ou peu romantique sans doute. Mais les civils, aujourd'hui clandestins, n'hésitent pas à dénoncer également, au sujet des spectaculaires défaites militaires éthiopiennes, le « machiavélisme » des Soviétiques. « *Moscou*, disent-ils, *voulait placer l'Ethiopie en position défensive dans l'Ogaden pour l'obliger à un compromis territorial avec Mogadiscio. Au mois de juin (3), les soviétiques ont affirmé à Menguistu qu'une agression très grave se préparait dans le Nord et l'ont incité à envoyer là bas les milices et même une partie des troupes stationnées en Ogaden. Nous étions contre. Nous avons dit à Menguistu : c'est un piège. De fait, dès que le Sud a été dégarni, les Somaliens ont attaqué. Plus tard, Menguistu lui-même a reconnu devant nous : on nous avait donné de fausses informations.* »

Vraie ou fausse, l'accusation s'appuie cependant sur l'acharnement — réel celui-là — que mettent les Soviétiques à imposer entre Addis-Abeba et Mogadiscio un compromis territorial qui rendrait possible le grand dessein de Moscou : rester présent dans les deux pays à la fois. Après l'échec, à ce sujet, de M. Fidel Castro en mars dernier à Aden, l'U.R.S.S. a profité, au début du mois d'août, de la modification du rapport des forces de l'Ogaden pour faire une nouvelle tentative. Une délégation éthiopienne conduite par le major Berhanou, responsable de la politique étrangère au sein du Derg, a rencontré à Moscou des émissaires somaliens. Mais les conversations, en dépit des pressions soviétiques, ont buté sur l'intransigeance nationaliste des deux camps.

Demain Washington ?

S'ils multiplient aujourd'hui les accusations à l'égard de l'U.R.S.S., les membres du Meison ne ménagent pas davantage le lieutenant-colonel Menguistu, cet ancien allié qu'ils présentaient hier comme un « vrai progressiste ». Le souci de freiner la révolution, disent-ils, va désormais de pair, chez lui, avec une volonté obsessionnelle de garder le pouvoir, quitte à s'allier avec le diable. En fait, le Meison n'a pas accepté que le lieutenant-colonel Menguistu prenne des décisions en fonction des seuls critères d'efficacité militaire, faisant fi des impératifs révolutionnaires. Dans le Harrarghé, il a refusé, par exemple, d'engager les milices locales contre les Somalis (on a fait venir celles du Tigré) et d'armer les paysans oromos favorables au Meison. En revanche, les naftengnas (propriétaires amharas), hier dénoncés comme « réactionnaires », ont reçu des armes. Plus grave, l'un des responsables du Meison pour le Harrarghé, Abdullahi Yousuf — un Oromo — a été assassiné le 3 août, à Addis-Abeba, par des « inconnus ». Les responsables du Meison sont convaincus que les militaires, inquiets du « danger oromo », sont à l'origine du crime.

Dénonçant le nouveau pragmatisme « contre-révolutionnaire » du chef de l'Etat, le Meison met également en doute sa fidélité au camp socialiste. Il y a quelques semaines, le lieutenant-colonel Menguistu aurait longuement reçu le chargé d'affaires américain, à Addis-Abeba, pour sonder les intentions de Washington devant un éventuel retour au bercail de l'Ethiopie. La condamnation — rituelle — de l'impérialisme américain a été récemment bannie de la propagande officielle. Autant de signes qui témoignent de l'extraordinaire instabilité du régime éthiopien, et qui contribueraient à expliquer la réserve subite des pays occidentaux (France et Etats-Unis notamment) à l'égard de la Somalie qu'ils se proposaient, en juillet, d'aider.

Contrainte de choisir, aujourd'hui, entre la guerre et la révolution, l'Ethiopie pourrait aller plus loin qu'on ne le pense dans cet irrésistible — et peut-être indispensable — « virage à droite ». Dans l'imprévisible corne de l'Afrique, en septembre 1977, un « renversement d'alliance » peut toujours en cacher un autre...

JEAN-CLAUDE GUILLEBAUD.

(Samedi 3 septembre.)

(1) Meia Ethiopia Socialist Nekenake : mouvement socialiste panéthiopien, fondé en 1968 par les étudiants éthiopiens à l'étranger et à l'université d'Addis-Abeba.

(2) Parti révolutionnaire du peuple éthiopien se réclamant du marxisme-léninisme et accusant les militaires d'avoir instauré un « régime fasciste ».

(3) Le 5 juin, en effet, c'est l'agence Tass qui, dans une dépêche qui intrigua beaucoup à l'époque, accusa brusquement le Soudan de préparer une « agression armée » contre l'Ethiopie.

D'UNE SEMAINE A L'AUTRE...

MERCREDI 31 AOUT

PARIS. — *M. Barre annonce aux membres du gouvernement réunis en conseil des ministres différentes mesures économiques et financières destinées à stimuler l'activité :*

La prime de rentrée est majorée de 300 francs et portée à 454 francs par enfant de moins de seize ans dans les familles de revenus modestes (5,1 millions d'enfants sur treize millions donnant droit aux prestations familiales).

Le coût du crédit bancaire est légèrement abaissé et le taux de l'escompte, diminué d'un point, revient à 9,5 %.

De plus, 1 milliard de francs de prêts supplémentaires vont être mis à la disposition des entreprises par le Crédit national pour les aider à investir dans des conditions privilégiées.

Enfin, 900 millions de francs de crédits mis en réserve dans le budget 1977 vont être débloqués en faveur des travaux publics (routes notamment) et du logement.

HONOLULU. — *Le sixième congrès de l'Association mondiale de psychiatrie, réuni en séance plénière, approuve deux motions condamnant les abus de la psychiatrie à des fins politiques. La première, présentée par la délégation britannique, adoptée par 90 voix contre 88,* « condamne les abus systématiques de la psychiatrie à des fins politiques en Union soviétique ». *Le deuxième texte, adopté par 121 voix contre 66, présenté par la délégation américaine, s'élève* « contre le mauvais usage, où qu'il se produise, des talents, des connaissances et des équipements psychiatriques pour éliminer la dissidence ». Il demande aussi la création *d'une commission d'enquête sur les abus de la psychiatrie.*

En revanche, la séance plénière a rejeté les demandes répétées de l'UNESCO et de l'Organisation mondiale de la santé (O.M.S.) visant à l'expulsion de l'Association mondiale de la psychiatrie de la délégation taïwanaise pour permettre à celle de Pékin d'y siéger.

NICOSIE. — *M. Spyros Kyprianou, chef du parti démocratique chypriote grec, qui assume l'intérim de la présidence de la République depuis la mort de Mgr Makarios, le 3 août dernier, est confirmé dans ses fonctions.*

M. Kyprianou, que soutiennent, outre sa propre formation, les partis socialiste (EDEK) et communiste (AKEL), demeurera à son poste jusqu'en février 1978, date à laquelle aurait pris fin le mandat normal du président disparu.

JEUDI 1er SEPTEMBRE

AMSTERDAM. — *Socialistes et chrétiens-démocrates néerlandais se sont finalement mis d'accord sur le projet de réforme de la législation sur l'avortement. Il paraît donc de nouveau probable que M. Den Uyl, le premier ministre socialiste démissionnaire, formera un gouvernement de centre gauche. Bien que l'accord sur l'avortement contienne quelques concessions des socialistes, ce sont finalement les chrétiens-démocrates qui ont lâché le plus de lest : ils reconnaissent la nécessité d'une nouvelle législation sur l'avortement et ils ont promis de ne plus bloquer systématiquement le projet de loi émanant du Parlement — bien qu'il soit, à leurs yeux, trop libéral, — comme c'était le cas il y a encore une semaine.*

VENDREDI 2 SEPTEMBRE

JERUSALEM. — *Le général Sharon, ministre israélien de l'agriculture, chargé d'étudier l'installation de nouvelles colonies juives dans les territoires occupés, rend public un plan destiné à doubler la population d'Israël en vingt ans, et qui prévoit la création de nombreuses agglomérations en Cisjordanie.*

D'autre part, à en croire M. Yasser Arafat, l'U.R.S.S. aurait durci ses positions à l'égard d'Israël. Le président de l'O.L.P., qui revient de Moscou, déclare que les dirigeants soviétiques s'opposeraient à la réunion de la conférence de la paix à Genève si l'O.L.P. n'y était pas conviée dès le début des travaux et sur un pied d'égalité avec les autres participants.

SAMEDI 3 SEPTEMBRE

PEKIN. — *Le président Tito, qui a achevé ses conversations avec les dirigeants de Pékin, commence une tournée de cinq jours en Chine.*

Aucun communiqué n'a été publié à l'issue des entretiens sino-yougoslaves. Mais on assure, de part et d'autre, que ces conversations ont été utiles et franches.

Pékin et Belgrade ont mis au point un programme de coopération économique, technique, scientifique et culturelle et ont décidé de quadrupler, en 1978, le volume de leurs échanges commerciaux.

Les divergences observées sur quelques questions internationales ne semblent pas devoir entraver cette coopération. Si les positions chinoises et yougoslaves se sont révélées identiques ou très proches sur le problème israélo-arabe, la situation dans la corne de l'Afrique et l'établissement d'un nouvel ordre économique international, elles se sont séparées en ce qui concerne la détente et le désarmement. Le maréchal Tito a fait, en particulier, remarquer que, contrairement aux Chinois, il ne considérait pas « inévitable » *une prochaine guerre mondiale. En revanche, la Chine a exprimé son soutien à la politique de non-alignement poursuivie par la Yougoslavie.*

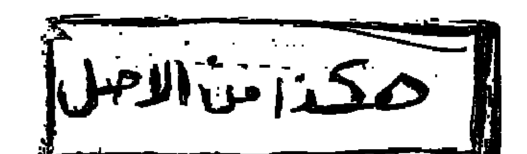
DIMANCHE 4 SEPTEMBRE

LE CAIRE. — *Les ministres des affaires étrangères arabes, réunis au Caire, décident de lancer une offensive diplomatique visant à obtenir de la communauté internationale une condamnation de la politique israélienne d'implantation de colonies de peuplement dans les territoires occupés, à l'occasion de la prochaine Assemblée générale des Nations unies. Les ministres arabes s'opposent, en revanche, à une proposition syrienne demandant l'exclusion d'Israël des Nations unies ou l'adoption de sanctions contre l'Etat hébreu.*

LUNDI 5 SEPTEMBRE

PARIS. — *Les différentes mesures fiscales décidées par le gouvernement pour maintenir à moins de 10 milliards de francs le déficit budgétaire de 1978 seront officiellement annoncées mercredi 7 septembre, après le conseil des ministres. Pour l'essentiel, ces mesures seront supportées par les automobilistes, qui verseront à l'Etat, l'année prochaine, 6,5 milliards supplémentaires en payant plus cher l'essence (10 % en deux fois probablement) et la vignette (hausse variable, mais de l'ordre de 20 %). Deux milliards de francs seront en outre trouvés sur le tabac, le loto, les signes extérieurs de richesse (le prélèvement exceptionnel institué cette année sera reconduit), un prélèvement exceptionnel sur les banques, l'accélération du recouvrement par l'Etat du prélèvement libératoire perçu par les banques auprès de leurs clients détenteurs d'obligations, de bons de caisse, etc.*

Au chapitre des bonnes nouvelles — il y en aura peu, — le gouvernement annoncera, en outre, un relèvement uniforme de 7,5 % des tranches du barème de l'impôt sur le revenu (pour tenir partiellement compte de la hausse des prix) ainsi que divers allégements fiscaux pour les personnes âgées, pour celles qui partent à la retraite et pour celles dont les revenus avoisinent le SMIC.



RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE

VIOLENCE ET BRUTALITÉ

L'agitation extrémiste à laquelle l'Allemagne fédérale s'est trouvée confrontée depuis plusieurs années peut sembler à peu près maîtrisée par les pouvoirs publics. La plupart des dirigeants de la « Rote Armee Fraction » (Fraction armée rouge) ont été identifiés, arrêtés, jugés et condamnés, souvent au maximum de la peine prévue par le code pénal.

L'opinion publique ouest-allemande, comme sans doute l'opinion française, semble avoir été, dans l'ensemble, très hostile au recours à la violence et à plus forte raison au meurtre politique que prônaient — et pratiquaient — ces militants d'extrême gauche.

Dans le « point de vue » qu'on lira ci-dessous, Jean Genet estime cependant que cette violence constitue un phénomène plus complexe et plus partagé que ne le laisse penser une certaine analyse des faits.

par JEAN GENET

Violence et vie sont à peu près s y n o n y m e s. Le grain de blé qui germe et fend la terre gelée, le bec du poussin qui brise la coquille de l'œuf, la fécondation de la femme, la naissance d'un enfant, relèvent d'accusation de violence. Et personne ne met en cause l'enfant, la femme, le poussin, le bourgeon, le grain de blé. Le procès qui est fait à la R.A.F. *(Rote Armee Fraction)*, le procès de sa violence est bien réel, mais l'Allemagne fédérale et, avec elle, toute l'Europe et l'Amérique veulent se duper. Plus ou moins obscurément, tout le monde sait que ces deux mots : procès et violence, en cachent un troisième : la brutalité. La brutalité du système. Et le procès fait à la violence c'est cela même qui est la brutalité. Et plus la brutalité sera grande, plus le procès infamant, plus la violence devient impérieuse et nécessaire. Plus la brutalité est cassante, plus la violence qui est vie sera exigeante jusqu'à l'héroïsme. Voici une phrase d'Andreas Baader : *« La violence est un potentiel économique. »*

Quand la violence est définie ou décrite comme plus haut, il faut dire ce qu'est la brutalité : le geste ou la gesticulation théâtrale qui mettent fin à la liberté, et cela sans autre raison que la volonté de nier ou d'interrompre un accomplissement libre.

Le geste brutal est le geste qui casse un acte libre.

En faisant cette distinction entre violence et brutalité, il ne s'agit pas de remplacer un mot par un autre en laissant à la phrase sa fonction accusatrice à l'égard des hommes qui emploient la violence. Il s'agit plutôt de rectifier un jugement quotidien et de ne pas permettre aux pouvoirs de disposer à leur gré, pour leur confort, du vocabulaire, comme ils l'ont fait, le font encore, avec le mot brutalité, qu'ils remplacent ici, en France, par « bavures » ou « incidents de parcours ».

Comme les exemples de violence nécessaire sont incalculables, les faits de brutalité le sont aussi, puisque la brutalité vient s'opposer toujours à la violence, je veux dire encore à une dynamique ininterrompue, qui est la vie même. La brutalité prend donc les formes les plus inattendues, pas décelables immédiatement comme brutalité : l'architecture des H.L.M., la bureaucratie, le remplacement du mot — propre ou connu — par le chiffre, la priorité, dans la circulation, donnée à la vitesse sur la lenteur des piétons, l'autorité de la machine sur l'homme qui la sert, la codification des lois prévalant sur la coutume, la progression numérique des peines, l'usage du secret empêchant une connaissance d'intérêt général, l'inutilité de la gifle dans les commissariats, le tutoiement policier envers qui a la peau brune, la courbette obséquieuse devant le pourboire et l'ironie ou la grossièreté s'il n'y a pas de pourboire, la marche au pas de l'oie, le bombardement d'Haïphong, la Rolls-Royce de 40 millions... Bien sûr, aucune énumération ne saurait épuiser les faits, qui sont comme les avatars multiples par lesquels la brutalité s'impose. Et toute la violence spontanée de la vie continuée par la violence des révolutionnaires sera tout juste suffisante pour faire échec à la brutalité organisée.

Nous devons à Andreas Baader, à Ulrike Meinhof, à Holger Meins, à la R.A.F. en général, de nous avoir fait comprendre, non seulement par des mots, mais par leurs actions, hors de prison et dans les prisons, que la violence seule peut achever la brutalité des hommes.

Mais jamais, dans ce que nous connaissons d'eux, les membres de la R.A.F. ne laissent leur violence devenir brutalité pure, car ils savent qu'ils seraient immédiatement métamorphosés en cet ennemi qu'ils combattent.

Sans se soucier des anecdotes sur le Kremlin, les vaticinations de de Gaulle sur certain dîner de Staline ou d'autres détails rapportés par les kremlinologues, et qui ont autant de signification que les écarts sentimentaux de la reine d'Angleterre, la R.A.F. s'attache à démontrer que, de Lénine jusqu'à maintenant, la politique soviétique ne s'est jamais écartée du soutien aux peuples du tiers-monde. Qu'on l'explique comme on voudra, cette politique n'est jamais en défaut. Elle peut se trouver, et elle se trouve souvent, embarrassée par la complexité toujours vive de rapports féodaux, tribaux, à laquelle ajoutent les intérêts, les manœuvres contradictoires des anciennes puissances coloniales et ceux de l'Amérique, mais depuis 1917 et malgré ce que nous disent les commentateurs occidentaux, malgré ce que serait sa politique intérieure, l'Union soviétique, soit par des accords de gouvernement à gouvernement, soit par ses votes à l'ONU et dans les organismes internationaux, a pris toujours le parti du pays le plus faible, le plus démuni.

Cela, beaucoup de personnes le savent, c'est certain. En Europe — et par Europe il faut entendre aussi le monde européen d'Amérique, — surtout en Allemagne de l'Ouest, dans cet univers tellement antisoviétique, la R.A.F. est seule à le dire clairement. En somme, la R.A.F. rétablit une évidence politique, occultée en Europe.

Est-ce pour cela que la Fraction armée est si peu — malgré le retentissement de ses arguments politiques, étouffés il est vrai par une action violente nommée ici « terrorisme » — (parenthèse : un mot encore, celui de « terrorisme », qui devrait être appliqué autant et davantage aux brutalités d'une société bourgeoise) — est si peu, disions-nous, acceptée par certains gauchismes ?

Il y a peut-être encore d'autres raisons : c'est que la Fraction armée paraît être le contraire de ce que fut mai 1968, et son prolongement. Surtout son prolongement. Dès le début, la révolte étudiante — mais non les grèves dans les usines — se donne une allure frondeuse qui se traduit en escarmouches, où les adversaires, polices et manifestants, cherchent, avec plus ou moins d'élégance, à éviter l'irréparable. Les jeux nocturnes des rues relèvent plus de la danse que du combat. Les manifestations sont verbeuses, ouvertes même à la police et aux provocateurs de droite. Quant aux prolongements de ce mois de mai, nous les apercevons comme une sorte de dentelle angélique, spiritualiste, humaniste. La R.A.F. s'est organisée avec à la fois une dureté de bouchon bien vissé, avec une étanchéité des structures, avec une action violente qui ne cesse ni en prison ni hors d'elle, et conduit, avec précision, chacun de ses membres aux limites de la mort, aux approches de la mort soufferte s'opposant encore violemment aux brutalités judiciaires et carcérales, et jusqu'à la mort elle-même.

L'héroïsme n'est pas à la portée de n'importe quel militant. On peut donc penser que les gauchistes désinvoltes, épinglés par Ulrike... le « radicalisme verbal »... sont apeurés d e v a n t une détermination aussi conséquente.

Ce que l'U. R. S. S. a fait — ce qu'elle aurait fait de négatif sans être escamoté, cède à ce qu'elle a fait, qu'elle fait, de positif. Chaque membre de la R.A.F. accepte, revendique, exige d'être, et entièrement, jusqu'à la torture et jusqu'à la mort, l'une des îles de cet archipel du Goulag occidental.

Toute la « Déclaration d'Ulrike à propos de la libération d'Andreas à Moabit » dit très bien, d'une façon explicite, que c'est la brutalité même de la société allemande qui a rendu nécessaire la violence de la R.A.F. On le comprend à la lecture de cette déclaration, et particulièrement du passage commençant par : *« La guérilla, pas seulement ici, car il n'en a pas été autrement au Brésil... On est un groupe de camarades qui ont décidé d'agir, de quitter l'état léthargique, le radicalisme verbal, les discussions sur la stratégie devenant de plus en plus sans objet, nous devions lutter... »*

Cette Allemagne inhumaine

L'Allemagne est devenue ce qu'en attendaient les gouvernements des Etats-Unis : leur extrême glacis à l'Est, et le plus offensif. A cette brutalité, se perpétuant elle-même selon sa logique devenue folle, interdisant ou laminant un parti communiste presque hors la loi, la R.A.F. ne pouvait opposer que la violence héroïque. L'attitude d'Andreas, d'Ulrike et de ses camarades, se nourrit, se fortifie, d'exigences de plus en plus inaccessibles, de p l u s en plus « inhumaines » ; il faut alors se demander qui est la cause : cette Allemagne inhumaine v o u l u e par l'Amérique. Et demandons-nous si l'aggravation n'est pas obtenue par la prison, l'isolement, les systèmes d'écoute — à les lire, on a l'impression que les prisonniers sont à l'intérieur d'une énorme oreille, — les systèmes d'observation, le silence, la lumière ; et si l'aggravation n'était pas voulue — par Buback et par le système, — afin que les prisonniers nous apparaissent monstrueux, que leur mort, lente ou brutale, nous laisse indifférents, afin que nous ne sachions plus s'il s'agit d'hommes que d'autres torturent, mais d'un monstre qu'on a capturé.

Voici une citation d'Ulrike : *« Les f l i c s essaient, par leur conduite psychologique de la g u e r r e, de retourner les faits que l'action de la g u é r i l l a a rendu évidents, c'est-à-dire que ce n'est pas le peuple qui est dépendant de l'Etat, mais l'Etat dépendant du peuple, ce n'est pas le peuple qui a besoin des sociétés, des multinationales et de leurs usines, mais les capitalistes dépendent du peuple, la police n'a pas pour but de protéger le peuple des criminels, mais de protéger du peuple l'ordre des exploitations impérialistes ; le peuple n'a pas besoin de la justice, mais la justice du peuple ; nous n'avons pas besoin de la présence des troupes et des installations américaines ici, mais l'impérialisme U.S. a besoin de nous.*

« Par la personnalisation et la psychologisation, ils projettent sur nous ce qu'ils sont : les clichés de l'anthropologie du capitalisme, la réalité de ses masques, ses juges, ses procureurs, ses matons fascistes ; le policier, qui se complaît dans son aliénation, qui ne vit qu'en torturant, opprimant, exploitant les autres, dont la base d'existence est la carrière, l'avancement, jouer des coudes, la vie aux dépens des autres, et l'exploitation, la faim, la misère, le dénuement de quelques milliards d'êtres humains dans le tiers-monde et ici. »

Je souligne cette phrase car elle révèle que la misère du tiers-monde — misère physique, morale, intellectuelle — est constamment présente en eux, que cette misère, la R.A.F. la vit dans son esprit et dans son corps.

Quand ils dénoncent les brutalités des Etats-Unis et de son agent privilégié, l'Allemagne fédérale, c'est de cette Allemagne asservie qu'ils se préoccupent, mais c'est au même moment, dans le même mouvement, qu'ils se préoccupent de toute la misère du monde. Et quand ils écrivent cela, les membres de la R.A.F. ne prouvent pas seulement la générosité et la tendresse voilée de tout révolutionnaire, ils disent encore une sensibilité très délicate à l'égard de ce qu'ici, en Europe, nous continuons à nommer le rebut.

Si l'analyse de Marx est juste : *« Le progrès révolutionnaire se fraie un chemin par la création d'une contre-révolution puissante et unifiée, par la création d'un adversaire qui amènera le parti de l'insurrection à évoluer par la lutte vers un véritable parti révolutionnaire... »*, alors, nous devons reconnaître que la R.A.F., au prix de sacrifices cette fois surhumains, décide de *« frayer le chemin »*, avec tout ce que cela implique de solitude, d'incompréhension, de violence intérieure.

Ils sont dans cette situation dangereuse, attentifs à en refuser l'orgueil, sachant que leur pensée doit être débarrassée de toutes scories imbéciles afin d'être de plus en plus aiguë par une analyse toujours plus fine. Et attentifs aux méthodes de lutte du système contre eux. Au procès du 26 août 1975, Andreas déclare sèchement : *« L'Etat se bat ici avec tous les moyens dont il dispose — c'est ce que Schmidt a suffisamment répété, qu'il s'agissait de tous les moyens, et ce sont finalement tous les moyens organisés de la répression, du mensonge, de la manipulation, de la technique — pour l'autoreprésentation de l'omnipotence impériale contre la tendance historique articulée consciemment dans notre politique, dans l'insurrection, dans laquelle il devient antagoniste de la société, donc illégitime. »*

Il est du reste évident que l'opposition de l'Allemagne fédérale à tout parti communiste ouvert est dans une grande part responsable de l'existence de la R.A.F., qui prouve, de façon éclatante, que la social-démocratie est démocrate dans ses discours, inquisitoriale quand elle le veut. Et inquisitoriale — avec tortures « propres », « raffinées », grâce aux techniques modernes, — inquisitoriale sans remords, sans troubles.

L'Allemagne, qui a aboli la peine de mort, conduit à la mort par grèves de la faim et de la soif, isolement par la « destruction » du moindre bruit, sauf le bruit du cœur de l'incarcéré.

Dire que la situation qui est faite aux membres emprisonnés de la R.A.F. est criminelle, c'est ne rien dire. Le jugement moral cesse, dans les consciences des magistrats et dans celles de la population, que les moyens de presse, donc de pression, ont conduit à l'état passionné du répit absolu. Il est à craindre que l'Allemagne se sente purifiée quand *« tous seront morts, et morts par leur volonté de mourir »*, donc *« morts parce qu'ils se savent coupables »*, puisque c'est la signification tranquillisante pour l'Allemagne des grèves de la faim et de la soif jusqu'à la mort.

Souvenons-nous que des journalistes allemands s'élèvent contre la nutrition par sonde et décrètent que le devoir du médecin est de placer la nourriture à portée des détenus : libre à eux de vivre ou de mourir.

Comme de la même façon les magistrats se tirent d'affaire en décrétant que ce sont les avocats, incapables de convaincre leurs clients, qui sont coupables du délit — ou crime ? — de non-assistance à personne en danger.

Mais accuser le gouvernement allemand, l'administration allemande, la population allemande, qu'est-ce que cela signifie ? Si les U.S.A. n'étaient pas présents physiquement en Allemagne, si leur ambition n'avait pas atteint cette enflure, si l'Europe n'avait pas, clairement ou non, assigné à l'Allemagne de l'Ouest une fonction policière face à l'Est, cette aiguille qu'est la R.A.F. dans la chair trop grasse de l'Allemagne serait peut-être moins aiguë et l'Allemagne moins inhumaine.

Si l'on veut, je crois voir ici un double phénomène de mépris. L'Allemagne cherche — et dans une certaine mesure réussit — à donner de la R.A.F. une image terrifiante, monstrueuse. D'autre part, et par le même mouvement, le reste de l'Europe et l'Amérique, en encourageant l'intransigeance de l'Allemagne dans son activité tortionnaire contre la R.A.F., cherchent, et dans une certaine mesure réussissent, à donner de l'Allemagne « éternelle » une image terrifiante, monstrueuse.

(Vendredi 2 septembre.)

République démocratique allemande

EN NEUF MOIS

Une trentaine d'intellectuels ont dû quitter le pays

De notre envoyé spécial

Berlin. — La R.D.A. a expulsé, le samedi 3 septembre, un nouveau groupe de citoyens contestataires vers l'Allemagne de l'Ouest. Parmi eux, deux écrivains peu connus, des ouvriers et des étudiants, tous originaires d'Iéna. Leur « crime »? Ils s'étaient solidarisés, en novembre dernier, avec les écrivains qui avaient protesté contre la décision du gouvernement de Berlin-Est de priver de sa citoyenneté est-allemande le poète Wolf Biermann. Ils étaient depuis lors sous les verrous. Déjà, la semaine dernière, les autorités de la R.D.A. avaient rejeté vers l'Ouest trois proches amis de Biermann, le jeune écrivain Juergen Fuchs et deux défenseurs des droits civiques, les uns et les autres en détention provisoire depuis quelque neuf mois.

Depuis novembre, une trentaine de personnes, pour la plupart des intellectuels, ont été, soit bannies, soit autorisées à émigrer. Il ne s'agit plus d'une mesure exceptionnelle contre tel ou tel récalcitrant jugé irrécupérable. Cela devient une politique. C'est aussi un terrible aveu d'impuissance pour cette partie de l'Allemagne qui s'intitule elle-même « *démocratique* ».

Le « mur » ne suffit plus

La « *fuite des cerveaux* » vers l'Ouest n'est pas un phénomène vraiment nouveau en R.D.A. Parmi les deux à trois millions de personnes qui sont passées en Allemagne fédérale, ou qui ont choisi de s'établir dans ce pays, jusqu'à la construction du mur en 1961, se trouvaient nombre d'intellectuels, de médecins, d'ingénieurs, de professeurs. Du philosophe Ernst Bloch, mort récemment, à l'écrivain Uwe Johnson, en passant par le spécialiste de littérature Alfred Kantorowicz, la liste est longue de ceux qui, au cours des années, optèrent pour l'Ouest. La fonction principale du « mur » fut précisément de stopper net cette hémorragie, qui coûtait au jeune Etat est-allemand ses meilleures forces. Aujourd'hui encore, cette saignée fait sentir ses effets : la R.D.A. est l'un des rares pays européens dont la population a stagné (17 millions d'habitants) depuis la fin de la guerre.

S'il ne fut jamais totalement étanche, le mur n'en représente pas moins une mesure de dissuasion suffisamment efficace pour stimuler la confiance des dirigeants, rassurés sur leurs arrières, et décourager les vaines tentatives de fuite. De 1961 à 1975, on ne compterait guère, selon une liste publiée le 30 août par la *Frankfurter Allgemeine*, qu'une vingtaine de départs parmi les intellectuels en place, soit moins que pendant les neufs derniers mois.

Le changement de mentalité et de politique qu'a représenté, en novembre 1976, la mesure d'expulsion prise contre Wolf Biermann a été l'expression d'une crise qui atteint gravement le régime, et pas uniquement sa politique culturelle ou ses rapports avec les milieux intellectuels. C'est pour tenter d'y remédier que le parti avait replacé, un mois avant le bannissement de Biermann, M. Willy Stoph à la tête du gouvernement. Ancien ministre de la défense et de l'intérieur, M. Stoph avait été, en 1961 l'un des principaux exécutants de la décision d'ériger le mur de Berlin. Mais, aujourd'hui, le mur ne suffit plus. Il n'intimide plus les uns, pas plus qu'il ne rassure les autres. Aux yeux des contestataires, il n'a pas transformé l'au-delà du Styx en cet enfer invivable quotidiennement décrit par la propagande du régime. Et, comble des paradoxes, la R.D.A. rejette maintenant vers cet Occident honni des gens qu'elle se révèle incapable d'intégrer ou de tolérer, mais qui n'avaient pas obligatoirement envie de quitter leur pays.

Un échec flagrant

La nouvelle politique des dirigeants est-allemands comporte d'autres aspects : l'un de ceux fréquemment oubliés est l'aspect humanitaire. A tout prendre, il vaut mieux, pour les contestataires, vivre en liberté à l'Ouest, même contre leur gré, plutôt que croupir dans une prison à l'Est ou végéter pendant des années dans l'isolement et sans travail, comme ce fut le cas du grand poète lyrique Peter Huchel, finalement autorisé à partir en 1971.

Cette campagne d'expulsions n'en est pas moins, pour le numéro un du parti et de l'Etat, M. Erich Honecker, un échec flagrant. Dans son désir de plaire et de rompre avec l'austérité de la période précédente, M. Honecker avait fait sensation lors de son arrivée au pouvoir, il y a six ans, en annonçant la « *fin des tabous* » en matière culturelle. Les années qui suivirent furent effectivement les plus libres, les plus fructueuses qu'aient connues les intellectuels est-allemands depuis l'établissement du régime. Les résistances dans l'appareil, puis, à partir de 1974, des difficultés économiques consécutives à la crise de l'énergie, enfin le malaise créé par la lutte pour les droits civiques en Europe de l'Est, mirent fin progressivement à cette détente.

Le drame, pour le régime, est plus profond encore. Ceux qu'il chasse aujourd'hui ne sont pas tous, loin s'en faut, des bourgeois ou des représentants de l'ordre ancien. Ce sont aussi des jeunes élevés dans le sérail et, souvent, tels Juergen Fuchs ou Reiner Kunze, des fils d'ouvriers. En les rejetant, le « *premier Etat allemand des ouvriers et des paysans* » avoue cruellement ses faiblesses et ses difficultés à former un « *homme nouveau* ». Pareille intolérance ne le met pas, en tout cas, en position particulièrement favorable pour dénoncer la « *violence* » et l'injustice de l'Etat ouest-allemand.

A moins de vouloir faire de leur pays une nation uniquement « *musculaire* » les dirigeants est-allemands ne peuvent tout de même pas compter, pour gagner leurs compétitions avec leurs rivaux occidentaux, sur le seul succès de leurs athlètes sur les stades, aussi remarquables fussent-ils.

MANUEL LUCBERT.

(Mardi 6 septembre.)

Union soviétique

LE DÉBAT SUR LA NOUVELLE CONSTITUTION

Aucun des grands principes de la Loi fondamentale n'est remis en cause

Le Soviet suprême de l'U.R.S.S. a été convoqué en session extraordinaire pour le 4 octobre prochain en vue d'étudier le projet de la nouvelle Constitution soviétique. Cette septième session de la neuvième législature aura à se prononcer sur le texte du projet de la nouvelle Loi fondamentale, qui a été rendu public le 4 juin dernier.

De notre correspondant

Moscou. — Les commentateurs soviétiques qualifient non sans emphase la discussion et l'adoption de la nouvelle Constitution d'« *événement le plus important de l'année dans le monde* ». Le projet a été publié le 4 juin dernier par le Soviet suprême et la discussion dans l'opinion publique aura duré quatre mois. Tous les jours, la radio et la télévision y consacrent des émissions, les journaux et les revues lui réservent des pages entières d'articles et de lettres de lecteurs.

Selon les chiffres officiels, plus de sept cent cinquante mille propositions de rectifications ont été envoyées à la presse. Dans les entreprises, plus de six cent cinquante mille réunions ont eu lieu avec plusieurs dizaines de millions de travailleurs. Le parti communiste lui-même a organisé plus de cent quatre-vingt mille réunions auxquelles auraient participé plus de deux millions et demi de ses membres. Toutes les propositions sont regroupées par la Commission constitutionnelle.

La grande majorité des participants à cette « *discussion du peuple tout entier* » approuvent, bien sûr, les dispositions fondamentales de la Constitution, les grands principes du régime et l'organisation politique et sociale du système soviétique. Les interventions des spécialistes constituent des variations sur le même thème : le projet reflète l'état des rapports sociaux dans la phase du socialisme développé. Un grand nombre de lettres de lecteurs — tout au moins celles qui sont publiées — concernent davantage les aspects de la vie quotidienne que les articles de la Constitution proprement dite. Ces lettres reflètent les préoccupations immédiates des Soviétiques à propos de leur logement (beaucoup demandent que l'obligation de bien entretenir son logement soit inscrite dans la Constitution), de leur retraite (la crainte que le manque de main-d'œuvre ne provoque un allongement de la vie professionnelle active transparaît dans de nombreuses interventions), ou leur environnement.

Le chapitre sur les rapports entre l'Etat et l'individu, sur les droits et les obligations des citoyens, fait l'objet d'une grande attention. Si la plupart des lettres mettent plus l'accent sur les devoirs du citoyen soviétique que sur ses droits, d'autres s'intéressent à la garantie des libertés inscrites dans la Loi fondamentale. C'est ainsi que, pour de nombreux correspondants rendus peut-être circonspects par l'expérience historique, le droit de critiquer les fonctionnaires devrait être mieux assuré par la Constitution : toute poursuite pour fait de critique devrait être non seulement interdite — comme le prévoit le projet actuel — mais punie par la loi. Le président de la Cour suprême de l'Ukraine demande par exemple un renforcement de l'immunité parlementaire, la nomination des procureurs généraux des Républiques par le Soviet suprême des Républiques et non plus par le procureur général de l'U.R.S.S.

Certains participants à la discussion regrettent d'autre part que l'éligibilité aux Soviets ait été ramenée à dix-huit ans, car ils estiment qu'à cet âge, les jeunes ne sont pas « *mûrs* » pour être députés. Les femmes, elles, s'inquiètent des conséquences du libéralisme en matière de divorce; d'autres regrettent que la Constitution, en proclamant que « *la femme a les mêmes droits que l'homme* » continue à considérer l'homme comme un modèle.

Alors que le métropolite Alexis de Pallion et d'Estonie, chef du service administratif du Patriarcat de Moscou, « *apprécie en tant que serviteur du culte le fait que tous les articles du projet soient pénétrés d'humanisme et de sollicitude pour les hommes* », certains correspondants proposent d'interdire la propagande religieuse...

Tous les participants à la discussion se félicitent des articles consacrés à la politique étrangère, condamnant la guerre et intégrant les dispositions de l'Acte final de la conférence d'Helsinki. Mais certains lecteurs proposent cependant d'inscrire dans la Constitution que « *les forces armées soviétiques doivent toujours être prêtes à porter secours aux pays socialistes* »...

Combien de propositions, de corrections, de modifications, qui ont émergé au cours de cette discussion seront finalement retenues dans le projet soumis au Soviet suprême ? Beaucoup, dit-on officiellement, serviront à la modification des textes fondamentaux de la Fédération de Russie et des Républiques fédérées, rendue nécessaire par l'adoption de la nouvelle Constitution. Les grandes lignes de la Loi fondamentale devraient pourtant rester inchangées. Avec cette Constitution et cette discussion autour du projet, les dirigeants soviétiques estiment, en tout cas, avoir montré l'exemple : « *Des informations commencent à nous parvenir*, indique la *Pravda*, *montrant que l'opinion publique des Etats-Unis exige la revision de la Constitution américaine, tant elle fait pâle figure à côté de la Loi fondamentale de l'U.R.S.S.* »

DANIEL VERNET.

(Mercredi 31 août.)

Espagne

Accord de principe sur l'autonomie de la Catalogne

M. Adolfo Suarez, chef du gouvernement espagnol, semble avoir rétabli la discipline — au moins provisoirement — au sein de l'Union du centre démocrate (U.C.D.), la coalition au pouvoir. Les ministres, qui, au début de la semaine dernière, émettaient des doutes sur la « viabilité » d'un gouvernement par trop hétérogène, attribuent, depuis le retour de M. Suarez à Madrid, à l'imagination des journalistes les rumeurs sur un éventuel remaniement ministériel.

Une certaine détente pourrait être enregistrée au Pays basque. En effet, à la suite d'un appel de l'ETA, M. Apalategui, militant basque emprisonné à Marseille, a cessé sa grève de la faim.

D'autre part, on a appris, dans la matinée du 3 septembre, qu'un accord était intervenu sur le rétablissement de la Généralité de Catalogne, c'est-à-dire sur un statut d'autonomie provisoire. Ainsi les mutations s'accélèrent-elles en Espagne.

M. Josep Tarradellas, président de la Généralité de Catalogne, et M. Sanchez Teran, représentant du chef du gouvernement espagnol, sont arrivés à cet accord de principe après la réunion des 26 et 27 août à Paris, précise, le 3 septembre, le communiqué diffusé à Barcelone par le secrétariat du délégué général de la présidence de la Généralité.

On souligne cependant dans les milieux catalans les divergences existant actuellement entre de nombreux parlementaires et M. Josep Tarradellas à la suite du limogeage de M. Josep Benet de son poste de membre de la commission chargée de négocier avec le gouvernement.

UNE LUTTE DE TRENTE-HUIT ANS

De notre envoyé spécial

Barcelone — Après trente-huit ans d'assujettissement et de lutte acharnée pour défendre leur particularisme, les Catalans s'apprêtent à redevenir autonomes. Après onze mois d'une négociation longtemps tenue secrète, Madrid va rétablir par décret la Généralité, cet autogouvernement proclamé en 1931, sous la République, entériné par les Cortès un an plus tard et aboli par un décret franquiste en 1938. Au terme d'un exil qui aura duré plus longtemps que celui de la Pasionaria, M. Josep Tarradellas, président de la Généralité en exil, est près de revenir en triomphateur dans sa ville natale pour assumer la responsabilité — selon l'expression d'un dirigeant communiste — « *d'une réalité nationale au sein d'un Etat multinational* ».

Trois mois après leur élection aux Cortès de Madrid, les soixante-trois députés et sénateurs de Catalogne se préparent à former un Parlement provisoire catalan et à fournir les membres du *Consell*, c'est-à-dire du gouvernement de la Généralité. Ce gouvernement, ils le veulent de « *concentration nationale* », c'est-à-dire constitué par toutes les forces politiques de la région.

Ils se distingueraient alors avec éclat de Madrid, où le cabinet « monocolore » de M. Adolfo Suarez rencontre une opposition grandissante. Les Catalans comparent volontiers leur future équipe ministérielle au gouvernement d'unité nationale constitué par de Gaulle à la Libération, et le retour de M. Tarradellas à celui de l'homme du 18 juin.

Ne pas braver l'armée

Une inconnue demeure : l'attitude de l'armée. Le catalanisme, souvent qualifié à l'époque de « séparatisme », a été une des raisons du pronunciamiento du 18 juillet 1936. Les militaires ralliés à Franco ont combattu la République au nom de l'Eglise, de la propriété, des valeurs traditionnelles, mais aussi pour défendre l'unité de l'Espagne contre les forces de sécession identifiées alors avec les Basques et les Catalans. Le slogan des phalangistes — « *l'Espagne est irrévocable* » — a inspiré la politique de répression menée par le régime franquiste à l'égard des nationalités. Tout au long des négociations avec M. Tarradellas, M. Adolfo Suarez, le président du gouvernement, a évoqué le danger d'une réaction militaire pour modérer les revendications des autonomistes catalans. Chacun connaît à Barcelone la résistance opposée au rétablissement de la Généralité par le capitaine général de la Catalogne.

Les partis catalans, communistes en tête, tiennent compte du risque militaire. Ils ne souhaitent pas pousser leurs revendications au point d'entrer en conflit avec le gouvernement madrilène, car ils savent que leur cause serait compromise si l'armée était amenée à intervenir. Ils se sont montrés très conciliants au cours des négociations. Ils ont même eu l'habileté d'engager la couronne aux côtés de la Généralité en admettant au sein du futur Parlement provisoire ceux, parmi les sénateurs désignés par le roi, qui sont d'origine catalane.

La « Catalogne libre » de 1977 a-t-elle plus d'avenir que celle de 1932 ? « *Oui*, répond M. Antonio Gutierrez, membre du comité exécutif du PSUC (communiste). *Il y a aujourd'hui une meilleure compréhension entre la Catalogne et l'Espagne. Avec une population composée pour 40 % de non-Catalans, nous nous sentons plus solidaires qu'en 1932 avec les autres régions du pays. Et celles-ci acceptent mieux le fait catalan : elles aussi se sont éveillées au phénomène autonomiste. En outre, elles ont vu les Catalans sous le franquisme à l'avant-garde de la lutte pour la démocratie.* »

Socialistes, communistes, militants de la gauche modérée (Convergence démocratique, de M. Jordi Pujol, Esquerra republicana) conviennent que la Catalogne, riche et industrielle, a un « *devoir de solidarité* » envers les régions sous-développées, surtout en cette période de crise et de chômage. Pourtant, ils demandent, non une augmentation de leur budget, mais le droit de l'administrer. Ils sont prêts à aider au développement économique du reste de l'Espagne, sachant que leur propre progrès en dépend.

Autre facteur de changement : avec l'effacement de l'anarcho-syndicalisme, si puissant en 1932, la Catalogne s'est politiquement assagie, même si les élections ont montré qu'elle était plus « rouge » que les autres régions du pays (la gauche a emporté la majorité des voix, alors que le centre, avec 16 %, a fait moitié moins que sa moyenne nationale). Si les prochaines élections municipales confirment le scrutin du 15 juin, Barcelone aura un maire socialiste et les grandes banlieues industrielles des maires communistes.

Une autonomie sans contenu ?

Une telle perspective préoccupe le président Suarez. Depuis deux mois, celui-ci a beaucoup fait pour enrayer le dynamisme de la gauche, et il y a réussi en passant par-dessus la tête des parlementaires afin de négocier le processus d'autonomie directement avec M. Tarradellas. Le président de la Généralité est en effet un modéré. Son parti Esquerra republicana, dominant en 1932, très minoritaire aujourd'hui, est un peu l'équivalent du radical-socialisme français d'avant-guerre. Symbole national, incarnation d'une légitimité historique, il a été invoqué par tous les partis autonomistes pendant la campagne électorale. Mais les communistes ou les partisans de M. Pujol souhaitaient le voir rentrer à Barcelone pour démissionner aussitôt et céder la place à un homme plus représentatif du courant majoritaire.

En fait, fort du nouveau poids que lui a donné son accord avec M. Suarez, M. Tarradellas semble bien décidé à quitter son exil pour gouverner. Avec lui, le gouvernement madrilène aura joué doublement gagnant : il va bénéficier du fait, aux yeux des Catalans, d'avoir rétabli la Généralité. Et il va placer l'autonomie de la Catalogne sous le contrôle d'un homme politiquement assez proche de son parti, l'Union du centre démocratique, laquelle bat déjà le rappel des forces modérées et entend apparemment se servir de l'autorité de M. Tarradellas pour contenir la poussée des partis marxistes.

« *Suarez va accorder l'autonomie, mais avec le moins de contenu possible* », dit M. Narcis Serra, l'un des dirigeants du parti socialiste de Catalogne. En fait, les attributions de la Généralité seront surtout définies dans le statut d'autonomie que les parlementaires catalans auront la charge d'élaborer et de faire voter par leurs compatriotes, puis de faire adopter par les Cortès. Les communistes estiment que ce statut devrait être plus complet que celui de 1932. Les Catalans avaient alors leurs propres forces de police. Ils étaient compétents en matière de travaux publics, de santé, de travail, de justice, légiféraient dans le domaine du droit civil et pénal. Ils avaient leurs propres établissements d'enseignement, concurremment avec ceux de l'Etat espagnol.

Aujourd'hui, ils pensent pouvoir « catalaniser » entièrement l'enseignement, le droit, le bilinguisme étant déjà acquis. Ils estiment que Madrid voudra garder le contrôle des forces de l'ordre — avec tous les risques que cela implique, — mais ils espèrent élaborer des institutions plus démocratiques que celles d'il y a quarante ans. Les parlementaires, notamment, veulent non seulement avoir un droit de regard sur la composition du *Consell*, mais demandent que celui-ci soit responsable devant eux.

Quelles seront les compétences de la Généralité dans la phase provisoire prévue avant l'adoption, dans un an ou deux, d'un statut définitif ? Les quatre *Diputaciones* (conseils généraux) de Catalogne devraient normalement passer sous son contrôle. Mais les membres de ces *Diputaciones*, théoriquement élus, en fait désignés par le régime antérieur, opposent une sérieuse résistance à tout changement. L'expérience a montré que le transfert des compétences d'une administration séculaire à une administration entièrement nouvelle prend du temps et rencontre de sérieux obstacles. « *La tâche du gouvernement provisoire*, dit M. Narcis Serra, *sera d'arracher les responsabilités une par une.* »

La prudence de la gauche

Une autre de ses tâches sera le contrôle des ressources financières. Entre Barcelone et Madrid la polémique sur ce sujet est ancienne. Les Catalans ont souvent parlé de spoliation économique à propos de la tutelle exercée par le gouvernement castillan. Celui-ci a maintes fois démontré que l'industrie textile catalane n'aurait jamais pu se développer comme elle l'a fait sans le protectionnisme appliqué par Madrid, qui lui a garanti l'ensemble du marché espagnol. Aujourd'hui les Catalans ne se plaignent pas seulement du sort réservé à leurs impôts, mais aussi de l'utilisation de leur épargne, canalisée par les institutions madrilènes — comme l'Institut national de l'industrie — « *au bénéfice des monopoles, et non des classes populaires* », selon les dirigeants de la gauche. Le parti socialiste de Catalogne a élaboré un projet original visant à diviser en trois la répartition de l'impôt prélevé dans la région : une part resterait sur place, une autre irait à l'administration centrale, une dernière serait gérée par une caisse de compensation alimentée par les régions les plus riches (Catalogne, Pays basque, Madrid) au bénéfice des régions sous-développées.

Ce qui frappe dans l'ensemble c'est la modération et l'unité des forces politiques catalanes face à un problème aussi explosif que l'autonomie. Les partis ont tu leurs rivalités et certains même leur méfiance à l'égard de M. Tarradellas pour parvenir à leur objectif principal qui est le rétablissement de la Généralité. La gauche, bien que majoritaire, est prudente. Elle tient compte de la situation précaire de la démocratie dans le reste de l'Espagne, ainsi que de la crise économique.

CHARLES VANHECKE.

(Lundi 5 septembre.)

AMÉRIQUES

États-Unis

LES DÉVELOPPEMENTS DE L'« AFFAIRE LANCE »

M. Carter continue de soutenir son directeur du budget coupable d'irrégularités financières

L' « affaire Lance », du nom du directeur du budget de l'administration Carter, continue de se développer. Dimanche soir 4 septembre, le porte-parole de la Maison Blanche avait démenti une information que publiait le 5 l'hebdomadaire « Time » et selon laquelle M. Lance, qui est accusé d'indélicatesse financière, aurait déjà proposé deux fois à M. Carter sa démission.

De notre correspondant

Washington. — Ce n'est pas — ou pas encore — un nouveau Watergate. Mais l' « affaire Lance » n'aurait sans doute pas pris les mêmes proportions sans les mésaventures survenues au président Nixon. Et c'est sans doute pour n'avoir pas été jusqu'au bout des conclusions que ce précédent imposait que M. Carter, élu président sous l'image de marque de la probité et de la vertu, se trouve en difficulté là où il paraissait invulnérable.

Les péripéties de l'affaire sont trop embrouillées pour être relatées dans le menu. Mais quelques grandes dates émergent. Peu après son élection, M. Carter décide de confier à un de ses amis de toujours, un Géorgien comme lui, M. Bert Lance, le poste très important de directeur du budget (Office of Management and Budget) à la Maison Blanche. Comme les autres Géorgiens de l'équipe victorieuse l'homme n'est guère connu sur le plan national. Mais son intimité avec le président, les vues très orthodoxes qu'il professe en matière budgétaire, l'expérience qu'on lui prête — sans entrer dans les détails — dans l'activité bancaire, créent un préjugé favorable. C'est sans aucune difficulté que le Sénat lui accorde, en janvier, sa confiance.

Les doutes n'apparaissent qu'au printemps : quelques articles mettent en lumière des pratiques douteuses de M. Lance lorsqu'il dirigeait plusieurs banques de Géorgie. Une enquête, confiée à un contrôleur fédéral, M. John Heimann, aboutit à un rapport publié le 18 août : le document relève que le directeur du budget n'a rien fait de répréhensible au regard de la loi. Un peu vite, M. Carter croit l'affaire terminée, et réaffirme par un geste spectaculaire — il quitte sa retraite de vacances pour apparaître à Washington devant les caméras au côté de son ami et collaborateur — sa confiance total à à M. Lance.

Un peu vite, car le rapport brosse en même temps du directeur du budget un portrait qui n'est guère conforme au « profil » requis pour un membre important de l'administration Carter. On y apprend que M. Lance empruntait fébrilement à droite et à gauche — et il apparaîtra plus tard que ces sommes servaient à financer ses activités politiques, notamment la campagne électorale infructueuse qu'il fit pour briguer le poste de gouverneur de Géorgie, en 1974. Or ces emprunts, qui se chiffraient par dizaines et portaient sur des millions de dollars, n'étaient pas déclarés, comme le veut la loi, aux directions des banques dans lesquelles M. Lance avait des participations. Enfin, le trop entreprenant banquier émettait à une grande échelle des chèques sans provision : le montant de ses découverts, de ceux de sa femme et d'autres membres de sa famille, était allé jusqu'à 450 000 dollars...

M. Lance avait encore utilisé par deux fois les mêmes avoirs pour garantir des emprunts différents. Toutes ces pratiques, qui paraissent au minimum étranges à l'Américain moyen, ont été récemment dénoncées comme « *non usuelles* » par l'Association des banquiers américains.

M. Carter avait dû déjà faire timidement marche arrière dans sa conférence de presse du 23 août, admettant qu'« *il est évidemment mieux de ne pas tirer à découvert sur son compte en banque* ». Mais il n'en réaffirmait pas moins sa confiance en « *son ami Bert* », décrit comme « *l'un des hommes les plus compétents et intelligents que j'aie connus dans ma vie* ».

Les *briefings* quotidiens de M. Powell, le très compétent porte-parole de M. Carter à la Maison Blanche, sont certains jours presque entièrement dominés par « l'affaire » comme aux beaux jours du Watergate. Mais, avec plus d'élégance et de sincérité que M. Ziegler, le porte-parole de M. Nixon, M. Powell endure une véritable séance de supplice chinois : que pense-t-il de la dernière révélation produite par les journaux ? Si telle personnalité était présente à telle conversation entre B. et C. sur les finances de M. Lance, pourquoi n'a-t-il rien dit à D. ? Que pense-t-il des allégations faisant état d'un intérêt financier de B. dans les affaires de D. ? etc.

On ne sait pas encore ce que fera M. Carter. Le président est allé un peu trop loin dans son soutien public à M. Lance et il semble décidé à tenir bon, au moins pendant les prochaines semaines, en espérant soit que la campagne de presse mourra d'elle-même — hypothèse peu probable. — soit que M. Lance trouvera dans les « auditions » qui vont s'ouvrir sur son cas au Sénat une meilleure occasion de se justifier. Toujours est-il qu'un nombre croissant de personnalités, notamment dans les milieux d'affaires, prennent position pour une démission de M. Lance, ne serait-ce que pour permettre à M. Carter et à un nouveau directeur du budget de s'occuper des problèmes de l'économie. Après James Reston, puis les deux grands organes des milieux d'affaires que sont *Business Week* et le *Wall Street Journal*, un des commentateurs les plus en vue d'Atlanta, fief de M. Carter et jusqu'à présent porte-parole fidèle du « clan » des Géorgiens, s'est prononcé en ce sens.

250 dollars pour la Caroline-du-Sud...

Le problème n'est plus tellement de savoir si M. Lance est coupable au regard de la loi, mais plutôt si son comportement est compatible avec les normes morales très strictes qu'annonçait la présidence Carter. De ce point de vue, avec ou sans démission du directeur du budget, le prestige du président est atteint du seul fait du soutien un peu trop bruyant accordé à M. Lance, alors pourtant que les faits déjà connus prêtaient à contestation.

Une autre leçon doit être tirée de cette affaire, mais il est déjà trop tard pour l'appliquer. Après le Watergate, il fallait s'attendre que les activités des dirigeants soient passées au crible avec encore plus de vigilance qu'auparavant, notamment par la presse. Or, M. Carter, tout en fixant des directives générales pour le recrutement de ses collaborateurs, n'a pas jugé utile de soumettre ces derniers, leur situation financière et leurs références morales à un examen en bonne et due forme collectif et contradictoire. Son conseiller « éthique » dans l'équipe de transition, M. Moore, se bornait à enregistrer les déclarations des intéressés, mais il semble aujourd'hui dépassé par les événements : en avouant qu'il est incapable de se prononcer sur les allégations avancées contre M. Lance, il donne à penser qu'il était encore moins au courant au moment où il donnait ses « conseils » en décembre et en janvier.

M. Carter tente de rattraper au moins partiellement cette bévue en mettant à jour, au prix de grands efforts, toute la comptabilité de sa campagne électorale. La Maison Blanche a fait savoir avec le plus grand sérieux qu'elle réglerait à l'Etat de Caroline du Sud — qui ne lui demandait rien — une somme de 250 dollars pour un vol en avion que le candidat Jimmy Carter fit dans cet Etat en avril 1975. Imagine-t-on le candidat victorieux de l'élection présidentielle en France sommé de déballer à ce point ses comptes d'il y a trois ans. M. Carter, lui, est prêt à aller très loin dans la franchise, mais il lui reste à répondre à cette question que se pose le public à propos de M. Lance : peut-on être un champion de la rigueur budgétaire et gérer dans cet esprit les finances publiques tout en étant un spécialiste des manipulations bancaires entreprises avec un but personnel, à la limite des règlements ?

MICHEL TATU.

(Mardi 6 septembre.)

Canada

Une partie des Esquimaux du Québec s'opposent à la francisation de la province

De notre correspondant

Montréal. – Les Inuit (Esquimaux) du Québec ont décidé de s'opposer à l'application de la loi 101 — adoptée vendredi 26 août par le Parlement du Québec, — qui prévoit la francisation de la province dans presque tous les domaines. Dans la petite localité du Grand Nord, sur la baie d'Ingava, à Fort-Chimo notamment, ils ont chassé les fonctionnaires du gouvernement québécois des bâtiments de l'administration et certains policiers. Le gouvernement de la province a envoyé des renforts de police et des négociations tendues se poursuivent. Les Inuit, qui sont environ quatre mille au Québec, demandent au premier ministre québécois, M. René Lévesque, et au ministre fédéral des affaires indiennes, M. Warren-Allmand, de venir sur place discuter avec eux.

A leurs yeux la loi 101 est contraire à tous les accords conclus auparavant dans le but de garantir l'existence de leur culture. L'anglais est leur seconde langue, comme pour tous les Inuit du Canada (seize mille personnes environ), ce qui facilite leurs relations à travers le Grand Nord avec les tribus de dialectes différents. Les Inuit québécois refusent donc de se laisser imposer une nouvelle seconde langue. Ils s'opposent particulièrement à un article de la loi 101 qui les obligerait à introduire progressivement le français dans leurs rapports officiels avec le gouvernement québécois. Il avait été initialement prévu que des amendements seraient apportés à la loi 101 pour tenir compte de la situation particulière des Inuit. Cela n'a pas été fait.

Toutes les associations représentant les populations autochtones ne sont pas forcément d'accord avec les Inuit du nord du Québec (regroupés dans le Northern Quebec Inuit Association). Depuis 1975, en effet, les habitants des villages de Povuingnitak, Ivujivik et Saglouc ne reconnaissent à personne le droit de négocier pour eux.

Ils sont peu nombreux, à peine quelques milliers, mais leur argumentation est intéressante parce qu'elle peut être transposée à d'autres situations où des populations indigènes doivent « choisir » à quelle culture s'assimiler. Selon eux, les Inuit des différentes tribus sont capables de se comprendre sans l'aide d'une langue européenne. Ils demandent donc que l'esquimau devienne une langue officielle et renvoient ainsi dos à dos l'anglais et le français. Ils voudraient, en outre, obtenir la création d'un gouvernement régional doté de vastes pouvoirs.

En revanche, les Indiens Cris, dont l'aire d'implantation remonte très loin dans le Nord, se sont déclarés satisfaits de la loi 101. Les Cris se sont fait reconnaître un certain nombre de droits dans la « Convention de la baie James et du Nord » et ont obtenu de grosses compensations financières pour le barrage de retenue construit sur les rivières La Grande et Ruport, près de la baie James. Ils ne voudraient pas qu'une controverse autour de la loi 101 retarde l'application de cette convention qui deviendra caduque si les lois correspondantes ne sont pas promulguées avant le mois de novembre.

Les Inuit du Nord du Québec menacent d'aller plus loin. « *Nous sommes sur cette terre depuis quatre mille ans,* ont-ils dit aux envoyés du gouvernement québécois, *vous n'y êtes que depuis hier.* » Et de conclure que si le Québec se sépare un jour du Canada, les Inuit, sur le territoire desquels se trouvent les deux tiers des ressources minières et hydrauliques québécoises, pourraient décider à leur tour de se séparer du Québec...

ALAIN-MARIE CARRON.

(Jeudi 1er septembre.)

ASIE

Vietnam

LA FIN DES OPÉRATIONS DE RAPATRIEMENT

Dix mille ressortissants français ont quitté le pays depuis deux ans

Hanoï (*A.F.P.*). — Le dernier vol d'Air France rapatriant des ressortissants français ou des membres de leurs familles quittant la partie méridionale du Vietnam aura lieu le 29 septembre, indique-t-on de source française à Saigon. Ce jour-là, l'appareil qui assure un vol hebdomadaire de rapatriement entre l'aéroport de Ho-Chi-Minh-Ville et Bangkok devrait faire, en principe, sa dernière rotation.

Quelque dix mille personnes (Français de souche, Vietnamiens naturalisés Français, Vietnamiens vivant avec des Vietnamiens de nationalité française, Cambodgiens ou Indiens de nationalité française, etc.) ont déjà quitté le Vietnam. D'ici à la fin du mois, il en resterait quelques centaines d'autres à rapatrier, mais les chiffres diffèrent selon que l'on s'adresse au consulat général de France à Ho-Chi-Minh-Ville ou au département des affaires consulaires vietnamiennes de la ville.

Premier point de litige : selon les Vietnamiens, il ne reste plus à évacuer qu'un peu plus de sept cents personnes. Selon les Français, il y en a environ entre deux mille et deux mille trois cents. « *Parmi ces sept cents personnes* », dit M. Nguyen Phi Tuyen, l'un des responsables des affaires consulaires de Ho-Chi-Minh-Ville, « *il n'y a d'ailleurs que très peu de Français de souche. La plupart sont d'origine vietnamienne, indienne ou chinoise. Nous nous occupons cependant, avec le consulat français, de confronter nos deux listes et de procéder à des vérifications pour rechercher, notamment, s'il n'y a pas des Vietnamiens français qui ne s'étaient pas encore fait recenser.* »

« *Bien que les deux listes ne concordent pas encore,* dit-il, *nous sommes toujours disposés à accorder des facilités pour le rapatriement de ceux qui sont en règle, conformément à notre politique humanitaire et sur la base de notre amitié avec la France.* »

« *Nous avons demandé à la partie française de nous communiquer la liste des 2 000 à 2 300 personnes. Elle ne nous a toujours pas été fournie* », précise M. Tuyen.

Du côté français, on rétorque : « *On ne nous a jamais demandé cette liste. Nous travaillons au coup par coup, mais, depuis le mois d'octobre de l'année dernière, nous avons déjà fourni vingt-quatre listes portant sur 1 080 chefs de famille.* »

« Un saut dans l'inconnu »

Second point de litige : les métis. De part et d'autre, on reconnaît qu'il y en a environ 1 500. Pour les Français, ils peuvent être reconnus comme tels, en fonction de leurs actes de naissance, de photos avec leurs parents qu'ils peuvent posséder, de lettres familiales ou, tout simplement, s'ils sont âgés de plus de vingt ans et ont un physique eurasien. Pour les Vietnamiens, ces 1 500 métis représentent, pour la plupart, des mendiants, des vagabonds ou des trafiquants irrécupérables. « *La partie française exige d'eux un métier pour les accepter en France* », disent les autorités vietnamiennes.

« *Pas du tout,* répond sur ce point M. Massenet, consul général. *Il y a plus d'un an, justement, j'ai posé le problème des métis. Les Vietnamiens m'ont répondu que c'était leur affaire, et qu'ils arriveraient à intégrer ces jeunes, nés de père inconnu mais de mère vietnamienne, dans la société actuelle. Si l'expérience a échoué, c'est à déplorer... J'ajouterai même que l'on essaye de nous faire reconnaître comme métis des gars qui ne sont pas des métis, et qui, de toute façon, ne sont pas nés entre 1945 et 1958.* »

Troisième point de litige : les 1 600 personnes — différence entre les « 2 300 » et les « 700 » — n'ont pas toutes été immatriculées comme Français après le 30 avril 1975, date de la chute de Saigon. Du côté français, on répond que l'on ne peut pas obliger les gens à se faire immatriculer dans un consulat, et qu'il peut y avoir, sur ce point précis, des oublis à vérifier cas par cas.

« *Nous avons enregistré,* disent les Français, *mille soixante-sept recensements après le 30 avril. Nous constatons que parmi ces personnes, cent soixante d'entre elles ont reçu des autorités vietnamiennes l'autorisation de partir.* »

« *Nous ne reconnaissons pas les naturalisés français après le 30 avril. Mais cependant nous étudierons, cas par cas, tous les problèmes de la légitimité familiale* », disent les Vietnamiens, qui estiment que le cas de parents ayant des enfants vietnamiens à l'étranger, et vice versa, mérite une attention particulière.

Outre ces divergences, il y a cependant, entre les deux parties, des points d'accord. « *Les gens, à notre goût, traînent longtemps pour partir alors même qu'ils ont tous les papiers nécessaires* » dit-on au consulat français. « *Nous constatons que les intéressés eux-mêmes ne sont pas pressés de partir* », renchérit-on du côté vietnamien.

De part et d'autre, on tient à souligner que certaines personnes — dont le dossier est en règle — attendent la dernière minute pour quitter le Vietnam. « *Beaucoup de personnes candidates au départ, et pas toujours francophones, hésitent à faire un saut dans l'inconnu,* souligne-t-on du côté français, *bien qu'il y ait en France des centres d'accueil et qu'il y ait aussi l'accueil de la communauté vietnamienne qui se serre les coudes. C'est, qu'on le veuille ou non, un déracinement.* » « *Nombre de candidats ont l'autorisation et la possibilité de partir,* dit-on du côté vietnamien. *Nous les invitons à faire leurs formalités, mais ils ne les font pas. Bien plus, certains refusent même de partir alors que leur nom est déjà couché sur une liste de départ* »

Les deux parties se louent « dans l'ensemble » de l'esprit de coopération qui préside à ces rapatriements et qui se traduit par une réunion mixte et hebdomadaire de travail.

(Samedi 3 septembre.)

Saigon l'indomptable

Hanoï (*A.F.P.*). — Plus de deux ans après sa chute, Saigon, qui compte environ trois millions d'habitants, demeure difficile à maîtriser pour les autorités révolutionnaires vietnamiennes.

Si les boîtes de nuit et nombre de restaurants ont fermé leurs portes, ainsi que certains négoces de marchandises importées, si des usines qualifiées de « superflues » ont disparu, la métropole économique du Vietnam survit « cahin-caha » à ses anciennes habitudes. On y trouve encore des prostituées. Le marché noir y est toujours florissant. Aux marchés « aux voleurs », chaînes « stéréo », appareils photo, caméras, réfrigérateurs et autres accessoires de la « dolce vita capitaliste » se vendent toujours comme des petits pains, du matin au soir, sous l'œil bienveillant des « *bo doi* » (soldats aux pieds nus de l'armée vietnamienne), des « *can bo* » (cadres révolutionnaires) et des fournées successives de touristes soviétiques qui n'en croient pas leurs yeux. Tout le monde achète à qui mieux mieux des marchandises détériorées par le temps, le soleil et l'humidité.

Les prix pourraient cependant faire sourire les commerçants de Hongkong, car l'inflation n'a pas épargné le marché : une chaîne « stéréo » vaut ici le même prix qu'à Paris.

On échange de l'or en barre contre des coupures de 100 dollars et vice versa, au taux de 100 grammes d'or pour 100 dollars. On vend encore des paquets de cigarettes américaines de contrebande pour le prix exorbitant de 50 dongs du Sud (environ 110 francs français) alors que le salaire moyen d'un ouvrier est de 30 dongs par mois. Les restaurants, petits « bistrots » et gargotes, du côté de Cholon, en particulier, de la révolution — continuent à regorger de monde à l'heure du dîner. On y ingurgite, entre deux verres de cognac « 3 étoiles » et avant un couvre-feu débonnaire, qui en principe devrait faire cesser toute vie nocturne à minuit, tous les raffinements d'une certaine cuisine asiatique : des soupes aux ailerons de requin, des cubes de porc braisés en papillotte, des fichettes de bœuf aux quatre-épices et aux cinq légumes, des tranches de poulet aux haricots verts. Il en coûte 60 dongs (du Sud) pour quatre personnes.

En revanche, au nord du pays, et pour la première fois depuis longtemps, chaque chef de famille vient de se voir allouer une ration — non automatiquement renouvelable — de 500 grammes de bœuf pour le mois d'août.

Plus de trois ans après sa chute, la richesse de Saigon est toujours incalculée et incalculable. Par on ne sait quel mystérieux hasard, des bouteilles de cognac authentique font régulièrement leur apparition sur le marché (officieux comme officiel) au prix de 150 dongs du Sud Elles trouvent preneurs, y compris parmi les cadres vietnamiens qui ont « à soigner » des invités. Des kilomètres de tissu, que ce soit du « jean », de la popeline ou de la soie, passent, en coup de vent, dans des échoppes de tailleurs, où les clients ne manquent pas. Alors que les employés de banque sont aujourd'hui payés 36 dongs du Sud par mois, le tube de rouge à lèvres (qui est admis par la révolution) en vaut autant « *Il va falloir que l'on serre un peu la vis* », a déclaré, au correspondant de l'A.F.P., un responsable vietnamien du Sud. « *Il y a des stocks, mais il ne faudrait pas que l'on exagère* », a-t-il ajouté.

Pour certains cadres vietnamiens lucides, il faudra entre vingt et trente ans pour venir à bout de « Saigon l'indomptable » et en faire l'exemple de vertu et d'austérité — pas toujours d'une orthodoxie remarquable d'ailleurs — qu'offre aujourd'hui Hanoï.

Dans certains arrondissements de Saigon, les rapports entre la population et les chefs de quartier révolutionnaires (il y a huit mille cadres pour l'ensemble de la ville) sont bons. Dans d'autres ils sont délicats Cela contribue à expliquer que, chaque jour, des Vietnamiens quittent, par des moyens maritimes incertains, une terre qui n'est plus, pour eux, synonyme de liberté.

Être efficace et révolutionnaire

Tout l'effort des autorités tend, d'autre part, à faire du « nouvel homme socialiste vietnamien » du Sud l'*alter ego* de celui du Nord

Lorsque la réunification sera entièrement réalisée, il lui sera interdit de parler avec des étrangers, fussent-ils socialistes Si ses fonctions le mettent en contact avec des étrangers, il lui sera également interdit de parler de sa vie privée, de la vie économique et politique de son pays. Ainsi le veut la règle du jeu · aucun contact personnel n'est permis entre la population étrangère et vietnamienne

La suspicion atteint parfois des proportions inimaginables (fouilles de corbeilles à papier notation des déplacements, etc). Ceci explique peut-être pourquoi on ne se hâte pas beaucoup à Hanoï de faire remonter vers le Nord une population sudiste, assurément turbulente et frondeuse, bien que de haute technicité, dont le Vietnam réunifié aurait bien besoin, qu'il s'agisse de contrôleurs aériens, d'informaticiens, de secrétaires, de comptables, d'employés de banque, de mécaniciens ou d'interprètes Tout ce potentiel humain est considéré, par certains mandarins bureaucratiques nordistes comme suspect

La première qualité d'un citoyen, au Vietnam, n'est pas d'être efficace il faut, soit-il bête, qu'il soit avant tout révolutionnaire Ce n'est pas une image journalistique, c'est un propos officiel

(Samedi 3 septembre.)

L'homme et l'

L'homme et l'avancée du désert

(Suite de la première page.)

Il existe plusieurs projets de reboisement de la zone sahélienne destinés à arrêter la progression du désert. Une telle idée a été lancée en 1935 par un professeur de l'université d'Edimbourg, E. Stebbing. Préoccupé par les progrès de la désertification qu'il avait notés dans la zone frontière entre le Nigéria et le Niger, il avait proposé, pour y remédier, la création d'une « ceinture verte » *(north international forest belt)* de 24 kilomètres de large située dans la partie sud de la zone sahélienne.

Les six Etats francophones du Sahel — Sénégal, Mauritanie, Mali, Haute-Volta, Tchad, Niger, — qui se sont regroupés en 1973 au sein du Comité permanent inter-Etats de lutte contre la sécheresse (CILSS), ont préconisé une telle solution lors de leur première réunion à Ouagadougou. Outre les difficultés de caractère technique, un tel projet soulève néanmoins deux objections : le reboisement de quelque 15 millions d'hectares entre l'Atlantique et la mer Rouge reviendrait, selon une évaluation optimiste, à 3 milliards de dollars ; de plus, un « barrage vert » n'arrêterait pas le processus de désertification, qui ne se déroule pas comme un « front », mais qui se manifeste de manière diffuse par l'apparition de taches stériles, souvent très loin de la limite du Sahara.

Les travaux récents s'orientent vers l'aménagement d'une bande de 50 à 100 kilomètres de large dans laquelle seraient « intégrées » des cultures, des zones de protection et de restauration de la végétation, des pâtures aménagées, des plantations d'arbres. Un des responsables de ces études, l'ingénieur des eaux et forêts français Guy Ferlin, souligne : « *Lorsqu'on parle d'aménagement intégré on pense avoir atteint le summum en tendant vers le sacro-saint « équilibre agro-sylvo-pastoral ». C'est ce qui explique l'insistance de certains à vouloir à tout prix introduire l'agriculture et la sylviculture là où la seule option viable réside dans l'aménagement pastoral et l'élevage intensif nomade ou transhumant.* »

Il reste que le besoin en arbres et en bois est très important : « *Actuellement, le Mali compte 4,6 millions d'hectares d'espaces verts situés au sud de la zone aride, soit 9,5 % de l'espace rural utile. Le taux considéré comme normal est de 30 %* » remarquent les auteurs du plan malien pour 1974 à 1978. Ils estiment que « *pour satisfaire les besoins et parvenir à stopper la désertification en vingt-cinq ans* », il faudrait planter 2,4 millions d'hectares d'ici à 1985.

Comparée à tel objectif dont la réalisation se heurte à de multiples obstacles, notamment d'ordre financier, l'opération « Sahel vert » peut apparaître comme une contribution infime. En 1976, 115 000 plants ont été ensemencés, couvrant 76 hectares au total, sur les trois chantiers ouverts de Kayes, Nioro-du-Sahel et Nara. Ces résultats auront été doublés grâce à l'ouverture, cet été, de trois nouveaux chantiers à Gao, Mopti et Goundam. Le budget total a été de 100 millions de francs maliens. Toutefois, l'intérêt de l'opération ne peut pas s'apprécier uniquement en fonction de critères comme la surface reboisée ou le cubage de bois à scier, d'autant que le pourcentage de perte a été très élevé l'an passé atteignant jusqu'à 65 % dans certains secteurs de Nara. C'est essentiellement au niveau de la sensibilisation de la population aux problèmes de la désertification qu'il faut la jauger. Les objectifs de reforestation « *ne peuvent être atteints sans campagne nationale et sans la mobilisation de l'ensemble de la population active* », estiment les experts du plan. A cet égard, les responsables de l'opération « Sahel vert » n'ont pas lésiné. Chaque samedi matin, Radio-Mali diffuse pendant deux heures une émission intitulée naturellement « Sahel vert », son indicatif est un « tube » en bambara également intitulé *Sahel vert*.

Dans un pays où le revenu par habitant est l'un des plus faibles du monde avec 74 dollars par an ; dans un pays où huit personnes sur dix vivent en brousse et où ces huit personnes sont généralement analphabètes, les animateurs de Radio-Mali ne prêchent-ils pas dans... le désert ? Il faut voir un cavalier peul galoper à travers la savane, l'oreille collée à un transistor. Il faut savoir que, dans plusieurs villages, l'utilisation de la charrue a été introduite grâce à une série d'émissions rurales. Il faut écouter une voix anonyme égrener pendant des heures toutes sortes de messages personnels, du faire-part de mariage à l'annonce du retour au village, pour comprendre l'audience très profonde de la radio dans un pays en voie de développement où les communications routières, ferroviaires et aériennes sont toujours aléatoires.

Pêcheurs somonos ou bozos, éleveurs peuls ou touaregs, cultivateurs bambaras ou saracollés, reçoivent dans leur langue 95 % des émissions.

Toutefois sensibilisation et mobilisation ne sont pas synonymes. Un professeur de français de Marckholsheim, rencontré à Bamako, qui a passé trois semaines à Kayes avec neuf filles et sept garçons de quinze à dix-sept ans, se révèle assez déçu par l'indifférence de la population locale aux travaux qui se font sous le contrôle des eaux et forêts, déçu aussi par le manque de contacts avec la jeunesse locale. Pourtant, c'est un groupe de « purs » : ils ont réfléchi à leur voyage et l'ont préparé pendant deux ans, ils ont pris à leur charge tous les frais et ont même pu faire un petit don en espèces aux Maliens.

En revanche, lorsque les caprices de la piste immobilisent inopinément la Land-Rover à Manaka, un minuscule hameau à 30 kilomètres de Nara, on s'étonne de voir un vieux conseiller du chef, perclus de rhumatismes, faire la tournée des nouvelles plantations et regretter que l'administration n'ait pas fourni plus de boutures. Il s'agit pourtant d'un village peul, des éleveurs considérés comme de redoutables « prédateurs » de l'arbre : le géographe A. Reinfenberg a écrit du Peul qu'il « *n'est pas tant le fils du désert que son père* ». C'est encore des Peuls qui, près de Nara, à Kabida, consacrent tous leurs soins à une pépinière abondamment fournie.

Les succès ou les échecs de l'opération auprès de la population locale tiennent pour l'essentiel à son organisation. « *Plaquée sur la réalité locale, elle apparaît aux autochtones comme une entreprise du pouvoir politique dont lui seul a la responsabilité. Cela a été le cas à Kayes et à Nioro-du-Sahel. Intégrée aux préoccupations locales, l'opération est plus facilement prise en charge. Cela est le cas à Nara et à Goundam où de petits chantiers de village ont été substitués à une grande plantation dans le chef-lieu.* »

Même dans ces cas, l'administration n'a pas hésité à utiliser la contrainte. Le juge de paix de Nara, qui préside la commission de contrôle de l'opération en étant imprégné de l'importance de son rôle, explique que « *une amende de 500 francs maliens est infligée aux familles qui n'arrosent pas les plants dont elles ont la charge* ». Sans avoir l'air de plaisanter, le juge précise que « *les familles qui laisseront mourir leurs arbres sans demander de nouveaux plants ne recevront plus d'eau de l'administration* ». La mesure est sévère. « *L'eau est déjà rare pour les habitants de ces régions, alors pourquoi en plus arroser des arbres que les animaux vont manger où bien qui vont servir à chauffer la marmite ?* », relève M. Jean Raus.

La mobilisation de la jeunesse

En dépit des résultats médiocres des plantations, en dépit de l'inégale participation de la population, les chantiers de « Sahel vert » au Mali n'apparaissent pas comme un échec aux responsables de l'A.C.C.T. Les dirigeants de la jeunesse malienne semblaient partager cette analyse. « *Les chantiers de « Sahel vert » auront beaucoup contribué à la mobilisation d'une jeunesse qui s'apprête à reprendre une vie politique normale* », écrivait au début de l'année M. Urbain Sangaré, le directeur de la jeunesse et de l'éducation populaire. En outre, l'opération est appréciée dans les milieux intellectuels : « *C'est une puissante arme idéologique en faveur des Etats en proie à la désertification et à la famine* », note Fassiriman Diakité, dans une thèse de philosophie, après avoir remarqué : « *Sous prétexte de reconstitution du Sahel, les opérations d'aménagement et de développement des organisations internationales ou des Etats industrialisés visent en réalité à l'introduction du capitalisme dans l'économie des pays sahéliens.* » La seule critique formulée contre l'opération émane d'un Américain laconique du Peace Corps : « *Le « Sahel vert », c'est du maquillage.* »

Le gouvernement malien, qui a connu de graves difficultés avec les étudiants avant les vacances, ne semble plus autant décidé à constituer une organisation de jeunes puissante. Ces réserves, qui mettent en cause la nature des chantiers, sont accentuées par des « tiraillements » entre les différentes administrations qui souhaitent en avoir le bénéfice exclusif. Aussi pour 1978, le gouvernement de Bamako n'envisage pas de donner au programme une suite sous sa forme actuelle. Il se propose simplement de développer des pépinières locales. Est-ce la fin de « Sahel vert » au Mali ? Ce serait d'autant plus regrettable que, en dépit de ses faiblesses, ce type d'expérience paraît adapté aux conditions du pays. Sans être une panacée, elle peut efficacement concourir à la lutte contre la désertification en servant de relais aux grands projets des organisations internationales. Le plus important étant encore d'agir vite. En effet, après la dramatique sécheresse des années 1968-1973, l'« hivernage » de cette année (juin à septembre) n'a pas encore apporté une quantité d'eau suffisante pour les cultures. Au Sénégal, en Côte-d'Ivoire, en Haute-Volta, aux îles du Cap-Vert, l'inquiétude est des plus vives.

Au tour de Dakar la végétation est calcinée par le soleil. Le Mali paraît ne pas avoir souffert, même si les pluies ont quelque peu tardé. Toutefois, le bateau qui remonte le Niger de Gao à Bamako a maintenant un mois de retard ; les pinasses à moteur dépassent elles-mêmes avec difficultés Gao tant le niveau du fleuve est bas. En insistant un peu, un jeune journaliste malien reconnaît que la situation est préoccupante : le réseau de distribution officiel des vivres (OPAM) est désorganisé ; de longues files d'attente se forment devant les coopératives pour prendre livraison de la ration, fixée à 15 kg de grain maximum par famille, en dépit des récoltes abondantes de 1976 ; un marché noir s'organise ; des sacs de céréales s'« évadent » dans les pays limitrophes, parfois avec la complicité de certains dirigeants, pour être vendus quatre fois plus cher qu'au Mali ; des vivres des PAM (Programme alimentaire mondial) destinés à l'hôpital de Kayes ont été « égarés »...

Le représentant de la F.A.O. à Bamako, M. Fanian, déclare n'être « officiellement » au courant de rien. Pourtant, les confidences d'un confrère, livrées prudemment dans le brouhaha d'un carrefour, ne constituent-elles pas les signes avant-coureurs d'une nouvelle catastrophe alimentaire au Sahel ? Un bref séjour au Mali ne permet pas de répondre. La conférence des Nations unies sur la désertification, qui s'ouvre à Nairobi, devrait s'en préoccuper tant est fragile l'écologie de ces régions.

ALAIN GIRAUDO.

(Mardi 30 août.)

II. — La terre sans défense

De notre envoyé spécial JEAN-CLAUDE POMONTI

Nairobi. — L'amateur de safaris-photos n'a pas à se plaindre en Afrique orientale. Il voit de plus en plus d'animaux sauvages parcourant des réserves ou des parcs nationaux parmi les plus beaux de la planète. Il ne se doute pas qu'il est le témoin d'un processus dangereux : de plus en plus d'animaux se concentrent sur des oasis de forêts de plus en plus réduites. « *La faune tue les arbres ; dans le parc d'Amboseli, ils sont tous en train de mourir depuis cinq ans* », explique M. Fauchon, un expert français du Programme des Nations unies pour l'environnement (P.N.U.E.). Le touriste ignore peut-être également que « *pour plus du tiers de l'humanité, la vraie crise de l'énergie se traduit par une lutte quotidienne pour trouver le bois nécessaire à la cuisson d'un repas* », comme l'écrit M. Erik Eckholm, un autre spécialiste de l'environnement.

Le spectacle d'une vieille femme littéralement cassée en deux, sous le poids d'un fagot de branches qu'elle a passé plusieurs heures à rassembler, est familier sur ce continent. La moitié au moins du bois coupé dans le monde sert encore à faire du feu.

« *L'action destructive de l'homme est la cause essentielle de la déforestation en Afrique* », souligne M. Phan Duy Khoi, expert vietnamien du P.N.U.E. Selon lui, le processus de la « désertification » est en grande partie le produit du surpâturage, de la coupe de bois, de la culture irrationnelle, de la perte d'eau, de la mise à feu des forêts et des pâtures, et aussi de l'absence d'un réseau de commercialisation. « *L'utilisation des terres marginales, semi-arides, est très dangereuse, et c'est le risque au sud du Sahara* », dit-il en rappelant qu'il ne s'agit pas d'une « *avance du désert* » mais d'une « *désertification sur place* ».

M. Mungi, expert tanzanien du P.N.U.E., cite le cas du Zaïre, où les feux de forêts ont engendré une dégradation « *difficile à arrêter* ». Il ne reste plus que des galeries de forêts le long des cours d'eau. Au Congo, la culture itinérante sur brûlis a produit la savane. Au Nigéria, dont les forêts ont été surexploitées depuis des dizaines d'années, un expert s'est inquiété que le pays « *fasse l'expérience d'un certain degré de famine du bois avant la fin du siècle* ». Au moins le tiers du continent africain est couvert de savane et de hautes herbes, vestiges de forêts abîmées par l'homme.

En l'espace de dix ans, la production de bois du tiers-monde a augmenté de 25 %, en grande partie pour répondre à la demande des pays industrialisés. Le rythme de la déforestation s'accentue, si l'on en croit encore M. Eckholm.

Ainsi dépouillée de son couvert végétal, la terre, sans protection, sans défense, est à la merci des intempéries. Une saison sèche un peu trop longue, des pluies un peu trop fortes — le moindre écart a des effets sensibles. Les cycles sécheresse-inondations s'étendent : le sol ne retient pas l'eau, l'érosion s'accentue... « *Ce n'est pas une coïncidence si les forêts des pays qui ont connu de très faibles récoltes ces dernières années à cause de sécheresses ou d'inondations* (Bangladesh, Inde, Pakistan et pays du Sahel) *ont été rasées jusqu'au sol* », écrivait voilà deux ans une revue des Nations unies.

Trop de bêtes

Cause de désertification, la surexploitation de la forêt est elle-même provoquée par l'explosion démographique. La population du Sahel a doublé en vingt-huit ans. Au rythme de croissance actuel, elle pourra être multipliée par seize en un siècle. Or plus de bouches à nourrir signifie accroissement du cheptel et des emblavures. Dans quelles conditions ?

« *Le Sahel*, explique M. Ferlin, expert français des problèmes du Sahel, *est une zone à vocation d'élevage extensif et nomade. Le nomadisme n'est pas une source de désertification, le climat du Sahel n'a pas varié depuis deux mille ans. Il faut l'admettre : les essais d'élevage extensif sédentaire, les ranches ont été des échecs.* » Pourquoi la sécheresse a-t-elle eu des effets dévastateurs ? « *L'action sanitaire avait produit une multiplication du cheptel, avec ouverture de nombreux points d'eau, donc concentration autour de ces points de milliers de têtes de bétail et l'amorce d'une désertification par piétinement* » ajoute M. Ferlin.

En l'espace de quinze ans, de 1955 à 1970, le cheptel de la zone sahélienne a doublé. Les conséquences sont faciles à imaginer : surpâturage, dégradation progressive des terres. « *La sécheresse est intervenue là-dessus. Les nomades ont reflué vers le sud, où il y avait moins de pâturages, moins de place. La mortalité a affecté de 30 % à 40 % du cheptel* » explique encore M. Ferlin.

M. Christopher Dunford, écologiste chargé par le P.N.U.E. du plan d'action contre la désertification, abonde dans le même sens. « *La première réaction a été de se dire « ils n'ont pas d'eau », alors qu'ils manquaient de nourriture parce les hommes et le bétail étaient trop nombreux. On a envoyé sur place des équipes chargées de creuser des puits, un encouragement à demeurer dans la zone de sécheresse, alors qu'il aurait fallu les déplacer. Il faut des années à la végétation pour reprendre lorsqu'elle a été piétinée par le bétail autour des puits.* »

M. Jack Caldwell, l'un des grands experts du Sahel, en a tiré la leçon suivante : « *Les nomades ont survécu beaucoup plus en raison de leurs propres connaissances que grâce à l'aide internationale. Leur assurance de survie, c'est leur mobilité. La fixation — les puits, les écoles — les rend plus vulnérables à la sécheresse.* »

Plusieurs experts ont noté que la grande sécheresse de 1968-1973, qui a fait tant de victimes dans le Sahel et en Ethiopie, n'a pas été plus grave que celle de 1940-1944 et qu'elle a été moins sévère que celle de 1913-1914. Le chiffre de cent mille victimes a néanmoins été avancé. Pour éviter que de telles catastrophes n'aient des effets identiques dans le futur, un certain nombre d'initiatives ont été prises. Les projets de « ceinture verte », notamment au nord du Sahara, commencent maintenant à se réaliser.

« *L'idée de rendre vert le désert est dangereuse* », estime cependant M. Mabbut, un géographe australien en mission auprès du P.N.U.E. « *La conception d'une barrière est erronée, la désertification est déjà là* », souligne encore M. Ferlin. De surcroît, selon cet expert français, « *la barrière couperait les territoires de transhumance des peuples pasteurs. Or la seule valeur de la zone sahélienne, c'est l'élevage extensif nomade. Il s'agit non de le détruire mais de l'organiser en utilisant les connaissances des peuples pastoraux. C'est un principe de base. D'où l'idée de constituer des unités-pilotes en tentant de délimiter, — ce qui n'est pas facile — les territoires de groupes pastoraux déterminés. Il faudrait étendre cette action le plus vite possibles car la dégradation se poursuit* »

Il faudrait également obtenir des gouvernements africains qu'ils renoncent à la grande tentation de sédentariser leurs populations nomades, souvent considérées comme marginales, difficile à contrôler, en raison de leur mobilité, par les métropoles africaines. « *Les villes africaines* dit M. Dunford, *sont déjà surpeuplées. Elles ne peuvent plus rien absorber. Il faut apprendre à vivre sur place.* » Mais des Etats sous-administrés ne l'entendent pas toujours de cette oreille. « *Les efforts ne peuvent venir que des Africains eux-mêmes* », explique M. Ferlin, lequel envisage une multiplication de ses unités-pilotes dans une zone de 250 à 300 kilomètres de large. « *C'est une question de limitation, de discipline, afin de créer un certain degré d'économie de marché, des points d'eau judicieusement aménagés, des rotations des nomades et de leur bétail autour de ces points d'eau* », dit-il. Il ne se fait pas d'illusion : « *On n'y arrivera pas par des mesures autoritaires.* »

Une prise de conscience s'est néanmoins effectuée depuis quelques années. En 1968, répondant à un appel de l'Organisation de l'unité africaine, les Etats indépendants du continent ont passé une convention sur la conservation des ressources naturelles et la protection des espèces en danger. M. Mungi relève, à juste titre, que les Etats d'Afrique orientale et le Mozambique, pour citer un exemple, ont fait un gros effort dans ce sens. « *La Tanzanie a fermé 110 000 kilomètres carrés de forêts et consacre 115 000 kilomètres carrés à ses réserves de faune et à ses parcs nationaux* », dit-il, en ajoutant que « *même le Zaïre consacre 14 % de la superficie de son territoire à la conservation de la nature.* »

D'autres exemples sont également encourageants. Après la grande sécheresse de 1968-1973, la Somalie semble avoir réussi à installer des dizaines de milliers de nomades dans le sud du pays, où des structures d'accueil avaient été aménagées au préalable. Le royaume du Lesotho vient de faire appel au P.N.U.E. pour l'aménagement d'un parc national consacré à la protection des espèces les plus rares. La préservation des ressources naturelles est inscrite dans la Constitution du jeune Etat du Mozambique. « *N'oubliez pas que la conservation*, ajoute M. Mungi, *est avant tout le privilège de ceux qui satisfont déjà leurs besoins les plus élémentaires. En Afrique, ils sont peu nombreux.* »

Une montée imprévue du sel

Des erreurs ont déjà été commises depuis la sécheresse, notamment au Niger, qui s'est doté d'un programme officiel de reconstitution du cheptel. Une opération de ce genre peut prendre de dix à quinze ans. Il faudrait l'arrêter à temps, car elle revient à reconstituer, selon l'expression d'un expert, « *la source de la désertification* ». Ailleurs, la difficulté majeure est l'intégration des cultures et de la vie pastorale. On aboutit le plus souvent à une compétition entre nomades et sédentaires faute d'une planification des ressources matérielles. Dans d'autres endroits, comme dans le Rift-Valley de l'Afrique orientale et dans la corne de l'Afrique, on assiste à une montée imprévue du sel. « *C'est une cause naturelle de désertification dont nous ignorons encore la raison* », explique M. Fauchon.

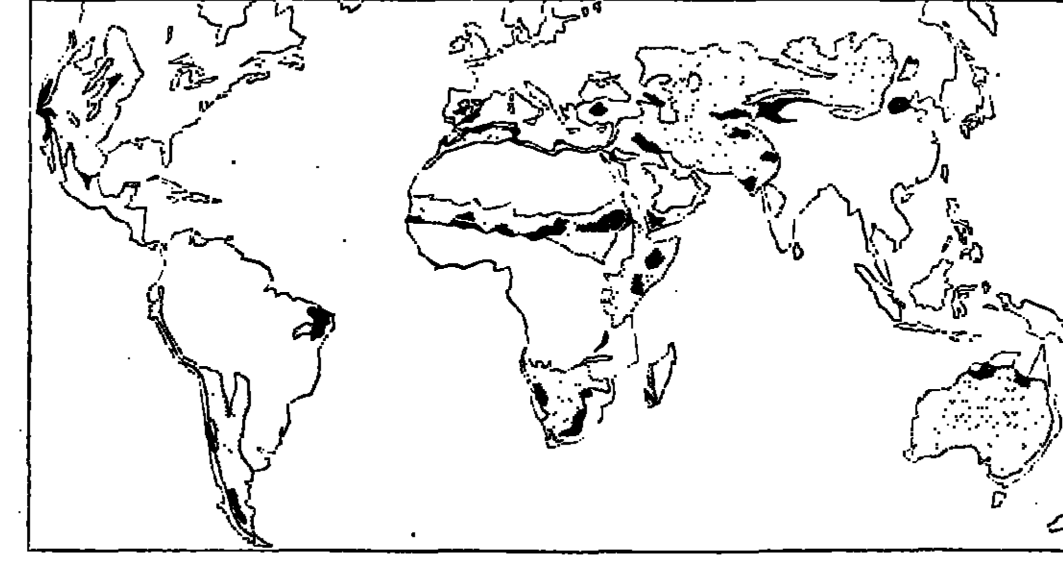
D'autres initiatives sont, pour des raisons différentes, contestées, comme le projet de percée du canal de Jonglei, dans le sud du Soudan, pour y utiliser les eaux du Nil, ou encore un projet minier au Botswana. Conflits, d'un autre côté, entre économies de subsistance et économies de marché, ou encore, pour citer un expert britannique, « *la trahison du système d'aide internationale à l'égard des sociétés en transition* ». « *L'aide*, ajoute-t-il, *est contraire à son objectif : plus vous en recevez, plus vous en voulez.* »

En dépit de la prise de conscience de nombreux gouvernements africains, les moyens de lutter contre la dégradation des sols, de la faune et de la flore demeurent limités. L'avancée du désert est un risque sérieux. Il appartient aux « scientifiques » et aux « politiques » réunis à Nairobi jusqu'au 9 septembre de le rendre improbable.

FIN

(Mercredi 31 août.)

UN TIERS DES TERRES SONT MENACÉES PAR LA DÉSERTIFICATION



Les zones immédiatement menacées par la désertification sont en noir sur la carte. Les régions où le risque est fort sont en gris. Les déserts déjà existants ne sont pas signalés.

FRANCE

L'ACTUALISATION DU PROGRAMME COMMUN DE GOUVERNEMENT

LES RAISONS D'UNE CONTROVERSE

Il ne se passe guère de jour sans que socialistes et communistes s'affrontent publiquement au sujet de l'actualisation du programme commun. Polémique de détail et arguments de fond s'entremêlent. Jeudi 1er septembre, M. Jacques Denis, membre du comité central, relance dans « l'Humanité » le débat sur la dissuasion nucléaire. Les négociateurs des trois partis, qui devaient se revoir pour mettre au point la rédaction des chapitres sur lesquels un accord de principe est acquis, ne se rencontrent pas.

Les discussions ne reprendront en principe qu' « au sommet », probablement le 14 septembre. D'ores et déjà, M. Jean-Pierre Chevènement, chef de file de la minorité du P.S., pronostique, dans une interview au « Quotidien de Paris » du 1er septembre, la conclusion d'un accord. « Ni le P.S. ni le P.C.F. ne sont candidats au suicide », note-t-il avant d'ajouter que l'idée d'un programme commun qui laisserait subsister des divergences importantes, aussi bien que l'idée d'en revenir à la version 1972 du programme commun, lui paraissent également irréalistes.

I. — La place du P.C. au pouvoir et dans les entreprises nationales

La virulence des échanges entre socialistes et communistes, et surtout le fait que le moindre propos suscite une réponse, a de quoi surprendre tous ceux qui rentrent de vacances. Surtout s'ils n'ont pas entendu les échos de la querelle et s'ils en sont restés à la première phase de l'actualisation. Le groupe des quinze négociateurs chargés de mettre à jour le programme commun était parvenu, le 28 juillet, à l'issue de sa quinzième séance de travail, à dégager un compromis sur de nombreux sujets et à cerner les quelques points — importants certes — qui nécessitaient un arbitrage « au sommet » des dirigeants de l'union de la gauche.

Le même jour, pourtant, M. Georges Marchais marquait son retour de vacances en engageant avec ses alliés socialistes un débat des plus vifs sur les problèmes de la dissuasion nucléaire.

Le secrétaire général du P.C.F. regrettait, en particulier, l'idée d'un référendum sur le nucléaire avancée par M. Mitterrand. La surprise des négociateurs socialistes était totale, car, dans le cadre du « groupe des quinze », ils avaient eu le sentiment que le P.C.F. ne refusait pas le principe d'une consultation du pays sur ce sujet.

L'intervention de M. Georges Marchais a d'autant plus étonné M. Mitterrand et ses amis que leur projet de référendum était moins destinée au P.C.F. qu'aux écologistes. Leur premier réflexe fut donc, par la voix de M. Gilles Martinet, membre de leur secrétariat national, de mettre en cause le *« tempérament de Georges Marchais »*. M. François Loncle, membre du secrétariat du Mouvement des radicaux de gauche, estimait même que M. Marchais avait cédé au goût du spectaculaire.

Plusieurs facteurs conjoncturels éclairent la décision du secrétaire général d'engager une nouvelle controverse avec ses alliés. Accessoirement, M. Marchais a eu le souci de faire oublier l'intervention, le 21 juillet dans les locaux de TF 1, de militants communistes de l'Aérospatiale. Une intervention maladroite qui avait offert à la majorité l'occasion d'attaquer, une fois de plus, la gauche en général, et le P.C.F. en particulier, sur le thème du respect des libertés. Une intervention décidée en l'absence de M. Georges Marchais, et que celui-ci n'a cautionnée, après coup, qu'à contre-cœur, en déclarant : *« Je suis toujours solidaire des travailleurs, surtout quand je ne suis pas là. »* A ce niveau au moins, M. Marchais a atteint son objectif.

Le secrétaire général du P.C. a, en second lieu, refusé d'entériner le compromis auquel ses négociateurs étaient parvenus sur le problème de la dissuasion nucléaire. Un compromis, il est vrai officieux, et qui ne pouvait avoir valeur d'engagement contraignant. M. Marchais n'était sans doute pas mécontent de rappeler ainsi qu'il est le véritable « patron » du parti. La décision prise par le comité central du P.C.F. de se rallier à la « maintenance » de la dissuasion nucléaire avait en effet provoqué des remous à la base. Si, dans le cadre de l'actualisation du programme commun, cette option n'était pas reprise en compte par l'ensemble de la gauche, la direction du P.C.F. risquerait de se trouver en porte à faux. Il importe donc, pour M. Marchais, d'obtenir satisfaction sur ce point.

D'autant que, lors de la crise interne, qui, en septembre 1974, avait secoué le P.C.F., le secrétaire général s'était vu reprocher d'avoir cédé trop facilement face aux socialistes. L'occasion était pour lui excellente d'apparaître comme le défenseur le plus ferme des positions et des intérêts du parti communiste.

Dans une centaine de circonscriptions

La controverse ne serait pas prolongée et aggravée si elle n'avait tenu qu'à ces raisons conjoncturelles. Il y en a d'autres, plus profondes.

La première tient à la nature du scrutin de mars 1978. Une élection législative met, au premier tour, en concurrence les deux grands partis de gauche. En 1973, le P.C.F. était parvenu à devancer en nombre de voix ses alliés socialistes. En 1978, il court le risque d'être dépassé. Encore faudra-t-il que son retard sur les socialistes ne soit pas trop important, sinon il pourait voir, même dans le cadre d'une forte poussée d'ensemble de la gauche, de nombreux sièges lui échapper. Dans près d'une centaine de circonscriptions, en effet, communistes et socialistes sont au coude à coude. Si le P.S. arrivait régulièrement en tête, lui seul resterait présent au second tour et plusieurs députés communistes sortants pourraient ne pas être réélus. L'enjeu est de taille.

Pour résister à la concurrence socialiste, les dirigeants du P.C.F. sont convaincus qu'ils doivent affirmer, le plus nettement possible, l'identité de leur parti. Les campagnes présidentielles de 1965 et de 1974 et la campagne législative de 1973 leur ont révélé les dangers d'une propagande trop unitaire. Elle bénéficie d'abord à la formation qui apparaît comme chef de file de la coalition, en l'occurrence le P.S. Aussi, le P.C. est-il conduit à mettre l'accent sur tout ce qui fait son originalité, sur tout ce qui le différencie du P.S. Les discussions sur l'actualisation du programme commun offraient une excellente occasion que les communistes n'ont pas laissé passer. M. Mitterrand le savait et a tenté d'éviter l'obstacle en précipitant l'allure.

Le premier secrétaire du P.S. a, semble-t-il, mal apprécié la situation. Il croyait pouvoir s'en tenir à une simple mise à jour et en terminer fin juin, puis fin juillet. Il n'est même plus sûr, à présent, de conclure à la mi-septembre. Tout en respectant les principes d'une « actualisation », les communistes ont imposé ce qu'il faut bien appeler une renégociation. Et dans ce domaine ils ont bénéficié de la complicité des radicaux de gauche, tout heureux de pouvoir remanier en profondeur un texte qu'ils n'avaient pas rédigé en 1972, puisqu'ils ne l'ont signé qu'après sa publication en y ajoutant une « annexe ».

Le P.C.F., et notamment M. Georges Marchais, ont habilement manœuvré à plusieurs niveaux. D'une part, ils se sont appliqués, lors du congrès socialiste de Nantes, comme à propos du dossier nucléaire, à mettre personnellement en cause M. François Mitterrand. Les dirigeants communistes tiennent à accréditer l'idée que le premier secrétaire n'est plus le chef de file de l'union de la gauche. Il y a déjà tout lieu de penser qu'ils seront présents, de manière autonome, dans les élections présidentielles futures, et qu'ils compteront leurs voix au premier tour de scrutin (comme en 1969).

D'autre part, les communistes se sont attachés à apparaître comme les meilleurs défenseurs des catégories sociales que la gauche espère mobiliser en sa faveur. Ils se veulent plus particulièrement le parti de « la France pauvre », celui des déshérités. Qu'il s'agisse du SMIC et des prestations sociales, qu'il s'agisse de la nationalisation d'un secteur comme la sidérurgie (souvent perçue par les salariés de cette branche comme une garantie de l'emploi), ils proposent plus d'avantages sociaux que leurs alliés. Au dire de certains dirigeants du P.S., cette attitude n'est pas sans effet sur les couches du monde ouvrier qui s'étaient rapprochées du parti socialiste dans la dernière période.

En outre, le P.C.F. fait tout ce qu'il faut pour accréditer l'idée que les socialistes sont prêts à appliquer une politique d'austérité du type de celle qui est mise en œuvre par M. Raymond Barre. Il soupçonne ouvertement ses alliés de se préparer à trahir le programme commun en reculant devant les nationalisations déjà prévues. A écouter M. Georges Marchais et ses amis, la seule garantie de la mise en œuvre du programme commun c'est l'existence d'un puissant P.C.F. et donc d'un groupe communiste nombreux à l'Assemblée nationale.

Quand ils tiennent ce type de discours, les dirigeants communistes sont sincères. Là est bien le problème. Ils n'ont qu'une confiance limitée dans leurs alliés et pensent que le P.S. cherchera tôt ou tard à se dérober aux contraintes de l'alliance nouée autour du programme commun. Encore convient-il de rappeler que, dans sa version actuelle, ce document précise que les partis de gauche sont liés par un contrat de législature et s'engagent *« à s'opposer par le vote négatif de leurs élus à la constitution d'un gouvernement s'appuyant sur une autre majorité que la majorité de gauche issue du suffrage universel »*.

Il n'en demeure pas moins que l'état d'esprit du P.C.F. est à l'origine du second facteur qui, en profondeur, explique sa controverse avec le P.S.

Les dirigeants du parti communiste veulent être en mesure, dès le lendemain d'un éventuel succès de la gauche, de s'assurer des « positions de pouvoir ». Ils veulent être en mesure de défendre et d'imposer leurs solutions. Les négociations sur l'actualisation du programme commun ont montré que des désaccords profonds subsistent sur la nature même de l'action que la gauche devra mener, et ce dès la première année de son éventuelle arrivée aux affaires. Certes, on peut penser que, de toute manière, un nouveau texte sera mis au point dans les prochaines semaines, aucun des partenaires ne pouvant sans dommage se permettre de prendre la responsabilité d'une rupture. Mais des doutes subsisteront sur la capacité des partenaires à gouverner ensemble dans la mesure où les formulations retenues dissimuleront deux lectures. La politique qui sera réellement suivie par le gouvernement de gauche dépendrait donc, pour l'essentiel, du rapport de forces existant entre communistes et socialistes.

Dans cette perspective, le P.C.F. cherche à obtenir des garanties à deux niveaux : en tentant d'engager dès maintenant une négociation sur les structures gouvernementales et en préconisant un certain type de nationalisations. En ce qui concerne le gouvernement, le P.C.F. a précisé indirectement ses revendications. Il préconise la création d'un grand ministère du plan, grâce notamment au démantèlement du ministère de l'économie et des finances, et il aspire à le diriger.

par THIERRY PFISTER

L'industrie ou le travail lui conviendraient également en même temps qu'un ministère des collectivités locales, créé par la division en deux du ministère de l'intérieur. En revanche, il ne parle plus du ministère de la justice, pourtant évoqué par Gilles Masson dans *les Cahiers du communisme* de juillet-août, au fil d'un article dans lequel il analysait les conséquences institutionnelles de l'application du programme commun.

Soucieux de s'assurer des positions au sommet de l'édifice économique, le P.C.F. l'est tout autant de profiter de son implantation à la base, dans les entreprises. S'il insiste tant pour que les nationalisations soient *« franches »* et *« totales »*, c'est qu'il entend ainsi occuper de nombreux postes dans les organes de direction des entreprises du secteur public. Ce n'est pas par hasard qu'il demande que seuls les syndicalistes puissent se présenter aux élections internes. Il sait pouvoir compter, à ce niveau, sur la C.G.T.

Les communistes réclament également que les P.-D.G. des entreprises nationalisées soient élus directement par les conseils d'administration au sein desquels siégeraient un tiers de salariés et un tiers de personnalités nommées par les ministres de tutelle. Les socialistes tiennent pour leur part à ce que les candidats à ces fonctions soient au préalable inscrits sur une liste d'aptitude qui serait arrêtée en conseil des ministres. Le P.S. pourrait ainsi opérer une première sélection des postulants, alors qu'un système d'élection directe lui semble de nature à favoriser une implantation de cadres communistes.

C'est notamment en s'appuyant sur ce projet d'intervention du gouvernement que le P.C.F. dénonce les propositions socialistes comme de nature à renforcer l'étatisme. Selon lui, la nationalisation des seuls holdings, comme l'envisage le P.S., est également de nature à accroître le poids de l'Etat tandis que l'appropriation collective des filiales offre aux travailleurs plus d'occasions de participer à la gestion.

Présents à la tête de secteurs importants de l'économie française, les communistes pensent pouvoir alors faire face à un éventuel renversement d'alliance de leurs partenaires. Ils tentent, à travers la nouvelle négociation engagée avec leurs partenaires, de récupérer une sorte de clause de sauvegarde qu'ils n'avaient pu arracher à M. Mitterrand en 1972 au niveau institutionnel. On se souvient que lors de la négociation de la première version du programme commun, le P.C.F. avait, sans succès, demandé que la dissolution de l'Assemblée nationale soit automatique en cas de modification de la majorité parlementaire. Les socialistes avaient justifié leur refus en faisant remarquer que ce système permettait aux communistes, en quittant par exemple le gouvernement, de provoquer de nouvelles élections au moment et sur des thèmes choisis par eux seuls.

Le refus de M. François Mitterrand était également justifié, hier comme aujourd'hui, par sa volonté de ne prendre aucun engagement irréversible. Le P.S. entend effectivement se garder la possibilité de mettre en place, s'il le juge nécessaire, par exemple, un gouvernement socialiste homogène. En revanche, M. Mitterrand a encore rappelé le 27 août à Antenne 2 qu'il n'est pas question pour lui de prendre quelque contact que ce soit avec les formations de la majorité.

(Vendredi 2 septembre.)

II. — M. Mitterrand ne veut pas se lier les mains

Les dirigeants du P.S. ne veulent pas accorder à leurs alliés communistes ces « positions de pouvoir », par crainte qu'ils n'engagent, une fois la gauche parvenue au pouvoir, un processus de débordement à la portugaise. C'est cette même crainte qui fait dire à M. Louis Mermaz, membre du secrétariat du P.S., que l'accord sur l'actualisation du programme commun *« sera total, c'est-à-dire sans « blancs », ou ne sera pas »*. Les socialistes redoutent que le P.C.F. ne prenne prétexte de ces « blancs » pour se lancer dans des surenchères accompagnées d'une mobilisation populaire. Ils ne veulent pas permettre à M. Marchais et à ses amis d'avoir à la fois un pied dans le gouvernement et un dans l'opposition. Les socialistes sont, de ce fait, sur des positions purement défensives. Bien que la nouvelle version du programme commun soit d'ores et déjà plus précise que celle de 1972, M. François Mitterrand s'en tient, dans de nombreux domaines, à un « flou artistique » qui ne permet pas de prévoir quelle serait son attitude à la tête d'un éventuel gouvernement de gauche. C'est vrai, par exemple, pour l'élargissement de la Communauté européenne. Cela est apparu tout aussi nettement avec le problème nucléaire. M. Charles Fiterman, membre du secrétariat du P.C.F., n'a-t-il pas accusé le P.S. de recourir à une *« stratégie du brouillard »* dans le domaine social ?

Cette attitude est délibérée. Le premier secrétaire du P.S. pense qu'il ne peut, avant d'avoir pris connaissance de l'ensemble des dossiers, trancher sur tout. A ceux de ses amis qui, comme M. Michel Rocard, sont tentés de jouer la carte du sérieux économique, il recommande de ne pas se présenter trop tôt en hommes d'État. La gauche risquerait de subir les contraintes du pouvoir sans en avoir les avantages. C'est ce raisonnement qui a conduit les dirigeants du P.S. à inviter M. Edmond Maire à modérer ses propos sur la hiérarchie des salaires et les revenus des cadres. Les socialistes jugent que ce n'est pas à l'opposition d'effaroucher, d'ores et déjà, ces catégories d'électeurs. Le secrétaire général de la C.F.D.T. réplique en rappelant la spécificité de la fonction syndicale et en assurant que la gauche a atteint le point de non-retour et ne peut plus être battue. Une analyse qui laisse sceptique la gauche « politique ».

M. Mitterrand s'attend au contraire à une campagne électorale très dure. Il veut donc éviter de se lier les mains. C'est pourquoi il a tenté de réduire le plus possible la portée des remaniements du programme commun. Le P.S. s'est abstenu de présenter trop d'innovations dans l'espoir de pouvoir clore rapidement une confrontation avec le P.C.F. qu'il savait devoir être difficile. Il s'est, de ce fait, trouvé acculé à la défensive et, au nom du réalisme économique, il s'est borné à proposer moins que le P.C.F.

En 1972, lors de la négociation du programme commun, le parti socialiste avait déjà plaidé la modération pour donner de lui l'image d'une formation responsable, d'un parti de gouvernement. Dans le même temps, il avait cependant avancé des idées originales, en particulier l'autogestion, qui lui permettaient de déborder le P.C.F. sur sa gauche.

Tel n'est plus le cas aujourd'hui, même si sur certains points les socialistes défendent des solutions à eux, comme les offices fonciers ou le droit de vote pour les immigrés dans les scrutins locaux ; il s'agit de sujets marginaux. Globalement, le P.S. n'apparaît plus comme le parti de l'innovation mais, seulement, comme celui de la modération. Les communistes profitent de cette situation et s'appliquent à faire renaître la vieille accusation d'« opportunisme » qui avait naguère précipité le déclin de la S.F.I.O. Ils sont, involontairement, relayés par les écologistes qui adressent au P.S. des critiques parallèles. Et ce, en dépit des gestes d'apaisement que les socialistes ont multipliés dans leur direction, gestes au nombre desquels se situe la proposition de référendum sur le nucléaire. Les écologistes recrutent, en effet, surtout dans les milieux aisés, au sein des couches chrétiennes et chez les jeunes, bref dans la clientèle conquise par le P.S. ces dernières années.

Cette conjonction des critiques pose un délicat problème électoral aux socialistes. Si les communistes devaient, grâce à leur campagne contre le P.S., récupérer une fraction des voix qu'ils avaient perdues au bénéfice des socialistes et si les écologistes sont présents dans les circonscriptions où le duel entre P.C. et P.S. sera serré au premier tour, les amis de M. Mitterrand peuvent se trouver dans une situation difficile. D'autant qu'il n'est pas exclu que le Mouvement des radicaux de gauche cherche à exploiter l'occasion de s'affirmer qui s'offre ainsi à lui.

Les dirigeants du P.S. estiment qu'ils ne peuvent accorder à leurs alliés radicaux, dès le premier tour des élections législatives, qu'une vingtaine de circonscriptions, au maximum, considérées comme sûres, dont les treize déjà détenues par le M.R.G. Or, au M.R.G., un tel partage est considéré comme insuffisant. L'équipe dirigeante, qui doit se présenter en novembre prochain devant le congrès du Mouvement, craint d'être victime d'un réflexe de « patriotisme de parti » si elle ne peut offrir à ses militants la perspective d'un groupe M.R.G. autonome au sein de la future Assemblée nationale (c'est-à-dire disposant de trente élus).

Aussi certains radicaux de gauche menacent le P.S. de le concurrencer dans des « primaires » généralisées s'il ne consent pas un effort supplémentaire. Or, il est vrai que, flanqués de représentants du M.R.G. et d'écologistes, les candidats socialistes seraient dans une position plus difficile pour devancer, au premier tour, leurs rivaux communistes.



(Dessin de KONK.)

M. François Mitterrand va donc se présenter au « sommet » des dirigeants de l'union de la gauche dans une conjoncture devenue pour lui plus difficile. Son premier objectif sera de trouver un compromis sur les trois principaux dossiers en suspens : politique sociale, nationalisations et défense.

Les trois dossiers du « sommet »

En matière de politique sociale, les experts du P.S. estiment qu'ils sont allés au maximum des concessions possibles et qu'ils ont même déjà pris des risques. Il appartiendra aux politiques de décider s'ils partagent cette appréciation.

Pour les nationalisations, les divergences sont multiples (les radicaux de gauche, par exemple, veulent faire échapper les banques régionales de dépôt à la nationalisation). C'est, d'ailleurs, ce qui permet à M. Georges Marchais de chiffrer à soixante-dix les points de désaccord. Des compromis partiels peuvent donc être trouvés. Le P.S. tient à ce qu'aucun secteur supplémentaire n'apparaisse dans la liste des nationalisations, et ce essentiellement pour des raisons psychologiques : s'il n'en était pas ainsi, il donnerait l'impression d'avoir reculé sous la pression des communistes.

La défense, bien qu'étant à l'origine de la relance de la controverse, devrait, en principe, poser moins de problèmes. La maintenance de la dissuasion nucléaire est, semble-t-il, acquise, puisque le P.S. a déjà accepté, à la demande du P.C.F., de remplacer sur ce point la formule « maintien en l'état » par celle de « maintien en état ». La première n'impliquait pas la poursuite de l'effort d'adaptation technologique que permet la seconde. Lors de la première phase des négociations, le P.C.F. avait renoncé à deux exigences : le refus de la stratégie anti-cités et l'engagement de ne pas utiliser le premier la force nucléaire. Quant à la décision de mise en œuvre de la force de frappe, les communistes souhaitaient qu'elle soit prise après consultation afin de ne pas laisser cette responsabilité au président de la République. Le P.S. a proposé d'associer à cette décision le premier ministre et lui seul. Le compromis provisoire élaboré par le « groupe des quinze » prévoit que l'usage de la force de dissuasion relève de « la responsabilité présidentielle et gouvernementale ».

En dehors de ces discussions déjà engagées, les dirigeants socialistes préfèrent toujours éluder les négociations sur les structures gouvernementales réclamées par le P.C.F. De même un désaccord persiste sur la composition de l'équipe gouvernementale. Le P.C.F. veut faire inscrire dans le nouveau programme commun qu'elle sera composée « en fonction de l'influence électorale des partis ». Les radicaux de gauche, pour des raisons évidentes, refusent cette formulation, et le P.S. est partisan de ne rien dire sur ce point.

Le « sommet » risque fort de traîner en longueur. En outre, même avec un nouvel accord, les socialistes ne seront pas sûrs que leurs partenaires mettront un terme à la campagne dans laquelle ils se sont engagés. Les communistes, s'ils se situent dans une problématique électorale, doivent maintenir leur pression — même atténuée — jusqu'au premier tour de mars 1978.

Pour rassurer ses amis, M. François Mitterrand explique que l'attitude de procureur des communistes peut, à la longue, susciter un réflexe de lassitude et les desservir électoralement. Il faut aussi volontiers valoir que ces périodes de tension au sein de l'union de la gauche sont fréquentes et n'ont, jusqu'à présent, pas nui au parti socialiste. En juillet 1975, à l'occasion d'une polémique semblable, les communistes avaient d'ailleurs rendu public un rapport présenté en juin 1972 par M. Georges Marchais devant le comité central de son parti et qui était resté secret. Au lendemain de la signature du programme commun, le secrétaire général y développait une analyse témoignant déjà de la vive méfiance à l'égard du P.S. Au même moment, devant le congrès de l'Internationale socialiste, M. Mitterrand expliquait l'option faite par son parti en ces termes : *« Notre objectif fondamental, c'est de refaire un grand parti socialiste sur le terrain occupé par le P.C. lui-même, afin de faire la démonstration que sur les cinq millions d'électeurs communistes trois millions peuvent voter socialiste. »* Les communistes ne l'ont pas oublié.

Si les péripéties actuelles mettent à nouveau l'accent sur la nature conflictuelle de l'alliance nouée autour du programme commun, elles n'apportent dans ce domaine aucune révélation. Et on voit mal pourquoi la gauche, qui, depuis cinq ans, s'est accommodée de cette situation, y verrait une cause de rupture à la veille d'une consultation qui peut lui être favorable.

FIN

(Samedi 3 septembre.)

SCIENCES

LE CONTRAT FRANCO-JAPONAIS DE RETRAITEMENT NUCLÉAIRE pourrait atteindre près de 3 milliards de francs

La France et le Japon signeront prochainement, avant la fin du mois suivant certaines informations, un contrat portant sur le retraitement par la Compagnie générale des matériels nucléaires (COGEMA) de 1 600 tonnes de combustibles nucléaires japonais irradiés. Ce contrat aura probablement une valeur proche des 3 milliards de francs.

M. Jacques Sourdille, secrétaire d'Etat à la recherche, a visité, vendredi 2 septembre, l'usine de la Hague (Manche) où ce combustible sera retraité, en principe à partir de 1983. Faisant allusion aux contrats de retraitement que la COGEMA, filiale à 100 % du Commissariat à l'énergie atomique (C.E.A.), négocie avec le Japon et d'autres pays, notamment la République fédérale d'Allemagne, il a notamment affirmé que « ni la France ni le Cotentin ne seraient les poubelles atomiques du monde » : les déchets issus du retraitement, a-t-il précisé, seront repris par les différents pays intéressés, qui les stockeront chez eux.

L'usine de retraitement de la Hague est à ce jour la seule usine dans le monde capable de retraiter des combustibles des centrales nucléaires de type américain, celles désormais construites le plus fréquemment. Certes, la preuve n'en a pas été définitivement apportée puisque une quinzaine de tonnes seulement de combustible de ce type, d'origine suisse, ont été traitées jusqu'à présent. En principe, une nouvelle « campagne » est prévue pour le mois d'octobre prochain, et M. André Giraud, administrateur général délégué du C.E.A., qui, avec M. André Teillac, haut commissaire à l'énergie atomique, accompagnait M. Sourdille, a affirmé que la COGEMA prenait un « *risque industriel parfaitement couvert* » par les conditions des contrats prévus.

Compte tenu des besoins propres du programme nucléaire français, les installations actuelles de la Hague devraient être saturées vers 1985 : il était donc nécessaire de les agrandir. Il est prévu de doubler, puis de tripler, la capacité actuelle de 800 tonnes par an. Entre 1983 et 1992, on compte ainsi disposer d'un excédent de capacité d'environ 6 000 tonnes pour des contrats avec des pays étrangers.

Le Japon, qui a un important programme nucléaire, et compte adopter le surrégénérateur — ce qui lui impose de retraiter ses combustibles pour en extraire le plutonium — ne dispose que de la petite installation de Tokai Mura (200 tonnes par an), construite par la France et dont les Américains viennent d'autoriser la mise en œuvre.

Pour satisfaire leurs besoins supplémentaires en retraitement, les compagnies japonaises d'électricité se sont tout d'abord tournées vers les Britanniques, qui ont une usine à Windscale, en leur proposant un contrat portant sur 3 200 tonnes. Bien vite cependant, il apparut qu'une telle opération excédait les capacités britanniques. La COGEMA n'eut donc pas de mal à obtenir de son homologue, British Nuclear Fuels, une sorte de « partage » de ce marché. La situation pourrait même se renverser, puisqu'il n'est pas sûr qu'au terme d'une enquête publique actuellement en cours, les Britanniques se décident à agrandir Windscale.

La position de quasi-monopole de la France, preuve, a souligné vendredi 2 septembre M. Sourdille, de « *l'excellence de la technique française* » lui permet évidemment de négocier tout à son avantage. Il semble ainsi acquis que l'intégralité du montant du contrat avec les Japonais sera versé, par étapes, avant même la livraison des combustibles à retraiter ; cela permettra à la COGEMA de financer l'investissement nécessaire à l'extension de la Hague. Les contrats en discussion avec d'autres pays, l'Allemagne fédérale en particulier, mais aussi la Suisse, l'Autriche et la Suède (on parle pour ce pays de 600 à 700 tonnes) pourraient s'aligner sur les mêmes modalités. M. Guenter Scheuten, président de la société D.W.K., qui s'occupe de retraitement en R.F.A., l'a d'ailleurs confirmé jeudi 1er septembre à Hanovre, faisant état de discussions portant sur le retraitement de 1 000 tonnes de combustible.

Au cours actuel du retraitement — plus de 300 dollars le kilogramme, — le contrat avec le Japon, qui, selon certaines informations japonaises non démenties à Paris, a été paraphé au début de l'été, aura un montant proche des 3 milliards de francs. Et si l'ensemble de l'excédent de capacité de la Hague peut faire l'objet d'accords similaires, c'est probablement près de 10 milliards de francs qui entreront ainsi dans les caisses de la COGEMA.

Dans tous les cas, comme l'a affirmé M. Sourdille, le client se verra retourner les déchets, très probablement sous forme de verres (1) : il est en effet prévu de construire à la Hague une unité de vitrification utilisant un procédé mis au point en laboratoire à Marcoule et repris sur le même site dans un atelier de taille industrielle qui doit prochainement entrer en service.

Le retour au pays d'origine du plutonium fera l'objet d'une procédure particulière, nécessitant notamment des accords intergouvernementaux. Dans le cas du Japon, qui doit encore obtenir l'accord des Etats-Unis pour retraiter son combustible — accord qui semble acquis, — il est, par exemple, prévu que le plutonium ne lui sera pas restitué avant 1990. Et, si c'est le cas, ce sera probablement sous forme de combustible pour les surrégénérateurs que compte développer ce pays.

XAVIER WEEGER.

(Lundi 5 septembre.)

(1) Actuellement, les déchets les plus radioactifs issus du retraitement, les « produits de fission », sont stockés sous forme de solutions liquides, dans de grandes cuves qu'il faut surveiller et refroidir. La vitrification consiste à inclure ces déchets dans des verres très spéciaux, ensuite recouverts d'un emballage métallique. Le C.E.A. pense avoir trouvé là un moyen de garantir un stockage sûr de très longue durée. A Marcoule existent déjà des puits capables d'accueillir ainsi les verres correspondant à l'ensemble des déchets que produiront, jusqu'à leur arrêt, les réacteurs français du type graphite-gaz.

JUSTICE

Le projet de gratuité des procédures civiles

A l'occasion d'une conférence de presse, réunie jeudi 1er septembre au ministère de la justice, M. Alain Peyrefitte a expliqué les conditions dans lesquelles, à compter du 1er janvier 1978, en principe, seraient supprimés les droits et taxes en matière de justice civile.

A ce propos, le garde des sceaux a déclaré le même jour à France-Inter : « Parmi les institutions de la nation, il n'y en a pas qui soient critiquées » comme la justice. Le sentiment qu'ont les Français, a expliqué le ministre, correspond à une réalité « car beaucoup de procédures sont archaïques, sont dépassées ».

Pour sa part, le Syndicat de la magistrature « se félicite de l'adoption de mesures qu'il avait expressément préconisées dès 1971 », lors de son quatrième congrès. Toutefois, observe le syndicat : « Il serait erroné de croire que, une fois cette réforme réalisée, dans deux ans au moins, la justice serait effectivement gratuite et accessible à tous. Le justiciable devra continuer à rémunérer avocats, experts, huissiers, etc... sans que les abus parfois commis en ce domaine soient davantage réprimés ».

LA RÉVOLUTION ET L'ÉTAU

Soutenu par le président de la République, le ministre de la justice est en train de donner son nom à une réforme qui s'apparente à une révolution. La justice que l'on disait, depuis la fin de l'Ancien Régime, gratuite, va enfin le devenir. Du moins partiellement, à deux notables exceptions près : le maintien de la liberté des honoraires pour les professions judiciaires et juridiques ; la persistance pour le pénal de ces frais de justice, limitant ainsi, et inutilement, l'ampleur de la « révolution ».

Dans l'immédiat, c'est-à-dire dans trois mois, au mieux, aucun procès devant les juridictions civiles ne donnera lieu à la perception de droits ou de taxes (1). Supprimée la taxe parafiscale, disparu le droit d'enregistrement, anéanti le droit de timbre. On casse les prix dans les palais. L'action en malfaçon, qui vise celui qui fait bâtir, diminue d'au moins 851 francs, la demande en réparation d'accident de 1 049 francs et le trop fameux divorce d'au moins 510 francs, s'il est engagé par consentement mutuel, du double si les futurs ex-époux se chamaillent jusqu'à leur séparation. Que les plaideurs de profession ne jubilent pas. Une amende de « folle instance » (l'expression est claire) est prévue contre eux.

L'Etat y perd, en année pleine, 158 millions. Dure pilule pour le ministère des finances, traditionnellement près de ses sous, mais qui ne pouvait ignorer que le coût des recouvrements dépassait les profits.

Deux consolations lui sont proposées pour faire apparaître cette gratuité comme néanmoins bénéficiaire. La première, c'est la promesse de mieux recouvrer les amendes pénales. Le montant des amendes prononcées atteint chaque année un milliard de francs (équivalant au tiers des dépenses du ministère de la justice qui n'est pas si dispendieux qu'on le croit), mais ces sommes, pour 30 % à 50 %, sont perdues faute d'être réclamées à temps. On estime que les greffiers déchargés de l'obligation de percevoir des droits indirects emploieront mieux leur temps à faire payer les condamnés.

Deuxième consolation : une sévère augmentation du montant des amendes, qui, pour certaines d'entre elles, étaient inchangées depuis 1956. On parle de quintuplement, tout particulièrement pour ce qui touche aux infractions économiques et financières, abus de confiance, escroquerie, abus de biens sociaux. A moins qu'on ne proportionne l'amende au préjudice subi. On attend de cette révision 200 millions de francs.

L'indépendance

Le projet, qui devrait entrer en vigueur dès le 1er janvier prochain, a été, c'est le moins que l'on puisse dire, conçu et publié dans la hâte.

Ainsi probablement doit-on s'expliquer que les avocats — non plus que les syndics, les administrateurs judiciaires, les commissaires-priseurs, les experts, à terme visés aussi — n'aient pas été formellement consultés. Le péril est pour eux flagrant. Dorénavant, toute somme qui sera demandée à leur client ne représentera plus que leurs seuls honoraires. Il n'est plus possible, si cela était, d'entretenir aux yeux du justiciable, lors des demandes de fonds, une savante ou médiocre ambiguïté entre ce qui devait aller à l'avocat et ce qu'exigeait l'Etat. L'avocat est nu. Ce qu'il demande est pour lui. Un étau est mis en place qui peut être serré par les citoyens eux-mêmes. Les pouvoirs publics ne cachent pas qu'ils le souhaitent.

Ce n'est pas si simple. Il est avéré que, depuis toujours, les avocats ont été à la traîne pour l'organisation de leur profession. Ils ont bataillé pour faire supprimer les avoués. Ils ont gagné d'autant plus facilement que les charges d'avoués supprimées ont été assorties d'indemnités confortables et, pour certaines, trop confortables. Il n'est plus temps d'y revenir. Le laxisme a triomphé et les justiciables ont payé une fausse économie, une prétendue simplification des procédures.

Les avocats ont prétendu par cette même loi de suppression (31 décembre 1971) absorber, sinon « phagocyter », la profession de conseil juridique. Ils ont échoué. Ces conseils juridiques n'ont cure de porter le titre d'avocat quand les avocats recherchent furieusement les activités — et les profits — des premiers. Quoi que disent, pour un avenir théoriquement proche, les textes. En dépit de ces infortunes le danger, pour l'avocat, n'est pas là.

Car, ce que les avocats n'ont pas vu, ou mal vu, ou trop tard (ce qui revient au même) c'est ce sur quoi, concrètement reposait leur indépendance, avec un I majuscule à usage de congrès. Le problème se pose pourtant de manière très simple et en deux temps. Premier temps, c'est l'observation que, d'une manière très générale, ce qui est *nécessaire* à l'avocat (dont le coût d'activité croît vertigineusement (2) est *excessif* le plus souvent pour son client, en observant de plus que cette distorsion est d'autant plus sensible que le litige — s'il s'agit d'un procès — est financièrement médiocre.

Deuxième temps, la loi du 3 janvier 1972 portant création de l'aide judiciaire (après l'assistance judiciaire qui remontait à 1851) et prévoyant, pour les avocats agissant devant les juridictions civiles (toujours privilégiés : la justice des biens ayant le pas sur la justice pénale, celle des personnes et des libertés), une indemnisation, un défraiement. Les plafonds de l'aide judiciaire étant régulièrement rehaussés, le barreau a fait valoir ses craintes d'en être submergé. On promet aujourd'hui de faire évoluer simultanément plafonds et indemnisations. Il est, de plus, prévu de défrayer les prestations gratuites au pénal. La tenaille prend des proportions gigantesques.

Le barreau n'est pas mort, comme l'écrivait ici même le bâtonnier André Damien (*le Monde* du 18 mai 1977) : il se casse en deux. D'un côté, des avocats devenus, en fait, consultants, conseils juridiques, ou peu s'en faut, ne sachant plus où leur toge est accrochée, ne mettant pas les pieds au palais, comme beaucoup déjà ; d'un autre côté, les prébendiers de l'Etat, riches des défraiements qu'il consentira au titre de l'aide judiciaire. Le péril est certain. Il peut être écarté. A la condition, toutefois, que les avocats se rappellent les particularités de leur profession, que s'ils défilent pour les libertés et la défense, comme on le vit à Paris le 17 janvier 1976, il s'agisse vraiment de cela et non de corporatisme mal caché. Refuser le changement ne suffit plus. Pas davantage, un éventuel petit chahut respectueusement irrévérencieux lors de la venue de M. Giscard d'Estaing à l'assemblée générale des avocats, le 16 septembre.

Un *seul exemple* : le salariat a investi le barreau et lui seul dit qu'il n'en est rien. Salariat de fait des stagiaires, des collaborateurs, à vie de « grands » avocats, des correspondants (par abonnements...), de compagnies d'assurances et de grandes sociétés. Si ce n'est pas le salariat, c'est bien pis, c'est la clientèle, au sens romain du terme. Il ne suffit pas, pour établir le contraire, de l'étrange alliance d'un ex-avoué, parlementaire de la majorité, et d'un avocat député socialiste, MM. Gerbet et Forni. N'ont-ils pas fait voter une loi déclarant illégal le salariat des avocats, désavouant ainsi, à l'avance, la décision de la cour d'appel sur le salariat. Légiférer ainsi, c'est, comme on le voyait jadis, exorciser les grenouilles. Il y a plus dangereux que le salariat, qui ne connaît pas que des valets, c'est le salariat qui ne dit pas son nom. Surtout quand l'Etat, fût-ce à travers les filtres des conseils de l'ordre, devient l'employeur.

Ce n'est pas tout de se dire défenseurs des libertés. Il faut aussi le prouver. L'occasion se présente une fois encore aujourd'hui.

Pour justifier que la justice pénale resterait payante, le garde des sceaux explique que « *les frais d'instance en matière pénale sont exclus de la réforme puisqu'ils constituent alors un élément de la peine au même titre que l'amende* ».

On aimerait d'abord savoir sur quel texte repose cette assertion. Et s'il existe, ce qui le légitime.

Il faut le redire. C'est un abus de confondre le délinquant et l'accusé. Le premier surprend, sans gloire ni danger, ses victimes ; le second résiste vainement à un appareil de justice et de police qui ne lâche ses proies que difficilement. Quelques brillantes exceptions dues, ici à un avocat, là à un mouvement d'opinion, le plus souvent à la conjugaison des deux, n'affectent pas cette évidence. Evidence aussi vraie pour le voleur de bicyclette que pour le P.-D.G. fraudeur — encore que le premier soit presque toujours plus sévèrement puni que le second. On réprime le scandale public plus que le dommage à la collectivité. Autre débat.

Mais sait-on vraiment que l'inculpé ne dispose des pièces qui l'accusent que s'il en paie la copie ? Sait-on que l'avocat, selon les codes, ne peut consulter le dossier de son client que vingt-quatre heures avant les comparutions ? Sait-on qu'une telle réglementation perpétue assez fâcheusement, même si ce n'est que partiellement, ces temps de l'Ancien Régime où l'accusé était tenu dans l'ignorance des procédures conduites contre lui ? Sait-on la conséquence trop souvent désastreuse d'une « *expertise psychiatrique* » parfois hâtivement rédigée et dont les jurés d'assises font tant de cas ?

Où est la morale quand l'Etat qui accuse est celui qui interdit, faute de paiement, l'examen attentif de ses accusations ?

Voit-on que les avocats, tous ensemble, s'insurgent contre cela ? Le barreau se flatte, souvent, d'avoir défendu des réprouvés. Et de citer, à l'envi, Laborit, qui se ruina à défendre Dreyfus. L'exemple est un peu trop unique, mais il est significatif. Si le barreau veut retrouver (ou trouver) une meilleure image dans la nation, il ne la trouvera pas dans des querelles de sociétés commerciales. Elles se défendent, même sans lui. L'individu ne doit pas être dans ce cas. A moins que le barreau ne renonce pour jamais à incarner la défense.

PHILIPPE BOUCHER.

(Samedi 3 septembre.)

(1) Exception faite, pratiquement, du droit de plaidoirie : 22,50 F.

(2) La comparaison, rebattue, avec le médecin « comme l'avocat, profession libérale » est radicalement fausse si on compare le prix des deux consultations et l'équipement nécessaire à chacun des deux praticiens.

BOURSE DE PARIS

SEMAINE DU 29 AOUT AU 2 SEPTEMBRE

L'ascension reprend

Encore une bonne et même une très bonne semaine pour la Bourse de Paris qui, décidément en forme, a repris son ascension à bonne allure après une seule et courte pause, pour atteindre son plus haut niveau de l'année ou presque.

Une semaine cependant pas tout à fait comme les autres dans la mesure où le marché a en quelque sorte brûlé les étapes, ce qu'il n'avait pas jusqu'ici coutume de faire.

Seule la séance de lundi fut égale à elle-même, en ce sens que la tendance s'avéra ce jour-là assez maussade pour ne pas dire lourde. Mais, dès mardi, les cours recommençaient à monter, phénomène qui auparavant ne se produit guère avant le jeudi.

Les opérateurs avaient-ils flairé quelque chose ? Possible. En tout cas, mercredi, dès l'annonce des mesures de relance gouvernementales, le mouvement de hausse s'amplifiait très sensiblement durant la séance, et en clôture les différents indices affichaient une avance d'environ 1,4 %.

Jeudi, de nombreux dégagements obligeaient cependant le marché à réduire l'allure, mais il n'en continuait pas moins de progresser, et à la veille du week-end, malgré de nouvelles ventes bénéficiaires, toutes très bien absorbées dans l'ensemble, il consolidait très aisément ses gains antérieurs, si bien que, d'un vendredi à l'autre, l'indicateur instantané a enregistré un nouveau gain de 2 %, qui lui fait pratiquement retrouver son niveau du 31 décembre 1976.

Ainsi, et jusqu'à preuve du contraire, la Bourse tient ses promesses. Cette semaine, il est vrai, le ressort a été avant tout économique. La baisse du taux de l'escompte et des tarifs des banques, le déblocage de crédit, en faveur du bâtiment et des travaux publics, et l'allocation pour la rentrée scolaire décidés en conseil des ministres ont donné l'impulsion. Ces mesures étaient attendues. Mais pour une fois, et bien que la réduction du taux de base bancaire ait été assez modeste, le phénomène du fait accompli n'a pas joué. De plus, les opérateurs ont pris connaissance avec une certaine satisfaction des prévisions faites par la Chase Manhattan, dont les experts pronostiquent pour la France un second semestre marqué par une amélioration de la croissance et un ralentissement de l'inflation

Le facteur politique a également continué à jouer. Durant le mois d'août, le marché s'est régalé des péripéties de la querelle Mitterrand-Marchais. Il ne se passe plus de jours où elle ne rebondisse, M. Edmond Maire, secrétaire général de la C.F.D.T., l'envenimant en mettant de l'huile sur le feu à propos de l'échelle des salaires. Aussi, de plus en plus autour de la corbeille, le sentiment prévaut-il que les chances de l'opposition de remporter les prochaines élections s'amenuisent. Cela compte pour soutenir le moral. Les investisseurs étrangers ont-ils été sensibles à cet argument ou tablent-ils eux aussi sur une possible majoration de l'avoir fiscal, dont le principe semble devoir être abandonné ?

En tout cas, aux investisseurs britanniques, toujours présents et actifs, se sont joints cette semaine les investisseurs allemands, et, grâce à tous ces « gentils membres », l'activité s'est très fortement gonflée sous les colonnes du palais Brongniart, retrouvant ainsi de l'avis à peu près général un rythme voisin de la normale.

ANDRÉ DESSOT.

La couronne suédoise flotte et baisse de 10 % - Le dollar tient

Sortie de la COURONNE SUEDOISE du « serpent » monétaire européen ; dévaluation des autres couronnes scandinaves ; résistance du DOLLAR ; bonne tenue du FRANC FRANÇAIS après l'annonce des mesures de soutien à l'économie comportant notamment un abaissement du taux de l'escompte : tels ont été les faits marquants de ces cinq séances. La tension au sein du « serpent » monétaire était telle que tous les spécialistes attendaient un réajustement. Aussi, c'est sans surprise qu'ont été accueillies l'annonce de la sortie du « serpent » de la couronne suédoise et la dévaluation de 5 % des couronnes DANOISE et NORVEGIENNE bientôt suivies d'une dévaluation de 2,5 % de la COURONNE ISLANDAISE et de 3 % du MARK FINLANDAIS.

Sur le marché, le flottement de la COURONNE SUEDOISE s'est traduit par une dépréciation de 10 % environ, pourcentage que souhaitaient manifestement les autorités suédoises.

Pour attendus qu'ils aient été, ces réajustements ne pouvaient laisser indifférents les marchés des changes. Dès lundi, les capitaux affluaient en Suède. Selon certaines rumeurs, les devises dépensées par Stockholm pour défendre la parité de la couronne lorsqu'elle faisait encore partie du « serpent » auraient été récupérées, pour un quart, en une seule journée. Ce même jour on assistait à une vive remontée du DOLLAR. Des engagements à la baisse sur les couronnes scandinaves avaient en effet été pris par les opérateurs, notamment contre devises fortes : DEUTSCHEMARK et FRANC SUISSE. Les ajustements « espérés » par la spéculation étant intervenus, ces engagements ont été dénoués avec rachat de couronnes, et revente de devises fortes, ce qui a entraîné la baisse de ces dernières — le deutschemark occupant la dernière place au sein du « serpent » — et un sensible redressement du dollar. Ce redressement fut d'autant plus vif qu'au même moment circulaient des rumeurs faisant état d'une modification de la réglementation des changes en Suisse, rumeurs qui accentuaient la baisse de la devise helvétique. En quelques heures, le dollar voyait ainsi son cours passer de 2,3765 à 2,4050 francs suisses. Cette effervescence fut toutefois de courte durée. Encore soutenu mardi, le dollar reperdait du terrain le lendemain puis se stabilisait dans des marchés très calmes.

Hésitant en début de semaine le FRANC FRANÇAIS s'est finalement bien comporté. Les mesures de soutien à l'économie annoncées par M Barre, qui comportaient notamment un abaissement du taux de l'escompte et des taux bancaires, n'ont guère eu d'effet. Incontestablement se trouve ainsi confirmée la bonne tenue présente d'un FRANC qui, pour l'heure, n'est pas dans la ligne de mire de la spéculation.

Sur le marché de l'or à Londres, le cours de l'once de métal a monté, s'établissant finalement à 146,40 dollars contre 145 dollars le vendredi précédent.

PHILIPPE LABARDE.

Cours moyens de clôture comparés d'une semaine à l'autre

(la ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente)

PLACE	Livre	$ U.S.	Franc français	Franc suisse	Mark	Franc belge	Florin	Lire italienne
Londres..	—	1,7425	8,5399	4,1689	4,0373	62,1375	4,2638	1535,83
	—	1,7423	8,5398	4,1414	4,0377	62,0258	4,2634	1537,23
New-York.	1,7425	—	20.4039	41,7972	43,1592	2,8042	40.8663	0,1134
	1.7423	—	20.4019	42.0698	43,1499	2.8089	40.8663	0.1133
Paris.....	8,5399	4,9010	—	204,81	211,52	13,7436	200,28	5,5604
	8,5398	4.9015	—	206.20	211,49	13,7682	200,30	5,5553
Zurich....	4,1689	2,3925	48,8165	—	103,2585	6,7091	97,7727	2,7144
	4,1414	2,3770	48,4953	—	102,5674	6,6769	97,1393	2,6940
Francfort.	4,0373	2,3170	47,2760	96,8443	—	6,4974	94,6873	2,6287
	4,0377	2,3175	47,2811	97,4968	—	6,5098	94,7078	2,6266
Bruxelles.	62,1375	35,6600	7,2760	14,9049	15,3905	—	14,5729	4,0458
	62,0258	35,6000	7,2630	14,9768	15,3613	—	14,5484	4,0349
Amsterdam	4,2638	2,4470	49,9285	102,2779	105,6167	6,8620	—	2,7762
	4,2634	2,4470	49,9234	102,9448	105,5879	6,8735	—	2,7734
Milan....	1.535,83	881,10	179,84	368,40	380,40	24,7167	360,19	—
	1.537,23	882,20	180,00	371,18	380,71	24,7837	360,56	—

Nous reproduisons dans ce tableau les cours pratiqués sur les marchés officiels des changes. En conséquence, à Paris, les prix indiqués représentent la contre-valeur en francs de 1 dollar de 1 livre de 100 deutschemarks, de 100 florins, de 100 francs belges et de 1 000 lires.

SPORTS

CYCLISME

Francesco Moser, champion du monde sur route

La victoire d'un homme et d'une équipe

Il aura fallu que Francesco Moser, battu chez lui la saison passée par Freddy Maertens, traverse l'Atlantique pour aller conquérir le titre de champion du monde des routiers professionnels qu'on lui destinait depuis plusieurs années déjà. La décision d'organiser le championnat du monde en Amérique du Sud — au Venezuela, — c'est-à-dire loin des pays où l'on pratique traditionnellement le cyclisme, ne pouvait satisfaire que les congressistes épris de tourisme. Elle complique la tâche des coureurs qui consacrent l'essentiel de leur temps en rallye automobiles ou en voyages aériens.

Heureusement, cette expédition quelque peu improvisée — mais improvisée sur un très beau parcours — a donné lieu à une course de qualité et a couronné un vainqueur parfaitement digne de porter le maillot arc-en-ciel. En devançant au sprint l'Allemand Dietrich Thurau, avec lequel il s'était échappé durant 25 kilomètres, Moser a obtenu la plus retentissante victoire de sa carrière, qui fait de lui le successeur de Felice Gimondi et l'incontestable numéro un actuel du cyclisme italien. Elle confirme l'épanouissement d'un champion encore jeune, qui s'est distingué tant par sa régularité que par son brio et qui n'a cessé de progresser depuis ses débuts professionnels.

Or ce sont précisément ces deux vertus qui se trouvent aujourd'hui récompensées. Considéré comme l'un des meilleurs routiers internationaux (la Flèche wallonne, le Tour de Lombardie, le *Midi libre* figurent à son palmarès qui est riche en places d'honneur), l'ancien champion d'Italie s'est montré le plus entreprenant et le plus efficace sur le circuit de San-Cristobal, où la chaleur, la pluie, le vent ajoutaient aux difficultés du terrain. Une première offensive l'avait projeté à l'avant à 40 kilomètres du but en compagnie de Maertens, Kuiper et Hinault. Elle échoua faute d'une entente suffisante entre les quatre hommes de tête, mais une seconde attaque lui ouvrit le chemin du succès en lui permettant d'éliminer Maertens.

Comme la veille, au terme de l'épreuve réservée aux amateurs et gagnée par Claudio Corti, les Italiens ont classé deux représentants parmi les trois premiers grâce à la présence de Francesco Bitossi.

De toute évidence, la réussite de Francesco Moser résulte à la fois d'un exploit individuel et d'un travail collectif. Constituée autour d'un chef de file unique, la « squadra » a tiré profit de sa cohésion à l'inverse de l'équipe belge paralysée par ses rivalités. On savait depuis la veille que Maertens et Merckx avaient rompu le dialogue et qu'ils ne pouvaient compter ni l'un ni l'autre sur les services de Roger de Vlaeminck. Le refus de coopérer se vérifia sur la route et précipita la défaite du mieux placé d'entre eux, nous voulons parler bien sûr de Freddy Maertens.

Les Français, pour leur part, ont tenté avec une bonne volonté manifeste de contrôler les mouvements offensifs et ils ont pu croire à une victoire possible de Bernard Hinault jusqu'à 25 kilomètres de l'arrivée, lorsque le jeune Breton, les jambes nouées par les crampes, dut laisser partir Moser et Thurau puis Bitossi et Kuiper. Débordé par Chalmel et Esclassan, il n'était sans doute pas aussi parfaitement préparé qu'il le laissait entendre. On peut supposer qu'il a payé en l'occurrence la note d'une saison chargée et d'un entraînement trop intense. Retardé par deux crevaisons, Thévenet a abandonné mais Poulidor a justifié sa sélection parfois discutée.

La seule médaille française est celle de Josiane Bost, une Bourguignonne de vingt et un ans, qui a pris la relève de Geneviève Gambillon.

JACQUES AUGENDRE.

[Francesco Moser, né le 19 juin 1951, à Palu-di-Giovo (Italie), professionnel depuis 1973, se révéla la saison suivante en se classant deuxième de Paris-Roubaix. Vainqueur du championnat d'Italie sur route, du *Midi libre*, du Tour de Lombardie en 1975, de Tours-Versailles en 1974 (après le déclassement de Cartens) et de la Flèche wallonne en 1977 (après le déclassement de Maertens), il termina deuxième du championnat du monde 1976 à Ostuni et fut champion du monde de poursuite. Son frère, Aldo, avait remporté le Grand Prix des nations en 1959.]

ATHLÉTISME

La domination de la R.D.A. dans la première Coupe du monde

Quelque cent cinquante mille spectateurs avertis et prompts à vibrer vigoureusement ont fait de la première Coupe du monde d'athlétisme, organisée à Düsseldorf les 2, 3 et 4 septembre, un grand succès populaire. Fertile en émotions, cette réunion de vitesse a été marquée par plusieurs performances de très haut niveau, dont un record du monde établi dans le 4 × 100 mètres par l'équipe des Etats-Unis (38 sec. 3/100).

On disait les Allemandes de l'Est capables de battre la coalition du reste du monde : elles laissèrent échapper la victoire au profit d'une simple sélection européenne. En revanche, la formation masculine de la R.D.A. s'est classée première.

La victoire des Allemands de l'Est à Düsseldorf (R.F.A.) dans la première Coupe du monde d'athlétisme tient du prodige. L'importance des pays vaincus — Etats-Unis, Union soviétique, notamment — en témoigne.

Le phénomène n'est pas nouveau. Depuis les championnats d'Europe de 1969, à Athènes, les athlètes de la R.D.A. n'ont cessé de multiplier les succès aux dépens de nations dix fois plus peuplées, augmentant par la suite le nombre des disciplines dans lesquelles leur suprématie est sans égale. Devenus les meilleurs en athlétisme, en natation (principalement chez les femmes), en aviron, on les a vus récemment s'imposer en cyclisme, prouvant, s'il en était besoin, leur capacité à dominer leurs adversaires en n'importe quel domaine.

Au départ, les responsables de la République démocratique, en inscrivant dans la Constitution le droit pour tout citoyen de pratiquer le sport, songeaient moins à lancer leurs athlètes à la conquête des stades qu'à offrir à leurs concitoyens les moyens d'un épanouissement personnel. Ce fut l'époque des compétitions de masse et de la mise en œuvre d'une organisation originale qui permit, en définitive, à 60 % de la population de pratiquer le sport. Nul pays ne saurait revendiquer un tel taux.

Paradoxalement, si la R.D.A. a su tirer parti de sa suprématie athlétique sur le plan international, c'est en posant le principe qu'il n'existait pas de lien nécessaire entre sport de masse et sport d'élite. La préparation des champions devint une affaire d'Etat pour cette raison que leurs succès permettaient à la jeune République, fondée en 1949, d'imposer sa présence à des pays étrangers peu empressés de la reconnaître. Le stade devint l'antichambre des ambassades, et c'est en se détachant de l'Allemagne fédérale, avec laquelle elle fut contrainte pendant un temps de s'associer pour les compétitions internationales, que la R.D.A. parvint à faire connaître son hymne et son drapeau.

Les moyens employés pour former l'élite furent longtemps suspectés, et le restent parfois du fait du mystère qui les entoure. Mais le sport en R.D.A. bénéficie à la fois d'installations et de moyens financiers suffisants, d'un encadrement nombreux et compétent, ainsi que des avantages d'une recherche médicale et scientifique adaptée. Comme pour les mathématiques, les sciences naturelles, les langues ou les arts, les talents particuliers sont déterminés aux première heures de la scolarité et exploités en tenant compte des impératifs personnels et familiaux. Loin de paralyser l'individu dans sa progression sociale, le sport, en R.D.A., la favorise... procurant en outre à l'intéressé des voyages interdits à ses compatriotes.

Les dieux du stade n'ont pas encore réussi à faire tomber les murs ni à ouvrir les frontières. La leçon que donne la R.D.A. sur le plan sportif serait mieux ressentie si l'Etat ne donnait pas de fâcheux exemples en d'autres domaines. Les départs d'intellectuels, qui se multiplient, prouvent, s'il en est besoin, que l'homme ne vit pas seulement de jeux.

LES RÉSULTATS

Athlétisme

COUPE DU MONDE

HOMMES

100 mètres. — 1. Williams (E.-U.), 10 sec. 13; 2. Ray (R.D.A.), 10 sec. 15; 3. Leonard (Amériques), 10 sec. 19.

200 mètres. — 1. Edwards (E.-U.), 20 sec. 17 ; 2. Mennea (Europe), 20 sec. 17 ; 3. Leonard (Amériques), 20 sec. 30.

400 mètres. — 1. Juantorena (Amériques), 45 sec. 36 ; 2. Beck (R.D.A.), 45 sec. 50 (record) ; 3. Taylor (E.-U.), 45 sec. 57.

800 mètres. — 1. Juantorena (Amériques), 1 min. 44 sec. ; 2. Boit (Afrique), 1 min. 44 sec. 1 ; 3. Wulbeck (R.F.A.), 1 min. 45 sec. 5.

1 500 mètres. — 1. Ovett (Europe), 3 min. 34 sec. 5 ; 2. Wessinghage (R.F.A.), 3 min. 36 sec. ; 3. Straub (R.D.A.), 3 min. 37 sec. 5.

5 000 mètres. — 1. Yifter (Afrique), 13 min. 13 sec. 8 ; 2. Liquori (E.-U.), 13 min. 15 sec. 1 ; 3. Fitzimmons (Océanie), 13 min. 17 sec. 4.

10 000 mètres. — 1. Yifter (Afrique), 28 min. 32 sec. 3 ; 2. Peter (R.D.A.), 28 min. 34 sec. ; 3. Hermens (Europe), 28 min. 35 sec.

110 mètres haies. — 1. Munkelt (R.D.A.), 13 sec. 41 ; 2. Casanas (Amériques), 13 sec. 50 ; 3. Foster (E.-U.), 13 sec. 51.

400 mètres haies. — 1. Moses (E.-U.), 47 sec. 58 ; 2. Beck (R.D.A.), 48 sec. 83 ; 3. Schmid (R.F.A.), 48 sec. 85.

3 000 mètres steeple. — 1. Karst (R.F.A.), 8 min. 21 sec. 6 ; 2. Tura (Afrique), 8 min. 22 sec. 5 ; 3. Malley (E.-U.), 8 min. 25 sec. 2.

Longueur. — 1. Robinson (E.-U.), 8,19 m. ; 2. Baumgartner (R.F.A.), 7,98 m. ; 3. Ehizuelen (Afrique), 7,89 m.

Triple saut. — 1. De Oliveira (Amériques), 16,68 m. ; 2. Piskulipe (Europe), 16,61 m. ; 3. Hufnaegel (R.D.A.), 16,43 m.

Hauteur. — 1. Beilschmidt (R.D.A.), 2,30 m. ; 2. Stones (E.-U.), 2,27 m. ; 3. Wszola (Europe), 2,24 m.

Perche. — 1. Tully (E.-U.), 5,60 m. ; 2. Kozakiewicz (Europe), 5,55 m. ; 3. Weber (R.D.A.), 5,30 m.

Javelot. — 1. Wessing (R.F.A.), 87,46 m. ; 2. Hanisch (R.D.A.), 84,28 m. ; 3. Nemeth (Europe), 80,82 m.

Poids. — 1. Beyer (R.D.A.) (rec.), 21,74 m. ; 2. Stahlberg (Europe), 20,46 m. ; 3. Reichenbach (R.F.A.), 19,97 m.

Disque. — 1. Schmidt (R.D.A.), 67,14 m. ; 2. Wilkins (E.-U.), 66,64 m. ; 3. Neu (R.F.A.), 62,64 m.

Marteau. — 1. Riehm (R.F.A.), 75,64 m. ; 2. Sachse (R.D.A.), 75,40 m. ; 3. Farmer (Océanie), 73,92 m.

4 × 100 mètres. — 1. Etats-Unis, 38 sec. 3 (Collins, Riddick, Wiley, S. Williams), rec. du monde ; anc. rec., 38 sec. 19, par Black Taylor, Tinker, Hart ; 2. R.D.A., 38 sec. 57 ; 3. Amériques, 38 sec. 66.

4 × 400 mètres. — 1. R.F.A., 3 min. 1 sec. 3 (Krieg, Hofmeister, Schmid, Herrmann) ; 2. Europe, 3 min. 2 sec. 5 ; 3. Amériques, 3 min. 2 sec. 7.

CLASSEMENT

1.	R.D.A.	127 pts
2.	Etats-Unis	120 »
3.	R.F.A.	112 »
4	Europe	111 »
5.	Amériques	92 »
6.	Afrique	78 »
7.	Océanie	48 »
8.	Asie	44 »

DAMES

100 mètres. — 1. Oelsner (R.D.A.), 11 sec. 15 ; 2. Lannaman (Europe), 11 sec. 26 ; 3. Chivas (Amériques), 11 sec. 34.

200 mètres. — Szewinska (Europe), 22 sec. 72 ; 2. Eckert (R.D.A.), 23 sec. 02 ; Prototchenko (U.R.S.S.), 23 sec. 26.

400 mètres. — 1. Szewinska (Eur.), 49 sec. 52 ; 2. Koch (R.D.A.), 49 sec. 76 ; 3. Sidorova (U.R.S.S.), 51 sec. 29.

800 mètres. — 1. Petrova (Europe), 1 min. 59 sec 2 ; 2. Liebetrau (R.D.A.), 1 min. 59 sec. 5 ; 3. Styrkina (U.R.S.S.), 1 min. 59 sec. 7.

1 500 mètres. — Kazankina (Union soviétique), 4 min. 12 sec. 7 ; 2. Lutz-Larrieu (E.-U.), 4 min. 13 sec. ; 3. Bruns (R.D.A.), 4 min. 13 sec. 1.

3 000 mètres. — 1. Waitz (Europe), 8 min. 43 sec. 5 ; 2. Bragina (Union soviétique), 8 min. 46 sec. 3 ; 3. Merril (E.-U.), 8 min. 46 sec. 6.

100 mètres haies. — 1. Rabsztyn (Eur.), 12 sec. 70 ; 2. Klier (R.D.A.), 12 sec. 86 ; 3. Nikitenko (U.R.S.S.), 12 sec. 87.

Longueur. — 1. Jacenko (Océanie), 6,54 m. ; 2. Nygynova (Europe), 6,48 m. ; 3. Skatschko (U.R.S.S.), 6,48 m.

Hauteur. — 1. Ackermann (R.D.A.), 1,98 m. ; 2. Simeoni (Eur.), 1,92 m. ; 3. Brill (Amériques), 1,89 m.

Disque. — 1. Melnik (Union soviétique) 68,10 m. ; 2. Menis (Eur.), 63,38 m. ; 3. Engel (R.D.A.), 63,12 m.

Javelot. — 1. Fuchs (R.D.A.), 62,36 m ; 2. Jakubovitisch (U.R.S.S.), 62,02 m. ; 3. Sanderson (Europe), 60,30 m.

Poids. — 1. Slupianek (R.D.A.), 20,93 m. ; 2. Fibingerova (Europe), 20,63 m. ; 3. Kravtchevskaia (Union soviétique), 20,39 m.

4 × 100 mètres. — 1. Europe, 42 sec. 51 (Possekel, Lynch, Richter, Lannaman) ; 2. R.D.A., 42 sec. 65 ; 3. U.R.S.S., 42 sec. 91.

4 × 400 mètres — 1. R.D.A., 3 min. 24 sec. (Pop, Krug, Brehmer, Koch) (der. relais Koch 49 sec. 2) ; 2. Europe, 3 min. 25 sec. 8 ; 3. U.R.S.S., 3 min. 27 sec.

CLASSEMENT FINAL

1.	Europe	107 pts
2.	R.D.A.	102 »
3.	U.R.S.S.	89 »
4.	Etats-Unis	59 »
5.	Amériques	55 »
6.	Océanie	45 »
7.	Afrique	31 »
8.	Asie	29 »

A Budapest, l'équipe de France masculine a battu la Hongrie par 211 à 196 points. Les Françaises se sont imposées par 84 à 73 points face aux Hongroises.

Cyclisme

Championnats du monde sur route

Professionnels

1. Francesco Moser (Italie), les 255 kilomètres en 6 h. 36 min. 24 sec. (moyenne, 38,638 km/h.) ; 2. Thurau (R.F.A.), m.t. ; 3. Bitossi (Italie), à 1 min. 19 sec. ; 4 Kuiper (P.-B.), m.t. ; 5. Perurena (Esp.), à 1 min. 35 sec. ; 6. Chalmel (Fr.), à 1 min. 39 sec. ; 7. Esclassan (Fr.), à 1 min. 41 sec. ; 8. Hinault (Fr.) ; 9. Saroni (It.) ; 10. Godefroot (Belg.), etc.

Amateurs

1. Claudio Corti (Italie), les 170 kilomètres en 4 h. 21 min. 15 sec (moyenne, 39,043 km/h.), 2. Morozov (U.R.S.S.), m.t. ; 3. Maccali (Italie), à 6 sec. ; 4. Hannus (Finl.), à 15 sec. ; 5. De Wolf (Belg.), à 20 sec. ; 6. Berger (Suisse) (...) 14 Bodier (Fr.), m.t., etc.

Dames

1. Josiane Bost (France), les 49,5 kilomètres en 1 h. 22 min. 41 sec (moyenne, 36,058 km/h.), 2. Connie Carpentier (E.-U.), à 1 min. 48 sec. ; 3. Minnie Brinkhoff (P.-B.), m.t. ; 4. Karen Strong (Can.), m. t. ; 5. Tineke Forma (P.-B.), m. t., etc.

Natation

A Leningrad, ce dernier week-end, les Etats-Unis ont nettement battu l'Union soviétique (212 points à 133).

Rugby

Challenge Du-Manoir
(Première journée)

Poule A

Béziers bat *Stade Toulousain	29- 9
Grenoble bat *La Voulte	6- 3

Poule B

*Biarritz bat Tarbes	30-19
*Lourdes bat Paris U.C.	36-12

Poule C

Montferrand bat *Vichy	25-21
*Toulon bat Romans	13- 6

Poule D

Perpignan bat *Castres	13- 9
Pau bat Mont-de-Marsan	18-13

Poule E

Agen bat *La Rochelle	43-13
*Racing bat Brive	55-16

Poule F

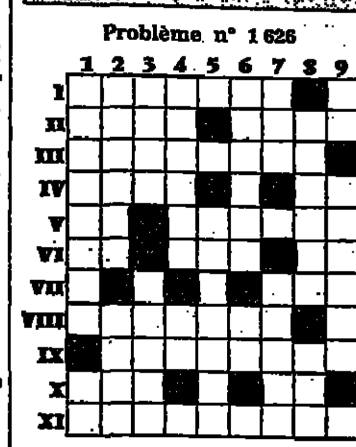
*Narbonne bat Bègles	33-21
Graulhet bat *Montauban	16-13

Poule G

Bayonne bat *Angoulême	22-13
Dax bat *Auch	21- 9

LES MOTS CROISÉS

Problème n° 1 626



HORIZONTALEMENT

I. Politesse héroïque envers des invités raseurs. — II. Coule à flots à Chartres ; Serait sans doute heureux de pouvoir s'allonger un peu. — III. Il a une certaine allure. — IV. Une pièce dont on fait souvent l'éloge en la déchirant à belles dents ; Terme musical. — V. Sigle d'une administration ; Ont quelque chose d'irritant. — VI. Fin de participe ; Bien de ce monde ; D'un auxiliaire. — VII. Bruit — VIII. Offre maintes fois l'occasion de se fendre. — IX. Epousent les formes. — X. Plaça ; Symbole. — XI. Ne se contentera pas de passer l'éponge.

VERTICALEMENT

1. Dégarnit le front ; Abréviation. — 2. Continent ; Fait de fréquentes apparitions dans le domaine des airs. — 3. Train rapide ; Résultats de la division d'une addition. — 4. Ses fils partirent un peu avant lui ; Fruit (épelé). — 5. Donnai, écoulai. — 6 Sans réaction apparente ; Possessif. — 7. Orientaliste allemand ; Point d'observation pour personnes indélicates. — 8. Du domaine des rêves ; Sa ligne est à éviter — 9 Rumeur publique ; Familiers aux chimistes, aux sportifs et aux littérateurs.

Solution du problème n° 1 625

Horizontalement

I. Négrier. — II. Egoïste. — III. OL ; Ecu. — IV. Livide ; On. — V. Osée ; Se. — VI. Gé ; Raies. — VII. Ventrus. — VIII. Ecossaise. — IX. RL. — X. Tuer ; Rêve. — XI. Berceuses.

Verticalement

1. Néologue ; TB. — 2. Eglise ; Crue. — 3. Go ; Vé ! ; Voler. — 4. Rivières ; RC. — 5. Is ; Anse. — 6. Et ; Evita ; Ru. — 7. Rés ; Erines. — 8. Cossus ; Ve. — 9. Prune (se déplacer pour des prunes) ; Semés.

GUY BROUTY.

Une semaine de films à Montréal

En remontant le Festival avec Laara Dalen

DIMANCHE soir, au bord du Saint-Laurent, le dernier film du premier Festival des films du monde, s'achève sous les applaudissements. Une histoire de chasseur d'esclaves, « El Rancheador » (dont l'Institut cubain du cinéma a achevé le montage quelques jours avant la projection), Caraïbes et impérialisme, chaleur humaine et sensibilité, Zale Dalen, vingt-huit ans, originaire de Vancouver, déplie hors du fauteuil son mètre quatre-vingt-dix, reprend son chapeau de paille orné de deux plumes de poule, lance aux visages connus son sourire timide, et s'en va. Il a présenté ici son premier long métrage, « The Skip Tracer » (l'homme que les prêteurs envoient au débiteur récalcitrant pour se faire rembourser à coup sûr intérêt et capital), dont il a écrit le scénario et dirigé la mise en scène, avec sa femme Laara pour producteur. Le public a aimé l'histoire de cet étrange percepteur que plusieurs télévisions européennes ont retenue. Le tandem et ses bobines partent maintenant pour New-York.

Samedi, toujours au milieu des pavillons de Terre des Hommes, promenade-plaidoirie avec Serge Losique, le créateur et organisateur du Festival. Losique a le verbe jubilatoire, communicatif. Il est heureux parce qu'il a gagné son pari. La preuve, les critiques de la presse anglophone du Canada, réservés les premiers jours, le remercient en de longs articles à la fin de la semaine. Ces critiques de Toronto, ou d'ailleurs, qui ne participent pas aux coteries montréalaises, ont reconnu la qualité des œuvres projetées et ont fait des comparaisons avec les festivals concurrents. Ils ne mentionnent guère le Festival de la critique québécoise (cela peut-être pour des raisons autant politiques que cinématographiques). Ils ne donnent pas cher du Festival des festivals, qui doit se tenir à Toronto du 9 au 18 septembre. Parmi leurs calculs, celui-ci : Losique a obtenu pour son festival six des neuf films intéressants produits au Canada cette année. Même étonnement chez beaucoup. Quant au nombre de personnalités qui sont venues : entre la conférence de presse de Godard, celle des frères Taviani (Padre-Padrone) et l'ombre de Chabrol, qui tourne quelque part dans Montréal, beaucoup de gens de métier se sont dérangés.

« Soyons nationaux »

Le néophyte ne sait pas très bien faire la différence entre une semaine du cinéma et un festival, et c'est peut-être là qu'elle commence. Quand le mélange de « show » et de « business » réussit. Le « show », Serge Losique sait en faire sa part. Il se brûle, il consume, il explose, dans un mélange de passion et de furieuse envie de gagner. « Un festival comme celui-là se prépare en vingt ans », dit-il. « Des festivals, j'en ai montés beaucoup » (chaque année depuis huit ans à l'université Concordia, où il est professeur). Il parle d'Henri Langlois (il l'avait aidé à créer une cinémathèque ici), qui lui a ouvert beaucoup de portes en Europe. Il est sûr de pouvoir organiser un événement international, il croit en Montréal parce que c'est le dépaysement pour les Américains comme pour les Européens, et sûrement la ville la plus attrayante du nord de l'Amérique du Nord. Le « business » a démarré et s'accroîtra l'année prochaine, les professionnels ont conclu des accords de principe autour d'une trentaine de films, affirme-t-il « Padre-Padrone », grand vainqueur à Cannes, n'avait pas de distributeur au Canada, c'est fait ; il a vu lui aussi ce matin la petite Laara Dalen passer avec un sourire ravi. Elle qui gère son film comme une ménagère son budget (« Non, je n'ai pas encore fait de photo couleur pour la presse. Je ne veux pas dépenser cet argent avant de savoir que cela pourra marcher »), mais qui n'avait pas encore de distributeur, venait d'en rencontrer un. Le voilà qui rêve : l'année prochaine, il y aura un palmarès. Dans ses yeux, la Croisette passe déjà entre la rue Crescent et la rue Sainte-Catherine...

« Voulons-nous être Canadiens dans nos films ou voulons-nous jouer le jeu international ? » C'est vendredi, un colloque entre professionnels sur le cinéma canadien : « Tous les arts ont aujourd'hui une dimension internationale. Sinon, nous ne travaillerions que pour un marché extrêmement réduit. » A quoi on répond : « Mais, le jour où nos films seront semblables à ceux d'Hollywood, il n'y aura plus aucune raison de les faire ici plutôt que là-bas. Soyons au contraire nationaux, comme les Italiens savent l'être. »

L'impératif de rentabilité est présent dans tous les esprits. L'un trouve scandaleux que le gouvernement n'ait pas une politique plus cohérente à l'égard de l'industrie cinématographique. Un autre réplique que si l'on passe son temps à attendre des subventions, on ne fera jamais rien : « Cessez de penser qu'Hollywood est trop fort et les Etats-Unis trop écrasants. Utilisez les acteurs et les metteurs en scène qui vivent là-bas au lieu de les rejeter parce qu'ils ont quitté le Canada. Il faut absolument faire feu de tout bois. » A la tribune, quelques-uns donnent des chiffres : « Le cinéma québécois a subi un coup d'arrêt dans les années 50 avec l'arrivée de la télévision. Il a redémarré vers 1966. A la fin des années 60, on proposait au Québec de dix à douze longs métrages par an. Avec les années 70, la production a fléchi. Il semble que la recherche d'identité qui caractérisait la période précédente avait atteint son but. Les budgets sont aujourd'hui d'environ 500 000 dollars. » D'autres, à la tribune, font remarquer que, pour le reste du Canada, à l'exception du problème d'identité qui se pose différemment, l'évolution a été sensiblement la même. On produit aujourd'hui près de trente longs métrages par an au Canada.

Mais jeudi, Zale Dalen, au cours d'un déjeuner, avait dit : « L'argent ne remplace pas l'intelligence. On peut faire des films avec des budgets modestes. Le « Skip Tracer » a coûté 145 000 dollars. Souvent les producteurs imposent d'importants budgets parce qu'ils peuvent en mettre d'autant plus dans leur poche. J'ai vu ce matin un film canadien que j'ai trouvé extraordinaire : « One man » de Robin Spry (histoire d'un journaliste qui rompt la conspiration du silence autour de la pollution industrielle). Mais bien sûr les Etats-Unis fascinent. Il faut 750 francs pour faire l'aller-retour Vancouver-Los Angeles ; il en faut 2 000 pour un aller-retour Vancouver-Toronto. »

La bonne adresse

Mercredi 2 heures du matin, Maurice Bessy, l'ex-délégué du Festival de Cannes, raconte. Pour lui, le cinéma se meurt : « En quinze ans, les salles de cinéma des pays du Marché commun ont perdu les trois quarts de leur public. » Il craint que le cinéma des cinéphiles n'ait vidé les salles. Il voudrait trouver une formule, entre les « Ben Hur » d'hier et l'hermétisme d'aujourd'hui, mais personne ne paraît s'en soucier. Cela ne le décourage pas outre mesure puisqu'il a accepté d'être le délégué pour l'Europe du Festival de Montréal.

Ayant tenu les mêmes propos dans une interview au journal « le Soir », il se fera, quelques jours plus tard, énergiquement prendre à partie. Pour ceux du groupe Perspectives du cinéma français venus à Montréal — Christian Bricout (« Paradiso »), Francis Fehr (« Pauline et l'ordinateur »), René Vienet (« Chinois, encore un effort pour être révolutionnaires »), Laurent Heyneman (« la Question ») et Jacques Poitrenaud — le principal défaut de cette attitude, c'est d'avoir tort contre la vie. « Un certain cinéma se meurt, et c'est tant mieux. Le cinéma français va bien, merci beaucoup. » La suite du débat aura sans doute lieu sur les bords de la Seine.

On pourrait ainsi remonter les jours, s'arrêter à un film ou à un autre. Se pencher au hasard d'une « table ronde » sur les crises de cette industrie qui, par un privilège exorbitant, a le droit de fabriquer du rêve et, en outre, laisse rarement ceux qui en vivent dans le dénuement. On remonterait à un jeudi 18 août au soir, quand, dans un cocktail un peu sinistre, passaient des personnages qui ne savaient pas encore leur rôle. On y retrouverait la petite Laara Dalen, avec son air un peu province, plus habituée aux randonnées à moto qu'à la robe longue, ne connaissant personne et ne parlant pas le français. Elle avait son premier film à montrer pour la première fois. On lui avait dit qu'il s'agissait d'un festival. Tout compte fait, c'était la bonne adresse.

ALAIN-MARIE CARRON.

(Jeudi 1er septembre.)

Une promenade à Bayreuth



Siegfried vient de combattre le dragon. Gravures anciennes extraites du programme du Festival.

Le Festival de Bayreuth s'est tenu cette année du 23 juillet au 26 août. Dans son article « Illusions et réalités des mythes » (notre numéro 1500), Colette Godard avait rendu compte de la mise en scène de la Tétralogie par Patrice Chéreau. Hervé Guibert raconte ici les « à-côtés » de ce festival, son atmosphère, son public.

J'AVAIS un professeur de musique qui était une fanatique de Wagner. Elle nous disait que Bayreuth, c'était un pèlerinage, qu'on s'y rendait en train ou en voiture, mais que pour bien faire, on aurait dû s'y rendre à genoux. Elle voulut nous initier, mais le temps était à la contestation. Puis un jour, je suis monté dans un taxi et je me suis retrouvé l'oreille coincée entre deux baffles gigantesques. Le chauffeur, qui n'avait pas plus de vingt-cinq ans, m'a concocté tout un pot-pourri Wagner : il avait l'intégrale de son œuvre en cassettes-stéréo et m'a avoué qu'il faisait des économies pour pouvoir un jour aller à Bayreuth. C'est donc avec un net sentiment de privilège que moi je m'y suis rendu, en train, et sans restrictions préalables, étant invité aux générales. J'étais assez inculte et sur Wagner et sur l'opéra, mais je m'imaginais Bayreuth comme une petite ville de Bavière charmante, entourée de montagnes. Une toile peinte pour *l'Auberge du cheval blanc*. Ce n'est pas tout à fait ça.

C'est une ville « neuve » avec des immeubles, du béton et des banques. Quelque chose de très peu folklorique, même si les restaurants proposent des tyroliennes en guise de musique d'ambiance et si les petits garçons qu'on rencontre dans la rue portent des shorts en cuir rouge-coquelicot.

On peut toujours visiter le palais et son parc, l'Operhaus, opéra de style rococo où le gardien débite gentiment son texte, un sourire de cire aux lèvres, et la maison de Wagner, où l'on peut voir quelques photos défraîchies de dieux germains nattés et casqués, et quelques maquettes. On a vite fait le tour de ces reliques. Chaque cycle de représentations dure une semaine, et on n'a comme seuls recours pour tromper son ennui, ou sa solitude, que les embruns rafraîchissants des fontaines dans les deux jardins de la ville ou l'épaisseur réconfortante des tartes au fromage blanc dans les salons de thé.

Une ville miniature

L'effigie de Wagner a beau être présente, et vendue chez tous les commerçants de la ville sous forme de livres, disques, médailles ou cartes postales, l'âme même de Wagner ne peut se trouver qu'au Festspielhaus. Le « cœur » de Bayreuth, le lieu du culte. Bâti sur une petite colline et visible depuis le quai de la gare, ce bâtiment en brique rouge, assez laid mais fonctionnel, est un monde pratiquement autonome. Une véritable usine, avec ses cent techniciens et ses cent chanteurs, ses ateliers et ses salles de répétition, son orchestre « invisible ». C'est aussi une ville miniature qui a ses bureaux et ses secrétaires, son médecin, ses chambres particulières, son bureau de poste, son poste de police et sa cantine souterraine, libre-service où il est assez amusant, durant les entractes, de voir les Walkyries faire la queue en poussant leurs plateaux. Les touristes se contentent de s'y faire déposer en autocar, de faire une fois le tour du bâtiment et de se photographier devant chaque façade, puis d'acheter quelques cartes postales qu'ils postent aussitôt, éventuellement une médaille ou une enveloppe « du premier jour ».

Ils ont surpris quelques vocalises s'échapper d'une fenêtre ouverte et regagnent satisfaits la moleskine corail de leur autocar. Le vrai festivalier, à peine arrivé à Bayreuth, à peine dégourdi du voyage par une douche que son hôtelier lui a fait payer 2 marks (les prix sont doublés durant le festival), chemine irrésistiblement vers le Festspielhaus en gravissant la « grünen Hügel ». Il y passera plus de six heures par jour, les opéras ayant généralement lieu de 16 heures à 22 heures, avec trois entractes d'une heure. Le temps des commentaires, des regards polis ou furtivement courtois, des « brotwürste » (saucisses chaudes à la moutarde dans des petits pains) et, si l'on est studieux, celui de se replonger dans son fascicule bilingue Garnier-Flammarion afin de comprendre ce qui va se passer à l'acte suivant.

Le public des générales est différent de celui des premières : il est invité et n'a pas l'arrogance de celui qui a payé sa place 100 ou 200 marks. Il a moins dans la tête l'idée de l'événement, et si possible du scandale à fabriquer. Il applaudit poliment, avec retenue, et ne hurle pas sa rage, à la fin du *Crépuscule des dieux*, quand le chœur, habillé en ouvriers du dix-neuvième siècle, se met à le fixer d'un air menaçant, tandis qu'à l'arrière-scène le Walhalla, le château des dieux, devenus des capitaines d'industrie, brûle, avec de vraies flammes. Le public payant, smokings et robes du soir, lui, ne se gêne pas : les industriels, les amiraux ou les grands bourgeois qui viennent à Bayreuth par tradition depuis un siècle ne trouvent pas tout à fait à leur goût la vision socialisante de Chéreau. Le public des générales réagit de façon plus modeste. Il sourit bien de temps en temps, sournoisement, quand un chanteur se démène un peu trop, quand Siegfried monte à un arbre pour chanter les « Murmures de la forêt », quand il se roule par terre avec une partenaire ou lorsqu'il court, bondit ou s'agenouille.

Il est vrai que Patrice Chéreau, dans sa mise en scène du *Ring*, a vidé le jeu du chanteur de sa gestuelle figée, de cette emphase des jambes écartées, main sur le cœur et bras levé à 70 degrés. Il a réussi à faire jouer ses chanteurs à tel point que ceux-ci en arrivent parfois à crier une phrase au lieu de la chanter. Le public traditionnel de Bayreuth, qui ne va sans doute jamais au théâtre, a d'abord trouvé « kitsch » et mauvais goût l'esthétique Chéreau-Peduzzi. On l'avait habitué, ces dernières années, à l'abstraction, au modernisme. La mise en scène de Chéreau, même si elle est de plus en plus rigoureuse et épurée, est revenue au figuratif, et à l'effet. Tout est montré : l'eau du barrage de *l'Or du Rhin* qui se transforme en nuages, les apparitions et les disparitions, les métamorphoses, le brouillard et le vent, les orages, le dragon qui bat des ailes et crache de la fumée. Un vestige de temple dans une lumière glauque, lunaire ou polaire, et on se croirait devant un tableau de Gaspard Friedrich.

Si on assiste, en revanche, et par curiosité, à un acte de *Tannhäuser* monté par un régisseur allemand dans le cadre du même festival, on se dit : il faut le voir pour le croire. Le décor est d'une lourdeur et d'une impraticabilité totales, les costumes mixent douteusement le moderniste et le moyenâgeux, la figuration défile et s'entasse en grande pompe. Même Francis Lopez au Châtelet n'oserait plus faire ça. Mais les commerçants de la ville, les bourgeois qui accueillent chez eux un chanteur (il faut bien laisser de la place dans les hôtels pour les spectateurs) ou les cousins-cousines des choristes invités aux générales trouvent ça très beau : c'est ça l'opéra. Heureusement, il y a à Bayreuth un public beaucoup plus authentique. Les vieux professeurs de musique, par exemple, qui trimballent leur silhouette tordue et solitaire, presque caricaturale, d'une librairie à l'autre de la ville, et dépensent leurs dernières économies pour acheter tous les livres sur Bayreuth et Wagner. Puis il y a tout un public « sauvage » : ceux qui n'ont pas pu avoir de place mais qui sont quand même venus, et suivent les représentations à travers les soupiraux ou les vasistas du théâtre, la partition à la main.

A ses risques et périls

Un jour de relâche. On parle beaucoup de la « Hitler Welle » (la vague Hitler). Hitler venait chaque année à Bayreuth, il avait son fauteuil réservé. Nüremberg, où il organisait ses grandes fêtes populaires, n'est qu'à une heure de train. Dans la ville, les Allemands se montrent peu loquaces quand on leur demande l'emplacement du Stadium et du Congresshalle. Ils font semblant de ne pas comprendre et vous envoient vers des centres sportifs ou des piscines découvertes. Les plus courageux annoncent qu'il n'y a plus rien à voir, rien que des ruines. Mais ce n'est pas vrai. Certains auraient dit qu'il était trop facile de dynamiter cette mémoire, et on a juste fait passer une grande route au milieu du Stadium. L'herbe a poussé sur les gradins. Les soldats de l'armée américaine jouent au base-ball sur ce qui reste d'aire de jeu. Le Congresshalle s'élève toujours, gigantesque et anachronique, mais tous les portails ont été bétonnés et il ne sert plus que de remise pour des fabriques de carton. Quant à la tribune du fameux Stadium, elle s'élève toujours, blanche, gréco-balnéaire, colossale, protégée par des barrières qu'il n'est pas dur de franchir

« A ses risques et périls » : sur une pancarte la ville de Nüremberg avertit les visiteurs qu'elle n'est plus responsable d'eux s'ils s'aventurent dans ce périmètre. Mais Hitler avait prévu grand, massif, solide, et les écroulements sont plus qu'improbables. Alors quelques nostalgiques viennent se saouler sur les gradins, et les familles défilent, se photographient là où Hitler siégeait, faisant son salut au moment du déclic puis éclatant de rire. Doit-on trouver ces gestes sains, ou funèbres ?

Retour à Bayreuth. A l'issue des représentations, Chéreau monte sur la scène pour saluer, main dans la main avec Boulez. Tous les deux en smoking. Cette année les applaudissements ont largement couvert les sifflets. Ils ont même parfois duré cinquante minutes. Politiquement, tout le monde n'est pas du même avis : un jeune Français crie : *« Chéreau réac ! »*, un vieil Allemand mécontent : *« Vive de Gaulle ! »* Peu après, quand Chéreau rentre dans la salle du Weihenstephan, le restaurant où tout le monde se retrouve après le spectacle, Allemands comme Français lui font une ovation. Chéreau traverse tout ça, le fanatisme, les menaces de mort ou les demandes d'autographes, les membres brisés de ses artistes, qu'il remplace lui-même « au pied levé », en fonçant et en bousculant autant ses détracteurs que ses adorateurs. Il reviendra l'année prochaine à Bayreuth, pour une seconde et dernière reprise de cette Tétralogie. On sait déjà qu'il n'y aura plus une place libre dès le mois de janvier. Car depuis que Boulez et Chéreau se sont attaqués à ce morceau de musique et de spectacle, il n'y a plus seulement les snobs et les fanatiques pour avoir envie d'aller à Bayreuth.

HERVE GUIBERT.

(Jeudi 1er septembre.)



Brünnhilde dans « le Crépuscule des dieux ».

ALPHONSE BOUDARD, L'INTRÉPIDE ICONOCLASTE

ALPHONSE BOUDARD débite sa vie par tranches. On comprend qu'elle l'inspire : « Né en 1925 à Paris — certificat d'études primaires. 1941 : apprenti dans une fonderie typographique. 1943-1945 : maquis, guerre avec la 1re armée. 1944-1962 : prisons, sanatoriums, liberté épisodique. 1962 : devient écrivain. » Ce résumé inscrit sur la couverture de son dernier livre est éloquent dans sa sécheresse. La prison, la tuberculose, ont fait naître, à plus de dix ans d'intervalle, *la Cerise* (1963), *l'Hôpital* (1972). Entre les deux, *Bleubite*, le plus romanesque — ou romancé — de ses récits, a commencé par la fin la narration de son épopée guerrière : septembre 1944. *Les Combattants du petit bonheur*, le plus historique de ses romans, l'achève à reculons : c'est Alphonse Boudard sous l'occupation, dans le maquis et pendant la libération de Paris

Les dernières pages s'enchaînent avec le début de *Bleubite*, qui s'appelait *les Matadors* lors de sa sortie en 1966, et qui n'a repris son titre original, écarté par l'éditeur, que lors d'une récente réédition. Cette réédition, Boudard l'a assortie d'une préface qui mettait en évidence son rôle de précurseur, mais faisait état des critiques adressées à ce roman. *« En 1966 on les a trouvés, mes* Matadors, *excessifs... Que mon personnage de capitaine F.F.I., ancien de la Gestapo, était assez peu vraisemblable... Qu'il outrageait une cause sacrée. »*

Bien que *les Combattants du petit bonheur* n'ait pas cette vertu déformante, bien que l'histoire en s'écrivant ait projeté des ombres sur un passé rendu d'abord avec trop de lumière et de pureté, cette nouvelle empoignade de Boudard avec ses souvenirs fait encore virer au noir la Résistance, ses hommes, ses combats. Est-ce affaire de malchance ? De vision ou de philosophie ? Il y a plus d'inconscients, d'incapables, de profiteurs, de brutes que de héros, et plus de scènes odieuses que glorieuses dans ses pages. Et cette fois Boudard n'est plus précurseur. Depuis les films d'Harris et Sédouy, depuis *Lacombe Lucien*, cette ironie et ce sarcasme ont un petit air de déjà trop entendu que ne rachète pas ici la verve moins nerveuse, moins monstrueuse qu'à l'ordinaire, du récit. Boudard n'évite ni les longueurs, ni les répétitions, ni l'enlisement dans le vécu, et si l'on est encore dans la gaillardise, on n'est plus du tout dans la farce.

BOUDARD commencerait-il à se prendre au sérieux ? Il a beau dire que son seul souci est de faire « se marrer » ses lecteurs, tout autre chose passe dans son livre, et bien plus que de la rigolade. D'abord une interrogation sur lui-même, et il y a de quoi. *« Ce qui me complique mon introspection... Cette amoralité, comment la concilier avec le drapeau, le combat libérateur, la lutte pour les grands principes ? »* Car il a bien tourné dans un cas, mal tourné dans l'autre : c'est tout mêlé, un homme. Et il ne tient souvent qu'à un cheveu que le bien ou que le mal triomphe. *« J'essaie aujourd'hui de me revoir exact... maigre, boutonneux, va de la gueule... Me comprendre... J'aperçois, je perçois un zèbre difficile à saisir. »* Un enfant naturel, mais que cela traumatise peu. A peu près délaissé par sa mère. Elevé d'abord à la campagne chez de braves gens : *« Il ne me revient rien de triste, de malheureux, de ma prime enfance. J'y ai emmagasiné des images plutôt fraîches de pêche à la grenouille. »* Puis recueilli par sa grand-mère, en pleine « mouscaille » (misère) du treizième arrondissement, quand Paris se couvre d'Allemands.

par Jacqueline Piatier

Boudard se reproche aujourd'hui de ne point avoir assez regardé, choyé cette grand-mère, tendre figure du livre. Elle disparaît, c'est vrai, dans la galerie des portraits inénarrables qui l'entourent. La peinture d'un milieu, d'une époque, passe toujours chez Boudard par ces croquis au trait noir : simples figurants, agents de son destin et les trois ou quatre copains avec qui il vivra ses aventures.

COMME un long prologue, les années d'occupation représentent la moitié du livre : rapines plus ou moins risquées, reprise sur les profits du marché noir, vagabondages dans les terrains vagues et plus de filles soumises en rêve ou en « jactance » qu'en réalité. Une évocation somme toute banale, que rehausse l'opposition d'Alphonse et de sa bande aux militants de Déat. Il s'arrête sur eux puisqu'il se pose la question : Pourquoi suis-je allé du côté des résistants plutôt que du leur ? On ne peut pas dire qu'il se targue d'avoir choisi la ligne droite : *« Ça vient, les options politiques, l'engagement dans un sens, dans l'autre... parfois du hasard. On était tel jour, tel endroit... On a rencontré celui-là plutôt que celui-ci, et tout est joué. »* Il reste que les antipathies innées qui jouent leur rôle dans sa détermination sont peut-être le signe sinon d'une forte pensée du moins d'une généreuse nature.

Cette générosité, la suite va nous la prouver, tout en insinuant que les plus justes causes reposent parfois sur les plus bas instincts. En 1944, c'est le départ rocambolesque de Boudard pour le maquis. Musique, son meilleur copain, figure vraiment cristalline dans un univers sombre, l'accompagne. Et c'est le massacre de la ferme des Trois-Chemins, où ils arrivent trop tard pour être fusillés avec les quarante maquisards qu'ils allaient rejoindre. Ce récit-là est excellent, ainsi que ce qui le suit : la fréquentation dans le maquis de polytechniciens qui, comme nos deux lascars, ont eu la vie sauve.

L'impossible mélange des classes, même en ces circonstances exceptionnelles, est merveilleusement décrit par Boudard.

L'échappée maquisarde est narrée en moins de quatre-vingts pages. Après quoi, lourdement, le livre se traîne, jour par jour, sur la libération de Paris. Et là, il n'y a plus guère que les scènes d'horreur commises par une populace en délire qui inspirent l'écrivain : lynchages, exécutions sommaires, femmes tondues, ravages, pillages, gaspillages, voilà ce qu'on en retient. Le parti pris de noircir s'accorde un peu trop à la vision célinienne dont se réclame l'auteur.

BOUDARD parle quelque part des montages à partir desquels les vainqueurs écrivent toujours, et toujours faussement, le cours de l'histoire. On se demande si lui aussi ne se livre pas à des astuces du même ordre, en sens opposé. Peut-être est-ce une façon de rétablir l'équilibre fragile de la vérité objective. C'est, plus sûrement, une façon de nous faire entendre sa vérité à lui, Boudard, son « ce que je crois », trente ans après ses « frasques patriotiques ». Je veux bien que devant les horreurs qui le heurtent (*« La foule est là comme un fauve »*), il reconnaisse que *« ça va aller comme ça de désillusions en déboires, de petites secousses au cœur, au ventre... jusqu'au désenchantement... et aujourd'hui une sorte de sérénité devant les hommes, les événements (...). On sait que tout est possible, le meilleur rarement, le pire plus souvent. »* Ce pessimisme le conduit à une sagesse qui vient *« avec le tour de reins, hélas ! »* et qui se formule ainsi : *« La vie c'est pourtant la seule richesse... les plaisirs à prendre, le bon air qu'on respire le jour où l'on sort d'un hôpital, d'une prison... le coup qu'on va boire quand il fait soif... la femme qui se déloque, qui s'offre... les courts instants de bonheur qui vous réconcilient avec l'existence toujours. »*

N'y a-t-il pas en Boudard un « ancien combattant » d'aujourd'hui, fort différent et peut-être plus intelligent que les anciens combattants d'hier, mais qui n'enflammera pas ces jeunes à qui le livre est dédié ? Et pourtant, à quoi conduit cette morale si on l'écoute profondément, par-delà le ricanement et la volonté de scandale ? C'est indéniable : à moins de haine entre les hommes.

(Vendredi 2 septembre.)

★ *Les Combattants du petit bonheur*, d'Alphonse Boudard. Table ronde, 316 pages, 48 F.

Histoire naturelle d'un mort illustre : Buffon

● ***La création captée par un oiseleur en habit mordoré.***

TOUT le monde connaît Buffon, ce grand homme, notre Lucrèce des Lumières : la tour de Montbard, ses manchettes empesées, comme sa plume (croit-on, de confiance), une vie si réglée qu'il devait avoir le même horloger que Kant ; animalier familier — entre La Fontaine et Walt Disney, — bestiaire aux oiseaux étincelants, fixés comme des papillons sur les « planches » depuis longtemps arrachées aux livres. Quant aux livres... La modestie m'oblige à me défendre de parler ici pour moi qui, par je ne sais quelle perversion, fus fasciné dès l'enfance par Buffon tout entier : le style, l'homme, l'animal ; sans oublier les volcans, ces « fourneaux » où la terre fait sa cuisine. Et voilà quelqu'un qui l'a lu, vraiment lu ! Au point de le récrire. Qui a récrit jusqu'à sa vie.

C'est une vocation chez Yann Gaillard, qui a déjà dépensé tant d'invention, de feu et de sel pour évoquer les vies et les mémoires des hommes illustres (1). Il va plus loin cette fois : il ressuscite l'un d'eux, par une thaumaturgie qui n'est pas, si j'ose dire, très catholique. Mais ne nous avertit-il pas que cette biographie-ci est « imaginaire et réelle » ? Et qui a jamais débrouillé la réalité de l'imaginaire ? Le tenter ici, ce serait anéantir la résurrection, et déchirer le biographe qui s'est fait consubstantiel à son modèle.

Il s'efforce bien de prendre aussitôt de la distance, en rédigeant d'avance l'article *Buffon* d'un dictionnaire de l'avenir, où il apparaît que ce majestueux objet sera, aux générations futures, vaguement vénérable, énigmatique et hors d'usage.

Plus encore qu'il le croit, car dès aujourd'hui... Tenez : couronnant tant de superbes ou gracieux portraits d'animaux, Buffon, comme on sait, avait écrit que la femme est la plus noble conquête de l'homme. Nous avons renversé tout cela, et la conquête libérée proclame que l'homme est le plus ignoble laissé-pour-compte de la femme. En compensation, la fameuse formule, que le biographe croit propre à survivre comme objet de curiosité — *« le style est l'homme même »*, d'ailleurs toujours citée approximativement et il n'y échappe pas, — voilà qu'elle prend tout son poids de néant, alors que nous avons déjà jeté ensemble, à la même poubelle, et le style et l'homme.

C'est un conte ravissant, traversé d'idées et de signes, que cette histoire naturelle du seigneur de Montbard, qui, dans son habit mordoré, en quarante années et quarante volumes, capta la création tout entière. Vous assistez à cette prise de possession souveraine, en même temps qu'à la vie quotidienne du créateur qui descendait le soir de son ciel, régnait sur des pèlerins qui, presque tous, au moins de cœur, s'agenouillaient à la porte du sanctuaire : comme Rousseau qui y alla, lui, de ses deux genoux. Il ne craignait pas les fêtes illuminées, et moins encore les femmes, espèce qu'il avait classée en deux familles : *« Les petites bêtes de compagnie et les grandes dames d'amitié. »* Mme Necker appartenait évidemment à la seconde, elle qui lui avait dit qu'elle ne pouvait l'entendre narrer les merveilles du monde sans penser qu'il en était une lui-même. Aussi lui fut-il fidèle ; et elle aussi, qui était à son chevet de mourant.

Comme on voudrait s'attarder dans cette société d'hommes, de femmes et d'oiseaux ! Je ne ferai qu'un reproche à l'auteur, c'est d'avoir omis d'inviter celui qui fut sans doute le meilleur des amis de Buffon, sûrement le plus ancien, le plus bourguignon et le plus délicieux, mon vieux compagnon, le président De Brosses.

Buffon meurt en 1788, à temps. Yann Gaillard, en conclusion, convoque Hérault de Séchelles, comme pour nous rappeler à propos que les pères des Lumières et de la Révolution (il est vrai que c'étaient pour Buffon, la seconde surtout, des enfants très naturels et jamais reconnus), s'ils eussent vécu, y auraient tous perdu la tête. Pour lui, il fallut se contenter de ses os, qui furent arrachés de la tombe : bref, il fut traité comme un roi.

Mort naturelle aussi que la sienne. On trouva dans sa vessie cinquante-sept pierres et un bloc de cristaux : don émouvant de la nature au naturaliste. Yann Gaillard a opéré une cristallisation d'une autre sorte, en soumettant l'énorme *Histoire naturelle* à la plus énorme pression des profondeurs, qui la réduit à son extrême éclat. Il nous livre sa méthode : *« Laisser mon œil gauche errer à la surface du langage de Buffon, pendant que mon œil droit surveille ma main... »* qui écrit.

Edgar Faure, dans sa préface plus que brillante, car c'est d'idées aussi qu'elle brille, est le premier à soupçonner ces textes de n'être pas moins imaginaires que la biographie, c'est-à-dire non moins vrais.

Une mathématique de la mort

Le livre a son jumeau, dans un recueil non cette fois d'« inédits », mais de textes à peu près inconnus (sauf le discours sur le style, presque aussi célèbre que le Cheval, le Lion ou le Cygne), réunis et éclairés par J.-L. Binet et Jacques Roger. Essai sur le sens de la vue, que complète celui sur les couleurs et les ombres colorées dont les notations annoncent le Delacroix de la théorie du reflet. Il est remarquable que les grands esprits, les grands poètes surtout, aient été tentés par cette approche scientifique, à commencer par Goethe. Saint-John Perse avait aussi sa théorie des couleurs.

Enfin, cette provocation tranquille : *l'Essai d'arithmétique morale*, débouchant, à travers le calcul des probabilités, sur une mathématique de l'espérance et de la mort. On s'est parfois étonné que Buffon eût intégré cette arithmétique-là à son grand livre. Quoi de plus naturel ? La mort n'est-elle pas, justement, la dernière de nos histoires naturelles ? Après quoi, le rideau peut bien se lever sur le surnaturel : Buffon a montré qu'il était de trop bonne compagnie pour y contredire, mais ce n'est pas là son théâtre.

YVES FLORENNE.

(Vendredi 2 septembre.)

★ BUFFON, par Y. Gaillard. Hermann, 177 pages, 36 F.

★ UN AUTRE BUFFON, par J.-L. Binet et J. Roger, ibid., 208 p., 36 F.

(1) *Vie des morts illustres* (Bourgois). *Mémoires des morts illustres* (Gallimard).

Edité par la S.A.R.L. le Monde.
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.



Commission paritaire des journaux et publications n° 57 460.

CULTURE

LA MORT DE JEAN ROSTAND

(Suite de la première page.)

J'évoque une des visites que nous lui rendions, à son « Ermitage » de Ville-d'Avray. Voici le sentier raide et caillouteux qui mène à sa grande demeure perchée sur la colline du parc de Saint-Cloud. Voici le beau jardin, qui se couvre au printemps d'une végétation exubérante de primevères de toutes couleurs, jadis cultivé, revenu maintenant à cet état de liberté qu'il aimait, qu'il revendiquait pour toutes les créatures vivantes. Voici, à droite, le laboratoire installé dans une simple remise, aujourd'hui à l'abandon. Jean Rostand nous accueille, sur le perron de sa grande maison, avec une chaleur une joie, qui ne sont pas de commande. Il nous reçoit dans une petite pièce d'angle que connaissent bien ses amis, car une grande partie de la demeure est réservée à des familles de travailleurs immigrés. Telle est sa générosité qu'il se prive de confort pour en donner aux autres

Il aborde immédiatement les grands problèmes de l'heure, biologiques, médicaux, sociaux, les actualités littéraires, philosophiques. Il parle avec fougue, avec générosité, avec une franchise qui ménage toujours la sensibilité de ses auditeurs. Il est au courant des plus récents développements de la science.

Jusqu'à une époque récente, il recevait, chaque dimanche, les familiers, les amis, tous ceux qui désiraient l'approcher On côtoyait de grands noms de la science et des lettres, en même temps que de jeunes étudiants, des élèves des écoles, des amis désireux de s'élever à son contact, de glaner des pensées élevées et neuves. Que de fidèles du dimanche maintenant disparus ou dispersés ! Chacun parlait sans contrainte, défendait des opinions souvent peu orthodoxes. Jean Rostand dirigeait la conversation sans en avoir l'air, sans imposer ses idées. Car, s'il savait les présenter avec talent, il savait aussi écouter.

Il avait horreur de tout formalisme et de toute ostentation, mais il ne dédaignait pas certains honneurs. Il avait eu grande joie à entrer à l'Académie française, que lui valait son talent littéraire d'écrivain scientifique. Il se plaisait dans ce milieu qui, malgré les critiques de certains envieux, rassemble un grand nombre de bons esprits et scelle de solides amitiés entre personnes venues d'horizons variés. Il était très aimé et très écouté, bien que beaucoup de nos confrères eussent des opinions très différentes des siennes.

Un apôtre laïque

La maladie l'avait éloigné depuis plusieurs années de toute activité extérieure. Il ne sortait plus de chez lui, ne venait plus aux séances de l'Académie, bien que nous eussions souhaité l'y voir Il vivait replié sur lui-même, ne voulant pas donner le spectacle d'une santé diminuée. Mais il était toujours accueillant, aussi vif d'esprit, aussi vibrant, bien qu'il fût devenu moins combatif.

Jean Rostand était la bonté, l'indulgence personnifiées. Il était d'une grande sensibilité. Il avait un culte pour ses chers disparus, grands de la littérature, son père, Edmond Rostand, sa mère, Rosemonde-Gérard, son frère Maurice Avec sa femme, grande artiste elle aussi, aujourd'hui désemparée, ils formaient un couple merveilleux et touchant.

Il défendait tout naturellement les faibles, les humbles, les opprimés Il avait horreur des dictateurs, des gouvernants autoritaires, des injustices sociales Il aimait son prochain comme le recommandent les religions et, n'en ayant suivi aucune, il faisait figure d'apôtre laïque. Si l'on peut lui reconnaître une faiblesse, je crois qu'il aimait être aimé. Pour nous qui l'aimions, le monde, à partir d'aujourd'hui, ne sera plus le même.

ETIENNE WOLFF,
de l'Académie française.

(Mercredi 7 septembre.)

[Jean Rostand était né à Paris le 30 octobre 1894 d'un père glorieux, l'écrivain Edmond Rostand, dont l'existence mouvementée, partagée entre Cambo et la capitale, où l'enfant assista aux *générales*, voire aux répétitions de *Cyrano de Bergerac*, de *l'Aiglon*, de *Chantecler*, contraignit son fils à faire des études irrégulières, mais brillantes. Jean Rostand est licencié ès sciences en 1914. Pacifiste, admirateur passionné de Jaurès, réformé, il s'engage tout de même et il est mobilisé de 1915 à 1918 au Val-de-Grâce, au laboratoire de vaccination antityphique Rappelé à Cambo à la mort de son père, peu après l'armistice, il y écrit ses pamphlets. En 1922, il s'établit — pour toujours — à Ville-d'Avray, où sa vie se confond avec ses travaux.

En 1936, il participe à la création de la section de biologie au Palais de la découverte. Il reçoit le Grand Prix littéraire de la Ville de Paris en 1952, le prix de la fondation Singer-Polignac en 1953, le prix international Kalinga de vulgarisation scientifique en 1959. Le 16 avril 1959, il est élu à l'Académie française au fauteuil d'Edouard Herriot. Il avait refusé toutes les décorations.

Œuvres principales : *le Retour des pauvres* (1919), *la Loi des riches* (1920), *Pendant qu'elle souffre encore* (1921), *Ignace ou l'Ecrivain* (1923), *Deux Angoisses : la mort, l'amour* (1924), *De la vanité et de quelques autres sujets*, *les Familiotes et autres essais de mystique bourgeoise* (1925), *De l'amour des idées* (1926), *le Mariage*, *Valère ou l'Exaspéré* (1927), *Julien ou une conscience* (1928), *les Chromosomes* (1929), *De la marche à l'homme* (1930), *l'Aventure humaine*, *la Vie des crapauds* (1933), *la Vie des libellules* (1935), *Pensées d'un biologiste* (1939), *Hommes de vérité* (1942), *l'Avenir de la biologie* (1943), *Nouvelles Pensées d'un biologiste* (1947), *les Grands Courants de la biologie* (1951), *Ce que je crois*, *Instruire sur l'homme* (1953), *Peut-on modifier l'homme ?* (1956), *Bestiaire d'amour* (1958), *Carnet d'un biologiste* (1959), *Aux frontières du surhumain* (1962), *Biologie et Humanisme* (1964), *Inquiétudes d'un biologiste* (1967), *les Etangs à monstres* (1971), etc.]

Un athée qui doutait

Président d'honneur de la Libre Pensée, Jean Rostand avait tenu, malgré sa grande fatigue, à assister au dernier congrès national, réuni à Reims fin août sur le thème « la Libre Pensée et l'armée ».

Intervenant à deux reprises pour encourager les congressistes dans leur lutte antimilitariste, Jean Rostand s'est borné à livrer deux citations à la méditation de son auditoire. La première, de Jean Jaurès : *« L'humanité serait maudite si, pour faire la preuve de son courage, elle était forcée de tuer éternellement. »* Et la seconde, de Georges Clemenceau : *« La liberté consiste à se discipliner soi-même au lieu de se laisser discipliner par d'autres. »*

Jean Rostand, qui était aussi président d'honneur du Mouvement de la paix, a lutté toute sa vie en faveur du pacifisme. Dans une lettre de protestation contre les essais nucléaires français dans le Pacifique, voici ce qu'il écrivait au président de la République en 1970 : *« La poursuite absurde d'une impossible capacité nucléaire militaire détourne notre pays de sa vocation pacifique, l'amène à ignorer, voire à contrecarrer, les efforts internationaux de désarmement et nous range parmi les fauteurs possibles d'une guerre totale. »*

Ce positiviste, scientifique sans concessions, était fasciné par l'éternel besoin de questionner qui caractérise *« ce singe vertical dont le front se lèvera vers les étoiles et en qui l'univers se cherchera un sens »*. — A. W.